Agriculture traditionnelle et innovante.Le secteur vitivinicole biologique : une comparaison entre Les Pouilles (Italie) et le Languedoc-Roussillon (France)

Simona Giordano

▶ **To cite this version:**

Simona Giordano. Agriculture traditionnelle et innovante.Le secteur vitivinicole biologique : une comparaison entre Les Pouilles (Italie) et le Languedoc-Roussillon (France). Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III; Università degli Studi di Bari Aldo Moro (Bari, Italie), 2015. Français. NNT : 2015MON30019 . tel-01231030

HAL Id: tel-01231030
https://theses.hal.science/tel-01231030

Submitted on 19 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collège Doctoral du Languedoc-Roussillon

THÈSE

Pour obtenir le grade de

Docteur

Délivré par **UNIVERSITé PAUL - VALéRY MONTPELLIER 3**

Préparée au sein de l'école doctorale **TTSD – ED 60**
Et de l'unité de recherche ART-Dev UMR 5281

Spécialité : GéOGRAPHIE ET AMéNAGEMENT DE L'ESPACE

Présentée par SIMONA GIORDANO

AGRICULTURE TRADITIONNELLE ET INNOVANTE : LE SECTEUR VITIVINICOLE BIOLOGIQUE. UNE COMPARAISON ENTRE LES POUILLES (Italie) ET LE LANGUEDOC-ROUSSILLON (France)

Soutenue le 22 JUIN 2015 devant le jury composé de

Zeineddine KHELFAOUI, Mai^tre de Conférence HDR, Université de Montpellier	Directeur de Thèse
Antonio MININNO, Professeur, Université de Bari « Aldo Moro »	Directeur de Thèse
Rosalina GRUMO, Professeur, Université de Bari « Aldo Moro »	Rapporteur
Mohamed BENLAHCEN TLEMçANI, Mai^tre de Conférence HDR, Université de Perpignan	Rapporteur
Javier Garcia DELGADO, Professeur, Université de Huelva	Examinateur
Geneviève CORTES, Professeur, Université de Montpellier	Présidente de Séance

ARTS, LETTRES, LANGUES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER 3

Université Paul Valéry Montpellier 3

Università degli Studi di Bari Aldo Moro

Acteur, Ressources et Territoires dans le Développement

Dipartimento di Scienze Economiche e Metodi Matematici

École doctorale
TTSD – Territoires, Temps, Societés et Développement

Scuola di Dottorato in Teorie e Storie della Scienza, delle Scienze Sociali, della Filosofia e dei Linguaggi
Indirizzo – Geografia Economica
XXVII Ciclo

Agricoltura tradizionale e innovativa: il settore vitivinicolo biologico. Un confronto fra la Puglia (Italia) e il Languedoc-Roussillon (Francia)

Agriculture traditionnelle et innovante: le secteur vitivinicole biologique. Une comparaison entre les Pouilles (Italie) et le Languedoc-Roussillon

Thése en cotutelle internationale / Tesi in cotutela internazionale
pour l'obtention du Grade de / per conseguire il Diploma di

Docteur en Géographie et aménagement de l'espace
Dottore in Geografia economica

Préesentée et soutenue publiquement par / Presentata e discussa pubblicamente da

Simona GIORDANO

Directeur de thèse / Direttore di tesi:
Prof. Antonio Mininno, Prof. Rosalina Grumo et Prof. Zino Khelfaoui

Codirecteur / Codirettore:
Dott. Vincenzo Verrastro et Dott. Roberta Callieris (IAM – Italie)

Directeur École doctorale / Coordinatore:
Prof. Denis Brouillet / Prof. Maria Fiori

Résumé de la Thèse

« Agriculture traditionnelle et innovante : le secteur vitivinicole biologique. Une comparaison entre les Pouilles (Italie) et le Languedoc Roussillon (France) »

Table des Matières

1. Introduction

2. Agriculture traditionnelle et innovante

3. Le terroir et la typicité, à l'origine des politiques soutenant le secteur
3.1. Le terroir vitivinicole
3.2. La PAC et l'innovation
3.2.1. Le verdissement (Greening)
3.3. La réglementation du secteur vitivinicole Bio : un long parcours
3.4. La vitiviniculture durable et biologique

4. Enque^te
4.1. Contexte et méthode adoptée
4.2. Etude de la filière vitivinicole Bio: comparaison entre Languedoc-Roussillon (France) et Pouilles (Italie)

5. Conclusions : scénarios et perspectives

6. Annexe
6.1. Les chiffres clès
6.2. Questionnaire

1. Introduction

Dans un contexte mondial caractérisé par une crise systémique très complexe, il est évident qu'aux changements structurels et continus (changements climatiques, pression croissante sur les ressources renouvelables, accroissement démographique), on a associé une crise économique dramatique dont les conséquences ne sont pas encore tout à fait prévisibles en termes d'aggravation de la pauvreté, de contraction des marchés internationaux, de contraction du crédit et des perspectives de développement.

L'agriculture est ainsi confrontée à des défis décisifs, dont l'issue est incertaine, en particulier dans certaines régions du monde; les modèles de développement qui émergent sont différents et se projettent, d'un côté, dans un secteur agricole «familial»[1] encore très fragile et, de l'autre, dans une agriculture de type «capitaliste» de plus en plus dominante.

Cependant, dans un tel contexte de crise, il semble que d'autres nouvelles opportunités peuvent naître, bien que dans le long terme; la coupure qui s'est créée et la rupture des schémas ont révélé la vulnérabilité des systèmes agricoles et agroalimentaires en plaçant en premier plan l'exigence d'innovation et de remise en question des modèles de développement. Dans un contexte et une période de grande incertitude, selon les variations des valeurs et des normes à la base des sociétés, ces dernières doivent se montrer créatives et réinventer les modalités de production, de transformation et de distribution des produits agricoles dans une perspective à long terme qui tienne en compte des territoires et des communautés qui y vivent, tout en focalisant l'attention sur le concept de durabilité.

En ce qui concerne le développement durable, les différents systèmes agricoles et agroalimentaires ont déplacé leur intérêt vers une perspective agroécologique[2], en soutenant les systèmes alimentaires locaux.

Ceux-ci évoluent en parallèle, en concurrence ou en complémentarité avec les systèmes de production dominants, et prennent des formes différentes selon qu'ils viennent de pays où l'agriculture est à un taux élevé de consommation de capital, d'intrants chimiques et d'énergie fossile, ou de pays où l'accès à ces ressources est insuffisant et, par conséquent, la productivité du travail est faible.

Au niveau mondial, il est essentiel de développer une prise de conscience majeure sur l'existence de ces systèmes innovants, de capitaliser ces expériences, dont certaines à l'état embryonnaire, et de faire ressortir un nouveau paradigme conceptuel de développement dans l'agriculture, qui ne soit pas uniquement du point de vue de la technologie et de l'organisation. Il faut s'interroger sur le degré des connaissances nécessaires pour promouvoir le développement durable, remettre en question la primauté de la connaissance scientifique par rapport aux autres types de connaissances et créer de nouveaux liens entre la recherche, les acteurs économiques, les acteurs de la société civile et les décideurs politiques. C'est dans cette perspective que la recherche agricole joue un rôle de premier plan dans la voie de l'innovation, sachant que l'agriculture ne doit plus exercer un rôle uniquement de production, mais d'interaction complexe avec l'environnement et la société dans son ensemble. Dans un débat scientifique qui s'anime de plus en plus, grâce aussi à l'ouverture imminente de l'Expo 2015 à Milan, on veut souligner le rôle que, dans ce processus d'innovation, chaque acteur peut jouer, ainsi que la caractérisation des facteurs qui déterminent les innovations mêmes, dans un contraste et une comparaison de positions sur les processus innovants réellement nécessaires pour le développement durable.

---

[1] A ce propos, une brève définition initiale d'agriculture «familiale» renvoie à un modèle caractérisé par de petites entreprises agricoles, gérées par les membres de la famille qui s'occupent du travail et de l'organisation. En particulier dans les pays en développement, ces entreprises représentent une ressource fondamentale pour la production de nourriture, atteignant jusqu'à 80% du nombre total d'entreprises agricoles dans ces mêmes pays. Cf : www.fao.org.

[2] A l'agroécologie "on reconnaît aujourd'hui la valeur de nouveau paradigme scientifique pour répondre aux défis de la durabilité de l'agriculture et des systèmes agroalimentaires ". Cf : BOCCHI S., M. MAGGI, *Agroecologia, sistemi agro-alimentari locali sostenibili, nuovi equilibri campagna-città*, dans "Scienze del Territorio", n.2/2014, p.95-100, Firenze University Press.

Sans aucune prétention d'exhaustivité, ce travail de thèse vise à enquêter sur certains aspects de l'innovation dans l'agriculture et à fournir également des points de réflexion en ce qui concerne le rôle que l'agriculture peut jouer dans le cheminement vers un développement réel des communautés rurales, qui vivent dans des territoires où l'agriculture même trouve sa raison d'être.

2. Agriculture traditionnelle et innovante

L'invention certainement la plus extraordinaire de l'histoire humaine, l'agriculture est, dans le cadre des différentes activités humaines, celle qui a le plus changé le paysage de façon considérable; un impact qui peut être défini, pour ainsi dire, «étendu», aussi bien au niveau spatial que temporel. Le paysage agricole est devenu aujourd'hui une constante du territoire, en alternance et en opposition aux zones où l'agriculture n'a jamais existée ou s'est arrêtée au fil du temps, et aux zones qui, par conséquent, apparaissent comme «abandonnées». Selon la définition de Formica[3], l'agriculture traditionnelle assure «un équilibre entre les besoins du groupe et la production locale basée sur la récolte de produits considérés comme étant essentiels pour la consommation. Le problème se résout avec des pratiques et des instruments habituels, en tenant compte des variations du nombre des consommateurs. Une telle situation est clairement conservatrice parce que la collectivité hésite face à toute démarche qui puisse briser l'équilibre de son existence». Dans le cadre d'une relation indispensable entre l'homme et la nature, il est intéressant de constater à quel point l'agriculture exprime ce qui peut être défini comme «territorialité», à savoir chaque résultat spécifique qui résulte de l'interaction des facteurs naturels et environnementaux (climat, territoire, paysage), avec le facteur humain (société, culture et traditions, religion), dans l'évolution du temps. Dans le cadre de la soi-disant «écogénèse territoriale», terme forgé par Raffestin[4], l'agriculture a joué un rôle clé dans le façonnement des paysages et dans la régulation de la vie de l'homme qui y vit; en outre, l'évolution des différents systèmes territoriaux reflète l'existence d'une sorte de code génétique dont les différentes formes d'agriculture sont porteuses[5]. Ce code, avec ses déterminants, modèle les paysages et exerce une forte influence sur chaque société et la culture qu'elle exprime, au point qu'on doit tenir compte que les limites géographiques entre un système territorial et l'autre ne sont pas des lignes bien définies, mais plutôt des passages gradés dont les nuances sont infinies; l'agriculture de cette manière se transforme et devient non seulement une activité nécessaire à l'homme pour la satisfaction des besoins alimentaires de base, mais aussi la clé de lecture et de compréhension de l'histoire passée et présente de chaque groupe humain. Malgré la présence d'une grande variété de spécificités territoriales, les différentes formes d'agriculture contribuent à composer la mosaïque du paysage au niveau mondial, en soulignant sa complexité. Les processus d'industrialisation et de la mondialisation de l'agriculture ont, au fil du temps, mis en danger sa spécificité territoriale et, par conséquent, sa capacité à transmettre à travers les générations le patrimoine d'un savoir-faire nécessaire pour l'auto-organisation, patrimoine qui coïncide avec l'identité même du système territorial local[6]. Le retour au sommet du modèle décrit par Kostrowicki[7] consiste, aujourd'hui, dans les formes peu nombreuses et vraiment distinctives de l'agriculture moderne, et détermine la réduction significative de la territorialité et son rôle de «code génétique territoriale».

La transition vers une agriculture réellement innovante se présente comme le seul parcours à suivre pour faire retour à la territorialité de l'agriculture, comme instrument indispensable pour la redécouverte d'une relation vertueuse entre l'homme et l'environnement et pour préserver le paysage.

---

[3] Formica C., Geografia dell'Agricoltura, La Nuova Italia Scientifica, Rome, 1996, p.139-140.

[4] Cf., encore : Raffestin, C. (1986a), "Ecogénèse territoriale et territorialité", dans: Auriac, Franck, Brunet, Roger (Hg.), Espaces, jeux et enjeux, Paris, S. 173-185.

[5] Les systèmes territoriaux, dans cette optique, peuvent etre considérés comme des systèmes ouverts et en évolution, et pour cela, assimilables aux "structures dissipatives". Cf.: Ilya Prigogine - Isabelle Stengers, La nuova alleanza. Metamorfosi della scienza, tr. it. Sous la direction de P. D. Napolitani, Einaudi, Turin, 1999.

[6] Cf. : "La territorialité, une théorie à construire". Colloque du 28 septembre 2001 en hommage à Claude Raffestin suivi de Jocelyne Hussy. Le défi de la territorialité (extrait). Cahiers géographiques n° 4, 2002.

[7] Kostrowicki J., The Types of Agriculture Map of Europe in 9 Sheets 1:2.500.000, Institute of Geography and Spatial Organization, Warsaw, 1984.

Il est nécessaire, dans ce sens, de «mettre en œuvre celle qui a été définie comme la Révolution Doublement Verte (Griffon, 2002), c'est-à-dire produire plus en consommant moins» pour «mettre en place une série de politiques efficaces afin d'établir et de développer une agriculture respectueuse de chaque écosystème. La parcours pour atteindre la sécurité alimentaire passe par quatre étapes fondamentales: l'innovation, les marchés, les individus et la politique»[8]. Afin de marier les besoins de la production et de l'économique avec les besoins liés à la sauvegarde des écosystèmes, le secteur agricole doit développer de nombreuses fonctions qui vont bien au-delà des fonctions purement productives, pour s'étendre donc vers la protection des ressources naturelles jusqu'au développement socioéconomique des zones rurales, véritable incubateur des traditions agricoles les plus précieuses. Par rapport à ce qui vient d'être exposé, l'attention se pose à présent sur trois approches possibles pour l'innovation dans l'agriculture, à savoir: la multifonctionnalité, les produits typiques et l'agriculture biologique.

En ce qui concerne le lien avec les systèmes de connaissance et l'économie de la connaissance, il faut souligner que, aujourd'hui, au niveau européen et mondial il y de nombreuses discussions sur la complexité et l'efficacité des «Systèmes nationaux de la connaissance». Le retour au thème de l'innovation dans l'agriculture est déterminé par le fait que ce secteur est confronté à des défis très contraignants : le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'utilisation efficace des ressources, les méthodes de production et de planification territoriale écologique, la sauvegarde de l'espace rural, la biodiversité (OCDE, 2011; Commission européenne, 2010c). Aujourd'hui, les raisons qui déterminent la nécessité de reprendre la recherche et l'innovation dans l'agriculture sont différents par rapport à ceux qui existaient à l'origine de la Révolution Verte[9]; les défis sont décrits par la Stratégie Europe 2020 (Commission européenne, 2010a), et aussi par l'initiative pilote de l'UE pour une Union de l'Innovation (Commission européenne, 2010b). Dans cette nouvelle perspective, la recherche agricole doit aborder des thèmes beaucoup plus vastes et problématiques que dans le passé : la nécessité de maintenir ou d'augmenter la productivité dans l'agriculture et, simultanément, de respecter la biodiversité et la durabilité de l'environnement implique le support aux approches scientifiques «pluralistes»(Commission européenne, 2011a). Les innovations exigées ne concernent pas seulement la technologique mais aussi la société et son organisation ; en outre, elles doivent répondre simultanément à plusieurs objectifs, tels que la sécurité alimentaire, la production de biomasses et la sauvegarde de l'environnement, tout en maintenant ou en augmentant la productivité.

3. Le terroir et la typicité, à l'origine des politiques soutenant le secteur

Les différentes sources du terme «terroir»[10] ont conduit à une utilisation approximative du terme; le retour de l'intérêt pour l'origine des produits en Europe au cours de la dernière décennie et l'intérêt pour «les produits du terroir» n'ont pas aidé à éclaircir son utilisation. Dans le secteur du vin, le mot terroir n'a pas toujours eu une connotation positive; au dix-neuvième siècle[11], le vin du terroir était un «vin paysan», par opposition au vin noble classé comme de valeur. Tout d'abord, le terroir peut représenter un espace géographiquement délimité; la notion de terroir est en fait l'objet d'une tradition très riche du point de vue géographique, résumée par Sandrine Sheffer[12]. Le concept de délimitation reflète les limitations découlant d'une construction humaine formalisée par des actes administratifs, et pas seulement par des facteurs physiques. Dans la pratique, l'INAO a ainsi conduit à «faire une délimitation du lieu de production, qui doit être fondée sur des facteurs naturels… et sur des facteurs humains ... La méthode de délimitation doit donc tenir compte des réalités locales complexes et seule l'observation de ces facteurs sur le champ permet de déterminer les critères de délimitation les plus pertinents qui peuvent varier d'une région à une autre».

---

[8] De Comite L., Giordano S., Cit., p.114. Voir aussi : GRIFFON M. 2002. Révolution Verte, Révolution Doublement Verte. Quelles technologies, institutions et recherche pour les agricultures de l'avenir?. dans Mondes en développement, 1/2002 (n.117).

[9] La Green Revolution, ou RévolutionVerte, a été fondée par Norman Borlaug.

[10] SHEFFER S., *Che cos'è un prodotto alimentare legato ad un'origine geografica?,* op. cit.

[11] JULLIEN A., *Topografia di tutti i vigneti conosciuti,* (troisième édition), Paris, 1832, p. 580.

[12] SHEFFER S., *Che cos'è un prodotto alimentare legato ad una origine geografica?,* op. cit.

Le terroir naît comme une accumulation d'expériences individuelles et collectives, qui s'inscrit dans un processus temporel, dans une histoire en voie de développement, conduisant à des innovations continues; dans ce sens, le terroir suppose un partage de connaissances individuelles qui ne rendent pas le terroir une création strictement individuelle. Il désigne l'ensemble des activités qui confèrent à un bien une valeur ajoutée économique ou symbolique[13]; le processus d'accumulation est basé sur un système d'interactions qui mettent en jeu des facteurs liés à l'environnement (sol, climat, topographie, plantes, animaux, microorganismes), et inséparablement, les facteurs humains[14], y compris la planification. Cette dernière est analysée dans les pages qui suivent grâce à l'analyse des politiques en matière d'agriculture et d'innovation.

En analysant le terme de «typicité», on découvre qu'il s'agit d'un néologisme désignant la généralité des caractères des mots «type» et «typique» d'où son origine. Pour les produits agricoles, le mot représente une catégorie : «Le "type" se défini comme étant une catégorie de produits qui forment une unité ou un ensemble», c'est donc un ensemble d'éléments qui peuvent décrire, analyser ou comparer. Il y a deux écoles de pensée qui se partagent la notion de typicité : l'une considère la typicité comme un objet quantifiable par des mesures instrumentales[15]; l'autre considère la typicité comme une matière complexe, étant le résultat d'une construction humaine.

L'appartenance au «type» est construite en mesure nécessaire mais insuffisante sur les spécificités du type, un ensemble de caractéristiques mesurables ou vérifiables. Elles comprennent à la fois les caractéristiques qui décrivent le produit final (surtout sensorielles et analytiques), celles qui sont liées aux phases d'élaboration du produit final, ainsi que les caractéristiques sociales et culturelles. En outre, la typicité d'un produit est établie par un groupe de personnes de référence (GHR). Les acteurs impliqués sont nombreux et différents : producteurs, transformateurs, auteurs de la réglementation et surtout consommateurs dont l'opinion est prise en compte par les autres opérateurs. Tout cela suppose une organisation du GHR qui structure les informations et permet de reconnaître la typicité ainsi construite; il s'agit de connaissances «distribuées», c'est-à-dire qu'aucun acteur du GHR ne peut prétendre les posséder entièrement. Parmi les nombreuses expressions de la typicité, la «typicité liée au terroir» est une construction particulière qui reflète l'effet du terroir sur un produit donné. La typicité ne contient pas un lien physique avec le terroir; des éléments de typicité (espèces ou variétés, certaines opérations technologiques) peuvent faire l'objet d'une libre localisation. Lorsque le lien avec le terroir est revendiqué, il doit répondre à la notion de «typicité liée au terroir». Cette nouvelle conception est la propriété d'appartenance d'un produit à une catégorie particulière, construite dans le temps sur un terroir qu'elle contribue à identifier et à définir, liée à une «origine géographique», qui englobe les facteurs humains localisés (hommes, pratiques) et qui est revendiquée par une communauté. Cette affirmation est d'un intérêt considérable dans l'analyse du secteur vitivinicole et représente un aspect central de cette thèse.

3.1. Le terroir vitivinicole

En particulier, pour les opérateurs de monde vitivinicole, le terme «terroir» est un mot magique qui justifie à lui seul la qualité d'un vin; mais derrière ce terme, l'analyse des discours des professionnels révèle des conceptions différentes; le terroir et la façon dont les hommes se l'imagine évolue avec le contexte dans lequel il est cité. Le terroir est donc considéré dans toute sa complexité, étant le terroir des vins interprété de plus en plus comme un système géographique mondial : le projet social prévaut sur le terroir agronomique.

Le terroir agronomique est un environnement original, caractérisé par l'homogénéité des éléments géologiques et pédologiques, topographiques et climatiques, complétés par des facteurs humains tels que le choix du cépage ou la façon de mener le vignoble. Le terroir est désormais reconnu comme tel, en

[13] BARJOLLED D., SYLVANDER B., "Alcuni fattori di successo per i prodotti di origine controllata, *dans* Agri-Food Supply Chains *dans* Europa: Mercato, risorse interne ed istituzioni", Economies et Société, *Quaderni dell'ISMEA, Serie Sviluppo Agroalimentare,* 25, 2002.

[14] INAO, *I terroirs vitivinicoli: dal concetto al prodotto, rapporto al comitato nazionale vini e acque,* Paris, 2002.

[15] KELLY S., HEATON K. et HOOGEWERFF J., "Tracciando le origini geografiche del cibo: l'applicazione di un'analisi multiforme e multi-isotopica", *Trends in Food Science & Technology,* 16 (12), 2005, p.555-567.

France, par l'INAO: «Un terroir est un espace géographique délimité où une communauté humaine a construit à travers l'histoire une connaissance intellectuelle collective de production basée sur un système d'interaction entre un milieu physique et biologique, et un ensemble de facteurs humains dans lequel les itinéraires sociotechniques mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité, et créent une réputation pour un produit original de ce terroir»[16]. Considérer tous les éléments de ce système géographique qu'est le terroir vitivinicole conduit au terroir social[17]. Compte tenu de l'importance des intérêts sociaux et des organisations sociales, le terroir ne deviendrait-il pas principalement une organisation et un espace social? Le terroir est unique puisque c'est un système d'action concret qui gère les relations entre les opérateurs du terroir où «la synergie des conditions naturelles a créé une typicité organoleptique, la synergie des gestions crée la puissance de la vigne, la synergie des valeurs socioculturelles crée la réputation d'une dénomination[18]». Le terroir est donc «une individualité géographique»[19], «une médaille frappée à l'image d'un peuple»[20]. Enfin, le terroir offre une alternative à la marque pour une viticulture de qualité, dans la mesure où le terroir est conçu comme un signe d'identification ou d'identification d'un vin, signe de spécificité et de conformité à une discipline de production, garantie d'un certaine qualité pour le consommateur[21]. En ce sens, le vin de terroir semble bien correspondre à un mouvement profond qui touche durablement les relations entre les producteurs et les consommateurs; il semble représenter un moyen possible pour sortir d'une triple crise: crise agricole, crise alimentaire, crise d'identité.

3.2. La PAC et l'innovation

La PAC précédente (2007-2013) ne prévoyait pas des financements spécifiques dédiés à la recherche et à l'innovation dans l'agriculture, même si elle contenait certaines mesures ayant un impact direct sur les systèmes de connaissance et sur l'innovation, ainsi que sur la capacité innovante des opérateurs dans le secteur. En passant à l'analyse de la nouvelle programmation, ayant comme horizon temporel les années 2014-2020, celle-ci pose au centre de l'attention l'amélioration de la productivité agricole à travers la promotion de la recherche, la diffusion du savoir-faire et des connaissances, et la promotion de la coopération entre les acteurs impliqués de différentes manières, les soi-disant stakeholders[22]; ces objectifs stratégiques sont poursuivis en synergie et en étroite coordination avec la stratégie Europe 2020[23]. L'ensemble tourne encore autour de deux piliers, avec la présence d'une série d'instruments entre eux complémentaires même si visant à atteindre les mêmes objectifs; c'est aux deuxième de ces piliers qu'on a attribué le but de guider le développement des zones rurales, considérées comme l'incubateur idéal pour la naissance et le développement d'une agriculture plus compétitive et plus durable. Parmi tous ces outils, on retrouve[24] la nouveauté du verdissement (*greening*), dont on parlera dans les paragraphes suivants, pour le développement durable des petites entreprises.

---

[16] Document de travail, Groupe INRA-INAO, septembre 2004.

[17] HINNEWINKEL J.C., *I terroirs viticoli, Origini e divenire,* Bordeaux, Editions Féret, 2004, p. 228.

[18] MABY J., *Campagne di ricerca. Approccio sistemico dello spazio rurale*, Avignon, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 2002, col.1, p.154.

[19] *Idem.*

[20] VIDAL DE LA BLACHE P., "Tavola della Geografia della Francia" dans *Storia di Francia*, Paris, 1903-1992, rip. Ed. De la Table Ronde, Paris, 1994, p.20. Paul Vidal de la Blache parlait encore de la France, mais le concept s'adapte très bien à tout type de territoire et donc même au terroir vitivinicole.

[21] PERI C., e GAETA D., "La necessaria riforma della regolamentazione europea delle denominazioni di qualità e di origine", *Economia rurale* 258, juillet-août 2000, p.42-53.

[22] Le concept connu sous l'acronyme AKIS (Agricultural Knowledge and Information System) remonte aux années '60 et il est conçu par les partisans de la politique agricole de l'époque pour instituer un réseau d'acteurs, l'AKS (Agricultural Knowledge System), apte à coordonner le processus de création et de transfert des connaissances, de telle façon à pouvoir accompagner et favoriser le processus de modernisation du secteur agricole.

[23] Il s'agit des cinq objectifs clés que l'Union Européenne s'est fixée, pour 2020, visant à relancer «*l'économie de l'UE au cours de la prochaine décennie. Dans un monde en mutation, l'UE a l'intention de devenir une économie intelligente, durable et solidaire*». Cf. http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

[24] Cf. Vagnozzi A. (2011).

Il est important de souligner également la création du Partenariat Européen pour l'Innovation (European Innovation Partnership – EIP[25]); en utilisant un réseau à échelle communautaire, ainsi qu'un réseau européen pour le développement rural, et des groupes opérationnels constitués auprès des différents États membres par les représentants des entreprises, du monde de la consultation et de la recherche, ce partenariat vise à établir des liens précieux entre le secteur de la recherche, les agriculteurs-entrepreneurs, et les conseillers qui les aident. Ces liens visent à encourager le développement de l'agriculture durable, dans le cadre d'une attention de plus en plus majeure sur les exigences de la bioéconomie et de la protection de l'environnement, et à répondre aux besoins de la recherche et du développement issu du secteur agricole[26].

Suite à cette Programmation, la Commission européenne a fait paraître un nouveau règlement de recherche intitulé «Horizon 2020»[27], c'est-à-dire le Programme-Cadre pour la Recherche et l'Innovation en vigueur de 2014 à 2020 (Huitième Programme Cadre), visant à soutenir les activités de recherche et de développement, et d'innovation, dans tous les secteurs, y compris celui de l'agriculture; ici, en fait, l'objectif à poursuivre est double: d'une part, assurer la sécurité alimentaire et, de l'autre, rendre les systèmes de production plus efficaces, plus compétitifs et écologiquement durables.

3.2.1. Le verdissement (Greening)

L'analyse du verdissement est fondamentale; dans le cadre des composants énoncés dans la nouvelle PAC (Politique Agricole Commune)[28], le verdissement (ou paiement vert) joue un rôle très important, car il représente le deuxième de ces composants, immédiatement après le paiement de base, pour un investissement fixe de **30%** des ressources financières, identique pour tous les États membres. Le verdissement, véritable nouveauté de la nouvelle PAC, concerne le processus de verdissement de soutien au secteur agricole, un soutien renouvelé dans le sens de favoriser des changements importants dans la gestion des entreprises agricoles, en particulier celles destinées aux cultures intensives dans les plaines. Prérequis fondamental pour avoir accès au verdissement est la réception du paiement de base, dont les conditions requises sont propédeutiques et obligatoires. Après cette évaluation, les agriculteurs doivent respecter, sur des hectares admissibles aux paiements cités, trois pratiques agricoles considérées comme positives et bénéfiques pour le climat et l'environnement, à savoir:

- La diversification des assolements;

- Le maintien des prairies permanentes;

- La présence de surfaces à intérêt écologique.

Ces pratiques, à respecter conjointement, sont les mêmes pour tous les opérateurs dans le secteur agricole qui font partie des États membres de l'Union, sans possibilités de dérogations et/ou changements.

3.3. La réglementation du secteur vitivinicole Bio : un long parcours

La réglementation en matière de production de vin biologique a fait l'objet d'un parcours long et complexe, dont on retrace ci-dessous les étapes principales[29].

---

[25] Cf. http://ec.europa.eu/research/innovation-union/index_en.cfm?pg=eip et, surtout au secteur agricole http://ec.europa.eu/eip/agriculture/.

[26] Comparer les résultats de la Conférence qui a eu lieu le 7 mars 2012 auprès de la Commission Européenne, dont le titre est "Enhancing innovation and the delivery in European research agriculture", disponibles en cliquant sur le lien http://ec.europa.eu/agriculture/events/research-conference-2012_en.htm.

[27] Cf. http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/.

[28] Il existe plusieurs sources disponibles pour consulter la nouvelle PAC. Le site de la Commission Européenne offre une présentation en cliquant au lien suivant : http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_fr.htm.

[29] Les références à ce sujet sont tirées du document publié ad hoc par l'IFOAM, disponible sur son site : http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_wine_dossier_20130_it.pdf.

En 1991, avec l'introduction du premier Règlement européen sur la production d'aliments biologiques, Règlement n.2092/91, les produits végétaux et leurs produits transformés ont été règlementés, y compris la production de raisins. Il a été donc possible de produire et commercialiser du «vin issu de raisins biologiques» (pas encore «vin biologique»). Au cours de la décennie suivante, en vertu de l'important développement de la viticulture biologique, les producteurs ont commencé à demander de façon de plus en plus insistante une réglementation commune, et la même instance a été soulevée par les pays extra-européens importateurs de vins européens.

En juin 2004, par conséquent, la Commission a lancé un plan d'action communautaire pour l'agriculture biologique, y compris une initiative spécifique visant à évaluer la possibilité d'un règlement sur la vinification biologique. Entre 2006 et 2009, le projet ORWINE[30] a fourni à la même Commission une longue liste de recommandations normatives. Simultanément, la révision du Règlement de 1991 a conduit au Règlement CE 834/2007 (à compter du 1er janvier 2009)[31], où pour la première fois apparaît l'expression «vin biologique». Il faut mentionner également l'initiative concernant la Charte Européenne de Vinification Biologique (EOWC)[32], mise en place par un groupe d'associations en provenance de France, Espagne, Italie et Suisse, visant à harmoniser les normes privées utiles pour créer un projet de base pour un règlement commun. Les travaux de la Commission, supportés par l'intervention d'une équipe d'experts de la EOWC et de IFOAM UE, ont conduit à la formulation d'une proposition commune, et à la finalisation d'un nouveau règlement, comme il en résulte de la 105ème réunion du SCOF(Standing Committee on Organic Farming) du 8 février 2012[33]; la publication du «Règlement d'exécution n.203/2012 de la Commission du 8 mars 2012 modifiant le règlement (CE) n.889/2008 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n.834/2007 du Conseil concernant les modalités d'application sur le vin biologique»[34], et l'introduction du nouveau régime le 1er août 2012.

3.4. La vitiviniculture durable et biologique

Le vin, communément reconnu comme un type particulier de produit agroalimentaire transformé, présente de nombreuses caractéristiques différentes, en particulier la relation étroite qui semble exister entre le vin en question et le territoire d'origine, l'environnement et l'écosystème en général (dans ses composantes non seulement naturelles, mais liées aussi au patrimoine des traditions et de la culture, et du capital humain), relation fondée sur un réseau complexe d'interactions, entre tous les éléments et les sujets impliqués. C'est pendant la seconde moitié du siècle dernier qu'on peut dater la naissance de l'intérêt pour la vitiviniculture «propre»; depuis lors, cet intérêt s'est affirmé progressivement entre les opérateurs, et cela a engendré également le développement des procédés et des méthodes de production de vin, en accord avec les critères de l'agriculture biologique. Les consommateurs montrent également un intérêt croissant pour le lien étroit qu'il existe entre ce produit et l'environnement[35], et aussi une appréciation croissante vers les opérateurs du secteur qui adoptent des pratiques «vertes», pour soutenir non seulement l'environnement mais aussi les habitats naturels et la faune sauvage. Si les consommateurs sont de plus en plus désireux de «boire sain», les viticulteurs doivent faire face aux nouvelles exigences de la société et aux demandes des législateurs, en particulier au niveau communautaire. Il est donc inévitable remettre en question les pratiques vitivinicoles; produire de façon «alternative» représente la ligne directrice sur laquelle se basent de nombreux producteurs engagés à soutenir les pratiques de la viticulture durable, dont la définition se lie à un vin qui «doit assurer la durabilité du vignoble et le revenu des agriculteurs par une production régulière et de qualité, en préservant l'environnement et l'homme»[36].

---

[30] Pour une recherche plus approfondie, confronter avec le site : http://www.orwine.org/.
[31] Cit.
[32] Cf. http://www.organic-wine-carta.eu/.
[33] Pour le SCOF, cf. http://ec.europa.eu/agriculture/committees/organic/105.pdf.
[34] Cf. http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?qid=1410294938296&uri=CELEX:32012R0203.
[35] Cf. Thach, L., Matz, T., Wine a Global Business, Miranda Press, Elmsford, New York, 2008.
[36] Cf. Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de la Ruralité, 2005, Guide pour une protection durable de la vigne : stratégie de protection pour une utilisation raisonnée et durable des intrants phytosanitaires en viticulture, p.34.

La vitiviniculture a énormément bénéficié des progrès de la révolution agricole de 1950, aussi bien chimiquement que mécaniquement[37], ainsi que les autres secteurs de l'agriculture. Depuis lors, et jusqu'à la moitié des années 1990 environ, les viticulteurs ont essayé de mécaniser la plupart des travaux, ainsi que d'utiliser massivement les pesticides; cela a nui à l'image des territoires viticoles qui ont risqué de disparaître. Il faut inévitablement considérer que l'image du vin est fortement liée à sa qualité, mais aussi aux conditions dans lesquelles le vin est produit; à cet égard, les différentes formes de viticulture durable deviennent un moyen essentiel pour regagner la confiance des consommateurs et, finalement, pour une meilleure et plus efficace commercialisation de la production.

La viticulture durable et «raisonnée»[38] est certainement une nécessité imposée surtout pour des raisons environnementales; c'est une forme de viticulture caractérisée par la réduction, voire l'élimination totale, des traitements antiparasitaires chimiques, qui doivent être utilisés en suivant des rythmes précis, des quantités et des dosages corrects, ainsi que par la réduction de l'écoulement hydrique et de l'érosion grâce à une meilleur engazonnement. Il en résulte que les viticulteurs sont confrontés à un processus de changement principalement lié à leurs pratiques viticoles, à ce genre de pratiques viticoles qui utilise des savoir-faire et des connaissances externes[39]. Le rôle de l'Etat est également important en tant que guide pour le développement de la viticulture durable, surtout en ce qui concerne les réglementations communautaires[40] dans le secteur de la viticulture. Il convient de citer aussi les productions de vins à partir de raisins obtenus par des méthodes de culture biologique et biodynamique. Dans le passé les producteurs et les consommateurs utilisaient couramment les expressions «vin biologique» ou «vin biodynamique», encore très utilisées, et presque implicitement reconnues, bien que la législation ne réglementait que la production de la matière première, c'est-à-dire les raisins[41].

Sur la délicate question du rapport entre le développement de la viticulture durable et la durabilité des zones viticoles, deux éléments de réflexion peuvent être offerts, sur lesquels il faudra réfléchir les années à venir: d'abord, la viticulture durable est, même si indirectement, au service d'une certaine forme de «embellissement» des paysages de vignobles. Préserver les territoires du vin signifie aussi les protéger physiquement et, dans ce sens, la viticulture durable est une approche écologique indéniable; mais les démarches décrites, en faveur de l'environnement, dépassent le point de vue écologique, l'idée d'une simple sauvegarde et conservation. On peut affirmer qu'elles mènent à rendre pérennes les territoires viticoles, permettant aux producteurs de surmonter la crise économique actuelle; la viticulture durable peut être en mesure de rétablir la confiance des viticulteurs vers leur propre travail et à encourager ainsi une plus grande agressivité économique sur les marchés mondiaux, dans la conviction de suivre un parcours soutenu par une approche correcte en termes de protection de l'environnement et de qualité du produit fini.

4. Enque^te

4.1 Contexte et méthode adoptée

[37] Il suffit de penser à la «révolution verte» qui a représenté une approche innovante pour les questions de la production agricole en mettant en corrélation étroite : les variétés de cultures avec haut potentiel génétique; le recours à l'utilisation d'engrais et d'autres produits agrochimiques; l'utilisation d'une irrigation systématique. Ces actions ont permis une augmentation significative des productions agricoles dans la plupart des pays du monde. Le processus d'innovation dans les techniques agricoles a commencé au Mexique en 1944, grâce au scientifique généticien Norman Borlaug (prix Nobel de la paix en 1970), qui voulait réduire le risque de famine dans le monde.

[38] Comme déjà souligné, dans le domaine agricole, le terme français "raisonnée" correspond, en bonne partie, au terme italien "integrata" (intégrée).

[39] Cf. GUILLE-ESCURET G., décembre 2003, Les techniques, entre tradition et intention, Techniques et culture, n°42, Du virtuel@l'âge du fer.com. Dans ce texte, l'auteur fait une réflexion sur la façon dont les aspects plus strictement viticoles ont tendance à échapper à ces producteurs qui adhèrent à une cooperative de secteur.

[40] L'on se réfèrera à ce secteur, en considérant les références faisant l'objet de cette thèse.

[41] La nouvelle règlementation a spécifié correctement cette terminologie.

La recherche bibliographique menée pendant les phases initiales du Doctorat a permis non seulement d'acquérir des connaissances approfondies sur les sujets faisant l'objet de cette thèse, mais d'explorer également, du moins en partie, le scénario du secteur vitivinicole biologique, biodynamique et de tout ce que généralement on définit comme "naturel".

Cette exploration a constitué la phase préliminaire du travail sur le terrain décrit dans ce chapitre; ce même travail vise à comprendre les dynamiques traversant le secteur en question, permettant aux entreprises actives de s'exprimer. Les analyses effectuées dans cette direction, parmi lesquelles se détache le projet ORWINE[42], se réfèrent à deux typologies principales[43] : d'un côté, des enquêtes sur le système du vin sont présentes pour obtenir principalement un cadre sur les dimensions et les dynamiques générales du secteur, aussi bien pour des petits contextes que pour des contextes plus larges[44]; de l'autre, il y a des enquêtes de "marché", visant à étudier et à comprendre les comportements des consommateurs et les critères à la base de leurs choix d'achat[45].

Après la phase d'exploration du scénario concernant le secteur en question, un questionnaire[46] a été préparé et soumis aux entreprises vitivinicoles; celui-ci a représenté la base du travail dans le secteur visé par ce chapitre. Le questionnaire, composé de trois parties principales, a été soumis à un échantillon de viticulteurs à partir de la deuxième année du Doctorat.

La première partie du questionnaire se réfère à l'entreprise agricole en termes généraux, c'est-à-dire à ses coordonnées et aux aspects liés à la production, y compris toutes les questions qui introduisent les définitions de certains aspects du vin biologique; la deuxième partie se concentre sur les questions liées au marché, au marketing et aux stratégies de communication. Les quinze questions qui ont été posées concernent la description des canaux de vente, les opinions concernant les obstacles présents et futurs au développement du marché du vin biologique, ainsi que la participation à des événements promotionnels et aux marchés actuels aux débouchés privilégiées.

La troisième et dernière partie du questionnaire examine de façon plus détaillée la perception que les interviewés ont par rapport aux particularités du secteur de l'agriculture biologique et/ou biodynamique, à travers cinq questions sur l'importance de cette méthode de production pour sauvegarder la biodiversité et le paysage, des actions poursuivies au niveau de l'entreprise dans cette direction, et des changements que cette méthode a apporté au niveau aussi bien de la seule entreprise que d'un éventuel organisme collectif (association ou autre).

Aussi bien dans la première section que dans la troisième on a essayé de tester la perception que les producteurs ont vis-à-vis de la réglementation dans le secteur, afin de mieux comprendre les éventuels points forts ou faiblesses du récent Règlement d'exécution n°203 de 2012, déjà mentionné à plusieurs reprises.

L'échantillon comprend 34 entreprises certifiées biologiques et/ou biodynamiques, dans les Pouilles et en Languedoc-Roussillon; la sélection a été faite en privilégiant les entreprises à circuit court[47], dont les noms

---

[42] Sur le projet Orwine, lire le chapitre II.

[43] Cf. CASTELLINI A., et al., *Italian market of organic wine: a survey on production system characteristics and marketing strategies, Wine Economics and Policy*, 2015.

[44] Cf. CRESCIMANNO M., FICANI G.B., GUCCIONE G., T*he production and marketing of organic wine in Sicily*, Br. Food. J., 104 (3-5), 2002, p.274-286; BRUGAROLAS M., MARTINEZ-CARRASCO L., BERNABEU R., MARTINEZ-POVEDA A., *A contingent valuation analysis to determine profitability of establishing local organic wine markets in Spain*, Renew. Agric. Food Syst. 25 (1), 2009, p.35-44; ROSSETTO L., *Marketing strategies for organic wine growers in the Veneto region*, Working Paper WP02-4, 2002, accessible en cliquant sur le lien http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/14363/1/wp02-04.pdf

[45] Sur ces deux aspects cf. JONIS M., SOLTZ H., SCHMID O., HOFMANN U., TRIOLI G., Analysis of organic wine market needs, in Proceedings of the 16th IFOAM Organic World Congress, 16-20 juin 2008, Modena, disponible en cliquant sur le lien orgprints.org/12161/1/Orwine_market_study.doc.

[46] Le texte intégral du questionnaire se trouve dans l'appendice.

[47] Dans ce cas, on se réfère aux entreprises agricoles qui incluent toutes les phases du circuit, de la culture de la vigne (matière première), à la mise en bouteille et à l'étiquetage.

ont été obtenus à partir de la base de données de l'Institut Agronomique Méditerranéen (IAM) et de la liste des membres de SudVinBio[48], une association interprofessionnelle présente en Languedoc-Roussillon. On a décidé de donner la priorité aux «voix» en provenance de la province de Bari et du département de l'Hérault, puisque c'est là que sont situés les sièges des trois institutions impliquées dans le parcours de Doctorat. Le nombre des questionnaires remplis a été élevé, environ 90%, un chiffre rendu possible grâce aussi à la façon dont le questionnaire a été soumis; premièrement on a procédé à l'envoyer par courrier électronique et ensuite il y a eu des rencontres sur place dans les Pouilles, des entretiens directs[49] dans les entreprises agricoles et à l'occasion du Vinitaly à Vérone et, en ce qui concerne le Languedoc-Roussillon, les entretiens ont été faits à l'occasion du Millésime Bio de Montpellier.

L'analyse des données recueillies, qui s'est avérée très intéressante et importante, est rapportée en détail dans les paragraphes qui suivent.

4.2. Etude de la filière vitivinicole Bio: comparaison entre Languedoc-Roussillon (France) et Pouilles (Italie)

L'échantillon

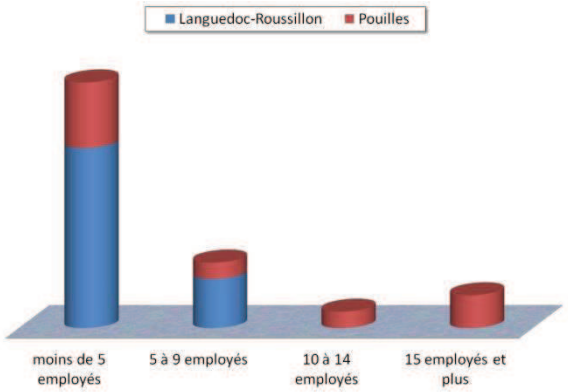
Région Département/Province	**Effectif**
Languedoc-Roussillon	**15**
Aude	2
Gard	3
Hérault	7
Pyrénées-Orientales	3
Pouilles	**14**
Bari	9
Foggia	3
Taranto	2
Total général	**29**

ANAGRAPHE

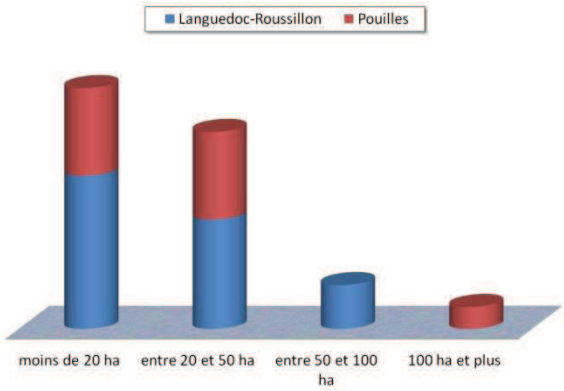
[48] Cf. le site http://www.sudvinbio.com/

[49] Les rencontres ont été possibles grâce à la collaboration avec le professeur Vincenzo Verrastro de l'Institut Agronomique Méditéranéen de Valenzano (Bari).

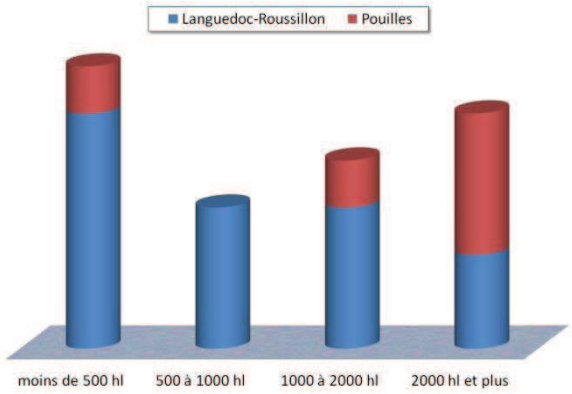
Nombre total d'employés



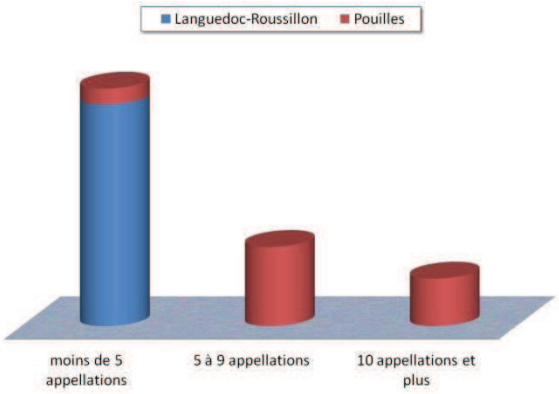
Superficie plantée de vignes (ha)



Production (hl)



Nombre d'appellations



Présence d'agritourisme dans l'entreprise

Effectif	Languedoc-Roussillon	Pouilles	Total général
Oui	3	4	7
Non	10	5	15
Non-réponse	*2*	*5*	*7*
Total général	**15**	**14**	**29**

Les exploitants dans les Pouilles ont fourni significativement moins d'informations concernant la structure de leur exploitation.

Les exploitations de petite taille (moins de 5 employés) se rencontrent plus significativement en Languedoc-Roussillon, les exploitations de 10 employés et plus ne se trouvent que dans les Pouilles.

En Languedoc-Roussillon, la moitié des exploitations ont une superficie plantée en vigne inférieure à 20 ha. La production y est plutôt faible (moins de 500 hl). Le nombre d'appellations ne dépasse pas 5, contrairement aux Pouilles dont le nombre d'appellations varie significativement de 5 à 9, voire plus.

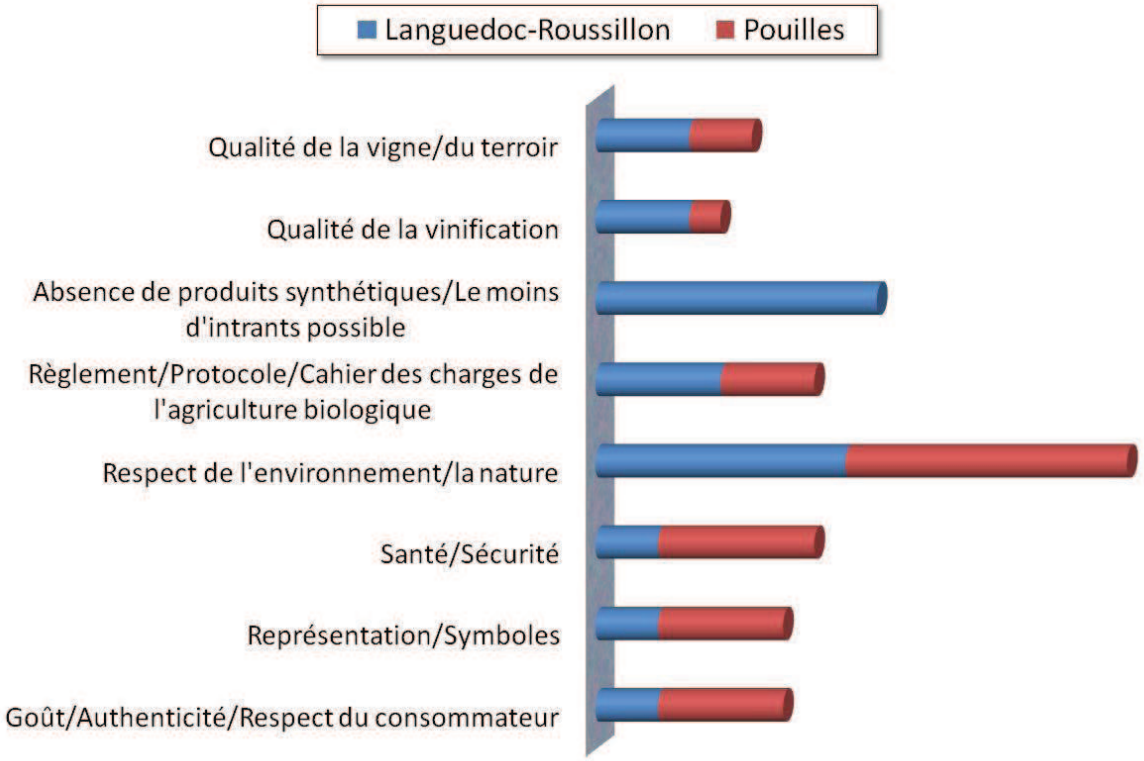
L'agritourisme est moins présente en Languedoc-Roussillon que dans les Pouilles.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Employés	*Non-réponse*	7	24,1	6,7	42,9	*3,1%*
	1. moins de 5 employés	15	51,7	73,3	28,6	*2,0%*

	2. 5 à 9 employés	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	3. 10 à 14 employés	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	4. 15 employés et plus	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Superficie plantée de vignes (ha)	*Non-réponse*	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
	1. moins de 20 ha	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*
	2. entre 20 et 50 ha	9	31,0	33,3	28,6	*45,0%*
	3. entre 50 et 100 h	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	4. 100 ha et plus	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Production (hl)	*Non-réponse*	11	37,9	13,3	64,3	*0,7%*
	1. moins de 500 hl	6	20,7	33,3	7,1	*9,9%*
	2. 500 à 1000 hl	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	3. 1000 à 2000 hl	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	4. 2000 hl et plus	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
Appellations	*Non-réponse*	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
	1. moins de 5 appellations	15	51,7	93,3	7,1	*0,0%*
	2. 5 à 9 appellations	5	17,2	0,0	35,7	*1,7%*
	3. 10 appellations et plus	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
Présence d'agritourisme dans l'entreprise	*Non-réponse*	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	Non	15	51,7	66,7	35,7	*9,7%*
	Oui	7	24,1	20,0	28,6	*45,8%*

PRODUCTION

Q2. Comment définiriez-vous le Vin biologique ?

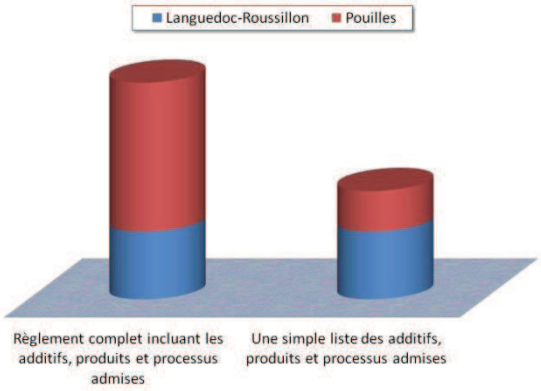


Les critères évoqués pour définir le vin biologique ne diffèrent pas significativement entre le Languedoc-Roussillon et les Pouilles. Seul le critère « Absence de produits synthétiques/Le moins d'intrants possible » est souligné par les exploitants français et n'a pas du tout évoqué par les italiens. Le critère le plus communément évoqué est « Respect de l'environnement/la nature ».

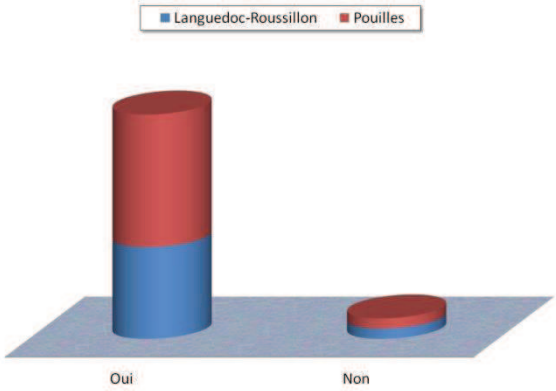
Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Qualité de la vigne / du terroir	Non	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
	Oui	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Qualité de la vinification	Non	25	86,2	80,0	92,9	*32,6%*
	Oui	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Absence de produits synthétiques / Le moins d'intrants possible	Non	20	69,0	40,0	100,0	*0,0%*
	Oui	9	31,0	60,0	0,0	*0,0%*
Règlement / Protocole / Cahier des charges de l'agriculture biologique	Non	22	75,9	73,3	78,6	*45,8%*
	Oui	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*
Respect de l'environnement / la nature	Non	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
	Oui	17	58,6	53,3	64,3	*41,3%*
Santé / Sécurité	Non	22	75,9	86,7	64,3	*16,6%*
	Oui	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
Représentation / Symboles	Non	23	79,3	86,7	71,4	*29,1%*
	Oui	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
Goût / Authenticité /	Non	23	79,3	86,7	71,4	*29,1%*

Respect du consommateur	Oui	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*

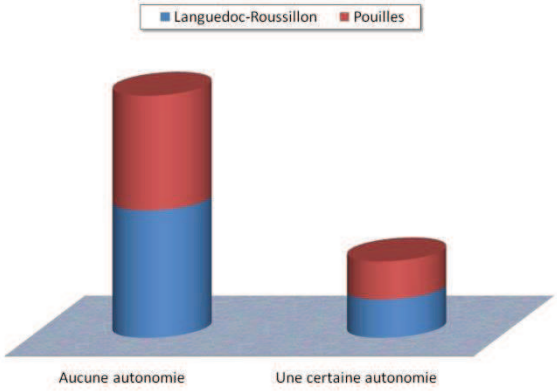
Q3. Quelles règles, d'après vous, devraient être adoptées dans la production du vin Bio ?



Q4. Pensez-vous que les règles susdites devraient être adoptées au niveau communautaire ?



Q5. Quelle autonomie, selon vous, devraient avoir à ce sujet les Pays membres de l'UE ?

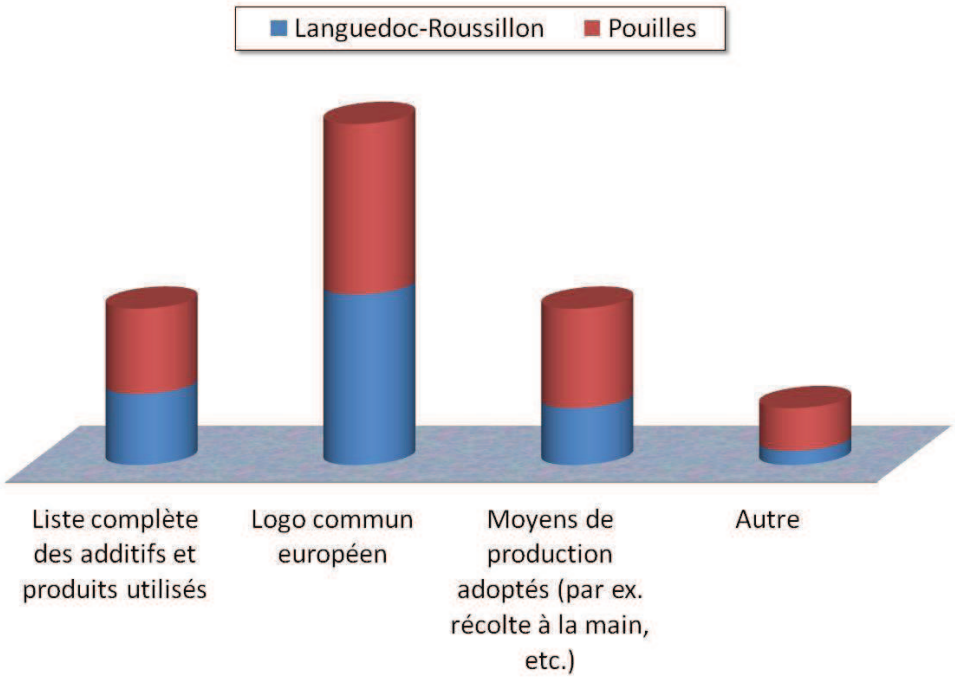


Un tiers des exploitants français n'ont répondu ni à la question Q3 « Quelles règles, d'après vous, devraient être adoptées dans la production du vin Bio ? », ni à la question Q4 « Pensez-vous que les règles susdites devraient être adoptées au niveau communautaire ? ». Les exploitants italiens privilégient un « règlement complet incluant les additifs, produits et processus admises » et pensent que cette règle devrait être adoptée au niveau communautaire. Concernant la question « Quelle autonomie, selon vous, devraient avoir à ce sujet les Pays membres de l'UE ? », il n'y a pas de distinction entre Languedoc-Roussillon et Pouilles, les deux-tiers des exploitants pensent qu'il ne devrait y avoir aucune autonomie.

Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc-Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Q3 Quelles règles, d'après vous, devraient être adoptées dans la production du vin Bio ?	*Non-réponse*	5	17,2	33,3	0,00	*2,5%*
	Règlement complet incluant les additifs, produits et processus admises	16	55,2	33,3	78,57	*1,8%*

	Une simple liste des additifs, produits et processus admises	8	27,6	33,3	21,43	*38,3%*
Q4 Pensez-vous que les règles susdites devraient être adoptées au niveau communautaire ?	*Non-réponse*	5	17,2	33,3	0,00	*2,5%*
	Non	2	6,9	6,7	7,14	*25,9%*
	Oui	22	75,9	60,0	92,86	*4,9%*
Q5 Quelle autonomie, selon vous, devraient avoir à ce sujet les Pays membres de l'UE ?	*Non-réponse*	4	13,8	13,3	14,29	*32,6%*
	Aucune autonomie	19	65,5	66,7	64,29	*40,0%*
	Une certaine autonomie	6	20,7	20,0	21,43	*36,1%*

Q6. Quelles informations, selon vous, devraient être indiquées sur l'étiquette ?



Concernant les informations qui devraient être indiquées sur l'étiquette, il n'y a pas de différence notable entre le Languedoc-Roussillon et les Pouilles. Les deux-tiers des exploitants ne souhaitent pas faire figurer la liste complète des additifs et produits utilisés. Une grande majorité autour de 80% s'accorde sur un logo commun européen. La moitié (et même les deux-tiers pour le Languedoc-Roussillon) ne souhaitent pas indiquer les moyens de production adoptés (par ex. récolte à la main, etc.).

Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc -Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Liste complète des additifs et produits utilisés	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	Non	17	58,6	60,0	57,1	*41,3%*
	Oui	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
Logo commun européen	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	Non	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*

	Oui	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
Moyens de production adoptés (par ex. récolte à la main, etc.)	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	Non	17	58,6	66,7	50,0	*29,7%*
	Oui	11	37,9	26,7	50,0	*18,1%*
Autre	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	Non	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Oui	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*

MARCHÉ

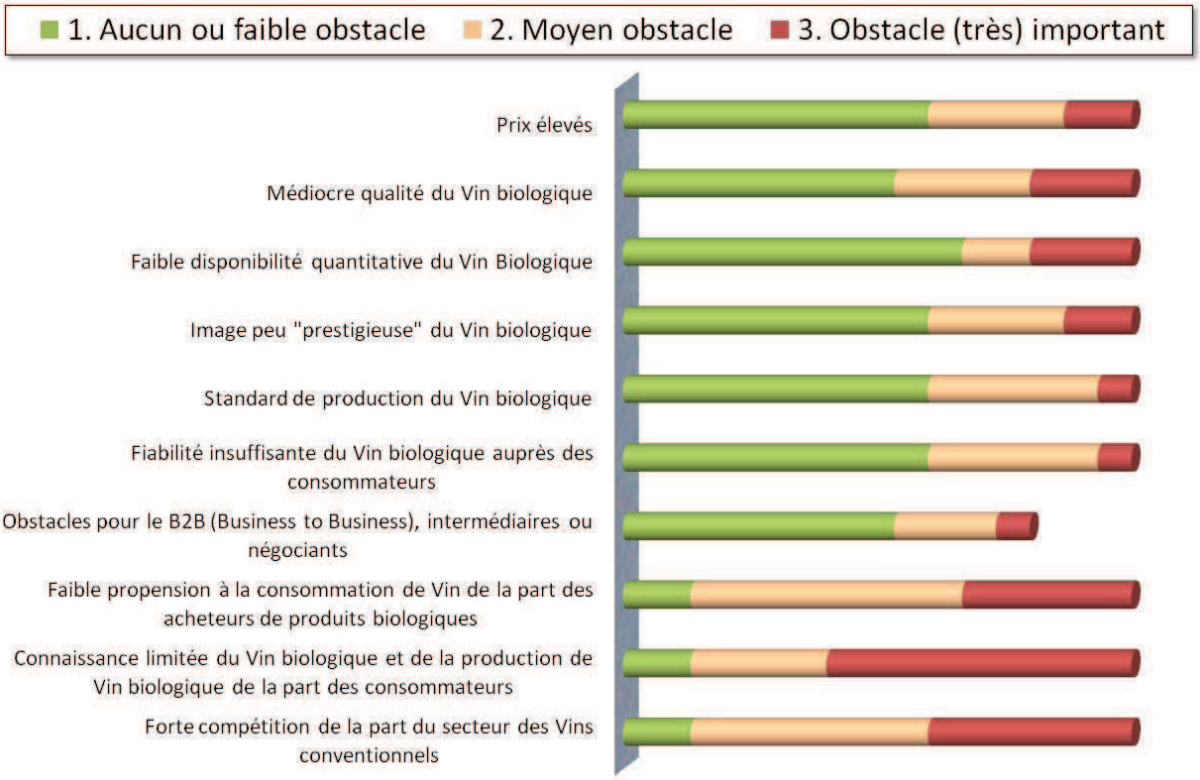
Q7. Structure des canaux de vente pour le Vin biologique. Lesquels préférez-vous ? Indiquez leur importance (en %)

Variables	Total général		Languedoc-Roussillon		Pouilles		*Proba.*
	Moyenne	Ecart-type	Moyenne	Ecart-type	Moyenne	Ecart-type	
Hyper et Supermarchés	18,0	5,1	16,7	4,7	20,0	5,0	*26,1%*
Magasins spécialisés / Boutiques Bio	32,9	13,2	40,0	15,3	27,5	7,9	*4,5%*
Canal HORECA	60,0	25,1	45,0	15,0	63,3	25,7	*18,7%*
Vente directe	35,0	28,1	32,5	22,7	37,1	31,9	*38,8%*
Autre	33,8	17,8	41,7	13,1			*9,1%*

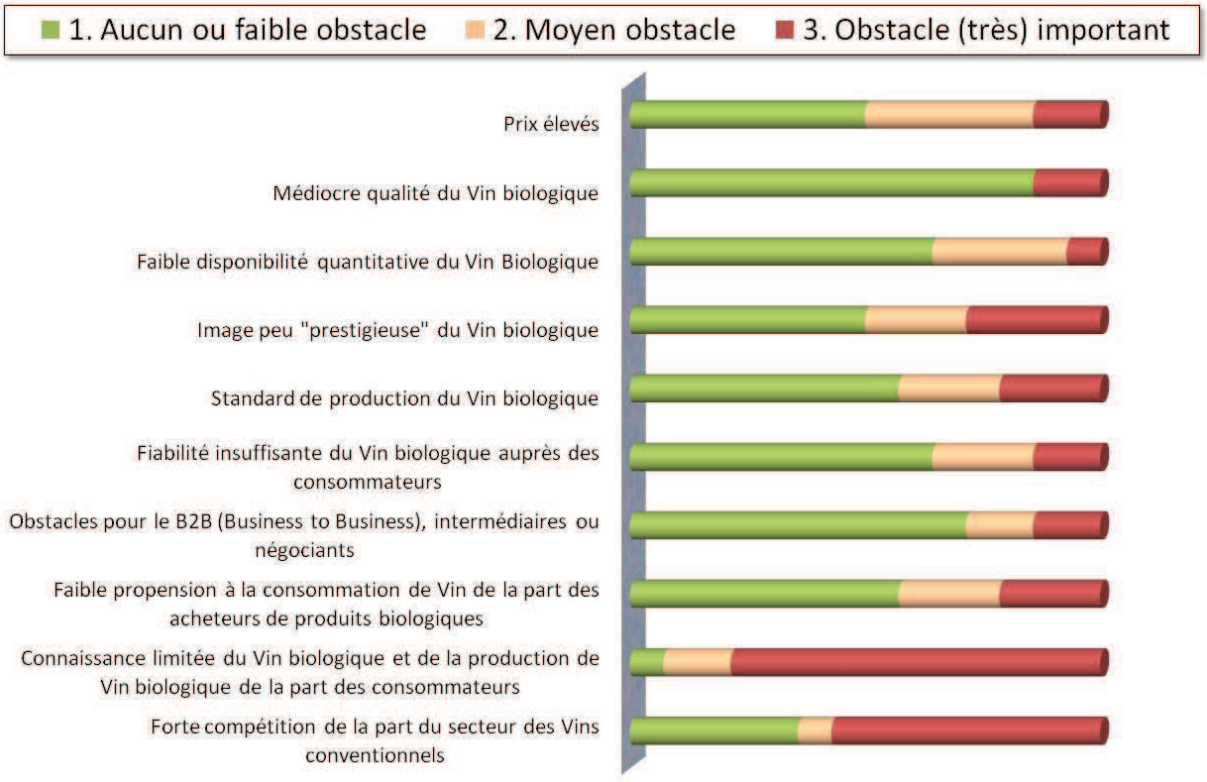
Les magasins spécialisés / boutiques Bio sont plutôt privilégiés en Languedoc-Roussillon par rapport aux Pouilles. On y adopte aussi plus volontiers des canaux de vente autres que les quatre circuits classiques.

Q8. Quels sont pour vous les obstacles les plus évidents au développement du marché des Vins biologiques ?

Languedoc-Roussillon



Pouilles



Entre les deux régions, les opinions sur les obstacles les plus évidents au développement du marché des Vins biologiques diffèrent significativement sur trois points :

- La médiocre qualité du Vin biologique ne constitue aucun ou qu'un faible obstacle pour une grande majorité des exploitants dans les Pouilles. Il en est de même pour la moitié des exploitants en Languedoc-Roussillon où l'on notera tout de même aussi une proportion relativement élevée qui considère que ce critère constitue un moyen obstacle.
- La faible propension à la consommation de Vin de la part des acheteurs de produits biologiques est un critère qui partage fortement les exploitants : en Languedoc-Roussillon, il s'agit d'un moyen obstacle pour plus de la moitié des enquêtés, alors qu'elle ne constitue tout au plus qu'un faible obstacle dans les Pouilles également pour plus de la moitié des exploitants.
- La forte compétition de la part du secteur des Vins conventionnels est considérée dans les deux régions comme un obstacle important voire très important. Toutefois, le propos est plus nuancé en Languedoc-Roussillon où ce critère est également cité comme un moyen obstacle, contrairement aux Pouilles où les avis sont donc plus tranchés. Toutefois, plus d'un quart des exploitants dans les Pouilles considèrent également qu'il ne s'agit que d'un faible obstacle.

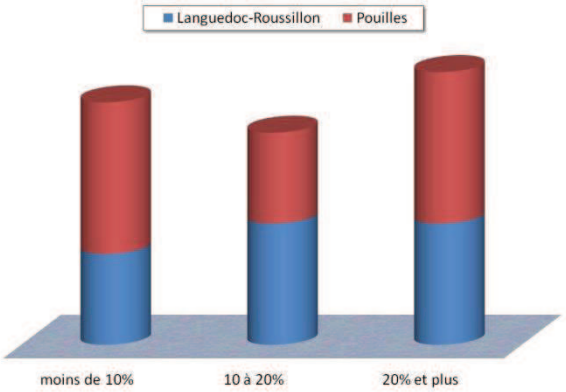
Sur les autres points, les opinions ne divergent pas significativement. Globalement, seule la connaissance limitée du Vin biologique et de la production de Vin biologique de la part des consommateurs est un obstacle (très) important pour 60 à 79% des exploitants. Les points restants ne constituent tout au plus qu'un faible obstacle, pour au-moins la moitié des exploitants.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Prix élevés	1. Aucun ou faible obstacle	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Moyen obstacle	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Obstacle (très) important	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Médiocre qualité du Vin biologique	1. Aucun ou faible obstacle	20	69,0	53,3	85,7	*6,8%*
	2. Moyen obstacle	4	13,8	26,7	0,0	*5,7%*
	3. Obstacle (très) important	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Faible disponibilité quantitative du Vin Biologique	1. Aucun ou faible obstacle	19	65,5	66,7	64,3	*40,0%*
	2. Moyen obstacle	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
	3. Obstacle (très) important	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Image peu ''prestigieuse'' du Vin biologique'	1. Aucun ou faible obstacle	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Moyen obstacle	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*

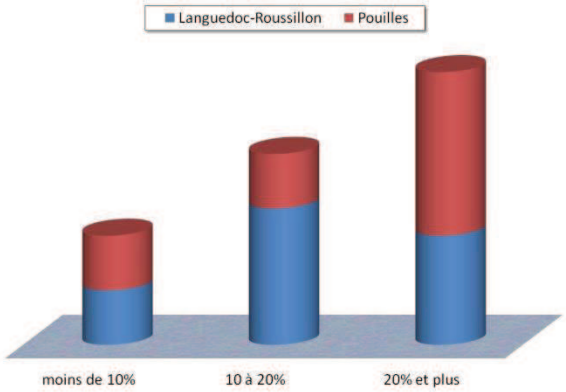
	3. Obstacle (très) important	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
Standard de production du Vin biologique	1. Aucun ou faible obstacle	17	58,6	60,0	57,1	*41,3%*
	2. Moyen obstacle	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*
	3. Obstacle (très) important	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
Fiabilité insuffisante du Vin biologique auprès des consommateurs	1. Aucun ou faible obstacle	18	62,1	60,0	64,3	*44,2%*
	2. Moyen obstacle	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*
	3. Obstacle (très) important	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
Obstacles pour le B2B (Business to Business), intermédiaires ou négociants	*Non-réponse*	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	1. Aucun ou faible obstacle	18	62,1	53,3	71,4	*26,8%*
	2. Moyen obstacle	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	3. Obstacle (très) important	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
Faible propension à la consommation de Vin de la part des acheteurs de produits biologiques	1. Aucun ou faible obstacle	10	34,5	13,3	57,1	*1,7%*
	2. Moyen obstacle	11	37,9	53,3	21,4	*8,2%*
	3. Obstacle (très) important	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*
Connaissance limitée du Vin biologique et de la production de Vin biologique de la part des consommateurs	1. Aucun ou faible obstacle	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	2. Moyen obstacle	6	20,7	26,7	14,3	*36,1%*
	3. Obstacle (très) important	20	69,0	60,0	78,6	*25,0%*
Forte compétition de la part du secteur des Vins conventionnels	1. Aucun ou faible obstacle	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	2. Moyen obstacle	8	27,6	46,7	7,1	*2,2%*

	3. Obstacle (très) important	14	48,3	40,0	57,1	*29,1%*

Q9. Pourriez-vous quantifier le taux de croissance annuelle des revenus dérivant de la vente de Vin biologique dans les 5 dernières années (en %) ?



Q10. Quel taux de croissance annuel envisagez-vous dans les 5 prochaines années (en %) ?



Le taux de croissance annuelle des revenus dérivant de la vente de Vin biologique dans les 5 dernières années ne diffère pas significativement entre le Languedoc-Roussillon et les Pouilles. Il en est de même pour le taux de croissance annuel envisagé dans les 5 prochaines années.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Pourriez-vous quantifier le taux de croissance annuelle dérivant de la vente de Vin biologique dans les 5 dernières années ?	*Non-réponse*	5	17,2	26,7	7,1	*18,6%*
	1. moins de 10%	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
	2. 10 à 20%	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*
	3. 20% et plus	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
Quel taux de croissance annuel envisagez-vous dans les 5 prochaines années ?	*Non-réponse*	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	1. moins de 10%	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	2. 10 à 20%	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. 20% et plus	10	34,5	26,7	42,9	*30,0%*

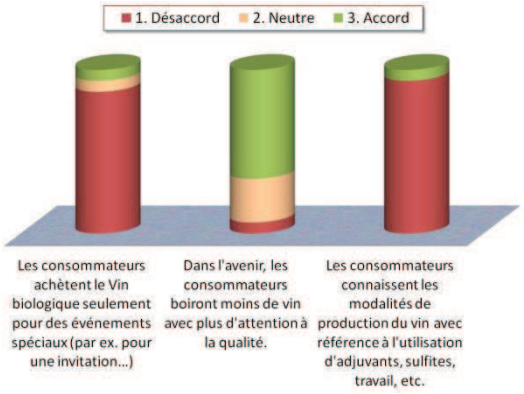
Croisement entre taux de croissance annuelle dans les cinq dernières années et taux de croissance annuel envisagé dans les cinq prochaines années

Effectif Taux de croissance annuelle dans les cinq dernières années	Taux de croissance annuel envisagé dans les cinq prochaines années				
	moins de 10%	10 à 20%	20% et plus	*Non-réponse*	Total général
moins de 10%	4		1	*3*	8
10 à 20%		4	2	*1*	7
20% et plus		1	6	*2*	9
Non-réponse		*2*	*1*	*2*	*5*
Total général	**4**	**7**	**10**	***8***	**29**

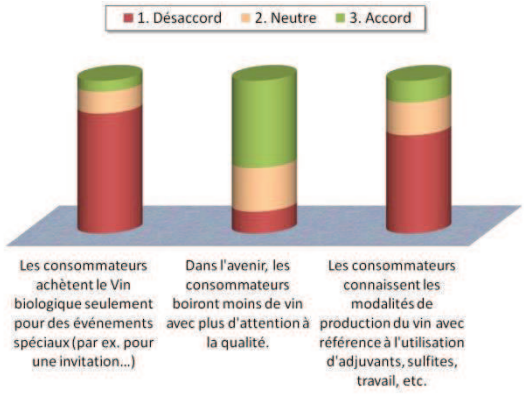
Majoritairement, les exploitations ayant connu un taux de croissance annuelle faible (moins de 10%) dans les cinq dernières années n'envisagent pas une croissance supérieure à l'avenir. A l'opposé, ce sont significativement celles qui ont déjà connu une croissance forte (20% et plus) qui envisagent la poursuite voire l'augmentation de leur taux de croissance. Les exploitations ayant connu une croissance moyenne (10 à 20%) envisagent également de rester sur le même rythme à l'avenir.

Q11. Pourriez-vous nous indiquer dans quelle mesure vous partagez les affirmations suivantes ?

Languedoc-Roussillon



Pouilles



Sur la première affirmation « Les consommateurs achètent le Vin biologique seulement pour des événements spéciaux (par ex. pour une invitation…) », les opinions des exploitants des deux régions ne diffèrent pas : ils sont majoritairement en désaccord (près de 4 enquêtés sur 5).

Sur la seconde affirmation « Dans l'avenir, les consommateurs boiront moins de vin avec plus d'attention à la qualité », les avis sont également convergents sur les deux régions : autour de 60% sont d'accord et un peu plus de 25% sont neutres.

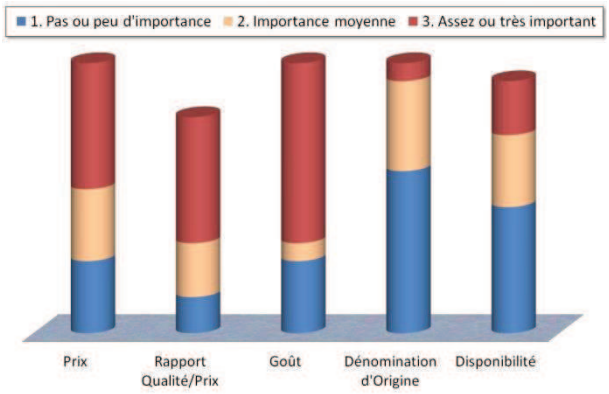
Les avis sur la troisième affirmation « Les consommateurs connaissent les modalités de production du vin avec référence à l'utilisation d'adjuvants, sulfites, travail, etc. » sont légèrement plus nuancés. Le Languedoc-Roussillon affirme plus fortement son désaccord (93% d'exploitants) que les Pouilles où, si l'avis le plus fréquent est aussi le désaccord (64%), près d'une personne sur cinq déclare également être neutre.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Les consommateurs achètent le Vin	1. Désaccord	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*

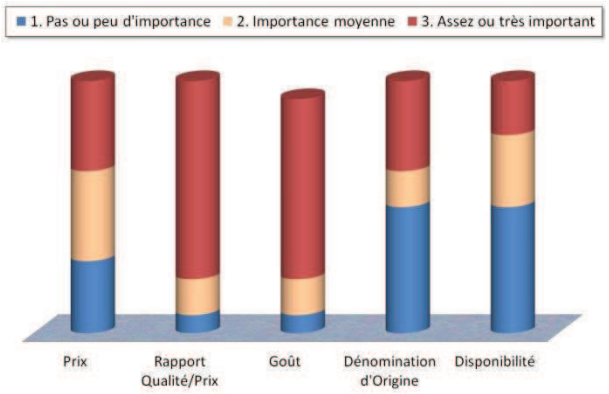
biologique seulement pour des événements spéciaux (par ex. pour une invitation…)	2. Neutre	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Accord	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Dans l'avenir, les consommateurs boiront moins de vin avec plus d'attention à la qualité.	1. Désaccord	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	2. Neutre	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	3. Accord	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*
Les consommateurs connaissent les modalités de production du vin avec référence à l'utilisation d'adjuvants, sulfites, travail, etc.	1. Désaccord	23	79,3	93,3	64,3	*7,0%*
	2. Neutre	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
	3. Accord	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*

Q12. Pourriez-vous nous dire quelle importance ont les facteurs suivants dans le choix du Vin biologique (consommateurs) ?

Languedoc-Roussillon



Pouilles



Sur le facteur « Prix », il n'y a pas de différence majeure entre les deux régions, les exploitants le considèrent un peu plus fréquemment comme assez ou très important, mais les trois modalités sont distribuées à peu près de manière uniforme.

Les deux régions considèrent le rapport Qualité/Prix comme un facteur assez ou très important avec une affirmation plus marquée dans les Pouilles (79% des exploitants contre 47% pour le Languedoc-Roussillon).

Le goût n'est pas un facteur discriminant entre les régions qui les considèrent toutes deux comme assez ou très important pour près des deux-tiers des exploitants.

Sur le facteur « Dénomination d'Origine », les deux régions ont des opinions plus nuancées : si elles s'accordent pour dire majoritairement (au-moins 50% des exploitants) que ce facteur est pas ou peu important, plus d'un tiers des exploitants dans les Pouilles le considère toutefois comme assez ou très important.

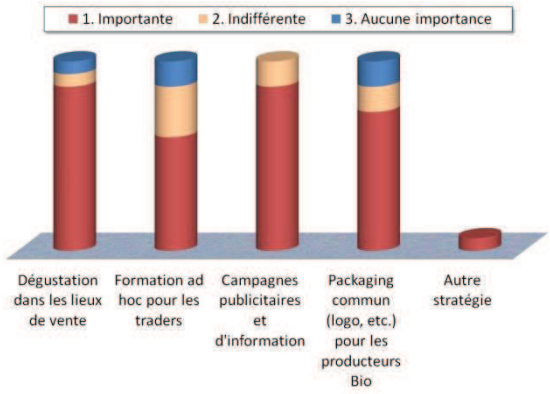
Enfin, il n'y a pas de divergence de point de vue entre les deux régions concernant la disponibilité : elle est considérée en premier lieu comme un facteur pas ou peu important, pour près de la moitié des exploitants.

Variables	Modalités	Total général	Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*

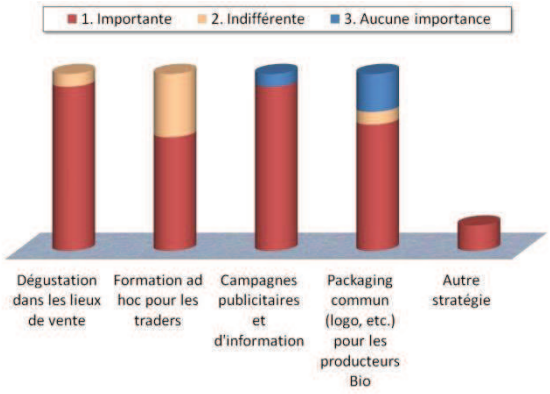
		Effectif	%	%	%	
Prix	1. Pas ou peu important	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	2. Importance moyenne	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Assez ou très important	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
Rapport Qualité/Prix	*Non-réponse*	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	1. Pas ou peu important	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	2. Importance moyenne	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	3. Assez ou très important	18	62,1	46,7	78,6	*8,2%*
Goût	*Non-réponse*	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	1. Pas ou peu important	5	17,2	26,7	7,1	*18,6%*
	2. Importance moyenne	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Assez ou très important	20	69,0	66,7	71,4	*45,0%*
Dénomination d'Origine	1. Pas ou peu important	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Importance moyenne	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. Assez ou très important	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
Disponibilité	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	1. Pas ou peu important	14	48,3	46,7	50,0	*42,4%*
	2. Importance moyenne	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	3. Assez ou très important	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*

Q13. Quelles stratégies estimez-vous utiles afin d'augmenter la connaissance des consommateurs et des intermédiaires ou négociants pour ce qui concerne le Vin biologique ?

Languedoc-Roussillon



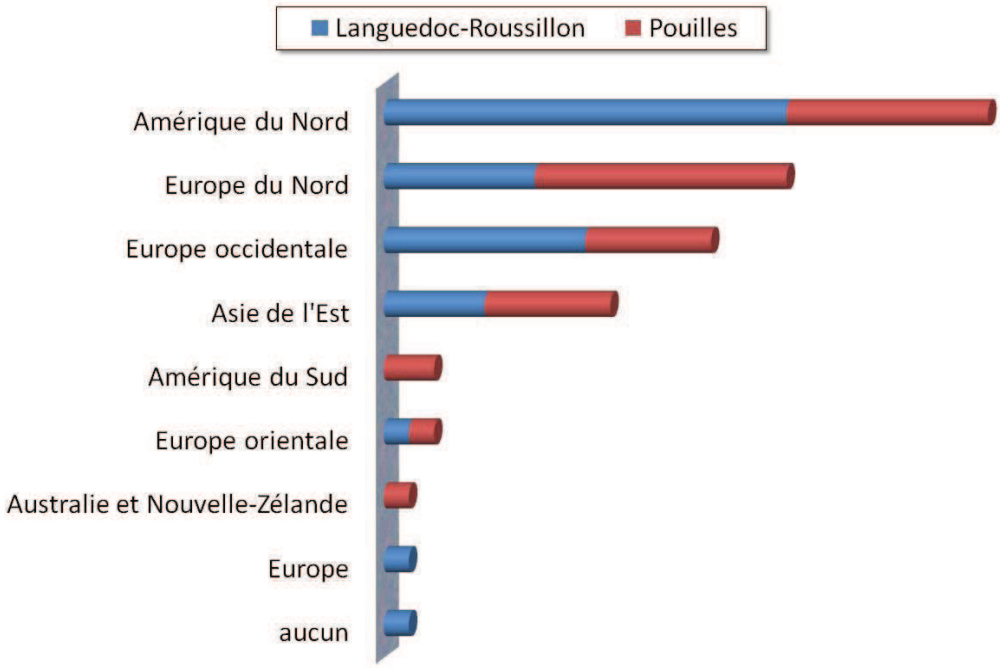
Pouilles



L'opinion des exploitants des deux régions ne divergent pas en ce qui concerne les différentes stratégies, aucune de ces dernières n'est plus particulièrement privilégiée par une région ou l'autre. De manière générale, les exploitants accordent une importance à toutes les stratégies : en premier lieu arrivent à égalité la dégustation dans les lieux de vente et les campagnes publicitaires et d'information ; en second, le packaging commun (logo, etc.) pour les producteurs Bio ; la formation ad hoc pour les traders est placée en dernier.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Dégustation dans les lieux de vente	1. Importante	26	89,7	86,7	92,9	*47,3%*
	2. Indifférente	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	3. Aucune importance	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
Formation ad hoc pour les traders	1. Importante	18	62,1	60,0	64,3	*44,2%*
	2. Indifférente	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Aucune importance	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
Campagnes publicitaires et d'information	1. Importante	26	89,7	86,7	92,9	*47,3%*
	2. Indifférente	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	3. Aucune importance	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Packaging commun (logo, etc.) pour les producteurs Bio	1. Importante	21	72,4	73,3	71,4	*38,3%*
	2. Indifférente	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	3. Aucune importance	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*

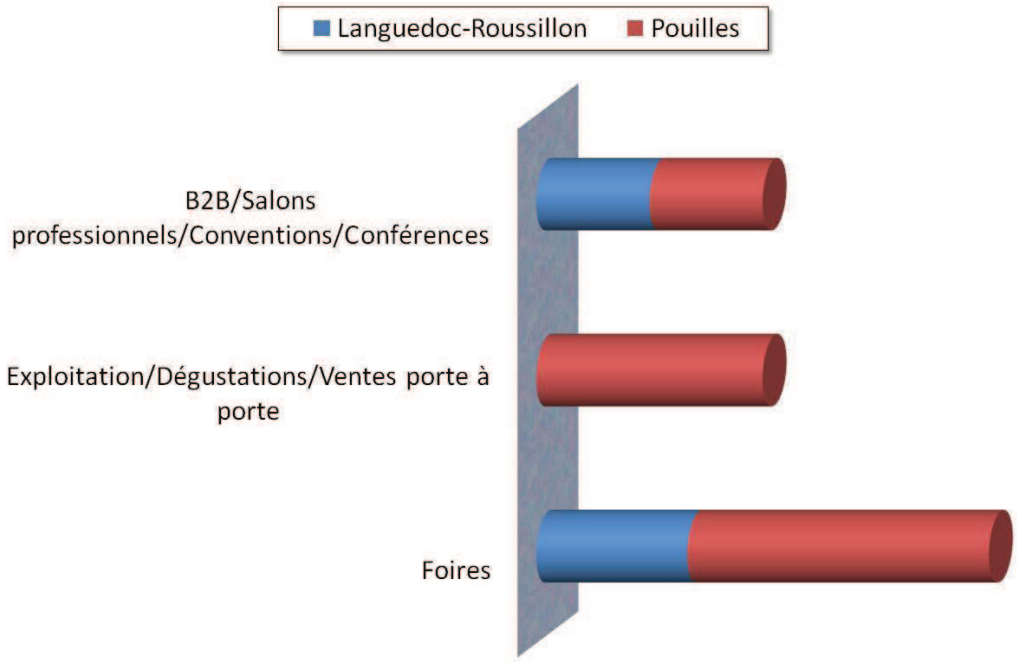
Q14. Quels pays/marchés (autres que la France/l'Italie) avec débouchés voudriez-vous privilégier ?



Dans l'ensemble, les deux premiers débouchés privilégiés sont les pays d'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) et d'Europe du Nord (Royaume-Uni, pays scandinaves, pays baltes, Danemark, etc.). Le Languedoc-Roussillon privilégie significativement l'Amérique du Nord, tandis que les Pouilles favorisent l'Europe du Nord. Les deux autres débouchés importants sont dans l'ordre l'Europe occidentale (Allemagne, Suisse, BENELUX, Belgique) et l'Asie de l'Est (Japon, Chine).

Effectifs	Languedoc-Roussillon	Pouilles	Total général
Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada)	16	8	24
Europe du Nord (Royaume-Uni, pays scandinaves, pays baltes, Danemark, etc.)	6	10	16
Europe occidentale (Allemagne, Suisse, BENELUX, Belgique)	8	5	13
Asie de l'Est (Japon, Chine)	4	5	9
Amérique du Sud (Brésil, etc.)	0	2	2
Europe orientale	1	1	2
Australie et Nouvelle-Zélande	0	1	1
Europe	1	0	1
aucun	1	0	1

Q15 Location/emplacement préféré pour la promotion de votre production (foire, rencontre, congrès, etc.)



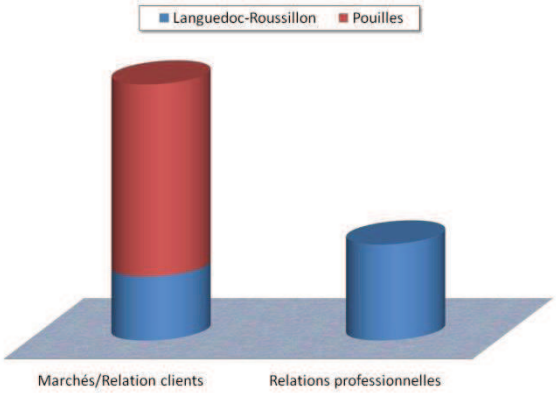
Les locations/emplacements préférés pour la promotion de la production diffèrent selon les régions. Si la préférence générale va aux foires, elle est plus prononcée dans les Pouilles en concernant plus de la moitié des exploitants, alors que le Languedoc-Roussillon n'est concernée que pour environ le quart des exploitants. La modalité « Exploitation/Dégustations/Ventes porte à porte » est également fortement discriminante car elle est citée uniquement dans les Pouilles.

Seule la modalité « B2B/Salons professionnels/Conventions/Conférences » est distribuée de la même manière au sein des deux régions, avec un exploitant sur cinq qui la préfère.

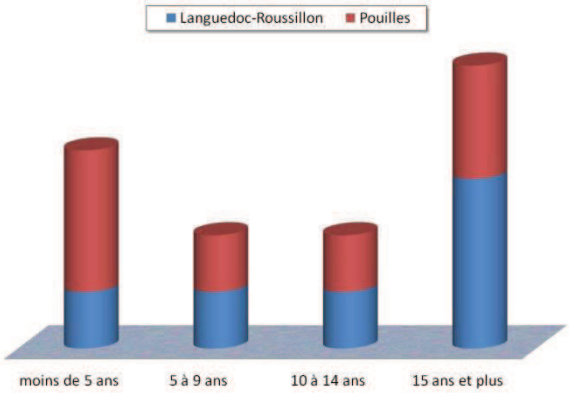
Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
B2B / Salons professionnels / Conventions / Conférences	Non	23	79,3	80,0	78,6	*36,1%*
	Oui	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*
Exploitation / Dégustations / Ventes porte à porte	Non	23	79,3	100,0	57,1	*0,6%*
	Oui	6	20,7	0,0	42,9	*0,6%*
Foires	Non	17	58,6	73,3	42,9	*9,9%*
	Oui	12	41,4	26,7	57,1	*9,9%*

ÉVENEMENTS PROMOTIONNELS

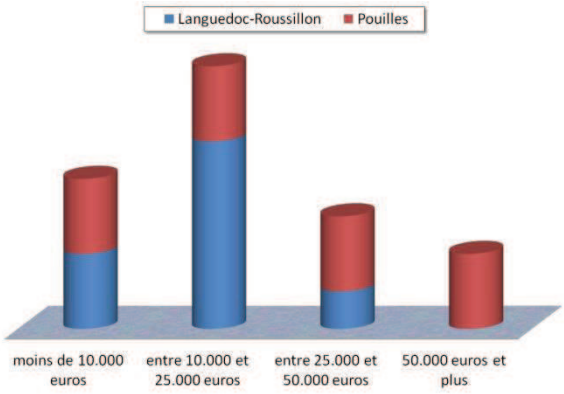
Q16. Pour quelles raisons votre entreprise a-t-elle choisi de participer à des Foires et des Expositions du secteur ?



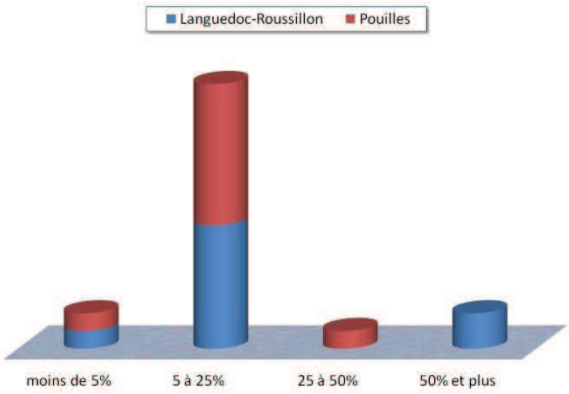
Q17. Depuis combien d'années votre entreprise est-elle présente pendant ces événements ?



Q18. Quel est le volume de dépense annuelle que votre entreprise doit soutenir pour les différentes actions de promotion ?



Q19. Quel est, à peu près, le pourcentage des contacts établis pendant les événements promotionnels, qui, à partir de ce moment-là, sont devenu vos clients ?



Les raisons pour lesquelles l'entreprise a choisi de participer à des Foires et des Expositions du secteur diffèrent largement entre les deux régions. Les Pouilles ne citent que les marchés/Relation clients, alors que Languedoc-Roussillon les cite beaucoup moins fréquemment et, de plus, elle est la seule région à invoquer les relations professionnelles.

La distribution du nombre d'années de présence de l'entreprise à ces événements diffère peu entre les deux régions, même si la présence du Languedoc-Roussillon est globalement plus ancienne que celle des Pouilles.

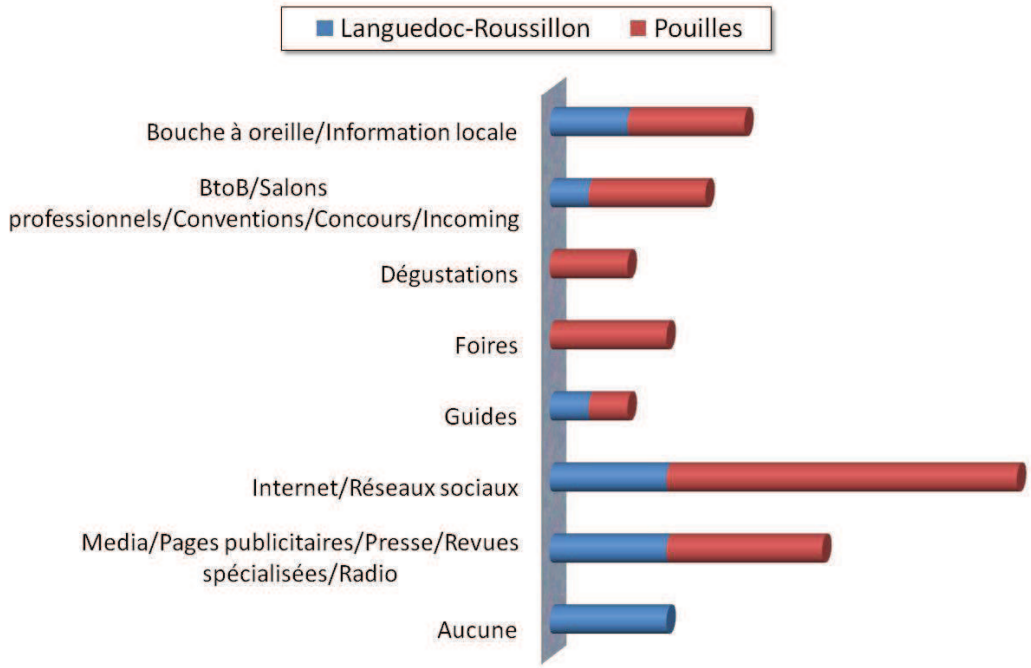
Près de la moitié des exploitants n'ont pas répondu à la question sur le volume de dépense annuelle que l'entreprise doit soutenir pour les différentes actions de promotion. Si la distribution des dépenses n'est pas significativement différente entre les deux régions, les exploitants du Languedoc-Roussillon y consacrent des montants un peu plus faibles, entre 10.000 et 25.000 € pour un tiers des exploitants, alors que les montants supérieurs à 25.000 € concernent plus les exploitations dans les Pouilles.

La distribution du pourcentage des contacts établis pendant les événements promotionnels, qui, à partir de ce moment-là, sont devenu des clients est globalement similaire entre les deux régions. Le pourcentage des contacts établis varie entre 5 et 25% pour près de la moitié des exploitants.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Pour quelles raisons	*Non-réponse*	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*

votre entreprise a-t-elle choisi de participer à des Foires et des Expositions du secteur ?	Marchés/Relation clients	8	27,6	13,3	42,9	*8,6%*
	Relations professionnelles	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
Depuis combien d'années votre entreprise est-elle présente pendant ces événements ?	*Non-réponse*	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	1. moins de 5 ans	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	2. 5 à 9 ans	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	3. 10 à 14 ans	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	4. 15 ans et plus	10	34,5	40,0	28,6	*40,0%*
Quel est le volume de dépense annuelle que votre entreprise doit soutenir pour les différentes actions de promotion ?	*Non-réponse*	13	44,8	46,7	42,9	*43,4%*
	1. moins de 10.000 €	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	2. entre 10.000 et 25.000 €	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. entre 25.000 et 50.000 €	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	4. 50.000 € et plus	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Quel est, à peu près, le pourcentage des contacts établis pendant les événements promotionnels, qui, à partir de ce moment-là, sont devenu vos clients ?	*Non-réponse*	9	31,0	33,3	28,6	*45,0%*
	1. moins de 5%	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	2. 5 à 25%	15	51,7	46,7	57,1	*42,4%*
	3. 25 à 50%	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	4. 50% et plus	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*

Q20. Quels moyens publicitaires utilisez-vous pour faire de la publicité à votre entreprise ?

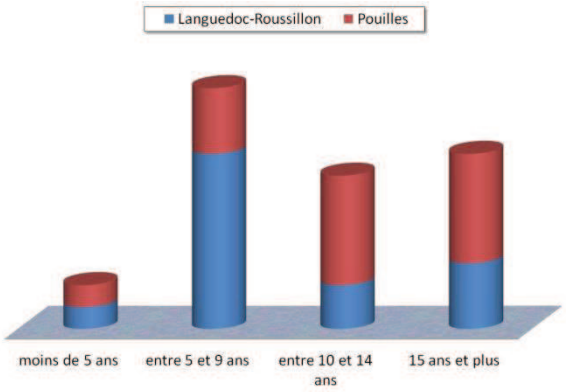


De manière générale, les moyens publicitaires utilisés pour faire de la publicité à l'entreprise sont mobilisés beaucoup plus fréquemment dans les Pouilles qu'en Languedoc-Roussillon. Parmi eux, deux modalités se détachent encore plus nettement en faveur des Pouilles : d'une part, les foires qui ne sont pratiquées que dans cette région et, d'autre part, Internet et les réseaux sociaux qui y sont trois fois plus utilisés qu'en Languedoc-Roussillon.

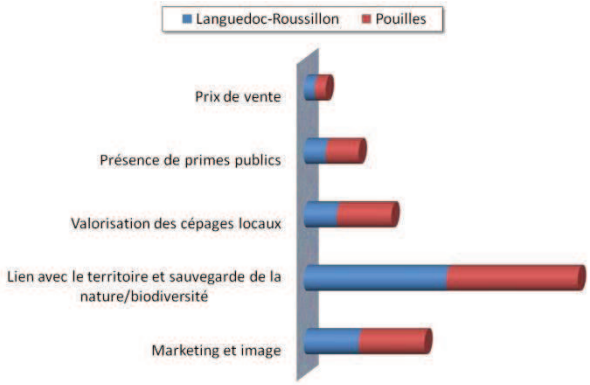
Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Bouche à oreille / Information locale	Non	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Oui	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
BtoB / Salons professionnels / Conventions / Concours / Incoming	Non	25	86,2	93,3	78,6	*27,2%*
	Oui	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
Dégustations	Non	27	93,1	100,0	85,7	*22,4%*
	Oui	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Foires	Non	26	89,7	100,0	78,6	*10,0%*
	Oui	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
Guides	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Internet / Réseaux sociaux	Non	17	58,6	80,0	35,7	*2,0%*
	Oui	12	41,4	20,0	64,3	*2,0%*
Media / Pages publicitaires / Presse / Revues spécialisées / Radio	Non	22	75,9	80,0	71,4	*45,8%*
	Oui	7	24,1	20,0	28,6	*45,8%*
Aucune	Non	26	89,7	80,0	100,0	*12,5%*
	Oui	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*

BIOLOGIQUE

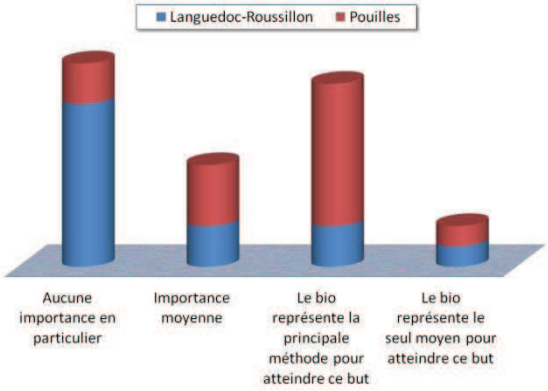
Q23. Depuis combien d'années votre entreprise adopte-t-elle la méthode de production biologique ?



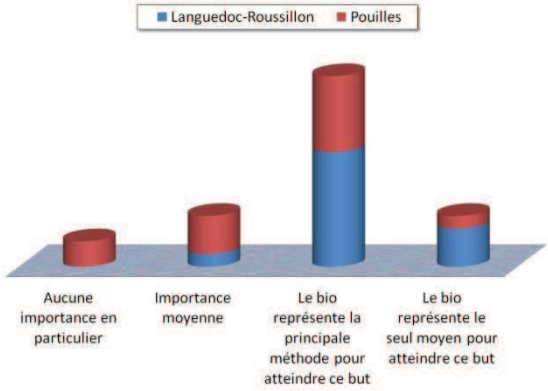
Q24. Lesquelles parmi les raisons suivantes vous ont poussé à adopter la méthode de production biologique ?



Q25. Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la redécouverte et la valorisation des cépages locaux ?



Q26. Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la sauvegarde de la nature/biodiversité ?



L'adoption de la méthode de production biologique est significativement plus ancienne dans les Pouilles. En effet, en Languedoc-Roussillon, six exploitations sur dix sont en bio depuis moins de 10 ans, majoritairement entre 5 et 9 ans alors que, dans les Pouilles, plus de 70% des exploitations le sont depuis dix ans et plus.

Parmi les raisons qui ont poussé à adopter la méthode de production biologique, aucune n'est plus spécifique à une région ou à une autre. La raison la plus plébiscitée est « le lien avec le territoire et sauvegarde de la nature/biodiversité » qui est citée par 86% des exploitants. Vient ensuite loin derrière le « marketing et image » représentant environ un tiers des réponses. La quasi-totalité des exploitants (93%) s'accordent à dire que le prix de vente n'a pas été une raison pour l'adoption de cette méthode.

L'importance attribuée à la production biologique dans la redécouverte et la valorisation des cépages locaux diffère significativement entre les deux régions. En Languedoc-Roussillon, plus de la moitié des exploitants pensent que le bio ne revêt aucune importance dans le domaine alors que, dans les Pouilles, les exploitants pensent que le bio représente la principale méthode pour atteindre ce but, pour la moitié d'entre eux.

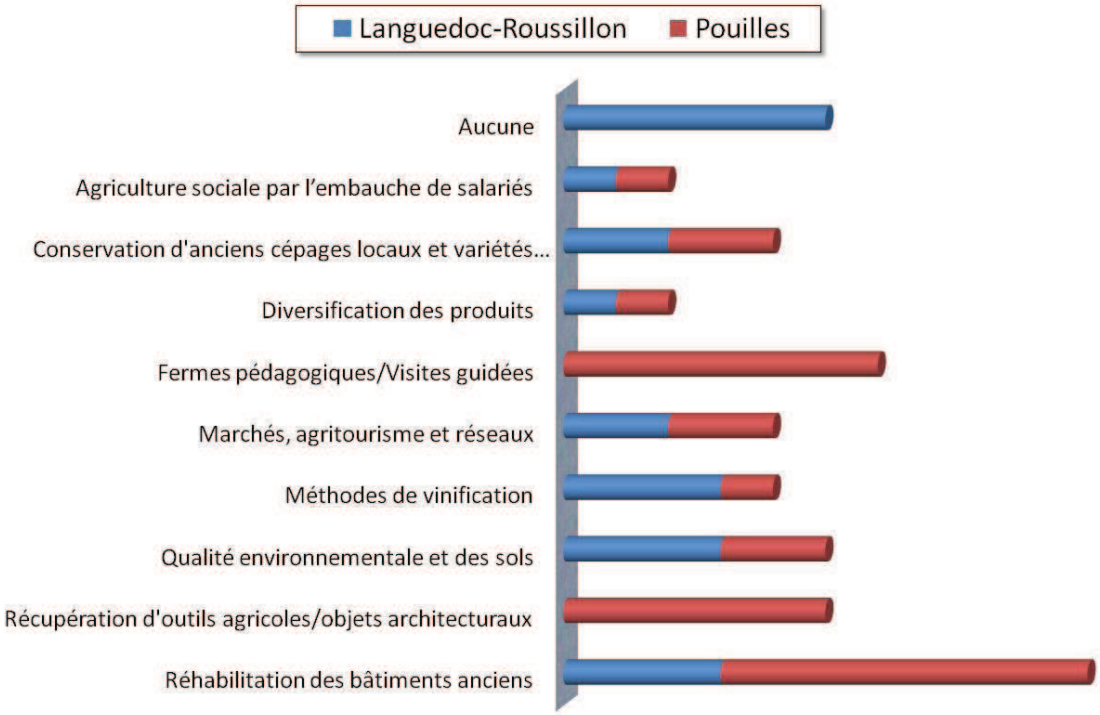
Concernant l'importance attribuée à la production biologique dans la sauvegarde de la nature/biodiversité, la distribution des réponses est assez similaire pour les deux régions. L'avis le plus fréquent est que le bio représente la principale méthode pour atteindre ce but, selon 60% des exploitants en Languedoc-Roussillon et 43% dans les Pouilles. Les avis des exploitants du Languedoc-Roussillon sont un peu plus tranchés car 20% pensent même que le bio représente le seul moyen pour atteindre ce but, contre 7% pour les Pouilles

qui compte également 21% d'exploitants y accordant une importance moyenne, et 14% qui n'en accorde aucune.

Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Depuis combien d'années votre entreprise adopte-t-elle la méthode de production biologique ?	*Non-réponse*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	1. moins de 5 ans	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	2. entre 5 et 9 ans	11	37,9	53,3	21,4	*8,2%*
	3. entre 10 et 14 ans	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	4. 15 ans et plus	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Prix de vente	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Présence de primes publics	Non	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Oui	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
Valorisation des cépages locaux	Non	21	72,4	80,0	64,3	*29,8%*
	Oui	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Lien avec le territoire et sauvegarde de la nature/biodiversité	Non	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	Oui	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
Marketing et image	Non	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*
	Oui	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la redécouverte et la valorisation des cépages locaux ?	*Non-réponse*	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	1. Aucune importance	10	34,5	53,3	14,3	*3,3%*
	2. Importance moyenne	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
	3. Le bio représente la principale méthode pour atteindre ce but	9	31,0	13,3	50,0	*4,1%*
	4. Le bio représente le seul moyen pour atteindre ce but	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la sauvegarde de la nature/biodiversité ?	*Non-réponse*	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	1. Aucune importance	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
	2. Importance moyenne	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
	3. Le bio représente la principale méthode pour atteindre ce but	15	51,7	60,0	42,9	*29,1%*

	4. Le bio représente le seul moyen pour atteindre ce but	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*

Q27. Quelles actions avez-vous entrepris pour vous intégrer dans le territoire ?



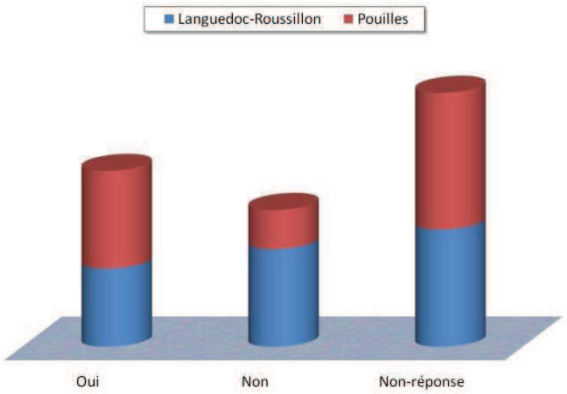
Deux actions sont menées exclusivement de manière significative dans les Pouilles : les « Fermes pédagogiques / Visites guidées » et la « Récupération d'outils agricoles / objets architecturaux ». La « Réhabilitation des bâtiments anciens » y est également relativement plus pratiquée par la moitié des exploitations, alors que cela ne concerne que 20% des exploitations en Languedoc-Roussillon. Les autres actions ne sont pas plus caractéristiques de l'une ou de l'autre des deux régions et sont pratiquées par tout au plus une exploitation sur cinq.

Il est également à noter qu'un tiers des exploitants en Languedoc-Roussillon a déclaré ne mener aucune action, ce qui représente un fait significatif par rapport aux Pouilles où tous les exploitants ont chacun cité au-moins une action.

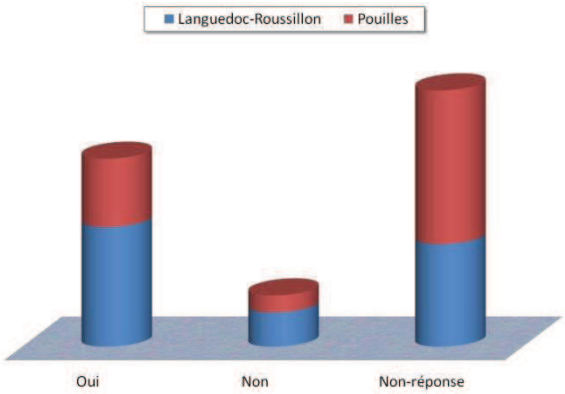
Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc-Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Agriculture sociale par l'embauche de salariés	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Conservation d'anciens cépages locaux et variétés anciennes	Non	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
	Oui	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Diversification des produits	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Fermes pédagogiques	Non	23	79,3	100,0	57,1	*0,6%*

/ Visites guidées	Oui	6	20,7	0,0	42,9	*0,6%*
Marchés, agritourisme et réseaux	Non	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
	Oui	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Méthodes de vinification	Non	25	86,2	80,0	92,9	*32,6%*
	Oui	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Qualité environnementale et des sols	Non	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
	Oui	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Récupération d'outils agricoles / objets architecturaux	Non	24	82,8	100,0	64,3	*1,7%*
	Oui	5	17,2	0,0	35,7	*1,7%*
Réhabilitation des bâtiments anciens	Non	19	65,5	80,0	50,0	*9,5%*
	Oui	10	34,5	20,0	50,0	*9,5%*
Aucune	Non	24	82,8	66,7	100,0	*2,5%*
	Oui	5	17,2	33,3	0,0	*2,5%*

Q28. Pensez-vous que les cahiers de charge actuels de la production biologique sont suffisants ?



Q29. Pensez-vous que la marque européenne (apposée sur les bouteilles) est suffisante à identifier telle méthode de production sur le marché ?



Dans les deux régions, au-moins 40% des exploitants n'ont pas répondu aux questions Q28 et Q29. Il n'y a pas de modalité de réponse spécifique à une région au l'autre.

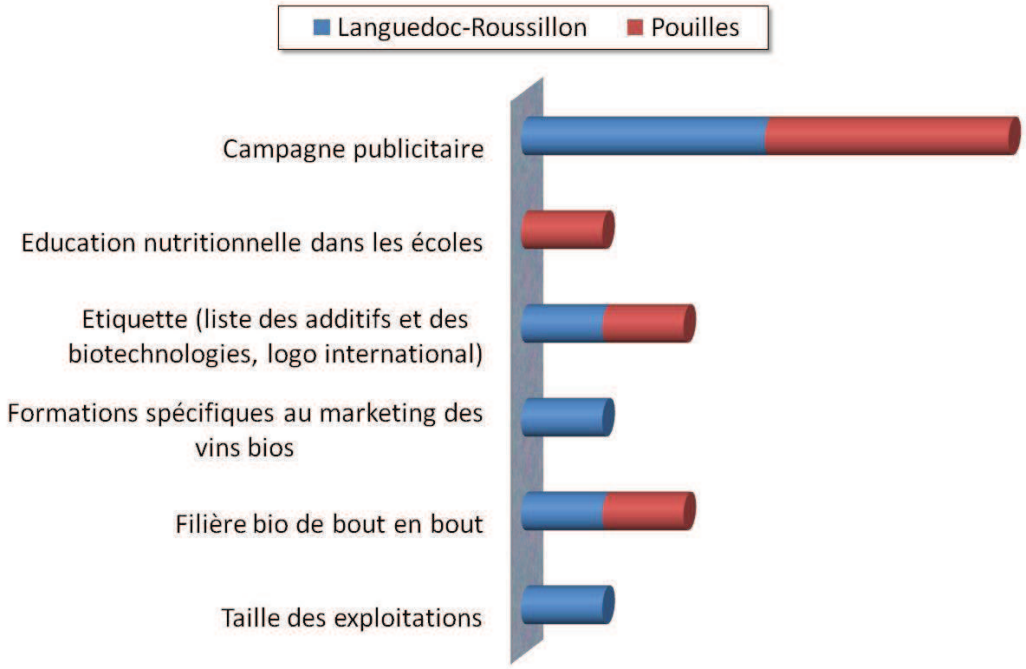
Toutefois, à la question « Pensez-vous que les cahiers de charge actuels de la production biologique sont suffisants ? » la réponse la plus fréquente est négative en Languedoc-Roussillon pour un tiers des exploitants, alors qu'elle est positive dans les Pouilles également pour un peu plus du tiers des exploitants.

A la question « Pensez-vous que la marque européenne (apposée sur les bouteilles) est suffisante à identifier telle méthode de production sur le marché ? », la réponse la plus fréquente est « Oui » dans les deux cas, pour presque la moitié en Languedoc-Roussillon et plus d'un quart dans les Pouilles.

Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc -Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Pensez-vous que les cahiers de charge actuels de la production biologique sont suffisants ?	*Non-réponse*	13	44,8	40,0	50,0	*43,4%*
	Non	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	Oui	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*

Pensez-vous que la marque européenne (apposée sur les bouteilles) est suffisante à identifier telle méthode de production sur le marché ?	*Non-réponse*	15	51,7	40,0	64,3	*17,5%*
	Non	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	Oui	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*

Q30. Avez-vous des suggestions pour améliorer la communication du « brand » biologique envers les consommateurs ?



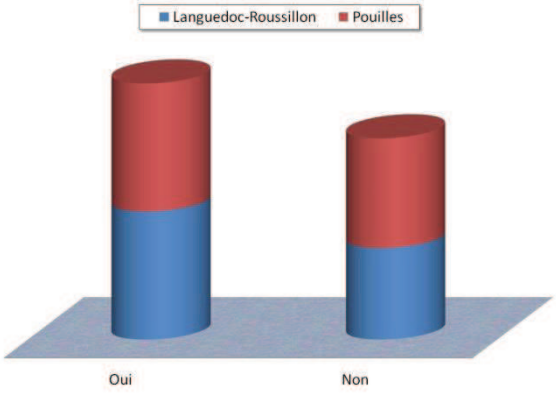
Au-moins 50% des exploitants dans chaque région n'ont fait aucune suggestion pour améliorer la communication du "brand" biologique envers les consommateurs.

Les fréquences des modalités de réponses ne diffèrent pas significativement entre les deux régions. Globalement, une seule suggestion émerge, il s'agit de la campagne publicitaire qui est proposée par un exploitant sur cinq.

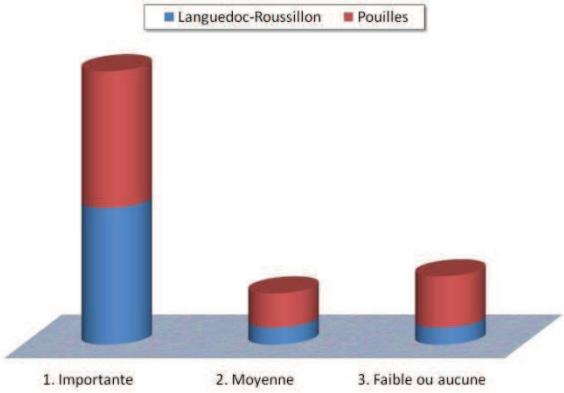
Variables	Modalités	Total général		Languedoc-Roussillon	Pouilles	*Proba.*
		Effectif	%	%	%	
Campagne publicitaire	Non	23	79,3	80,0	78,6	*36,1%*
	Oui	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*
Education nutritionnelle dans les écoles	Non	28	96,6	100,0	92,9	*48,3%*
	Oui	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Etiquette (liste des additifs et des biotechnologies, logo international)	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Formations	Non	28	96,6	93,3	100,0	*48,3%*

spécifiques au marketing des vins bios	Oui	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
Filière bio de bout en bout	Non	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Oui	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Taille des exploitations	Non	28	96,6	93,3	100,0	*48,3%*
	Oui	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
Non/Ne sait pas/Non-réponse	Non	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
	Oui	17	58,6	53,3	64,3	*41,3%*

Q31. Votre exploitation fait-elle partie d'une association professionnelle ?



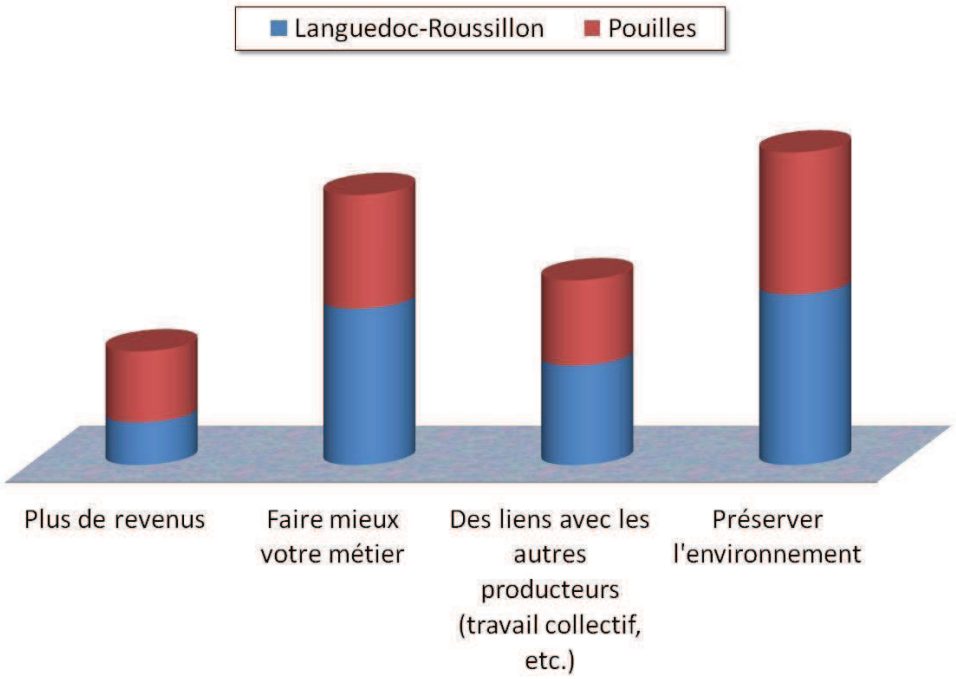
Q32. Quelle valeur attribuez-vous à la présence d'une association de producteurs pour renforcer l'image et la promotion de la marque sur le marché ?



Dans chacune des deux régions, environ 50% des exploitations fait partie d'une association professionnelle. Quant à la valeur attribuée à la présence d'une association de producteurs pour renforcer l'image et la promotion de la marque sur le marché, les deux régions s'accordent également à dire qu'elle est importante, pour plus de la moitié des exploitants. Toutefois, dans les Pouilles, plus de 20% des exploitants n'accorde également qu'une faible, voire aucune, importance à l'adhésion à une association professionnelle. Il est important de noter qu'un tiers des exploitants du Languedoc-Roussillon n'ont pas répondu à cette deuxième question.

Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc-Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Votre exploitation fait-elle partie d'une association professionnelle ?	*Non-réponse*	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	Non	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
	Oui	14	48,3	46,7	50,0	*42,4%*
Quelle valeur attribuez-vous à la présence d'une association de producteurs pour renforcer l'image et la promotion de la marque sur le marché ?	*Non-réponse*	6	20,7	33,3	7,1	*9,9%*
	1. Importante	16	55,2	53,3	57,1	*43,4%*
	2. Moyenne	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Faible ou aucune	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*

Q33. La production biologique vous a apporté :



Les opinions des deux régions sur ce que la production biologiqueleur a apporté divergent sur une seule proposition, celle évoquant « Plus de revenus » qui est rejetée par quasiment les trois-quarts des exploitants en Languedoc-Roussillon, alors que dans les Pouilles, ce rejet n'est le fait que d'un tiers des enquêtés. Ils s'accordent pour répondre « Oui » à toutes les autres propositions dont la plus plébiscitée est « Préserver l'environnement » pour 71 à 80% d'entre eux, suivie de la proposition « Faire mieux votre métier » pour 57 à 73%, les liens avec les autres producteurs (travail collectif, etc.) rassemblent entre 43% et 47% de réponses favorables.

Il est à noter que, dans les Pouilles, il y a environ 29% des enquêtés qui ne se sont pas exprimés sur cette série de propositions.

Variables	**Modalités**	**Total général**		**Languedoc -Roussillon**	**Pouilles**	***Proba.***
		Effectif	**%**	**%**	**%**	
Plus de revenus	*Non-réponse*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	Non	16	55,2	73,3	35,7	*4,8%*
	Oui	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Faire mieux votre métier	*Non-réponse*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	Non	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	Oui	19	65,5	73,3	57,1	*30,0%*
Des liens avec les autres producteurs (travail collectif, etc.)	*Non-réponse*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	Non	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*
	Oui	13	44,8	46,7	42,9	*43,4%*
Préserver l'environnement	*Non-réponse*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	Non	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	Oui	22	75,9	80,0	71,4	*45,8%*

5. Conclusions : scénarios et perspectives

En général, aussi bien dans l'ensemble du secteur que dans les cas plus spécifiques, en particulier à l'égard de l'innovation appliquée à l'agriculture biologique et de qualité, il semble évident souligner l'importance de créer des synergies entre tous les acteurs de la filière afin de surmonter les limitations en terme de taille et d'optimiser les ressources disponibles.

Si l'on retrace le parcours effectué et l'on revient au chapitre I, le concept important de réseau peut se résumer dans l'acte de déléguer à d'autres les fonctions face auxquelles l'entrepreneur agricole montre une efficacité médiocre, ou ne se montre pas assez professionnel et compétitif, en particulier en ce qui concerne les activités en aval de la filière (marketing et communication, distribution et logistique).

Dans un contexte de plus en plus compliqué et articulé, résultant de la mondialisation dominante des marchés et la pression croissante des pays dits émergents, la position compétitive des Pays tels que l'Italie et la France sur des produits à faible et moyenne valeur ajoutée est de moins en moins soutenable, ainsi que le fait de travailler uniquement en termes de réduction des coûts ne peut plus être suffisant. Regarder vers l'avenir, par conséquent, ne veut plus dire se concentrer sur de vieux automatismes actionnés par d'autres sujets; l'agriculture doit également montrer sa capacité à se réinventer et à planifier son avenir par elle-même.

Tout d'abord, on voit émerger les attentes que chaque entrepreneur agricole a sur sa propre entreprise, qui résultent d'idées innovantes, de l'envie de prendre des risques en faisant des investissements, mais, surtout, de la capacité à comprendre ses propres caractéristiques acquises à travers le temps; cette approche permet de se projeter vers l'innovation, la qualité et les relations avec les autres acteurs de la filière, d'une manière complètement différente, en se concentrant sur les histoires des sujets impliqués, donnant plus d'importance aux expériences de vie des personnes concernées et aux relations interpersonnelles, aux réseaux donc, qui créent un espace commun pour explorer les possibilités et les développements futurs.

Comme déjà mentionné, et en accord avec les conclusions des enquêtes en phase de travail sur le terrain, l'un des principaux problèmes auxquels les entreprises agricoles sont confrontées est celui de la taille, qui peut être trop limitée pour mettre en place une idée de business innovante, d'où la nécessité d'adopter des solutions en terme de coopératives ou d'associations de producteurs, pour que les exploitations puissent s'ouvrir et collaborer ensemble selon le modèle de réseau, qui doit inclure également le consommateur final.

De cette façon, l'innovation devient la conséquence naturelle d'un ensemble de comportements convergents de personnes qui, bien qu'ayant des rôles différents, constituent les nœuds des réseaux de relations. Créer des coopératives, de consortiums et/ou des associations de producteurs, ainsi que des réseaux trans-territoriaux et trans-sectoriels, et des réseaux de type verticaux, qui contribuent à former des connexions entre les entreprises afin de sauvegarder des segments de la filière et d'augmenter la spécialisation, signifie pouvoir tracer des parcours que les entreprises agricoles peuvent suivre pour surmonter leur pulvérisation structurelle et être compétitives dans les marchés; les réseaux d'entreprise sont donc la réponse possible aux contextes contemporains.

Les entreprises sont confrontées à un double défi à cause de l'évolution rapide du scénario économique mondial; d'une part, la mondialisation les oblige à être compétitives dans un scénario de plus en plus complexe, de l'autre, un processus de dématérialisation du produit s'impose et cela donne plus de valeur aux phases de conception et de marketing qu'aux phases traditionnelles de transformation et de production. Si chaque entreprise agricole n'arrive pas à surmonter ses propres contraintes en terme de taille et de gestion, il devient difficile d'être compétitif sur le marché mondial, à travers le déploiement de business innovants en mesure d'atteindre efficacement le consommateur final.

Dans le contexte économique mondial actuel, le dépassement du modèle traditionnel fordiste, basé sur de rigides hiérarchies décisionnelles et sur la normalisation productive, porteuse d'une attitude de «fermeture» à l'égard des innovations en provenance de l'extérieur, a conduit à la définition d'une nouvelle

approche qui considère la production de ressources cognitives comme une contribution stratégique à gérer dans sa complexité.

En ce sens, le réseau permet à l'entrepreneur[50] d'une petite ou moyenne entreprise d'élargir ses horizons et ses possibilités, sans perdre l'individualité de chaque unité d'entreprise; il convient de souligner que le concept de réseau qu'il faut considérer ne peut pas être assimilé à un ensemble d'individus qui aspirent à devenir les parties actives d'un système plus large, jouant tous le même rôle avec les mêmes compétences. Au contraire, il s'agit de structurer le réseau comme un système stable de rapports entre les différents sujets qui se posent dans des rôles différents, de manière à être interdépendants entre eux et à se spécialiser dans certaines fonctions pour partager l'excellence de leur savoir-faire avec les autres membres du réseau. Pour ce faire, chaque entreprise doit opérer un changement culturel avant même que gestionnaire; uniquement en agissant dans ce sens, le processus de changement gagnera une réelle importance, et permettra ainsi aux productions de qualité et de niche[51] d'être appréciées dans une combinaison de production et de consommation qui respecte et reconnaît, en terme de valeur, les particularités de chaque produit. En ce sens, la glocalisation[52] reflète l'importance stratégique de valorisation des différences et le rachat innovant du secteur agricole qui vise à obtenir des produits de qualité, à travers le développement de codes de conduite et de protocoles de protection, afin d'améliorer ces mêmes produits.

Il est vrai que dans l'agriculture, le rapport entre l'innovation et la mécanisation a tendance à monopoliser le regard et à occulter d'autres façons d'innover; comme cela est arrivé pendant la révolution industrielle, qui a remplacé les machines au travail des animaux et des hommes, encore aujourd'hui, dans de nombreuses entreprises, l'accent est placé sur les machines et leur technologie pour augmenter les volumes de production et/ou la productivité. Cela a conduit à bloquer l'agriculture dans une phase de simple fonction productive, avec les phases de vente et de consommation loin de la plupart des entreprises elles-mêmes, dans une filière agroalimentaire plutôt « schématisée ». S'il est vrai que la culture de l'entrepreneur agricole est encore très liée à la matérialité des processus de production et de transformation, pendant ces dernières années quelque chose commence à changer grâce à une attention croissante vers les activités en aval des filières, ceci grâce aussi au rôle de la GDO (Grande Distribution Organisée) et des grandes entreprises de transformation du secteur agroalimentaire qui, en demandant aux producteurs des caractéristiques innovantes, déclenchent un processus vertueux d'apprentissage et d'expérimentation avec les agriculteurs les plus ouverts au rapport avec les différents maillons de la filière et plus disposés à revoir leur propre modèle d'entreprise.

Depuis la création d'une véritable différenciation qualitative de la gamme, qui s'est concrétisée en ajoutant des produits de haute qualité aux simples produits standard, jusqu'aux marques et aux dénominations territoriales d'origine[53], les entreprises agricoles ont commencé à comprendre et à apprécier l'importance de la signification liée à chaque produit et à leur qualité. Cette dernière correspond à une propriété intrinsèque d'un produit, qui se base, d'une part, sur les propriétés organoleptiques intrinsèques et sur la précision du processus de production; de l'autre, sur les aspects liés au rapport avec l'environnement et avec les différents maillons de la filière de production. Dans le contexte actuel, il est nécessaire de souligner le rôle essentiel joué par les intermédiaires et les chaînes de distribution, en particulier celles de grandes dimensions (GDO); les deux, se plaçant comme de forts protagonistes dans les filières nationales et internationales de référence, se placent dans l'espace de communication entre les entreprises agricoles et les consommateurs pour qui les produits dérivés sont destinés. Grâce à leur capacité d'intercepter les souhaits du marché et de les exhorter, ils sont en mesure de pousser les producteurs à s'activer pour trouver des réponses cohérentes aux besoins exprimés par les consommateurs, en créant des synergies précieuses[54].

---

[50] Les cas examinés sont tous des exemples de petites ou moyennes entreprises.
[51] Le vin biologique peut faire partie de cette catégorie.
[52] La glocalisation a déjà été définie comme l'union des termes globalisation (ou mondialisation) et localisation.
[53] On se réfère dans ce cas à toutes les denominations existantes, voir en détail le chapitre I.
[54] Confronter à ce propos l'importance que les entreprises interviewées confèrent aux rapports avec les acheteurs.

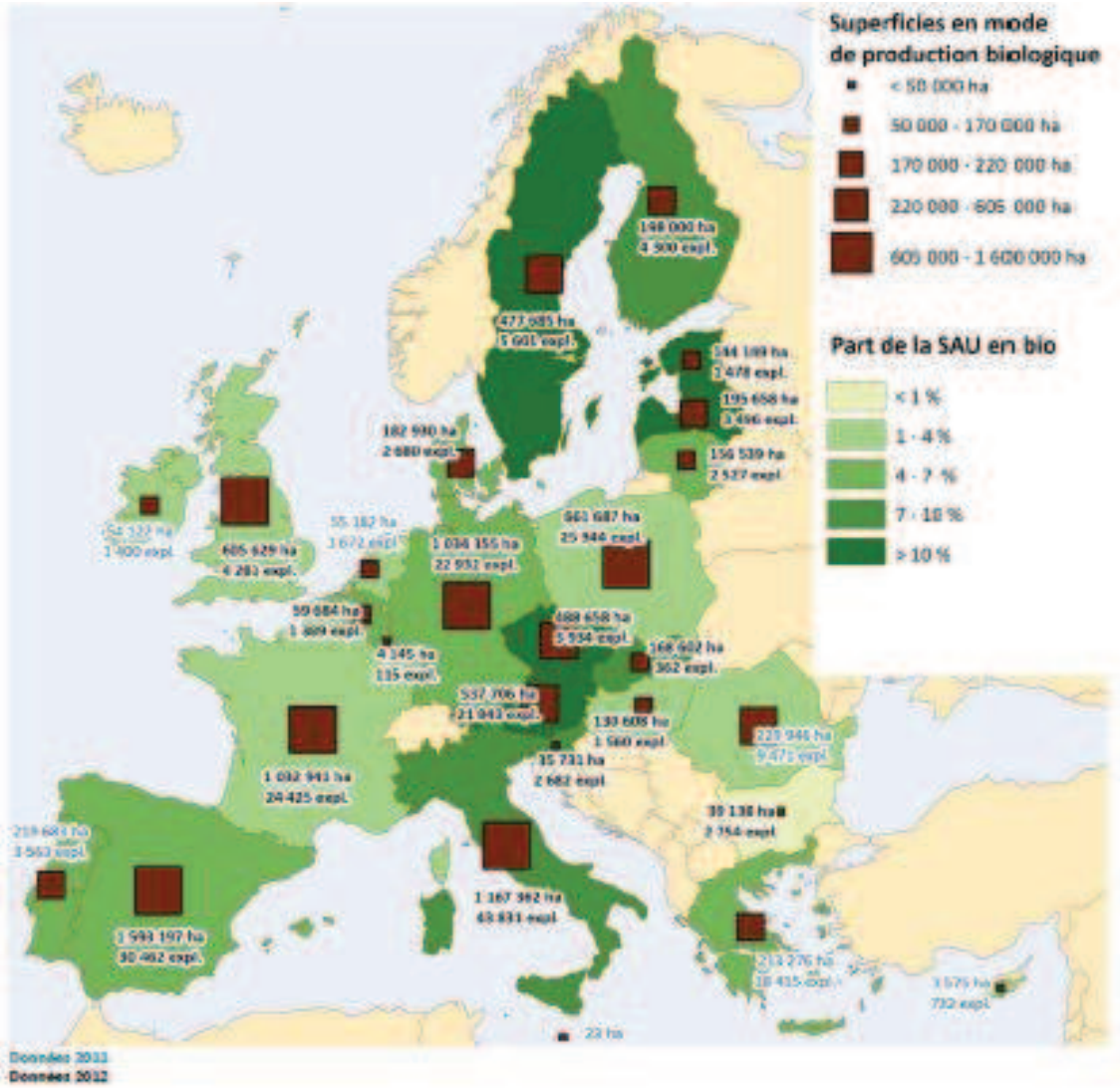
En conclusion, il convient de souligner que la filière, dans ses relations et l'échange de significations, ne s'épuise pas dans le rapport entre les producteurs et/ou les transformateurs, et les distributeurs; le consommateur final, en particulier dans le domaine de la production de qualité, se transforme de sujet passif à expérimentateur et explorateur, venant à créer de nouvelles façons d'utilisation des produits. Il serait intéressant, comme idée pour de futurs parcours de recherche, de se concentrer sur la demande qu'une typologie de consommateurs dirige vers les produits considérés, pour ainsi dire, de valeur, comme par exemple les produits typiques, biologiques ou encore éthiques[55], par rapport aux versions traditionnelles équivalentes. Analyser les modes de vie et les comportements d'achat et/ou de consommation, ainsi que les exigences, qui changent et évoluent au fil du temps, peut constituer la base d'études approfondies, visant à la mise en œuvre de politiques de *Governance* du territoire réellement porteuses d'un développement durable et solide au fil du temps.

[55] Le caractère éthique d'un produit, dans ce contexte, doit être interprété comme il suit : l'utilisation de matières premières issues de cultures réalisées avec des méthodes respectueuses de l'environnement; absence d'exploitation des enfants et des femmes; présence de contrats équitables pour sauvegarder les populations les plus faibles. Comparer, pour avoir un bon exemple à cet égard, le circuit Fair Trade : http://www.fairtrade.net/.

Annexe: Les Chiffres clès

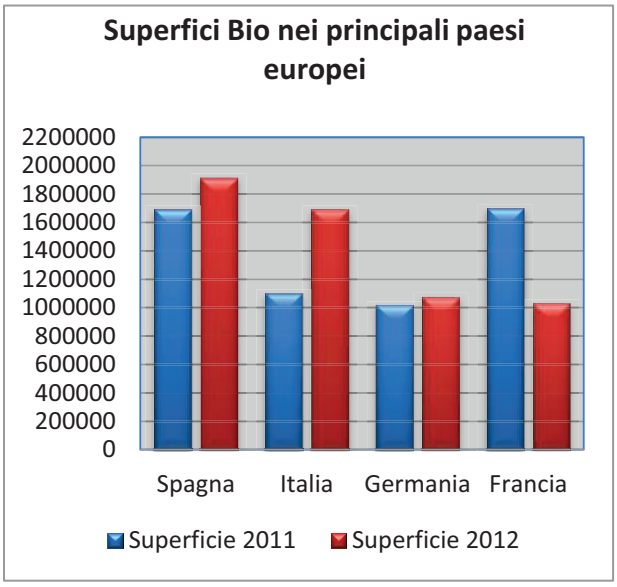
Europe

Figure 1: Distribution européenne des surfaces de production biologique (2012)



Source: Agence BIO/OC, 2013

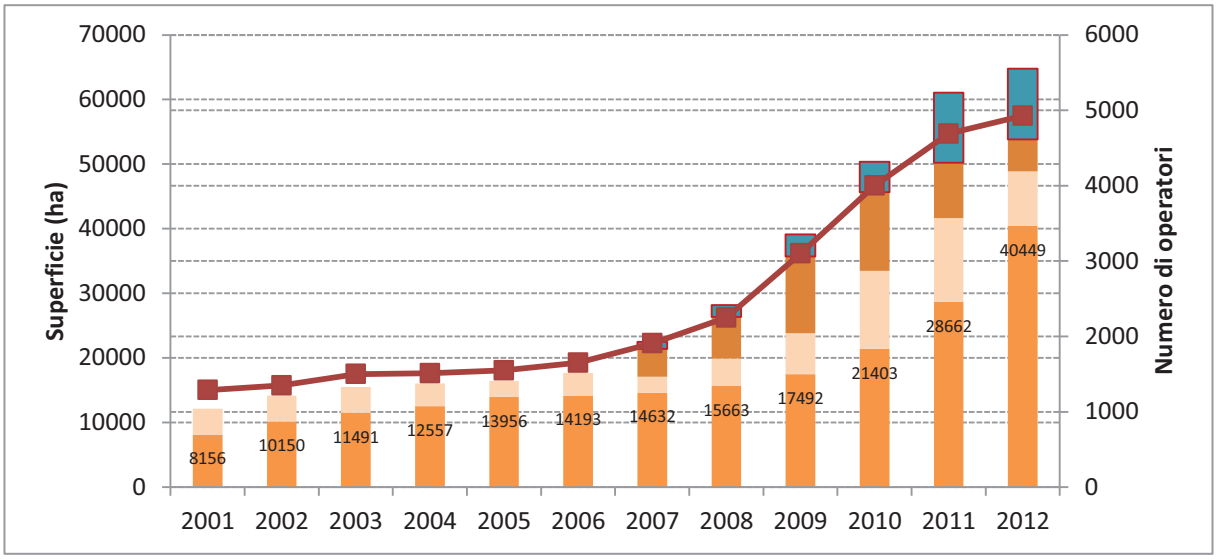
Figure 2: Opérateurs et surfaces Bio (Europe)



Source: SINAB (IT), Agence Bio (FR), Bundesministerium für Ernährung(DE), Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente (ES)

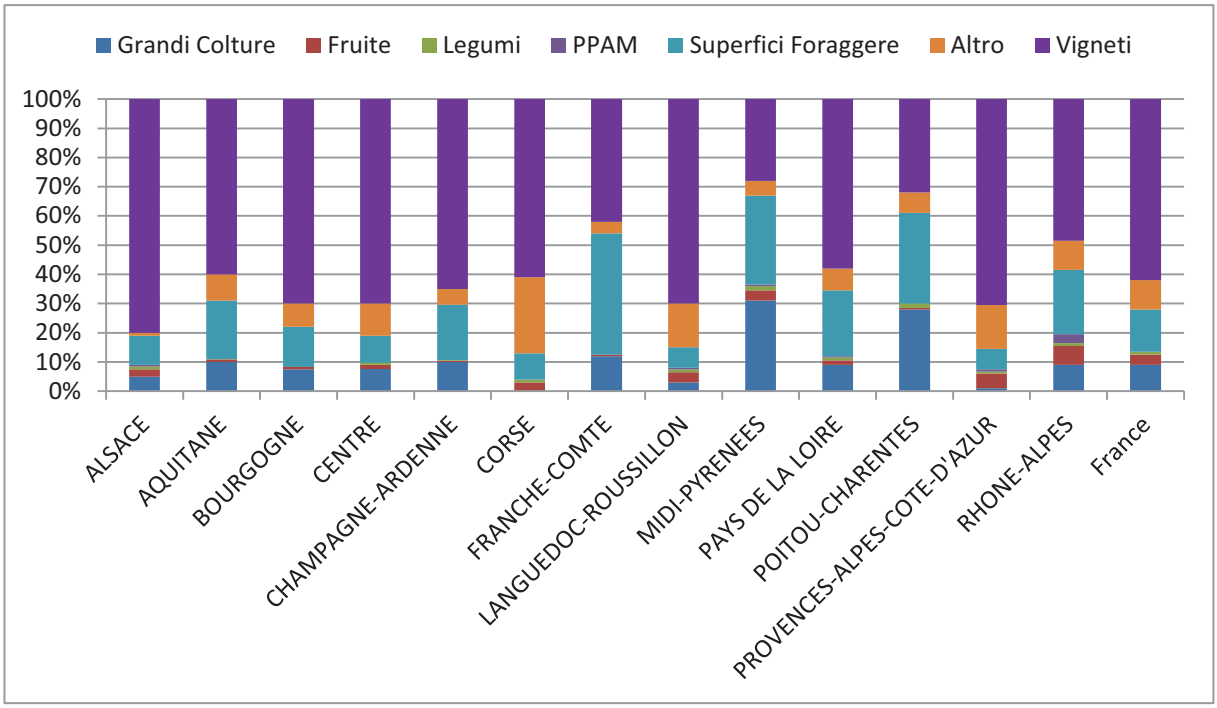
France

Figure 3: Evolution des surfaces et nombre d'opérateurs de production biologique



Source: Agence BIO/OC, 2012

Figure 4: Répartition en pourcentage des différentes cultures



Source: Agence BIO/OC, 2012

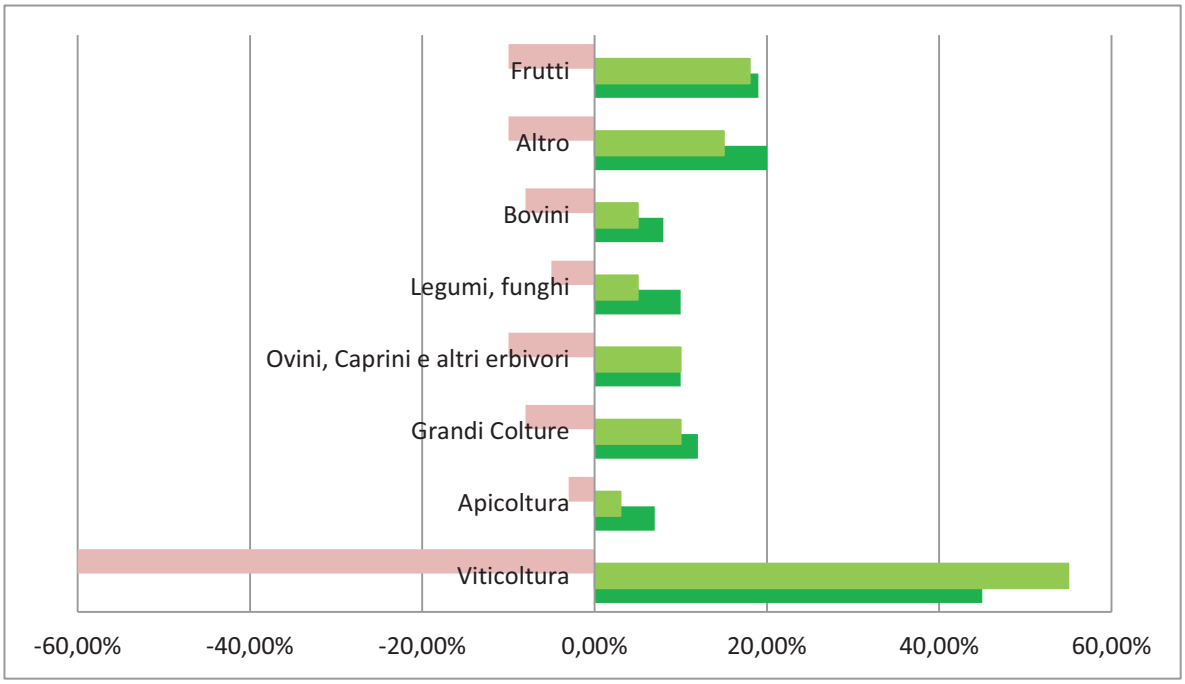
Tableau 1: Production et surfaces à Vins (2010)

REGIONE	SUPERFICIE AOP (ha)	SUPERFICIE IGP et vins sans indication géographique (ha)	SUPERFICIE TOTALE (ha)	PRODUCTION (hl) AOP		PRODUCTION (hl) IGP		PRODUCTION (hl) TOTALES	
				BL	RGE, Rsé	BL	RGE, Rsé	BL	RGE, Rsé
ALSACE ET EST	15 603	281	15 884	834 686	61 163	0	0	847 073	63 432
BEAUJOLAIS	17 843	270	18 113	37 485	785 645	566	2 030	41 550	808 409
BOURGOGNE	28 933	353	29 286	962 887	467 308	1 347	926	979 310	476 581
BORDEAUX	115 376	1 806	117 182	625 513	5 061 919	518	8 460	662 574	5 325 122
CHAMPAGNE	33 350	154	33 504	2 318 077		1 089	941	2 481 583	2 848
CORSE	2 740	3 082	5 822	14 487	97 704	34 069	205 597	62 716	313 559
JURA	2 123	291	2 414	57 660	25 310	243	140	61 371	28 312
SAVOIE	2 689	1 122	3 811	113 354	49 401	5 060	3 158	136 088	77 780
LANGUEDOC-ROUSSILLON	54 579	118 448	173 027	379 423	1 336 340	1 281 244	5 391 169	1 710 860	7 181 950
PROVENCE	29 193	11 026	40 219	52 029	1 297 027	47 973	539 259	107 292	1 891 286
SUD-OUEST	17 517	9 272	26 789	290 983	595 123	81 098	102 876	8 741 126	945 119
TOULOUSE-PYRENEES	14 522	23 627	38 149	137 205	461 516	1 022 070	382 280	1 564 762	1 059 235
VAL DE LOIRE	51 621	12 820	64 441	1 502 032	1 251 073	197 565	165 970	1 915 056	1 658 842
VALLEE DU RHONE	75 376	55 500	130 876	239 787	2 613 647	456 813	2 554 202	765 539	5 442 389
TOTALE REGION	461 465	238 052	699 517	7 565 598	14 103 176	3 130 555	9 357 008	20 076 900	25 274 864
TOTALE FRANCE *	461 467	238 936	700 403	7 565 612	14 103 252	3 134 515	9 365 661	20 082 329	25 291 136

Source: D.G.D.D.I. – INAO

Languedoc-Roussillon

Figure 5: Distribution agriculture et élevage en LR
(Vert: certifiées Bio; Vert clair: en conversion; Violet: non certifiées)



Source: Agreste - RA 2010

Italie

Figure 6: Evolution de l'agriculture biologique (Pouilles et Italie)

SAU Biologica + in conversione

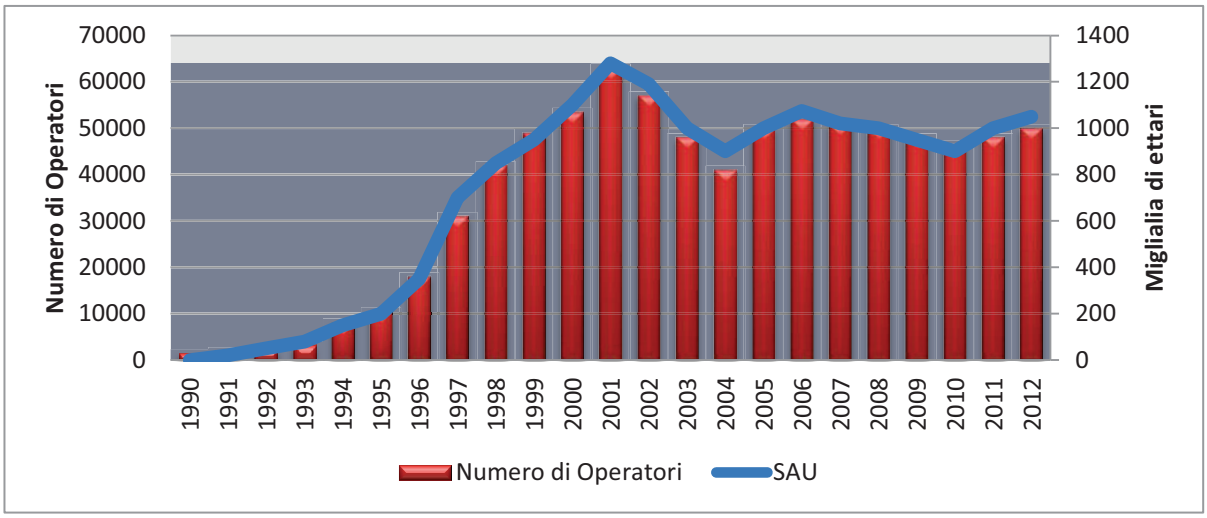
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Puglia	146,350	131,108	109,068	92,333	86,610	116,000	122,589	113,279	118,898
Italia	1,040,377	1,237,640	1,168,212	1,052,002	954,361	1,067,102	1,148,162	1,150,253	1,002,420

Operatori certificati

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Puglia	6,741	6,763	5,757	4,621	3,373	6,109	5,639	5,357	5,371
Italia	54,004	60,509	55,902	48,473	40,965	49,859	51,065	50,276	49,654

Source: notre élaboration données "Osservatorio regionale dell'agricoltura biologica" - 2012

Figure 7: Evolution des opérateurs et surfaces Bio (Italie)



Source: SINAB

Tableau 2: Surfaces biologiques (ha)

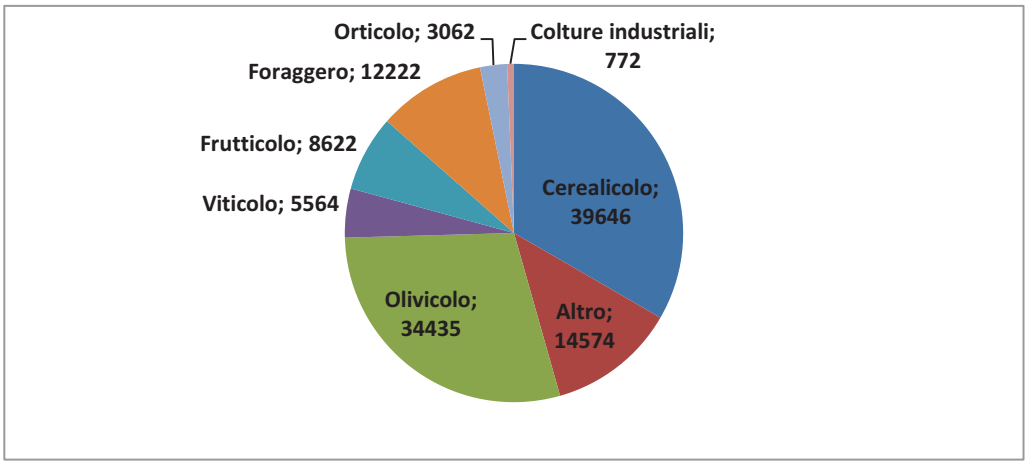
	Superficie in conversione		Superifice Biologica		Totale	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Cereali	35,654	36,175	148,456	174,368	184,110	210,543
Colture proteiche, leguminose, da granella	3,867	2,907	17,577	17,930	21,444	20,837
Pianta da radice	393	239	1,445	936	1,838	1,175
Colture industriali	1,899	1,658	14,126	11,910	16,025	13,568
Colture foraggere	50,567	39,160	200,016	215,844	250,583	255,004
Altre colture da seminativi	2,239	1,198	8,314	3,833	10,553	5,031
Ortaggi	4,464	3,457	18,942	17,879	23,406	21,336
Frutta	6,011	6,387	17,226	16,645	23,237	23,032
Frutta in guscio	6,949	7,108	20,890	22,963	27,839	30,071
Agrumi	6,097	6,048	15,843	19,292	21,940	25,340
Vite	18,735	20,410	34,077	36,937	52,812	57,347
Olivo	41,980	46,935	99,588	117,553	141,568	164,488
Altre colture permanenti	776	1,323	6,768	5,062	7,544	6,385
Prati e pascoli	40,408	39,781	141,652	165,375	182,060	205,156
Pascolo magro	29,987	20,273	63,544	65,272	93,531	85,545
Terreno a riposo	9,756	10,516	28,644	31,988	38,400	42,504
Totale colture	**259,782**	**243,575**	**837,107**	**923,786**	1,096,889	1,167,361
Altre categorie da non includere nel	4886	4211	10082	13847	14968	18058

totale: superfici forestali e/o superifici di raccolta spontanea	

Source: SINAB

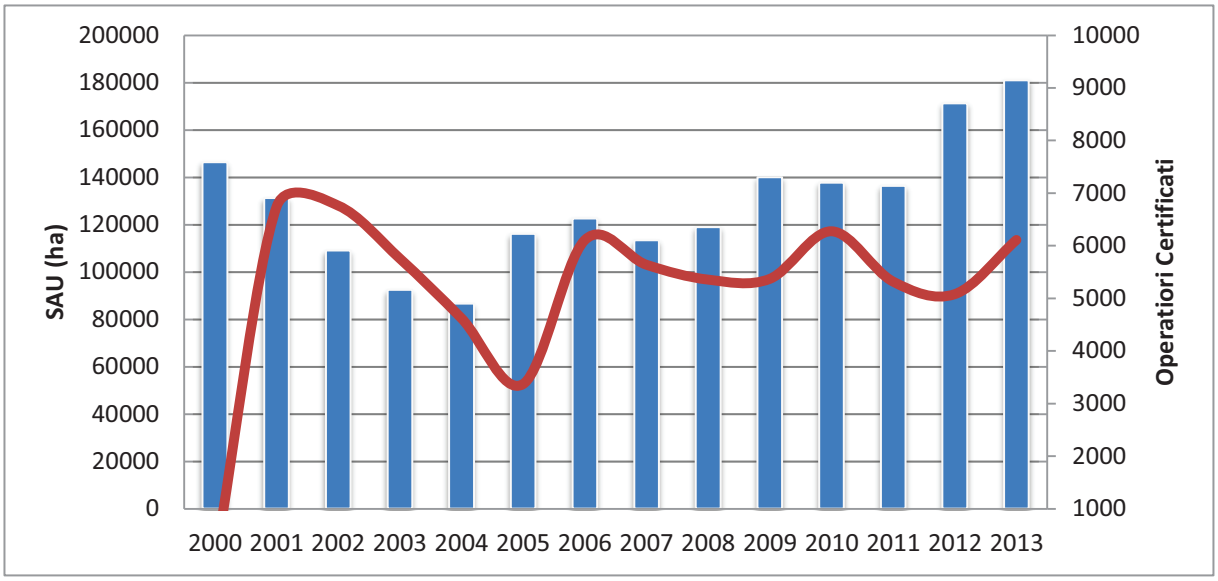
Les Pouilles

Figura 32: Distribution agriculture biologique (Pouilles)



Source: notre élaboration données “Osservatorio regionale dell’agricoltura biologica” - 20122

Figure 8: Evolution de l'agriculture biologique: opérateurs et surfaces 2000/2013



Source: Osservatorio regionale sull'agricoltura Biologica

Tableau 3: SAU biologique et en conversion (ha e %) - 2013

Descrizione Coltura	SAU Bio	SAU Conversione	SAU Totale	SAU Conversione SAU Tot %
SAU Agrumi	1026,49	738,95	1765,44	41,9
SAU Olivo	34086,75	21840,42	55927,17	39,1
SAU Vite da tavola	1315,87	1103,96	2419,83	45,6
SAU Vite da vino	5262,71	3752,92	9015,63	41,6
SAU Altre Arboree	6109,18	2345,83	8455,01	27,7
SAU Vivai	43,96	9,7	53,66	18,1
SAU Seminativi	59468,05	26237,8	85705,85	30,6
SAU Prati e Pascoli	9161,69	6868,53	16030,22	42,8
ALTRA SAU	793,37	734,78	1528,15	48,1
TOTALE	**117268**	**63632,89**	**180901**	**35,2**

Source: Elaboration ORAB Regione Puglia – IAMB sur données Biobank Open project

Annexe : Questionnaire

Le questionnaire qu'on vous adresse est un instrument de recherche finalisé à ma thèse de Doctorat (*Dottorato di Ricerca*), dont la finalité est l'étude de la filière vitivinicole Bio dans ses aspects économiques et pour les liens avec le contexte territorial de référence .

L'approche méthodologique adopté prévoit la récolte d'une série articulée d'informations relatives aux producteurs, en tant qu'acteurs principaux de la filière.

On vous demande de le remplir avec les infos de type général relatives à l'entreprise (dénomination, lieu, structure de l'entreprise, activités exercées, données économiques etc.) ; successivement on enquête sur les aspects liés au lien avec le territoire d'appartenance, aux motivations liées au choix du Bio et au rapport existant entre ces deux aspects cités. Finalement on demande d'évaluer les modalités actuelles de commercialisation et des relations avec le marché, ainsi que les perspectives futures des mêmes. Les modalités d'évaluation sont différentes, en passant par des questions ouvertes, à des questions sur échelle de – 5 à + 5, de façon à ce qu'une note allant de moins 1 à moins 5 signifie que la caractéristique spécifique représente un point faible et, viceversa, de plus 1 à plus 5 un point de force, et la note 0 (zéro) représente une indifférence absolue de la caractéristique dont à l'objet sur les performances de la filière vitivinicole Bio.

ANAGRAPHE

Pourriez-vous nous fournir les données relatives à l'entreprise ?

a) Dénomination
b) Adresse
c) Nombre des employés (salariés, famille)
d) Superficie plantée de vignes
e) Production totale
f) Production de vin en vrac
g) Production de vin en bouteille
h) Nombre appellation (AOC, IGP, VDP)
i) Présence d'agritourisme dans l'entreprise

PRODUCTION

Comment définiriez-vous le Vin biologique ?

Quelles règles, d'après vous, devraient être adoptées dans la production du vin Bio ?

- Une simple liste des additifs, produits et processus admises
- Règlement complet incluant les additifs, produits et processus admises

Pensez-vous que les règles susdites devraient être adoptées au niveau communautaire ?

Quelle autonomie selon vous devraient avoir, à ce sujet, les Pays membres de l'UE ?

Etiquette : quelles informations selon vous devraient être indiquées sur l'étiquette ? (préciser éventuellement plusieurs alternatives possibles)

- Liste complète des additifs et produits utilisés
- Logo commun européen
- Moyens de production adoptés (par ex. récolte à la main, etc.)
- Autre (spécifier)

MARCHÉ

Structure des canaux de vente pour le Vin biologique. Lesquels préférez-vous ? Indiquez leur importance en pourcentage :

- Hyper et Supermarchés
- Magasins spécialisés/Boutiques Bio
- Canal HORECA

- Vente directe
- Coopératives
- Autre

Commentaires :

Quels sont pour vous les obstacles les plus évidents au développement du marché des Vins biologiques ? Quelles solutions proposeriez-vous ?
(Echelle de 1 = aucun obstacle à 5 = obstacle très important)

Prix élevés
Points/Score : 1 2 3 4 5
Médiocre qualité du Vin biologique
Points: 1 2 3 4 5

Faible disponibilité quantitative du Vin Biologique
Points : 1 2 3 4 5
Image peu « prestigieuse » du Vin biologique
Points: 1 2 3 4 5
Standard de production du Vin biologique
Fiabilité insuffisante du Vin biologique auprès des consommateurs
Points: 1 2 3 4 5
Obstacles pour le B2B (Business to Business), intermédiaires ou négociants
Points: 1 2 3 4 5
Faible propension à la consommation de Vin de la part des acheteurs de produits biologiques
Points: 1 2 3 4 5
Connaissance limitée du Vin biologique et de la production de Vin biologique de la part des consommateurs
Points: 1 2 3 4 5
Forte compétition de la part du secteur des Vins conventionnels
Points: 1 2 3 4 5

Pourriez-vous quantifier le taux de croissance annuelle des revenus dérivants de la vente de Vin biologique dans les 5 dernières années ?

----------%

Quel taux de croissance envisagez-vous dans les 5 prochaines années ?

----------%

Pourriez-vous nous indiquer dans quelle mesure vous partagez les affirmations suivantes ? (échelle de 1= fort désaccord à 5 = très d'accord)

Les consommateurs achètent le Vin biologique seulement pour des événements spéciaux (par ex. pour une invitation,…) -----

Dans l'avenir les consommateurs boiront moins de vin avec plus d'attention à la qualité -----

Les consommateurs connaissent les modalités de production du vin avec référence à l'utilisation d'adjuvants, sulfites, travail, etc.-----

Pourriez-vous nous dire combien d'importance ont les facteurs suivants dans le choix du Vin biologique (consommateurs)? (échelle 1= pas d'importance à 5 = très important)

Prix -----

Rapport Qualité/Prix

Goût -----

Dénomination d'Origine -----

Disponibilité -----

Préservation de la santé

Préservation du environnement

Autre (spécifier)

Commentaires :

Quelles stratégies estimez-vous utiles afin d'augmenter la connaissance des consommateurs et des intermédiaires ou négociants pour ce qui concerne le Vin biologique ?

(Echelle de : Importante, Indifférente, Aucune importance)

Dégustation dans les lieux de vente

Formation ad hoc pour les traders

Campagnes publicitaires et d'information

Packaging commun (logo, etc.) pour les producteurs Bio)

Autre (spécifier)

Nous vous prions de signaler vos préférences dans ce domaine (réponse ouverte) :

Quels Pays/marchés (autre que la France) avec débouché voudriez-vous privilégier ?

_____

Location/emplacement préféré pour la promotion de votre production (foire, rencontre, congrès, etc.)

_____

Événements promotionnels

Pour quelles raisons votre entreprise a choisi de participer à des Foires et des Expositions du secteur ? Et quelle importance attribuez-vous à ces mêmes ? (échelle de 1 à 10)

Depuis combien d'années votre entreprise est présente pendant ces événements ?

Quel est le volume de dépense annuelle que votre entreprise doit soutenir pour les différentes actions de promotion ?

Quel est à peu près le pourcentage des contacts eus pendant les événements promotionnels, qui, à partir de ce moment-là, sont devenu vos clients ?

Quels moyens publicitaires utilisez-vous pour faire de la publicité à votre entreprise, et quelle importance attribuez-vous à chacun d'eux ? (échelle de 1 à 10)

Quelles pourront-être les tendances futures ?

Dans quels marchés a été vendue la production passée, et en quel pourcentage telle production a été absorbée par chacun de ces mêmes marchés par rapport au total ?

BIOLOGIQUE

Depuis combien d'années votre entreprise adopte la méthode de production biologique ?

Lesquelles parmi les raisons suivantes vous ont poussé à adopter la méthode de production biologique ?

- Prix de vente
- Présence de primes publics
- Valorisation des cépages locaux
- Lien avec le territoire et sauvegarde de la nature/biodiversité
- Marketing et image

Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la redécouverte et valorisation des cépages locaux?

- Le biologique représente le seul moyen pour atteindre ce but
- Le biologique représente la principale méthode pour atteindre ce but
- Importance moyenne
- Aucune importance en particulier

Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la sauvegarde de la nature/biodiversité ?

- Le biologique représente le seul moyen pour atteindre ce but
- Le biologique représente la principale méthode pour atteindre ce but
- Importance moyenne
- Aucune importance en particulier

Quelles actions avez-vous entrepris pour s'intégrer dans le territoire? (Par ex. : fermes didactiques, réhabilitation des ba^timents anciens ou des méthodes de vinification, agriculture sociale, etc.)

Pensez-vous que les cahiers de charge actuels de la production biologique est suffisante ? Pensez-vous que la marque européenne (apposée sur les bouteilles) est suffisante à identifier telle méthode de production sur le marché ? Avez-vous des suggestions pour améliorer la communication du « brand » biologique envers les consommateurs ?

Votre exploitation fait-elle partie d'une association professionnelle? Quelle valeur attribuez-vous à la présence d'une association de producteurs pour renforcer l'image et la promotion de la marque sur le marché ?

La production biologique lui a apporté:

- Plus de revenus
- Faire mieux son métier
- Des liens avec les autres producteurs (travail collectif, etc.)
- Préserver l’environnement

Il percorso del Dottorato, di cui questa tesi rappresenta il frutto finale, è un'esperienza umana e scientifica straordinaria, resa, nel mio caso, ancora più feconda dall'incontro con persone speciali. Ciascuna di loro ha lasciato un segno, dedicandomi il suo tempo prezioso, per una proficua e continua discussione tesa a donare conforto e risposte ai miei dubbi e interrogativi. Sento, in cuor mio, di ringraziare tutti coloro che hanno accompagnato questi anni e questo mio progetto di ricerca.

Un ringraziamento sentito va innanzitutto ai Direttori di tesi, Professor Antonio Mininno, Professoressa Rosalina Grumo e Professor Zino Khelfaoui, per avere riposto fiducia in me e nella validità del mio progetto; i loro consigli, accompagnati da umana pazienza e ironia, mi hanno sempre sostenuto, in particolare nei momenti più difficili.

Alla Professoressa Maria Fiori, Coordinatore scientifico dell'indirizzo in Geografia Economica della **Scuola di Dottorato in Teorie e Storie della Scienza, delle Scienze Sociali, della Filosofia e dei Linguaggi,** rivolgo la mia gratitudine per aver sostenuto il nostro percorso di ricerca attraverso valide iniziative didattiche e scientifiche. Rivolgo la mia immensa gratitudine al Professore Luigi Di Comite e alla Professoressa Marisa Valleri per i preziosi insegnamenti e per le occasioni di apprendimento, di confronto e di crescita umana e scientifica.

Un affettuoso e profondo ringraziamento va al Dottor Vincenzo Verrastro e alla Dottoressa Roberta Callieris, nonché a tutto l'Istituto Agronomico Mediterraneo di Valenzano per avermi accolto e affiancato in questi anni e per la disponibilità accordatami. In particolare, al Dottor Verrastro rivolgo un grazie speciale perché, di certo, senza di lui questa tesi non parlerebbe di vitivinicoltura; ringrazio, altresì, la Dottoressa Callieris per la sua preziosa capacità di pungolarmi, spesso con domande "scomode".

Grazie alla mia famiglia, per avermi donato il coraggio di intraprendere questo meraviglioso cammino, per avermi sostenuto con amore e pazienza infiniti, e per aver illuminato anche i giorni più difficili. A loro devo la realizzazione di questo sogno.

Il mio grazie va ai miei amici, il cui affetto ha rappresentato una luminosa stella cometa. In particolare, a Claudia, sorella preziosa e sempre presente con i suoi consigli; a Guido, la cui esperienza mi ha donato fecondi spunti di riflessione e confronto; a Walter, che nel chiedermi "come stai?" anche nei suoi momenti più difficili, mi ha fatto dono della consapevolezza delle priorità della vita.

Grazie al gruppo delle 80's, e a Sara in particolare, donna e maestra speciale, per avermi regalato un sorriso vero, anche nei giorni più complicati; quel sorriso lo porto con me, e ne faccio l'arma con cui affrontare il futuro che verrà. E grazie ad Anna, che riportandomi al respiro, mi ha donato la consapevolezza di me; alla sua umiltà e alla sua energia devo molto. E, infine, un grazie di tutto cuore a Pippo e ad Antonio, veri angeli custodi del mio cammino. Senza tutte le persone che ho avuto accanto in questi anni non avrei mai potuto concludere questo lavoro; a tutti va la mia gratitudine ed il mio amore.

Ai miei genitori

Indice

Introduzione 1

Capitolo I – Tradizione e innovazione: concetti e applicazioni in agricoltura

1.1 L'agricoltura tradizionale 6

1.2 Innovazione e agricoltura: i molteplici aspetti di un concetto in evoluzione 12

1.2.1 Agricoltura e tecnologia: verso un nuovo concetto di innovazione 12

1.2.2 Innovazione e Sistemi della conoscenza 16

1.2.3 Innovazione ed economia della conoscenza: l'importanza di lavorare in rete 24

1.3 I tre approcci all'innovazione in agricoltura: la multifunzionalità, i prodotti del territorio, l'agricoltura biologica 28

1.3.1 La multifunzionalità 28

1.3.2 I prodotti tipici del territorio 34

1.3.3 L'agricoltura biologica - Considerazioni introduttive 42

1.4 La vitivinicoltura sostenibile e biologica 58

Capitolo II – Analisi dell'agricoltura biologica e del settore vitivinicolo biologico. Politiche e normative

2.1 Il terroir: elemento fondante delle politiche comunitarie 78

2.2 La Politica Agricola Comunitaria (PAC) e la Ricerca e Innovazione in agricoltura 82

2.2.1 L'evoluzione della PAC e delle politiche a sostegno della Ricerca e Innovazione in agricoltura 82

2.2.2 Il Greening 88

2.3 La tipicità: alle fondamenta delle normative del settore 93

2.4 Il settore vitivinicolo biologico: caratteristiche e normative 97

2.4.1 Cenni introduttivi 97
2.4.2 L'evoluzione della normativa: un lungo cammino 99
2.4.3 Le norme private, la certificazione e i marchi di qualità: alle fondamenta della sostenibilità 102

2.5 Il territorio vitivinicolo: dal terroir agronomico al terroir sociale 111
2.5.1 L'agro-terroir 112
2.5.2 Il socio-terroir 114

Capitolo III – Il contesto territoriale di riferimento

3.1 Analisi dell'agricoltura in Italia 122
3.1.1 L'andamento congiunturale del settore 131
3.1.2 Sistema agroindustriale 141
3.1.3 Le dinamiche del settore e i risultati economici 155
3.1.4 Ambiente, risorse naturali e diversificazione 163
3.1.5 Prodotti di qualità 174

3.2 L'agricoltura in Puglia: cenni introduttivi e primo panorama del settore biologico 179
3.2.1 Primi cenni al biologico in Puglia 184
3.2.2 La zootecnia e l'industria alimentare 188

3.3 L'agricoltura biologica in Italia 196
3.3.1 Analisi introduttiva 196
3.3.2 La situazione strutturale delle aziende 207
3.3.3 La situazione economica delle aziende 214
3.3.4 Il mercato 223
3.3.5 I prezzi 229
3.3.6 Considerazioni sulla normativa del settore 236
3.3.7 Cenni alla politica e alla normativa nazionale italiana 240
3.3.8 Il sostegno al settore biologico e la PAC 248
3.3.9 La ricerca e l'innovazione nel contesto comunitario, nazionale e regionale 257
3.3.10 Le attività di controllo (i ICQRF) 270
3.3.11 La filiera corta 280

3.4 I numeri dell'agricoltura biologica in Puglia 288

3.5 Analisi dell'agricoltura biologica in Francia e delle dinamiche settoriali 305

3.6 L'agricoltura biologica in Languedoc-Roussillon: i numeri e le dinamiche del settore .. 317

Capitolo IV – L'indagine sul terreno, il settore vitivinicolo Bio

4.1 Introduzione: l'analisi metodologica..... 339

4.2 Studio della filiera vitivinicola biologica. Un paragone fra il Languedoc-Roussillon (Francia) e la Puglia (Italia) 341

Conclusioni: scenari e prospettive 378

Bibliografia 383

Sitografia 409

Allegato 1 417

Allegato 2 419

Questionario 423

Questionnaire 431

Glossario 441

Introduzione

In un contesto globale caratterizzato da una crisi sistemica dalle molteplici sfaccettature, risulta evidente come ai cambiamenti che potrebbero definirsi strutturali e continui (cambiamenti climatici, pressione crescente sulle risorse rinnovabili, crescita demografica), si sia associata una crisi economica drammatica dalle conseguenze ancora non del tutto prevedibili in termini di aggravamento della povertà, di contrazione dei mercati internazionali, contrazione del credito e delle prospettive di sviluppo. In tale contesto, l'agricoltura si trova ad affrontare sfide decisive, dall'esito incerto, soprattutto in alcune regioni del mondo; i modelli di sviluppo che emergono sono diversi e si coniugano, da un lato, in un settore agricolo "familiare"[1] ancora molto fragile e, dall'altro, in un'agricoltura di tipo "capitalistico" sempre più dominante. Tuttavia, proprio dalla situazione di crisi accennata, sembra possano nascere delle nuove opportunità, sebbene nel lungo periodo; la frattura che si è creata e la rottura degli schemi hanno portato alla luce la vulnerabilità dei sistemi agricoli e agro-alimentari ponendo in primo piano un'esigenza di innovazione e di rimessa in discussione dei modelli di sviluppo. In un contesto e in un'epoca di enorme incertezza, al variare dei valori e delle norme alla base delle società, le stesse devono mostrarsi creative e reinventare le modalità di produzione, di trasformazione e di distribuzione dei prodotti agricoli in un'ottica di lungo periodo che prenda in considerazione i territori e le comunità che li abitano, il tutto ponendo al centro dell'attenzione il concetto di sostenibilità.

Nella cornice dello sviluppo sostenibile, diversi sistemi agricoli e agro-alimentari si sono mossi in un'ottica agro-ecologica[2], favorendo i sistemi

[1] In tale contesto, una prima breve definizione di agricoltura "familiare" rimanda ad un modello caratterizzato da piccole aziende agricole, le quali fanno affidamento sui membri della famiglia per il lavoro e per la gestione. Esse, in particolare nei Paesi in via di sviluppo, rappresentano una risorsa fondamentale per la produzione del cibo, arrivando a costituire fino all'80% del totale delle aziende agricole stesse nei suddetti Paesi. CF: www.fao.org

[2] All'agro-ecologia "viene oggi riconosciuto il valore di nuovo paradigma scientifico con il

alimentari locali. Questi si evolvono in parallelo, in concorrenza o in complementarietà con i sistemi produttivi dominanti, e assumono forme diversificate a seconda che essi stessi emergano in Paesi ove l'agricoltura è ad alto tasso di consumo di capitale, di input chimici e di energia fossile, oppure in quei Paesi ove l'accesso a tali risorse risulta scarso e, di conseguenza, la produttività del lavoro è bassa. A livello globale, risulta fondamentale accrescere la consapevolezza dell'esistenza di tali sistemi innovativi, di capitalizzare tali esperienze, alcune delle quali in embrione, e di fare emergere un nuovo paradigma concettuale di sviluppo in agricoltura, il tutto non solo in un'ottica tecnologica e organizzativa. È necessario interrogarsi sullo stato della conoscenza necessaria a favorire lo sviluppo sostenibile, rimettendo in discussione la preminenza della conoscenza scientifica in rapporto ad altre tipologie di conoscenza e creando nuovi legami fra ricerca, attori economici, attori della società civile e decisori politici. In quest'ottica è la ricerca agricola a giocare un ruolo di primo piano nel cammino verso l'innovazione, con la consapevolezza che l'agricoltura non è più chiamata ad esercitare solo un ruolo puramente produttivo, ma di interazione complessa con l'ambiente e con la società nel suo insieme. In un dibattito scientifico che si vivacizza sempre più, complice anche l'imminente apertura dell'evento Expo 2015 a Milano, si pone in luce il ruolo che, in tale processo di innovazione, ciascun attore può giocare così come la caratterizzazione dei fattori che determinano le innovazioni stesse, in un contrasto e confronto di posizioni su quali siano i processi innovativi realmente necessari e utili allo sviluppo sostenibile.

Senza alcuna pretesa di esaustività, il presente lavoro di tesi si pone la finalità di indagare alcuni aspetti dell'innovazione in agricoltura, nonché di fornire alcuni spunti di riflessione in merito al ruolo che la stessa può giocare nel cammino verso un concreto sviluppo delle comunità rurali, quelle che abitano i territori

---

quale poter affrontare le sfide della sostenibilità dell'agricoltura e dei sistemi agroalimentari". Si confronti: S. BOCCHI, M. MAGGI, *Agroecologia, sistemi agro-alimentari locali sostenibili, nuovi equilibri campagna-città*, in "Scienze del Territorio", n. 2/2014, Firenze University Press, p. 95-100.

ove l'agricoltura stessa trova la sua ragion d'essere.

A tale proposito, nel primo capitolo verrà analizzato il passaggio dall'agricoltura tradizionale a quella innovativa, attraverso la narrazione dell'evoluzione storica dell'agricoltura stessa e dei suoi legami con la tecnologia; altresì, si affronteranno le tematiche che più strettamente si accostano a quella dell'innovazione, fra cui i Sistemi della conoscenza e l'Economia della conoscenza. Nell'analisi dell'innovazione in agricoltura, in virtù del ruolo che alla stessa viene oggi assegnato e del quale si è avuto modo di accennare, si adotteranno tre approcci ritenuti maggiormente significativi e forieri di ulteriori suggerimenti di dibattito e confronto: la multifunzionalità, le produzioni tipiche e l'agricoltura biologica, una tematica, quest'ultima, che costituirà il fulcro della trattazione, con particolare riferimento al comparto vitivinicolo.

Il vino, comunemente riconosciuto come un tipo particolare di prodotto agroalimentare trasformato, mostra molteplici e diverse peculiarità; fra esse, di particolare importanza e interesse, risulta la stretta relazione che sembra esistere tra esso e il territorio di origine, l'ambiente e l'ecosistema in generale (nelle sue componenti non solo naturali, ma anche legate al patrimonio di tradizioni e cultura, al capitale umano), relazione fondata su una complessa rete di interazioni, tra tutti gli elementi e i soggetti coinvolti. È nella seconda metà del secolo scorso che si può datare la nascita dell'interesse verso la vitivinicoltura "pulita"; da allora esso si è andato progressivamente affermando tra gli operatori, circostanza che ha anche causato lo sviluppo dei processi e delle metodiche di produzione del vino in linea con i criteri dell'agricoltura biologica. Anche i consumatori mostrano un crescente interesse verso la stretta connessione tra questo prodotto e l'ambiente di riferimento[3], nonché un crescente gradimento verso quegli operatori del settore in esame che adottano pratiche "verdi", a sostegno dell'ambiente e a supporto degli habitat naturali e

[3] L. THACH, T. MATZ, *Wine a Global Business*, Miranda Press, Elmsford, New York, 2008.

della fauna selvatica. In molteplici Paesi extra Unione Europea[4], a partire dal 2000, si è dato corso all'inclusione di norme specifiche per la vinificazione biologica, all'interno dei regolamenti in materia di agricoltura biologica. Nella cornice europea, al contrario, il quadro normativo in merito alla vitivinicoltura biologica è rimasto a lungo incompleto e ha richiesto un lungo percorso di studio e approfondimento. Il risultato di tale percorso è rappresentato dal Regolamento n.203 approvato nel 2012 dalla Commissione Europea.

Il secondo capitolo, nell'ottica di quanto descritto, analizza gli approcci adottati dall'Unione Europea in materia di innovazione e di agricoltura biologica, attraverso una trattazione approfondita degli aspetti salienti della Politica Agricola Comunitaria (PAC). Altresì viene descritto il suddetto percorso di studio della normativa in materia di vitivinicoltura biologica; tale trattazione si lega a due elementi fondanti delle norme medesime, il terroir e la tipicità, i quali costituiscono un continuo e necessario punto di riferimento.

L'analisi delle tematiche oggetto del presente lavoro di tesi viene effettuata con riferimento a due contesti territoriali ben delineati e di grande interesse: la Puglia, in Italia, e il Languedoc-Roussillon, in Francia. Tale scelta, dettata dall'appartenenza alle suddette regioni delle due Università coinvolte nel percorso di Dottorato (Bari e Montpellier), risulta in linea con le tematiche affrontate, in virtù della ricca e storica tradizione di entrambe nel settore vitivinicolo.

Il terzo capitolo, pertanto, offre una panoramica quantitativa e descrittiva del settore agricolo. A partire dalla scala nazionale, si delinea un quadro di insieme dell'agricoltura in Italia e dell'agricoltura biologica, per poi analizzare i medesimi aspetti a scala regionale pugliese; con riferimento alla Francia, si focalizza l'attenzione sul settore biologico, sia a scala nazionale che regionale, ponendo in luce le dinamiche che animano e percorrono il settore stesso.

La stretta attualità del tema affrontato, unito al desiderio di operare

[4] Fra essi: Australia, Canada, Nuova Zelanda, Stati Uniti. Si confronti: http://www.ifoameu.org/sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_regulation_dossier_201204_en. Pdf.

un'approfondita analisi delle suddette dinamiche in atto nel settore, ha determinato la messa a punto di un questionario per la raccolta di dati quali-quantitativi destinato agli operatori del settore. Il questionario, riportato in appendice, è stato somministrato ad un campione di aziende vitivinicole biologiche nelle due regioni di riferimento. In aggiunta all'invio tramite posta elettronica, si è ritenuto opportuno effettuare alcune "interviste" dirette, rese possibili, in Puglia, attraverso visite aziendali e alla partecipazione al Vinitaly di Verona e, in Languedoc-Roussillon, grazie alla partecipazione al Millésime Bio, una manifestazione fieristica dedicata interamente alla vitivinicoltura biologica.

All'analisi delle risposte ricevute, ai questionari e alle interviste, ovvero a ciò che può definirsi come il lavoro sul terreno, viene dedicato il capitolo quarto. Nella cornice descritta, risulta di notevole interesse il raffronto fra le due realtà oggetto del presente lavoro di tesi, finalizzato all'individuazione di analogie e differenze nell'ottica di una riflessione approfondita sui reciproci punti di forza e di debolezza, nonché di possibili sinergie e sviluppi futuri.

A tali sviluppi vengono dedicate le conclusioni; attraverso il ritorno al concetto di innovazione e alle tematiche ad esso connesse, nonché attraverso le risultanze del lavoro sul terreno, vengono esplorati gli scenari che il settore dell'agricoltura biologica, e di quella innovativa più in generale, si troveranno ad affrontare nel futuro immediato; le sfide da prendere in considerazione, le possibili minacce e le opportunità da cogliere, in un contesto in continua evoluzione. Senza alcuna pretesa di fornire ricette e soluzioni definitive, si propongono spunti di ulteriore riflessione, con la consapevolezza che le strade da percorrere sono molteplici e articolate.

Capitolo I

Tradizione e innovazione: concetti e applicazioni in agricoltura

1.1 L'agricoltura tradizionale

Straordinaria invenzione, di certo la più straordinaria nella storia dell'umanità, l'agricoltura, fino dai remoti tempi a cui risale la sua nascita, ha esercitato un notevole impatto sull'ambiente e, nell'ambito delle diverse attività umane, essa è di certo quella che ha modificato il paesaggio in maniera sostanziale. Con il passaggio dal puro e semplice sfruttamento delle risorse naturali (attraverso la raccolta, la caccia e la pesca) alla diretta produzione dei mezzi di sussistenza, l'uomo ha, per la prima volta, assunto un atteggiamento che si potrebbe definire creativo, piegando le risorse naturali al proprio controllo e utilizzandole a suo vantaggio. Ne sono un esempio le diverse forme di intervento attivo esercitate dall'uomo sul paesaggio, quali le sistemazioni del suolo (terrazzamenti, muretti a secco) e quelle idriche (canali di scolo e sistemi di irrigazione); campi e praterie hanno sostituito le foreste incolte, al pari della silvicoltura, delle bonifiche, e dei nuovi assetti fondiari, tutti elementi che hanno progressivamente eroso, fin quasi a cancellare, la presenza di natura incontaminata; quanto detto risulta vero al punto che, oggi, nell'immaginario collettivo, è il paesaggio agricolo ad essere percepito come "naturale".

Al pari delle trasformazioni del territorio, l'agricoltura portò con sé profonde e decisive trasformazioni negli assetti sociali delle diverse popolazioni, dando vita al fenomeno della sedentarietà, del legarsi ad un territorio preciso; altresì, essa consentì l'accrescimento numerico della popolazione, portando ad ottenere, a parità di superficie, un quantitativo di cibo di gran lunga maggiore rispetto a quello fornito dalla caccia e dalla raccolta.

Un impatto, quello dell'agricoltura che può definirsi, per così dire, "esteso", sia in senso spaziale che temporale: da un lato essa è, in modi e forme diverse, praticata in tutto il mondo; dall'altro, la sua influenza sull'ambiente circostante e

la trasformazione del paesaggio è avvenuta con gradualità, nel corso dei secoli. Oggi il paesaggio agricolo è diventato una costante del territorio, contrapponendosi e alternandosi a quelle zone in cui l'agricoltura non è mai nata oppure si è, nel tempo, arrestata e che, pertanto, appaiono come "abbandonate".
Attraverso il suo lavoro in agricoltura, l'uomo ha plasmato, in misura più o meno evidente, il paesaggio al punto che quelle che si possono definire come le civiltà agricole succedutesi nel corso dei secoli sono diventate il fondamento costante del tessuto delle società, antiche e moderne, ben oltre le considerazioni di puro stampo geografico ed economico. L'agricoltura ha svolto un ruolo di "filo conduttore" dell'uomo nella storia dalla sua nascita, attraverso le diverse epoche pre-industriale, industriale e post-industriale, ruolo che, lungi dall'essere sottostimato, va decisamente al di là del mero aspetto produttivo, sia che si parli di beni o di servizi.
Diversi studiosi, confortati da quanto testimoniato da fonti archeologiche, fanno risalire al nono millennio a.C., nella cosiddetta Mezzaluna Fertile, o Mesopotamia, la nascita di una forma di agricoltura primitiva, in larga parte costituita dalla coltivazione di cereali[5]; tale forma iniziale si diffuse successivamente nelle zone tropicali, dando vita ad una maggiore "domesticazione" di varietà di piante (radici, rizomi e tuberi), alla quale si accompagnò quella degli animali (ad esempio la pastorizia nomade nelle zone di steppa). Pur in una decisa ed estrema varietà di declinazioni a livello locale, tali attività si trovarono il più delle volte affiancate. Alle sue origini, infatti, l'agricoltura conobbe forme intermedie fra la sedentarietà e il nomadismo, sia per un radicato legame con le primordiali attività di caccia e raccolta, sia per la necessità di trovare continuamente nuovi spazi da coltivare, una volta esaurita la fertilità dei suoli. Le prime forme di agricoltura, pertanto, riconducibili alla cosiddetta "agricoltura itinerante", risultavano decisamente invasive; esse consistevano nella coltivazione temporanea del terreno, previa distruzione,

[5] Si confronti: J. KOSTROWICKI, *Geografia dell'agricoltura*, Franco Angeli, 1983

mediante incendio, della foresta o della macchia. Queste forme di agricoltura ridussero lo spazio vitale necessario per vivere, ma potettero essere praticate per un periodo di tempo relativamente breve, nella misura in cui l'abbondanza di spazio rapportata alla popolazione lo consentiva; con l'accrescimento demografico e l'affinarsi dell'esperienza e della tecnica, si passò ad altre modalità di coltivazione e di gestione della fertilità, con progressiva riduzione dello spazio vitale sufficiente.

Accanto alla citata tesi di Kostrowicki vi è quella dei sostenitori del cosiddetto policentrismo[6], ovvero della tesi che vede l'agricoltura nascere contemporaneamente in molteplici luoghi del globo terrestre, e precisamente cinque: Mediterraneo antico, Asia orientale e meridionale, Africa e Nuovo Mondo; ciascuna di tali aree possedeva peculiari caratteristiche in merito alle forme di agricoltura praticate in origine, alla differente sistemazione del regime idrico (irrigazione e scolo) e all'importanza dell'allevamento e all'utilizzo del bestiame. Lo stesso Kostrowicki[7], in realtà, sostiene l'ipotesi che vede il percorso evolutivo dell'agricoltura da un punto di vista tecnico-organizzativo, come assimilabile ad un rombo: agli inizi della sua storia essa si trova al vertice del rombo, simbolo di un ristretto numero di forme di coltivazioni, per poi ampliarsi in molteplici e diversificate combinazioni tecnico-organizzative, in veste sia spaziale che temporale, quale espressione del mutevole e complesso rapporto fra l'uomo e la natura. A tale riguardo lo stesso Kostrowicki[8] arriva, oggi, ad identificare circa una trentina di tipologie di agricoltura, quali risultato della differente combinazione di ampiezza delle aziende, intensità colturale, produttività, specializzazione produttiva e grado di commercializzazione dei prodotti.

---

[6] Si confronti: SINSKAJA EN, *Historical geography of the historical flora,* (Russ.), Leningrad, 1969.

[7] Op. cit.

[8] J. KOSTROWICKI, *The Types of Agriculture Map of Europe in 9 Sheets 1:2.500.000*, in "Institute of Geography and Spatial Organization", Warsaw, 1984.

Mutuando dalla definizione di agricoltura tradizionale riportata dal Formica[9], essa consiste nell'assicurare "un equilibrio tra i bisogni del gruppo e la produzione locale basata sul raccolto dei prodotti considerati fondamentali per il consumo. Il problema viene risolto con pratiche e strumenti consuetudinari, tenuto conto delle variazioni del numero dei consumatori. Una simile situazione è chiaramente conservatrice perché la collettività esita di fronte a qualunque iniziativa che possa rompere l'equilibrio della sua esistenza. È conservatrice perché prende in considerazione solo i prodotti richiesti dal consumo locale, ed è dunque indifferente a qualunque introduzione di nuove colture, che infatti è sempre molto lenta e molto difficile… È conservatrice anche sul piano quantitativo, perché scoraggia qualsiasi sforzo per aumentare la produzione che in effetti è senza mercato, una volta che siano assicurati i bisogni del consumo, anche perché mancano mezzi di immagazzinamento di lunga durata"[10].

Ritornando al citato rapporto uomo-natura, risulta decisamente agevole e allo stesso tempo interessante constatare fino a quale punto l'agricoltura esprima ciò che può definirsi come "territorialità", ovvero il singolo specifico risultato dell'interazione dei fattori naturali e ambientali (clima, territorio, paesaggio), con il fattore antropico (società, cultura e tradizioni, religione), nell'evolversi del tempo. In altre parole, mutuando quanto riportato dalla Grillotti[11], "ambienti diversi e lontani... conservano... forme peculiari di appropriazione e di uso del suolo agrario conseguenza diretta sia delle particolari condizioni pedologico-climatiche che delle tradizioni culturali, abitative e alimentari dei gruppi umani". L'agricoltura riflette, attraverso la complessità delle sue forme, il poliedrico rapporto tra l'uomo e l'ambiente, e rappresenta la principale attività per mezzo della quale l'uomo interagisce con il territorio di appartenenza, accrescendone le

[9] C. FORMICA, *Geografia dell'agricoltura*, Roma, La Nuova Italia Scientifica, 1996, pp. 139-140.
[10] P. GEORGE, *L'organizzazione sociale ed economica degli spazi terrestri*, Angeli, Milano, 1971, p. 68.
[11] M.G. GRILLOTTI DI GIACOMO M.G., *Una geografia per l'agricoltura*, Roma, REDA, 1992, p. 29.

differenze e le peculiarità; ne consegue la definizione, data dalla stessa Grillotti, delle campagne come "laboratorio di studio privilegiato" per due motivi: da un lato è nel lavoro dei campi che l'uomo ricerca la prioritaria soddisfazione dei suoi bisogni più basilari (da cui l'immediata lettura del rapporto con la natura), dall'altro è nell'attività primaria che si rendono ineludibili i condizionamenti degli agenti naturali (nonostante gli affrancamenti tecnologici). Stando alla definizione data da Raffestin[12], la territorialità è da intendersi come "l'insieme delle relazioni che i gruppi e di conseguenza, i soggetti che ad essi appartengono, sviluppano con l'esteriorità e con il territorio, grazie all'aiuto di mediatori e nella prospettiva di raggiungere la più grande autonomia possibile, compatibile con le risorse del sistema"; in tale ottica, è proprio l'agricoltura a porsi come mediatore incontrastato della territorialità, in quanto attraverso essa il lavoro dell'uomo ha ottenuto il più alto grado di autonomia possibile, in relazione ad ogni singolo territorio, in quanto ha permesso di utilizzare al meglio le risorse di ogni sistema ambientale. Nell'ottica della cosiddetta "ecogenesi territoriale", termine coniato dallo stesso Raffestin[13], l'agricoltura ha giocato un ruolo fondamentale nel modellare i paesaggi e nel regolare la vita dell'uomo che li abitava e li abita; altresì, l'evoluzione dei diversi sistemi territoriali riflette l'esistenza di una sorta di codice genetico di cui le differenti forme di agricoltura tradizionale sono portatrici[14]. Tale codice, con le sue determinanti, modella i paesaggi ed esercita una forte influenza sulle singole società e sulle culture di cui esse sono espressione, al punto che giova considerare i confini geografici tra un sistema territoriale e l'altro non quali linee ben definite, ma come passaggi graduali dalle sfumature infinite; l'agricoltura, in tale modo, passa dal ruolo di

[12] Si confronti: RAFFESTIN C., *Territorialité: Concept ou paradigme de la géographie sociale?*, in *Geographica Helvetica*, n° 2, 1986, S. 91-96.
[13] Si confronti, ancora: RAFFESTIN C., *Ecogenèse territoriale et territorialité*, in Auriac, Franck, Brunet, Roger (Hg.), *Espaces, jeux et enjeux,* Paris, S. 1986, 173-185.
[14] I sistemi territoriali, in quest'ottica, possono essere considerati come sistemi aperti e in evoluzione, e pertanto assimilabili alle cosiddette "strutture dissipative". Si confronti: ILYA PRIGOGINE, ISABELLE STENGERS, *La nuova alleanza. Metamorfosi della scienza*, tr. it. A cura di P. D. Napolitani, Einaudi, Torino 1999.

attività necessaria all'uomo per la soddisfazione dei basilari fabbisogni alimentari, a necessaria chiave di lettura e di comprensione della storia passata e presente dei singoli gruppi umani. Nel loro insieme e pur in presenza di una vasta varietà di specificità territoriali, le diverse forme di agricoltura tradizionale contribuiscono a comporre il mosaico del paesaggio a livello mondiale, evidenziandone la complessità. I processi di industrializzazione e di globalizzazione dell'agricoltura hanno, nel corso del tempo e a diversi gradi spaziali, messo a rischio la sua peculiare specificità territoriale e, di conseguenza, la sua capacità di trasmettere attraverso le generazioni il patrimonio di know-how e savoir-faire necessario all'auto-organizzazione, patrimonio che coincide con l'identità stessa e attiva del singolo sistema territoriale locale[15]. Il ritorno al vertice del rombo delineato da Kostrowicki consiste oggi nelle poche forme veramente distintive dell'agricoltura moderna, e determina la notevole riduzione della territorialità della stessa e del suo ruolo di portatrice del "codice genetico territoriale"; in tal senso, è sufficiente considerare il ruolo delle multinazionali nel controllo dei diritti di proprietà delle sementi, della diffusione dei pesticidi e dei concimi per poter comprendere il fenomeno di de-territorializzazione in atto. Nel presente lavoro di tesi partendo dai concetti espressi, si porrà l'accento sulla possibilità di un ritorno alla territorialità dell'agricoltura quale strumento indispensabile per la riscoperta di un virtuoso rapporto fra uomo e ambiente e per la salvaguardia del paesaggio.

[15] Si confronti: *La territorialité, une théorie à construire*. Colloque du 28 septembre 2001 en hommage à Claude Raffestin suivi de Jocelyne Hussy. Le défi de la territorialité (extrait). Cahiers géographiques no 4, 2002.

1.2 Innovazione e agricoltura: i molteplici aspetti di un concetto in evoluzione

1.2.1 Agricoltura e tecnologia: verso un nuovo concetto di innovazione

Il legame tra agricoltura e tecnologia si è evoluto di pari passo con la storia dell'agricoltura stessa, a partire dal momento in cui l'uomo, da essere solamente cacciatore e raccoglitore, sviluppò la capacità di intervenire a modificare i fattori naturali alla base della produzione vegetale allo scopo di incrementare in quantità e in qualità le potenzialità produttive disponibili. Da allora, attraverso la sperimentazione, l'esperienza derivante dalla pratica e dall'osservazione, si è giunti alla nascita, al miglioramento e al perfezionamento di nuove tecniche e tecnologie legate al settore agricolo. La tecnologia applicata all'agricoltura rappresenta un continuo innovare il modo stesso di fare agricoltura; essa può riguardare la selezione delle piante e delle specie animali, le tecniche di gestione aziendale, fino a quelle di lavorazione e trasformazione del prodotto, investendo tutta la filiera. Le scelte effettuate in materia di tecnologia, e le azioni che ne conseguono, portano a delle modifiche che influenzano i fattori naturali della produzione vegetale e animale; altresì fondamentale è l'impatto che tali scelte hanno in merito agli effetti economici.

L'attenzione a questi ultimi si è posta in particolare a partire dal XVII secolo, quando il progressivo sviluppo dei commerci, l'aumento della popolazione e della conseguente domanda di prodotti alimentari, portarono all'adozione di nuove tecniche produttive, basate sulla rotazione pluriennale e sulla sostituzione dei campi a maggese con pascoli per il bestiame, in modo da ottenere concime naturale. L'insieme di tecniche conosciuto come Sistema di Norfolk[16], unito all'incremento della dimensione aziendale, a lunghe affittanze e a nuove

[16] Trattasi di una serie di accorgimenti, quali: il progressivo abbandono dei campi a maggese e l'introduzione della rotazione continua; l'introduzione di nuove colture, nonché la selezione di nuove piante e specie animali; l'introduzione di nuovi utensili e il perfezionamento degli esistenti; l'estensione dei terreni coltivabili e il loro miglioramento attraverso opportune lavorazioni.

tecnologie, quali l'uso dell'aratro in metallo trainato da cavalli, portarono ad un grande sviluppo dell'agricoltura e furono di stimolo per la successiva rivoluzione industriale, con un deciso incremento della domanda di aratri e di altri attrezzi in metallo. Nel corso del XIX secolo si giunse allo sviluppo di un'attività agricola di tipo industriale, attraverso l'introduzione di migliori strumenti per l'aratura e per la semina, lo sviluppo di nuove sementi e specie vegetali a più elevata produttività, e la messa a punto dei concimi chimici e delle prime macchine agricole, queste ultime quali frutto dell'utilizzo della forza motrice di tipo meccanico, ovvero la macchina a vapore, utilizzata per il funzionamento delle prime trebbiatrici per cereali e delle presse per paglia e fieno[17]. Fu negli Stati Uniti che si diede avvio alla costruzione del primo modello di trattore, rimasto invariato per circa vent'anni, quando le industrie Ford fornirono agli agricoltori americani modelli più leggeri ed economici, più facili da riparare e di semplice manutenzione; nei primi anni '30, le industrie italiane Landini costruirono il primo trattore con motore a testa calda. Nel corso degli anni, l'accento venne posto con enfasi crescente sul legame fra "potenza tecnologica" e incremento della produttività agricola, attraverso il ricorso all'immissione di nuove tecnologie e di fattori esterni all'eco-sistema, sotto forma di fitofarmaci e fertilizzanti, di meccanizzazione e, più di recente, di strumenti di ingegneria genetica. Nel periodo tra il 1940 e il 1980, i paesi maggiormente industrializzati conobbero la cosiddetta "Rivoluzione verde", quale frutto di una modalità di ricerca agricola tesa a creare nuovi modi per incrementare la produzione alimentare con lo sviluppo di pesticidi, fertilizzanti, mezzi tecnici più avanzati e nuove varietà geneticamente modificate.

I drastici cambiamenti operati dall'avvento della Rivoluzione industriale si concretizzarono nella nascita di una classe operaia di lavoratori salariati nelle città e nel conseguente impoverimento demografico delle campagne; nel corso dei decenni la progressiva ed esponenziale crescita demografica determinò la

[17] Si confronti, quale riferimento della presente trattazione: B. CROCHET, *150 ans de machinisme agricole, Parigi*, Edl Editions De Lodi, 2006.

necessità di accrescere la produzione alimentare, per fare fronte alla pressione demografica[18]; la citata agricoltura di tipo industriale, si rivelò in grado di mantenere il passo dell'esplosione della domanda, determinando, da un lato, un incremento produttivo a parità di superfici coltivate e, dall'altro lato, il ricorso a minore mano d'opera al fine di ottenere i medesimi quantitativi di output. Di certo la meccanizzazione ha rappresentato lo strumento più efficace e potente in tale processo, seguita dall'input chimico e dalla selezione genetica di particolari varietà vegetali; quanto descritto non interessò solamente le specie vegetali ma anche quelle animali, da allevamento. Accanto ai benefici legati ad una maggiore disponibilità di derrate alimentari, in particolare a partire dal XIX secolo, le sempre crescenti necessità alimentari, prima della Gran Bretagna post-Rivoluzione industriale e, dopo, degli altri Paesi occidentali in rapidissima industrializzazione, unite alla deregolamentazione degli scambi commerciali, alla globalizzazione dell'economia e al miglioramento delle tecnologie nei trasporti, hanno portato ad un progressivo assoggettamento delle agricolture dei Paesi poveri alle logiche commerciali di quelli più sviluppati; altresì notevole si è rivelato l'impatto ambientale. Gli eco-sistemi si rivelano, oggi, sempre più malati; l'allarmante perdita di biodiversità, il crescente inquinamento e il cambiamento climatico, sono tutti fattori derivanti, anche, da un'agricoltura di tipo industriale che si contraddistingue per un sempre più massiccio ricorso all'energia fossile, sia per la costruzione che per il funzionamento delle macchine, sia sotto forma di irrigazione e di fertilizzanti. Risulta possibile affermare, in merito ai Paesi industrializzati, che il settore agricolo sia a rischio di restare prigioniero del suo stesso successo; ne deriva l'esigenza, oggi, di ridefinire le priorità da assegnare al settore in esame come conseguenza del cambiamento di percezione in atto. Lo stesso sviluppo tecnologico dell'agricoltura sembra conoscere una fase di passaggio da un'applicazione di

[18] In merito all'evoluzione recente di tale tematica, si confronti: L. DI COMITE, S. GIORDANO, *Geografia della fame: sessanta anni dopo!*, in "Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica", Roma, Volume LXVII, n. 3/4, Luglio-Dicembre 2013, p.111-119.

tecnologia volta all'esaltazione delle potenzialità produttive ad una tecnologia più "dolce" e rispettosa dell'ambiente, sebbene egualmente redditizia ed efficace.

Da un lato, gli effetti dei cambiamenti socio-demografici e della conseguente domanda alimentare, nonché della globalizzazione dei mercati, si fanno avvertire con particolare riferimento all'esigenza di sperimentare ed immettere una serie di innovazioni tecnologiche nelle varie fasi del processo produttivo tese a mantenere il passo con l'evoluzione delle esigenze dei consumatori. Questi ultimi, infatti, risultano sempre più attenti al contenuto nutrizionale e salutistico del cibo, agli attributi di "servizio" dei prodotti agroalimentari e al contenuto di immagine che deriva dal loro consumo[19]; ne consegue che l'ideazione e l'applicazione della tecnologia nelle diverse fasi produttive risulta fortemente influenzata dalle esigenze che provengono a valle dai consumatori, che sempre più ne determinano gli orientamenti, i contenuti e i percorsi di sviluppo, in un legame forte e biunivoco. Ciò risulta vero sia per quanto attiene alla necessità di fornire informazioni precise e dettagliate sugli alimenti, principalmente attraverso l'etichettatura, quale riflesso di una serie di tecnologie di controllo mirate all'individuazione di eventuali sostanze nocive e alla tracciabilità e rintracciabilità delle informazioni legate ai prodotti stessi; sia per ciò che riguarda lo sviluppo di tecnologie relative alla commercializzazione e alla logistica.

Dall'altro lato, e questo risulta l'aspetto maggiormente importante nell'ottica del presente lavoro di tesi, si rende necessario "attuare quella che é stata definita come la Rivoluzione Doppiamente Verde (cfr. Griffon, 2002), ovvero produrre di più consumando meno" per "porre in essere una serie di politiche efficaci volte ad instaurare e sviluppare una agricoltura rispettosa dei singoli eco-sistemi. La strada verso il raggiungimento della sicurezza alimentare passa attraverso

[19] In merito ai primi, basti pensare, a titolo non esaustivo, ai tempi ridotti di preparazione, alla facile accessibilità, alla fornitura di prodotti semi-lavorati e pronti all'uso. Per quanto attiene al secondo aspetto, si può citare la crescente domanda, da parte dei Paesi emergenti, di alimenti considerati "di lusso", quali i vini di alta gamma e il cioccolato.

quattro fondamentali tappe: innovazione, mercati, persone e politica"[20]. Si rivela necessario porre attenzione ad un'agricoltura che sia in grado di coniugare le esigenze produttivo-economiche con quelle legate alla salvaguardia degli eco-sistemi; in tale ottica, il settore agricolo viene chiamato a svolgere una pluralità di funzioni che vanno ben oltre quelle semplicemente produttive, per estendersi, appunto, alla tutela delle risorse naturali fino allo sviluppo socio-economico delle aree rurali, vero incubatore delle tradizioni agricole più preziose. Con riferimento a quanto affermato, si pone l'accento su tre possibili approcci all'innovazione in agricoltura, ovvero: la multifunzionalità, le produzioni tipiche e l'agricoltura biologica. Prima di procedere alla trattazione di tali approcci si ritiene opportuno analizzare la tematica dell'innovazione nel suo legame con i Sistemi della conoscenza e con l'economia della conoscenza.

1.2.2 Innovazione e Sistemi della conoscenza[21]

A livello europeo e mondiale oggi si discute molto sulla complessità e sull'efficacia dei "Sistemi nazionali della conoscenza". Il ritorno alla tematica dell'innovazione in agricoltura è determinato dal fatto che questo settore deve affrontare sfide alquanto costrittive: il cambiamento climatico, la sicurezza alimentare, un uso efficiente delle risorse, metodi di produzione e pianificazione territoriale ecologici, la salvaguardia dello spazio rurale, la biodiversità (OCSE, 2011; Commissione europea, 2010c).

L'attuale contesto europeo che fa da sfondo alla "politica della conoscenza" è in fermento. La Strategia 2020 per una crescita intelligente, sostenibile ed inclusiva in Europa[22], il progetto di costruzione di una conoscenza europea basata sulla

[20] L. DI COMITE L., S. GIORDANO, Cit., p. 114. Si confronti, altresì: M. GRIFFON M., *Révolution Verte, Révolution Doublement Verte. Quelles technologies, institutions et recherche pour les agricultures de l'avenir?,* in "Mondes en développement", 2002, 1/2002 (n. 117).

[21] Si confronti, in merito alla trattazione che segue: MATERIA V.C., *Evoluzione dei sistemi della conoscenza in agricoltura in Europa e nel mondo*, in "Agriregionieuropa", n. 28, Anno 8, Marzo 2012.

[22] Si confronti: http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm.

bio-economia (European Knowledge Based Bio-Economy, KBBE)[23], il progetto di una Unione dell'Innovazione sono solo alcune tappe di un nuovo contesto che vede nella ricerca e nell'innovazione i principi cardine su cui fondare l'evoluzione dei sistemi nazionali della conoscenza. Certamente, allo stato attuale, l'Europa non sembra ancora in grado di trasformare la conoscenza in prodotti da offrire sul mercato, e quindi i punti di forza su cui si basa l'evoluzione dei sistemi della conoscenza rischiano di non diventare una reale crescita economica (KBBE, 2010). Dal momento che i sistemi agricoli attuali e quelli della conoscenza che li sostengono sembrano inadeguati per le sfide che vengono poste a questo settore, bisogna guardare al tema della conoscenza in agricoltura con una prospettiva diversa, ponendo come obiettivo d'azione l'aumento sostenibile della produttività e l'aumento della resilienza dei sistemi stessi, per garantire la sicurezza degli alimenti, dei carburanti e delle fonti di energia, dei diversi servizi ecosistemici pur in un contesto di risorse scarse e di cambiamenti climatici repentini (IAASTD 2009)[24]. Inoltre, l'importanza della conoscenza quale motore di sviluppo assume una dimensione globale nel momento in cui diviene principio guida dell'evoluzione dei sistemi di paesi finora follower nella ricerca e nell'innovazione. Cina, India e Brasile stanno guadagnando terreno rispetto ai leader e competitor mondiali facendo perno sulla tecnologia e sulle ICT come strumenti che rendono possibile il fluire della conoscenza a vantaggio degli agricoltori che sono i diretti finali utilizzatori.

È necessario chiedersi perché porre l'attenzione sui sistemi della conoscenza e dell'innovazione in agricoltura. Certamente nella situazione odierna i motivi che determinano la necessità di riprendere la ricerca e l'innovazione in agricoltura sono diversi da quelli che furono all'origine della Green Revolution[25]. Le sfide oggi sono delineate dalla Strategia Europa 2020 che spinge ad una crescita intelligente, sostenibile ed inclusiva (Commissione Europea, 2010a), ed anche

[23] Si confronti: http://cordis.europa.eu/fp7/kbbe/

[24] Si confronti: http://www.unep.org/dewa/assessments/ecosystems/iaastd/tabid/105853/default.aspx

[25] La Green Revolution, o Rivouzione Verde, fu fondata da Norman Borlaug.

dall'iniziativa faro dell'UE per una Unione dell'Innovazione (Commissione Europea, 2010b). Ed è proprio quest'ultima iniziativa che detta i principi guida alla base della creazione dell'Unione:

1. investire costantemente nell'istruzione, nella ricerca, nell'innovazione e nelle ICT, anche e soprattutto in periodi di crisi;
2. promuovere riforme volte ad ottenere maggiori risultati dagli investimenti compiuti;
3. modernizzare i sistemi educativi a tutti i livelli, perché l'eccellenza diventi più marcatamente il loro principio ispiratore;
4. agevolare la creazione di uno Spazio europeo della ricerca, favorendo e incentivando la mobilità dei ricercatori;
5. rafforzare l'interesse del privato, stimolarne gli investimenti e la cooperazione con il mondo della scienza, agevolandone l'accesso ai programmi europei, ai finanziamenti relativi, nonché l'innovatività;
6. appoggiare e sostenere partnership europee per l'innovazione al fine di affrontare anche le problematiche di rilievo sociale confrontando e scambiando conoscenze ed esperienze;
7. infine, aprire i sistemi della conoscenza, ricerca e innovazione a partner internazionali (Commissione Europea, 2010b).

In questa nuova prospettiva, la ricerca agricola deve affrontare tematiche molto più ampie e problematiche che in passato: la necessità di mantenere o incrementare la produttività in agricoltura e, contemporaneamente, di rispettare biodiversità e sostenibilità ambientale implica il supporto ad approcci scientifici "pluralistici" che riflettano la complessità (Commissione Europea, 2011a). Le innovazioni richieste non sono solo tecnologiche ma anche sociali, organizzative; inoltre, esse devono rispondere simultaneamente a diversi obiettivi, quali la sicurezza alimentare, la produzione di biomasse, la preservazione dell'ambiente, mantenendo o incrementando la produttività. Gli approcci per la conoscenza in agricoltura sono plurali, e il percorso che sta

perseguendo la sua evoluzione sembra ben delineato dalla letteratura prevalente: quello lineare (o top-down, tipico dell'AKIS)[26], orientato al trasferimento delle conoscenze e tecnologie dal ricercatore all'agricoltore per tramite di intermediari quali, ad esempio, i consulenti sembra oramai essere superato da un approccio che richiede maggiore collaborazione e interazione tra sistemi "a rete" (AKIS), che integrano, cioè, la produzione di conoscenza, l'adattamento, la consulenza e l'istruzione, le "anime" dei sistemi della conoscenza (OCSE, 2011; EU SCAR, 2012)[27]. Per l'innovazione, quindi, non basta la sola ricerca: sono le interazioni a far sì che essa diventi il risultato di reti di collaborazioni in cui l'informazione è scambiata ed ha luogo un processo di apprendimento. Hall[28], per esempio, ritiene che l'innovazione in agricoltura sia raramente innescata dalla ricerca: piuttosto, è spesso la risposta che gli imprenditori agricoli trovano alle opportunità offerte da mercati nuovi e in continuo cambiamento. L'agenda strategica europea nell'ultimo biennio ha fatto perno proprio sull'obiettivo di rendere possibili questi sistemi dell'innovazione, creando le basi normative e un contesto operativo favorevoli all'emergere di interazioni tra gli attori dei sistemi stessi. Il tema dell'innovazione, con le sue immediate ricadute in termini di economia della conoscenza, è stato lanciato dall'Unione Europea prima con la Strategia di Lisbona e poi con l'Agenda di Goteborg, per cui "l'innovazione è la via maestra per la crescita e l'occupazione, e deve essere condotta da chi produce e guidata dalla società, con politiche pubbliche a tutti i livelli". Con queste premesse, anche la politica agricola dell'Unione ha cambiato segno: la competitività delle imprese agricole è stata collegata ad investimenti fatti nella ricerca, alle ICT (Information and Communication Technology) e alla qualità del capitale umano (istruzione, formazione e professionalità). La nuova PAC, quindi, si baserà su innovazione e ricerca per servire un primo "pilastro"

[26] Gli Akis (*Agricultural Knowledge and Information System*) risultano ben delineati nel contributo: http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=926
[27] Si confronti: http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=785
[28] A. HALL, *Challenges to strengthening agricultural innovation systems: where do we go from here?*, UNU-MERIT working paper series (38), 2007.

finalizzato a sostenibilità ed equità, ma anche un secondo "pilastro" attestato su innovazione e competitività. Anche i programmi nazionali e regionali hanno recepito questo nuovo indirizzo, e lo hanno tradotto in linee di azione specifiche per i diversi paesi e territori. Il concetto stesso di innovazione è cambiato radicalmente: se prima si trattava soprattutto di innovazione tecnologica indotta dall'esterno (da nuove macchine o da nuovi prodotti meccanici e chimici), oggi, sempre di più, "innovare significa apprendere attraverso l'evoluzione continua di sistemi tecnologici a carattere territoriale, basati sull'interdipendenza tra produzione, distribuzione e consumo, nonché tra persone, apparati tecnici e risorse naturali". Conseguenza di tutto questo è una nuova visione di ciò che l'agricoltura produce (tipicità, paesaggio, biomasse, filiera corta, ecc.) e lo sviluppo di nuovi modelli organizzativi, nuovi modi di gestire i rapporti nelle filiere e nei sistemi territoriali. L'innovazione, che oggi gli agricoltori si trovano davanti, significa discontinuità rispetto a una prassi di pura e semplice continuazione della traiettoria in essere. Le imprese innovano sempre qualcosa, nella gamma dei prodotti, nell'uso della tecnologia e delle macchine, nel modo di vendere e di usare i canali commerciali. Per avere, però, successo nel mondo post-crisi non ci si può limitare a seguire le esigenze di cambiamento di ordinaria amministrazione, che non mutano i modelli di business delle imprese e il loro modo di stare sul mercato facendo fronte ai nuovi competitors emergenti. Anche se si proviene da paesi che come disponibilità di terra, costo del lavoro, carico fiscale, costi ambientali e vincoli normativi si trovano ad avere un consistente vantaggio competitivo di base. I nostri produttori possono essere in vantaggio solo avendo dalla loro parte un differenziale uguale e contrario in termini di conoscenze e di know how pratico, da tradurre in idee di business vincenti: la qualità, la specializzazione e la divisione del lavoro nella filiera, l'interazione comunicativa col cliente, ai vari stadi della supply chain ed un feeling riconoscibile con i desideri emergenti del consumatore finale. Se il percorso non è facile per alcun tipo di impresa, lo è ancora meno per le imprese

agricole abituate in passato a fare i conti più con la normativa e i sostegni alla produzione o al reddito agricolo che con la competitività del mercato aperto. Ma ora anche le imprese agricole devono confrontarsi con questa realtà per sopravvivere. Oggi in agricoltura l'innovazione è diventata un imperativo. Innovare non è facile, ma è una prova che le persone, le imprese e i territori sono ormai chiamati ad affrontare senza ritardi e senza esitazioni. La necessità di innovare in profondità lo stato di cose esistente nasce da tre ragioni di fondo, che con la loro concomitanza rappresentano la cifra del nostro tempo, differenziandolo dal passato. Bisogna infatti innovare per:

1. gestire in modo costruttivo e non distruttivo il processo di avvicinamento tra paesi low cost, che sono ormai in rapido sviluppo, e paesi high cost, che cercano in tutti i modi di mantenere i loro livelli di reddito resistendo all'aumento della pressione competitiva nei loro abituali campi di specializzazione;
2. rispondere in modo pro-attivo alle diverse situazioni di insostenibilità che la modernizzazione accelerata del pianeta sta causando e che possono essere affrontate con qualche vincolo e qualche costo in più, ma che soprattutto richiedono innovazioni radicali sul terreno della tecnologia, degli stili di vita, dei modi per condividere responsabilità e decisioni, mettendo insieme interessi e visioni del mondo diverse;
3. dare voce e spazi di azione alle nuove forme di intelligenza distribuita che stanno emergendo nella società della conoscenza e che mettono in movimento fenomeni rilevanti di apprendimento e sperimentazione sociale (social networks, comunità, reti e gruppi professionali).

Sono questi i motivi che rendono l'innovazione un must di cui non si può fare a meno e che mettono in crisi vecchie forme di organizzazione ma anche vecchie concezioni, ormai non più all'altezza di questi compiti.

Questo slittamento dell'innovazione "che conta" verso forme nuove e sperimentali riporta al centro dell'attenzione il capitalismo di piccola impresa

che durante la lunga stagione fordista era necessariamente confinato in attività poco innovative o, nei casi più favorevoli, in campi che ammettono forme deboli e precarie di innovazione. La mancanza di sufficienti economie di scala sembrava tenerla ai margini o agli interstizi del sistema, lontano dalla main stream dell'innovazione "che conta", riservata alla grande impresa.

A partire dagli anni settanta, però, la crisi del fordismo ha aperto un'interessante finestra sul capitalismo di piccola impresa che, in Italia e altrove, ha cercato vie di innovazione non tradizionali. Le imprese, industriali e agricole, si sono concentrate in sistemi produttivi locali dove le conoscenze possono circolare meglio che nei sistemi dispersi, e hanno cominciato a specializzarsi e collegarsi tra loro sebbene in modo informale. Si è sviluppato un processo di crescita delle imprese innovative, anche se questo è avvenuto più nei distretti industriali che nei sistemi agricoli locali. Attraverso queste diverse vie, la piccola impresa è diventata un oggetto interessante di studio e di politiche di intervento. E non solo per correggere i fattori di debolezza dovuti alla sua dimensione, come accadeva in precedenza, ma anche per intraprendere percorsi originali di innovazione, aderendo in modo flessibile e creativo alle tre ragioni sopra menzionate.

Il primo dei tre percorsi "strategici" di innovazione nasce dall'esigenza di garantire un equilibrio competitivo accettabile, nel pianeta, tra aree che sono dotate di costi del lavoro molto diversi in presenza di mercati aperti che incoraggiano una rapida traslazione delle conoscenze produttive dalle aree high cost a quelle low cost, facendo saltare le compatibilità e le specializzazioni precedenti, insieme ad una quantità imprecisata di posti di lavoro in certi luoghi e in certi settori.

È necessario un flusso altrettanto imponente di innovazioni, realizzate in modo durevole e redditizio nei paesi high cost, per evitare che il confronto competitivo si indirizzi solo alla pura concorrenza di costo, che arriverebbe a schiacciare i redditi più elevati verso quelli di livello più basso creando situazioni

difficilmente gestibili sul piano politico e sociale. È indispensabile trovare il modo di rigenerare i vantaggi competitivi che questi paesi hanno detenuto finora e che sono all'origine dei differenziali di reddito per consentire una diversa e più compatibile divisione del lavoro tra paesi ad alto reddito e paesi emergenti.

È riduttiva una risposta a tale pressione al ribasso in termini solamente tecnologici, perché il sapere scientifico e tecnologico, quando viene codificato o incorporato in macchine e materiali vendibili, diventa facilmente trasferibile ai concorrenti emergenti, soprattutto se questi si dotano, come stanno facendo, di un adeguato capitale intellettuale.

L'alternativa consiste nell'affiancare all'innovazione tecnologica in senso stretto un flusso di innovazioni d'uso che aumenti il valore del prodotto e del servizio fornito allo user, in modo da utilizzare risorse che non sono facilmente trasferibili o imitabili (l'intelligenza fluida delle persone, le competenze tacite che le organizzazioni possono sviluppare nella gestione di situazioni complesse e imprevedibili, l'efficacia della divisione del lavoro che si realizza nelle reti produttive locali).

Insomma, bisogna indirizzare l'intelligenza produttiva del lavoro, delle imprese e dei territori ad alto reddito verso il sentiero di una continua crescita della qualità (e dunque del valore unitario) dei loro prodotti, sia sotto il profilo delle prestazioni fisiche offerte, sia sotto quello dei significati, delle esperienze e delle identità emotivamente coinvolgenti che sono associate all'uso dei prodotti stessi, accrescendo anche il livello di servizio e di personalizzazione offerto.

La questione della produttività che non cresce deve essere affrontata pensando ad aumentare i rendimenti fisici dei processi (più pezzi/ora), ma curandosi anche del valore della qualità del prodotto/servizio fornito al cliente (prezzo unitario).

È indispensabile passare dalla produzione intesa come creazione di valore associata ad un aumento delle quantità (maggiori volumi dei prodotti, maggiore produttività fisica dei fattori) ad un'idea di produzione intesa come creazione di valore realizzata attraverso il miglioramento e la personalizzazione della qualità del prodotto/servizio offerto.

Le piccole imprese hanno già percorso una certa strada in direzione della qualità: i loro prodotti, funzionali alle esigenze del cliente, forniscono uno spaccato utile a capire le possibilità di andare oltre l'orizzonte della produzione di massa percorrendo strade in salita ma senza eccessivi ostacoli e potenziali pericoli.

Studiare bene la maniera di fare della qualità il terreno su cui sperimentare l'innovazione d'uso, da parte delle PMI, è un modo per far emergere quanto della loro esperienza può avere valore generale e quanto invece deve essere relativizzato a una stagione particolare (la crisi del fordismo), a certi settori e a certe situazioni territoriali. Questo significa identificare limiti ed ostacoli che oggi esistono all'espansione del precedente modello di impresa diffusa, identificando le strategie e le politiche più adatte per superarli.

1.2.3 Innovazione ed economia della conoscenza: l'importanza di lavorare in rete

Le parole conoscenza ed innovazione sono spesso utilizzate come sinonimi, ed è indubbio che il percorso stesso dell'innovazione è strettamente legato a quello dell'economia della conoscenza; da un lato, risulta difficile immaginare di poter fare innovazione senza applicare in essa qualche conoscenza ulteriore o più specifica, rispetto a quanto già prodotto e in circolazione sul mercato, dall'altro non si può generare conoscenza se non innovando e sperimentando il risultato di una iniziale innovazione per trarne conoscenze ulteriori e maggiormente specifiche. In questo modo, e solo così, l'innovazione diviene il fondamento sul quale costruire e fare avanzare la frontiera delle conoscenze, sia sul fronte virtuale delle idee (innovative) sia su quello materiale dei prodotti e/o dei processi, al fine di poter disporre, attraverso l'investimento sull'innovazione stessa, di conoscenze originali con le quali competere. Generando una discontinuità tra vecchio e nuovo, l'innovazione si distingue dalla conoscenza, la quale, invece, stabilisce un legame quasi di reciproca dipendenza tra le vecchie

conoscenze e le nuove; essa, inoltre, consentendo di tradurre la conoscenza in valore, rende i processi di apprendimento economicamente sostenibili nel lungo periodo, in virtù proprio del valore prodotto. Ancora, a sua volta l'innovazione produce conoscenza nel momento in cui una soluzione e/o un'idea vincente vengono replicate nel tempo e nello spazio. Nel passaggio da un'economia di tipo fordista, in cui lo sviluppo si verifica a seguito di un processo di "accumulazione" della conoscenza, ad una di tipo post-fordista, in cui lo sviluppo avviene per propagazione della conoscenza stessa, l'ambito di applicazione viene ampliato, e i benefici trasferiti da un sistema all'altro. In tale percorso i singoli territori divengono il canale elettivo di propagazione e di valorizzazione moltiplicativa delle idee innovative; basti pensare, con riferimento al nostro Paese, alla positiva esperienza dei Distretti industriali, la cui forza propulsiva trae linfa vitale da questo impulso a valorizzare la conoscenza per creare reti esterne alle varie imprese, ma interne a confini territoriali abbastanza ristretti.

Allo stesso modo, in agricoltura, la prossimità territoriale ha rappresentato la base per costruire relazioni e transazioni tali da consentire lo scambio e la valorizzazione delle idee e delle sperimentazioni innovative; ne consegue la necessità di operare un cambiamento essenziale, ovvero quello di lavorare in rete, in una logica di filiera collaborativa (relazione fornitori-clienti), di tessuto territoriale (presenza di marchi di origine certificati, di servizi e logistica, di Università e istituti di ricerca) e di competenze specifiche (ricchezza di capitale umano).

Alle due "istituzioni" alle quali tradizionalmente si è affidata la propagazione degli usi della conoscenza attualmente disponibile, ovvero il mercato e la gerarchia della grande impresa[29], risulta necessario affiancare la costruzione di nuovi meccanismi e di nuove filiere tali da consentire agli imprenditori agricoli di trovare degli alleati che, nelle filiere stesse, possano svolgere funzioni complementari con un elevato grado di specializzazione e di competenza.

[29] Si confronti: AA.VV., *L'Innovazione nelle imprese agricole. Usi nuovi della conoscenza*, Veneto Agricoltura, Aprile 2012.

Risulta necessario, altresì, innovare le forme di organizzazione del circuito di conoscenza, al fine di consentire l'allargamento del ri-utilizzo della stessa; ovvero, si tratta di intervenire sui prodotti, sui processi e sul tessuto di relazioni in cui prodotti e processi sono inseriti. La creazione di reti territoriali, di filiere produttive, di network di comunità professionali, in cui nascono e crescono rapporti anche interpersonali tali da creare un clima di fiducia reciproca tra operatori specializzati, risulta propedeutica alla feconda gestione delle diverse situazioni di interdipendenza. Un ruolo di primo piano, in un contesto produttivo internazionale caratterizzato dalla globalizzazione dei mercati e delle filiere produttive, viene appunto assegnato all'investimento in assets immateriali, quali le reti di relazioni citate; esse si concretizzano, ad esempio, in consorzi di imprese, accordi di fornitura stabili, consulenze con professionisti e/o centri di ricerca, in modo da arricchire le occasioni di confronto, di diversificazione, di scambio delle idee e in modo da accrescere la complessità della propria offerta. Si tratta di un investimento innovativo, in termini di reti di vendita e di approvvigionamento, di marchi di origine e di idee brevettabili e, in tale modo, tutelabili ed economicamente sfruttabili.

L'impatto sui sistemi produttivi locali è potenzialmente elevatissimo; grazie alla creazione di reti capillari tali da trasportare la conoscenza dal locale al globale, e viceversa, i singoli produttori, anche quelli di piccole dimensioni attivi nei territori periferici, possono accedere alla conoscenza in tempi ridotti e con costi più bassi; altresì, gli stessi produttori possono far conoscere la loro attività a più ampia scala.

Cambiano, dunque, i protagonisti del circuito produttivo, emergono le persone, con le loro competenze ben distinte; si fanno strada le neo-imprese o start-up, le quali trasformano il sapere e l'innovazione in prodotto, spingendo e investendo sullo sviluppo di idee originali, assumendosi i rischi per la realizzazione delle stesse; emergono le reti di piccola e micro-impresa, con un elevatissimo grado di specializzazione e competenze, e le comunità professionali. Diviene cruciale il

ruolo assegnato ai singoli consumatori, quale autentico banco di prova per testare i nuovi prodotti e per effettuare opportune indagini sulle esigenze attuali e future; non di rado si assiste alla nascita di comunità di consumatori che si pongono in contatto, anche attraverso l'utilizzo dei social network, per condividere esperienze e per diffondere conoscenza[30].

Se si guarda al passato, si può riconoscere alle imprese agricole modalità di innovazione molto simili a quelle descritte, fondate sull'utilizzo del sapere delle reti locali e del territorio di appartenenza, sebbene spesso in modo poco organizzato; si assiste, oggi, al compimento di un salto di qualità che vede un allargamento delle reti a scala internazionale, sia a monte (verso le filiere di fornitura) che a valle (verso le reti commerciali e gli utilizzatori finali situati in vari Paesi del mondo). Se è vero che l'imprenditore agricolo trova i suoi principali riferimenti nei clienti intermedi, rappresentati dai grossisti, dalla Grande Distribuzione Organizzata (GDO) e dai negozi al dettaglio, dall'industria agro-alimentare e dai clienti finali, è altresì importante sottolineare come tutti gli attori della filiera agricola pongono come loro punto di riferimento il consumatore finale e le sue aspettative. Diviene, in tale modo, fondamentale captare la domanda dei consumatori e la sua stessa composizione, ciò che suole definirsi come "stile di vita". A tale argomento, in aggiunta alle prospettive del settore in analisi negli anni futuri, si è ritenuto dedicare le conclusioni del presente lavoro di tesi.

Giova, in conclusione, sottolineare come fondamentale risulta, nella direzione descritta, la creazione di basi normative e di un contesto operativo favorevoli all'emergere di interazioni tra gli attori dei sistemi stessi.

[30] Basti pensare, nel contesto del turismo, alla diffusione di siti quali TripAdvisor, ove i viaggiatori e i turisti possono lasciare una recensione in merito ad un destinazione visitata e condividere il proprio giudizio con altri utenti.

1.3 prodotti del territorio, l'agricoltura biologica

1.3.1 La multifunzionalità

Mutuando dalla definizione data dall'OECD (2001), si può etichettare come multifunzionale un'attività economica capace di generare congiuntamente e allo stesso momento prodotti diversi e, di conseguenza, atta al raggiungimento di una vasta gamma di obiettivi sociali. L'agricoltura, per la sua natura di attività basata sull'utilizzo di input di diversa derivazione, sebbene profondamente integrati fra loro, si presta particolarmente ad essere affiancata a tale definizione. In particolare negli ultimi anni, il crescente bisogno di porre le basi per una concreta sostenibilità per le generazioni future ha portato a concretizzare la pluriattività delle famiglie agricole e, quindi, la diversificazione non solo delle produzioni quanto anche delle attività esercitate[31].

Stando a quanto riportato da Hoffmann[32], vi sono due approcci alla multifunzionalità: un approccio "positivo", che tiene conto della produzione. In tal senso, l'agricoltura deve passare dalla quantità alla qualità con riferimento sia ai prodotti che all'utilizzo delle risorse; un approccio "normativo", che guarda al territorio e che vede l'agricoltura svolgere una serie di ruoli, in speciale modo sul fronte ambientale e su quello dello sviluppo rurale[33].

Risultano numerose le attività che possono definirsi multifunzionali sebbene, come accennato, l'agricoltura è la più rilevante, in particolare se si tiene conto della considerevole quantità di incentivi pubblici di cui il settore ha beneficiato largamente nel passato anche recente; incentivi che necessitano di ricevere una motivazione che vada oltre la semplice "urgenza" dell'aumento

[31] Si confronti il cosiddetto triangolo di Van Der Ploeg in J. D. VAN DER PLOEG, *I nuovi contadini. Le campagne e le risposte alla globalizzazione*, Roma, Donzelli Editore, 2009.
[32] A. HOFFMANN, *La nuova politica di sviluppo rurale*, Milano, Franco Angeli, 2006, p. 117.
[33] Si confrontino: L. MAIER, *Multifunzionalità: un quadro di riferimento*, in "La rigenerazione dell'agricoltura. Materiali per un dibattito", in "Quaderni del Forum Internazionale dell'Agricoltura e dell'Alimentazione", n. 1, 2003; M. DE BENEDICTIS, F. DE FILIPPIS, *L'intervento pubblico in agricoltura tra vecchio e nuovo paradigma: il caso dell'Unione Europea*, in "La Questione Agraria", n. 7, 1998.

della produttività ai fini del soddisfacimento del fabbisogno alimentare.

Pertanto la multifunzionalità nel settore primario costituisce, oggi, un valore fondante del settore stesso, da incentivare e conservare attraverso un'azione mirata di politica pubblica, valore che affonda le proprie radici nell'odierno contesto socio-culturale.[34]

La definizione di produzione congiunta, dunque, attiene oggi alla generazione, da parte degli agricoltori, di una serie di beni "secondari" rispetto al prodotto agricolo vero e proprio (alimentare); tali beni possiedono in generale due caratteristiche: la "non escludibilità", ovvero essi sono liberamente fruibili dalla società, e la "non rivalità", ovvero la loro fruizione da parte di un gruppo di individui non pregiudica la contemporanea fruizione da parte di un altro gruppo. In tal senso, attesa la difficoltà di valutare l'impatto di tali beni, l'assegnazione di un reale diritto di proprietà degli stessi e, pertanto, di un congruo valore di mercato, essi vengono sovente etichettati come esternalità, positive e negative.

Quanto accennato, in realtà, non vale per tutte le produzioni cosiddette congiunte dell'agricoltura; alcune di esse, infatti, possiedono già un loro preciso valore di mercato, basti pensare alla vasta gamma di servizi ricreativi offerti, quali quelli agrituristici, i servizi sanitari o riabilitativi (cosiddetta agricoltura sociale), e quelli formativi e didattici (masserie didattiche).

Altre produzioni, al contrario, non risultano direttamente "valorizzabili"; ci riferiamo alle funzioni di tutela ambientale, di conservazione del tessuto socio-culturale e di diffusione delle tradizioni, al contributo allo sviluppo sostenibile ed equilibrato del territorio e al presidio della garanzia di qualità e sicurezza degli alimenti.

In quanto esternalità, tali funzioni, tali beni non ricevono dal mercato una adeguata remunerazione o, in caso di esternalità negative, non vanno incontro a

[34] Si confronti a tale proposito quanto afferma Idda in relazione al parallelo evolversi del concetto di multifunzionalità e del contesto sociale dal quale lo stesso trae giustificazione. Si confronti: Sviluppo rurale, capitale sociale e vitivinicoltura multifunzionale, L. IDDA, P. PULINA, G. BENEDETTO, F. A. MADAU, *Sviluppo rurale, capitale sociale e vitivinicoltura multifunzionale*, collana Economia – ricerche, Milano, Franco Angeli, 2007.

sufficiente tassazione; ciò rende necessario l'intervento dello Stato per remunerare chi produce esternalità positive e "tassare" i responsabili di quelle negative, il tutto al fine di generare un effetto netto positivo in termini di interesse della collettività.

Non solo, a tale effetto netto si accompagna un aspetto fondamentale, ovvero la capacità dell'agricoltura multifunzionale, lì dove si giunga ad una concreta diversificazione delle produzioni e delle attività, di incrementare le fonti di reddito degli agricoltori[35] e delle loro famiglie, favorendo una benefica apertura verso gli altri settori dell'economia, in primis l'industria alimentare, il turismo e i servizi sociali.

Limitandosi alla sola attività di produzione, la diversificazione verrebbe intesa in "senso orizzontale", come mero ampliamento dell'offerta di prodotti, ed in senso "verticale", come integrazione di tutte le fasi del processo produttivo e della catena del valore. La prima tipologia, non conveniente per le aziende che puntano sulle grandi quantità e che mirano alle economie di scala, risulta al contrario positiva per tutelare la biodiversità e per valorizzare quelle che sono le produzioni tipiche locali; la seconda tipologia costituisce un investimento nettamente positivo in termini di accorciamento delle filiere (cosiddetta vendita in azienda, o produzione a km zero) e, quindi, di promozione della propria immagine di avvicinamento al cliente-consumatore. Il tutto con ricadute benefiche sulla tutela delle tradizioni locali, delle popolazioni delle aree rurali e dello sviluppo territoriale.

Per lungo tempo le statistiche economiche sono state in larga parte "occupate" dai dati relativi al settore primario, a testimonianza dell'importanza della funzione più importante e, per così dire, originaria dell'agricoltura stessa, ovvero quella produttiva per l'alimentazione e, in seguito, per l'industria tessile.

Oggi, in particolare nelle economie dei Paesi avanzati, la progressiva diminuzione del peso economico del settore primario ha determinato la necessità

[35] L. LUPINI, *Diversifarm. Idee imprenditoriali innovative nell'agricoltura delle Marche*, Collana Tesi on-line, n. 9, Gennaio 2003, Associazione "Alessandro Bartola".

e il desiderio di riscoprire le enormi potenzialità dell'agricoltura, ovvero quelle funzioni nascoste dalle prioritarie esigenze produttive e di affiancarvi nuove funzioni.

Va sottolineato, in via preventiva, che, da un punto di vista di definizione, l'Istat parla di " Attività remunerativa connessa", a evidenziare due importanti aspetti della questione: il primo è quello della remunerazione, ovvero si tratta di attività commerciali che pongono l'azienda e i mercati in contatto, sebbene si parli di mercati diversi da quelli agricoli in senso tradizionale; il secondo aspetto è il porre al centro la figura dell'azienda, in quanto trattasi di funzioni e attività attivate all'interno dell'azienda stessa, tramite il ricorso e l'utilizzo di fattori di produzione destinati all'agricoltura e in molti casi, sebbene non necessariamente, in competizione con l'esercizio dell'attività primaria vera e propria.

La funzione produttiva conserva la sua importanza, in particolare nei Paesi sottosviluppati e in quelli in via di sviluppo, ma si arricchisce di nuovi elementi, al fine di garantire il soddisfacimento di nuovi e differenziati bisogni. Dal lato della domanda si fa strada una crescente attenzione alla qualità e alla salubrità degli alimenti, attenzione che si affianca e in parte si sostituisce alle esigenze legate all'abbondanza; si afferma pertanto un significato del termine "sicurezza alimentare" che va oltre la disponibilità di accesso agli alimenti per abbracciare quello di produzione di alimenti sani e sicuri, e a "contenuto etico", ottenuti nel rispetto della dignità dei lavoratori, degli animali e dell'ambiente (INEA, 2004).

Accanto alla descritta funzione produttiva ne troviamo una seconda, che potremmo definire demografico-occupazionale, atta a promuovere il ripopolamento della aree rurali marginali, in passato svuotate dalla migrazione di risorse umane, in particolare giovani, verso l'industria. Oggi tale tendenza inizia ad invertirsi e l'agricoltura inizia, coadiuvata dai servizi (ad esempio il turismo), a rivestire un ruolo attrattivo e importante a livello territoriale. Ciò risulta vero in particolare per le produzioni legate all'agricoltura biologica, ai

prodotti di qualità e alle coltivazioni intensive, quali ortaggi, frutta e fiori.
Una terza funzione altrettanto importante è quella legata alla salvaguardia del paesaggio, sia naturale che urbano, ovvero la cosiddetta funzione paesaggistica, fondamentale per l'effetto traino esercitato verso altre attività, in primis quella turistica, che beneficia delle bellezze create dalla distribuzione dei paesi e delle città sul territorio, dalle distese di campi coltivati e di boschi, risultato di lunghi anni di storia agraria.
Ancora, risulta degna di nota la funzione etica e culturale, funzione legata al richiamo che la vita in campagna esercita in termini di tradizioni, di usi, di valori quali la semplicità, la famiglia, il lavoro nei campi e la vita di villaggio. In questo senso la cultura viene vista in diversi ruoli: cultura come conoscenza dell'origine del cibo, delle metodologie e delle fasi di produzione, dei luoghi d'origine e della storia racchiusa nei fabbricati rurali e nelle abitazioni dei contadini; cultura come tutto ciò che può essere tramandato dal passato e donato al futuro attraverso le generazioni.
Infine la funzione ecologica e ambientale, il cui inevitabile richiamo è alla sostenibilità dello sviluppo, tema quanto mai attuale. Il focalizzarsi quasi esclusivamente sulle necessità produttive ha, in passato e ancora oggi, portato a pratiche agricole poco rispettose delle fragilità e degli equilibri ambientali; il risultato è una vasta gamma di esternalità negative, quali erosione dei suoli, produzione di cattivi odori (causata dagli allevamenti intensivi), emissione di gas tossici, abuso di pesticidi e fertilizzanti, perdita della biodiversità. La funzione ecologica richiama, appunto, l'agricoltura a pratiche maggiormente attente all'ambiente e in grado di ridurre, se non eliminare, le descritte esternalità negative da essa causate, e al contempo di favorire investimenti in esternalità positive quali la diversificazione dei sistemi di produzione, la rigenerazione delle risorse naturali, il mantenimento di spazi aperti, la protezione delle falde acquifere, la conservazione della biodiversità e la tutela del paesaggio (funzione paesaggistica).

La riscoperta delle funzioni descritte finora si accompagna alla nascita di una serie di funzioni che potremmo definire "nuove", atte a soddisfare una domanda maggiormente esigente e a fornire servizi ad alto valore aggiunto. Si deve menzionare la funzione ricreativo-turistica, nata in risposta alla necessità di evadere da ambienti urbani sempre più inquinati e sovraffollati, e che ha visto il recupero funzionale di vecchie case coloniche e la nascita dei moderni agriturismi, entrambi mete predilette degli amanti di una vita agreste a contatto con la natura.

Poi, la funzione educativa, la quale consente, nelle masserie e nelle fattorie didattiche, di creare spazi di incontro per bambini e ragazzi delle scuole (ma sovente anche per gli adulti). In tali spazi i giovani hanno l'opportunità di venire a contatto con il "mondo fuori" dalle città in cui vivono e di apprendere l'origine dei prodotti che essi acquistano al supermercato e consumano; tale contatto favorisce anche la trasmissione dei valori agresti dimenticati alle generazioni future.

Ancora, la funzione terapeutica, da inquadrare in quella che viene definita come "agricoltura sociale", che sfrutta la salubrità della campagna per accogliere e curare persone in difficoltà, afflitte da diverse patologie (ansia, stress o depressione) o persone anziane bisognose di ambienti tranquilli ed attenzioni costanti[36].

Un'ultima funzione da considerare è quella cosiddetta identificativa, legata alla valorizzazione delle produzioni agricole in quanto espressione del territorio dal quale esse stesse nascono, delle tradizioni e della cultura. In tal senso, fondamentale risulta il concetto di tracciabilità come metodica di identificazione

[36] Si pensi, a titolo di esempio, all'ippoterapia, ovvero il complesso di tecniche rieducative che aiuta a superare danni sensoriali, cognitivi e comportamentali, attraverso un'attività ludica e sportiva che si svolge a cavallo. Questo animale veniva utilizzato in medicina sin dall'antichità, per risolvere problemi d'insonnia, epilessia ecc., ma è solo dopo la 1° Guerra Mondiale, che l'ippoterapia viene riconosciuta ufficialmente dalla scienza medica. La particolare andatura del cavallo connessa con la posizione del cavaliere, provoca effetti benefici per tutto il fisico; inoltre l'essere a contatto con un animale per sua natura imprevedibile e sensibile ai segnali inconsci di chi lo sta guidando, stimola una serie di attività intellettive, come concentrazione, memoria, stabilità emotiva, tranquillità e fermezza di carattere.

e monitoraggio delle aziende che intervengono nella produzione, trasformazione e commercializzazione di un prodotto agricolo; la tracciabilità si applica a tutta la filiera produttiva "dal campo alla tavola" e ha fondamentalmente tre finalità:

- garantire la sicurezza alimentare, permettendo di individuare i responsabili della produzione e lavorazione dei prodotti;
- assicurare l'effettiva tipicità dei prodotti alimentari, venduti come tali;
- aumentare la fiducia dei consumatori verso i prodotti agroalimentari, stabilendo un legame tra produttore e consumatore, basato sulla trasparenza.

Pertanto, in tale funzione, l'agricoltura assume il ruolo di garante nei confronti del consumatore, sempre più desideroso di partecipare attivamente, attraverso la conoscenza, al percorso produttivo degli alimenti che porta in tavola.

Tutte le funzioni descritte concorrono, con modalità e pesi differenti alla creazione di un unico modello di agricoltura europea, quello dell'agricoltura multifunzionale, un modello perfettamente coerente e in linea con l'evoluzione dei mercati e con il nuovo ed onnicomprensivo ruolo affidato all'agricoltura, ovvero la garanzia della sicurezza alimentare, la lotta alla fame e il superamento della povertà rurale.

1.3.2 I prodotti tipici del territorio[37]

Il Nord Italia domina per le denominazioni riguardanti formaggi e salumi, in quanto vi si concentra il grosso della zootecnica italiana di qualità, da carne e da latte; nel Sud e nelle Isole maggiori, invece, ricade buona parte delle denominazioni nei comparti dell'ortofrutta e degli oli extravergini di oliva, merito del clima più favorevole. Fra le regioni, primeggiano Emilia Romagna e Veneto con 26 denominazioni, seguite da Lombardia con 21, Toscana con 19 e, prima regione del Sud, Campania con 18 prodotti riconosciuti. All'ultimo posto figura il Trentino Alto Adige, con 2 sole denominazioni.

[37] I riferimenti normativi contenuti nel presente paragrafo vengono riportati con precisione nel capitolo II, dedicato interamente alla normativa del settore. Si rimanda allo stesso per i riferimenti stessi.

In merito al grado di penetrazione dei prodotti tipici fra le famiglie italiane[38], la categoria con il più alto livello di diffusione e con il più alto livello di apprezzamento risulta essere quella dei formaggi, in particolare Parmigiano Reggiano e Grana Padano, seguiti da Gorgonzola, Mozzarella di Bufala Campana, Pecorino e Asiago. Seguono i salumi, con in testa il Prosciutto crudo di Parma seguito dal Prosciutto crudo San Daniele e dalla Mortadella di Bologna; ben distanziati, seppure con discrete performance, restano i vini e gli oli extravergine di oliva.

Risulta interessante notare che il grado di penetrazione di mercato di un prodotto tipico è, in linea di massima, funzione di tre variabili: livello di reddito delle famiglie, livello di istruzione dei componenti delle stesse e, infine, livello di conoscenza del territorio di origine dei singoli prodotti. Da ciò deriva l'importanza di azioni di marketing mirate ad incrementare la sensibilità dei consumatori alla percezione dei reali vantaggi del "tipico".

In merito alla normativa comunitaria dei prodotti in esame, dopo il primo passo contenuto nella dichiarazione del Consiglio Europeo (1985) e in una risoluzione dello stesso anno[39] avente come scopo la garanzia della libera circolazione delle merci all'interno della Comunità, è intervenuta la Direttiva Quadro 43/93 (14/07/1993), recepita dalla L.155/1997, in merito all'armonizzazione delle direttive in materie di igiene delle derrate alimentari. Vengono introdotti i Sistemi di controllo nell'intera filiera del prodotto: HACCP (Hazard Analysis Critical Control Points – Analisi dei rischi e controllo dei punti critici) ed il Sistema Assicurazione della qualità conforme alla normativa ISO EN UNI 9000 (art. 6 Reg. CEE 43/93)[40].

A livello europeo nel 1992 vengono emanati i Regolamenti comunitari (Reg. CE 2081 e 2082) volti a tutelare le produzioni tipiche tramite un sistema di

[38] Si confrontino le Ricerche condotte da ISMEA, disponibili sul sito www.ismea.it.

[39] Dichiarazione 16/07/1985 sulla normazione; risoluzione del 7/07/1985 relativa a una nuova strategia in materia di armonizzazione tecnica e normativa.

[40] F. DE STEFANO (a cura di), *Prodotti Tipici e certificazione di prodotto* in *Qualità e valorizzazione nel mercato dei prodotti agroalimentari tipici*, Napoli, ESI editrice, 2000, p. 146.

certificazione. Nel 1997 viene approvata una legge dall'Unione Europea allo scopo di armonizzare le leggi nazionali sui prodotti tipici. In seguito i Regg. CEE 2081-2082/1992 sono stati abrogati dai Regg. CEE 509-510/2006; questi ultimi hanno apportato modifiche importanti quali l'obbligo dell'accreditamento da parte degli Organismi di Controllo a partire dall'1 maggio 2010 e l'aumento della complessità della documentazione da inviare a Bruxelles per ottenere la certificazione.

In Italia l'Ente preposto ad esaminare l'iter di ottenimento della certificazione è il Ministero delle Politiche Agricole Alimentari e Forestali; l'azienda richiedente è tenuta a consegnare la documentazione prevista, all'interno della quale viene descritto il sistema adottato per garantire la costanza delle caratteristiche del prodotto e la sua conformità alla normativa prescelta. Pertanto, oggetto della certificazione è l'aderenza della produzione alla suddetta normativa di riferimento. L'Ente verifica la congruità documentale e provvede a concordare con l'azienda la visita ispettiva e il prelievo del prodotto da sottoporre a prova di conformità. In caso di risultanze positive, l'Ente propone al Comitato di certificazione il rilascio della stessa; il Comitato, in piena autonomia, esamina la documentazione e autorizza l'Ente a rilasciare la certificazione. L'azienda certificata è da questo momento sottoposta ad un regime di controlli (almeno una volta all'anno) e viene autorizzata a commercializzare il prodotto come certificato e "tipico"[41].

L'iter descritto e il conseguente marchio che identifica i prodotti tipici hanno come scopo la salvaguardia dei produttori e dei consumatori, attraverso la creazione di un regime di protezione uniforme in tutto il territorio comunitario volto a soddisfare la necessità di promuovere lo sviluppo di prodotti con caratteristiche qualitative particolari, proteggendone le denominazioni contro gli abusi e le imitazioni, in maniera tale da offrire un vantaggio competitivo al territorio cui il marchio si riferisce e tutelare i produttori da eventuale concorrenza sleale e i consumatori, sempre più attenti alla qualità e

[41] *Idem*, p. 154.

all'informazione[42].

In merito ai marchi presenti obbligatoriamente nelle etichette dei prodotti tipici, essi sono:

- DOP (Denominazione di Origine Protetta). Identifica prodotti strettamente legati alla regione di cui sono originari, in relazione a fattori naturali (clima, suolo) e umani (conoscenze tecniche locali) presenti in una zona geografica ben delimitata. La produzione delle materie prime e la lavorazione devono avvenire nella regione d'origine.
- IGP (Indicazione Geografica Protetta). A differenza dei prodotti DOP, le materie prime non provengono solo dalla zona d'origine, ma possono essere
- importate da altre regioni. Vi è quindi un legame meno stretto tra prodotto e regione, sebbene vi è la garanzia che la produzione è caratteristica del luogo di origine.
- STG (Specialità Tradizionale Garantita). In tale caso il legame non è con il luogo di origine ma con la ricetta "tradizionale" utilizzata per la sua preparazione.

Al di là di tali marchi, stabiliti dalla normativa comunitaria, ciascuna Regione ha creato alcune denominazioni riguardanti quei prodotti sottoposti a controlli regionali.

I prodotti tipici sono, inoltre, tutelati da appositi Consorzi di tutela, ovvero organismi formati da produttori e/o trasformatori allo scopo di vigilare sulla produzione, salvaguardare il prodotto da abusi e da tentativi di concorrenza sleale, contraffazioni ed uso improprio della denominazione, e promuovere e valorizzare il prodotto.

A tali marchi si affianca la denominazione di "prodotti tradizionali", ovvero quei prodotti agro-alimentari le cui metodiche di lavorazione, conservazione e

[42] Si confrontino M. ANTONIOLI CORIGLIANO, G. VIGANÒ, *Turisti per gusto, Enogastronomia, territorio e sostenibilità*, De Agostini, Novara, 2004, pp. 117-151. E R. GRUMO, *Le strade del vino e il binomio agricoltura - turismo: tipicità, qualità e appeal del territorio*, in ADAMO F. (a cura di), Annali del Turismo, vol. 1, "Paesaggi agroculturali e turismo", Novara, Edizioni Geoprogress (onlus), 2012.

stagionatura risultano consolidate nel tempo e omogenee per tutta la durata dello stesso, per un periodo non inferiore ai venticinque anni (D.M. del 18 luglio 2000).
Una precisazione doverosa riguarda il settore vitivinicolo, al quale si applica il Regolamento CEE 1622/2000, integrativo del precedente N. 823/87.
In tale settore vi sono marchi particolari che identificano un prodotto di qualità. Essi sono:

- DOC (Denominazione di origine controllata). Si riferisce a vini prodotti in zone ben delimitate (di solito di piccole/medie dimensioni) e recanti il nome geografico delle stesse. Di regola il nome del vitigno segue quello della DOC e la disciplina di produzione è rigida.
- DOCG (Denominazione di origine controllata e garantita). Trattasi di vini DOC che possiedono un "particolare pregio qualitativo" e una notorietà nazionale e internazionale. I controlli risultano più severi rispetto ai vini DOC e la commercializzazione deve essere effettuata in recipienti di capacità inferiore a cinque litri; inoltre deve essere presente un apposito contrassegno dello Stato a garanzia dell'origine e della qualità, contrassegno con cui vengono numerate le bottiglie.

I suddetti marchi rientrano nella classificazione europea dei vini V.Q.P.R.D., ovvero Vini di Qualità Prodotti in Regioni Determinate, sigla introdotta con il Reg. CEE 823/87, al fine di armonizzare i regolamenti dei vari Paesi europei.
Sebbene non rientrino in tale categoria, vanno citati anche i vini IGT (Indicazione Geografica Tipica); si tratta di particolari vini da tavola prodotti in ampie aree di produzione e il cui disciplinare produttivo è però poco restrittivo. Essi risultano gli omologhi dei francesi "Vin de Pays" e dei tedeschi "Landwein".
È datata 13 Novembre 2003 l'approvazione da parte del Consiglio dei Ministri del Decreto legislativo recante le disposizioni sanzionatorie in applicazione dell'allora in vigore Regolamento CEE 2081/1992. Tale Decreto è stata la risposta all'assenza di una specifica disciplina sanzionatoria, atta a punire

violazioni e abusi dei disposti riguardanti le denominazioni di origine, le indicazioni geografiche, i segni distintivi o i marchi registrati ai sensi del citato Regolamento CEE 2082/1992. Per ogni singola violazione viene individuata una sanzione amministrativa.

In definitiva, i prodotti tipici costituiscono un universo molto ampio e complesso, la cui specificità ha origine nel forte legame che essi esprimono con un determinato territorio, legame che è a sua volta il frutto della concomitanza di determinati fattori: la memoria storica (le tradizioni presenti nel territorio), la distribuzione geografica delle aree di produzione, la qualità della materia prima impiegata nella produzione e le tecniche di lavorazione.

Pertanto, quando si parla di prodotti tipici ci si riferisce, generalmente, a produzioni agro-alimentari che si caratterizzano per il fatto di essere state ottenute in un determinato territorio, in presenza di ben definite condizioni pedo-climatiche e con un processo di produzione "tradizionale".

L'attributo tipicità riconduce e sottolinea il legame tra produzione e caratteristiche di un determinato territorio, siano esse geografiche, storiche, socio-culturali e tecnologiche[43]. Stando ad una distinzione operata da Nomisma nel 2001, risultano due le macro-categorie in cui tali prodotti possono essere classificati[44]:

- Prodotti recanti una denominazione "ufficiale", definita da stringenti regolamenti comunitari;
- Prodotti che possiedono un legame tradizionale con il territorio di origine ma privi di un riconoscimento normato. In tal caso vi è un richiamo informale a diversi fattori quali le qualità organolettiche, l'origine geografica delimitata, la lavorazione tradizionale o artigianale legata alla storia ed alla cultura locale.

La presenza di tecniche produttive ereditate, conservate e consolidate nel tempo

[43] Si confronti: G. ANTONELLI (a cura di), *Unione Europea, Qualità Agroalimentare e Commercio mondiale. Opportunità e minacce per i prodotti tipici delle Marche*, Urbino, Edizioni Quattroventi, 2001

[44] Si rimanda al sito www.nomisma.it

ed incorporate nel prodotto viene garantita dalla presenza di una "struttura organizzativa" locale che, pur in assenza di una formalizzazione e di una definita pianificazione, ha consentito il perpetuarsi delle suddette tradizioni artigianali e delle antiche metodiche di lavorazione, tali da permettere la differenziazione del prodotto.

Fondamentale, pertanto, è considerare tale "struttura organizzativa" come un patrimonio da tutelare e da sviluppare, condizione necessaria affinchè il prodotto tipico abbia effetti significativi e concreti sullo sviluppo rurale del territorio di origine; in altri termini, accanto al riconoscimento e all'affermazione sui mercati[45], è necessario che si accompagni un processo di consolidamento del tessuto socio-economico locale atto a creare una proficua e fitta trama di rapporti con i mercati e con le restanti attività economiche (industria di trasformazione, settore commerciale, servizi turistici, ricreativi e della ristorazione), processo che si configura come il frutto di mirate e intelligenti strategie di valorizzazione. Lo sviluppo di un territorio è, infatti, funzione non solo di variabili economiche, ma di un insieme di relazioni (materiali ed immateriali) che si sviluppano tra le unità produttive ed i diversi attori che operano sia all'interno che all'esterno dello stesso. Le strategie stesse risultano, pur nella loro inevitabile eterogeneità, efficaci solo se modellate in base alle potenzialità del territorio, alla specificità dei processi produttivi e alle peculiarità del prodotto stesso.

Sono due i fattori che hanno determinato la notevole crescita dell'interesse verso i prodotti tipici, ovvero le mutate esigenze dei consumatori e i nuovi indirizzi di politica da parte dell'Unione Europea.

In merito al primo fattore, la crescente attenzione alla salute e al benessere in campo alimentare guida i consumatori verso la scelta di prodotti caratterizzati da elementi qualitativi peculiari, espressione di tradizioni e sapienza che vengono

[45] Si confronti: M.T. GORGITANO, F. MASCI, (2007), *Prodotti tipici e sviluppo rurale*, in "Biodiversità e Tipicità, Paradigmi economici e strategie competitive", Atti del XLII Convegno di Studi Pisa, 22-24 Settembre 2005, FrancoAngeli, Milano.

percepite come garanzia di valore e sicurezza alimentare. Inoltre si riscontra l'affermazione di un nuovo concetto di ruralità non più intesa come marginalità ed arretratezza, bensì come espressione di un articolato e prezioso sistema di valori, uno stile di vita che sia di riferimento per la società e che conduca al miglioramento della qualità della vita. Da ciò ne sono derivate nuove forme di turismo ed la suddetta attenzione ai prodotti alimentari che si ispirano ad una qualità che incorpora importanti elementi di "territorialità"[46]. È a questo contenuto immateriale di valori e tradizioni, alla ricerca di evasione dall'ambiente urbano e al desiderio di condividere la cultura di altre regioni che si lega il forte apprezzamento per i prodotti tipici in quanto portatori di valori specifici ed irripetibili[47].

Per quanto attiene al secondo fattore, la Politica Comunitaria ha adottato i prodotti tipici in veste di strumenti funzionali ai nuovi indirizzi della PAC stessa, ovvero agli obiettivi di promozione dello sviluppo integrato delle aree rurali ed il sostegno della qualità. Il primo, che rimanda all'affermazione della multifunzionalità dell'agricoltura, vede tali produzioni come la base su cui costruire la capacità competitiva delle aziende ed il "perno di sviluppo" attorno al quale creare sinergie e collegamenti con le altre attività economiche[48]. In tal senso, si rimanda alla descritta normativa comunitaria in materia di valorizzazione della qualità e della specificità di alcuni prodotti agro-alimentari, e di istituzione dei marchi volti a tutelare le produzioni agro-alimentari tipiche. Le strategie comunitarie possono ispirarsi a due tipi di strategie:

- Strategia di sviluppo "centripeta";
- Strategia di sviluppo "centrifuga".

Attraverso la prima se si tende ad enfatizzare la vendita diretta dei prodotti nella zona di origine a visitatori e turisti, in quanto i volumi di produzione sono molto

[46] Si confronti: F. BENCARDINO, G. MAROTTA, *Sviluppo rurale e produzioni tipiche*, in "Rivista di Economia Agro-alimentare" n. 3, 2000.
[47] Si confronti, ancora, quanto deriva da ricerche Nomisma.
[48] E. ENDRIGHI, *La valorizzazione delle produzioni tipiche locali. Dal concetto di valore alle indicazioni operative*, in "Rivista di Economia Agraria", n. 1, Il Mulino, Bologna, 1999.

limitati ed il territorio di origine possiede requisiti di elevata attrattività legati a peculiari valori culturali, architettonici, paesaggistici e storici. Ricorrendo alla seconda si punta alla valorizzazione commerciale del prodotto fuori dal territorio di origine; in questo caso i volumi di produzione sono maggiori ed il territorio non possiede spiccati requisiti di attrattività.

1.3.3 L'agricoltura biologica - Considerazioni introduttive

Il Regolamento n.2092/91 del Consiglio del 24 giugno 1991, "relativo al metodo di produzione biologico di prodotti agricoli è alla indicazione di tale metodo sui prodotti agricoli e sulle derrate alimentari"[49], ha rappresentato il primo strumento di regolamentazione dell'agricoltura biologica in ambito comunitario; ad esso è seguito il **Regolamento n. 2078/92 del Consiglio del 30 giugno 1992, "relativo a metodi di produzione agricola compatibili con le esigenze di protezione dell'ambiente e con la cura dello spazio naturale"**[50] **(G.U.C.E. 30 luglio 1992, n. L 215), il quale prevedeva una serie di misure agro-ambientali poste come base** per l'introduzione, nel 1993, del sostegno al comparto in oggetto. Il Regolamento n.2078/92 è stato in seguito sostituito dal Regolamento n.1257/99 del Consiglio del 17 maggio 1999 in tema di "sostegno allo sviluppo rurale"[51].

A partire dal primo Regolamento ad oggi, la crescita delle superfici certificate come biologiche è risultata esponenziale; stando a quanto riportato dagli ultimi dati ufficiali pubblicati[52], nell'Unione Europea a 27 la percentuale di superficie agricola utilizzata (SAU) in agricoltura biologica (certificata e in conversione) è passata dal 3,6% nel 2005 al 5,8% nel 2012, sebbene con alcune differenze fra i diversi Stati membri. Nel 2009, sempre guardando all'UE a 27, la produzione

[49] Si confronti:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG: 1991R2092:20080514:IT:PDF.
[50] Si confronti: http://ec.europa.eu/agriculture/envir/programs/evalrep/text_it.pdf.
[51] Si confronti:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1999: 160:0080:0102:IT:PDF.
[52] Il riferimento, in questa sede, sarà Eurostat. In particolare, si confronti:
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tsdpc440&plugin=1.

biologica occupa circa 8,6 milioni di ettari certificati[53], con l'Italia al secondo posto (1,1 milioni di ettari), dopo la Spagna (1,6), e ben al di sopra della Francia (678.000 ettari).

Tale incremento e la consistenza attuale del settore dell'agricoltura biologica hanno condotto alla nascita e formazione di una realtà maggiormente diversificata, in particolare a seguito della conversione e ristrutturazione di molte imprese, e dei mercati di riferimento, nonché dell'ingresso nel settore stesso dei grandi attori dell'agroalimentare; una diversificazione, questa, che, nella sua rapidità, ha colto di sorpresa coloro che storicamente hanno rivestito il ruolo di pionieri del movimento del biologico, inizialmente percepito come fortemente "alternativo", facendo venire meno l'omogeneità della base sociale di partenza e le iniziali forti motivazioni ideali. Attualmente gli interessi degli attori coinvolti, siano essi produttori, enti certificatori, distributori e consumatori, risultano i più svariati e non attengono solo ai valori ideali, ma anche a ragioni economiche e di marketing, nonché a spinte puramente edonistiche.

Basti pensare che da più parti si è iniziato a parlare di una tendenza alla "convenzionalizzazione" dell'agricoltura biologica[54], in linea con il diffondersi degli interessi e dei valori del sistema agroalimentare industriale. Ne è nato un acceso dibattito sugli stessi valori e principi fondanti del biologico, sfociato nella revisione del citato **Regolamento n. 2078/92**, e nella conseguente approvazione del nuovo Regolamento n.834/2007[55] del 28 Giugno 2007. Il cammino di tale revisione, voluto dagli organi comunitari[56] attraverso

---

[53] Si confronti la pubblicazione INEA: http://www.inea.it/ap/bollettini/docs/strum_sost.pdf.

[54] Si confrontino le opere di: D. BUCK, C. GETZ, J. GUTHMAN, *From farm to table: the organic vegetable commodity chain of northern California*, in "Sociologia Ruralis", 1997, vol. 37 (1), pp. 1-20; J. GUTHMAN, *The Trouble with 'Organic Lite' in California: a Rejoinder to the 'Conventionalisation' Debate,* in "Sociologia Ruralis", 2004, vol. 44 (3), pp. 301-316.

[55] Si confronti: http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:189:0001:0023:EN:PDF.

[56] Il riferimento, in questa sede, è al progetto comunitario EEC 2092/91 n.SSPE-CT-2004-502397. Per il rapporto finale del suddetto progetto, si confronti: S. PADEL, H.

l'individuazione e l'approfondimento dei principi e dei valori migliori per informare e ispirare le nuove regole, è stato fortemente sostenuto dall'IFOAM (International Federation of Organica Agriculture Movements), attraverso la pubblicazione di documenti e newsletter di commento[57].

Il riconoscimento dell'importanza dell'agricoltura biologica risiede, di certo, nel fatto che essa è stata in grado di differenziare la produzione pur attraverso la standardizzazione di una specifica modalità di produzione, e di informare al riguardo i consumatori attraverso l'introduzione di un marchio ufficiale di qualità[58]; degno di nota risulta la capacità della codifica delle pratiche di produzione di ridurre l'asimmetria informativa tra produttori e consumatori. Tuttavia, si individuano nell'intensificazione produttiva e nella innegabile dipendenza dall'agricoltura convenzionale, due dei principali problemi che hanno condotto alla citata "convenzionalizzazione" del biologico; una delle possibili soluzioni viene identificata nella cosiddetta agricoltura locale o "di prossimità", sebbene tale concetto necessiti di ulteriori commenti e valutazioni.

Ritornando per un momento all'intensificazione della produzione biologica, essa è testimoniata dall'incremento delle dimensioni delle aziende e dalla loro crescente specializzazione, sebbene con notevoli differenze all'interno della stessa Comunità europea; tale ultima caratteristica non sembra affatto in linea con l'ideale diffuso di azienda biologica "mista", ovvero quella che svolge larga parte del suo ciclo produttivo "in casa", secondo una visione realmente eco-sostenibile dell'attività agricola. Se è vero che, sotto la spinta dell'ampliamento dei mercati e della disponibilità di aiuti finanziari, si è verificata un'ondata di conversioni al biologico, ciò è spesso avvenuto a scapito di metodi e sistemi

---

RÖCKLINSBERG, H. VERHOOG, H. FJELSTED ALRØE, J. de WIT, C. KJELDSEN, O. SCHMID, *Balancing and integrating basic values in the development of organic regulations and standards: proposal for a procedure using case studies of conflicting areas*, Final project report EEC 2092/91 Revision (Project number SSPE-CT-2004-502397), Danish Research Centre for Organic Food and Farming (DARCOF), and University of Wales, Aberystwyth (UWA), Aberystwyth, 2007.

[57] Si confronti: http://www.ifoam.org/.

[58] In questa sede facciamo riferimento al logo europeo.

agronomici di tutela e miglioramento della fertilità naturale dei suoli (rotazioni, sovesci, compostaggio dei residui organici aziendali), di certo più laboriosi e complessi, ma aventi un impatto energetico ed ambientale decisamente minore.
A ciò si aggiunga il crescente fenomeno della separazione fra allevamento e coltivazioni, le quali hanno luogo in regioni diverse di ciascun Paese; si tratta di grandi aziende che acquistano larga parte dei mangimi, o addirittura li importano dall'estero, e che, a loro volta, vendono lo stabbio prodotto in allevamento. Tali realtà sono ben lontane dall'ideale di azienda biologica relativamente di piccole dimensioni e non specializzata, ovvero mista, ove gli animali vengono allevati in piccole unità di piccole dimensioni, ove la macellazione avviene in piccoli macelli indipendenti, e ove la vendita viene affidata ai negozi specializzati o si effettua direttamente in azienda, al consumatore. Certamente un ruolo decisivo verso la crescente specializzazione lo hanno giocato le nuove regole sanitarie a livello comunitario, sempre più rigorose, e criteri qualitativi sempre più stringenti, di ostacolo alle aziende di piccole dimensioni.
L'intensificazione produttiva, in particolare nel settore della zootecnia, rischia di avere effetti molto negativi da un punto di vista ambientale, negando, in tale modo, gli stessi principi fondanti del movimento biologico; ciò avviene maggiormente in conseguenza del massiccio utilizzo di mangimi che, sebbene di origine biologica, giungono da altre zone, spesso molto distanti (America Latina ed Estremo Oriente); così come di altri fattori di produzione non biologici, seppure nei limiti delle proporzioni consentite dalla normativa. Inoltre, l'elevata concentrazione di capi di allevamento nelle aziende comporta un carico di sostanze nutrienti in rapporto alla superficie dannoso per l'integrità dei terreni e delle falde acquifere, nonché sul benessere degli animali stessi. Infine, il trasporto su lunghe distanze di materie prime e dei prodotti finiti impatta fortemente sul consumo di carburanti di origine fossile, e, quindi, sull'inquinamento ambientale.
A quanto detto bisogna aggiungere l'impatto dell'ingresso, nel comparto in

oggetto, delle grandi catene di distribuzione[59], e il notevole incremento delle esportazioni.

Riprendendo il discorso del legame fra agricoltura biologica e agricoltura convenzionale, risulta necessario evidenziare come, nonostante l'obbiettivo di porsi quale sistema produttivo alternativo, il biologico sia per molti versi "dipendente" dal sistema agroalimentare e agroindustriale convenzionale; ciò è vero in diverse fasi e passaggi del reperimento delle materie prime, della produzione e trasformazione, fino alla distribuzione. Numerosissime sono le aziende operanti nel settore, le quali affiancano all'attività dedicata al biologico altre catene di offerta; sovente sono le stesse unità di trasformazione dei prodotti derivanti dall'agricoltura convenzionale a lavorare anche i prodotti dell'agricoltura biologica, sebbene ciò avvenga ricorrendo a specifiche modalità atte ad assicurare la separazione spaziale e/o temporale dei diversi cicli di produzione, nonché a prevenire possibili contaminazioni.

Il grado di dipendenza del biologico dal sistema convenzionale è tanto più marcato quanto maggiori sono la dimensione e la specializzazione delle aziende stesse, e quanto più intensiva è la loro produzione; a farne le spese è, come si può facilmente comprendere, la fiducia dei consumatori nella correttezza e integrità della filiera, nonché nella salubrità del prodotto biologico.

A ciò si aggiunga che la descritta notevole crescita del comparto ha favorito a tal punto l'ingresso dei supermercati che, attualmente, la quota preponderante delle produzioni biologiche viene commercializzata attraverso la GDO (grande distribuzione organizzata).

Dal movimento iniziale, animato da singoli produttori e consumatori, per lo più coordinati fra loro in maniera informale, si è oggi approdati ad una rete globale, ampia ed articolata, regolata da una serie di norme a livello internazionale; ciò ha inevitabilmente risvegliato, in tutti gli attori coinvolti, una preoccupazione

[59] Ad oggi non vi è catena distributiva che non possieda una gamma di prodotti Bio a proprio marchio; basti pensare che in Francia, il marchio Carrefour ha da poco inaugurato un punto vendita 100% Carrefour Bio nel centro della città di Parigi.

verso l'evoluzione del comparto in esame, e il timore che un'eccessiva istituzionalizzazione e burocratizzazione, attraverso la complicata rete di normative, regole e certificazioni, unitamente alla preponderante attenzione alle dimensioni della scala di produzione e dei mercati di riferimento (in termini di sbocchi commerciali), possano causare un'erosione degli standard e dei migliori e più radicati valori dell'agricoltura biologica.

In risposta alle problematiche descritte e alle relative preoccupazioni, si è di recente fatto riferimento al cosiddetto "movimento post-biologico"[60], un modello di prossimità, una possibile soluzione all'emergere di istanze di ri-localizzazione e di ri-socializzazione della produzione agricola; si tratta di un cammino verso la creazione di un legame diretto fra produttori e consumatori, al fine di inglobare in tutte le fasi della filiera la tutela della sostenibilità, intesa in senso ambientale, ma anche sociale ed economico.

Alla dimensione ambientale attengono non solo le fasi strettamente produttive (coltivazione/allevamento e trasformazione), bensì la valutazione del sistema di distribuzione e di trasporto del prodotto finito; in merito alla dimensione socio-economica, giova sottolineare come il rapporto diretto, di prossimità, fra produttori e consumatori sia vitale per un ritorno economico (la cosiddetta "vendita diretta" o "a km zero" ha effetti positivi sul reddito degli agricoltori locali) e, altresì, per la salute del tessuto sociale, in quanto consente di instaurare virtuosi e solidi rapporti di fiducia[61], nonché di rivitalizzare le comunità locali.

In tale ottica si parla spesso di "glocalizzazione"[62], con l'agricoltura di prossimità quale alternativa alla globalizzazione, la quale impedisce alle comunità locali di

---

[60] Si confronti: O. MOORE, *Farmers' markets and what they say about the perpetual post-organic movement in Ireland*. Paper presentato all'XI Congresso mondiale della International Rural Sociological Association (IRSA) - Trondheim, Norvegia, luglio 25-30, 2004.

[61] Si confronti: M. FONTE, *Slow Food's Presidia: What do small producers do with big retailers?* in T.K. MARSDEN, J. MURDOCH, eds., *Between the Local and the Global: Confronting Complexity in the Contemporary Agri-food Sector Elsevier*, Oxford, UK, 2006.

[62] Il termine risulta dall'unione fra "globalizzazione" e "locale". Il riferimento è ad una dimensione che sposa la salvaguardia delle caratteristiche di ciascun territorio e le specificità delle piccole imprese, alla loro valorizzazione a livello globale, sovente ricorrendo alle tecnologie dell'informazione.

costruirsi i propri percorsi di sviluppo. Sebbene il descritto legame di prossimità non sia esplicitamente codificato nella normativa del biologico, esso viene comunemente associato all'agricoltura biologica stessa; i consumatori tendono ad associare la produzione biologica ai mercati rionali e locali.

Bisogna, tuttavia, evidenziare come non si possa aderire ai valori e ai principi dell'agricoltura di prossimità a priori e in modo acritico; infatti, non è sempre vero che un prodotto definibile come "locale" possieda migliori caratteristiche organolettiche o implichi un impatto ambientale ed economico-sociale più favorevole[63]; ne deriva una non trascurabile difficoltà ad inglobare i suddetti valori e principi all'interno degli standard dell'agricoltura biologica, in particolare per ciò che attiene alla definizione e al significato della provenienza "locale" dei prodotti così come dei fattori di produzione, all'identificazione di una unità di misura adeguata della prossimità stessa, all'individuazione delle regole ad essa applicabili e alla loro estensione.

Il riferimento in merito al valore di prossimità è certamente dato dalla cosiddetta azienda agro-biologica; si tratta di una unità che chiude il ciclo produttivo al suo interno, producendo, lavorando, confezionando e vendendo direttamente la propria produzione, spesso presso uno spaccio aziendale interno, oppure presso i mercati rionali o le reti GAS[64]. Ad esse si possono affiancare quelle aziende che, a monte, si rivolgono al contesto locale per il reperimento degli input di produzione e trasformazione, e che, a valle, esercitano una funzione di controllo di coordinamento delle fasi di distribuzione e vendita dei prodotti ai consumatori.

---

[63] Al riguardo si confronti quanto affermato in H.F. ALRØE, C. KJELDSEN, *How to measure and regulate localness? Paper presented at the Joint Organic Congress*, Odense, Denmark, 30-31 May 2006. Gli autori sostengono come la diffusione del modello di prossimità avrebbe effetti negativi sull'attuale struttura della produzione e dei mercati del biologico in tutta Europa.

[64] Le reti GAS (Gruppi di Acquisto Solidale) rappresentano una modalità di relazione diretta produttore-consumatore; un gruppo di consumatori costituisce il GAS e, entrando in contatto con produttori di sua scelta, procede all'acquisto diretto dei prodotti. In Francia, tale modalità di relazione è definita Paniers AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne et biologique) o Paniers indépendants.

Ipotizzando una misura di riferimento per la costruzione di un modello di prossimità, la più immediata risulta la distanza di percorrenza del trasporto della merce dal produttore al consumatore finale, nonostante essa non possa inglobare la complessità organizzativa delle unità di produzione e distribuzione, in termini di differenti step della catena produttiva e di molteplici modalità di trasporto.

A ciò si aggiunga la necessità di prevedere opportune forme di regolamentazione, al cui riguardo si ipotizzano due possibili soluzioni: la prima consiste nell'indicare la scelta della prossimità con apposita etichetta, da apporre su ciascun prodotto, accanto al logo ufficiale dell'agricoltura biologica; la seconda potrebbe prevedere l'inclusione della prossimità stessa negli attuali standard (regolamentati o volontari) previsti dalla normativa del metodo biologico.

A tal proposito, giova sottolineare come vi siano già in atto diverse iniziative, volte alla regolamentazione e alla certificazione dei prodotti biologici che, in aggiunta, sono frutto di esperienze di "filiera corta"[65]; sebbene non si possa trascurare l'eventuale e futuro impatto di tali misure sulle dinamiche di sviluppo dei Paesi più poveri e sulla efficace ed efficiente costruzione del mercato unico a livello comunitario, nonché sulle regole dell'Organizzazione Mondiale del Commercio.

Esplicitando i valori e i principi chiave costituenti la base dell'identità del movimento biologico, essi possono ritrovarsi nei quattro pilastri frutto del lavoro della task force che, costituita nel 2004 dall'IFOAM con la finalità di guidare il processo di revisione dei principi stessi, li ha approvati in seno all'assemblea

[65] A tale proposito, e a titolo di esempio, si confrontino: il marchio "Biologico di fattoria" di ICEA (Istituto per la Certificazione Etica e Ambientale) e CSQA (Ente italiano di certificazione accreditato SINCERT) al http://www.icea.info/it/perche-bio/bio-food/certificazioni-biologiche/biologico-di-fattoria; il marchio AIAB (Associazione Italiana per l'Agricoltura Biologica) al http://www.aiab.it/index.php?option=com_content&view=article&id=27&Itemid=119. In Francia, l'esperienza più significativa è data dalle AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) al http://alliancepec.free.fr/Webamap e http://www.reseau-amap.org/.

generale del settembre 2005[66]:

- il principio di salute (health), secondo il quale l'agricoltura biologica deve supportare e migliorare la salute del suolo, delle piante, degli animali, degli uomini e del pianeta come un tutto unico e indivisibile;
- il principio di ecologia (ecology), il quale afferma che l'agricoltura biologica deve fondarsi sui sistemi ecologici e sui cicli di vita, lavorare secondo i loro principi, emulandoli e sostenendoli;
- il principio di fairness, che vede l'agricoltura biologica come strumento per la nascita di relazioni che garantiscano il rispetto per l'ambiente, considerato un bene comune, e per le opportunità di vita delle persone che lo abitano;
- il principio di cura (care), il quale afferma la necessità di affidarsi al principio di precauzione nella gestione dell'attività agricola biologica, al fine di assumersi le giuste responsabilità di fronte all'ambiente e alla salute e al benessere degli attori coinvolti nella filiera, così come delle future generazioni.
- Sebbene il citato e descritto principio della prossimità, il quale si concretizza nel diretto legame fra produttore e consumatore, non venga esplicitamente identificato, esso può essere derivato dalla combinazione dei principi di ecologia e di fairness.

Lo stesso Regolamento n.834/2007 sottolinea, nell'introduzione del testo medesimo, l'importanza dell'agricoltura biologica quale "sistema globale di gestione dell'azienda agricola e di produzione dell'agroalimentare basato sull'interazione tra le migliori pratiche ambientali, un alto livello di biodiversità, la salvaguardia delle risorse naturali, l'applicazione di criteri rigorosi in materia di benessere degli animali"[67]. Altresì, al Titolo II del testo, in materia di "Obiettivi e principi", l'articolo 4 pone come fondamento della produzione biologica "la progettazione e la gestione appropriate dei processi biologici fondate su sistemi ecologici che impiegano risorse naturali interne ai sistemi

[66] Si confronti: http://www.ifoam.org/en/organic-landmarks/principles-organic-agriculture.
[67] Si confronti il citato testo del Regolamento, nelle sue considerazioni iniziali.

stessi", attraverso metodi che prevedono limiti all'utilizzo di "fattori di produzione esterni" o ottenuti tramite "sintesi chimica", nonché l'esclusione degli OGM (Organismi Geneticamente Modificati) e dei prodotti da essi derivati e/o ottenuti. Tali principi risultano certamente in linea con i citati principi di ecologia e di salute, esplicitati dall'IFOAM.

Risulta, tuttavia, inevitabile domandarsi, in un contesto quale quello dell'attuale realtà del mondo biologico alla luce delle problematiche e delle contraddizioni descritte, come sarà possibile risolvere i conflitti di interessi e valori fra i diversi attori coinvolti, e quale tipologia di gerarchia degli stessi troverà affermazione in sede di attuazione della normativa comunitaria ed internazionale.

Basti solo pensare, a titolo di esempio, all'articolo 9 del Titolo III in materia di "Divieto di uso di OGM", oggetto di un acceso dibattito e di numerose polemiche; negli anni a venire, la sfida da vincere è di certo quella di armonizzare la crescita del comparto in esame con l'esigenza di salvaguardare i valori fondanti, che ne hanno animato la nascita e lo sviluppo.

Passando all'analisi delle cosiddette innovazioni ambientali, in contrasto con la definizione convenzionale di innovazione, neutrale nei confronti del contenuto e della direzione del cambiamento, la cosiddetta "innovazione ambientale" si concentra sulle conseguenze del processo di innovazione stessa. Essa è generalmente definita[68] come "tutte le azioni poste in essere dalle parti interessate (imprese, politici, associazioni, chiese, cittadini) che sviluppano nuove idee, comportamenti, prodotti e processi, che li applicano o li diffondono, contribuendo a ridurre i danni ambientali o che volgono al conseguimento degli obiettivi di sostenibilità ambientale". In linea con il Manuale di Oslo (OCSE, 1997)[69], l'innovazione ambientale indica quindi una qualsiasi azione ambientale "nuova", anche per lo stesso attore che la implementa, che può essere rappresentata da una innovazione di processo, di prodotto o organizzativa, con la consapevolezza che

[68] Si confronti: K. RENNINGS, *Redefining innovation-eco-innovation research and the contribution from ecological economics*, Ecological Economics, 2000, vol. 32, pp. 319-332.
[69] Si confronti: http://www.oecd.org/science/inno/2367580.pdf.

tali innovazioni possono essere sviluppate nell'ambito di un più o meno esplicito obiettivo di riduzione dell'inquinamento ambientale. È su tale base che la Commissione Europea ha posto in essere il suo Piano d'azione europeo per l'ecoinnovazione[70] e le tecnologie, e ha definito le innovazioni sia tecnologiche che organizzative per affrontare l'inquinamento esistente[71]. Ne consegue la distinzione tra tecnologie "end of pipe", atte a compensare le emissioni nette (o finali), e tecnologie "pulite", per la riduzione dei danni lordi, vale a dire "alla fonte".

Il riferimento all'intenzionalità dell'attore, che deriva da una visione normativa sullo scopo di tali innovazioni, è dunque esclusa a priori da questa definizione, che non vieta di rivelare che il coinvolgimento degli attori ambientali produce un impatto sull'attuazione delle innovazioni stesse. In effetti, se queste tecnologie sono suscettibili di avere impatti ambientali positivi, l'attuazione delle innovazioni ambientali, qualunque esse siano, si esprime in seno alle traiettorie ambientali in termini di compromesso tra dimensioni complementari, come la presenza di esternalità, le necessità di apprendimento e le condizioni di mercato[72]. Al di là di queste distinzioni preliminari, infatti, la caratteristica essenziale delle innovazioni ambientali è la capacità di produrre esternalità, sia nella fase di attuazione dell'innovazione stessa che nella fase di disseminazione. Durante la fase di disseminazione, si verificano degli effetti esterni, legati alla componente di bene pubblico che caratterizza i beni ambientali vis-à- vis ai beni di mercato. In cambio, tale "doppia esternalità" riduce gli incentivi delle imprese ad investire nelle innovazioni ambientali. Nella misura in cui il danno ambientale è raramente preso in considerazione dal mercato, la concorrenza tra innovazione ambientale e non ambientale è squilibrata. Pertanto, il quadro

[70] Informazioni in merito si trovano sul sito dedicato: http://ec.europa.eu/environment/ecoap/about-action-plan/etap-previous-action-plan/index_it.htm.

[71] La tematica in esame viene affrontata in: M. ANDERSEN, *Eco-innovation - theoretical and methodological considerations*, in DIME "Workshop on Empirical Analyses on Environmental Innovations", January, 17th-18th, ISI, Karlsruhe, 2008.

[72] Andersen, 2008, op.cit.

normativo, in quanto in grado di cambiare le condizioni di mercato, è di cruciale importanza vis-à- vis le innovazioni ambientali. Quanto affermato non rimuove il ruolo chiave dei determinanti, per così dire, tradizionali delle innovazione, come evidenziato da Pavitt[73]: lo sviluppo tecnologico da un lato, e i fattori legati alla domanda dall'altra, il cui ruolo resta preminente. Così, mentre le determinanti tecnologiche giocano a favore dell'adozione di innovazioni ambientali efficienti, le caratteristiche della domanda depongono a favore dello sviluppo di prodotti la cui immagine ambientale risulti coerente con le preferenze dei consumatori. In definitiva, le innovazioni ambientali hanno quindi la caratteristica distintiva di essere guidate da un doppio effetto regolatore ("regulatory push/pull effect", secondo quanto teorizzato da Rennings[74]), essendo i processi ambientali a priori più sensibili ai processi di regolamentazione rispetto ai prodotti stessi.

Le innovazioni ambientali obbediscono essenzialmente a due tipi di criteri:

- In primo luogo, il grado di prossimità cognitivo di queste innovazioni, in relazione alla loro dimensione tecnico-produttiva. Pertanto, l'adozione di innovazioni ambientali comporta determinanti cognitive complesse. Tra le principali barriere cognitive, sovente i coltivatori citano i seguenti motivi: la mancanza di fiducia nell'affidabilità della tecnologia, la mancanza di conoscenza circa le prestazioni dei processi o dei mezzi di attuazione, la difficoltà di accesso a tali medesime novità.
- In secondo luogo, i costi netti attesi dall'innovazione ambientale, possono essere considerati "bassi", "tollerabili" o "eccessivi". Gli investimenti in innovazioni ambientali includono non solo il costo di acquisizione delle stesse, ma vengono aumentati dalle spese sostenute, più o meno importanti, nella organizzazione fisica, materiale, o delle risorse umane, e nei tempi di formazione della forza lavoro.

[73] Si confronti: K. PAVITT, *Patterns of technological change : towards a taxonomy and a theory*, in "Research Policy", 1984, vol. 13, n° 6, pp. 343-73.
[74] Rennings, 2000, op. cit.

La ricerca in tale settore ha messo in evidenza i limiti della traiettoria ambientale, consentendo di proporre modifiche nella direzione di una politica ambientale più efficiente; la convergenza delle pratiche individuali rivela una traiettoria ambientale collettiva vicina alla strategia di "picking up low-hanging fruits"[75]. Questa strategia combina le più diffuse innovazioni di fine catena produttiva, quali le soluzioni di recupero corretto dei rifiuti, a soluzioni più efficaci[76] fondate sulle sostituzioni e sulle economie di input (monitoraggio delle malattie delle piante, utilizzo di minori quantità di pesticidi) e altre tecnologie per la prevenzione e il controllo dell'inquinamento (nuove tecniche di irrorazione). Ne consegue che, particolarmente focalizzata sui cambiamenti nelle pratiche di produzione, la traiettoria ambientale si basa scarsamente sull'adozione di nuove attrezzature fisse altamente generatrici di ulteriori costi netti. Le traiettorie ambientali, inoltre, si caratterizzano per una forte dimensione comune, ovvero non sembrano essere influenzate in modo importante dall'appartenenza ad una determinata epoca; in seno a coloro che si dimostrano sensibili alle questioni ambientali vi sono sia i coltivatori più anziani, il cui legame con il territorio ha contribuito a influenzare le pratiche colturali locali, e i coltivatori appartenenti alle giovani generazioni, piuttosto sensibilizzati dalla loro formazione iniziale.

Allo stesso modo, se il fatturato e la dimensione aziendale possono apparire, a prima vista, criteri discriminanti nei confronti dell'adozione di alcune innovazioni ambientali, gli stessi criteri vanno analizzati in modo dinamico e in una prospettiva temporale evolutiva. Infatti, da un lato, la frammentazione delle aziende ostacola la nascita di azioni di mobilitazione generale; dall'altro lato i fattori quali l'età, la dimensione delle aziende agricole stesse o il fatturato, siano essi presi indipendentemente l'uno dall'altro o mobilizzati contemporaneamente,

[75] Si confronti quanto teorizzato in K. RENNINGS, R. KEMP, M. BARTOLOMEO, J. HEMMELSKAMP, D. HITCHENS, 2003, *Blueprint Policy Paper*, November, p. 54.

[76] Si confronti: R. KEMP, X. OLSTHOORN, F. OOSTERHUIS, H. VERBRUGGEN*, Supply and demand factors of cleaner technologies : some empirical evidence*, in "Environment and Resource Economics", n° 2, 1992, pp. 615-634.

non sono suscettibili di fornire sufficiente riferimento, vale a dire in grado di costituire sotto-popolazioni target delle politiche pubbliche.

Di conseguenza, risulta necessario adottare una visione di lungo termine, nella consapevolezza che i progressi lungo il percorso delle innovazioni ambientali possono essere fatti solo gradualmente; gli attori, in particolare, sottolineano la necessità di creare spazi per una maggiore mobilitazione collettiva, orientamento coerente con gli effetti positivi di apprendimento e di imitazione dai quali ci si può aspettare una graduale modifica delle pratiche ambientali stesse.

La traiettoria ambientale dei produttori è il frutto di un percorso di apprendimento progressivo; i produttori stessi tendono ad affidarsi alla loro diretta percezione, date le loro difficoltà a coordinare i diversi standard imposti (linee guida specifiche, normative), e data la difficoltà anche di valorizzare in concreto gli attributi della qualità ambientale del prodotto. Numerosi sono i produttori che confermano quanto la qualità ambientale rafforzi di poco l'immagine stessa del prodotto; in alcuni casi, i prodotti vissuti come "locali" vengono altresì vissuti come dotati di attributi di rispetto della qualità ambientale. Ne consegue, a priori, la scarsa utilità di fondare la progressione del percorso ambientale di tali prodotti sugli incentivi derivanti dal mercato.

La progressione delle innovazioni a tutela dell'ambiente non deve solo tener conto dei produttori che hanno già iniziato un processo in tal senso, ma anche incoraggiare coloro che non hanno ancora intrapreso tale cammino. Spesso vi è una soglia critica, in termini di dimensione aziendale, per l'attuazione di un percorso di tutela ambientale, sebbene si può osservare che una diminuzione della dimensione stessa consente all'azienda di sfuggire agli standard di determinate normative e, pertanto, facilita l'adozione delle innovazioni ambientali.

In considerazione delle limitazioni citate e del ruolo chiave dell'imitazione nella diffusione delle innovazioni ambientali, l'adozione di un approccio "collettivo" porterebbe a soddisfare un duplice obiettivo: da un lato, ampliare la quota di

produttori rispettosi dell'ambiente e, dall'altro, consentire il progresso di coloro che sono già impegnati nel percorso.

In numerosi casi, l'implementazione di alcune tecnologie richiede un significativo miglioramento della base di conoscenze dei produttori; pertanto, la difficoltà di fare affidamento sulla capacità di apprendimento a livello dei singoli attori, e di mobilitare gli aiuti pubblici su base individuale, questo percorso di miglioramento potrebbe essere possibile attraverso strutture cognitive collettive. Da questo punto di vista, l'appartenenza ad un determinato territorio (ad esempio denominazione DOC o IGP) porta a migliorare e a dinamizzare le interazioni tra i coltivatori e a mobilitare le istituzioni, determinando l'attuazione di questo apprendimento.

Tali modalità di coinvolgimento dei soggetti interessati, appartenenti al settore agricolo, dovrebbero quindi consentire, a parte una ulteriore sperimentazione e validazione di queste tecnologie ambientali, il facilitare la convergenza delle decisioni individuali verso protocolli comuni di utilizzo, il tutto al fine di condurre a progressivi e possibili miglioramenti della base di conoscenza dei produttori.

Nell'ambito delle descritte innovazioni ambientali si possono includere i cosiddetti DEV (Démarches environnementales volontaires)[77], da definirsi come l'insieme degli impegni per così dire spontanei, presi da parte delle imprese, i quali comprendono: da un lato, dispositivi stringenti miranti ad ottenere tempi certi per il raggiungimento di precisi obbiettivi in termini di performance ambientale, al di là dei vincoli legali; dall'altro lato, dispositivi più informali miranti semplicemente al miglioramento della suddetta performance. Questa definizione piuttosto ampia si riferisce ad un insieme diversificato di Démarches, che costituiscono risposte pragmatiche basate sull'iniziativa dei singoli attori ed apprezzate per la loro capacità di adattarsi a diverse tipologie di

[77] Si confronti, in merito a tale argomento con particolare riferimento alle colture arboree e alla viticoltura, il lavoro di: C. CAZALS, M.C. BELIS-BERGOUIGNAN, *Mondes de production et protection de l'environnement dans deux filières agricoles*, in "Économie rurale", 313-314, 2009, pp. 38-54.

inquinamento[78].

L'attuazione dei suddetti DEV, in particolare in viticoltura e in frutticoltura, si riflette nella istituzionalizzazione di modalità specifiche di produzione e di standard, ciascuno dei quali associati a necessità differenti.

L'analisi degli stessi e delle loro caratteristiche permette di definire nuove metodiche di produzione a protezione dell'ambiente, basate su diverse convenzioni relative all'ambiente medesimo. Tuttavia, l'analisi delle principali tendenze dimostra che non vi è affatto un modello deterministico e statico, quanto, piuttosto, una panoramica delle varie combinazioni, definite nel tempo e dai dibattiti di natura scientifica e sociale, le quali caratterizzano le citate convenzioni ambientali[79]. Pertanto, il peso e le forme concrete di queste metodiche di produzione possono evolvere solamente in linea con l'influenza delle motivazioni e degli interessi eterogenei degli attori coinvolti e dei cambiamenti istituzionali aventi come obbiettivo la tutela dell'ambiente.

Alcuni DEV divengono maggiormente attraenti rispetto ad altri, e diverse forme di competizione, se non addirittura di conflitto, possono sorgere fra le metodiche di produzione a protezione dell'ambiente; ne consegue che la buona riuscita di una misura come quella finalizzata alla definizione di un'unica qualifica di HEV (Haute valeur environnementale), che includa e unifichi i differenti DEV, dipenderà dalla sua capacità di sviluppare un sistema innovativo, che tenga conto della eterogeneità degli stessi DEV, caratteristica che deriva dalle profonde differenze in termini di preoccupazioni ambientali e, quindi, di strategie economiche e sociali. È compito fondamentale dei decisori pubblici, dei governatori, favorire la messa in atto di misure il più possibile in linea con i criteri dell'agricoltura biologica, la quale ha dimostrato possedere una posizione

[78] Si confronti: G. GROLLEAU, N. MZOUGHI, L. THIÉBAUT, *Les instruments volontaires: un nouveau mode de régulation de l'environnement? Revue Internationale de Droit Économique*, n° XVIII, 2004, p. 461-481.

[79] Si confronti: O. GODARD O., *Stratégies industrielles et convention de l'environnement : de l'univers stabilisé aux univers controversés.* Actes du colloque "Économie, environnement", 15 et 16 février, INSEE, 1993.

economica e ambientale più trasparente rispetto a quella che noi definiremmo come "integrata" o "raisonnée". Ciò richiede un approccio deciso e forte, un sostegno deciso e coerente con entrambi gli approcci, il tutto a livello di Comunità europea.

In tale contesto, l'azione politica non può limitarsi alla realizzazione di contratti di incentivazione[80], i quali hanno come effetto una sorta di mercificazione dell'ambiente sulla base di un processo di valutazione in meri termini costi-benefici. Evidenziando diverse metodiche di produzione si può, altresì, legittimare un'analisi approfondita basata sulla costruzione di un compromesso accettabile in termini economici, sociali e ambientali, in cui le diverse concezioni della natura occupano un posto specifico attraverso il riconoscimento di una dimensione etica, che emerge e viene affermata con maggiore o minore autenticità. Questa analisi richiede di rivedere i criteri di valutazione degli interventi pubblici sulla base di e a partire da queste differenti concezioni della protezione dell'ambiente e dall'esperienza dei singoli attori coinvolti.

1.4 La vitivinicoltura sostenibile e biologica

La viticoltura è uno dei rami dell'agricoltura che, fino a poco tempo fa, è stata oggetto di dibattiti del tutto elogiativi ; basti notare che, in particolare negli anni 1980-1990, la vendita dei vini ha conosciuto performance di grande rilievo, a conferma del fatto che la viticoltura non ha, in generale, sofferto di nessun problema di immagine e che, anzi, opinione diffusa era che non vi fossero problemi in merito alla sostenibilità degli stessi territori del vino; quanto detto è sicuramente valido per entrambe le regioni prese in considerazione, Puglia e Languedoc-Roussillon, in virtù dell'importanza rivestita dal settore in relazione all'agricoltura nel suo complesso. Nonostante alcune crisi temporanee e di relativa breve entità, si è ritenuto che i viticoltori potessero guardare al futuro

[80] Tali contratti sono, a livello di singolo Paese, il frutto dell'azione di recepimento della PAC. Si confronti, a titolo di esempio: B. ELYAKIME, *Développement environnemental et agriculture*, in *"*Revue d'Économie Régionale & Urbaine*"*, 5/ 2008 (décembre), pp. 773-790, URL: www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2008-5-page-773.htm.

con relativa fiducia e tranquillità.

A caratterizzare l'attività sono state la presenza di pratiche colturali piuttosto standardizzate, largamente meccanizzate, e un ampio utilizzo di prodotti per trattamenti fitosanitari. La terra, il territorio, il suolo, le parcelle di vigneto sono stati tutti visti principalmente come un supporto, come un semplice strumento ; nonostante ciò, seppure tacitamente e nel contesto di alcuni vigneti, la viticoltura « raisonnée » ha già preso piede da lungo tempo. La crisi di sovrapproduzione verificatasi nei successivi dieci anni circa ha inevitabilmente, e forse irreversibilmente, cambiato la professione, gli uomini e la percezione dei consumatori verso il mondo del vino.

Ne risulta, a partire dal 2008 circa, una diffusa difficoltà a trarre reali profitti dal lavoro in vigna, il quale si rivela arduo e piuttosto rischioso; la sovrapproduzione, la concorrenza, il consumo di vino sempre più occasionale[81], la disaffezione dei consumatori stessi verso i vini troppo tipizzati, standardizzati, il loro cambiamento di gusti e di stili di vita, a volte squilibrio tra domanda e offerta, sono tutti fattori che portano molti produttori di vino francesi a vivere la globalizzazione come una sfida da affrontare[82]. Inoltre, il consumatore si mostra sempre più vigile su ciò che scopre nel « bicchiere », sempre più desideroso di "bere sano" ed interessato a come vengono prodotti i vini, pur volendo acquistare ad un prezzo ragionevole. I viticoltori devono far fronte a tali nuove esigenze della società e alle istanze provenienti dai legislatori, in particolare a livello comunitario. Allo stesso tempo, evidente è l'interesse del settore turismo nei confronti dei percorsi eno-gastronomici[83] ; sempre più numerosi, i turisti in visita nei vigneti, da circa una dozzina d'anni, si trovano di fronte a paesaggi in

[81] Si confronti : D. BOULET, J.P. LAPORTE, *Les comportements de consommation de vin en France*, in "INRA, Sciences Sociales, Recherches en économie et sociologies rurales", n°3, juin 1997, 4 p.

[82] La "globalizzazione" non è certo un nuovo « argomento » nell'ambiente del vino, sebbene oggi stia sempre più prendendo piede alla luce della concorrenza dei vini australiani, californiani e cinesi.

[83] Si confronti, in merito alla regione Puglia: http://www.geoprogress.eu/sites/geoprogress.eu/files/articoli_data/AT2012_13_Le%20strade%20del%20vino%20e%20il%20binomio%20agricoltura-turismo_R.Grumo.pdf.

mutazione, paesaggi che riflettono i cambiamenti nelle pratiche agricole: filari più distanziati e sovente con spazi interfilari sempre più spesso erbosi, il tutto nella direzione di una tutela dei paesaggi stessi, patrimonio fondamentale da preservare[84].

Un rimettere in discussione le pratiche viti-vinicole sembra essere inevitabile ; il produrre uva, il produrre vino in modo « alternativo », il tutto costituisce la linea direttrice su cui si muovono molti produttori che si sono impegnati a sostenere pratiche di viticoltura sostenibile, la cui definizione si lega ad un vino che "deve garantire la sostenibilità dei vigneti e il reddito degli agricoltori attraverso una produzione regolare e di qualità, preservando l'ambiente e l'uomo"[85].

I vitivinicoltori considerano il loro lavoro nella sua interezza, con una componente viticola (legata all'azione diretta sulla pianta del viticoltore stesso e all'utilizzo di una tecnologia esterna) e una componente vinicola, che lascia un posto importante al know-how esterno. La vitivinicoltura sostenibile riguarda essenzialmente l'insieme delle azioni relative alla componente viticola a salvaguardia dell'ambiente.

Comprendere come la consapevolezza ambientale si è progressivamente diffusa nel mondo del vino, come si è modificato il modo di produrre, e come la vitivinicoltura sostenibile può contribuire alla sostenibilità delle aree viticole stesse, richiede dapprima una, seppure breve, disamina di ciò che è stata la vitivinicoltura convenzionale, all'incirca dal 1950 fino ai primi anni 1990, per comprendere perché le pratiche vitivinicole sostenibili si dimostrano oggi quasi necessarie. Un'indagine di carattere generale sulla viticoltura convenzionale e sul suo impatto sull'ambiente mostra che, in considerazione del fatto che essa mira soprattutto a garantire la qualità del raccolto, a risparmiare tempo nei lavori

[84] In tale direzione si muove la nascita, nel 2009, della « Carta di Fontevraud » (http://www.charte-de-fontevraud.org/), un importante documento la cui mission è quella di coinvolgere tutti gli stakeholders del settore vitivinicolo nella valorizzazione culturale e turistica dei paesaggi viticoli.

[85] Si confronti: MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ, *Guide pour une protection durable de la vigne: stratégie de protection pour une utilisation raisonnée et durable des intrants phytosanitaires en viticulture*, 2005, 34 p.

e a ridurne il carico in termini di manodopera, essa è caratterizzata da un consistente ricorso ai trattamenti fitosanitari di natura chimica.

A scala europea, la vite è esposta all'attacco di una serie di parassiti (funghi, batteri, virus, insetti) e di insetti distruttori che, se non controllati, possono incidere molto seriamente sulla produzione di vino. Dal 1950 fino ai primi anni del 1990, la maggior parte dei produttori di vino ricorreva ai trattamenti fitosanitari in modo sistematico, sia a livello preventivo che curativo, al fine di arrestare o prevenire i suddetti parassiti.

Al pari dell'intero mondo agricolo, la vitivinicoltura ha beneficiato enormemente dai progressi della rivoluzione agricola del 1950, sia chimicamente che meccanicamente[86]. Da allora, e fino alla metà degli anni 1990 circa, i viticoltori hanno cercato di meccanizzare gran parte dei lavori in vigna, lavori che sono lunghi, faticosi e frequenti durante tutto il ciclo vegetativo della vite. Inoltre, il desiderio di ottenere un raccolto di uva di buona qualità, necessario per sviluppare un vino di qualità, ha portato ad un uso massiccio di pesticidi in tutti i vigneti, al punto che la viticoltura ha storicamente rappresentato una quota rilevante del mercato di pesticidi, in rapporto alla superficie agricola utilizzata delle vigne. In merito alle patologie che possono causare serie problematiche alla vite, due risultano particolarmente diffuse: l'oidio e la peronospora[87]. Le modalità più diffuse di trattamento contro queste

[86] Si pensi alla cosiddetta "Rivoluzione Verde", la quale ha rappresentato un approccio innovativo ai temi della produzione agricola ponendo in stretta correlazione: varietà colturali ad alto potenziale genetico; ricorso all'uso di fertilizzanti ed altri prodotti agro-chimici; utilizzo di irrigazione sistematica. Tali interventi hanno consentito un incremento significativo delle produzioni agricole in gran parte del mondo. Il processo di innovazione delle tecniche agrarie ebbe inizio in Messico nel 1944, ad opera dello scienziato genetista Norman Borlaug (premio Nobel per la pace 1970), il quale si poneva il fine di ridurre le aree del mondo a rischio di carestia.

[87] In un'ottica di breve trattazione tecnica, si richiama quanto segue: la Peronospora della vite (*Plasmopara Viticola*), definita da molti la più grave malattia fungina della vite, colpisce tutte le parti verdi della vite con problemi maggiori sul grappolo. La sintomatologia si manifesta con le tipiche macchie di olio sulla parte superiore della foglia mentre sulla parte inferiore compare una "muffetta" biancastra sinonimo dell'avanzare della malattia. Quello che desta maggiore preoccupazione sono i grappoli che dopo essere stati attaccati con identica sintomatologia delle foglie, si ripiegano ad "S" specialmente nelle prime fasi di accrescimento.
Il ciclo biologico del fungo si conclude nel terreno. Dopo avere svernato, il microrganismo si

malattie comportano la somministrazione di pesticidi per mezzo dei trattori; la viticoltura convenzionale combina trattamenti preventivi e cure. I fungicidi protettivi vengono applicati prima della comparsa della malattia sulle foglie, si tratta di materiali attivi che impediscono la germinazione delle spore fungine. Molte di queste preparazioni sono a base di rame, il quale si accumula nel suolo e può causare, in caso di scorretta applicazione, la bruciatura della vegetazione. I fungicidi sintetici (ftalimmide) vengono utilizzati anche come misura preventiva per impedire la germinazione delle spore. Essi, sebbene siano ben tollerati dalle piante e possano preservare la fauna ausiliaria, hanno lo svantaggio di essere sensibili alla pioggia. Infine, alcuni produttori utilizzano fungicidi sistemici a titolo sia preventivo che curativo, i quali vengono assorbiti dalla pianta e trasportati nei suoi tessuti.

La viticoltura convenzionale mira, pertanto, a prevenire e controllare qualsiasi sviluppo delle patologie mediante l'applicazione di fungicidi e pesticidi di varia derivazione, qualunque sia il costo in termini ambientali, al fine di evitare la perdita del raccolto. Queste pratiche, da decenni, sono state accompagnate da un progressivo aumento della meccanizzazione, attraverso l'utilizzo di attrezzature altamente specializzate adatte agli spostamenti tra i filari, e a consentire un trattamento sia della parte superiore della vite che di quella inferiore, il tutto spesso dettato dalla topografia delle vigne, su terreni scoscesi e ripidi. La mole di lavoro richiesta in vigna e, altresì, in cantina è notevole e impegnativa, da cui il forte desiderio di ricorrere ad una crescente meccanizzazione. "A differenza

---

riattiva quando le condizioni di temperatura e umidità sono favorevoli allo sviluppo, ovvero si verifica la regola dei "tre dieci" : il germoglio è circa 10 cm di lunghezza, sono almeno 10 mm di pioggia nell'arco delle 24/48 ore e la temperatura non scende al di sotto di 10 gradi. L'Oidio della vite (*Uncinula Necator*), detto anche mal bianco della vite, si può agevolmente riconoscere con la manifestazione di una tenue muffetta biancastra che nei casi più gravi si traduce in una vera e propria cuticola bianco sporco. L'attacco avviene sulle foglie e sui tralci ma il danno più elevato si ha sui grappoli e quindi sugli acini. Quest'ultimi dopo l'attacco, si possono spaccare provocando marcescenza indotta da un altro parassita che è la muffa grigia della vite. Questa sfruttando le vie di accesso create dall'oidio, si insedia nell'acino e poi via via in tutto il grappolo, è quindi un parassita secondario. Il microrganismo passa l'inverno nei tralci e nelle gemme per poi ricomparire in primavera in corrispondenza dei rialzi termici e dei venti caldi.

del suo stato selvaggio, la vigna coltivata costituisce una popolazione di fasci di arbusti, di rami, il cui impianto è organizzato e guidato nel suo sviluppo dal viticoltore : si definisce così la vigna guidata "[88]. La guida della vigna è, dunque, l'insieme delle tecniche selezionate dal viticoltore per l'impianto e il controllo dello sviluppo della vite ; essa è caratterizzata da quattro parametri principali:

1. La geometria dell'impianto, che consiste, ad esempio, nello studio della densità di semina o del numero di tronconi per ettaro;
2. La modalità di guida della vegetazione o « palissage », ovvero la tecnica utilizzata per sistemare i filari della vite su una superficie piatta utilizzando appositi supporti, in una posizione ben precisa, in primavera e in estate, al fine di facilitare in estate il « rognage »[89], l'asportazione delle foglie, la raccolta e i trattamenti della pianta contro le malattie e i parassiti;
3. La potatura e il rinnovo dei tronconi, dei rami e dei cordoni permanenti[90];
4. La potatura verde, ovvero l'insieme dei lavori atti a rimuovere la vegetazione eccessiva in estate, al fine di trovare un equilibrio tra la vegetazione e i grappoli durante il ciclo « attivo » della vite, e di controllarne la resa finale ; tali lavori sono in gran parte meccanizzati.

Tali fasi e i compiti a ciascuna pertinenti, richiedono ancora oggi un'alta intensità di lavoro, nonostante l'aumento della meccanizzazione ; il tutto in un'ottica di scelta di strategia economica (investimenti da effettuare) e di prioritaria salvaguardia della qualità delle uve.

Passando ad esaminare l'impatto della viticoltura convenzionale sulla qualità delle acque e del suolo, il cui studio deve essere parte di qualsiasi studio relativo alla viticoltura sostenibile e alle sue future prospettive, risulta importante iniziare da alcune considerazioni relative alla salvaguardia della salute di coloro

[88] A. REYNIER, *Manuel de viticulture*, Paris, Lavoisier Tec & Doc, 1997, p.181.
[89] Trattasi dell'ultima operazione che precede la vendemmia, una specie di potatura della parte superiore della vite, e che si effettua dalla fine di Giugno fino all'inizio della vendemmia stessa.
[90] I tronconi che vengono volontariamente piegati dal viticoltore sono chiamati cordoni.

che operano nel settore[91]. Si evidenziano gli studi che attestano come sia la via dermica quella attraverso cui avviene larga parte della contaminazione da pesticidi, durante l'erogazione degli stessi (56%), seguita dalle vie respiratorie (40%). Nel contesto della viticoltura sostenibile, uno dei primi passi da parte del produttore consiste nel mettere in discussione alcune delle sue pratiche: indossare tute, guanti, maschere e ridurre la quantità di erogazioni in vigna.

La viticoltura convenzionale ha anche forti impatti sull'acqua. Vi sono due forme di inquinamento: inquinamento da fonte puntuale e inquinamento diffuso da prodotti fitosanitari. Quando i trattamenti con fungicidi e pesticidi vengono ripetuti, in particolare in condizioni di tempo/meteo variabile (precipitazioni subito dopo un trattamento), l'inquinamento delle acque può essere significativo, in particolare se le caratteristiche topografiche del vigneto favoriscono tale fenomeno ; ciò accade per i vigneti che sono situati su versanti collinari con forti pendenze oppure in presenza di falde e crepe sotterranee. Inoltre, le sostanze attive possono essere facilmente trasportate per deflusso verso le acque superficiali o quelle sotterranee, che si trovano al di sotto della vigna, per infiltrazione nella struttura di crepe e faglie.

L'inquinamento da fonte puntuale non deve essere sottovalutato; esso si verifica in presenza di errori di manipolazione dei pesticidi e/o di applicazione dei fungicidi: drenaggio dei fondi di cisterna, emissione di acque di lavaggio cariche di residui chimici. Le acque di superficie possono essere contaminate direttamente, se tali incidenti si verificano in prossimità di una risorsa idrica, o indirettamente, quando i prodotti passano attraverso un impianto di gestione delle acque reflue privo di stazioni di depurazione adatte al trattamento di tali scarichi.

Infine, degno di nota è l'impatto della meccanizzazione sui terreni delle

[91] In Francia tale compito è affidato al MSA, Mutualité sociale agricole (http://www.msa.fr/lfr), organismo nazionale di tossico-vigilanza per la valutazione dei rischi che gli agricoltori devono affrontare nell'uso dei pesticidi. Si confronti anche: J.L. DUPUPET, N. BERSON VIGOUROUX, M. JACQUET LIBAUDE, *Phyt'attitude: le réseau de toxicovigilance en agriculture*, in "La Revue du Praticien", 2007, vol. 57, 15 juin, pp. 20-24.

particelle viticole, in particolare nello spazio esistente tra i filari. Il peso delle macchine utilizzate, ampliato dai ripetuti passaggi dei veicoli, compatta gli strati superficiali del suolo, in particolare sulla terra composta da argille, marne o sabbia. Ne consegue che, sovente, la parte superiore del terreno diventa impermeabile alla penetrazione dell'acqua a causa della creazione di una crosta superficiale. Durante la pioggia, il deflusso si verifica e la sua velocità è accelerata dalla pendenza dei terreni; si tratta in particolare di un deflusso concentrato, organizzato in solchi paralleli tra i filari delle viti, che imprime un evidente segno a seguito di diversi episodi di pioggia e di temporali. Questo degrado della superficie del terreno[92] risulta pressoché inevitabile in assenza di vegetazione, in modo da rendere l'inerbimento delle vigne una pratica da favorire e sviluppare. Dunque, le pratiche colturali convenzionali hanno permesso, fino a circa la fine del 1980 e l'inizio del 1990, di migliorare la salute e la qualità delle colture e di ottenere una produzione adatta ad un vino di qualità ; tuttavia, l'uso, a volte dissennato o pessimamente programmato, dei pesticidi ha portato a danneggiare l'immagine dei territori del vino fino a minacciarne la scomparsa. Infatti, non si può non considerare che l'immagine del vino è fortemente legata alla sua qualità, ma anche alle condizioni in cui il vino stesso si sviluppa e produce.

I viticoltori hanno colto la necessità di preservare l'ambiente, in relazione a una richiesta sempre maggiore e sempre più marcata da parte della società in termini di tracciabilità del percorso di produzione ; in tal senso le diverse forme di viticoltura sostenibile diventano un mezzo fondamentale per riconquistare la fiducia dei consumatori e, in ultima analisi, per una migliore e più efficace commercializzazione della produzione.

La viticoltura sostenibile e « raisonnée »[93] si presenta di certo come una necessità imposta principalmente da motivazioni ambientali ; essa consiste in una forma di

[92] In francese tale fenomeno ha un nome specifico: "battance".

[93] Come già precisato, si ricorda che il termine francese "raisonnée" corrisponde, in buona parte, al termine italiano "integrata", con riferimento all'agricoltura.

viticoltura caratterizzata dalla riduzione, se non l'eliminazione in toto, dei trattamenti antiparassitari chimici, dall'effettuare gli stessi con le migliori tempistiche e nei quantitativi e dosaggi più corretti, oltre che dalla riduzione del deflusso idrico e dell'erosione attraverso un migliore inerbimento, il tutto al fine di preservare le uve e il « terroir ». Ne consegue che i viticoltori affrontano un processo di cambiamento relativo soprattutto alle loro pratiche viticole, a quelle pratiche viticole facenti maggiormente ricorso a know-how e conoscenze esterne[94].

Altresì, fondamentale risulta il ruolo dello Stato come guida per lo sviluppo della viticoltura sostenibile, con particolare riferimento all'azione di recepimento delle normative comunitarie[95] in tema di viticoltura.

Nel novero degli approcci che richiedono un forte impegno verso la tutela dell'ambiente, degne di nota risultano le produzioni di vini da uve ottenute con metodiche di coltivazione biologiche e biodinamiche. In passato si utilizzavano comunemente i termini, sia da parte dei produttori che dei consumatori, "vino biologico" o "vino biodinamico" ; termini molto diffusi, e quasi implicitamente riconosciuti, sebbene la normativa in materia regolasse esclusivamente la produzione della materia prima, ovvero le uve. Dunque, l'utilizzo stesso di tali termini poteva essere fuorviante, in quanto, si ribadisce, vi erano solo vini da uve biologiche o uve provenienti da agricoltura biologica e biodinamica[96].

Tali vini erano, ad ogni modo, prodotti da aziende vitivinicole dedite a promuovere la lotta "naturale" tra le diverse specie d insetti (infestanti e non), a privilegiare la salvaguardia della vitalità dei suoli, nonché la sopravvivenza del più elevato numero di specie animali e vegetali e dell'ecosistema naturale ; il tutto

---

[94] Si confronti: G. GUILLE-ESCURET, *Les techniques, entre tradition et intention*, in "Techniques et culture", n° 42, Du virtuel@l'âge du fer.com, décembre 2003. In tale testo, l'autore opera una riflessione su come gli aspetti più strettamente vinicoli tendano a sfuggire a quei viticoltori che aderiscono ad una coperativa di settore.

[95] Si farà riferimento a tale ambito, in considerazione delle aree di riferimento oggetto del presente lavoro di tesi.

[96] Con la nuova normativa, esposta in capitolo specifico del presente lavoro di tesi, la terminologia ha ricevuto una corretta precisazione.

attribuendo grande importanza alla attività microbica che si verifica nei suoli stessi, e impiegando solo materie prime naturali (rame, zolfo, insetticidi vegetali), con l'esclusione di pesticidi e fertilizzanti contenenti molecole chimiche di sintesi.

In pratica, si tratta di approcci che lasciano ben poco spazio ai compromessi; concretamente, tali viticoltori preservano e favoriscono l'inerbimento e l'ossigenazione corretta del terreno, al fine di alimentare i vermi "buoni" e favorire il recupero delle risorse in profondità. Inoltre, attraverso la costruzione o il ripristino di argini, muri o siepi, i viticoltori mirano a preservare l'habitat dei predatori naturali e, infine, privilegiano il compostaggio dei rifiuti organici e l'introduzione del sovescio.

Un passo oltre il biologico, l'agricoltura biodinamica considera la singola unità di produzione come un organismo le cui caratteristiche fisiche sono influenzate dalle forze della natura[97]. Il viticoltore che si impegna in tale metodica di produzione concepisce l'insieme dei lavori inerenti la vigna come un insieme armonico di elementi; sulla base dei precetti sviluppati da Rudolf Steiner nel 1924[98], l'agricoltura biodinamica ha come principale finalità quella di preservare la natura, al pari dell'agricoltura biologica. Tuttavia, essa va oltre ipotizzando che la terra è, oggi, in un tale stato di degrado che tutto deve essere fatto per recuperarne l'integrità. L'uomo, con il suo costante e continuo intervento sulle viti, ha contribuito a indebolirle e a privarle delle loro difese naturali. Per ripristinare l'equilibrio naturale, è necessario armonizzare i quattro elementi: terra, acqua, aria e sole ; la biodinamica cerca così di catturare tutta l'energia favorevole da questi elementi per sostenere la parte sotterranea (le radici) e aerea

[97] Il pioniere della viticoltura biodinamica è certamente Nicolas Joly, nella Coulée de Serrant, sulla riva Nord della Loira. Dal 1987 l'agricoltura biodinamica ha ricevuto il riconoscimento ufficiale a livello governativo, attraverso l'apposizione del marchio « Demeter », il quale viene conferito solo dopo tre anni continuativi di conduzione della vigna con il metodo in questione.

[98] Rudolf Steiner, nei suoi corsi di insegnamento tenuti agli agricoltori in Austria all'inizio del ventesimo secolo, ha posto duramente in discussione le metodiche dell'agricoltura moderna, dando vita alla corrente biodinamica; essa è particolarmente sviluppata in Germania e Austria.

(foglie, fiori e frutti) della vite. Per fare questo, utilizza preparazioni a base di erbe (ortica, equiseto), cristallo di rocca e sostanze animali, secondo una pianificazione ben precisa che tenga conto dei ritmi terrestri, dei cicli lunari e dei ritmi cosmici, sia per gli interventi colturali che per le operazioni in cantina. Ad oggi, tale metodica incorpora pienamente il regolamento comunitario relativo all'agricoltura biologica, al quale aggiunge una serie di regole specifiche per la biodinamica; in particolare, il logo "Demeter" certifica la conformità al biologico e, in aggiunta, la rispondenza alle suddette regole particolari della biodinamica[99]. Si tratta di una piccola minoranza, sebbene il numero cresca lentamente ; i viticoltori biodinamici passano spesso per essere soggetti « atipici » e « originali », ed essi stessi ammettono che la mancanza di esperienza e di approfondite analisi scientifiche sui reali benefici della metodica biodinamica costituiscono forti ostacoli allo sviluppo della stessa e ad ulteriori adesioni da parte di altri viticoltori. In particolare, la biodinamica richiede un forte impegno tecnico e socio-culturale per l'ambiente, impegno che la maggioranza dei viticoltori non ha ancora la capacità di profondere ; l'evidenza dimostra che la viticoltura sostenibile sta guadagnando terreno, in modo particolare a livello individuale, di singola impresa, anche grazie al forte incoraggiamento, da diversi anni, da parte degli organismi professionali e ufficiali[100].

Risulta altresì agevole comprendere come l'impegno di un viticoltore nella direzione della sostenibilità e della tutela dell'ambiente possa suscitare attenzione e curiosità in coloro che operano nel settore (colleghi o confinanti), e innescare un dibattito virtuoso, nonché positivi fenomeni di emulazione; quanto detto deriva di certo dal fatto che il citato impegno verso l'ambiente richiede un reale cambiamento di mentalità e di metodiche di produzione.

Nel domandarsi quali siano i cambiamenti necessari nelle pratiche viticole e negli atteggiamenti degli agricoltori, bisogna fare riferimento ai differenti

[99] Si confronti: http://www.demeter.net/certification/standards

[100] Si citano, a titolo di esempio non esaustivo: INAO, ITV (in Francia).

approcci combinati (razionali, integrati, biologici e biodinamici), e ai medesimi continui cambiamenti nelle pratiche viticole stesse; essi possono essere identificati e raggruppati in tre aree distinte: lo sviluppo di un attitudine alla profilassi, la diminuzione (o il divieto) dell'utilizzo di prodotti chimici di trattamento, la protezione del suolo ed il ritorno al lavoro meccanico al fine di limitare e arginare l'erosione.

Le misure profilattiche, fortemente praticate dai viticoltori agli inizi del XX secolo per combattere la fillossera[101], vengono oggi nuovamente incoraggiate nell'ambito della viticoltura sostenibile. Ad esempio, contro la muffa risulta essenziale aerare le piante ; fra le metodiche di profilassi consigliate vi sono il controllo della vigoria della vigna, l'épamprage[102], il palissage e il miglioramento del flusso di aria, in modo da limitare gli attacchi delle muffe, che prosperano in una vegetazione fitta. Altresì, è consigliato eliminare il fogliame in cui si annidano le spore fungine, nonché evitare lavori di aratura e di dissodamento durante particolari periodi, in modo da evitare di diffondere le spore stesse con gli strumenti di lavoro. Tuttavia, se tali misure consentono di rallentare la diffusione di muffe e funghi, esse non impediscono ai ceppi di essere attaccati ; in questo caso, i trattamenti a base di rame si rivelano molto efficaci.

In generale, limitare l'utilizzo di pesticidi, effettuare l'irrorazione con i dosaggi giusti, scegliere il momento climatico migliore, la corretta regolazione degli irroratori, proteggere il suolo sul quale scorrono e passano i trattori, sono tutte misure importanti per la tutela dell'ambiente ; tuttavia, bisogna notare che, sebbene la maggior parte di tali misure e azioni siano oggi considerate di « buon senso », esse sono applicate più ampiamente solo negli ultimi dieci anni al massimo.

---

[101] Trattasi di un insetto fitofago della vite, originario del Nord America e comparso in Europa verso la metà del 1800.

[102] Il riferimento è ad un'operazione in vigna che consiste nel pulire la stessa dalle "pampres", ovvero i rami non fruttiferi, il tutto al fine di consentire ai rami portatori di uva di svilupparsi al meglio ed ossigenarsi.

La diminuzione del numero e dell'intensità dei trattamenti ha come finalità quella di impedire la penetrazione nelle uve e nei terreni di sostanze potenzialmente dannose per la salute dei consumatori, e certamente inquinanti per il suolo e per le falde acquifere sotterranee. L'inerbimento risulta una pratica in buona espansione, avente un effetto spaziale visivo immediato, apprezzato particolarmente dagli amanti del turismo paesaggistico ed eno-gastronomico.

Essa consiste nell'impiantare una copertura erbacea negli spazi interfilari (spesso a base di graminacee) e di favorire un inerbimento spontaneo ; in realtà, l'inerbimento spontaneo e naturale è sempre esistito nei vigneti, ma è solo negli ultimi venti anni che si è diffuso quello seminato. Esso migliora l'attività biologica del suolo in quanto aumenta la biomassa microbica, che a sua volta può alimentare una maggiore fauna selvatica ; inoltre, favorisce la diminuzione della sensibilità alla clorosi da calcare, l'incremento della porosità del suolo, il che consente un migliore drenaggio e una maggiore resistenza del suolo stesso, prevenendo la formazione della crosta superficiale[103]. Inoltre, l'ulteriore produzione di biomassa vegetale da inerbimento porta ad un aumento del contenuto di sostanza organica, il che consente una migliore ritenzione delle acque e, attraverso il miglioramento della stabilità strutturale del suolo, aiuta a combatterne l'erosione. Ciò avviene anche, in modo immediato e diretto, per effetto della copertura delle parti aeree e della maggiore resistenza del suolo attraverso le radici, o, indirettamente, attraverso il citato miglioramento delle proprietà biologiche e fisiche dei suoli medesimi.

L'inerbimento svolge, inoltre, un'azione positiva per ciò che concerne l'infiltrazione dei prodotti per i trattamenti nei terreni ; esso, infatti, riduce il deflusso e l'inquinamento delle acque causato dai fertilizzanti e dai pesticidi, poiché permette la degradazione dei pesticidi stessi attraverso una attività biologica di contrasto da parte del suolo. Essendo anche un'alternativa alla pratica del diserbo chimico, questa pratica colturale promuove di certo uno sviluppo sostenibile.

[103] Si confronti: A.F. DOLEDEC, *Effet bénéfique de la présence d'un couvert végétal pour augmenter la biologie des sols*, Mondiaviti, 2002.

Infine, l'inerbimento contribuisce indirettamente ad innalzare la qualità dei vini grazie al miglioramento dello stato di salute del raccolto ; infatti, la vite risponde alla « concorrenza » con l'erba riducendo il suo sviluppo vegetativo, della grandezza degli acini e della compattezza dei grappoli, il che porta ad un fogliame meno denso e ad un microclima migliore, tale da ridurre la sensibilità alle malattie fungine.

Parallelamente a tale incremento della pratica dell'inerbimento, da più parti viene incoraggiato il ricorso all'aratura per la riduzione dell'erosione dei terreni, analogamente a quanto avveniva prima della diffusione della meccanizzazione ; l'aratura, infatti, consente di aumentare l'ossigenazione e la vitalità del terreno, e permette un migliore assorbimento dei prodotti per i trattamenti.

Dunque, è innegabile che la viticoltura sostenibile porta con sé effetti benefici sull'ambiente; altresì, essa può contribuire fortemente a preservare i territori del vino.

Di certo la presa di posizione a favore di un profondo cambiamento delle pratiche viticole richiede un elevato grado di audacia ; tuttavia, questo cambiamento può contribuire al mantenimento dei territori stessi del vino. La viticoltura sostenibile gioca un ruolo fondamentale nella conservazione dei paesaggi viticoli e nella perennizzazione dei territori viticoli stessi; i paesaggi viticoli figurano certamente tra i paesaggi agricoli più diversificati, in quanto i vigneti vengono impiantati in zone dalle caratteristiche topografiche diverse, con sostanziali variazioni da una regione all'altra. In relazione a tale varietà, i paesaggi viticoli giocano un ruolo notevole nello sviluppo del turismo e delle attività economiche ad esso connesse ; così, essi contribuiscono al dinamismo e alla vitalità di molte zone rurali, e divengono il simbolo del lavoro continuo da parte dei coltivatori per adattare costantemente la vite all'ambiente circostante. "Le diverse soluzioni ideate dai viticoltori per sviluppare la vigna nelle aree a forte pendenza o in quelle troppo umide mostra una grande varietà di savoir-

faire locale"[104]. Gli stessi paesaggi sono destinati a cambiare con la diffusione e lo sviluppo della viticoltura sostenibile e del savoir-faire locale, come si ha modo di osservare da circa una decina di anni, ad esempio, con il citato fenomeno dell'inerbimento. Inoltre, con la selezione dei territori più propizi alla coltivazione della vite[105], alcune regioni attualmente viticole potrebbero essere trasformate in boschi, pascoli erbosi o altri tipi di colture ; il che consentirà un mutamento del paesaggio che, in quanto risultato di una variazione nel modo di produzione, porterà alla perennizzazione dei territori viticoli, seppure con una riorganizzazione geograficamente più serrata e compatta.

La viticoltura sostenibile, in tale direzione, può altresì svolgere un ruolo nella valorizzazione dei territori e permettere la sostenibilità delle aziende agricole; in linea con una crescente ricerca della qualità, da parte dei consumatori, essa può realmente contribuire alla sostenibilità delle aree viticole, e nel contempo operare una selezione delle stesse, favorendo la valorizzazione del territorio e la citata sostenibilità delle aziende agricole. Le condizioni della stessa restano ancora oggi da definire, nella misura in cui la stessa viticoltura sostenibile è, tutto sommato, solo agli inizi.

Per lungo tempo, quasi per decenni, i viticoltori hanno prodotto quei vini che potevano sviluppare, o che desideravano elaborare, considerando che il consumatore, a sua volta, ha dovuto adattarsi a ciò che veniva offerto sul mercato ; tale approccio, oggi, non risulta più praticabile. Da più parti, infatti, si sottolinea la necessità di controllare lo sviluppo del potenziale di produzione, in virtù del fatto che in molte regioni viticole, e per determinate denominazioni, vi sono problemi di eccedenze. Pertanto, risulta marcata la necessità di adeguare la produzione ai gusti e alle aspettative dei consumatori, producendo vini di

[104] Si confronti: J.C. MARTIN, *La création de paysages viticoles: une histoire de matériaux, Sud-Ouest Européen*, n° 21, 2006.

[105] Trattasi di ciò che J.Cl. Hinnewinkel definisce il "terrain viticole", definito esclusivamente dalle proprie coordinate geografiche. Si confronti: J.C. HINNEWINKEL, *Terroirs viticoles et appellations: Historique et actualités dans les vignobles de rive droite de la Garone*, Les coteaux du Bordelais, Recherches rurales n°1, Cervin, GEASO, 1997, p. 5-42.

qualità, nei migliori territori ; la sostenibilità delle aree viticole deve essere associata inevitabilmente alla selezione di quelle più adatte alla produzione di vini di qualità. È necessario porsi nell'ottica di politica di sviluppo globale nella direzione della salvaguardia dei vigneti di qualità sui migliori terreni e dell'abbandono della viticoltura sui terreni meno adatti, preservando le aree paesaggistiche più sensibili e preziose.

In virtù della sua dimensione umana e sociale, la viticoltura gioca un ruolo di notevole importanza nel preservare i paesaggi rurali ; infatti, spesso, essa risulta un'attività economica essenziale per il mantenimento della vitalità di quelle zone dove non potrebbe esserci altro tipo di coltura, di sostituzione e in alternativa. Inoltre, essa ha la potenzialità di strutturare i paesaggi, perché cresce su suoli poveri, e, in tale modo, ne favorisce il popolamento, grazie al numero di aziende agricole dedite ad essa e all'offerta di posti di lavoro a tempo pieno, direttamente in vigna, e non solo. Si evidenzia da più parti[106] come la viticoltura produca notevoli e positivi effetti indotti sull'economia locale, in particolare nei settori a monte della filiera (ad esempio prodotti fotosanitari, materiali per l'imbottigliamento). La viticoltura sostenibile, insieme con il desiderio degli operatori del settore di produrre un vino di qualità adatto a soddisfare la domanda dei consumatori, può costituire un mezzo di perennizzazione delle aree vitivinicole, e allo stesso tempo di selezione delle stesse ; la sostenibilità e la selezione dei territori del vino sono strettamente associate. Il settore vitivinicolo deve risultare all'altezza delle spinte derivanti dalla concorrenza globale, essere più sensibile alle esigenze dei consumatori, commercializzare più efficacemente i propri prodotti attraverso una valorizzazione degli stessi che sia ben strutturata ed organizzata.

La viticoltura sostenibile può, quindi, essere un elemento di valorizzazione dei territori, se si considera che, come accennato, i consumatori sono sempre più vigili al contenuto del loro « bicchiere » e alla filiera di produzione ; questo è il

[106] Cfr.: C. DOUCET, *Sphère viticole et développement régional*, Bordeaux, 1999, 4, p. 12.

motivo per cui numerose cantine stanno sottolineando, in fase di marketing e comunicazione, il loro impegno a favore dell'ambiente. Tuttavia, ad oggi permangono diversi ostacoli al cambiamento dei modelli di produzione. Se si considerano azioni quali una migliore regolazione delle apparecchiature di erogazione dei prodotti fitosanitari, il monitoraggio delle acque reflue delle cisterne o del lavaggio delle attrezzature, un più attento dosaggio dei prodotti utilizzati, esse costituiscono aspetti che sembrano non interessare particolarmente i viticoltori fino a circa la metà degli anni '90.

L'unica reale preoccupazione, fino al suddetto periodo, era costituita dall'erosione dei terreni, in quanto essa ostacolava il lavoro meccanico, favorendo il deflusso delle acque e obbligando a risalire i terreni dalla parte alta dei versanti. E' innegabile come un cambiamento negli atteggiamenti e nei modi di organizzazione del lavoro debba essere effettivamente operato per raggiungere la sostenibilità e la perennizzazione dei territori del vino ; è necessario impegnarsi in pratiche e metodiche innovative, ed essere motivati in tal senso, il che implica una maggiore responsabilità dei viticoltori, anche di coloro che convogliano il loro raccolto alle cooperative, e dunque non chiudono la filiera produttiva "in casa". In misura sempre maggiore, i produttori stessi acquistano consapevolezza dell'urgenza di preservare l'ambiente, il quale rappresenta il necessario supporto del loro lavoro; non si tratta tanto di impegnarsi in una formazione intensiva e ad hoc, quanto di una curiosità, apertura mentale e volontà di informarsi e aggiornarsi in modo organizzato e rigoroso, ad esempio attraverso la sottoscrizione ad apposite riviste del settore, la lettura di notizie e pubblicazioni di attualità vitivinicola, la cura di contatti regolari con organismi tecnici professionali e con altre aziende che hanno già implementato pratiche a favore dell'ambiente. Infatti, il maggiore freno allo sviluppo del viticoltura sostenibile non può derivare tanto dalla mancanza di conoscenze tecniche, quanto dalla lentezza nel cambiamento di mentalità e dalla paura del cambiamento stesso, dovute alla necessità di mettere in discussione

know-how e savoir-faire, metodi di coltivazione e di produzione del vino. I produttori, in una certa maniera, devono tornare a possedere e compilare un "libro del viticoltore", così come era in uso fra i loro antenati, in cui indicare le giornate, le tempistiche (orari) e i quantitativi dei prodotti utilizzati, a seconda dello stato di salute delle viti, delle condizioni meteorologiche presenti e di quelle a venire; ovvero, i produttori devono essere disposti a dedicare un tempo maggiore alla reale ed approfondita osservazione della vigna in toto, cosa che oggi viene spesso ed ancora considerata come tempo sprecato.

E' importante evidenziare come la viticoltura sostenibile risulti, in un primo momento, onerosa, costringendo il viticoltore a sostenere una serie di rischi finanziari, in un contesto economico già abbastanza teso e difficile; in particolare, la viticoltura biologica e la viticoltura biodinamica risultano particolarmente onerose, in relazione ai controlli ufficiali (unici garanti del rispetto dei disciplinari e delle normative di settore), e al maggiore fabbisogno di manodopera per la preparazione dei trattamenti e per la loro applicazione, con metodiche differenti rispetto ai percorsi tecnici tradizionali. Inoltre, vi sono maggiori rischi legati alle malattie della vite, in quanto i trattamenti non risultano sempre completamente efficaci, e la produttività globale è più bassa ; tuttavia, se il viticoltore ha deciso di cambiare il suo modo di produrre animato da una profonda convinzione, accetterà i costi aggiuntivi citati, in quanto li riterrà necessari al raggiungimento delle proprie finalità.

Impegnarsi nella viticoltura sostenibile porta anche ad accettare maggiori rischi in relazione al futuro raccolto, cosa che non risulta assolutamente facile in un periodo storico in cui i fallimenti sono "vietati" e in cui il contesto economico viticolo è già piuttosto teso e gravato da difficoltà di vario genere.

Diverse regioni viticole possono lavorare insieme verso il raggiungimento dei migliori risultati, il che rappresenta di per sé una rivoluzione nel mondo del vino; in questo inizio del XXI secolo, i viticoltori nel loro complesso, avvertono la necessità di evolvere le loro pratiche vitivinicole per tenere meglio in

considerazione l'ambiente, sia per convinzione personale sia a causa della pressione sociale, o, infine, nella speranza di poter cavalcare la ripresa economica. La terra non è più considerata solo un supporto da piegare e da adattare all'attività in cantina e la cui sopravvivenza interesserà solo le generazioni future ; bensì, da più parti si concorda sul fatto che il monitoraggio dei metodi di produzione è fondamentale per preservare l'autenticità del territorio e per rivelare le specificità di ogni regione. Numerosi sono anche i produttori che credono che il vino derivante da una viticoltura sostenibile possa migliorare in gusto e negli effetti sulla salute ; generale è, dunque, il consenso sull'idea che le sostanze chimiche e la meccanizzazione possono rappresentare una fonte di "progresso" a condizione che entrambi siano utilizzati con intelligenza e moderazione.

Tuttavia, non risulta agevole trovare una unità di intenti e di concreta messa in atto delle citate pratiche a livello di unioni di produttori, di comune o di regione ; l'attuazione delle pratiche sostenibili a vari livelli, così, resta soprattutto una scelta personale di produzione.

Si è discusso ampiamente della delicata questione del rapporto tra lo sviluppo della viticoltura sostenibile e la sostenibilità delle aree viticole ; due elementi di riflessione possono essere offerti in merito, da sviluppare nel seguito del presente lavoro di tesi, nonché negli anni a venire.

In primo luogo la viticoltura sostenibile è, seppure indirettamente, al servizio di una qualche forma di "abbellimento" dei paesaggi dei vigneti, attraverso l'inerbimento, molto gradito ai turisti, e le minori tracce di erosione. Preservare i territori del vino significa anche proteggerli a livello fisico: non esaurire il suolo, prevenire l'erosione degli strati superficiali dello stesso, mantenere una vita microbica sotterranea. In tal senso, la viticoltura sostenibile rappresenta un approccio ecologico innegabile ; ma le pratiche descritte, in favore dell'ambiente, superano l'ottica ecologica, l'idea di una semplice salvaguardia e conservazione. Si può, cioè, sostenere che esse conducano alla perennizzazione

dei territori del vino consentendo ai produttori di superare l'attuale crisi economica ; infatti, la viticoltura sostenibile può rivelarsi in grado di ripristinare la fiducia nei viticoltori verso il loro stesso lavoro e incoraggiare una maggiore aggressività economica sui mercati globali, nella convinzione di percorrere un cammino sostenuto da un valido approccio in termini di tutela ambientale e di qualità del prodotto finale. I consumatori, nel frattempo, sembra possano gioire: dalla vigna al calice, tutto pare essere pervaso da un senso di serenità per la tutela della salute personale e per quella della terra che, forse, i loro stessi discendenti potranno coltivare.

Capitolo II

Analisi dell'agricoltura biologica e del settore vitivinicolo biologico. Politiche e normative

2.1. Il terroir: elemento fondante delle politiche comunitarie[107]

Le numerose e differenti fonti del termine "terroir"[108] hanno consentito di favorito a volte un utilizzo approssimativo del termine. Il ritorno di interesse per l'origine dei prodotti in Europa nel corso dell'ultimo decennio e l'interesse del marketing agroalimentare per "i prodotti del terroir" non hanno contribuito a chiarire il suo impiego. La parola terroir è il risultato di forme antiche: (1229) originaria del latino popolare territorium[109], dal tredicesimo secolo, essa designa: una distesa limitata di terra considerata dal punto di vista delle sue potenzialità agricole... e più specificamente vinicole"[110]. Per il vino, ad esempio, di cui si parlerà in seguito, la parola terroir non ha sempre avuto una connotazione positiva; nel diciannovesimo secolo[111], il vino che ha un gusto di terroir è un "vino contadino" inadatto al commercio per i cittadini, e si oppone al vino nobile, al vino classificato come pregiato. Joseph Capus[112] apporta una concezione innovativa di terroir per giustificare la delimitazione particellare degli AOC: "occorre garantire la qualità nella misura in cui essa dipende dal suolo e dal vitigno", con il ricorso a pratiche adeguate e specifiche "della regione di produzione". Se ne conclude che la "qualità particolare" dei vini dipende essenzialmente dagli usi "che riguardano il vitigno e il terreno", quest'ultimo termine inteso come l'interazione tra l'ambiente e i fattori umani.

---

[107] Il paragrafo che segue risulta quale frutto delle fasi di studio e di ricerca svoltesi in Francia, in merito al presente lavoro di tesi.

[108] S. SCHEFFER, *Qu'est-ce qu'un produit alimentaire lié à une origine géographique?* in "L'information géographique", Paris, Persée, MESR, 2004, vol. 68, n° 3, pp. 276-208.

[109] A. REY, *Dictionnaire historique de la Langue française,* Paris, Le Robert, 1998.

[110] A. REY, J. REY-DEBOVE, P. ROBERT, *Le petit Robert 1: Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 1990.

[111] A. JULLIEN, *Topografia di tutti i vigneti conosciuti,* (terza edizione), Parigi, 1832, p. 580.

[112] J. CAPUS, *Évolution de la législation sur les appellations d'origine,* L. Larmat, 1947.

A partire dal primo seminario internazionale sui terroirs viticoli ad Angers, nel 1996, numerosi studi si sono indirizzati alla trattazione dei terroirs viticoli pur limitandosi al solo esame dell'ambiente fisico. L'Unité Terroir de Base (UTB) tiene conto delle più piccole modifiche delle pratiche agricole da parte dei viticoltori[113], ma non può essere assimilata al terroir; diversi organismi hanno sentito l'esigenza di circoscrivere la nozione di terroir. La commissione "per lo sviluppo sostenibile" dell'ONU la definisce nel 1999 come una "entità territoriale i cui valori patrimoniali sono il frutto di complesse relazioni a lungo termine tra delle caratteristiche culturali, sociali, ecologiche ed economiche"[114]. La FAO scrive nel 1991 dopo aver consultato degli esperti, che il terroir è "uno spazio geograficamente variabile, prodotto dal rapporto che le comunità rurali intrattengono con lo spazio, funzione delle determinanti socio-economiche, politiche e culturali"[115]. Questa definizione si avvicina a quella di "finage", distinto dal "terroir", inteso come "uno spazio occupato e giuridicamente posseduto da una collettività qualunque sia il modo di occupazione"[116]. Si giunge, pertanto, alle possibile seguenti definizioni.

In prima istanza il terroir può figurare come uno spazio geograficamente delimitato: la nozione di terroir è l'oggetto di una tradizione ricchissima in geografia, riassunta da Sandrine Sheffer[117], attribuita ad autori come Georges Bertrand[118], Pierre Brunet[119], Claire Delfosse[120] e Jaqueline Bonnamour[121].

---

[113] J. SALETTE, R. MORLAT, J.C. MONNET, M. GAIFFE, M., BÉCHET, C., *Le lien du produit au terroir*, Académie d'Agriculture de France, séance du 4 février 1998.
[114] Si confronti: http://www.un.org/fr/
[115] La Bibliografia in merito è presente al seguente link: http://www.fao.org/docrep/X5643F/x5643f09.htm
[116] H. MENDRAS, *Les sociétés paysannes: élements pour une théorie de la paysannerie,* Paris, Gallimard, 1995, 368 p.
[117] S. SCHEFFER, *Qu'est-ce qu'un produit alimentaire lié à une origine géographique?,* op. cit.
[118] G. BERTRAND, *Pour une histoire écologique de la France rurale*, in G. DUBY, A. WALLON, *Histoire de la France rurale,* Paris, Le Seuil, 1975.
[119] P. BRUNET, *Histoire et géographie des fromages*, in "Actes du colloque de géographie historique", Université de Caen, 1975, p. 342.
[120] C. DELFOSSE, *Noms de pays et produits de terroir: enjeux des dénominations géographiques*, "L'Espace géographique", n. 3, 1997, pp. 222-230.

Il nocciolo dei dibattiti porta, nella tradizione di Paul Vidal de la Blanche, ai ruoli rispettivi della natura e dell'uomo. Il terroir è innanzitutto uno spazio; la parola "territorio" è scartata in mancanza di un accordo tra scienze sociali e biotecnologiche. Laddove per le scienze sociali, il territorio tende ad essere visto come costruito[122], le scienze biotecnologiche ne fanno un dato substrato. Il concetto di delimitazione significa che i limiti risultano da una costruzione umana formalizzata da atti amministrativi, e non solo dallo stato di fattori fisici. In pratica, l'INAO (2000) è così portato ad "effettuare una delimitazione del luogo di produzione, che deve basarsi su fattori naturali […], e fattori umani […], cioè degli usi della produzione e del nome. Il metodo di delimitazione deve dunque tener conto delle complesse realtà locali e solo l'osservazione di tali fattori sul campo permette di determinare i criteri di delimitazione più pertinenti, che possono variare da una regione all'altra". Visto che la qualità suppone una discussione delle condizioni di produzione, nella concezione convenzionalista[123], la delimitazione è vista dalle scienze sociali come frutto di un dibattito in cui gli argomenti tecnici sono dominanti ma non esclusivi. La pratica dell'INAO, in cui si tiene conto di più fattori e che si concretizza in un compromesso tra fattori naturali, tecnici, storici, economici e culturali, corrisponde a questo modello. La comunità umana costruisce il terroir in uno spazio delimitato nel quale essa è saldamente ancorata geograficamente; essa è un riferimento coerente poichè le attitudini agricole suppongono una valorizzazione ottenuta grazie alle attività umane. Tale nozione evoca sul piano sociologico dei legami di solidarietà sviluppati intorno a destini, identità e competenze, a una elaborazione collettiva di regole condivise. Integrata in una

---

[121] J. BONNAMOUR J., *Les produits de terroir: signification et limites*, in "Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France"*,* 1999, vol. 85, n° l.

[122] A. RALLET, A. TORRE, *Economia industriale ed economica dello spazio,* Associazione della scienza regionale della lingua francese, Biblioteca della Scienza Regionale, Parigi, Economica, 1995.

[123] O. BIENCOURT, B. SYLVANDER, *La négociation des normes sur les produits animaux: une approche procédurale sur le cas du lait cru*, "Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales"*,* 2000, p. 55-56, 71-90.

società che detta delle regole generali che le si impongono, la comunità deve essere considerata nella sua complementarietà con il concetto di società, ciò che ci affranca dalla deriva del comunitarismo. Infine, la comunità è impegnata nella costruzione di un sapere distribuito tra i suoi membri e in attività produttive, ed essa non deve essere assimilata, né ad un organismo strutturato, né ad una lobby. Le pratiche istruite dall'INAO mirano a rispondere alla domanda delle comunità che desiderano far riconoscere socialmente dei prodotti, delle notorietà e dei saperi; l'istruzione delle domande associa professionisti di altri terroirs e deve calarsi nelle regole generali della società. In questo senso, il concetto di denominazione d'origine, analizzato anche nel corso del primo capitolo del presente lavoro di tesi, nasce da una composizione tra la comunità e la società, analizzata da Tönnies[124]. Il terroir nasce da un accumulo di esperienze individuali e collettive che si inscrive in un processo temporale antico o recente. Si tratta di una storia in via di sviluppo, che comporta delle innovazioni continue che trovano un compromesso con le conoscenze esistenti; in tal senso, il terroir non è nato intenzionalmente da un progetto ma è una proprietà che emerge dall'attività degli uomini nella comunità e il loro sapere è qualificato dall'essere collettivo. Esso presuppone una condivisione di saperi individuali tale da rendere il terroir non una creazione strettamente individuale. Gli elementi che inquadrano i comportamenti sono stati oggetto di una formalizzazione (è uno dei ruoli delle specifiche tecniche degli AOC). Sono quelli che l'esperienza acquisita nel corso delle generazioni (attraverso tentativi e osservazioni ripetute) ha designato come necessari da trasmettere in quanto costituiscono un saper fare provato, in quanto successione di azioni tecniche che conducono con grande probabilità al risultato cercato, senza che l'operatore ne conosca sempre i meccanismi soggiacenti[125]. Questa trasmissione è realizzata in una situazione di apprendimento; al di là di un insieme di tecniche, questo sapere di produzione

[124] B. SYLVANDER, *Credibilità e flessibilità della certificazione: il caso dell'Agricoltura biologica*, in "Economies et Sociétés", n. 26, 2003. Il riferimento a Ferdinand Tonnies trova fondamento nella sua celeberrima opera *Comunità e Società*, del 1887.
[125] P. ROQUEPLO, *Pensare la tecnica,* Le Seuil, Parigi, 1983, 249 p.

riguarda un prodotto culturale portatore di una coerenza. Esso designa qui l'insieme delle attività che conferiscono ad un bene un valore aggiunto economico o simbolico[126]; il processo di accumulo è fondato su un sistema di interazioni che mettono in gioco dei fattori riguardanti l'ambiente (suolo, clima, topografia, piante, animali, micro-organismi), e in maniera indissolubile, dei fattori umani[127], tra cui la progettualità. Il riferimento a tale progettualità viene analizzato nel paragrafo che segue, dedicato alle politiche in materia di agricoltura ed innovazione.

2.2 La Politica Agricola Comunitaria (PAC) e la Ricerca e Innovazione in agricoltura

2.2.1 L'evoluzione della PAC e delle politiche a sostegno della Ricerca e Innovazione in agricoltura

La precedente PAC (2007-2013) non prevedeva finanziamenti ad hoc dedicati a ricerca ed innovazione in agricoltura, sebbene contenesse alcune misure aventi un impatto diretto sui sistemi della conoscenza e sull'innovazione, nonchè sulla capacità innovativa degli operatori del settore.

Risulta necessario menzionare il FAS (Fondo Aree Sottoutilizzate) e le misure di sviluppo rurale (SR) relative alla conoscenza e alla disseminazione di informazioni, alla consulenza e alla cooperazione per l'innovazione ; il riferimento è, in particolare, all'Asse 1 ove sono presenti le misure: 111 (formazione e informazione), 114 (supporto agli agricoltori perché riescano a sostenere il costo di servizi di assistenza per lo sviluppo e il miglioramento della performance della loro azienda), 115 (supporto per coprire i costi di creazione

[126] D. BARJOLLE, B. SYLVANDER, *Facteurs de succès des produits d'origine dans les filiere agroalimentaires européennes: marchés, ressources internes et institutions, in Economies et Sociétés*, n. 9-10, 2002.

[127] INAO, *I terroirs vitivinicoli: dal concetto al prodotto, rapporto al comitato nazionale vini e acque,* Parigi, 2002.

della nuova azienda), e 124 (supporto alla cooperazione tra produttori primari agricoli e forestali, industria di trasformazione e/o terze parti per lo sviluppo di nuovi prodotti processi e tecnologie)[128]. Accanto ad esse, l'Asse IV contiene il Programma LEADER il quale, nato da circa un ventennio e inglobato nella programmazione 2007-2013 nell'ambito delle politiche di sviluppo rurale, adotta un approccio cosiddetto bottom-up, ovvero atto a favorire la nascita di innovazioni a livello locale, attraverso una partecipazione degli attori delle singole realtà locali.

Accanto all'iniziativa nazionale, degna di nota risulta l'istituzione di una Rete europea per lo Sviluppo Rurale[129], avente la finalità di collegare in una rete unica gli attori dello Sviluppo Rurale a scala comunitaria in modo da favorire la disseminazione di informazioni e delle buone pratiche sui diversi aspetti dello sviluppo stesso. Il tutto attraverso la messa a punto di gruppi di lavoro tematici, di una sotto-commissione ad hoc per il LEADER, e con la realizzazione di diversi studi e analisi dei singoli programmi di sviluppo, nonchè di seminari ed eventi su tematiche specifiche nel settore in esame.

Passando all'analisi della nuova programmazione, avente come orizzonte temporale gli anni 2014-2020, essa pone al centro dell'attenzione il miglioramento della produttività dell'agricoltura attraverso la promozione della ricerca, la disseminazione del know-how e delle conoscenze, e la promozione della cooperazione fra i soggetti coinvolti a vario titolo, i cosiddetti stakeholders[130]. Tali obiettivi strategici, perseguiti in sinergia ed in stretto coordinamento con la Strategia Europa 2020[131].

---

[128] La misura 111 esisteva in precedenza, la 114 è stata introdotta con la PAC del 2003 (Riforma Fischler), mentre le misure 115 e 124 risultano introdotte a partire dal 2007.

[129] La RESR viene descritta in dettaglio facendo riferimento al link seguente: http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/it/home-page_it.html

[130] Il concetto oggi noto con l'acronimo AKIS (Agricultural Knowledge and Information System) risale, in realtà, agli anni '60 e deriva dalla volontà, da parte dei fautori della politica agricola del tempo, di istituire una rete di attori, l'AKS (Agricultural Knowledge System), idonea a coordinare il processo di creazione e di trasferimento della conoscenza, in modo da accompagnare, favorendolo, il processo di modernizzazione del settore agricolo stesso. Questo porto', in numerosi Paesi, ad una marcata integrazione tra ricerca (finanziata con fondi

Il tutto ruota nuovamente intorno a due pilastri, con la presenza di una serie di strumenti fra di loro complementari sebbene tesi a perseguire i medesimi obiettivi; è al secondo di tali pilastri che viene affidato l'obiettivo di indirizzare lo sviluppo delle aree rurali, considerate come l'incubatore ideale per la nascita e lo sviluppo di un'agricoltura più competitiva e più sostenibile. Nel novero dei suddetti strumenti, ritroviamo[132]: la conferma della necessità, da parte di singoli Stati membri, di dotarsi di un sistema di consulenza aziendale idoneo ad accompagnare il settore nel cammino di adeguamento ai nuovi indirizzi della politica agricola, con uno sguardo di particolare attenzione rivolto agli adempimenti necessari ad ottenere la quota dei pagamenti legati alla novità del Greening, di cui si tratterà nel seguito del presente capitolo, e allo sviluppo sostenibile delle piccole aziende agricole, maggiormente colpite dalle difficoltà degli ultimi anni; la presenza di un investimento complessivo in ricerca pari a 4,5 miliardi di euro, inserito nel bilancio comunitario, che verrà gestito in base alle regole dei Programmi Quadro della Ricerca[133] ; l'assegnazione di un ruolo prioritario al trasferimento della conoscenza, considerato nella sua veste di strumento trasversale ai diversi obiettivi della programmazione politica e tale da consentire un'articolazione sistemica delle Misure relative alla consulenza, ai servizi e all'innovazione al fine di raggiungere obiettivi comuni. L'importanza delle tematiche in esame è testimoniata dalla priorità assegnata al trasferimento

---

pubblici), servizi all'istruzione e servizi di sviluppo e di divulgazione, il tutto sovente sotto il controllo dei singoli Ministeri dell'Agricoltura. in seguito, negli anni '70, tale concetto si estese all'informazione (da AKS ad AKIS), in seguito alla crescente diffusione delle nuove tecnologie, arrivando a configurare un insieme di soggetti in costante interazione, a formare una rete, e impegnati nella creazione, nella divulgazione e nell'utilizzo della conoscenza e dell'informazione a supporto dei decision makers pubblici. Ancora più di recente, a testimonianza dell'importanza assegnata all'innovazione, l'AKIS ha acquisito in sè il concetto di "innovazione" (Agricultural Knowledge and Innovation System).

[131] Trattasi di cinque obiettivi chiave che l'Unione Europea si è posta, con orizzonte temporale il 2020, tesi a rilanciare «*l'economia dell'UE nel prossimo decennio. In un mondo che cambia l'UE si propone di diventare un'economia intelligente, sostenibile e solidale»*. Si confronti: http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

[132] Si confronti : Vagnozzi A. (2011), La nuova consulenza gioca a tutto campo, Pianeta PSR Speciale PAC, Rete Rurale Nazionale

[133] Per il Settimo Programma Quadro, con orizzonte 2007-2013, si confronti : http://europa.eu/legislation_summaries/energy/european_energy_policy/i23022_it.htm

delle conoscenze e all'innovazione nell'ambito degli interventi della politica di Sviluppo Rurale[134]; la normativa delinea gli strumenti relativi alla formazione, dai corsi di formazione professionale fino all'acquisizione di competenze, passando per i workshop, i corsi pilota e le dimostrazioni pratiche, nonché i servizi di consulenza alle aziende e la formazione rivolta agli stessi soggetti che prestano consulenza.

Importante, nella direzione che si sta esaminando, risulta altresì l'istituzione della Partnership Europea per l'Innovazione (European Innovation Partnership – EIP)[135]; avvalendosi di una Rete a scala comunitaria, da affiancare alla Rete europea per lo sviluppo rurale, e di gruppi operativi costituiti presso i singoli Stati membri da esponenti delle imprese, del mondo della consulenza e della ricerca, tale Partnership mira alla costruzione di legami preziosi tra il settore della ricerca, con il suo patrimonio di conoscenza e tecnologia), gli agricoltori-imprenditori, e i consulenti che affiancano questi ultimi. Tali legami mirano a favorire lo sviluppo della sostenibilità del settore agricolo, in una cornice di crescente attenzione ai dettami della bio-economia e alla tutela dell'ambiente, il tutto da realizzarsi attraverso l'incoraggiamento ad una diffusa applicazione delle innovazioni disponibili, in tempi brevi e sulla scala più vasta possibile, nonché a sollecitare la comunità scientifica a rispondere al fabbisogno di ricerca e sviluppo proveniente dal settore agricolo[136].

Nella nuova programmazione, dunque, le attività di formazione e di consulenza giungono a rivestire un ruolo trasversale rispetto agli obiettivi della politica,

---

[134] Tale dato è rintracciabile, in particolare, negli articoli 14 e 15 del Regolamento (UE) n.1305/2013 "del Parlamento europeo e del Consiglio del 17 dicembre 2013 sul sostegno allo sviluppo rurale da parte del Fondo europeo agricolo per lo sviluppo rurale (FEASR) e che abroga il regolamento (CE) n. 1698/2005 del Consiglio". Si confronti il testo riportato sul sito del Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali al link http://www.politicheagricole.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/5091

[135] Si confronti : http://ec.europa.eu/research/innovation-union/index_en.cfm?pg=eip e, con particolare riferimento al settore agricolo : http://ec.europa.eu/eip/agriculture/

[136] Si confrontino le risultanze della Conferenza tenutasi il 7 marzo del 2012 presso la Commissione Europea, dal titolo "Enhancing innovation and the delivery in European research agriculture", disponibili al link http://ec.europa.eu/agriculture/events/research-conference-2012_en.htm

ovvero competitività, sostenibilità e sviluppo locale; in tale cornice, la suddetta EIP, attraverso la rimozione degli ostacoli alla cooperazione e la creazione di una rete tra imprese, mondo della ricerca e consulenza, risulta decisamente funzionale al trasferimento dell'innovazione e della conoscenza.

In merito all'attuazione delle misure previste, giova sottolineare che gli obiettivi generali, inerenti la formazione e l'informazione, vengono estesi anche all'obiettivo del trasferimento della conoscenza[137]; altresì, il target delle misure medesime viene arricchito e contempla differenti utenti, ovvero le piccole e medie imprese, autentici gestori del territorio, oltre agli imprenditori agricoli e forestali. I beneficiari delle misure previste risultano essere coloro che erogano i servizi, piuttosto che i singoli imprenditori, ai quali è richiesta un'adeguata qualificazione, idonee risorse umane e strumentali atte a garantire che il servizio venga effettivamente fornito; infine vi sono gli strumenti, in termini di corsi di formazione, workshop, stage formativi, prove pratiche e dimostrative sulla gestione aziendale, e consulenze a gruppi di imprese.

La misura di cooperazione (124), già presente nella passata programmazione, viene decisamente rafforzata ed estesa ad una nutrita e diversificata gamma di forme di cooperazione (economica, ambientale e sociale), alla possibilità che esse avvengano incrociando molteplici categorie di beneficiari, ivi compresi innovativi progetti pilota e forme di cooperazione trans-regionale e trans-nazionale.

Risulta altresì fondamentale analizzare la nuova Policy a sostegno dei sistemi di conoscenza in agricoltura, ovvero il Programma Quadro Horizon 2020. Nella cornice della tematica "Food, agriculture and biotechnology" e con uno stanziamento in termini di risorse pari a circa 1,9 miliardi di euro, il Settimo Programma Quadro (Settimo PQ), a valere fino al 2013, ha affrontato le problematiche connesse alle sfide tecnologiche che il settore agricolo europeo deve affrontare; numerose risultano le tematiche contenute nel suddetto

[137] Trattasi della ex Misura 114 del PSR.

Programma, legate all'agricoltura e allo sviluppo rurale, quali: "Ambiente (inclusi cambiamenti climatici)" per quanto attiene agli aspetti della sostenibilità agro ambientale; "Scienze socio-economiche e umanistiche", più strettamente connessi alle dinamiche dello sviluppo rurale; "Energia" per cio' che riguarda i settori dell'energia verde, biomasse e bio-fuel; "Tecnologie dell'informazione e della comunicazione" per lo sviluppo delle Tecnologie della Comunicazione (ICT) nelle zone rurali; "Nanoscienze, nanotecnologie, tecnologie dei materiali e processi di produzione", la cui applicazione in agricoltura risulta possedere un enorme potenziale.

Alla suddetta Programmazione è seguita la pubblicazione, da parte della Commissione Europea, del nuovo Regolamento di ricerca intitolata "Horizon 2020"[138], ovvero il Programma Quadro per la Ricerca e l'Innovazione a valere per il periodo 2014-2020 (Ottavo PQ), teso a sostenere le attività di ricerca e sviluppo, e di innovazione, ad incentivare la crescita del potenziale industriale europeo, nonchè a contribuire alla costruzione di un'economia fondata sulla conoscenza. Il tutto coinvolgendo la più vasta gamma di stakeholders e settori fra loro collegati, nel rispetto di un approccio trasversale e al fine di favorire una proficua interazione tra mondo della ricerca, aziende e produttori, settore agricolo e consumatori finali. Corposo l'investimento complessivo, pari a circa 80 miliardi di euro, a sottolineare l'importanza fondamentale assegnata alla ricerca e all'innovazione in tutti i settori, ivi compreso quello agricolo; qui, infatti, l'obiettivo da perseguire risulta duplice: da un lato garantire la sicurezza alimentare e, dall'altro, efficientare i sistemi di produzione rendendoli competitivi ed eco-sostenibili.

Gli assi di ricerca promossi risultano principalmente quattro:

- Sostenibilità di agricoltura e silvicoltura, attraverso attività tese alla creazione di sistemi di produzione agricoli efficienti sia da un punto di vista dell'impiego delle risorse che di quello dello sviluppo di servizi, idee e

[138] Si confronti: http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/.

politiche che migliorino le condizioni di vita nelle zone rurali, il tutto al fine di garantire la sicurezza alimentare e, al contempo, salvaguardare le risorse naturali.

- Sviluppo di un settore agroalimentare competitivo e capace di assicurare una dieta sana e sicura, in virtù di una crescente richiesta da parte dei cittadini per un'alimentazione sana, sicura ed accessibile. In tal senso, le attività si pongono nella direzione di garantire adeguati approvvigionamenti e di informare i cittadini/consumatori, indirizzandoli verso scelte consapevoli in campo alimentare.
- Uso sostenibile delle risorse acquatiche, il cui potenziale risulta messo a rischio da modalità di utilizzo scarsamente intelligenti e sostenibili, il tutto allo scopo di massimizzare i benefici sociali ed economici di tali medesime risorse.
- Promozione di industrie sostenibili e competitive, che siano efficienti nel ricorso alle risorse, e, allo stesso tempo, in grado di competere sui mercati internazionali.

Risulta necessario, al fine di rispondere alle sfide del futuro, che la ricerca e l'innovazione nel settore agricolo incorporino una dimensione socio-economica della modernizzazione e dello sviluppo delle nuove tecnologie.

2.2.2 Il Greening

Fondamentale risulta l'analisi del Greening ; nell'ambito delle componenti previste dalla nuova PAC (Politica Agricola Comunitaria)[139], il Greening (o pagamento ecologico) riveste un ruolo decisamente importante, tanto da rappresentare la seconda delle suddette componenti, immediatamente dopo il cosiddetto pagamento di base, per un investimento fisso pari al **30%** delle risorse finanziarie, identico per tutti gli Stati membri. Il Greening, vera e propria

[139] Numerose sono le fonti di consultazione della nuova PAC. il sito della Commissione europea offre una presentazione, al seguente link: http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_fr.htm.

novità della nuova PAC, rientra, come intuibile dalla parola stessa, nel processo di inverdimento del sostegno al settore agricolo, un sostegno rinnovato nella direzione di favorire importanti modifiche alla gestione della aziende agricole, in particolare di quelle dedite a colture intensive in pianura. Sebbene frutto di un percorso alquanto combattuto e tortuoso, derivante dal dibattito fra Commissione europea, più incline ad una proposta molto rigida e stringente, e il Parlamento europeo e il Consiglio, favorevoli ad una versione dello stesso maggiormente gestibile e leggera, il Greening resta una tappa fondamentale ed un impegno con il quale gli agricoltori dovranno familiarizzare, per poi applicarlo dal 1° **gennaio 2015**, primo anno di entrata in vigore del nuovo sistema di pagamenti diretti.

Premessa fondamentale per accedere al Greening è il percepimento del pagamento di base, i cui requisiti sono propedeutici ed obbligatori. Una volta accertato questo, gli agricoltori devono rispettare, sugli ettari ammissibili ai pagamenti citati, tre pratiche agricole considerate positive e benefiche per il clima e l'ambiente, ovvero:

- diversificazione delle colture;
- mantenimento dei prati permanenti;
- presenza di aree di interesse ecologico.

Tali pratiche, da osservarsi congiuntamente, sono identiche per tutti gli operatori del settore agricolo rientranti negli Stati membri dell'Unione, senza possibilità di deroghe e/o modifiche.

In merito alla **d**iversificazione delle colture[140], essa si applica esclusivamente ai seminativi, mentre le colture permanenti (quali frutteti, oliveti, vigneti, pascoli) ne sono esentate.

[140] Ai fini della diversificazione, giova chiarire che una coltura viene considerata "diversa" se appartenente, appunto, ad un genere diverso. A d esempio: grano duro e grano tenero non sono diversi, in quanto entrambi del genere Triticum; mentre il grano e l'orzo sono diversi, in quanto rispettivamente del genere Triticum e Hordeum. Inoltre, le superfici lasciate a riposo o inerbite o dedicate ad altre piante erbacee per il foraggio sono considerate diverse, altresi', le colture invernali e primaverili, pur se dello stesso genere, sono considerate come due colture differenti.

Esso prevede: la presenza di minimo due colture nelle aziende con superficie a seminativo compresa tra 10 e 30 ettari, ciascuna inferiore al 75% della superficie complessiva a seminativo; un minimo di tre colture nelle aziende con superficie a seminativo oltre i 30 ettari, e con la coltura considerata come principale ad occupare al massimo il 75% della superficie a seminativo, e le due colture principali al massimo il 95% della superficie stessa. Sono quindi escluse dall'impegno di diversificazione le aziende con superfici a seminativo fino a 10 ettari, nonchè le aziende: con superfici investite interamente a colture sommerse per la parte preponderante dell'anno (ad esemipo il riso); le aziende con superfici occupate per oltre il 75% da foraggio, maggese e/o prati e pascoli permanenti, purchè i seminativi non investiti a tali ultimi usi non superino complessivamente i 30 ettari.

Il mantenimento dei prati permanenti, che rappresenta il secondo impegno, prevede che siano gli Stati membri ad indicare la presenza di prati permanenti ecologicamente sensibili, e che comunichino agli agricoltori le cui aziende li inglobano il divieto di convertire o arare tali prati permanenti. Gli Stati membri si impegnano ad assicurare che la superficie complessiva a prato permanente, in rapporto alla superficie agricola totale, non diminuisca di oltre il 5%; in tale modo si mira a garantire il mantenimento di una proporzione fisa delle superfici a prato permanente in relazione alla "superficie di riferimento" calcolata al 2015. Pertanto, ove uno Stato membro rilevi che tale rapporto è diminuito di oltre il 5%, deve prevedere modalità attraverso le quali i singoli agricoltori vengano obbligati a convertire i terreni a prato permanente.

Il terzo e ultimo impegno del Greening riguarda le aree di interesse ecologico, o ecological focus area (EFA), vincolanti per le aziende con superfici dedite a seminativo per superfici superiori a 15 ettari, per un minimo del 5% della superficie complessiva a seminativo dell'azienda. Tale soglia del 5% è suscettibile di essere incrementata al 7% dal 2018, previa relazione della Commissione nel 2017 e conseguente proposta legislativa.

Vengono esonerate da tale impegno le aziende con superfici a seminativo inferiori ai 15 ettari, e quelle dedite alle colture permanenti (vigneti, oliveti, frutteti e simili), nonché ai prati e ai pascoli permanenti. Inoltre, sono escluse dall'obbligo delle aree di interesse ecologico: le aziende che hanno le superfici interamente investite a colture sommerse, per una preponderante parte dell'anno (citiamo nuovamente l'esempio del riso); le aziende con superfici dedite a foraggio, o maggese, o prati e pascoli permanenti, per oltre il 75% della loro superficie, purchè in esse i seminativi non investiti a tali usi non superino i 30 ettari.

Anche in questo caso, sono gli Stati membri ad individuare ciò che può essere considerato come **area di interesse ecologico**, in base ad un elenco presente nel regolamento[141].

Al fine di non creare ulteriori penalizzazioni per quelle aziende che adottano già sistemi di sostenibilità ambientale, il Greening prevede un cosiddetto sistema di "equivalenza d'inverdimento", in base al quale si prevedono alcune tipologie di prassi favorevoli all'ambiente che, se già in vigore, sostituiscono gli impegni previsti dal Greening stesso. In tali tipologie rientrano l'**agricoltura biologica** e i regimi agro-ambientali che adottano misure in linea con certificazioni ambientali riconosciute ufficialmente. Il "doppio finanziamento" di tali prassi, ovvero il pagamento sia dal Greening che dal PSR, viene evitato con il tenere conto dei requisiti di inverdimento di base da parte dei pagamenti nell'ambito dei programmi di sviluppo rurale stessi; ovvero, i PSR non potranno premiare gli impegni del Greening già remunerati dal relativo pagamento verde.

Altresì, le aziende situate in tutto o in parte in aree coperte dalla direttiva Habitat, Acque e Uccelli sono, per "default" ammesse a beneficiare del

[141] Si individuano le seguenti possibilità : terreni lasciati a riposo, terrazze, elementi caratteristici del paesaggio, strisce tampone, superfici agro-forestali, strisce di superficie lungo i margini della foresta senza coltivazione, aree a bosco ceduo a rotazione rapida, aree forestate, aree con colture intercalari o copertura verde da assoggettare a fattori di ponderazione (contenuti in allegato al regolamento), aree con colture azoto-fissatrici.

pagamento del Greening purché rispettino le suddette pratiche verdi, a condizione che le medesime siano in linea con le finalità della direttiva citata.

Il mancato rispetto delle descritte condizioni per l'accesso al Greening determina la riduzione del pagamento ecologico, ovvero l'agricoltore "inadempiente" perde il pagamento relativo al Greening stesso; tuttavia, giova sottolineare che tale norma è valida fino al 2016, mentre dal 2017 in poi si avrà un incremento delle sanzioni. Infatti, a partire da tale anno, vi sarà una ricaduta anche al pagamento di base, per un importo pari al 20% del pagamento verde nel 2017, e al 25% nel 2018.

Come accennato, il Greening riguarda esclusivamente le aziende con superfici a seminativo, escludendo, pertanto, le colture permanenti legnose agrarie (quali frutteti, vigneti, oliveti, agrumeti, e simili) che vengono considerate "green" per definizione e, quindi, ammesse ai relativi pagamenti senza dover effettuare ulteriori adempimenti.

In realtà giova precisare che vi sono numerose aziende, in particolare nelle zone di collina e montagna, che applicano già i criteri previsti dal Greening, in particolare con riferimento alla pratica di diversificazione, considerata in tali stesse aziende come parte dell'ordinaria tecnica agronomica; altresi' non sembra destare eccessive preoccupazioni il rispetto dei vincoli sui prati e pascoli permanenti; già applicati da buona parte degli agricoltori, così come il mantenimento di aree di interesse ecologico. Al contrario, i cambiamenti piu' consistenti sono richiesti in quelle aree oggi dedite ad un sistema di agricoltura intensiva, in particolare in pianura, ove sono predominanti le aziende monoculturali o specializzate[142], le quali dovranno necessariamente introdurre nuove colture al fine di rispettare gli impegni previsti dal Greening, pena la rinuncia al relativo pagamento. Giova inoltre precisare che la misura della diversificazione, ai fini dell'impatto ambientale, è stata preferita alla rotazione,

[142] Tipico esempio di tali realtà è dato dalle aziende dedite alla produzione di mais, grano duro, pomodoro, tabacco e simili.

in sede di dibattito sulla riforma della PAC, in quanto più facilmente applicabile, sebbene con benefici ambientali minori rispetto a quest'ultima.

In merito all'impatto sull'ordinamento produttivo, sarà certamente il vincolo delle aree di interesse ecologico a giocare un ruolo fondamentale, sulle aziende a coltura intensiva con più di 15 ettari a seminativo; infatti, se per le aziende di collina o di montagna non vi saranno eccessive difficoltà nel destinare il 5% delle superfici a seminativo ad aree di interesse ecologico, in superfici marginali, per le aziende ad agricoltura specializzata l'impatto sarà decisamente più elevato. In particolare, la sottrazione del 5% della superficie agricola per destinarla ad aree di interesse ecologico crea perplessità in quanto l'obiettivo della sostenibilità contrasta con quello della crescita e con l'esigenza di produzione di derrate alimentari. Soluzioni efficienti in tal senso potranno derivare dalla destinazione ad aree ecologiche di parti dell'azienda situate ai bordi dei campi, o di colture intercalari o di piccole aree con colture azoto-fissatrici; di certo sarà compito dei tecnici agrari e degli agricoltori stessi individuare e valutare le soluzioni migliori e più idonee per ogni singolo areale agricolo, in considerazione della scadenza del 2015 come data di inizio di applicazione delle norme descritte; vi sarà, ad ogni modo da attendere le precisazioni della Commissione europea in merito ai tipi di aree di interesse ecologico idonee ai fini del rispetto del Greening.

2.3 La tipicità: alle fondamenta delle normative del settore

La parola "tipicità" è un neologismo che designa la generalità dei caratteri delle parole "tipo" e "tipico" da cui deriva. Integrata nel dizionario francese Petit Robert nel 1933, essa vi designa l'insieme delle caratteristiche di un vino. Questo concetto è stato introdotto in una delle prime opere sulla degustazione dei vini pubblicata da agenti dell'INAO[143]. Essa si è poi estesa a tutti i prodotti alimentari. Il significato delle parole "tipo" e "tipico" hanno subito

[143] A. VEDEL, *Saggio sulla degustazione del vino,* S.E.I.V. Mâcon, 1972, p. 24, tipicità e originalità.

un'evoluzione nel corso della storia[144]. Per elaborare la definizione di "tipicità", ricordiamo una definizione del diciottesimo secolo in cui la parola "tipo" è vista come "l'insieme dei tratti generali che caratterizzano un essere o una cosa". Per i prodotti nati dall'agricoltura, si tratta di una categoria: "Il "tipo" è definito come una categoria di prodotti che formano una unità o un insieme", Il tipo è quindi un insieme di elementi che si possono descrivere, analizzare o comparare con dei mezzi matematici della teoria degli insiemi. La nozione di tipicità si dibatte tra due scuole di pensiero. L'una considera la tipicità come un oggetto quantificabile da misure strumentali[145]. L'altra considera la tipicità come una materia complessa, risultato di una costruzione umana. Da parte nostra, noi ci ricolleghiamo decisamente alla seconda scuola, seguendo in questo Jean Salette[146] che propone il termine di specificità per designare il senso cui fa riferimento la prima scuola di pensiero. Si possono individuare le definizioni seguenti del termine tipicità. Innanzitutto, il campo di applicazione della definizione include, oltre ai prodotti alimentari, altri prodotti nati dall'agricoltura; la tipicità è una proprietà attribuita ad un prodotto nato da una categoria che forma unità, le cui caratteristiche sono riconosciute da un gruppo umano. L'appartenenza è costruita in maniera necessaria ma non sufficiente sulle specificità del tipo, insieme di caratteristiche misurabili o verificabili. Esse includono contemporaneamente le caratteristiche che descrivono il prodotto finale (sensoriali e analitiche specialmente), quelle legate alle tappe dell'elaborazione del prodotto, e anche le caratteristiche sociali e culturali. Sono anche da prendere in considerazione la cultura tecnica o d'impresa, come quella gastronomica, poiché i rapporti sociali che si esprimono attorno ad un prodotto contribuiscono a darle un senso. Inoltre, la tipicità ha una doppia natura:

144 A. REY, *Dictionnaire historique de la Langue française,* Paris, Le Robert, 1998.
145 S. KELLY, K. HEATON, J. HOOGEWERFF, *Tracing the geographical origin of food: The application of multi-element and multi-isotope analysis*, in "Trends in Food Science & Technology", 16 (12), 2005, pp. 555-567.
146 J. SALETTE, *La typicité, une notion nouvelle au service du produit, de ceux qui l'élaborent, et de ceux qui le consomment en l'appréciant*, Revue des Œnologues, 85, 1997, pp. 11-13.

l'appartenenza di un individuo alla sua categoria implica, ogni volta che essa è riconosciuta, l'espressione di una proprietà di distinzione di questa categoria in relazione ai prodotti vicini. L'identità del tipo basa, sulle caratteristiche distintive, l'originalità e la singolarità della categoria testimoniata da ciascuno dei suoi elementi[147].

Ancora, la tipicità di un prodotto è affermata da un gruppo umano di riferimento (GHR). Gli attori coinvolti sono numerosi e diversi: produttori, trasformatori, autori della regolamentazione e soprattutto consumatori il cui parere è preso in considerazione dagli altri operatori. Tutto ciò presuppone una organizzazione del GHR che strutturi le informazioni e permetta di riconoscere la tipicità così costruita; si tratta di saperi "a detta degli esperti", impliciti o espliciti, formalizzati o no. Il loro essere "distribuiti" indica che è l'insieme degli attori che ne dispone, nessun attore del GHR può pretendere di possederli interamente da solo. Così le entrate e le uscite di questo o quell'attore sono compensate dalla distribuzione in seno all'insieme. Questo sapere si riferisce alla scelta delle caratteristiche quantitative e qualitative da ricordare per determinare la tipicità dal GHR. Questo sapere è la genesi della tipicità; esso costruisce e rivendica l'identità del tipo, assume delle revisioni periodiche dovute all'evoluzione delle società e delle tecniche[148]. Lungi dall'essere un "prodotto moda", il prodotto tipico non è pertanto immobile e le trasmissioni intergenerazionali si basano sulla capacità di una data generazione di mantenerlo vivo, a rischio di doverlo trasformare. Attraverso questo sapere si esprime la capacità degli operatori di gestire dei processi orientati ad ottenere dei prodotti tipici, capacità il cui recupero rappresenta una vera e propria scommessa per gli agronomi o i tecnici. Gli operatori dispongono di una competenza per scegliere i percorsi socio-tecnici più appropriati per arrivare ad un prodotto tipico e codificarlo in modo da

[147] *Ivi*.
[148] M.T, LETABLIER, F. NICOLAS, *Genèse de la typicité*, in "Science des Aliments", 14 (5), 1994 , p. 541-556.

alimentare un sistema di regole[149], nonché per tutelare questo sapere che ha per obiettivo quello di accettare dei prodotti candidati nella categoria stabilita. Esso è richiamato attraverso delle prove concepite e parametrate dal GHR per garantire un giudizio della tipicità[150]; queste prove possono riguardare diversi punti degli itinerari, dalla produzione fino alla commercializzazione finale. Un prodotto candidato può vedersi rifiutare l'appartenenza alla categoria desiderata per dei difetti individuati nel corso degli itinerari o nelle caratteristiche finali. In tale ultima direzione, fondamentale risulta il fatto che questo sapere presuppone l'acquisizione di competenze da parte di consumatori che hanno familiarità con il prodotto, disposti a pagare[151] in altro modo il prodotto in questione: si costituiscono quindi delle clientele che appartengono al GHR, che possono gestire, nel tempo, delle conoscenze attraverso l'esperienza. A contrario un consumatore che non conosce (o conosce male) il prodotto si affiderà a delle salienze che percepirà con pochi sforzi sul piano cognitivo[152]; egli partirà allora da un giudizio di "tipicità" secondo il quale il processo di scelta è basato sul grado di rappresentatività di un oggetto nella sua categoria, effettuando molto spesso una scelta tra degli stereotipi.

Tra le molteplici espressioni della tipicità, la "tipicità legata al terroir" è una costruzione particolare che concretizza l'effetto del terroir su un prodotto dato. La tipicità non contiene un legame fisico con il terroir; degli elementi di tipicità (specie o varietà, alcune operazioni tecnologiche) possono essere oggetto di una libera localizzazione. Una marca commerciale può costruire una tipicità per i suoi prodotti indipendentemente da qualsiasi luogo di produzione. Nel momento in cui il legame con il terroir viene rivendicato, esso deve richiamare il concetto di "tipicità legata al terroir". Questa nuova concezione è la proprietà di

[149] G. LINDEN, J.F. CHAMBA, *La typicité des fromages: une réalité, un objectif*, in "Sciences des Aliments", 14 (5), 1994 , p. 573-580.

[150] F. CASABIANCA, C. SAINTE MARIE (de), *L'évaluation sensorielle des produits typiques. Concevoir et instrumenter l'épreuve de typicité*, in SYLVANDER, BARJOLLE, ARFINI (éds) EAAE, Le Mans, *Actes et Communications*, 2000, 17-2, pp. 269-276.

[151] L'etimologia di questo verbo rinvia all'atto di fissare un prezzo.

[152] Nella psicologia cognitiva, un oggetto saliente è immediatamente accessibile alla memoria.

appartenenza di un prodotto ad una particolare categoria, costruita nel tempo su un terroir che essa contribuisce ad indentificare e definire, legata ad una "origine geografica" che comprende dei fattori umani localizzati (uomini, pratiche) e rivendicata da una comunità. Il GHR che individua la "tipicità legata al terroir", include la comunità umana che costruisce il terroir ma non vi si limita, poiché, tra i "portatori di memoria", bisogna includere gli operatori che intervengono sul prodotto e la frazione di consumatori che sanno apprezzare, e il cui parere è tenuto in considerazione. Quanto affermato risulta di notevole interesse nell'analisi del settore vitivinicolo, alla cui evoluzione viene dedicato il paragrafo che segue.

2.4 Il settore vitivinicolo biologico: caratteristiche e normative

2.4.1 Cenni introduttivi

Partendo dall'esame della realtà in Francia, il primo passo verso la costruzione della definizione di viticoltura sostenibile è il rapporto sull'agricoltura pubblicato nel 2000, definito Rapporto Paillotin[153]; in esso Guy Paillotin propone di definire la viticoltura come un insieme di pratiche volte a "controllare, nel modo migliore possibile, a livello di azienda considerata nel suo complesso, gli effetti, sia positivi che negativi, dell'attività agricola sull'ambiente, assicurando nel contempo la qualità degli alimenti e il mantenimento, o addirittura il miglioramento, della redditività economica delle aziende stesse". Si tratta, quindi, di un modo di intendere l'agricoltura che tiene conto in modo equilibrato degli obbiettivi economici dei produttori, delle aspettative dei consumatori verso prodotti di qualità e del rispetto dell'ambiente. Più concretamente, la viticoltura sostenibile si configura come un insieme di

[153] Il Rapporto Paillotin, intitolato «L'agriculture raisonnée» venne redatto su richiesta di Jean Glavany, ministro dell'Agricoltura e della Pesca (ottobre 1998-febbraio 2002), e pubblicato il giorno 1 febbraio 2000.

pratiche colturali, come, ad esempio, la limitazione dell'uso di prodotti fitosanitari, la lotta contro l'erosione del suolo e la limitazione dell'inquinamento del suolo e delle acque, nonchè la messa a punto di norme di tracciabilità, quali il monitoraggio e l'identificazione del processo di produzione, dalla vigna all'imbottigliamento. Sebbene si parli e si discuta di vitivinicoltura da oltre quindici anni, il settore "Agricoltura" è stato formalizzato in Francia il 30 aprile 2002 e, da allora, le aziende agricole devono rispettare il detto riferimento qualificato, così come istituito dal Ministero delle Politiche Agricole. Alcuni mesi dopo la pubblicazione del Rapporto Paillotin in cui si definisce l'agricoltura sostenibile, l'Istituto Tecnico della Vigna e del Vino (ITV)[154] ha pubblicato un documento finalizzato ad incoraggiare i produttori a sviluppare un approccio alla viticoltura in linea con la metodica di produzione integrata ; lo scopo è quello di cercare il modo migliore per soddisfare sia il produttore e il consumatore che l'ambiente, e sostenere un tipo di lotta alle malattie da definirsi come « biologica ». La produzione integrata ammette fertilizzanti e pesticidi di sintesi, ma i trattamenti contro le diverse malattie (funghi), i parassiti (insetti) o le erbe infestanti sono ammessi con cautela, per precauzione.

Come definito dall'Ufficio internazionale di Controllo biologico (OILB), in un documento del 2004[155], la produzione integrata in viticoltura è dunque "una produzione economicamente sostenibile di uve di alta qualità, dando priorità ai metodi ecologicamente sani, minimizzando gli effetti indesiderati dell'uso intenzionale e indesiderati dei prodotti fitosanitari al fine di proteggere l'ambiente e la salute umana". Così, la produzione o la viticoltura integrata possono essere considerati parte importante e integrante della viticoltura sostenibile, in quanto operanti in direzione di un maggiore beneficio per l'uomo, di un uso più efficace delle risorse e di un equilibrio con l'ambiente che è

[154] Si confronti: http://www.vignevin.com/
[155] Si confronti: http://www.iobc-wprs.org/ip_ipm/01_IOBC_Principles_and_Tech_Guidelines_2004.pdf

vantaggioso sia per l'uomo che per tutto l'ambiente. Per il geografo, ciò è di grande interesse in quanto fornisce una visione globale, che tenga conto dell'ambiente nel senso lato del termine (ovvero nel senso di "ambiente geografico"), oltre che dell'ambiente fisico o naturale, e della valorizzazione delle attività del produttore.

Dal canto suo, anche lo Stato sostiene gli sforzi per lo sviluppo della viticoltura sostenibile ; ogni prodotto utilizzato deve essere autorizzato dal Ministero dell'Agricoltura, dopo un'attenta misurazione della sua efficacia, in base ad un'armonizzazione legislativa a livello europeo data dalla Direttiva 9/414/CEE, che richiede anche un riesame di tutte le sostanze attive sul mercato europeo.

Viticultura sostenibile, viticultura integrata, biologica, sono espressioni generali per sottolineare, a vari gradi di coinvolgimento, l'impegno in campo ambientale dei viticoltori. Diversi approcci, più o meno drastici, e i cui effetti sono ancora da valutare nel lungo termine, approcci adottati da produttori la cui preoccupazione per l'ambiente è una priorità assoluta.

2.4.2 L'evoluzione della normativa: un lungo cammino

Passando all'analisi della normativa in materia di produzione di vino biologico, essa è stata oggetto di un percorso lungo e complesso, del quale si ripercorrono i passi salienti qui di seguito[156].

Nel 1991, con l'introduzione del primo Regolamento europeo in tema di produzione di alimenti biologici, Regolamento N.2092/91[157], sono state normate le produzioni vegetali e i loro prodotti trasformati, ivi compresa la produzione di uva. Si è potuto, pertanto, procedere alla produzione e commercializzazione del "vino da uve biologiche" (non ancora "vino biologico"). Nel corso del decennio successivo, in virtù del consistente sviluppo della vitivinicoltura biologica, divenne sempre più insistente la richiesta da parte dei produttori per una

[156] I riferimenti della seguente trattazione sono tratti dal documento ad hoc pubblicato dall'IFOAM, disponibile sul sito dell'organismo medesimo al link http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_wine_dossier_20130_it.pdf

[157] Vedi nota in altro file.

normativa comune, accanto ad una medesima istanza da parte dei paesi extra-UE importatori di vini europei. Nel giugno 2004, pertanto, la Commissione ha inaugurato un piano d'azione comunitario per l'agricoltura biologica, comprendente un'iniziativa ad hoc finalizzata a valutare l'opportunità di un regolamento sulla vinificazione biologica.

A seguito di un appello da parte della stessa Commissione, nell'ambito del VI Programma Quadro di Ricerca, nella direzione di uno studio in grado di fornire una possibile base scientifica di un regolamento di vinificazione biologica, e della conseguente pubblicazione di una serie di lavori scientifici a sostegno della legislazione stessa, si è proceduto a realizzare un approfondito e imponente lavoro ad hoc.

Realizzato tra il 2006 e il 2009, il progetto ORWINE[158] ha consegnato alla citata Commissione le risultanze di standing scientifico in merito alle tecniche di vinificazione, alla pianificazione e gestione degli impatti della produzione sull'ambiente, alle presenti e potenziali dinamiche di mercato, ivi comprese le aspettative dei consumatori; a conclusione, il progetto stesso ha stilato un nutrito elenco di raccomandazioni normative.

In contemporanea, la revisione del Regolamento del 1991 ha portato al Regolamento CE n.834/2007 (applicabile dal 1° gennaio 2009)[159], nel quale si parla per la prima volta di "vino biologico" pur senza fornire specificità circa le tecniche di produzione. La pubblicazione dei risultato del progetto ORWINE ha acceso un vivo dibattito in seno alla Commissione e agli stati membri, per l'attuazione delle proposte normative per il vino biologico, dibattito talmente intenso da portare il Commissario a sospendere i lavori nel giugno del 2010; in particolare, i conflitti maggiori si incentravano sui limiti all'uso dei solfiti.

Numerose sono state le istanze verso la Commissione e gli stati membri per la ripresa dei lavori, istanze in larga parte provenienti dagli operatori del settore del biologico, fra cui spicca l'iniziativa relativa alla Carta Europea del Vino

[158] Si confronti, per un'analisi approfondita, il sito: http://www.orwine.org/.
[159] Cit.

Biologico (EOWC)[160], posta in essere da un gruppo di associazioni provenienti da Francia, Spagna, Italia e Svizzera, e tesa all'armonizzazione delle norme private utili a creare un progetto di base per un regolamento comune.

La ripresa dei lavori della Commissione, avvenuta nel luglio del 2011, supportata dall'intervento di un team di esperti della EOWC e di IFOAM UE, ha portato alla formulazione di una proposta comune, con particolare riguardo alla problematica dei limiti all'uso di solfiti, risolta attraverso la creazione di differenti categorie di vini, distinte in base al contenuto di zucchero residuo, ciascuna con i propri limiti individuali di solfiti[161].

Tale passo in avanti ha determinato la finalizzazione del nuovo regolamento, così come risultante dal 105esimo meeting dello SCOF (Standing Committee on Organic Farming) dell'8 febbraio 2012[162]; ne sono seguiti la pubblicazione del "Regolamento di esecuzione n.203/2012 della Commissione dell'8 marzo 2012 che modifica il regolamento (CE) n.889/2008 recante modalità di applicazione del regolamento (CE) n.834/2007 del Consiglio in ordine alle modalità di applicazione relative al vino biologico"[163], e l'introduzione del nuovo regime in data 1 agosto 2012.

Sebbene numerosi dubbi siano stati espressi in merito al citato compromesso sui solfiti, in particolare ritenuto insufficiente da parte degli italiani e degli spagnoli, e, al contrario, eccessivamente restrittivo da parte dei tedeschi e degli austriaci, la finalizzazione del regolamento comunitario ha rappresentato un passo decisivo e fondamentale nella direzione della definizione di una prima normativa applicabile nelle diverse aree geografiche e pedoclimatiche di vinificazione dell'Unione Europea, tale da armonizzare le stesse e da non creare evidenti distorsioni di mercato. Inoltre, il regolamento in questione ha avuto un

[160] Si confronti: http://www.organic-wine-carta.eu/.

[161] La normativa tecnica in materia, piuttosto complessa ed articolata, viene affrontata nell'ambito di tale tesi con la finalità di inquadrare la tematica affrontata in una cornice legislativa ; il tutto senza alcuna pretesa di esaustività.

[162] Per lo SCOF, si confronti: http://ec.europa.eu/agriculture/committees/organic/105.pdf.

[163] Si confronti: http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?qid=1410294938296&uri=CELEX:32012R0203.

ruolo decisivo nella risoluzione dei problemi legati all'etichettatura dei vini, consentendo ai produttori di affrontare con opportuni strumenti la forte e crescente concorrenza dei produttori extra-UE; di certo, con il passare del tempo e la crescente maturità del settore, si prevede la necessità di un'opportuna revisione e aggiornamento di questo citato primo set di norme.

2.4.3 Le norme private, la certificazione e i marchi di qualità: alle fondamenta della sostenibilità

In parallelo, negli anni in cui il percorso della normativa in esame si compiva, con le difficoltà riportate, i vitivinicoltori biologici avevano posto in essere una serie di iniziative di natura privata, al fine di salvaguardare la coerenza delle loro lavorazioni con i principi cardine dell'agricoltura biologica. Tali approcci hanno rappresentato la base della regolamentazione biologica "di seconda generazione" e del regolamento sul vino biologico[164], e sono rimasti in funzione parallelamente e all'interno della nuova cornice giuridica; sovente, si tratta di standard decisamente più restrittivi rispetto alla legislazione riguardante il vino "convenzionale", e relativi ai limiti all'utilizzo di additivi, ai processi tecnici nelle diverse fasi della vinificazione, dalla raccolta delle uve fino alla fase di imbottigliamento e di stoccaggio.

Tali disciplinari sono stati posti in essere da gruppi di produttori (Germania, Francia e Austria), dalle associazioni di agricoltura biologica in affiancamento agli enti di certificazione (Austria, Germania, Grecia, Italia e Svizzera), dai suddetti enti di certificazione (Spagna) nonchè da piattaforme nazionali di rappresentanza del settore (Spagna e Svizzera), i cui standard, in tale ultimo caso, hanno ricevuto la loro ufficialità grazie alla partecipazione delle autorità pubbliche locali e nazionali.

È ragionevole attendersi che il nuovo regolamento comunitario, a sua volta, porterà delle modifiche e degli adattamenti alle citate norme private, le quali si

[164] Il riferimento è, rispettivamente, al Regolamento (CE) n. 834/2007 e al Regolamento (UE) n. 203/2012.

pongono, in sostanza, come ulteriori norme dettagliate di produzione finalizzate a rafforzare aspetti della vitivinicoltura, quali:

- Biodiversità della materia prima, ovvero delle uve coltivate, nonchè sostenibilità, in termini di impiego di risorse, nella produzione delle stesse;
- Maggiore cura e attenzione alla qualità del suolo, intesa come fertilità e vitalità dello stesso, e conseguente ricerca di approcci alternativi per il controllo degli infestanti (malattie e parassiti);
- Sostenibilità nella lavorazione e nello stoccaggio del vino, ivi compresa l'attenzione alla selezione e alla qualità degli ingredienti utilizzati, nonchè precise limitazioni sulgli arricchimenti ammessi, sulla provenienza dei lieviti (lieviti selvatici, fermentazione spontanea, e simili);
- Stringenti e maggiori limitazioni circa il ricorso agli additivi, con particolare riferimento all'ulteriore riduzione nell'impiego di solfiti, e circa le tecniche di lavorazione, gli strumenti e le attrezzature utilizzate. Gli standard previsti dalle norme private sono apprezzati sia dai produttori che dai consumatori, in quanto percepiti come garanzia di vino di qualità, espressione autentica del territorio di origine; in tal senso, le norme private stesse, in quanto precursori della legislazione comunitaria, continuano a rappresentare un valido strumento per nuove e positive evoluzioni delle regole ufficiali di produzione nell'ambito del settore del biologico. Un valido esempio, in tale direzione, è dato dalla citata EOWC (European Organic Winemacking Carta, ovvero la Carta Europea per la Vinificazione Biologica), che, sulla base delle risultanze dello studio effettuato da ORWINE[165] e in attesa dell'emanazione del regolamento europeo, ha riunito gli enti di certificazione ufficiale e gli organismi responsabili degli standard privati, entrambi attivi nella cornice comunitaria, con l'obiettivo di stabilire una normativa comune per la vinificazione biologica.

In merito alla certificazione del vino e all'istituzione dei marchi di qualità, la necessità di tutelare i consumatori e di garantire la trasparenza delle

[165] Si confrontino le citazioni ad entrambi i siti di riferimento, già effettuate.

informazioni, ivi comprese quelle riportate sulle etichette dei prodotti agro-alimentari, ha determinato la messa a punto di una serie di standard ai quali i prodotti stessi devono adeguarsi. In materia di vini, si ritiene opportuno iniziare dai sistemi di Qualità e Indicazioni geografiche. Studiati per proteggere la reputazione dei prodotti regionali, preservare la storia e il patrimonio delle tradizioni locali, nonchè per favorire la conoscenza degli stessi e tutelare i consumatori da frodi ed operazioni di marketing ingannevole, i sistemi di indicazioni geografiche dell'Unione Europea ruotano intorno al Regolamento (CE) n.510/2006, relativo alla "protezione delle indicazioni geografiche e delle denominazioni d'origine dei prodotti agricoli e alimentari"[166]; accanto ad esso, applicabile in via generale al settore vinicolo, l'Europa ha istituito un regime più ampio ed articolato di etichettatura dei vini di qualità[167]**.** Trattasi della legislazione europea relativa ai Vini di Qualità Prodotti in Regioni Specifiche (VQPRD), la quale prevede che gli Stati membri debbano stabilire le differenti categorie di vino di qualità e gli standard associati a tali categorie; una volta soddisfatti tali standard, i singoli vini vengono etichettati come VQPRD, ed inseriti nel livello corrispondente[168]. Giova sottolineare che i suddetti standard devono prevedere precise disposizioni in merito ai metodi di viticoltura e vinificazione, comprendendo, dunque, l'intera filiera produttiva, nonchè le circostanze attraverso le quali si possa effettuare il declassamento dei vini di qualità a vini da tavola. Accanto al sistema dei VQPRD, quello delle Denominazioni di Origine Protetta, contiene un approccio maggiormente finalizzato ad indicare l'elevata qualità dei vini, più stringente e, dunque, più significativo[169]. Resta chiaro che per il vino, cosi' come avviene per tutti gli altri

[166] Il testo integrale del Regolamento è disponibile al link http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:093:0012:0025:IT:PDF.
[167] Si confronti: http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=CELEX:31995R3011. Trattasi del **"**Regolamento (CE) n. 3011/95 del Consiglio, del 19 dicembre 1995, che modifica il regolamento (CEE) n.823/87 che stabilisce disposizioni particolari per i vini di qualità prodotti in regioni determinate".
[168] Numerosi Stati possiedono più di un livello di VQPRD.
[169] Trattasi di un approccio contenuto nella Regolamentazione dell'Organizzazione Comune

prodotti agro-alimentari dell'Unione Europea, la conformità agli standard citati viene accertata da organismi di controllo indipendenti, nominato dal Ministero dell'Agricoltura di ciascun Stato membro competente per la singola area geografica.

Infine, si ritiene sottolineare che, in linea generale, al fine di fregiarsi della Denominazione di Origine Protetta (DOP), ciascun vino deve conformarsi a quanto segue: possedere qualità e caratteristiche essenzialmente e/o esclusivamente riconducibili all'ambiente geografico di appartenenza, sia nelle sue componenti naturali che in quelle umane; la produzione delle uve e del vino deve avvenire nelle suddette stesse zone, e il vino deve essere ottenuto da uve appartenenti alle specie Vitis vinifera.

Altresì, per quanto attiene alla categoria Indicazione Geografica Protetta (IGP), ciascun vino deve: possedere requisiti di qualità, reputazione e/o altre caratteristiche specifiche riconducibili a tale origine geografica; essere ottenuto da uve provenienti per almeno l'85% dalla stessa area geografica. essere prodotto nell'area geografica stessa e, infine, essere frutto di varietà di uve appartenenti alle specie Vitis vinifera, o da un incrocio tra le specie Vitis vinifera e altre del genere Vitis. Tutti i vini conformi agli standard DOP o IGP possono essere identificati attraverso i medesimi loghi comunitari previsti per le indicazioni di origine dei prodotti agricoli e degli altri generi alimentari.

Infine, un breve cenno al concetto di sostenibilità, tematica che si sta imponendo all'attenzione dell'opinione pubblica, e che occupa un posto di rilievo all'interno degli odierni dibattiti ambientali, e socio-economici. In relazione al carattere piuttosto ampio ed elusivo che tale concetto possiede, risulta fondamentale porre in essere iniziative di sostenibilità a livello "ufficiale", che siano universalmente riconoscibili ed applicabili e che vadano nella direzione di evitare il cosiddetto

---

del Mercato (OCM), come da "Regolamento (CE) n. 479/2008 del Consiglio, del 29 aprile 2008, relativo all'organizzazione comune del mercato vitivinicolo, che modifica i regolamenti (CE) n. 1493/1999, (CE) n. 1782/2003, (CE) n. 1290/2005 e (CE) n. 3/2008 e abroga i regolamenti (CEE) n. 2392/86 e (CE) n. 1493/1999", al link:
http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/agricultural_products_markets/ag0001_it.htm

"green washing"[170]. In tale direzione, risulta molto importante il ruolo giocato dalle norme tecniche internazionalmente riconosciute (serie ISO), le quali rappresentano uno "strumento consensuale, trasparente e volontario, destinato a definire le caratteristiche di un prodotto o di un processo secondo lo stato dell'arte"[171].

In merito all'etichettatura, a partire dall'emanazione del Regolamento (UE) N. 203/2012 che, come già detto, ha stabilito le norme per la produzione dei vini biologici, ogni vino prodotto in conformità allo stesso può essere etichettato come "vino biologico" con l'utilizzo del nuovo logo biologico UE. In aggiunta a quanto previsto per i vini prodotti prima di tale data, i quali possono essere etichettati come biologici solo se il produttore dimostra che il vino è stato ottenuto secondo il nuovo regolamento, quest'ultimo prevede norme specifiche per i diversi aspetti della filiera. Partendo dal fondamentale assunto che il "vino biologico" deve essere realizzato con ingredienti biologici, si parte dalle uve biologiche, ottenute in conformità alle norme di produzione agricola, secondo quanto già stabilito dai citati Regolamenti (CE) n.834/2007 e 889/2008. In aggiunta alle norme relative alla materia prima, il nuovo regolamento del vino biologico stabilisce norme ulteriori in merito alle pratiche enologiche, ai processi, ai trattamenti e alle sostanze impiegate, quali gli additivi e i coadiuvanti tecnologici. In particolare, giova sottolineare come molte pratiche e sostanze ammesse nella produzione convenzionale, di cui ai citati Regolamento (CE) n.1234/2007, n.606/2009 e n.607/2009, vengono considerate non in linea con la produzione di vino biologico; ulteriori restrizioni e specifiche limitazioni sono previste per altre pratiche e sostanze e, ancora, in diversi casi di sostanze di più diretta derivazione agricola, si stabilisce che esse siano ottenute con materie prime biologiche, ove queste sono disponibili[172].

[170] Con il termine "green washing" si indica la pratica, purtroppo molto diffusa, di adottare comportamenti apparentemente "verdi" esclusivamente a fini di marketing, ovvero al fine di conquistare il favore dei consumatori e, quindi, accrescere la propria quota di mercato.
[171] Documento IFOAM, cit., p.12.
[172] Il riferimento è al Regolamento (CE) n.889/2008 della Commissione del 5 settembre 2008,

Giova, infine, notare che tutte le nuove pratiche enologiche per i vini convenzionali aggiunte alla legislazione vinicola comunitaria successivamente all'1 agosto 2010 non possono essere utilizzate in agricoltura biologica, a meno che non siano espressamente autorizzate[173]. L'etichettatura come "vino biologico" e l'apposizione del logo europeo dell'agricoltura biologica si pongono a garanzia dei consumatori nell'acquisto di un prodotto certificato al 100% biologico. L'Unione Europea ha provveduto ad implementare un regolamento specifico per la produzione enologica in ritardo rispetto agli Stati Uniti, nonostante per altri settori essa sia stata sempre pioniera. Dal 1991 al 2012, ovvero nel periodo tra il primo regolamento sull'agricoltura biologica (1991) e il citato regolamento sulla produzione di vino biologico (2012), l'unica opzione prevista per etichettare il vino biologico era scrivere in etichetta "vino ottenuto da uve biologiche"; ovvero, la viticoltura era regolata da lungo tempo nell'ambito della legislazione europea, mentre il processo produttivo del vino non era normato da un regolamento specifico. Inoltre, in etichetta i produttori non potevano indicare le tecniche utilizzate, gli additivi e le quantità di input

---

"recante modalità di applicazione del regolamento (CE) n. 834/2007 del Consiglio relativo alla produzione biologica e all'etichettatura dei prodotti biologici, per quanto riguarda la produzione biologica, l'etichettatura e i controlli". Si confronti:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:250:0001:0084:IT:PDF
L'articolo 29d(2) del Reg. (CE) n.889/2008, in particolare, vieta le seguenti pratiche:

- Concentrazione parziale attraverso il raffreddamento;
- Eliminazione dell'anidride solforosa con procedimenti fisici;
- Trattamento per elettrodialisi per garantire la stabilizzazione tartarica del vino;
- Dealcolizzazione parziale del vino;
- Trattamento con scambiatori di cationi per garantire la stabilizzazione tartarica del vino;
- Tutti i nuovi metodi fisici ammessi nel regolamento (CE) n.144/2013, ovvero nano o ultrafiltrazione, e riduzione del tenore di zucchero nei mosti mediante accoppiamento tra membrane, e il trattamento elettro-membranario per l'acidificazione o la disacidificazione.

L'Articolo 29d(3) del Reg. (CE) n.889/2008 regola alcune questioni in merito all'utilizzo di trattamenti termici, la cui temperatura non può superare i 70° C, la dimensione dei pori per centrifugazione e filtrazione, che non deve essere inferiore a 0,2 micrometri. Inoltre, ai sensi dell'articolo 29d(4) del Reg. (CE) n.889/2008 dovranno essere riesaminate dalla Commissione Europea (prima dell'1 Agosto 2015) le modalità di utilizzo di resine a scambio ionico per la rettifica di mosto concentrato e di osmosi inversa, le quali sono attualmente autorizzate per la produzione di vino biologico. Il tutto in modo da stabilire se tali resine vanno eliminate o ulteriormente ristrette.

[173] Articolo 29d (5) del Reg. (CE) n.889/2008.

immessi nel processo produttivo. Gli standard privati, finalizzati, come accennato, a sopperire alla mancanza di un regolamento comunitario, presentavano il limite di essere tra loro sostanzialmente differenti e non applicati da tutti i produttori di vino biologico.

L'esigenza di un regolamento unico a livello comunitario si rese ancora più evidente al verificarsi di un paradosso, ovvero i vini prodotti con metodo biologico conforme agli standard americani o di altri Paesi terzi rispetto all'Unione Europea, potevano essere commercializzati nel mercato europeo con la denominazione "vino biologico", mentre i produttori europei potevano utilizzare solo la dicitura "vini ottenuti da uve biologiche"; tuttavia, accadeva che, allo stesso tempo, i vini europei fossero già presenti sul mercato con la denominazione "biologico" in quei Paesi membri dotati di regolamentazioni specifiche in merito alla produzione biologica. In merito all'utilizzo del logo europeo dell'agricoltura biologica, esso può essere apposto in etichetta dai produttori che conformano tutta la filiera alla normativa europea, la quale regola la coltivazione delle uve e l'intero processo di trasformazione delle stesse in vino. Gli importatori di vini biologici prodotti in Paesi terzi, possono non apporre in etichetta il logo europeo; essi, tuttavia, hanno la possibilità di utilizzare il medesimo logo nel caso in cui i vini importati siano stati prodotti in conformità alle regole dell'Unione Europea o a regole riconosciute equivalenti sulla base di specifici accordi bi- o multi-laterali, e, in ogni caso, è necessario che tali vini rispettino il sistema di standard stabilito dal Regolamento (CE) n.1235/2008[174]. Nell'apporre il logo europeo, gli importatori sono altresì obbligati a riportare in etichetta il luogo di produzione (Agricoltura UE - non UE), nonché il codice dell'ente di certificazione.

Per quei vini in possesso di Denominazioni di origine, quali, ad esempio DOCG, AOC, DOC, DOK, OPAP, o appartenenti agli schemi comunitari, quali

[174] Trattasi del Regolamento (CE) n.1235/2008 della Commissione dell'8 dicembre 2008, "recante modalità di applicazione del regolamento (CE) n. 834/2007 del Consiglio per quanto riguarda il regime di importazione di prodotti biologici dai paesi terzi". Si confronti: http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:334:0025:0052:IT:PDF

QWPSR[175], DOP e IGP, è possibile apporre in etichetta il logo biologico; esso, in questi casi, fornisce ai consumatori un'informazione aggiuntiva in merito al valore aggiunto del prodotto finale. Ovvero, analogamente a quanto accade per altri prodotti, quali i formaggi e gli oli di qualità, la denominazione di origine indica la provenienza del singolo prodotto, mentre il logo comunitario del biologico ne indica il metodo di produzione. Nella vitivinicoltura, l'applicazione del metodo dell'agricoltura biologica, in quanto presuppone un contatto vivo e diretto con la natura, porta alla creazione di un legame profondo fra il vino, il territorio di produzione, con il suo bagaglio di tradizioni e di know-how, nonchè il suolo e le caratteristiche pedo-climatiche specifiche. Tutto ciò in netta contrapposizione con il metodo convenzionale, il quale tende ad operare una standardizzazione della qualità del prodotto, ed un livellamento delle molteplici caratteristiche derivanti dal cosiddetto terroir.

Come già accennato in merito alla presenza di norme e standard privati, il nuovo regolamento prevede, altresì, la possibilità di apporre in etichetta, accanto al logo europeo, una serie di loghi privati[176], nonché il logo Fair Trade, in caso di conformità agli standard di sostenibilità sociale ed ambientale previsti dal circuito stesso[177]. Giova, tuttavia, sottolineare come la presenza di molteplici loghi in etichetta rischia di creare una confusione nei consumatori, a causa di un numero eccessivo di informazioni, e di ostacolare lo sviluppo di un serio e strutturato comparto "alternativo", quale quello della vitivinicoltura biologica.

Risulta interessante notare come a volte si giunga al paradosso per cui diversi produttori europei, sebbene siano stati certificati biologici da lungo tempo,

[175] L'acronimo si riferisce ai Quality Wine Produced in a Specified Region, il corrispettivo del francese VQPRD (*Vin de Qualité Produit dans une Région Déterminée).*

[176] La lista degli standard privati, così come fornita dal citato documento dell'IFOAM, è costituita dai seguenti organismi: Demeter International: www.demeter.net (e la sua organizzazione internazionale per l'UE) ; Naturland, Germany: www.naturland.de; Biodyvin, France: www.biodyvin.com; Nature & Progrès, France: www.natureetprogres.org; AIAB, Italy: www.aiab.it; Biolwine ICEA, Italy: www.icea.info; BIO AUSTRIA, Austria: www.bio-austria.at; Soil Association, UK: www.soilassociation.org; Delinat, Switzerland: www.delinat.com; BioSuisse, Switzerland: www.bio-suisse.ch; BioCoherence, France: www.biocoherence.fr (si sta sviluppando recentemente).

[177] Si confronti: http://www.fairtrade.net/

scelgono di non dichiararlo in etichetta. Ciò è dovuto principalmente ad un generale (e, ancora di più, iniziale) pregiudizio verso la qualità del vino biologico; tale pregiudizio viene percepito come un rischio da parte dei produttori nel condizionare le scelte e l'opinione dei consumatori. Pertanto, accade spesso che siano i produttori stessi, in particolare coloro che vantano già un "nome" di rilievo e conosciuto, a non apporre ulteriori loghi o marchi sulle loro etichette, salvo poi comunicare l'appartenenza ad areali specifici, così come l'adozione del metodo di produzione biologico, attraverso il ricorso ad apposito materiale pubblicitario. Ciò porta inevitabilmente a considerare fondamentale la messa a punto di adeguate campagne pubblicitarie e di promozione per comunicare efficacemente ai consumatori la qualità dei vini biologici, nonché i valori insiti nel metodo di produzione biologico; un sostanziale aiuto può derivare, in tal senso, dai concorsi e dai premi per il settore vitivinicolo biologico, i quali, insieme, hanno aiutato negli ultimi anni, a contrastare i pregiudizi e a promuovere una sana concorrenza tra i produttori.

Per quanto attiene alla Certificazione, in armonia con il citato nuovo regolamento, entrato in vigore il 1 agosto del 2012, i viticoltori possono utilizzare in etichetta la dicitura "Vino biologico" e apporre il logo comunitario dell'agricoltura biologica; le medesime indicazioni possono figurare su quei vini prodotti nelle annate precedenti all'emanazione del citato regolamento, a condizione che le aziende produttrici siano già sottoposte ai controlli previsti da parte di un organismo di controllo, e possano dimostrare che il vino è stato ottenuto in conformità al nuovo regolamento, identificando con esattezza le partite di prodotto in questione, le quali devono essere agevolmente rintracciabili. Per i vini biologici che, prodotti in annate precedenti all'emanazione del nuovo regolamento, non risultano conformi ai requisiti legislativi in esso contenuti, è possibile utilizzare in etichetta la "vecchia" dicitura "Vino da uve biologiche", fino ad esaurimento delle giacenze.

Il controllo da parte degli ispettori degli organismi di controllo deve riguardare tutte le fasi di produzione; oltre a prevenire l'abuso di additivi vietati, dovrà

essere verificata la corretta gestione dei processi produttivi, la conformità delle sostanze autorizzate e il rispetto dei limiti e delle condizioni di impiego delle stesse, così come specificati nel regolamento.

2.5 Il territorio vitivinicolo: dal terroir agronomico al terroir sociale

In conclusione al presente capitolo e alle analisi effettuate in merito ai termini "terroir" e "tipicità", per numerosi operatori del mondo vitivinicolo, terroir è una parola magica che da sola giustifica la qualità di un vino. Ma dietro questo vocabolo, l'analisi dei discorsi dei professionisti rivela delle concezioni differenti, il terroir così come gli uomini se lo rappresentano si evolve con il contesto nel quale è richiamato; il recente arrivo degli operatori del turismo sullo scenario dei vini e lo sviluppo del settore turistico vinicolo segnano una profonda svolta della professione nel prendere in considerazione il concetto. Il terroir di conseguenza è considerato in tutta la sua complessità, essendo il terroir dei vini letto sempre di più come un sistema geografico globale: il progetto sociale ormai prevale sul terroir agronomico. In una recente trattazione Philippe Roudié[178] ha tracciato con precisione la storia della parola terroir; la finalità del seguente paragrafo è, tuttavia, quella di chiarire l'utilizzo di questo termine oggi nel mondo del vino. Per numerosi professionisti, il terroir viticolo è innanzitutto un ambiente fisico privilegiato atto a produrre del buon vino, un terroir agronomico.

[178] Ph. ROUDIÉ, *Vous avez dit "terroir"? Essai sur l'évolution d'un concept ambigu*, in "Journal international des Sciences de la Vigne et du Vin", éd. Vignes et vin publication internationale, Bordeaux, Hors Série, *Un raisin de qualité dans la vigne et la cuve,* juillet 2001, pp. 7-11.

2.5.1 L'agro-terroir[179]

Il terroir, spazio agronomico, è un ambiente originale, se non sempre eccezionale, e una entità caratterizzata dalla omogeneità degli elementi geologici e pedologici (consistenza, granulometria, spessore del suolo, natura mineralogica, composizione chimica), topografici (altitudine, pendenza, esposizione), climatici (pluviometria, temperatura, esposizione al sole), completati da fattori umani quali la scelta del vitigno o i modi di condurre la vigna. Questo terroir rientra nel contesto locale più fine e i migliori esempi ne sono senza dubbio il "clima" bourguignon o il grande cru alsaziano. Questa concezione si è imposta principalmente all'indomani della Seconda Guerra mondiale quando l'INAO[180], creato dopo i decreti di denominazione del 1936, fu istituito. Il terroir fisico fu allora richiamato per delimitare le aree AOC a partire dai riferimenti scientifici stimati incontestabili: gli elementi del contesto naturale. Essa è ancora di attualità per numerosi operatori vinicoli e ricercatori che lo definiscono come: "l'area geografica le cui caratteristiche geologiche, pedologiche e climatiche permettono di produrre dei vini originali, tipizzati e distinti da quelli che provengono da altri terroirs"[181]. Incontestabile, questa definizione minimalista del terroir non corrisponde affatto all'utilizzo che ne fanno la stampa, specializzata e non, il grande pubblico e gli operatori del territorio quando parlano di prodotti del terroir. La grande svolta epistemologica risale all'inizio degli anni '90, in particolare con la generalizzazione nel 1992 allargata ad altri prodotti agroalimentari del sistema degli AOC. Alcuni studi scientifici in Scienze Umane e Sociali dimostrano in maniera pertinente che i prodotti d'origine si situano "tra culture e regole"[182], tra natura e cultura[183].

---

[179] Per scrupolo di chiarezza, noi utilizziamo "agro-terroir" per designare lo spazio agronomico e terroir o a volte "socio-terroir" quando la voce è globale, sistemica, e prende in considerazione tutta la complessità dell'oggetto geografico che è il terroir.

[180] Istituto Nazionale di Denominazione d'Origine.

[181] Vedere E. VAUDOUR, *Les terroirs viticoles. Définitions, caractérisation et protection*, in *"*Œnologie", Paris, Dunod/Lavigne, 2003, p. 294.

[182] L. BÉRARD e Ph. MARCHENAY, *I prodotti del terroir,* Parigi, Edizioni CNRS, 2004, p. 229.

Alcuni lavori dei geografi mettono in relazione la produzione vinicola e la cultura, come quelli di Jacques Maby[184] o di Michel Réjalot[185] che sottolineano tutti e due la dimensione culturale dei prodotti del terroir. Così il terroir è poco a poco diventato uno spazio di produzione legittima di un prodotto tipico e ben definito che diventa spazio di produzione a tutti i livelli. È ciò che ritroviamo con le nuove AOC non vinicole, casearie e altro. Il terroir è ormai riconosciuto come tale, in Francia, dal guardiano del tempio in materia che è l'INAO: "Un terroir è uno spazio geografico delimitato dove una comunità umana ha costruito nel corso della storia un sapere intellettuale collettivo di produzione fondato su un sistema di interazione tra un ambiente fisico e biologico, e un insieme di fattori umani nel quale gli itinerari sociotecnici messi in gioco rivelano una originalità, conferiscono una tipicità, e generano una reputazione per un prodotto originario di questo terroir"[186]

Sapere

↕

Sistema di interazione

Bio-fisici ↔ Umani

↕ ↕

Spazio ↔ Comunità

Doc. 1 . Il terroir visto dagli esperti dell'INAO,
documento di lavoro, Gruppo INRA-INAO, sett. 2004.

---

[183] L. BÉRARD L. e Ph. MARCHENAY, *I prodotti d'origine tra natura e cultura*, in HACHETTE, INAO, *Il gusto d'origine,* Parigi, Hachette, 2005, p. 255.
[184] MABY J., *La trama della vigna. Geografia di una riuscita vinicola nella valle del Rodano,* Avignon, Edizioni A. Barthélémy, 1995, 623 p.
[185] REJALOT M., *Le logiche del castello. Filiera e modello viti-vinicolo a Bordeaux, 1980-2003, Bordeaux,* Presse Universitaire de Bordeaux, 2007, 230 p.
[186] Documento di lavoro, Gruppo INRA-INAO, sett. 2004.

Il terroir è anche a livello internazionale nel quadro dell'OIV, che dal sesto congresso internazionale sui terroirs vinicoli di Montpellier nel 2006 lo qualifica così: "Il terroir è uno spazio geografico delimitato nel quale una comunità umana costruisce, nel corso della sua storia, un sapere collettivo di produzione fondato su un sistema di interazioni tra un ambiente fisico e biologico, e un insieme di fattori umani. Gli itinerari tecnici così messi in gioco rivelano una originalità e portano ad una reputazione per un bene originario di questo spazio geografico"[187]. Se questa definizione segna una evoluzione molto netta rispetto a quella del terroir agronomico, la complessità sembra carente nel non considerare tutti gli elementi di questo sistema geografico che è un terroir vitivinicolo. In ogni caso è la rappresentazione che noi abbiamo difeso con il terroir sociale[188].

2.5.2 Il socio-terroir

Questa tesi è in parte già antica e fu brillantemente presentata da Roger Dion sin dal 1930[189]. Per questo geostorico, un terroir è certamente un ambiente naturale, ma soprattutto una storia e un mercato. Sono i tre pilastri della notorietà di un vino (e del suo terroir) e dunque della vigna che lo porta. Per comprenderne il fondamento, sembra importante ricordare che la produzione del vino è una organizzazione complessa. Il vino non è soltanto il frutto di un'attività culturale e, come tale, un banale prodotto agricolo, ma il risultato della trasformazione di un prodotto agricolo, l'uva, che comporta tre momenti essenziali:

- la viticoltura o fase propriamente agricola nel corso della quale il viticoltore produce la materia prima, l'uva;

---

[187] FANET J., *Definizione del terroir,* Organizzazione Internazionale del Vino, http://www.oiv2007.hu/documents/viticulture/327_d_finition_du_terroir_oiv_budapest.pdf.

[188] HINNEWINKEL J.C., *I terroirs viticoli, Origini e divenire,* Bordeaux, Edizioni Féret, 2004, p. 228.

[189] DION R., *Storia della vigna e del vino in Francia dalle origini al XIX secolo,* Parigi, 1959; "Discussione tra antichi e moderni sui fattori della qualità dei vini", *Annali di Geografia*, LXI, novembre-dicembre 1952*;* "Metropoli e vigne nella Gallia romana: l'esempio bourguignon", *Annali ESC,* VII, 1952. Questi due articoli sono stati ripubblicati in DION R., *Il paesaggio e la vigna,* Parigi, Edizioni Payot, 1990, p. 295.

- la vinificazione o elaborazione del vino che può includere il suo invecchiamento, cosa che è già un procedimento di trasformazione e che gli anglo-sassoni considerano industriale;
- la commercializzazione con i suoi effetti di comunicazione indispensabili ad ogni prodotto immesso sul mercato, soprattutto quando si tratta di un prodotto che non è di prima necessità, un prodotto che si può classificare come "culturale".

Queste tre funzioni, a volte unificate oggi, furono per molto tempo dissociate. Partner ancora inevitabile delle grandi vigne di qualità, il commerciante controlla in parte l'accesso al mercato, anche se questo ruolo gli è sempre più contestato dalla grande distribuzione. É lui che possiede le reti, l'informazione, la conoscenza indispensabile per assicurare una buona equazione qualitativa tra quello che egli stima essere la domanda e la produzione. Per lui, la tentazione di influenzare il prodotto è sempre stata grande. Egli ha sempre cercato di assicurare il controllo della seconda fase, la fabbricazione, che derivava abbastanza spesso da quello della vigna, cioè il prezzo pagato al produttore dal commerciante. Il viticoltore è il controllore della quantità così come della qualità, e il commerciante si ritrova in posizione meno favorevole per negoziare il prezzo; se questo controllo tornasse a quest'ultimo peggiorerebbe la situazione per la produzione. Di fronte al commerciante, il viticoltore fu a lungo anche vignaiolo; egli si accontentava molto spesso della prima elaborazione di un prodotto che richiedeva a volte (spesso!) dei compromessi, i famosi coupages della letteratura del diciannovesimo secolo sui vini di Bordeaux in particolare. Senza ritoranre ai vecchi dibattiti sull'argomento, ricordiamo semplicemente che, per l'attività commerciale il coupage era (o ancora è) indispensabile per rendere omogenea una qualità, garantire un'immagine qualitativa del prodotto di grande diffusione. Mettere in evidenza l'importanza della dipendenza tra gli operatori del terroir ci permette pertanto di diagnosticare l'esistenza di un sistema di azioni nella sua creazione e nel suo funzionamento. Il terroir è allora

letto come il frutto di un'azione collettiva. Tenuto conto dell'importanza degli interessi sociali, delle organizzazioni sociali, della permanenza e dell'antichità di rappresentazioni che valorizzano la qualità, della specificità che contrasta un prodotto agricolo banale, il terroir non diventa innanzitutto una organizzazione e uno spazio sociale? E come sempre nel funzionamento dei territori che sono gli spazi sociali, l'infrastruttura dialoga costantemente con la sovrastruttura, la quale è qui largamente dipendente dalle rappresentazioni della vigna e del vino nella società occidentale. Pertanto si impone il fatto di tener conto dell'importanza dell'ideologia "di Bacco" che è un elemento forte della civiltà occidentale nella sua componente sud-europea. Qui il punto non è quello di svilupparla, dal momento che i suoi indicatori sono conosciuti da tutti. Si tratta soltanto di sottolineare alcuni aspetti che ci appaiono giocare un ruolo fondamentale nelle dinamiche sociali degli spazi considerati. Al primo posto, rileviamo il ruolo fondamentale del concetto di castello per l'immagine di qualità, di prodotto unico. Vi sarebbero diversi altri elementi da considerare, come l'adeguamento produzione inferiore/migliore qualità che gli Anglo-sassoni contestano; in tale trattazione non si intende addentrarsi in tali questioni, che appartengono soprattutto alla scienza enologica. Un grande vino è un vino di un proprietario, preferibilmente classificato cru; tutti i vini che contano, quelli da concorso sono dei vini che provengono da importanti "domaine" quali, ad esempio, quelli dell'Haut-Brion"[190]. Pertanto il gioco di singolarità e di unicità, di originalità del prodotto, la sua capacità di entrare nelle logiche della distinzione funzionano appieno. La parola è allora data agli operatori, al loro modo di organizzarsi territorialmente per far valere le loro differenze, la loro qualità o piuttosto quella del loro vino, per far trionfare la loro immagine nel processo di distinzione. Quelli che se ne tirano fuori sono i più potenti, come Yquem, o i più innovativi; di conseguenza, tutta la sovrastruttura sociopolitica diventa determinante con l'entrata in lizza di gruppi di operatori con

[190] MARKHAM D., Jr., *Storia di una classificazione dei vini di Bordeaux,* Bordeaux, Féret, 1997, pp. 58-59.

caratteristiche diverse. Questa constatazione mette in luce un certo numero di tratti caratteristici dei terroirs vinicoli, e al primo posto la loro non riproducibilità. Il terroir è unico poiché è un sistema di azione concreto che gestisce le relazioni tra gli operatori del terroir dove "la sinergia delle condizioni naturali ha creato una tipicità organolettica, la sinergia di gestioni crea la potenza della vigna, la sinergia dei valori socio-culturali crea la notorietà di una denominazione"[191]. Il terroir è quindi "una individualità geografica"[192], che non è un semplice dato naturale, ma "una medaglia coniata ad immagine di un popolo"[193]. É l'uomo che, con le sue azioni, mette in luce questa individualità, che costruisce questo spazio, conferendogli la sua personalità sul lungo termine.
Il terroir è un sistema aperto in cui le innovazioni sono possibili come lo è allo stesso modo l'espressione degli operatori nel quadro di tutta l'organizzazione, in cui la libera scelta degli individui bilancia il peso della collettività, dell'olismo del sistema. I produttori, attraverso il loro sindacato di denominazione assicurano loro stessi una gestione sempre più responsabile del loro terroir per contratto nel quadro di una politica pubblica. Si tratta all'ora della messa in opera di un progetto collettivo per la difesa di un marchio e dunque di un rendita territoriale collettiva. Infine, il terroir è caratterizzato dalla similitudine tra lo spazio fisico e lo spazio sociale; tra lo spazio di produzione e il territorio degli operatori della filiera, esso offre una alternativa alla marca per una viticultura di qualità, nella misura in cui il terroir è concepito come segno di identificazione o di riconoscimento di un vino, segno di specificità che sottolinea la distinzione di un vino in rapporto a quello standard, segno di conformità ad una disciplina di produzione, garanzia di una certa qualità per il consumatore[194]. Il terroir appare

[191] J. MABY, *Campagne di ricerca. Approccio sistemico dello spazio rurale*, Avignon, Univeristà di Avignon e dei Pays de Vaucluse, 2002, col.1, p. 154.
[192] *Idem.*
[193] P. VIDAL DE LA BLACHE, *Tableau de la Géographie de la France*, in *Histoire de France, Paris, 1903-1922*, Paris, rééd. Éd. de la Table Ronde, 1994, p. 20. Paul Vidal de la Blache parlava allora della Francia ma il concetto è perfettamente adatto ad ogni territorio e quindi al terroir vitivinicolo.
[194] C. PERI, D. GAETA, *La nécessaire réforme de la réglementation européenne des*

come il frutto della protezione a lungo termine di una rendita territoriale di denominazione. Questa denominazione riempie allora la funzione olonica del terroir evitando il ripiegamento su se stesso del viticoltore-vignaiolo, realizzando l'integrazione di ogni cru. Esso dispone così di una forte capacità di riproduzione, al tempo stesso forza di resistenza al cambiamento e capacità di accettare l'innovazione. É un sistema sociale che vigila sulla propria sopravvivenza, proteggendosi contro la distruzione, ma che gestisce anche attentamente delle vere e proprie rendite derivanti dalla denominazione d'origine: "Essere [terroir], vuol dire approfittare del sistema, della sua organizzazione, dei suoi meccanismi di difesa collettiva, e delle sue particolari strutture"[195]. É infine un sistema di spazio: Roger Dion[196] ha sottolineato come la situazione fosse diventata determinante nel fare emergere delle vigne di qualità. Inoltre, anche se non furono decisivi nella determinazione dei terroirs, gli agro-terroirs detengono oggi un ruolo di primo piano nel loro funzionamento, proprio come i paesaggi. Essi costituiscono: "il nocciolo irriducibile del sistema viticolo"[197]. Attraverso le restrizioni che impone, attraverso le virtù che racchiude, lo spazio è costitutivo del terroir. Così codificato il terroir è "più che un insieme di terre, più che una unione di proprietà e castelli"[198]. Allora, come per il territorio "la sua virtù essenziale risiede senza dubbio nella sua globalità e nella complessità del suo contenuto semantico, nel fatto che la sua costruzione, in un luogo o in un insieme di luoghi dati, richiama tutti i registri della vita umana e sociale. La sua identificazione combina le dimensioni concrete, materiali, quelle degli oggetti e degli spazi, quelle delle pratiche e delle esperienze sociali, ma anche le dimensioni ideali delle rappresentazioni (idee, immagini, simboli) e dei poteri"[199]. L'area di una AOC corrisponde così ad un

---

dénominations de qualité et d'origine, in "Économie rurale", 258, juillet-aout 2000, pp. 42-53.

[195] R. BRUNET*, Lo spazio, per non errare più, in* F. AURIAC, *Sistema economico e spazio,* Economica, coll. Géographia, 1983, 215.

[196] R. DION, *Storia della vigna e del vino in Francia,* op. cit.

[197] J. MABY, *Campagne di ricerca,* op. cit., p.150.

[198] *Idem,* p.153-154.

[199] G. DI MEO, *Geografia sociale e territori,* Parigi, Nathan, 1998, p. 273.

terroir; il terroir è, così concepito, il frutto di un insieme di circostanze con la sua specifica storia (tradizione/usi/innovazione), in un ecosistema originale, cosa che gli conferisce specificità e piacevolezza. Si tratta allora per noi di un vero e proprio territorio e con un curioso ritorno semantico, il vocabolo terroir ritrova il suo significato originale, quello dell'attuale parola territorio[200].

Alla fine, i terroirs appaiono come una lettura sociale di uno spazio di produzione. Ma soprattutto, più che realtà fisica, il terroir è una costruzione contingente, è un tentativo di ricostituire una costruzione umana per permetterci di comprendere e caratterizzare l'azione, i giochi degli attori che lo animano, lo fanno vivere attraverso la presentazione: dei meccanismi di cooperazione, i giochi tra i partner; delle modalità di regolamentazione della Politica attraverso soluzioni innovative nei momenti di crisi; delle relazioni del sistema d'azione con il suo ambiente. La ricostituzione di queste relazioni tra gli operatori implica il tenere in considerazione delle relazioni dialettiche che, costantemente, inducano le scelte di ogni "operatore territorializzato"[201]. Comprendere bene i terroirs comporta anche il conoscere bene gli itinerari personali degli operatori più in vista, per confrontarli con le trasformazioni delle organizzazioni, qui i terroirs, e mettere così in evidenza la maniera in cui essi fanno sistema. Il terroir, insieme dei meccanismi di coordinamento e di incentivazione creati per guidarlo, diventa allora una organizzazione, caratterizzata da un contesto d'azione[202] strutturato dall'interdipendenza degli operatori, dai loro scambi economici o politici, ma anche dalla loro pluralità così come dimostrato da Hervé Gumchian. In questo quadro d'analisi, si tratta allora di richiamare "i concetti centrali di contesto d'azione, di negoziazione e di scambio politico, e soprattutto quelli di ordine locale attraverso cui è introdotto un minimo di

[200] A. REY, (dir.), "Terroir", *Dizionario storico della lingua francese,* Parigi, Le Robert, 1994.

[201] H. GUMUCHIAN, *Gli operatori, questi dimenticati del territorio,* Anthropos, Parigi, Economica, 2003.

[202] FRIEDBERG E., *Il potere e la regola, dinamiche dell'azione organizzata*, Parigi, Le Seuil, 1993, p.121. Il contesto d'azione può essere definito come l'insieme dei giochi di regole che struttura il sistema d'azione organizzata.

regolarità e di stabilità negli scanbi politici tra gli interessati"[203], di studiare "la genesi delle regole che servono a stabilizzare e disciplinare le relazioni di potere che finiscono per cambiare queste regole"[204].

Risulta, così, possibile affermare che:

- i terroir viticoli di qualità corrispondono ad un progetto di valorizzazione di una rendita territoriale nel tempo. Questo progetto obbedisce a delle regole più complesse che la semplice riduzione al minimo dei costi di produzione. Risultato della frammentazione delle vigne, il terroir è innanzitutto il frutto di una costruzione sociale, tanto dal punto di vista delle rappresentazioni (la qualità e le sue classificazioni, le sue gerarchie), che da quello della geografia viticola (le divisioni interne delle grandi vigne). L'emergere del terroir è una risposta del mondo della produzione ad una domanda di distinzione da parte dei consumatori.

- i terroirs viticoli sono degli spazi strutturati attraverso una "azione organizzata"[205] e quindi da uno o più gruppi sociali, al fine di gestire, nel tempo, la frammentazione e le gerarchie senza metterne in pericolo il fragile equilibrio. Sono degli spazi di coesistenza e di adattamento ambiente-società-saper-fare, laddove l'agro-terroir non è niente senza la costruzione territoriale, influenzato dall'effeto di combinazioni, dalla valorizzazione dell' immagine (il paesaggio viticolo di qualità), dal recupero della rendita urbana con i castelli, i luoghi urbani come Bordeaux e Saint-Emilion, nel quadro indispensabile di una politica pubblica. É questa definizione più sociale che agronomica che oggi gli operatori del turismo richiamano.

Invenzione della società che lo fa vivere"[206], il terroir è uno spazio fisico così come uno spazio socio-culturale, uno "strumento di organizzazione della conoscenza. Meglio ancora, il terroir non è soltanto una nozione, che permette di

[203] E. FRIEDBERG, *La dinamica dell'azione organizzata* in "La sociologia, Storia delle idee", Auxerre, Ed. Scienze Umane, p. 295..
[204] *Idem,* p. 296.
[205] M. CROZIER, E. FRIEDBERG, *L'operatore e il sistema,* Parigi, Le Seuil, 1977, p. 500.
[206] J.C. HINNEWINKEL (dir.), *Far vivere il terroir, AOC, terroirs e territori del vino*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010.

organizzare il contenuto, ma un concetto, che da parte sua permette di organizzare il conoscere... Il geografo deve inventare senza sosta dei terroirs per rappresentarsi più comodamente lo spazio, in modo conforme alla problematica che egli ha scelto"[207]. Allora, il terroir diventa uno strumento di produzione di cose nello spazio: "un sottile strumento di analisi geografica"[208]. Il terroir è alla fine soprattutto uno spazio progettuale con i suoi quattro elementi: il luogo, con i suoi paesaggi, di incontro tra produttori e consumatori per costruire o elaborare dei veri legami prodotto/terroir; l'identità culturale, un saper vivere, un patrimonio: il terroir serve da biglietto da visita; la sostenibilità che si basa su una rendita economica, un contrastare la concorrenza ma anche responsabilità ambientale che privilegia prossimità ed ambientalismo. Sono queste le componenti essenziali di una società: il terroir vitivinicolo, spazio di produzione di uno o più vini, è quindi una rappresentazione della società che lo fa vivere. É per questo che è per noi un terroir sociale.

Tornando al punto da cui tale trattazione trae il proprio inizio, il terroir del vino sembra ben corrispondere ad un movimento profondo che tocca durevolmente i rapporti tra produttori e consumatori ma anche tra produzione e commercio. Appare come la via d'uscita possibile da una tripla crisi: crisi agricola, crisi alimentare, crisi di identità; è uno degli scenari futuri nella globalizzazione. Allora, tra vicinanza e ambientalismo, due condizioni della sostenibilità dei terroirs in quanto componenti di un sistema geografico del quale devono prendere in considerazione tutta la complessità e in particolare la componente sociale e organizzativa (tra cui la necessaria amministrazione locale), i vini del terroir hanno allora un bell'avvenire tra dei vini "industriali" indispensabili per soddisfare il mercato e delle "icone" che sono fuori mercato.

[207] J. MABY, *Campagne di ricerca,* op. cit., p.28.
[208] *Idem,* p. 31.

Capitolo III

Il contesto territoriale di riferimento

3.1 Analisi dell'agricoltura in Italia

L'estensione del territorio nazionale è pari a 302.071 km^2. I territori classificati di "montagna" coprono nel complesso il 35,2% della superficie, condizionando sensibilmente la distribuzione della popolazione: nelle aree montane risiede meno di un quinto della popolazione (12,6%), che, viceversa, tende a distribuirsi in prevalenza nelle aree di pianura, con il 23,2% del territorio e il 48,3% della popolazione. La collina, con una quota del 41,6% del territorio italiano ospita invece il 39,1% della popolazione[209].

Tabella 1: Utilizzazione del territorio agricolo (000 ha), 2012

	Italia	UE28
Superficie totale	17,078.0	214,578.0
Superfici agricola utilizzata	12,856.0	172,920.0
Seminativi	7,009.0	103,923.0
Cereali(%)	51,6	54,5
Leguni secchi(%)	2.0	1,6
Patate,barbabietole,sarchiate da foraggio(%)	1,4	3,3
Piante Industriali(%)	4,9	12,1
Ortaggi freschi, meloni e fragole(%)	4,3	1,6
Fiori e piante ornamentali(%)	0,2	3,3
Foraggere avvicendate(%)	27,4	19,2
Sementi(%)	0,4	0,2
Terreni a riposo(%)	7,8	7,1
Colture permanenti	2,323.0	10,703.0
Vite(%)	27,9	28,6
Olivo(%)	47,2	40,8
Fruttiferi e altre colture(%)	24,9	30,5
Orti	32.0	350.0
Totali prati	3,434.0	57,945.0
Superficie forestale annessa ad aziende agricole	3,003.0	30,379.0
Superficie agricola non utilizzata e altra superficie	1,220.0	11,273.0
Coltivazioni energitiche	17.0	480.0

Fonte: Eurostat e ISTAT, 2012

[209] Fonte Eurostat e ISTAT (per tutti i dati del paragrafo).

I dati ISTAT indicano che al 31 dicembre 2012 sono presenti in Italia 59,7 milioni di persone, di cui più di 4,3milioni (7,4%) di cittadinanza straniera.
Nel corso del 2012 la popolazione è cresciuta di 291 mila unità, pari allo 0,5%, aumento dovuto alle migrazioni dall'estero, che hanno compensato il calo demografico conseguente al saldo naturale negativo.
La distribuzione della popolazione residente per ripartizione geografica assegna alle regioni del Nord-Ovest 15.861.548 abitanti (il 26,6% del totale), a quelle del Nord-Est 11.521.037 abitanti (il 19,3%), al Centro 11.681.498 (il 19,6%), al Sud 13.980.833 (il 23,4%) e alle Isole 6.640.311 (l'11,1%). Tali percentuali presentano una diminuzione di un decimo di punto percentuale per il complesso del Mezzogiorno (Sud e Isole) in favore delle aree centro-settentrionali, rispetto al 2011. Con una densità media di circa 202 abitanti per km^2, l'Italia è tra i paesi più densamente popolati dell'Unione europea (media UE 28, circa 116 abitanti per km^2). Soltanto Malta, Paesi Bassi, Belgio, Regno Unito, Germania e Lussemburgo presentano densità superiori (Fig.1).

Figura 1: Rapporto popolazione/superficie agricola
(abitanti/100 ha di SAU*), 2012

Fonte: Agenzia del Territorio e ISTAT.

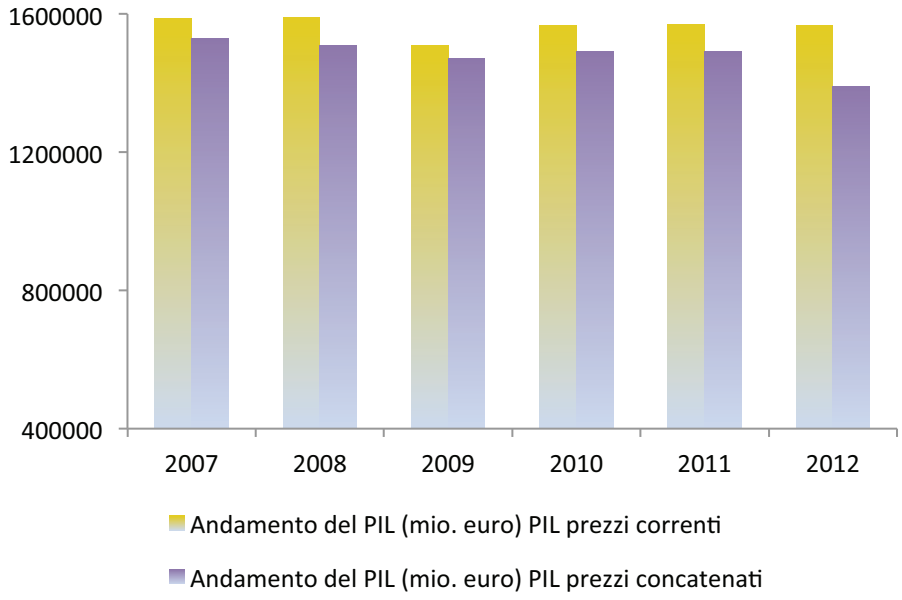
La superficie agricola totale (SAT) in Italia è pari a 17,1 milioni di ettari, di cui 12,9 milioni ascrivibili alla Superficie Agricola Utilizzata (SAU) (Tab.1). A livello territoriale, il Mezzogiorno contribuisce con il 47,4% della SAU nazionale, distanziando il Nord (35,5%) e il Centro (17,1%).

Tabella 2: Andamento del PIL in alcune principali aree e paesi
(var. % su anno precedente in termini reali)

Paesi industriali	Pesi sul PIL mondiale nel 2012	2008	2009	2010	2011	2012
Stati Uniti	18.9	-0.3	-3.1	2.4	1.8	2.2
Giappone	5.6	-1	-5.5	4.7	-0.6	2
Area Euro	13.7	0.4	-4.4	2	1.4	-0.6
Regno Unito	2.8	-1	-4	1.8	1	0.3
Canada	1.8	1	-3.1	3.2	2.4	1.8
Paesi emergenti in via di sviluppo						
Brasile	2.8	5.2	-0.3	7.5	2.7	0.9
Messico	2.1	1.2	-6	5.3	3.9	3.9
Cina	14.9	9.6	9.2	10.5	9.3	7.8
Corea del sud	1.9	2.3	0.3	6.3	3.6	2
India	5.6	6.2	4.9	11.4	7.5	4.1
Russia	3	5.2	-7.8	4.5	4.3	3.4
Turchia	1.4	0.7	-4.8	9.2	8.8	2.2

Fonte: Banca d'Italia, 2013

Figura 2: Rappresentazione grafica dei dati della Tabella 2



Fonte: Banca d'Italia, 2013

Nel 2012 l'attività economica dei principali paesi avanzati ha dato modesti risultati riflettendo la crisi del debito sovrano nell'area euro e l'incertezza in merito alla politica di bilancio negli Stati Uniti (Tab.2 e Fig.2). Nello specifico, il prodotto mondiale è cresciuto del 3,2%, contro il 4% dell'anno precedente, e il

rallentamento ha interessato sia le economie avanzate, il cui tasso di sviluppo è diminuito dell'1,2%, sia quelle emergenti, dove la crescita è scesa dal 6,4% al 5,1%. Ad esempio, rispetto al 2011, in Giappone la crescita del PIL è stata modesta (2%). Nei paesi emergenti e in quelli in via di sviluppo il ritmo di espansione del prodotto è stato tra i più bassi dell'ultimo decennio, frenato dal forte rallentamento della spesa per investimenti e dall'indebolimento della domanda estera.

Nell'insieme della UE il PIL si è ridotto dello 0,3% (era cresciuto dell'1,6% nel 2011) con una contrazione ancora maggiore per l'insieme dell'area euro (-0,6%). La crescita è stata leggermente positiva in Germania (+0,7%), ha ristagnato in Francia (+0,07%), è scesa in Spagna (-1,4%) e, in misura maggiore, in Italia (-2,4%). Il prodotto si è contratto fortemente in Grecia (-6,4%) e in Portogallo (-3,2%). L'andamento del PIL italiano, nel 2012, ha registrato una diminuzione in volume del 2,4% (rispetto alla relativa stabilità del 2011). Tale andamento è stato in larga parte determinato dalle conseguenze della crisi del debito sovrano: aumento del carico fiscale, difficoltà del mercato del lavoro, flessione del reddito disponibile, caduta della domanda interna.

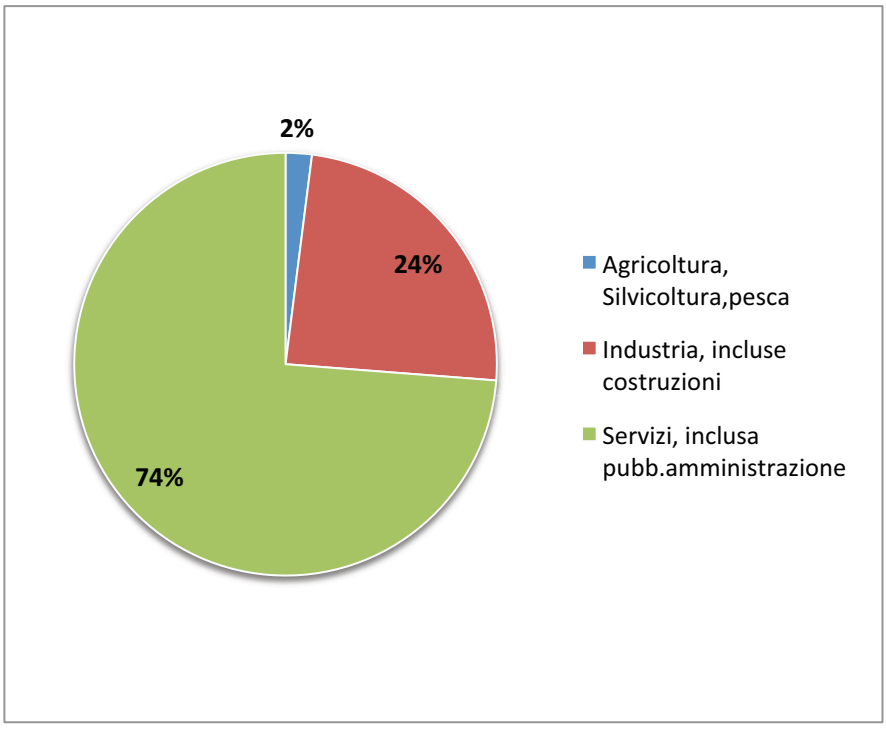
Per l'agricoltura, la silvicoltura e la pesca il 2012 ha rappresentato l'anno peggiore dall'inizio della crisi economica, con una profonda e generalizzata caduta del valore aggiunto in termini reali (-4,4% rispetto al 2011). Da rilevare che, il peggioramento dell'attività economica del settore primario ha interessato maggiormente le regioni del Centro-Nord con una variazione negativa del 5,1% e in misura minore le regioni del Mezzogiorno con una flessione del 3,4% rispetto al 2011. In particolare, il Nord-Est ha fatto registrare la performance peggiore con una forte diminuzione del valore aggiunto del 7,3%.

Tabella 3: Ripartizione del valore aggiunto ai prezzi di base per settore, 2012 valori a prezzi correnti

Peso % del valore aggiunto* agricolo sul totale, 2012			
Paesi	**%**	**Paesi**	**%**
Bulgaria	6.4	Cipro	2.3
Romania	6	Portogallo	2.2
Lettonia	5	Italia	2
Croazia	5	Francia	2
Polonia	4	Paesi Bassi	1.7
Lituania	3.9	Svezia	1.6
Ungheria	3.9	Malta	1.5
Estonia	3.7	Danimarca	1.5
Slovacchia	3.6	Austria	1.4
Grecia	3.4	Germania	1
Finlandia	2.9	Irlanda	1.1
Spagna	2.7	Belgio	0.8
Slovenia	2.6	Regno unito	0.7
Repubblica Ceca	2.3	Lussemburgo	0.3
Area Euro			**1.8**
UE 28			**1.8**

Fonte: Eurostat e ISTAT, 2012

Figura 3: Rappresentazione grafica dei dati della Tabella 3



Fonte: Eurostat e ISTAT, 2012

Com'è noto, la recessione ha coinvolto anche tutti gli altri settori produttivi e in particolar modo quello delle costruzioni che, nel 2012, ha registrato una marcata

contrazione dell'attività produttiva (-6,3% nel 2012 dal -3,4 dell'anno precedente) e dell'industria in senso stretto[210] (-3,5%, rispetto a +1,2% del 2011). I servizi, invece, hanno mostrato una flessione del prodotto meno marcata (-1,2%, rispetto a -0,7% del 2011); sostanzialmente stazionario (+0,3%) il risultato produttivo per il settore delle attività finanziarie e assicurative mentre il complesso delle attività culturali, di intrattenimento e di riparazioni dei beni per la casa ha registrato una variazione positiva del valore aggiunto pari a +1,2% rispetto al 2011. Hanno registrato andamenti migliori i comparti produttivi dell'industria alimentare che hanno ottenuto una leggera variazione positiva del valore aggiunto pari a +0,8% sul 2011, anche se in calo rispetto al +1,7% registrato l'anno precedente. Il contributo dell'agricoltura italiana alla formazione del valore aggiunto nazionale è rimasto sostanzialmente stabile, collocandosi al 2%, in linea con quello dei maggiori paesi europei che, nella media UE, presentano un peso percentuale dell'agricoltura sul valore aggiunto complessivo dell'1,8% (Tab.3 e Fig.3).

Nel 2012 permane la fase di stallo dell'economia italiana e l'occupazione denuncia un ulteriore, lieve declino. In questo difficile contesto va detto che la diminuzione nel settore agricolo (-0,2%) è inferiore a quella registrata nel totale economia (-0,3%); inoltre nel Mezzogiorno, l'area italiana più in difficoltà per l'occupazione giovanile, si registra un aumento degli occupati in agricoltura nella fascia di età 15-35 anni (+5,8%), mentre a livello nazionale per l'economia nel suo complesso gli occupati nella stessa fascia diminuiscono in tutte le ripartizioni[211].

[210] Attività estrattive, manifatturiere, energia, ecc., escluse le costruzioni.

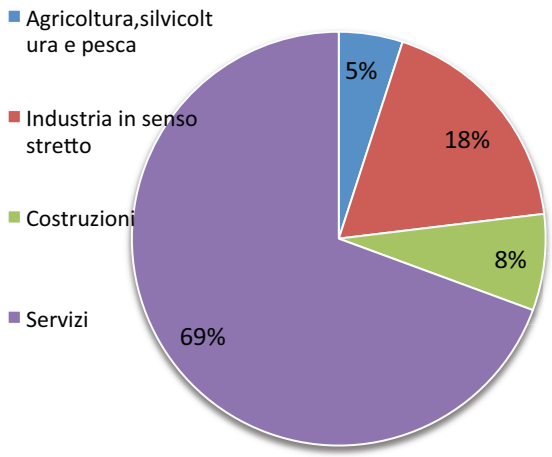
[211] I dati in commento si riferiscono alla Rilevazione continua sulle forze di lavoro dell'ISTAT, che costituisce la principale fonte statistica sul mercato del lavoro italiano. Nel grafico e nella relativa tabella sulle unità di lavoro per settori, sono invece riportati i dati della contabilità nazionale ISTAT, utilizzati per la misurazione del volume di lavoro complessivamente impiegato nelle attività produttive.

Tabella 4: Occupati per classi di età e ripartizione geografica in agricoltura e nel totale economia (%),

	15-34 anni	35-64 anni	65 anni e oltre	Totale occupati	Dipendenti (%)
Nord					
Agricoltura, silvicoltura e pesca	17.5	73	9.5	315	31.8
Totale economia	25.3	72.8	1.9	11901	76.3
Centro					
Agricoltura, silvicoltura e pesca	18.2	70.8	11	115	47.6
Totale economia	24.4	73.6	2.1	4818	75
Mezzogiorno					
Agricoltura, silvicoltura e pesca	22.4	74.5	3.1	419	65.1
Totale economia	25.9	72.6	1.5	6180	73.1
Italia					
Agricoltura, silvicoltura e pesca	20	73.4	6.5	849	50.4
Totale economia	25.3	72.9	1.8	22899	75.2

Fonte: ISTAT Rilevazione continua sulla forza lavoro, 2012

Figura 4: Ripartizione occupati per settore



Fonte: ISTAT Rilevazione continua sulla forza lavoro, 2012

Complessivamente il numero di occupati in agricoltura rimane intorno alle 850 mila unità (di cui il 29% donne), distribuite per il 15,2% nel Nord-Ovest, il 22% nel Nord-Est, per il 13,6% nel Centro e la parte rimanente – quasi la metà – nel Mezzogiorno (Tab.4 e Fig.4).

Continua a modificarsi la composizione per posizione professionale, diminuisce infatti il numero di occupati indipendenti (-3,7%) mentre aumentano nella stessa proporzione i dipendenti (+3,6%), che hanno così superato l'altra componente. Cresce, arrivando al 12,7% del totale degli occupati in agricoltura, l'incidenza degli occupati a tempo parziale.

Continua a crescere anche l'impiego di stranieri in agricoltura, così come aumenta il loro peso nell'economia e nella società italiana in generale (Tab.5 e Tab.6).

Tabella 5: Occupati stranieri in agricoltura per ripartizioni geografiche (000)

Occupati stranieri in agricoltura per ripartizioni geografiche (000)				
	Sesso	**2010**	**2011**	**2012**
Nord	Maschi	22	30	34
	Femmine	8	7	7
	Totale	30	37	41
Centro	Maschi	16	21	23
	Femmine	3	3	5
	Totale	19	24	28
Mezzogiorno	Maschi	25	30	33
	Femmine	10	12	12
	Totale	35	42	45
Italia	Maschi	62	81	90
	% Stranieri su totale in agricoltura	**10.2**	**13.4**	**14.9**
	Femmine	22	22	25
	% Stranieri su totale in agricoltura	8.6	9	10
	Totale	84	103	115
	% Stranieri su totale in agricoltura	**9.7**	**12.1**	**13.5**

Fonte: ISTAT Rilevazione continua sulla forza lavoro, 2012

Tabella 6: Incidenza degli occupati in agricoltura sugli occupati (%), 2012

Incidenza degli occupati in agricoltura sugli occupati totali (%), 2012					
	Occupazione in agric./occ. Totali (15 anni e più)	Incidenza donne		Occupazione in agric./occ. Totali (15 anni e più)	Incidenza donne
Austria	4.9	42.4	Lussemburgo	1.3	29
Belgio	1.2	27	Malta	1	
Bulgaria	6.4	31.6	Paesi Bassi		
Cipro	2.9	31	Polonia	12.6	41.5
Croazia	13.7	45.3	Portogallo	10.5	39.3
Danimarca	2.6	20	Regno Unito	1.2	26.9
Estonia	4.7	28.5	Repubblica Ceca	3.1	27.3
Finlandia	4.1	27.1	Romania	29	46.4
Francia	2.9	30.4	Slovacchia	3.2	22.5
Germania	1.5	32.5	Slovenia	8.3	42.9
Grecia	13	40.2	Spagna	4.4	26.1
Irlanda	4.7	12.1	Svezia	2.2	23
Italia	3.7	29	Ungheria	5.2	25.9
Lettonia	8.4	29.7	**UE 27**	**4.9**	**36.7**
Lituania	8.9	37.3	**UE 28**	**5**	**36.9**

Fonte: Eurostat, Labour Force Survey, 2012

La fase recessiva dell'economia ha inciso notevolmente sulle performance economiche delle imprese, determinando profondi mutamenti sulla loro struttura organizzativa e, in generale, sulla dinamica ciclica dei singoli settori produttivi. Misurata in termini di valore aggiunto reale[212] per ora lavorata, nel 2012, la produttività per il totale delle attività economiche è diminuita dell'1% (+0,2% nel 2011), per effetto di una leggera flessione nell'industria in senso stretto[213] (-0,6%) e nei servizi (-1,5%) e di un lieve incremento nel settore primario (+1,4%) e in quello delle costruzioni (+0,1%). Per l'intera economia, la dinamica della produttività è stata meno negativa di quella del valore aggiunto, come conseguenza della riduzione dell'input di lavoro. Anche per il settore agricolo la riduzione del monte ore lavorato è stata del 6% circa rispetto all'anno precedente.

Da rilevare l'andamento stazionario crescente di tale indicatore per il settore agricolo, a partire dal 2009, in contrapposizione alle forti variazioni negative fatte registrare dai settori delle costruzioni e dell'industria. Tale dinamica riflette

[212] Esprime la dinamica del valore aggiunto in termini di quantità.
[213] Attività estrattive, manifatturiere, energia, ecc., escluse le costruzioni.

tra l'altro il carattere familiare dell'occupazione delle aziende agricole italiane. Infine, da sottolineare, la dinamica della produttività del capitale 2012/2011 che è risultata alquanto negativa per il settore primario (-3,1%), rispetto al totale delle attività economiche (-1,1%), risentendo del ridimensionamento dell'accumulazione. Anche la dinamica della produttività totale dei fattori è stata negativa, sia pur in maniera meno accentuata (-0,3%), rispetto al totale delle attività economiche (-0,9%).

3.1.1 L'andamento congiunturale del settore

I finanziamenti bancari negli ultimi mesi del 2012 hanno registrato per il settore agricoltura, silvicoltura e pesca un leggero aumento tendenziale (+1%), a fronte di una persistente variazione negativa degli stessi erogati per il complesso dell'economia (delle imprese) (-3,5%). A dicembre 2012 il totale degli impieghi, per il settore agricoltura, silvicoltura e pesca, ha raggiunto il valore di 44,2 miliardi di euro, con un'incidenza del 4,6% sugli impieghi riguardanti l'intera economia.

La ripartizione degli impieghi per macroarea geografica mostra come le regioni settentrionali detengano la maggior parte dei finanziamenti, con una tendenza all'aumento; a dicembre 2012, rispetto allo stesso periodo del 2011, si sono registrate variazioni positive del 2,6% per il Nord-Ovest e dell'1,4% per il Nord-Est. Al contrario, le regioni centrali e meridionali hanno registrato variazioni negative dei finanziamenti bancari per il settore agricolo, pari a -0,5% e -1,4%, rispettivamente.

Il rapporto tra impieghi bancari e produzione agricola è pari all'83,2%, in diminuzione di circa un punto percentuale rispetto al valore registrato nel 2011; rimane alta l'esposizione finanziaria del settore nei confronti del sistema creditizio, tuttavia dalle informazioni fornite dalla Banca d'Italia emergono segnali positivi sul fronte del recupero della liquidità finanziaria delle imprese, anche se permane un clima di incertezza legato all'andamento del ciclo economico. Ciò trova conferma nella variazione negativa degli impieghi per i finanziamenti oltre il breve termine,

che hanno subito un calo del 6,7% rispetto al 2011. Tale risultato è la conseguenza di una variazione positiva registrata per i finanziamenti in macchine e attrezzature (+3%) e di una variazione fortemente negativa per quelli in costruzioni e fabbricati rurali (-14%) e altri immobili rurali (-4,5%).

Infine, le difficoltà legate alla situazione economica negativa, nel corso del 2012 hanno fatto registrare un ulteriore peggioramento di tutti gli indicatori di rischiosità creditizia. In particolare, il rapporto sofferenze lorde/impieghi ha evidenziato un progressivo peggioramento della qualità del credito per il settore agricolo (+10%) che tuttavia è minore rispetto a quello calcolato per il complesso delle attività economiche (+11,8%).

Nel 2012, il settore primario italiano ha registrato, nel complesso, un calo in termini quantitativi (-3,3%) rispetto all'anno precedente e un aumento dei prezzi del 4,9% (Tab.7 e Fig.5). Di conseguenza, il valore della produzione agricola, della silvicoltura e della pesca, ai prezzi di base, in termini correnti, è aumentato dell'1,4% attestandosi a 54,1 miliardi di euro, incluse le attività secondarie. Anche per il 2012, si conferma il contributo dei principali comparti alla formazione del valore complessivo della produzione con le coltivazioni vegetali che nel loro insieme hanno inciso per il 48,3%, gli allevamenti zootecnici con il 31,9%, le attività di supporto all'agricoltura con il 12% e le produzioni della silvicoltura e della pesca con il 5%, circa. Analizzando la dinamica per singolo comparto, il valore delle produzioni vegetali è diminuito dell'1,4% rispetto al 2011, con un dato particolarmente negativo per le colture foraggere (-6,7%) e per le colture erbacee (-4,3%). Meglio il comparto zootecnico che ha fatto registrare un incremento del valore della produzione (+5,7%), grazie al buon andamento dei prezzi della carne (+5,8%), mentre per il latte il valore della produzione è rimasto sostanzialmente invariato (-0,1%).

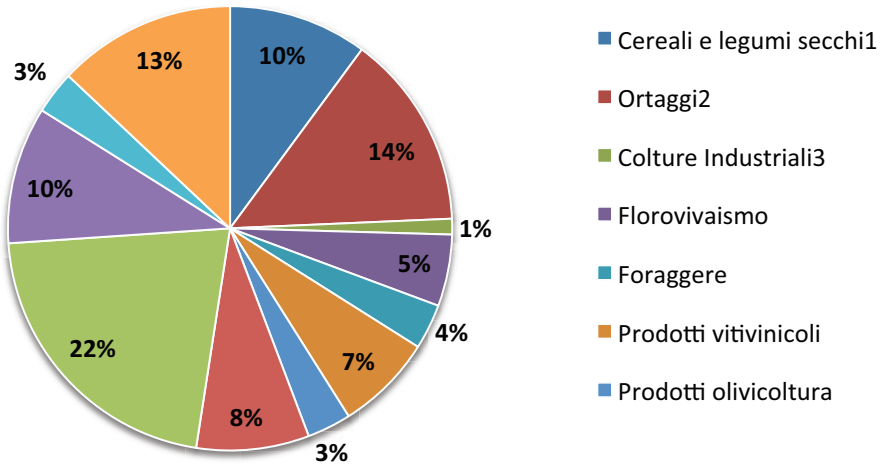
In aumento il valore dei servizi di supporto all'agricoltura (+5,6%), mentre arretrano le attività secondarie (-1,5%), quali l'agriturismo e la trasformazione.

Tabella 7: Valore delle produzioni e dei servizi ai prezzi di base dei principali comparti, 2012

Valore delle produzioni e dei servizi ai prezzi di base dei principali comparti, 2012					
	Valori correnti		Var. % 2012/2011		
Attività economiche	mio.euro	%	valore	quantità	prezzo
Coltivazioni erbacee	14036	25.9	-4.3	-3.9	-0.3
Coltivazioni foraggere	1643	3	-6.7	-6.4	-0.3
Coltivazioni arboree	10506	19.4	3.6	-7.8	12.4
Allevamenti zootecnici	17268	31.9	5.7	-1	6.9
Attività di supporto all'agricoltura	6474	12	5.6	1.3	4.3
Attività secondarie	1540	2.8	-1.5	-2.6	1.1
Silvicoltura	655	1.2	-5.3	-9.4	4.6
Pesca	1996	3.7	-5.6	-4.4	-1.3
Totale	**54116**	**100**	**1.4**	**-3.3**	**4.9**

Fonte: ISTAT, 2013

Figura 5: Produzione di beni e servizi ai prezzi di base della branca agricoltura valori ai prezzi correnti (mio. euro), 2012



1 Legumi secchi (101,9 mio. euro)
2 Patate (662 mio. euro) e fagioli freschi (293 mio. euro).
3 Barbabietola da zucchero (116 mio. euro) Tabacco (219 mio. euro) Girasole (59 mio. euro) Soia (144 mio. euro).
4 Di cui miele (36,0 mio. euro).

Fonte: ISTAT, 2013

In termini di quantità, diminuiscono quasi tutte le principali produzioni vegetali, in specie quelle delle colture arboree (-7,8%). In particolare le maggiori variazioni negative hanno interessato le produzioni di pere (-30%), mele (-12%),

uva da tavola (-9%), olio (-8%), vino (-8%); tra le poche colture arboree in aumento si segnalano i limoni (+3%), i mandarini (+7%) e le nespole (+14%). L'incremento della produzione ai prezzi di base, espressa in valore corrente, delle colture arboree (+3,6%) è attribuibile esclusivamente a un forte aumento dei prezzi (+12,4%). In calo, sempre in quantità, si presentano anche le produzioni foraggere (-6,4%) e le colture erbacee (-3,9%); da sottolineare la forte diminuzione della produzione di girasole (-27%), soia (-25%) e granturco ibrido (-19%). In aumento, invece, la produzione di frumento duro (+9,6%) e tenero (23%). La flessione delle colture ortive ha interessato, in particolare i piselli freschi (-16%), i cocomeri (-12%),i pomodori (-10%), i cetrioli (-10%), i fagioli freschi (-9,3%) e i finocchi (-9,2%) (Tab.8).

Tabella 8: Principali produzioni vegetali, 2012

Principali produzioni vegetali, 2012					
	Quantità			Valore[1]	
	000 t	var % 2012/2011		mio. Euro	var % 2012/2011
Vino (000 hl)[2]	16,304	-7.6		2,101,358	11.7
Granoturco ibrido	7,935	-18.6		1,779,257	-19.7
Foraggere	-	-		1,643,302	-6.7
Olio[2]	452	8.2		1,383,600	-8.6
Frumento duro	4,161	9.6		1,381,802	7.3
Pomodori	5,846	-9.8		1,026,294	-11.6
Uva venduta	3,206	-6.5		862,984	21.9
Frumento tenero	3,498	23		852,391	20.7
Mele	2,119	-12.1		850,375	18
Arance	2,180	-1.3		766,560	6.6
Orti famigliari	1,862	-3.8		694,100	0.2
Patate	1,569	0.7		662,544	-6.3
Uva da tavola	1,104	-9		557,438	-2.6
Lattuga	482	-0.2		482,043	4.5
Pere	652	-29.6		453,532	-2
Carciofi	478	0.7		424,018	-4.4
Zucchine	504	-8.9		382,220	8.7
Finocchi	464	-9.2		377,563	-16.3

[1] Produzione ai prezzi di base e valori a prezzi correnti.

[2] Secondo la metodologia sec95, rientrano nel settore agricoltura il vino e l'olio prodotto da uve e olive proprie dell'azienda, a esclusione di quello prodotto dalle cooperative e industria alimentare.

Fonte: ISTAT, 2012

Il settore zootecnico nel 2012 ha mostrato una leggera diminuzione della quantità complessiva di carne prodotta (-0,6%), effetto di una diminuzione delle quantità di carne bovina (-3,2%), suina (-2,2%) e ovicaprina (-1,2%), controbilanciata da un buon risultato della produzione di carne di pollame (+4,8%), e di carne equina (+1,3%) (Tab.9). Anche la produzione di latte è diminuita, rispetto al 2011, con un calo sia delle quantità di latte vaccino e bufalino (-2,4%), che di pecora e capra (-1%). In generale, per gli allevamenti zootecnici l'aumento del livello dei prezzi (+6,9%) è riuscito a bilanciare il calo della quantità prodotte. Da sottolineare il notevole aumento del valore della produzione delle uova (+30,9%), come risultato di una lieve diminuzione delle quantità prodotte (-1,2%) e di un sostanzioso aumento dei prezzi (+32,5%), e la forte riduzione della produzione di miele (-13,7%) non compensata dall'aumento del prezzo (+8,2%). In calo anche il valore della produzione della silvicoltura (-5,3%), dipeso in larga parte dalla forte variazione negativa della produzione di frutti di bosco (-25%); l'aumento medio dei prezzi del 4,6% ha solo attenuato la performance negativa.

Analogo il calo del settore della pesca (-5,6%) che ha fatto registrare una contrazione delle quantità pescate del 4,4% (-6% per i pesci, i molluschi e l'acquacoltura, +17% la produzione di crostacei e +5% i servizi connessi alla pesca e all'acquacoltura). In diminuzione dell'1,3% i prezzi medi per questo settore.

Per il 2012 la produzione di servizi connessi all'agricoltura si è attestata a 8.013 milioni di euro correnti con un incremento del 4,2% rispetto al 2011 (Tab.10).

Tabella 9: Principali produzioni zootecniche, 2012

	Quantità[1]		Valore[2]	
	000 t	var % 2012/2011	mio. Euro	var % 2012/2011
Carni bovine	1,394	-3.2	3,580	3.8
Carni suine	2,017	-2.2	2,969	6
Carni ovi-caprine	60	-1.2	191	-0.8
Pollame	1,172	4.8	2,907	9.7
Conigli e selvaggina	417	1	996	3.1
Latte di vacca e bufala	108,763	-2.4	4,555	-0.3
Latte di pecora e capra	5,446	-1	432	1.5
Uova(milioni di pezzi)	12,777	-1.2	1,509	30.9
Miele	10	-13.7	36	-6.6

Fonte: ISTAT, 2012

Nell'UE, l'annata agricola 2012 è stata caratterizzata da una variazione positiva del valore della produzione ai prezzi di base (+3,3%), rispetto al 2011, come conseguenza di un aumento dei prezzi (+6,6%) e di una diminuzione delle quantità prodotte (-3,1%). La diminuzione della produzione ha riguardato la maggior parte delle coltivazioni e in particolar modo il vino (-15,4%), le patate (-14,7%), il granturco (-13,4%), il tabacco (-8,4%) e la frutta fresca (-7,7%). In lieve flessione, rispetto al 2011, la produzione del comparto zootecnico (-0,6%), con una maggiore accentuazione per il complesso delle carni (-1%), stazionaria, invece, la produzione di latte (+0,3%).

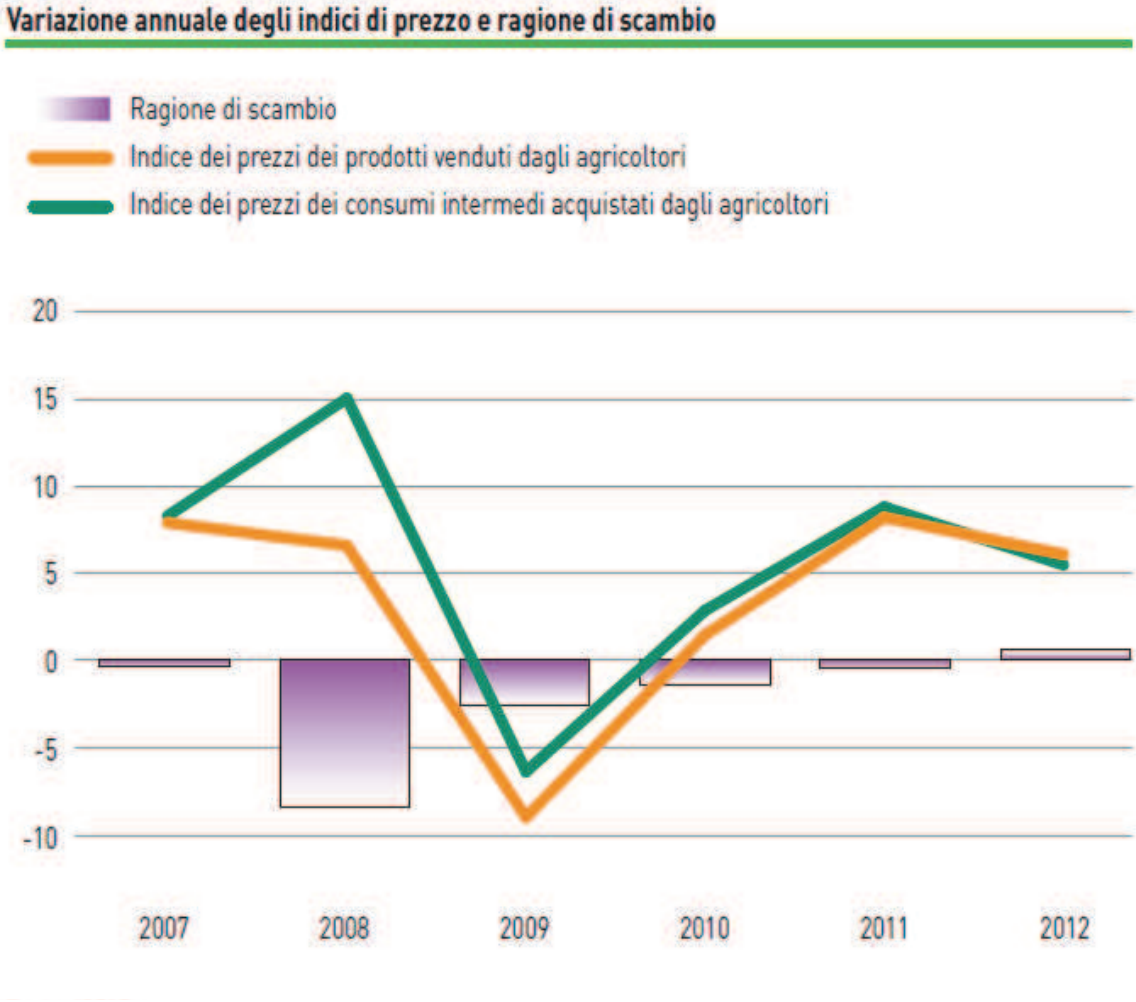
Tabella 10: Le attività di supporto e le attività secondarie dell'agricoltura (milioni di euro)

Le attività di supporto e le attività secondarie dell'agricoltura (milioni di euro)			
	2012	Valori correnti var.% 2012/2011	concatenati(2005) var.% 2012/2011
ATTIVITA' DI SUPPORTO			
Contoterzismo e noleggio di mezzi e macchine agricole	2706.3	7.3	2
Raccolta prima lavorazione	2216.4	3.5	-0.8
Conservazione delle sementi	239	14	4.2
Manutenzione del terreno al fine di mantenerlo in buone condizioni agricole ed ecologiche	254.4	4.2	3.2
Nuove coltivaizioni e piantagioni	202.4	8.2	4.7
Attività di supporto all'allevamento del bestiame	5446	1.3	-1.2
Totale	**6473.5**	**5.6**	**1.3**
ATTIVITA' SECONDARIE			
Trasformazione carni	318.2	-2.4	-0.4
Trasformazione frutta	46.2	-3.1	-12.3
Trasformazione latte	295	-3.7	-2.3
Agriturismo	880.1	-0.2	-2.9
Totale	**1539.5**	**-1.5**	**-2.6**

Fonte: ISTAT, 2012

Nel 2012 la ragione di scambio del settore agricolo, misurata dal confronto fra la variazione dell'indice dei prezzi alla produzione e quella dell'indice dei prezzi dei consumi intermedi, è rimasta sostanzialmente stabile (+0,6%) dopo quattro anni in cui, in modo più o meno intenso, si è assistito al peggioramento dei margini per l'attività primaria (Fig.6). In generale, la variazione media annua dell'indice dei prezzi dei prodotti acquistati dagli agricoltori – mezzi tecnici e servizi di uso corrente e beni d'investimento – ha registrato un aumento del 4,3%, contro una variazione del 6,1% dell'indice dei prezzi dei prodotti venduti. Tra i prodotti acquistati, i prezzi dei beni e servizi intermedi hanno mostrato un incremento del 5,5%, rispetto al 2011, mentre i beni di investimento hanno segnato una crescita più contenuta, pari al 2,1%.

Figura 6: Variazione annuale degli indici di prezzo e ragione di scambio

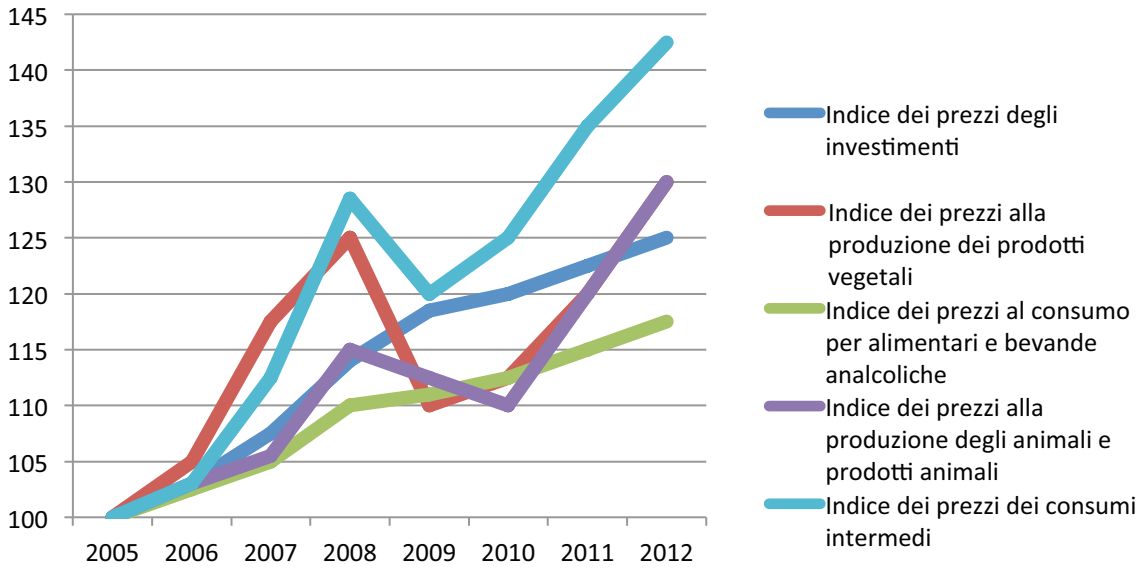


Fonte: ISTAT, 2012

Gli aumenti maggiori sono stati registrati per energia e lubrificanti (+12,2%), concimi e ammendanti (+6,2%), sementi (+6%) e mangimi (+5,5%). Positiva, nel 2012, la variazione dell'indice dei prezzi dei prodotti vegetali venduti dagli agricoltori (+5,9%) e dei prodotti zootecnici (+6,9%). Tra le colture vegetali gli aumenti più consistenti sono stati registrati per vino (+21,3%) e frutta (+14,7%). In diminuzione sono risultati i prezzi delle patate (-4,6%), dei cereali (-3,2%) e dell'olio d'oliva (-1,3%). Infine, da evidenziare l'andamento dell'indice dei prezzi al consumo, riguardante i prodotti alimentari e le bevande analcoliche che, rispetto al 2011, ha fatto registrare un aumento del 2,5%. L'aumento ha interessato sia i beni alimentari lavorati (+2,7%), che quelli non lavorati (+2,2%). In particolare, nell'ambito degli alimentari lavorati si mette in luce la

crescita annua del 3,5% dei prezzi di zucchero, confetture, miele, cioccolato e dolciumi, mentre per gli alimenti non lavorati si registra un aumento dei prezzi della carne ovina e caprina (+2,7%), della carne bovina (+2,6%) e del pesce fresco allevato in acqua di mare (+3,9%).

Figura 7: Indice dei prezzi agricoli e dei prezzi al consumo per l'intera collettività - numeri indice (2005=100)



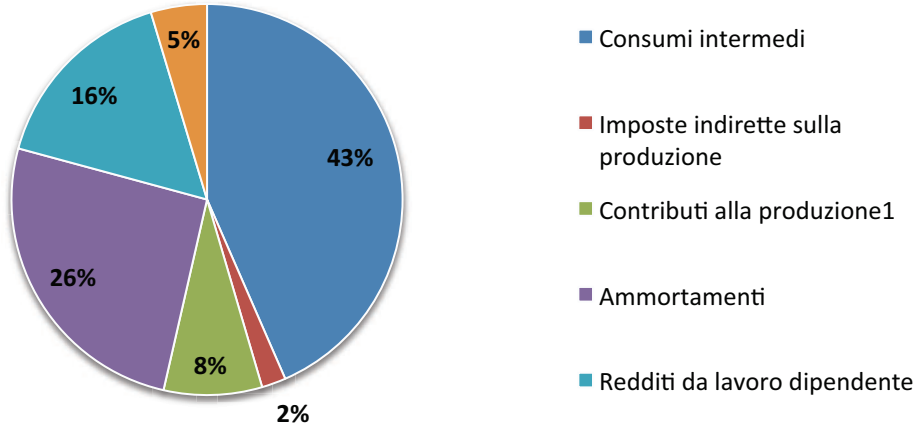
Fonte ISTAT, 2012

Nel 2012 la composizione del valore della produzione agricola, inclusi i contributi alla produzione e le imposte indirette, ha presentato un'incidenza dei consumi intermedi (sementi, concimi, mangimi, energia, servizi ed altri mezzi di uso corrente) pari al 43,5% (Fig.7). I redditi da lavoro dipendente hanno pesato per il 16,1%, mentre gli ammortamenti hanno inciso per il 25,6%. Alla remunerazione del lavoro autonomo (coltivatori, coadiuvanti familiari, imprenditori e altre figure professionali agricole) del capitale e dell'impresa, al netto degli ammortamenti, è andata una quota del 4,6% del valore della produzione (Fig.8). I contributi e le sovvenzioni erogati dallo Stato italiano e

dalla UE ai prodotti e alle altre attività d'impresa, hanno inciso per l'8,1%, in diminuzione rispetto al 9,4% del 2011.

A livello comunitario, secondo le stime Eurostat, il reddito reale agricolo per unità di lavoro è rimasto stabile per la UE 28, rispetto al 2011, dopo gli aumenti dell'8,6% nel 2011 e del 16,4% nel 2010. Gli incrementi maggiori sono stati osservati in Belgio (+27,9%), Lettonia (+21%) e in Lituania (+17,6%). Anche i Paesi Bassi, la Germania e l'Estonia hanno mostrato un aumento di oltre il 14%. Le diminuzioni più forti, invece, hanno interessato la Romania (-27,1%), la Polonia (-13,7%) e la Slovenia (-12,2%). L'Italia, rispetto al 2011, ha registrato una variazione negativa dell'1,2%, dopo la performance positiva realizzata nello scorso anno (+12,9% rispetto al 2010).

Figura 8: Composizione del valore della produzione agricola (2012)



[1] Aiuti nuova PAC, contributi in conto interessi (sviluppo rurale, calamità naturali, ecc.).
[2] Lavoro autonomo, capitale e impresa, al netto degli ammortamenti e dei contributi alla produzione.

Fonte Eurostat, 2012

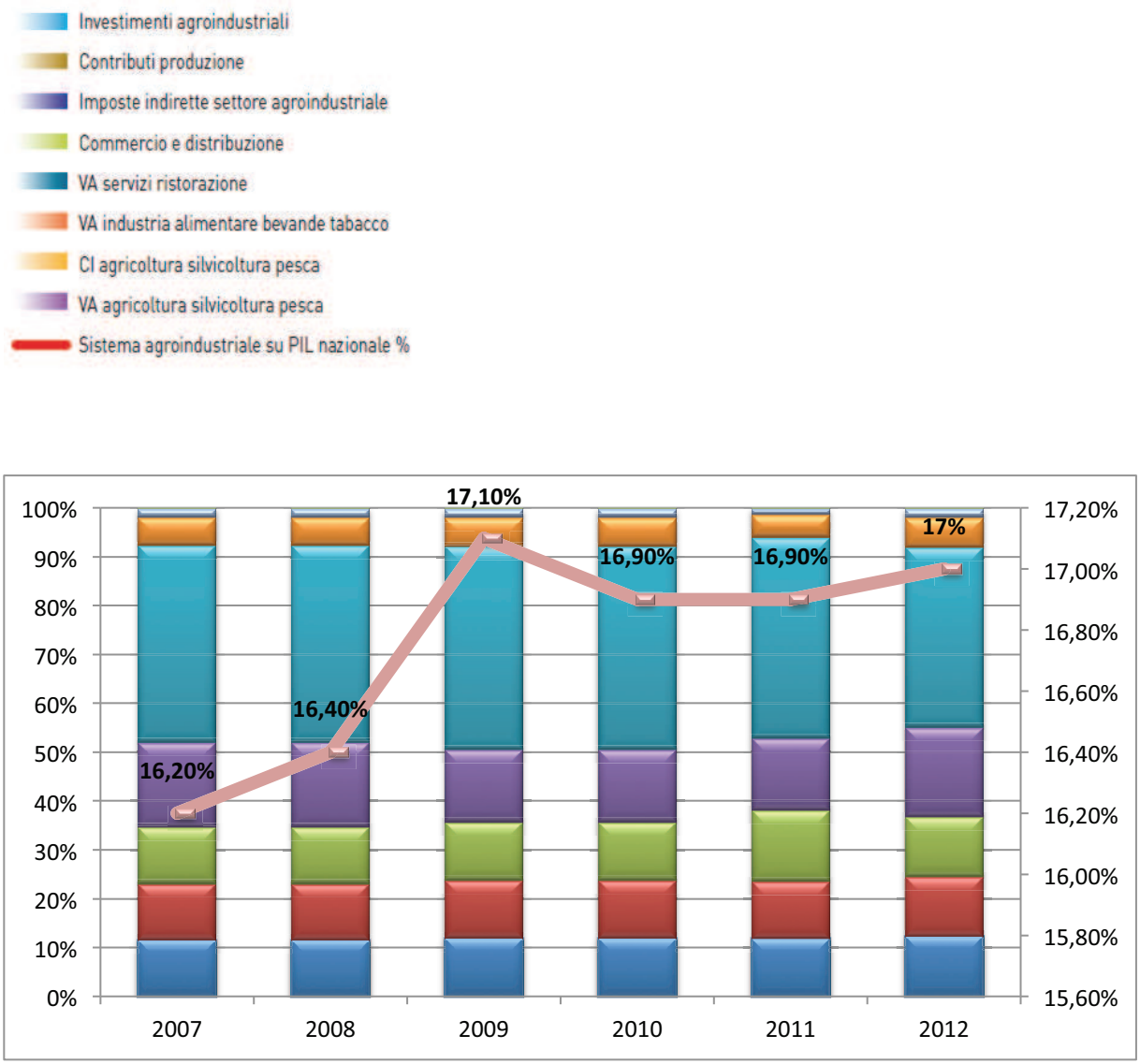
3.1.2 Sistema agroindustriale

Il sistema agroalimentare è l'insieme di attività tra di loro collegate da rapporti commerciali e che contribuiscono alla creazione del valore del prodotto alimentare come, infine, giunge sulla tavola del consumatore: esso è una parte fondamentale dell'economia italiana.

La composizione di questo sistema varia nel tempo e nello spazio, in virtù del cambiamento di tecnologie e comportamenti di consumo. L'agricoltura è l'anello primario e di fatto l'unico settore irrinunciabile, qualsiasi forma prenda tale sistema, collegando, a monte e a valle, altri settori economici – produttori di mezzi tecnici e servizi, conto terzisti, produttori di mangimi, attività di trasformazione dell'industria alimentare, distribuzione, ristorazione – che valgono, nel loro complesso, la ragguardevole cifra di 266 miliardi di euro, vale a dire quasi il 17% del PIL nazionale (Fig.9).

Le principali componenti sono rappresentate da: 28,1 miliardi di valore aggiunto agricolo, 25 miliardi di consumi intermedi, 17,8 miliardi di investimenti, 25,7 miliardi di valore aggiunto dell'industria alimentare, 43,8 miliardi di valore aggiunto dei servizi di ristorazione e 108 miliardi di valore della commercializzazione e distribuzione.

Figura 9: Sistema agroindustriale: distribuzione delle componenti e peso sul PIL nazionale



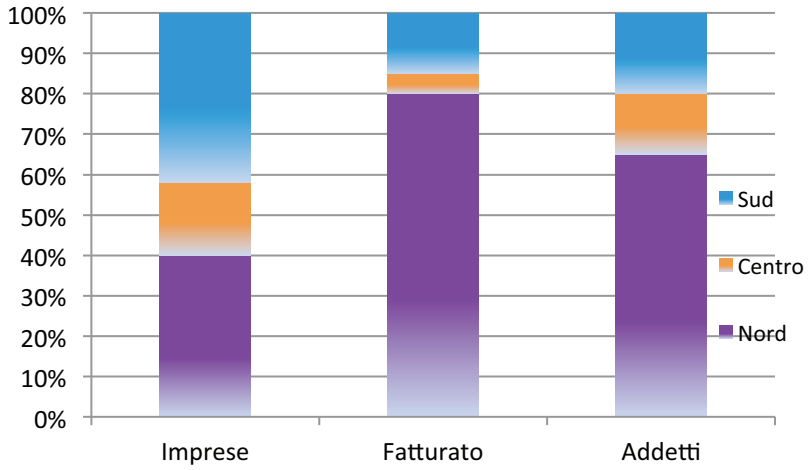
Fonte: stime 2012 provvisorie su dati ISTAT

Secondo il Registro delle imprese dell'Infocamere nel 2011 si contano, nel sistema agroalimentare, oltre 10.000 cooperative attive, il 73,5% delle quali opera nel settore agricolo, il 14,8% nell'industria di trasformazione e il restante 11,7% nel commercio all'ingrosso.

Una componente importante della cooperazione agroalimentare aderisce alle centrali di rappresentanza: sono circa 5.900 le imprese cooperative che vi fanno parte, associando poco più di 990 mila produttori e realizzando un fatturato che,

nel 2011, ha superato i 35 miliardi di euro[214]. Questo è il risultato di un moderato trend di crescita che ha riguardato, negli ultimi anni, sia il numero delle cooperative e la base sociale, sia il fatturato ottenuto. È importante osservare, a questo proposito, come la cooperazione agroalimentare sia riuscita a far registrare, nell'insieme, un andamento positivo anche in questi anni di profonda crisi economica (Fig.10).

Figura 10: Stato delle Cooperative in Italia



Fonte: elaborazioni su dati dell'Osservatorio della cooperazione agroalimentare italiana, Rapporto 2013

In controtendenza rispetto al complesso del sistema economico, le cooperative nel nostro paese sono state in grado di consolidare i risultati raggiunti, pur con notevoli differenze al loro interno, e di mantenere i livelli occupazionali, se non addirittura di aumentarli[215], benché molte di esse (circa un terzo) si siano trovate in una situazione congiunturale comunque molto critica. Da un punto di vista territoriale la cooperazione agroalimentare evidenzia notevoli differenze che riguardano sia le caratteristiche strutturali sia i risultati economici, frutto di un percorso di sviluppo diversificato che ha dato luogo a una realtà polarizzata: a un Nord che nel 2011 con il 42% delle imprese cooperative ha realizzato oltre

[214] Osservatorio della cooperazione agricola italiana, Rapporto 2013.
[215] Censis, Alleanza delle Cooperative Italiane, Rapporto 2012.

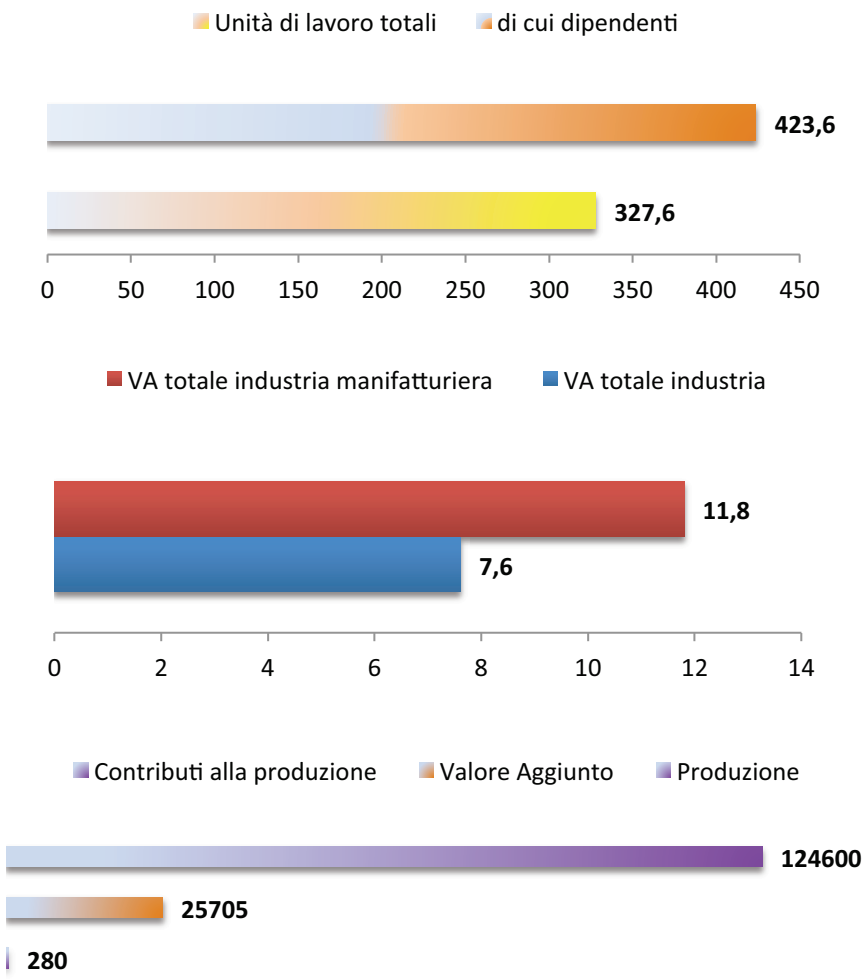
l'80% del fatturato complessivo, assorbendo il 64% degli addetti, si contrappone un Mezzogiorno che, pur potendo contare sul 44% delle cooperative, ha prodotto solo il 12% del fatturato, impiegando il 24% degli addetti.

La cooperazione agroalimentare italiana si caratterizza per la presenza di tipologie di imprese molto diverse fra loro, riconducibili a strutture di grandi dimensioni, che operano prevalentemente nelle fasi della trasformazione e/o della commercializzazione dei prodotti, e a piccole cooperative che risultano impegnate in molteplici funzioni, quali il presidio del territorio, la fornitura di servizi, la commercializzazione dei prodotti in ambito locale.

A livello di comparto produttivo, la zootecnia da carne si colloca al primo posto con un fatturato che nel 2011 ha raggiunto 9,3 miliardi di euro (27% del totale). Ad essa fanno seguito l'ortoflorofrutticolo, il quale vanta la quota più elevata in termini di occupati (30%) e il lattiero-caseario.

Secondo i primi risultati del 9° censimento dell'industria e dei servizi e delle istituzioni no profit le imprese attive al 31 dicembre del 2011 nel settore industria alimentare, bevande e tabacco, sono 58.709, in diminuzione del 13,5% rispetto al precedente censimento del 2001. In termini di numerosità, l'industria alimentare rappresenta il 14% delle imprese manifatturiere e l'1,3% del totale produttivo nazionale. Il settore impiega circa 421.000 addetti e 12.000 tra lavoratori esterni e temporanei (Fig.11). A livello territoriale il 29% delle imprese attive del settore è localizzato al Sud, il 22% al Nord-Ovest, il 17% al Nord- Est e il 16% sia nel Centro che nelle Isole. Gli addetti si concentrano nel Nord con un peso del 57% sul totale del settore, seguono il Sud e il Centro con il 20% e il 15%, rispettivamente. Le Isole si collocano in coda con il 9% degli addetti del settore. Il valore della produzione a prezzi correnti dell'industria alimentare, delle bevande e del tabacco ha registrato nel 2012 un leggero aumento stimabile in circa lo 0,8% sul 2011: un dato positivo ma di minore entità rispetto alla buona performance del 2011 e del 2010 in cui la variazione annua era stata, rispettivamente, di +2,7 e +2,4%.

Figura 11: Industria alimentare - principali aggregati macroeconomici, 2012



Fonte: ISTAT, 2012

Alcune importanti categorie dell'agroalimentare italiano hanno mostrato un andamento negativo della produzione per il 2012. La lavorazione e la conservazione dei prodotti ittici (-9,4%), la produzione di olio e grassi animali e vegetali (-7,2%), il pane e la pasticceria fresca (-2,9%) sono stati tra i comparti più colpiti. In incremento, invece, la produzione di condimenti e spezie (+5,1%), di cioccolato e caramelle (+4,4%), di gelati (+3,7%), di birra (+2,7%) e di piatti preparati (+2,4%) (Tab.11).

Tabella 11: Fatturato dell'industria alimentare per comparti (milioni di euro), 2012 e variazione in quantità della produzione alimentare per comparti

Fatturato dell'industria alimentare per comparti (mio. euro), 2012		
	mio euro	**Var. % 2012/2011**
Varie[1]	26,855	2.8
Lattiero - caseario	14,900	-0.7
Dolciario	13,062	2.7
Vino	10,080	-4
Salumi	7,989	0.5
Alimentazione animale	7,740	2.4
Carni bovine	5,900	0
Avicolo	5,750	2.7
Pasta	4,605	2.3
Surgelati	4,260	1.4
Olio di oliva e di semi	4,200	5
Conserve vegetali	3,650	1.4
Molitorio	3,619	2.3
Infanzia, dietetici e integratori alimentari	3,200	0
Birra	2,750	1.9
Caffè	2,650	3.9
Acque minerali	2,300	4.5
Bevande gassate	1,850	0
Ittici	1,480	1.4
Riso	1,060	-5.9
Preparati IV gamma[2] freschi e prod. liofilizzati	1,050	2.9
Succhi di frutti/elab.	1,050	0
Totale	**130,000**	**2.4**

Variazione in quantità della produzione alimentare per comparti	
	Var. % 2012/2011
Lavorazione e conservazione di pesce, crostacei e molluschi	-9.4
Fabbricazione di oli e grassi vegetali e animali	-7.2
Pane e prodotti di pasticceria freschi	-2.9
Lavorazione e conservazione di frutta e ortaggi	-2.5
Vino da uve non autoprodotte	-1.9
Prodotti a base di carne (inclusa la carne di volatili)	-1
Lavorazione granaglie e produzione di amidacei	-0.5
Industria lattiero-casearia	-0.5
Bibite analcoliche, acque minerali e altre acque in bottiglia	0.3
Paste alimentari, cuscus e prodotti farinacei simili	1.1
Fette biscottate e biscotti; prodotti di pasticceria conservati	1.3
Distillazione, rettifica e miscelatura degli alcolici	1.5
Preparati omogeneizzati e alimenti dietetici	2.1
Lavorazione del tè e del caffè	2.4
Piatti preparati	2.4
Birra	2.7
Zucchero	3.2
Succhi di frutta e ortaggi	3.6
Gelati	3.7
Cacao, cioccolato, caramelle e confetterie	4.4
Condimenti e spezie	5.1
Totale industria alimentare, bevande e tabacco	**-0.6**

* Incluse bevande e tabacco.
[1] Valore della produzione ai prezzi di base, in valori correnti, stimata su dati ISTAT.
[2] Valore aggiunto ai prezzi di base in valori correnti.

Fonte: Federalimentare

Il valore aggiunto dell'intero settore ha registrato una variazione positiva del 4,4%, in termini correnti, dovuta essenzialmente all'incremento dei prezzi, data la lieve flessione della produzione espressa in termini quantitativi. Nel complesso, il valore aggiunto dell'industria alimentare ha rappresentato, nel 2012, circa il 12% dell'industria manifatturiera e l'8% del totale del settore industriale, costruzioni incluse. A livello europeo sono 264.100 (dati Eurostat 2010) le imprese che operano nell'industria dei prodotti alimentari. Esse impiegano 4,1 milioni di addetti, pari al 3,1% del totale dell'economia e del 12% del settore manifatturiero. Il valore complessivo della produzione è stato di circa 746 miliardi di euro e il valore aggiunto del settore ha raggiunto nel 2010 il valore di circa 167 miliardi.

Nell'UE 27 la Germania ha rappresentato la quota più elevata (17,7%) del valore aggiunto. Seguono la Francia, il Regno Unito e l'Italia, ciascuno con oltre il 10%. La Germania e la Francia hanno registrato, peraltro, quote, rispettivamente del 18-19% e del 14-16% in termini di produzione e di forza lavoro dell'UE 27. Per numero di occupati, l'Italia si è attestata intorno al 10% del totale UE, mentre per il valore della produzione ha rappresentato una quota di circa il 13% (Tab.12).

Tabella 12: Principali produzioni vegetali, 2012 e principali indicatori dell'industria alimentare nei Paesi UE 27, 2010

Principali produzioni vegetali, 2012

	Valore aggiunto*			Occupati		
	mio. Euro	% su totale industria	var % 2012/2011	000 unità	% su totale industria	% Italia su UE
Fabbricazione di prodotti alimentari	166,872	10.5	11.4	4092	12	9.6
di cui:						
Lavorazione e conservazione di carne e produzione di prodotti a base di carne	31,200	2	9.6	948	2.8	6.2
Lavorazione e conservazione di pesce, crostacei e molluschi	3,942	0.2	7.6	114	0.3	4.9
Lavorazione e conservazione di frutta e ortaggi	12,600	0.8	12.5	260	0.8	11.4
Fabbricazione di oli e grassi vegetali e animali	4,315	0.3	13.5	63	0.2	17.1
Fabbricazione di prodotti lattiero-caseari	18,000	1.1	14.7	360	1.1	12
Macinazione di granaglie, amido e prodotti amidacei	7,340	0.5	9.4	110	0.3	8
Fabbricazione di pane, biscotti e paste alimentari	40,668	2.6	13.5	1526	4.5	11.3
Produzione di altri prodotti alimentari[2]	38,800	2.4	10.7	584	1.7	9.7
Fabbricazione di alimenti per gli animali	9,200	0.6	6.8	126	0.4	6.5
Produzione di bevande	**37,000**	**2.3**	**9.7**	**474**	**1.4**	**7.5**
Fabbricazione di prodotti del tabacco	**6,949**	**0.4**	**4**	**48**	**0.1**	**2.4**

Principali indicatori dell'industria alimentare nei paesi UE 27, 2010

	N. Aziende	Occupati	Produzione	Valore aggiunto	Fatturato		N. Aziende	Occupati	Produzione	Valore aggiunto	Fatturato
	(000 unità)		(mio. Euro)				(000 unità)		(mio. Euro)		
Belgio	7.4	85.6	33,499	5,562	35354	Ungheria	4.3	89.6	7045	1,487	8,184
Bulgaria	4.7	87.6	3,188	624	3604	Malta	0	0	0	-	-
Repubblica Ceca	6.6	102.9	9,135	1,946	11010	Paesi Bassi	4.4	120.4	46076	8,817	51,071
Danimarca	1.5	53.4	16,789	3,896	19145	Austria	3.6	68.9	12091	3,441	13,287
Germania	30.7	799.3	135,679	29,586	147948	Polonia	13.6	396.6	34499	7,245	37,959
Estonia	0.4	12.4	1,006	208	1125	Portogallo	9.7	96.3	9836	2,164	11,103
Irlanda	0.6	34	18,695	5,225	21666	Romania	7.9	162.9	6514	1,480	7,434
Grecia2	15.8	81.2	10,246	3,337	11102	Slovenia	1.1	14.7	1485	382	1,756
Spagna	23.5	322.6	74,097	15,540	78771	Slovacchia	2.6	37.3	2538	594	3,229
Francia	57.1	576.6	122,491	27,570	135109	Finlandia	1.7	34.4	8121	1,948	8,633
Italia	54.3	393.8	96,306	19,077	100332	Svezia	3.3	59.5	12954	3,162	14,840
Cipro	0.8	11.2	1,156	331	1274	Regno Unito	6.4	381	78341	22,262	84,936
Lettonia	0.7	23.2	1,201	274	1252	**UE 27**	264.1	4091.5	746291	166,872	813,590
Lituania	1.1	39	2,539	460	2677	Croazia	2.9	57.3	3570	984	4,355
Lussemburgo	0.1	0	-	-	0						

Fonte Eurostat, 2012

Nel 2012 la spesa complessiva delle famiglie italiane per generi alimentari, bevande e tabacco è stata di circa 165 miliardi di euro in valori correnti, con una diminuzione dello 0,4%, in valore, e del 3,2%, in quantità, rispetto al 2011. La spesa per i soli generi alimentari e bevande, escluse le alcoliche, è ammontata a circa 138 miliardi di euro in valori correnti, con una diminuzione dello 0,7% in valore e del 3% in quantità. Il livello dei prezzi dei consumi alimentari è invece salito del 2,4%. Sul complesso della spesa effettuata dalle famiglie, quella per

generi alimentari, bevande e tabacco rappresenta la quota più importante (17,1%) dopo i consumi per l'abitazione.

Nel 2012, la spesa media mensile per famiglia di generi alimentari e bevande è rimasta sostanzialmente stabile (477 euro), risentendo delle strategie di contenimento della spesa messe in atto per fronteggiare l'aumento dei prezzi: sono cresciute, infatti, le famiglie che hanno ridotto la qualità o la quantità dei generi alimentari acquistati (dal 53,6% del 2011 al 62,3% del 2012) e sono aumentati coloro che si sono rivolti all'hard discount (dal 10,5% al 12,3%), a scapito prevalentemente di supermercati, ipermercati e negozi tradizionali. Nel Mezzogiorno la percentuale di famiglie che ha acquistato almeno un genere alimentare presso gli hard discount ha raggiunto il 14,6% (era il 13,1% nel 2011), ma è nel Nord che si è osservato l'incremento più consistente (dall'8,5% al 10,9%).

Tabella 13: Struttura dei consumi per principali categorie di spese, 2012

Categoria di spesa	**% sulla spesa completamento**	**Variazione 2012/2011 (%)**	
		a valori concatenati	**prezzi impliciti**
Alimentari, bevande e tabacco	17.1	-3.2	2.9
-di cui alimentari e bevande non alcoliche	14.3	-3	2.4
Abbigliamento e calzature	6.9	-10.2	2.5
Abitazione, gas, elettricità e altri combustibili	23.6	-0.5	4.3
Arredamenti, elettrodomestici e manutenzione casa	7.1	-5.8	2.1
Sanità	2.8	-2.2	-0.3
Trasporti	12.7	-8.5	6.7
Comunicazioni	2.2	-4.8	-2.5
Ricreazione, cultura e istruzione	8.1	-4.5	0.6
Alberghi	10.2	-1.9	1.4
Altri beni e servizi	9.4	-4.4	0
Totale	**100**	**-4.1**	**2.8**

Fonte: ISTAT, 2012

È diminuita la spesa per il pane e i cereali, per la carne, per il latte, formaggi e uova, a fronte di un aumento della spesa per bevande (Tab.13).

A livello territoriale, la Calabria, la Sicilia e la Campania sono le regioni che, nel 2012, hanno destinato alla spesa alimentare più di un quarto della spesa totale, mentre nelle regioni del Centro-Nord la quota è inferiore alla media nazionale (19,4%), fatta eccezione per la Liguria (20,5%), l'Umbria (20,4%) e il Lazio (19,9%).

Tabella 14: Consumi alimentari in Europa

Consumi alimentari in Europa*							
Paesi	% sulla spesa compl.	Var.(%) 2011/2010		Paesi	% sulla spesa compl.	Var.(%) 2011/2010	
		quantità1					
Austria	10	-0.9	4.5	Malta	15.2	3.1	3.4
Belgio	13.4	-1.5	2.7	Norvegia	13.3	3.8	2.7
Cipro	12.6	1.9	3.7	Paesi Bassi	11.8	-0.1	2.3
Danimarca	2.9	-1.1	4	Polonia	18.9	-1	1.6
Estonia	13.7	-1.9	9.3	Regno Unito	9.1	-1.1	4.3
Finlandia	2.6	1	6.3	Repubblica Ceca	14.7	0.2	7.8
Francia	4.7	0.8	1.8	Slovacchia	17.4	-2.4	6.1
Germania	4.1	1.1	3.1	Slovenia	14.9	0.2	4.3
Grecia	2.9	-3.6	2.4	Spagna	13.8	0.1	2.2
Irlanda	1.5	3.7	2.7	Svezia	12.2	2.2	7
Islanda	13	4	4.2	Ungheria	17.1	-1.1	6.4
Italia	4.7	-1.3	2.5	**UE 27**	**12.9**	**-0.5**	**3.5**
Lettonia	3.7	5.9	9.7	**Area Euro**	**13**	**-0.1**	**2.6**
Lussemburgo	8.4	2.4	2.5				

Fonte: Eurostat, 2012

A livello europeo, l'incidenza della spesa alimentare su quella totale è stata di circa il 13% (Tab.14). Tale risultato sintetizza situazioni alquanto diverse in cui la Lettonia, l'Estonia e la Polonia si caratterizzano per una quota molto elevata della componente alimentare sul totale della spesa diversamente dal Regno Unito e dal Lussemburgo.

La Spagna, il Belgio e la Francia sono i paesi con una quota molto vicina alla media europea e leggermente più bassa di quella italiana. In tutti i paesi si è assistito a un aumento del livello dei prezzi dei beni alimentari ma soltanto in alcuni di questi si è registrata una diminuzione delle quantità acquistate. Le maggiori variazioni negative hanno interessato l'Estonia, la Slovacchia e la Grecia.

Il 2012 segna rispetto all'anno precedente un miglioramento dei flussi commerciali, sostenuto dalla performance positiva della produzione

agroindustriale (+2%). Le esportazioni crescono del 5%, mentre le importazioni diminuiscono del 2,5%, generando un saldo commerciale che, pur rimanendo negativo, evidenzia un netto miglioramento rispetto al 2011, pari quasi al 28% (Tab.15).

Tabella 15: Bilancia agroindustriale e sistema agroindustriale*

AGGREGATI MACROECONOMICI		**2010**	**2011**	**2012**
Totale produzione agroindustriale[1]	(P)	67,899	77,625	79,223
Importazioni	(I)	25,358	39,595	38,600
Esportazioni	(E)	16,867	30,516	32,050
Saldo	(E-I)	- 8,491	- 9,079	- 6,550
Volume di commercio[2]	(E+I)	42,225	70,111	70,650
Consumo apparente[3]	(C=P+I-E)	76,390	86,102	85,403
INDICATORI (%)				
Grado di autoapprovvigionamento[4]	(P/C)	88.9	89.5	92.4
Propensione a importare[5]	(I/C)	33.2	46	45.2
Propensione a esportare[6]	(E/P)	24.8	39.6	40.5
Grado di copertura commerciale[7]	(E/I)	66.5	77.1	83

* Milioni di euro correnti, i dati relativi alla produzione agroindustriale e al commercio comprendono anche la voce "tabacco lavorato".
[1] Produzione agricoltura, silvicoltura e pesca e valore aggiunto dell'industria alimentare a prezzi base.
[2] Somma delle esportazioni e delle importazioni.
[3] Produzione agroindustriale più le importazioni e meno le esportazioni.
[4] Rapporto tra produzione e consumi.
[5] Rapporto tra importazioni e consumi.
[6] Rapporto tra esportazioni e produzioni.
[7] Rapporto tra esportazioni e importazioni.

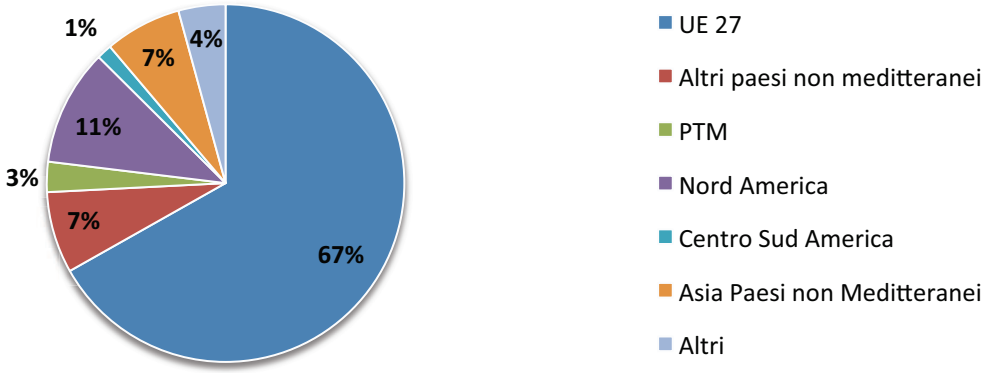
Fonte: ISTAT, 2013

Rispetto al 2011 aumenta lievemente il volume di commercio (+0,8%), mentre la riduzione delle importazioni produce un impatto negativo sul valore del consumo apparente, che riporta una flessione dell'1%. Il risultato positivo delle

esportazioni si manifesta nel miglioramento di alcuni indicatori del sistema agroalimentare, in particolare della propensione a esportare e del grado di copertura commerciale. La prima riporta un miglioramento pari all'1,1% rispetto all'anno precedente; ben più consistente è la variazione del secondo che, da un anno all'altro, guadagna il 6%. Il grado di autoapprovvigionamento registra un incremento pari al 2,8%.

Il 67% delle vendite dei prodotti agroalimentari è diretto ai 27 paesi dell'Unione Europea, con un solo punto percentuale in meno di scarto rispetto alla quota del 2011 (Fig.12).

Figura 12: Destinazione delle esportazioni agroalimentari italiane, 2012



Fonte: ISTAT, 2013

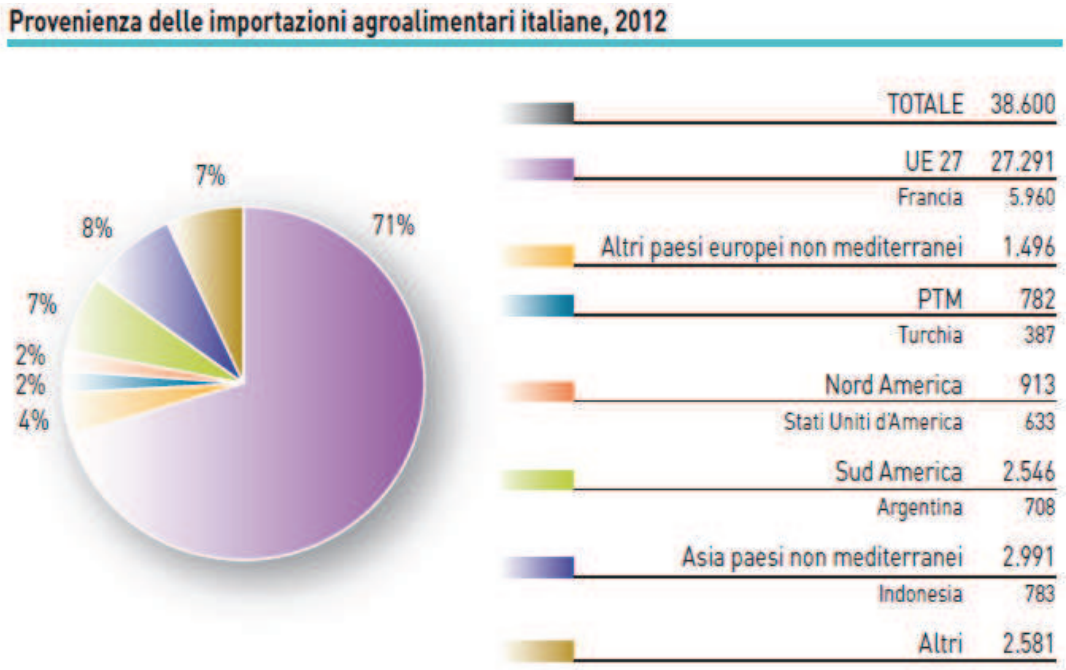
Una quota pari all'11% è destinata al Nord America, in prevalenza Stati Uniti, guadagnando un punto percentuale rispetto al 2011, e una quota pari al 7% viene acquistata sia dagli altri paesi europei non mediterranei che dai paesi dell'Asia non mediterranei. Anche per le importazioni agroalimentari l'equilibrio tra le diverse aree rimane sostanzialmente invariato rispetto al 2011, con il 71% di acquisti dall'UE, due punti percentuali in più rispetto all'anno precedente, l'8% dai paesi asiatici non mediterranei, il 7% dal Sud America, con l'Argentina primo fornitore (Fig.13). Il settore primario registra una ripresa rispetto alla performance negativa del 2011, attestata dal miglioramento del saldo

normalizzato di circa il 2,4%, attribuibile alla riduzione del 5,5% delle importazioni, a fronte di una sostanziale tenuta delle esportazioni (-0,4%).

Ancora più accentuata è l'accelerazione riportata dall'industria alimentare, il cui saldo normalizzato passa da -13,8% del 2011 a -10,3% del 2012, trainata dall'aumento delle esportazioni del 6,2%. Sul totale della bilancia agroalimentare, il settore primario pesa il 32% per le importazioni, contro il 63% dell'industria, e il 18% per le esportazioni contro il 61% dell'industria. Il made in Italy, punto di forza del nostro settore agroalimentare, conferma il vantaggio competitivo basato soprattutto sui prodotti trasformati, per i quali il valore del saldo normalizzato risulta pari al 76,8%, in lieve miglioramento rispetto al 2011 (+0,7%). A questo risultato contribuisce l'incremento delle esportazioni del 5,5%.

Per i prodotti agricoli, il saldo normalizzato risulta invariato da un anno all'altro, attestandosi al 61,7%. Anche la parte relativa all'industria alimentare riporta un andamento positivo nel 2012, con un saldo normalizzato che cresce quasi del 2%. I prodotti che totalizzano i migliori risultati sono gli ortaggi freschi (+6,9%) per il settore agricolo, il vino sfuso (+12,9%) e gli ortaggi o frutta preparata o conservata (+9,9%) per il trasformato, i prodotti dolciari a base di cacao (+16,2%) e il caffè (+12,6%) per l'industria. I valori delle vendite più significativi per le tre categorie del made in Italy, agricolo, trasformato e industria, riguardano, rispettivamente, la frutta fresca, il vino confezionato e la pasta (Tab.16).

Figura 13: Provenienza delle importazioni agroalimentari italiane, 2012



Fonte: ISTAT, 2013

Tabella 16a: Commercio estero per principali comparti agroalimentari (milioni di euro), 2012

Commercio estero per principali comparti agroalimentari (mio. euro), 2012

	Import	Export	Sn(%)		Import	Export	Sn(%)
Cereali	2406.9	153.7	-88	Zucchero e prodotti dolciari	1987	1577	-11.5
di cui da seme	180.3	44.6	-60.4	Carni fresche e congelate	4537.7	1146.1	-59.7
Legumi ed ortaggi freschi	851.7	1123.2	13.7	Carni preparate	348.7	1239.7	56.1
di cui da seme	176.6	96.6	-29.3	Pesce lavorato e conservato	3270.2	315.7	-82.4
Legumi ed ortaggi freschi	217.6	35.2	-72.1	Ortaggi trasformati	862	2035.3	40.5
Agrumi	289.3	161	-28.5	Frutta trasformata	561.3	1075.7	31.4
Altra frutta fresca	1024.5	2438	40.8	Prodotti lattiero-caseari	3643.8	2474.8	-19.1
Frutta secca	735.9	274.8	-45.6	di cui latte	858	12.2	-97.2
Vegetali filamentosi greggi	106.5	10.7	-81.7	di cui formaggio	1622.5	1975.8	9.8
Semi e frutti oleosi	774.7	59.8	-85.7	Oli e grassi	2935.4	1830.1	-23.2
Cacao, caffè, tè e spezie	1599.6	70	-91.6	di cui olio d'oliva	1154.4	1268.7	4.7
Prodotti dal florivivaismo	486.6	687.3	16.5	Panelli e mangimi	1850.9	632.2	-49.1
Tabacco greggio	25.2	266.7	82.7	Altri prodotti dell'industria alimentare	1627.1	2690.5	24.6
Animali vivi	1473.5	61.1	-92	Altri prodotti alimentari	1368.5	382.8	-56.3
di cui da riproduzione	160.6	30.4	-68.2	**Totale industria alimentare**	24234.8		
di cui da allevamento e da macello	1289.4	17.3	-97.3	Vino	297.9	4827.2	88.4
Altri prodotti degli allevamenti	442.1	66.2	-74	di cui spumanti di qualità	124	499.8	60.2
Prodotti della silvicoltura	716.6	130.6	-69.2	di cui vini liquorosi e aromatizzati	5	230.5	95.7
Prodotti della pesca	961.7	194.8	-66.3	di cui vini confezionati di qualità	44.9	3190.6	97.2
Prodotti della caccia	132.9	24	-69.4	di cui vini sfusi di qualità	38.7	164.4	61.9
Totale settore primario	12,320	5842.1	-35.7	Altri alcolici	989.7	822.7	-9.2
Derivati dei cereali	1242.1	4323	55.4	Bevande non alcoliche	206	561.9	46.4
di cui pasta alimentare	67.4	2066.7	93.7	**Totale industria alimentare e bevande**	25,738	25,970	0.4
di cui prodotti da forno	727.9	1476.2	33.9	**Totale bilancia agroalimentare**	38,599	32,050	-9.3

Tabella 16b: Commercio estero dei prodotti agroalimentari del made in Italy

Commercio estero dei prodotti agroalimentari del "Made in Italy"					
	2012 (milioni di euro)			Variazioni (%) 2012/2011	
	Import	Export	Sn(%)	Import	Export
Frutta fresca	444.9	2354.4	68.2	-1	4.3
Ortaggi freschi	287.2	824.8	48.3	15.4	6.9
Prodotti dal florivivaismo	143.7	519.6	56.7	0.6	1.2
Made in Italy agricolo	875.8	3698.8	61.7	4.1	4.4
Riso	64.7	491.6	76.7	-2.6	-1.8
Vino confezionato	62.5	4368.3	97.2	6.7	6.1
Vino sfuso	115.6	436.3	58.1	26.4	12.9
Pomodoro trasformato	120.8	1485.1	85	-15.9	3.4
Formaggi	59.2	1288	91.2	-6.6	1.9
Salumi	189.1	1084.9	70.3	-0.7	7.4
Succhi di frutta e sidro	246.9	601.7	41.8	3.4	7.1
Ortaggi di frutta preparata o conservata	476	890.1	30.3	-2.3	9.9
Olio d'olivo	119.6	289.7	41.6	38.5	3.2
Aceto	19.6	224.4	83.9	31.3	5.9
Essenze	35.7	73.4	34.5	-9.5	-4.1
Acque minerali	6.6	340.5	96.2	1.3	9.1
Made in Italy trasformato	1516.3	11574	76.8	1.9	5.5
Pasta	67.4	2066.7	93.7	13.1	6.7
Caffè	166.4	980	71	-5.6	12.6
Prodotti da forno	727.9	1476.2	33.9	6.1	9.1
Prodotti dolciari a base di cacao	660.3	1297	32.5	1.1	16.2
Altri derivati dei cereali	28.3	109.4	58.9	146.7	7.4
Acquavite e liquori	178.1	557.4	51.6	-4.5	4.3
Gelati	131.4	230	27.3	5.3	-9.6
Made in Italy dell'industria alimentare	1959.8	6716.7	54.8	3.3	8.9
Totale Made in Italy	**4351.9**	**21,989.5**	**66.9**	**3**	**6.3**

Fonte: ISTAT, 2012

3.1.3 Le dinamiche del settore e i risultati economici

Il 6° censimento generale dell'agricoltura fotografa un quadro strutturale caratterizzato da una forte diminuzione di aziende agricole (-32,4%) rispetto al 2000 e una più contenuta riduzione della superficie aziendale totale (-9%) e della SAU (-2,5%) (Tab.17). Il fenomeno, conseguenza di un processo pluriennale di concentrazione dei terreni agricoli e degli allevamenti in un numero sensibilmente più ridotto di aziende agricole, ha comportato così un aumento della SAU media aziendale che passa da 5,5 a 7,9 ettari.

Nonostante si sia registrato un aumento delle aziende di più grande estensione fisica (>30 ettari) l'agricoltura italiana continua a essere caratterizzata da un

numero molto elevato di aziende di piccolissime dimensioni che influenzano i risultati economici del settore. Le aziende con un valore della produzione standard (PS) minore di 8.000 euro costituiscono il 62% del totale della aziende agricole e concentrano solamente il 5,3% della PS complessiva dell'agricoltura nazionale (Fig.14).

Tabella 17: Aziende agricole e superficie utilizzata, 2010

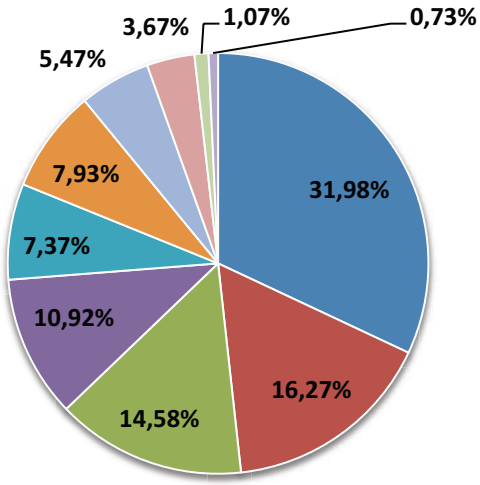
Regioni	Aziende		SAU(ha)		SAT(ha)	
	2010	Var. % 2010/00	2010	Var. % 2010/00	2010	Var. % 2010/00
Piemonte	67,148	-36.8	1,010,780	-5.4	1,299,008	-10.9
Valle d'Aosta	3,554	-40	55,596	-21.8	119,368	-24.5
Lombardia	54,333	-23.5	986,826	-5.1	1,229,561	-9
Liguria	20,208	-45.4	43,784	-31.4	98,048	-39.1
Trentino-Alto Adige	36,693	-28.3	377,755	-8.8	892,948	-8.9
Veneto	119,384	-32.4	811,440	-4.6	1,008,179	-13.7
Friuli-Venezia Giulia	22,316	-32.5	218,443	-8.2	276,283	-29.6
Emilia-Romagna	73,466	-30.8	1,064,214	-5.8	1,361,153	-6.9
Toscana	72,686	-40	754,345	-11.8	1,295,120	-16.8
Umbria	36,244	-29.9	326,877	-10.8	536,676	-14.4
Marche	44,866	-26.1	471,828	-4.2	616,538	-8.8
Lazio	98,216	-48.2	638,602	-11.4	901,467	-13.2
Abruzzo	66,837	-12.8	453,629	5.2	687,200	5.7
Molise	26,272	-16.7	197,517	-8	252,322	-11.4
Campania	136,872	-41.6	549,532	-6.2	722,687	-13.7
Puglia	271,754	-19.3	1,285,290	3	1,388,899	1.4
Basilicata	51,756	-31.8	519,127	-3.4	669,046	-4.5
Calabria	137,790	-21	549,254	-1	706,480	-16
Sicilia	219,677	-37.1	1,387,521	8.4	1,549,417	6.5
Sardegna	60,812	-43.4	1,153,691	13.1	1,470,698	-8
Italia	**1,620,884**	**-32.4**	**12,856,048**	**2.5**	**17,081,099**	**-9**

Fonte: ISTAT, 6° e 5° censimento dell'agricoltura, 2011

È evidente che aziende dal peso economico così modesto, pur rivestendo un importante ruolo per la cura e tutela dell'ambiente e del paesaggio, sono

prevalentemente rivolte alla produzione per l'autoconsumo o ad altre funzioni accessorie come ad esempio attività hobbistiche-ricreative piuttosto che a finalità commerciali. Solamente 310 mila aziende (il 19% del totale) possono ritenersi "imprese" vere e proprie. A queste è dovuto quasi il 90% del valore della produzione standard agricola italiana (il cui valore complessivo ammonta a circa 49 miliardi e 500 milioni di euro).

Figura 14: Distribuzione % delle aziende e della produzione standard, 2010

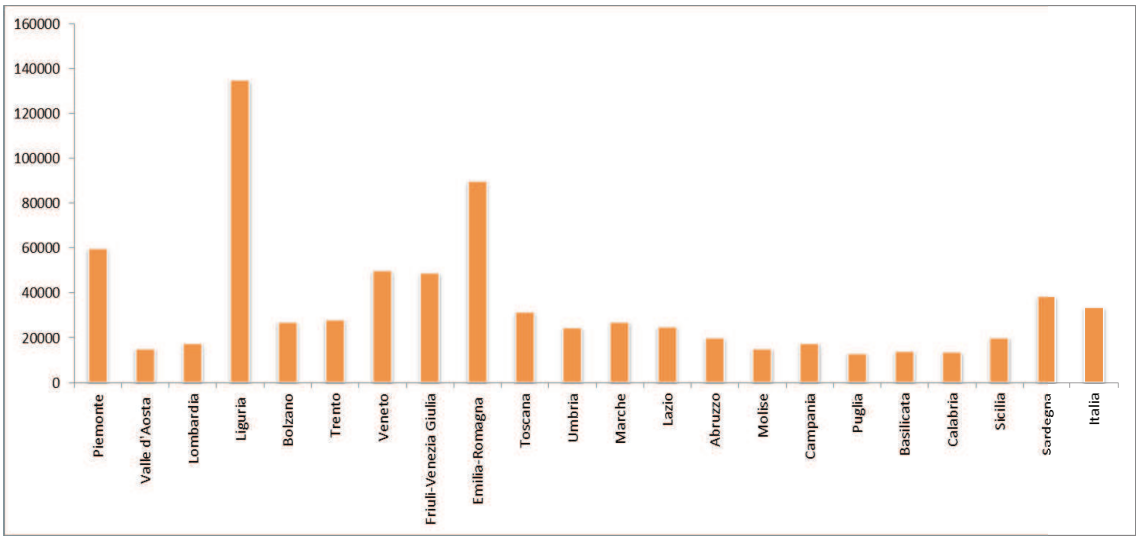


TOTALE	1.620.884
da 0 a 2.000	518.385
da 2.000 a 4.000	263.773
da 4.000 a 8.000	236.338
da 8.000 a 15.000	177.023
da 15.000 a 25.000	119.505
da 25.000 a 50.000	128.590
da 50.000 a 100.000	88.655
da 100.000 a 250.000	59.436
da 250.000 a 500.000	17.410
> 500.000	11.769

TOTALE	49.460.329.731
da 1 a 2.000	512.254.665
da 2.000 a 4.000	765.093.790
da 4.000 a 8.000	1.354.603.959
da 8.000 a 15.000	1.949.711.790
da 15.000 a 25.000	2.320.878.799
da 25.000 a 50.000	4.557.314.119
da 50.000 a 100.000	6.227.506.358
da 100.000 a 250.000	9.054.610.179
da 250.000 a 500.000	5.988.971.178
> 500.000	16.729.384.897

Fonte: ISTAT, 6° e 5° censimento dell'agricoltura, 2011

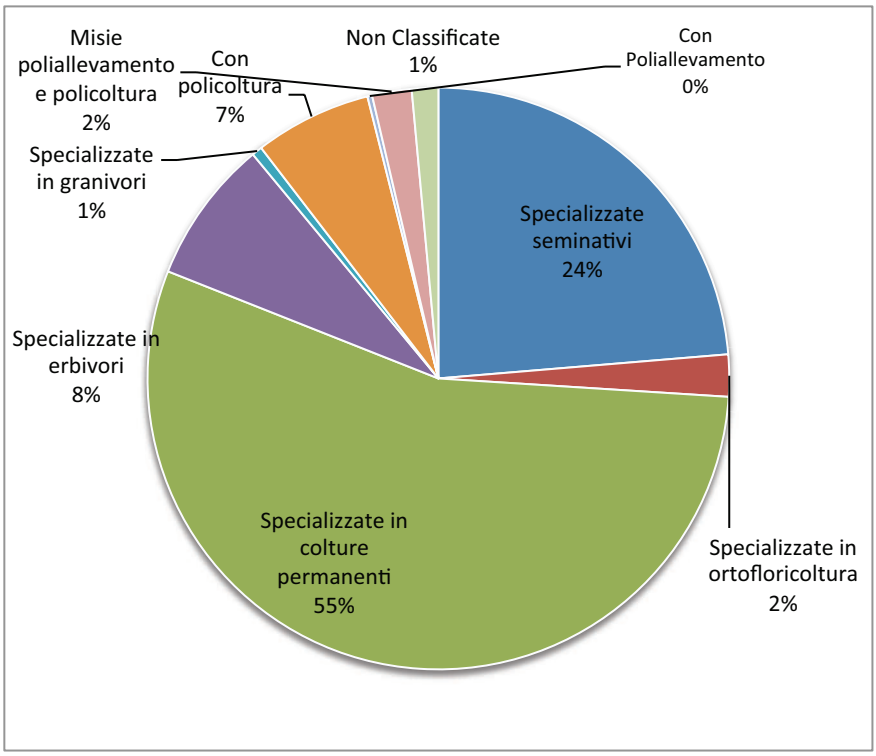
Figura 15: Produzione standard media per regione (euro), 2010



Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura.

Oltre l'81% del totale delle aziende agricole risulta specializzato in coltivazioni vegetali e realizza il 55% della produzione standard agricola italiana mentre solamente poco meno dell' 8,6% è specializzato in allevamenti ma concentra il 37% del totale della PS, mostrando le migliori performance economiche. Le aziende miste (con coltivazioni e allevamenti) insieme a quelle non classificabili non arrivano al 10,4% del totale e realizzano l'8% della PS.

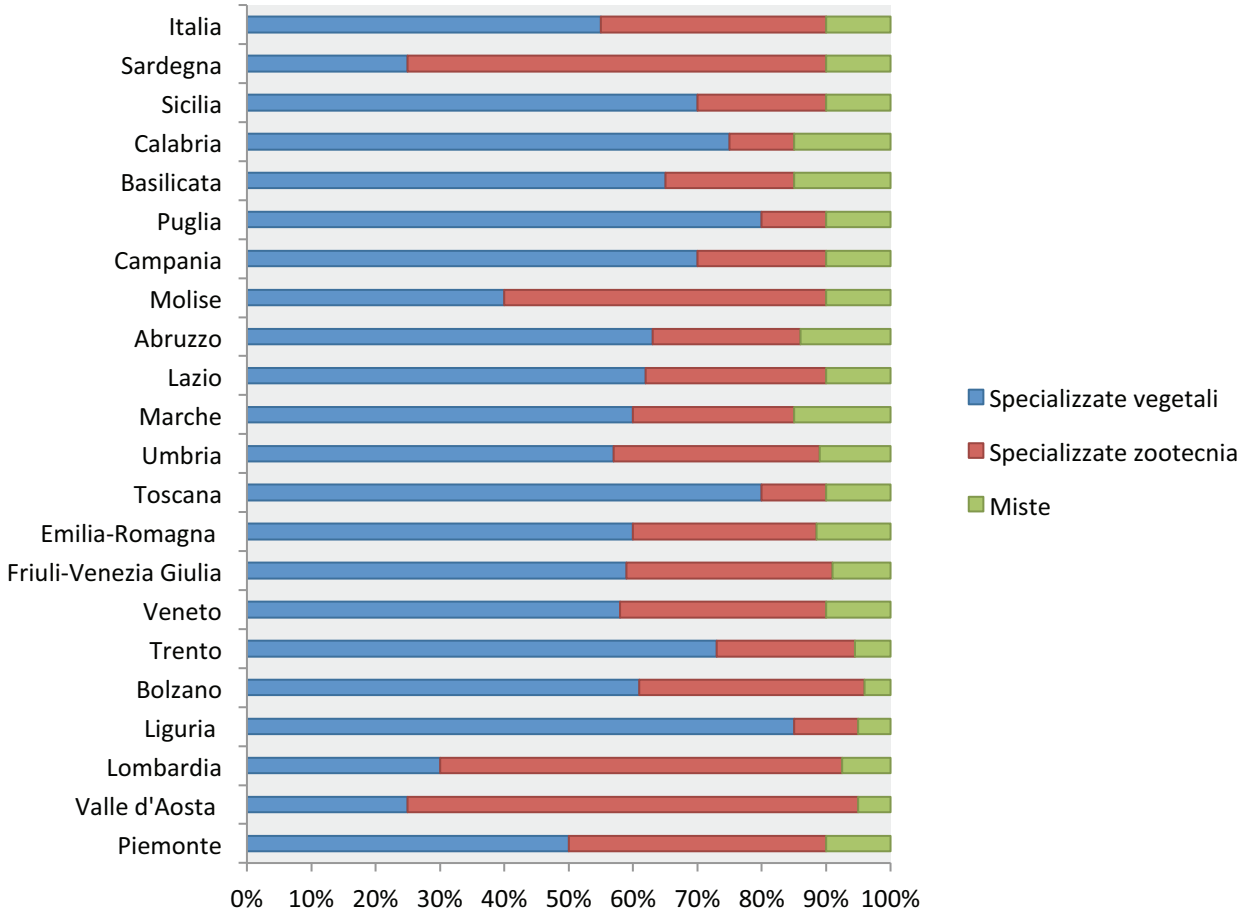
Figura 16: Composizione % delle aziende per specializzazione



Fonte: ISTAT, 6° e 5° censimento dell'agricoltura, 2011

Le aziende specializzate in coltivazioni permanenti (vite, olivo, frutteti e agrumi) costituiscono ben il 55% del totale e concentrano il 28% della PS totale (Fig.16). Seguono le aziende specializzate in seminativi (384.000) che cumulano il 16% della PS agricola nazionale. Le aziende specializzate nell'allevamento di granivori, pur essendo solamente lo 0,8%, realizzano una PS pari al 18% di quella totale. Mediamente la PS delle granivore risulta pari a 960 milioni di euro ad azienda, contro i 15,4 milioni delle permanenti, i 23,5 milioni dei seminativi e 28,6 delle miste. Anche le ortofloricole si dimostrano particolarmente redditizie, sono solamente 37.000 ma raggiungono una produzione standard media di 113 milioni di euro. Il valore medio nazionale della produzione standard si attesta a 30.514 euro ma solo 7 regioni, in prevalenza settentrionali (fanno eccezione Toscana e Sardegna), superano tale media. Tra queste spicca il valore della Lombardia (136.979 euro), per la presenza di grandi realtà produttive zootecniche (Fig.17).

Figura 17: Composizione regionale della produzione standard per tipo di specializzazione, 2010



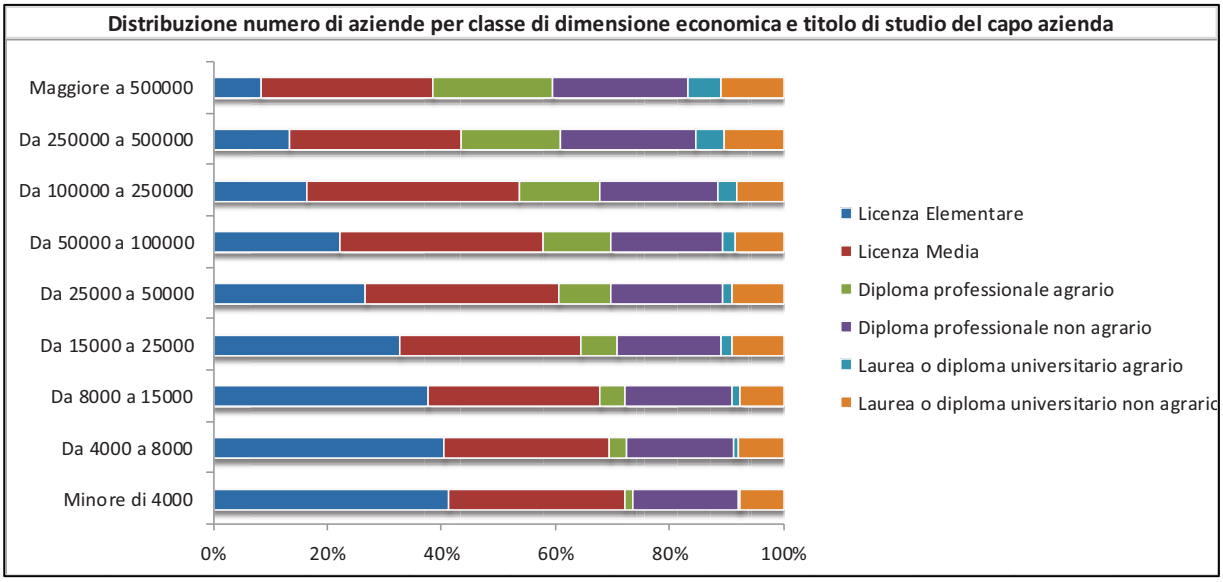
Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

La struttura agricola e zootecnica italiana è caratterizzata da aziende di tipo individuale (96%) prevalentemente a conduzione diretta (95,4%) da parte del conduttore e dei familiari; solamente il 4,1% delle aziende coinvolge anche addetti salariati.

Il nucleo familiare assume quindi un ruolo centrale per la programmazione e lo svolgimento dell'attività agricola, ben il 76% della manodopera complessiva deriva dal conduttore e dai suoi familiari. Le giornate standard lavorate nel 2010 sono diminuite del 23,4% rispetto al 2000. La riduzione maggiore è dovuta alla manodopera familiare (-38,9% il coniuge e -31,6% gli altri familiari e parenti) e a quella a tempo indeterminato (-3,7%); al contrario aumentano le giornate di lavoro della componente a tempo determinato, avventizi inclusi (+6,3%).

L'intensità lavorativa media, fornita da tutte le componenti, è di 155 giornate annue. La maggior parte dei capi azienda possiede un grado d'istruzione inferiore o pari alla terza media (71,5%), solamente l'0,8% risulta aver conseguito una laurea o diploma universitario in agraria (Fig.18). Il titolo superiore alla licenza media non sempre è connesso a indirizzi specifici in agraria: solo il 4,2% dei capi azienda risulta avere una qualifica specifica nel settore, il restante 24,3% ha un titolo diverso da quello agrario. Nonostante si possa osservare una maggiore scolarizzazione al crescere delle dimensioni economiche aziendali, tuttavia anche nelle aziende più grandi (>500.000 euro di PS) i capi azienda il cui titolo di studio non supera la licenza media rappresentano una quota importante, quasi la metà del totale delle aziende (46%).

Figura 18: Distribuzione numero di aziende per classe di dimensione economica del titolo di studio del capo azienda



Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

Le aziende RICA italiane nel 2011 hanno registrato una produzione lorda vendibile[1] media pari a 56.597 euro, a cui corrisponde un reddito netto, quale compenso di tutti i fattori apportati dall'imprenditore e dalla sua famiglia, di 22.478 euro che costituisce il 38% del valore della produzione. I migliori risultati sono conseguiti dalle aziende agricole delle regioni settentrionali (Tab.17 e Tab.18).

Tabella 17: Struttura dei consumi per principali categorie di spese, 2012

Struttura dei consumi per principali categorie di spese, 2012							
	PLV/HA	PLV/UBA	PLV/UL	RN/ULF	RN/PLV(%)	RN/HA	RN/UBA
Nord-Ovest	4,785	3,009	70,686	29,801	37.6	1,801	1,133
Nord-Est	5,474	6,899	60,289	28,354	39.5	2,162	2,725
Centro	3,103	8,180	41,468	19,033	37.3	1,157	3,060
Sud-Isole	2,715	6,354	34,312	19,675	42.0	1,141	2,670
Italia	3,608	5,352	45,920	23,087	39.7	1,433	2,126

	SAU	UBA	UL	ULF	PLV	Costi correnti	Costi Pluriennali	Redditi distribuiti	Gestione extracaratt.	Reddito Netto
	ha	n.			euro					
Nord-Ovest	20.6	32.6	1.4	1.2	97,892	41,253	7,575	10,005	- 2,118	36,941
Nord-Est	14.2	11.3	1.3	1.1	77,800	32,382	5,386	9,714	412	30,729
Centro	17.9	6.8	1.3	1.1	55,560	20,422	6,105	8,791	438	20,680
Sud-Isole	14.5	6.2	1.1	0.8	39,269	13,441	3,094	6,719	482	16,498
Italia	15.7	10.6	1.2	1.0	56,567	21,683	4,548	8,025	137	22,478

Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

Tabella 18: Dati strutturali e principali risultati economici per OTE, medie aziendali 2011

Dati strutturali e principali risultati economici per OTE, medie aziendali 2011												
		SAU	UBA	UL	ULF	PLV	Costi correnti	Costi Pluriennali	Redditi distribuiti	Gestione extracaratt.	Reddito Netto
		ha	n.			euro					
Ote Vegetali	Cerealicolo	23.2	0.1	0.9	0.9	45,518	19,868	5,543	5,543	- 988	15,815
	Ortofloricolo	3.7	0.1	2.4	1.4	136,966	57,715	21,789	21,789	- 1,832	49,220
	Frutticolo	6.4	0.1	1.2	0.9	39,913	10,382	7,719	7,719	- 248	18,286
	Vitivinilico	7.9	0.2	1.2	0.9	43,672	13,565	7,607	7,607	576	18,630
	Olivicolo	6.7	-	1.0	0.7	24,995	6,557	5,758	5,758	380	11,308
Ote Zootecnici	Bovini da latte	26.6	66.4	1.9	1.6	168,266	68,412	14,857	13,840	2,235	73,392
	Ovicaprini	44.6	37.6	1.3	1.2	45,875	14,830	6,673	6,023	2,874	21,223
	Bovini misti	31.9	45.3	1.4	1.3	68,163	29,458	6,666	6,446	707	26,300
	Granivori	22.6	311.5	2.2	1.7	370,625	205,505	16,267	23,203	9,976	115,675
	Poliallevamento	30.2	47.0	1.9	1.7	114,600	51,559	9,516	13,280	233	40,478

[1] La produzione lorda vendibile include oltre ai ricavi di vendite dei prodotti anche quelli delle attività connesse all'agricoltura, nonché i contributi a titolo del primo pilastro della PAC. Sottraendo da esso i costi correnti (consumi; altre spese e servizi di terzi), i costi pluriennali (ammortamenti e accantonamenti), i redditi distribuiti (salari, oneri sociali e affitti passivi) si ottiene il reddito operativo; aggiungendo la gestione extracaratteristica (gestione finanziaria e straordinaria unitamente ai trasferimenti pubblici in conto capitale e relativi allo sviluppo rurale e statali) si ottiene il reddito netto.

Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

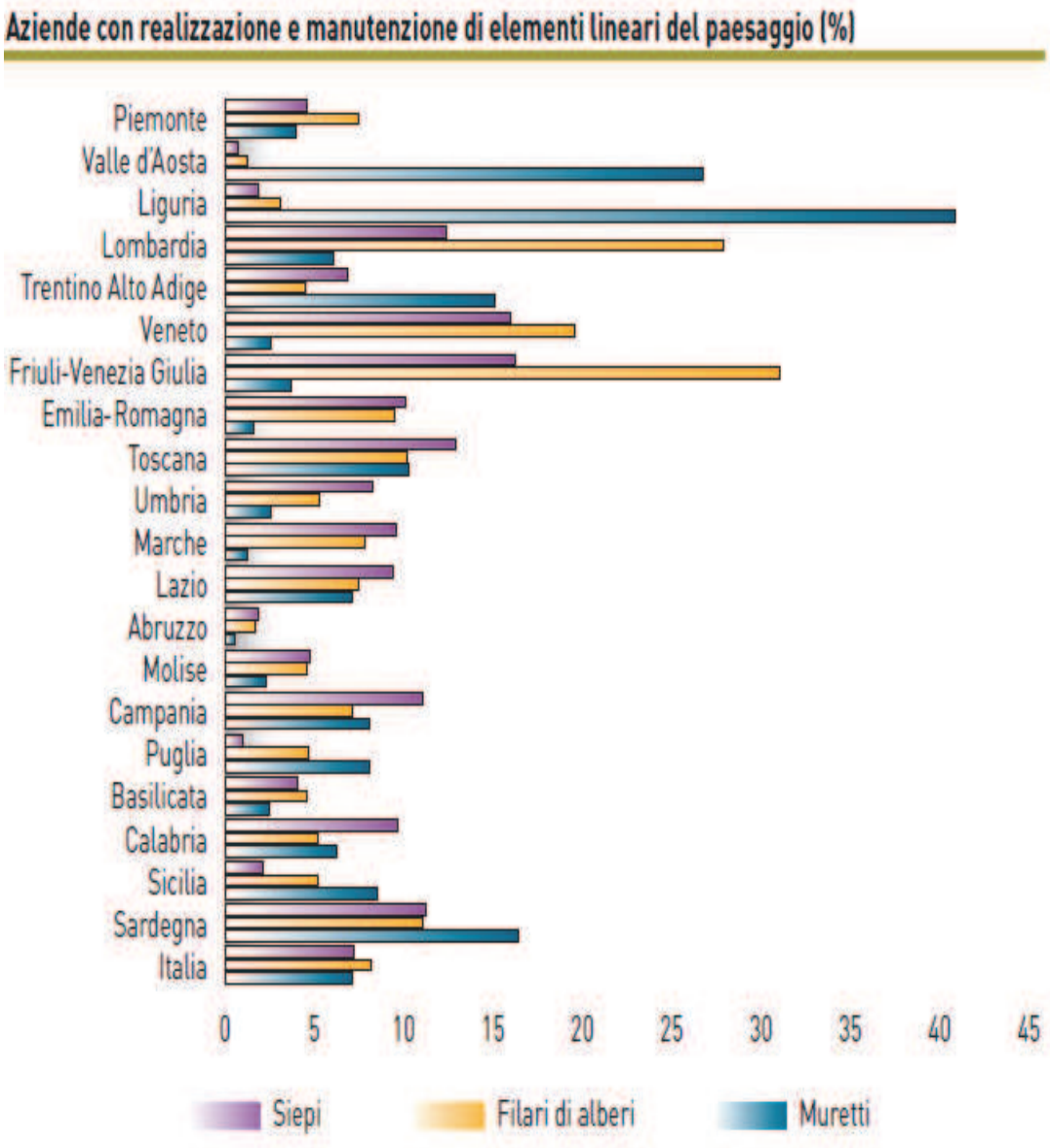
In queste aree la produttività e la redditività, sia in termini assoluti che per ettaro di superficie e per addetto, segnano valori superiori alla media nazionale.
La prevalenza nel Nord di aziende zootecniche, generalmente ad alto valore economico, unitamente a una maggiore presenza di aziende a carattere intensivo spiega tali risultati. In particolare, al Nord- Est sono localizzate le grandi imprese avicole a carattere industriale mentre al Nord-Ovest si concentra la suinicoltura da ingrasso. Le aziende del Nord-Ovest dispongono anche di una più ampia superficie agricola (28,3 ettari contro la media nazionale di 16,5) che contribuisce alla realizzazione di buoni risultati economici. Le aziende del Meridione, Isole incluse, pur presentando i più bassi valori produttivi guadagnano per efficienza in termini di reddito netto sulla produzione: esse realizzano un reddito netto che rappresenta il 42% della produzione contro un valore che non arriva neanche al 40% della PLV nelle altre circoscrizioni. Questo risultato è principalmente riconducibile a bassi costi correnti, principale voce di spesa aziendale, rispetto al valore della produzione: i costi correnti pesano per il 34% sulla PLV contro più del 41% nelle aziende settentrionali.

3.1.4 Ambiente, risorse naturali e diversificazione

Gli elementi non coltivati presenti sulle superfici agricole, tra cui siepi, filari di alberi, boschetti e muretti a secco, rivestono un ruolo di primo piano nella qualità estetica dei paesaggi agrari. Essi sono essenziali per preservare i paesaggi tradizionali ma anche per assicurarne gli equilibri ecologici, soprattutto per quanto riguarda la gestione delle risorse idriche e la conservazione della biodiversità.
Purtroppo l'effetto congiunto della progressiva urbanizzazione e della specializzazione mono-produttiva dell'agricoltura in molti casi ha portato a un'alterazione e a una rimozione di questi elementi, contribuendo in maniera non marginale ai fenomeni di dissesto idro-geologico, ai mutamenti degli habitat faunistici e dei sistemi ecologici, e non ultimo allo scadimento del tradizionale

paesaggio. Il mantenimento degli elementi caratteristici del paesaggio da parte degli agricoltori risulta così una pratica fondamentale per una gestione sostenibile dei territori rurali, contribuendo a valorizzarne le peculiarità ambientali e il valore paesaggistico.

Figura 19: Aziende con realizzazione e manutenzione di elementi lineari nel paesaggio (%)



Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

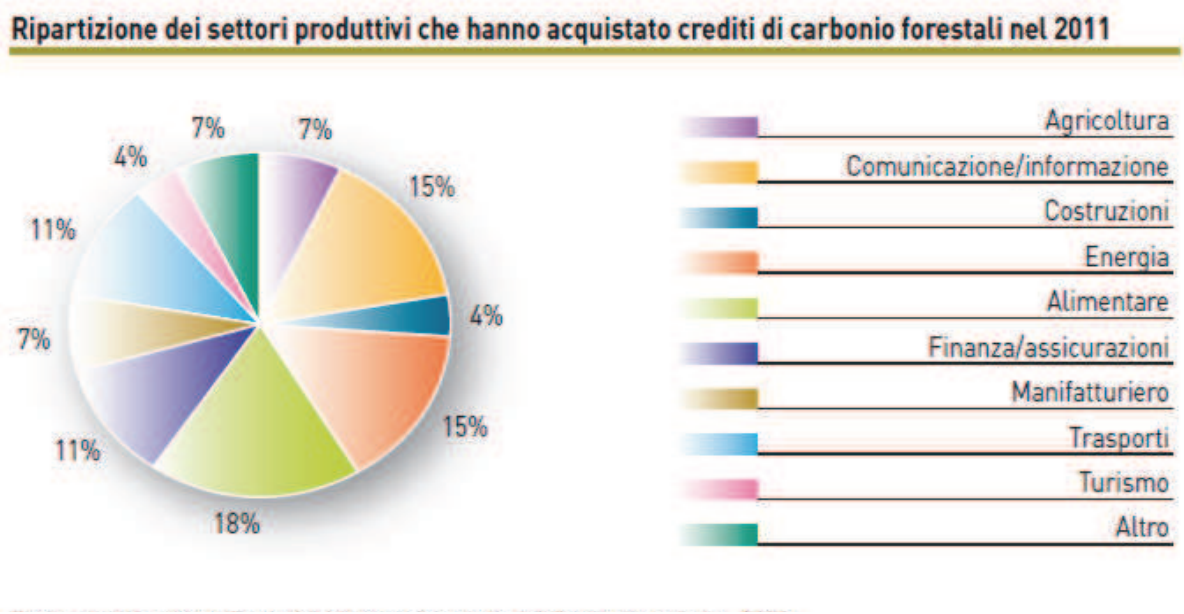
I dati del 6° Censimento dell'Agricoltura evidenziano come durante il triennio 2008-2010, a livello nazionale, il 17,2% delle aziende (278 mila unità) abbia realizzato o effettuato la manutenzione di almeno un tipo di elemento del

paesaggio (siepi, filari di alberi e muretti). Le siepi e i filari di alberi sono diffusi prevalentemente nelle aziende agricole dell'Italia settentrionale, in particolare in Veneto (16% di aziende con realizzazione e/o manutenzione di siepi e 19,6% di filari di alberi), in Friuli-Venezia Giulia (16,3% con siepi e 31,1% con filari) e in Lombardia (12,4% con siepi e 27,9% con filari) (Fig.19).

Le attività di manutenzione e di realizzazione di muretti sono invece particolarmente presenti nelle aziende agricole della Liguria (40,9%), della Valle d'Aosta (26,8%) e della Sardegna (16,4%). Il ruolo ambientale e paesaggistico di questi elementi viene riconosciuto sempre di più anche dalle istituzioni nazionali e europee, tanto che la condizionalità dei pagamenti diretti della PAC prevede l'obbligo del loro mantenimento. Questo requisito probabilmente verrà rafforzato nei prossimi anni, con l'obbligatorietà di dedicare una parte della superficie agricola aziendale ammissibile ai pagamenti ad aree di interesse ecologico, tra cui terreni lasciati a riposo, terrazze, elementi caratteristici del paesaggio, fasce tampone e superfici oggetto di imboschimento.

L'ultimo dato ufficiale attualmente disponibile sulla superficie forestale nazionale è di 10.916.000 ha (Eurostat, 2013), pari al 36,2% della superficie del Paese. Il trend delle utilizzazioni forestali per gli ultimi 10 anni rimane inferiore agli 8 milioni di m^3, di cui il 70% impiegato nella filiera energetica, mentre il restante per l'industria, che importa dall'estero più del 75% della materia prima lavorata (circa 25 milioni di m^3). L'Italia è il primo esportatore europeo di prodotti legnosi finiti; gli operai forestali (dati Metes) impiegati sul territorio sono 60.348 (includendo anche i 1.836 lavoratori dipendenti dal Corpo forestale dello Stato). Per la maggior parte (58.512) si tratta di dipendenti a tempo indeterminato o determinato delle regioni, degli enti locali e delle province. Le regioni con la maggiore forza lavoro sono quelle meridionali (Calabria e Sicilia), dove si concentra il 93,3% degli occupati; tra le regioni del Nord quelle più dotate di personale sono il Veneto e il Trentino-Alto Adige.

Figura 20: Ripartizione dei settori produttivi che hanno acquistato crediti di carbonio forestali nel 2011

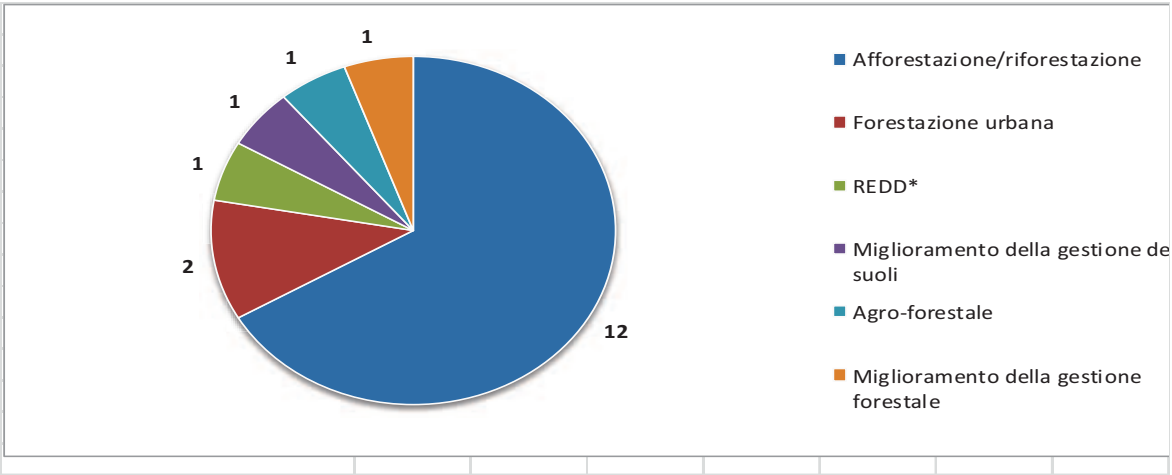


Fonte: dati da report Stato del Mercato forestale del Carbonio in Italia, 2012

In merito al mercato volontario dei crediti di carbonio forestale in Italia, negli ultimi anni esso ha avuto una crescita esponenziale di interessi e attività, spinto dalla volontà di organismi profit e no-profit, amministrazioni locali e anche singoli cittadini, di ridurre e compensare le proprie emissioni attraverso progetti di afforestazione, riforestazione e/o di gestione forestale (Fig.20 e Fig.21).

Il volume dei crediti venduti in Italia è passato dalle 34.560 tCO_2 del 2009 alle 244.181 tCO_2 nel 2011, generando un valore economico di 2,02 milioni di euro. Il prezzo medio del credito di carbonio è stato di 5,34€/tCO2, con un range di prezzo compreso tra 1,1€/tCO_2 e 58€/tCO_2.

Figura 21: Numero di progetti per tipologia di attività nel mercato volontario dei crediti di carbonio, 2011



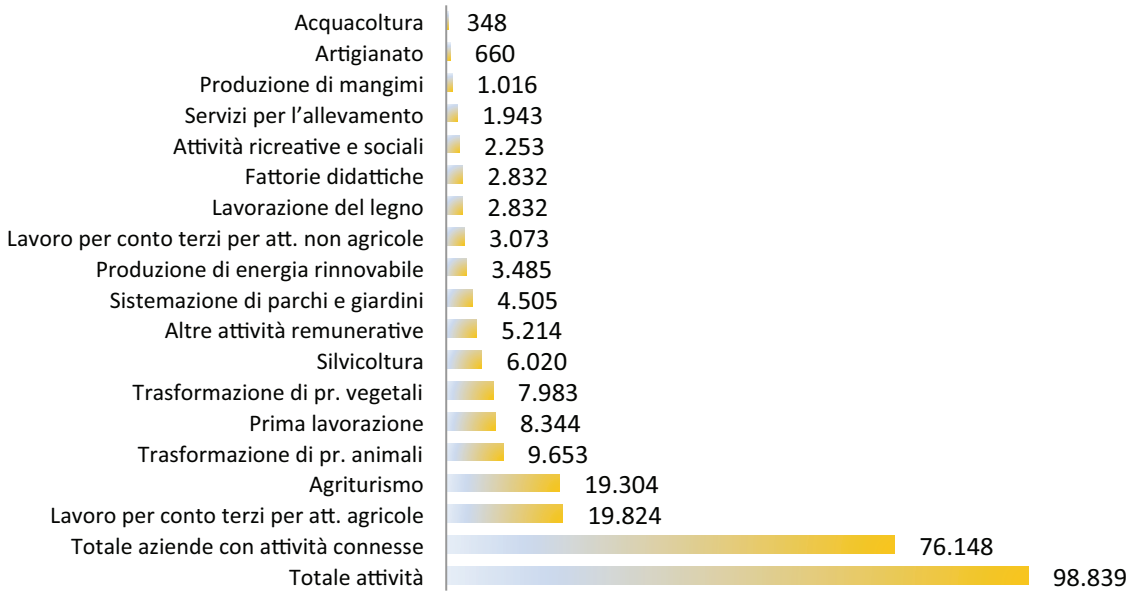
* REDD: Riduzione delle Emissioni dovute ad attività di Deforestazione e Degrado delle Foreste, e ruolo dell'incremento degli stock forestali di carbonio e della conservazione e gestione sostenibile delle foreste nei paesi in via di sviluppo.

Fonte: dati da report Stato del Mercato forestale del Carbonio in Italia, 2012.

La superficie forestale interessata da tali attività è pari a 12.713 ha di cui il 97,4% localizzata all'estero e il restante 2,6% sul territorio nazionale, quest'ultima rappresentata per lo più da riforestazioni in parchi urbani. Secondo i dati ancora provvisori forniti dal nucleo antincendio boschivo del Corpo forestale dello Stato, nel 2012 sul territorio nazionale si sono verificati 8.252 incendi che hanno interessato una superficie di 130.814 ha, di cui 74.543 di bosco. Rispetto al 2011 il numero complessivo di incendi boschivi rimane sostanzialmente uguale (+0,87%) mentre la superficie forestale percorsa dal fuoco è quasi raddoppiata (+94%). La più colpita dal fuoco è stata la Sicilia, con 27.326 ha di superficie boscata bruciata, seguita dalla Calabria con 16.750 ha e dalla Campania con 6.531 ha. Le regioni meno colpite sono state la Valle d'Aosta, con soli 4 ha, il Trentino-Alto Adige con 45 ha e il Veneto con 88 ha.

Secondo il 6° Censimento dell'Agricoltura, circa il 5% delle aziende agricole diversifica la propria attività a favore di "attività remunerative connesse".
Si tratta di nuove funzioni che producono reddito (remunerative) e che sono legate direttamente o indirettamente all'attività agricola vera e propria (connesse). Esse avvicinano le aziende a mercati diversi da quelli strettamente agricoli e richiedono un approccio imprenditoriale per la realizzazione di investimenti, programmazione e formazione.

Figura 22: Numero di aziende con attività connesse (per tipologie di attività), 2012

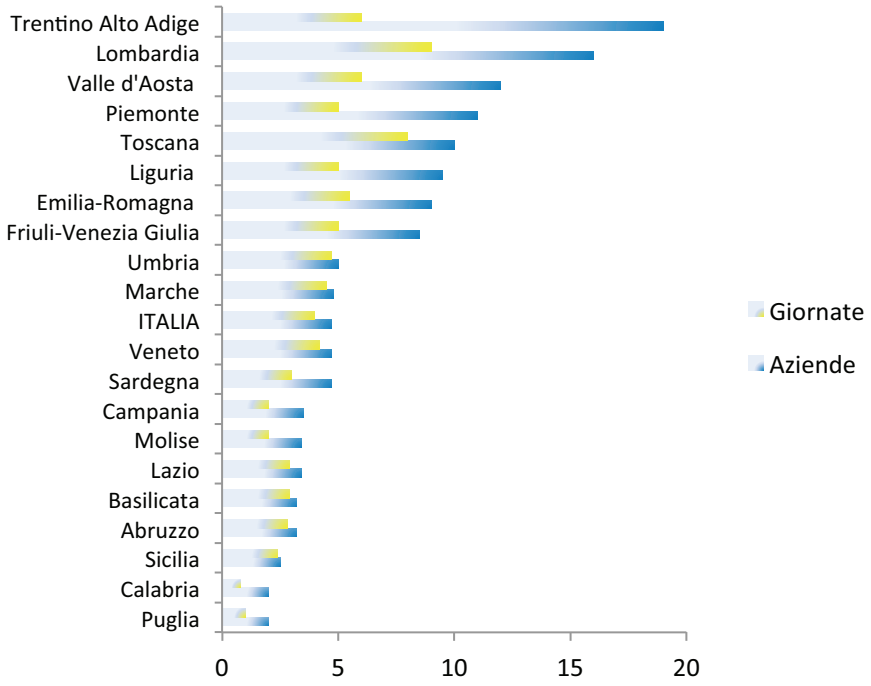


Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura.

Le aziende con attività connesse sono pari a poco più di 76.000 (Fig.22). Le principali attività riguardano il contoterzismo (20%) e l'agriturismo (19,5%). Le attività più innovative, come la sistemazione di parchi e le fattorie didattiche, mostrano ancora quote piuttosto limitate (rispettivamente 4,5% e 2,4%). Le ragioni di numeri complessivamente modesti nella diffusione delle attività connesse sono da ricercare prevalentemente in due aspetti diversi: da una parte si tratta spesso di attività di nicchia, le cui stesse caratteristiche non consentono una diffusione capillare sul territorio (come le fattorie didattiche o le funzioni

terapeutiche); in altri casi, sono le strutture, in particolare la piccola dimensione delle aziende, a limitare uno sviluppo adeguato di attività diverse da quella strettamente agricola.

Figura 23: Diffusione delle aziende con attività connesse
(per giornate lavorate e numero aziende)



Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

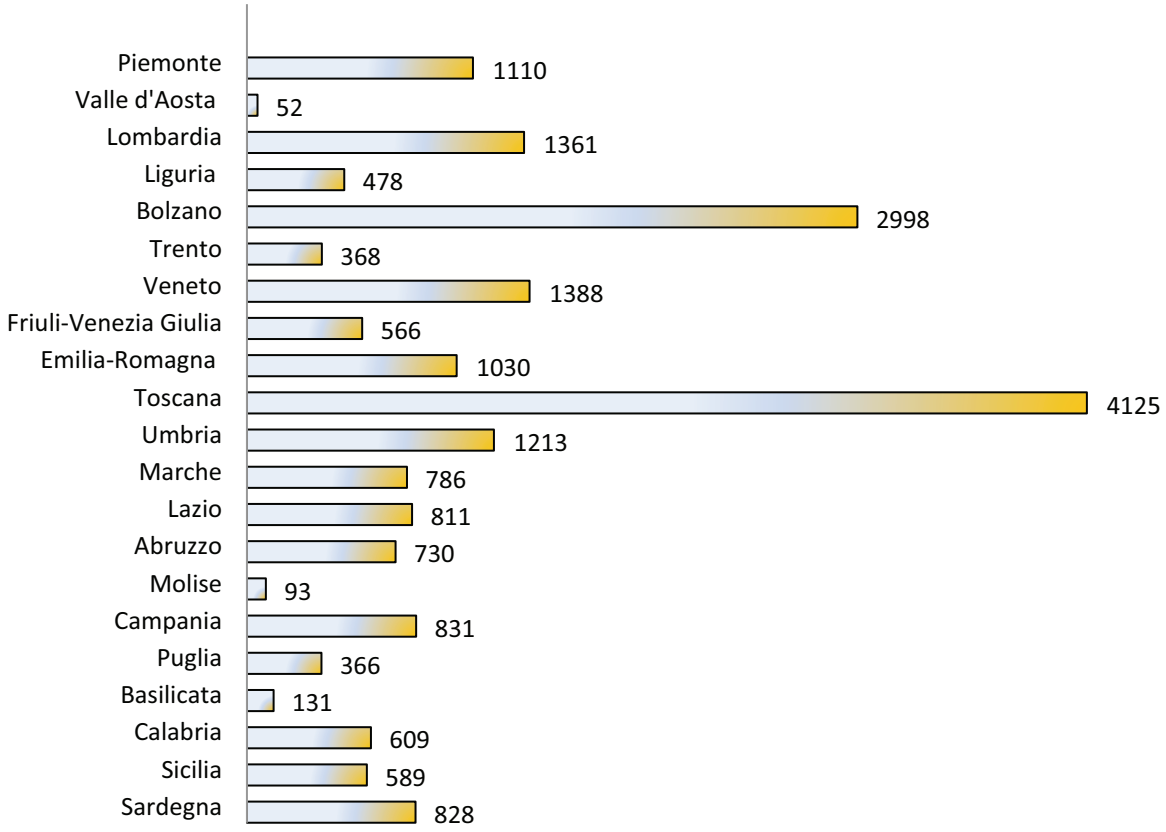
Nel complesso, la diversificazione è più presente nelle regioni del Nord. In tutti i casi, il numero di giornate dedicato alle attività diverse da quella primaria resta sempre sotto la soglia del 10% (Fig.23).

Le aziende agricole che praticano l'agriturismo hanno superato le 20.000 unità nel 2011, con un incremento del 2,2% rispetto all'anno precedente (Fig.24).

Più della metà delle strutture è localizzato in collina (51,8%) e un terzo in montagna (33,2%), anche in aree svantaggiate, dove contribuiscono al mantenimento e allo sviluppo degli insediamenti umani e dell'attività agricola. Nel 2011 le regioni del Sud hanno fatto segnare gli aumenti più significativi per numero di strutture (+3,6%), nonostante la forte contrazione in Basilicata (-

42,5%). Sul fronte opposto spiccano, invece, Abruzzo e Piemonte con incrementi, rispettivamente, del 14,8% e del 10% rispetto al 2010. Le aziende agrituristiche a conduzione femminile sono in forte aumento (+6,2%, contro +0,1% delle aziende condotte da uomini) soprattutto nel Nord (+14,5%). Nel complesso, un terzo degli agriturismi è condotto da donne.

Figura 24: Aziende agrituristiche per regione, 2011

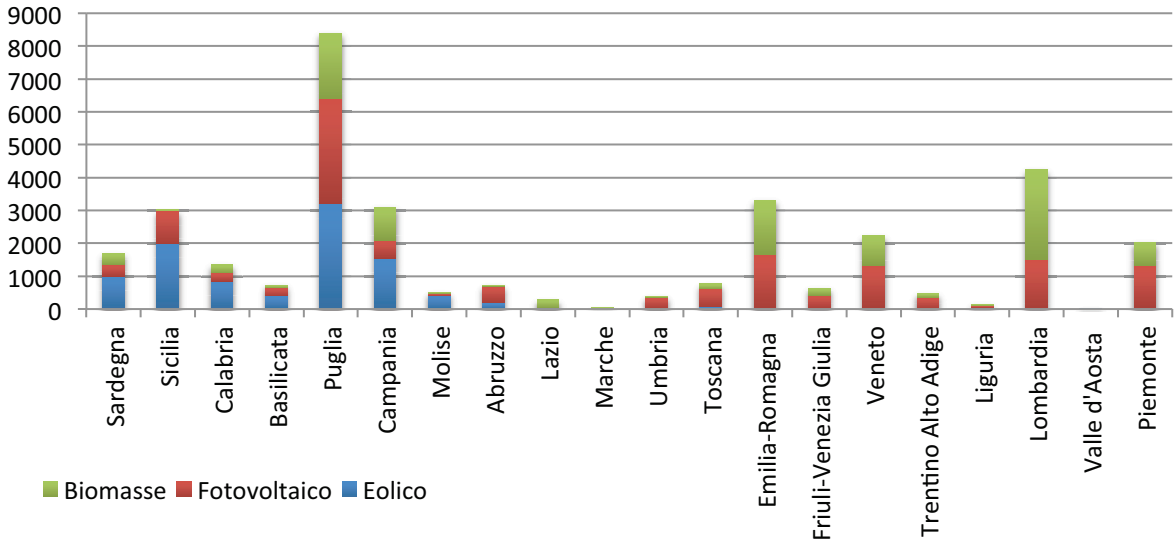


Fonte: ISTAT, 2012

Il sistema energetico italiano è fortemente dipendente dall'estero: la percentuale di energia importata sui consumi è intorno al 95% contro il 53% circa dell'UE 27. Il consumo interno lordo nel 2012 è stato pari a 177 MTEP (milioni di tonnellate equivalenti di petrolio), con una riduzione del 3,5% rispetto all'anno precedente, ed è stato soddisfatto per circa l'80% da combustibili fossili e per la rimanente parte da fonti rinnovabili (in aumento) e importazioni di energia elettrica (in diminuzione).

La produzione lorda da fonti rinnovabili è cresciuta in modo sostenuto nell'ultimo decennio soprattutto per il contributo delle fonti non tradizionali quali l'eolico, il fotovoltaico, i rifiuti e le biomasse passate dal 15% del 2000 al 61% del 2012 sul totale delle rinnovabili (Fig.25).

Figura 25: Produzione energetica lorda da fonti rinnovabili, 2012 (GWH)



Fonte: Terna/GSE

La produzione lorda degli impianti alimentati con bioenergie tra il 2011 e il 2012 è aumentata del 15,3% passando da 10.832 a 12.486 GWh e si ripartisce tra impianti destinati alla sola produzione di energia elettrica (58%) e impianti di cogenerazione (42%).

Fra le biomasse per la produzione di elettricità prevalgono quelle solide, inclusi i residui solidi urbani biodegradabili (oltre il 45% nel 2012), ma è significativa anche la crescita del biogas e dei bioliquidi. La produzione totale di energia elettrica e calore da biogas nel 2012 è stata di 4.619 GWh, il 35% in più rispetto al 2011.

La quota ottenuta da materia prima di origine agricola e forestale è aumentata del 55% superando quella ricavata dai residui solidi urbani e ha raggiunto il 74% del totale (nel 2011 era il 38%). In aumento anche la quota prodotta da impianti

alimentati con deiezioni zootecniche che ha raggiunto l'11% del totale con un aumento del 43% rispetto al 2011. Secondo il CRPA il numero degli impianti a biogas in Italia ha raggiunto quota 994 (contro i 587 del 2011) per una potenza installata di 756,4 MW (+50% rispetto al 2011), concentrata soprattutto nell'Italia settentrionale (Tab.19).

Tabella 19: Produzione energetica lorda degli impianti alimentati a biomassa e totale da fonti rinnovabili (GWh)

	2010	2011	2012	Var. % 2012/11
Bioenergie	**9.440,1**	**10.832,4**	**12.486,9**	**15,3**
solo produzione energia elettrica	**6.189,2**	**6.608,0**	**7.294,3**	**10,4**
Biomasse	2.605,3	2.868,4	2.759,7	-3,8
da rifiuti urbani	1.062,2	1.200,7	1.214,7	1,2
altre biomasse	1.543,1	1.667,7	1.545,0	-7,4
Biogas	1.451,2	1.868,5	2.160,6	15,6
da rifiuti	1.197,4	1.273,5	1.210,5	-4,9
da fanghi	11,6	19,3	12,2	-36,8
da deiezioni animali	100,3	133,8	147,4	10,2
da attività agricole e forestali	141,9	441,9	790,6	78,9
Bioliquidi	2.132,7	1.871,2	2.374,0	26,9
oli vegetali grezzi	1.759,1	1.709,1	2.051,5	20,0
altri bioliquidi	373,6	162,1	322,5	99,0
produzione di energia e calore	**3.250,9**	**4.224,4**	**5.192,6**	**22,9**
Biomasse	1.702,2	1.861,8	1.985,8	6,7
da rifiuti urbani	985,7	1.017,1	961,6	-5,5
altre biomasse	716,5	844,7	1.024,2	21,3
Biogas	602,9	1.536,2	2.459,3	60,1
da rifiuti	217,4	254,6	276,5	8,6
da fanghi	16,6	43,2	68,3	58,1
da deiezioni animali	120,7	227,8	371,2	62,9
da attività agricole e forestali	248,3	1.010,7	1.743,2	72,5
Bioliquidi	945,7	826,3	747,6	-9,5
oli vegetali grezzi	922,5	822,1	704,5	-14,3
altri bioliquidi	23,2	4,2	43,1	926,2
Totale rinnovabile	**76.964,4**	**82.961,5**	**92.222,4**	**11,2**

Fonte: Terna/GSE

Ancora, secondo i dati del 6° Censimento dell'Agricoltura, nel 2010, le aziende italiane che utilizzano il canale della vendita diretta al consumatore sono 270.579 e rappresentano il 26% del totale delle aziende che commercializzano i prodotti aziendali (Tab.20). La vendita diretta è più diffusa nelle circoscrizioni del Centro e del Sud Italia dove la percentuale sale, rispettivamente, al 35% e 31%. Le regioni che presentano il maggior numero di aziende con vendita diretta sono la Calabria, con il 16,3% sul totale delle aziende, la Sicilia (12,2%) e la Campania (11,7%).

Tabella 20: Numero di aziende con vendita diretta al consumatore

	VENDITA IN AZIENDA	VENDITA FUORI AZIENDA
Prodotti vegetali	92.111	43810
ortive e patate	22.505	12.752
frutta compresi agrumi	21.333	11.171
uva da vino	9.568	3.678
Olive	13.349	6.597
Prodotti animali	29.319	8.842
animali vivi	24.169	6.596
Latte	2.687	1.108
Prodotti trasformati	118.918	42.693
vino e mosto	23.367	6.939
Olio	91.642	32.947
formaggi e altri prodotti lattiero casaeri	5.966	1.884
Prodotti forestali	4.415	2.254
Tutte le voci di prodotto	210.625	89.668

Fonte: ISTAT, 6° censimento dell'agricoltura

Scendendo nel dettaglio della distinzione tra vendita diretta effettuata in azienda e vendita diretta che avviene fuori dai locali dell'azienda, emerge che, a livello nazionale, è maggiormente frequente la vendita in azienda, presente nel 78% dei casi. Per quanto riguarda la distribuzione delle aziende per regione e classe di superficie agricola si evidenzia una maggiore frequenza della vendita diretta nelle aziende di piccola dimensione. Infatti il 76% di tutte le aziende considerate si concentra nella classe 0-3 ha. La percentuale scende al 21% per quanto riguarda la classe 3-5 ha. La forma giuridica più frequentemente assunta dalle aziende con vendita diretta è quella dell'impresa individuale, che si registra nel 94% delle unità, rispecchiando il quadro delle aziende italiane nel settore agricolo. Relativamente ai prodotti commercializzati dalle aziende emergono tra

i prodotti vegetali freschi, gli ortaggi, le patate e la frutta; tra i prodotti animali non trasformati, gli animali vivi. Tra i prodotti trasformati risulta molto diffusa la vendita dell'olio e del vino.

3.1.5 Prodotti di qualità

L'Italia continua a mantenere la fetta più grossa del registro dei prodotti DOP e IGP dell'UE (pari a 1.167, comprese anche le STG), registrando un ulteriore incremento delle registrazioni, giunte a quota 252 (Tab.21). Tra gli ultimi riconoscimenti si citano il Sale Marino di Trapani, il Panforte di Siena, il Salmerino del Trentino, l'Agnello del Centro Italia, tutti IGP, appartenenti a categorie ancora poco presenti nel nostro registro[216].

La maggior parte delle nostre specialità si concentra infatti nei prodotti dell'ortofrutta e dei cereali (quasi il 40%), nei formaggi (18%), negli oli extra vergine d'oliva (17,6%) e nei salumi (oltre il 14%).

La Mozzarella e la Pizza Napoletana sono le uniche STG italiane riconosciute (in tutta l'UE esse ammontano a 38). Cresce anche la filiera dei prodotti riconosciuti che, nonostante il calo degli operatori (produttori e trasformatori) registrato nel 2012 (-4,7% rispetto al 2011), va assumendo nel tempo dimensioni sempre più importanti (Tab.22). Nel periodo 2004-2012 si è registrato un consistente aumento delle aziende agricole (+38,7%), degli allevamenti (+50%), della superficie impiegata (+40,7%) e dei trasformatori (+22%).

[216] Si ritiene precisare che tale dato è valido all'epoca di stesura del presente lavoro di tesi.

Tabella 21: Prodotti DOP/IGP (per tipologia e regione)*

	Ortofrutticoli e cereali	Oli d'oliva	Formaggi	Salumi	Altri Prodotti[2]	Totale
Piemonte	6	-	8	4	1	19
Valle d'Aosta	-	-	2	2	-	4
Lombardia	2	2	11	9	1	25
Liguria	1	1	-	-	1	3
Alto Adige	1	-	1	1	-	3
Trentino	2	1	4	1	1	9
Veneto	16	2	7	7	1	33
Friuli-Venezia Giulia	1	1	1	3	-	6
Emilia-Romagna	11	2	4	13	5	35
Toscana	7	5	2	4	7	24
Umbria	2	1	1	2	2	8
Marche	2	1	2	4	2	11
Lazio	7	4	3	4	7	25
Abruzzo	2	3	-	1	3	9
Molise	-	1	1	2	2	6
Campania	11	5	3	-	2	21
Puglia	6	5	3	-	2	16
Basilicata	4	1	3	-	1	9
Calabria	4	3	1	4	2	15
Sicilia	15	6	4	1	2	28
Sardegna	1	1	3	-	2	7
Italia[1]	**100**	**43**	**44**	**36**	**29**	**252**

* Aggiornamento a settembre 2013.
[1] Alcuni prodotti sono interregionali pertanto la somma delle DOP/IGP per regioni non corrisponde a quella totale Italia.
[2] Comprende: panetteria, miele, ricotta, spezie, aceti, carni, pesci, prod. non alimentari.

Fonte: elaborazioni su banca dati della Commissione europea DOOR

Secondo uno studio della Commissione europea i prodotti DOP e IGP dell'Unione generano un valore economico di tutto rispetto, pari a 16 miliardi di euro (anno di riferimento 2010) che sale a 54 miliardi se si aggiungono i vini DOP e IGP. L'Italia, con 12 miliardi di valore complessivo, mostra un sostanziale equilibrio tra il settore agroalimentare e quello vinicolo: 6 miliardi i prodotti agroalimentari e 5,7 miliardi i vini.

I dati Qualivita ISMEA sulla produzione 2011 hanno evidenziato un volume prodotto pari a più di 1,2 tonnellate con un andamento stazionario rispetto al

2010; in aumento il settore degli oli d'oliva (+7,6%) e gli aceti balsamici (+7%); pressoché stazionari gli andamenti produttivi dell'ortofrutta e cereali e dei salumi; in calo dell' 1,7% i formaggi. Da rimarcare il notevole aumento dell'andamento delle carni fresche (+33%) e degli altri prodotti (+36%) (Tab.22).

Tabella 22: Operatori dei prodotti di qualità DOP, IGP e STG per settore, 2012

	Produttori	**Trasformatori**	**Totale operatori[1]**	**Impianti di Trasformazione**
Carni fresche	6.984	804	7.788	1.783
Preparazioni di carni	3.872	683	4.555	970
Formaggi	27.747	1.743	29.196	2990
Altri prodotti di origine animale	243	33	255	62
Ortofrutticoli e cereali	16.767	1.17	17.442	1.216
Oli extravergine di oliva	19.192	1.879	20.142	2.645
Aceti diversi dagli aceti di vino	175	531	614	646
Prodotti di panetteria	32	63	83	64
Spezie	93	90	100	105
Oli essenziali	28	9	35	11
Prodotti ittici	10	7	13	11
Sale	5	3	8	6
Totale	**75.148**	**7.015**	**80.231**	**10.509**

[1] Un operatore può essere contemporaneamente sia produttore sia trasformatore

Fonte: ISTAT

Il valore della produzione DOP-IGP ha registrato una crescita dell'8,9% rispetto al 2010, e si aggira su oltre i 6,5 miliardi di euro; anche il valore del mercato al consumo, stimato in quasi 12 miliardi di euro, è risultato in aumento (+5,5%). In un contesto non favorevole ai consumi, l'acquisto dei prodotti DOP e IGP, secondo l'ISMEA, ha tenuto ed è addirittura cresciuto (+4% rispetto al 2011), in controtendenza con quanto accaduto per l'alimentare nel complesso (-0,5%).

Nell'UE le DOP e IGP riconosciute sono complessivamente 1.290; l'Italia si colloca al primo posto con 476 registrazioni tra DOCG, DOC e IGT, seguita dalla Francia con 376 registrazioni (Tab.23).

Tabella 23: Numero di vitigni riconosciuti (per categoria e regione)

	DOCG	DOC	IGT
Piemonte	16	40	-
Valle d'Aosta	-	1	-
Lombardia	5	21	15
Alto Adige	-	3	2
Trentino	-	7	3
Veneto	14	26	8
Friuli-Venezia Giulia	4	10	3
Liguria	-	8	4
Emilia-Romagna	2	17	9
Toscana	11	36	5
Umbria	2	12	6
Marche	5	15	1
Lazio	3	26	6
Abruzzo	1	6	7
Molise	-	4	2
Campania	4	15	9
Puglia	4	22	5
Basilicata	1	3	1
Calabria	-	9	9
Sicilia	1	20	7
Sardegna	1	15	15
Italia	**73**	**330**	**118**

Fonte: elaborazioni su banca dati della Commissione europea E-Bacchus.

Le superfici investite a vini DOP e IGP in Italia, nel 2011, ultimi dati disponibili, sono stimate dall'ISMEA in circa 355 mila ettari, ovvero oltre la metà del totale delle superfici vitate italiane.

La produzione di vino DOP, attestatasi nella vendemmia 2012 a poco più di 15,5 milioni di ettolitri, rappresenta sempre più una quota rilevante del vino complessivamente prodotto in Italia (quasi il 40%); se a questa si aggiunge anche la quota di vino a IGP (per un ammontare di 13,5 milioni di ettolitri) si arriva a una produzione certificata pari a oltre il 70% della produzione complessiva. I vini DOP si confermano nella rosa dei prodotti italiani più venduti all'estero, per un valore complessivo tra rossi, rosati, bianchi, spumanti

e frizzanti di 2,3 miliardi di euro, con incrementi rispetto al 2011 che vanno dal 6,6% dei vini rossi e rosati al 27% degli spumanti.

Le certificazioni di qualità continuano a rappresentare per le imprese del comparto agricolo e agroalimentare un valido strumento per la differenziazione commerciale dei prodotti. Tuttavia, la difficile situazione congiunturale ha prodotto un'inversione di tendenza rispetto agli ultimi anni. Considerando, infatti, i sistemi di certificazione più utilizzati relativi agli standard ISO9001, nel 2012 si è assistito quasi a un dimezzamento del numero di aziende agricole certificate (-45%) mentre per le imprese alimentari il calo è stato più lieve (-10%). Aumentano leggermente le aziende agricole, a differenza però delle imprese alimentari che diminuiscono, registrate con certificazioni ambientali di processo rispondenti agli standard ISO 14001. In diminuzione anche il numero di imprese alimentari con la certificazione europea EMAS (-8,8%) (Tab.25).

Crescono le adesioni riguardanti lo standard internazionale di certificazione sociale ed etica SA8000, con circa 120 imprese agricole e agroalimentari registrate nel 2012 su un totale di 1.020 unità a livello nazionale. Infine, si conferma l'importanza delle certificazioni forestali sia in termini di superficie, sebbene con una lieve riduzione rispetto al 2010, sia in termini di rintracciabilità dei materiali provenienti da foreste certificate (certificazione della Catena di Custodia - COC) (Tab.24).

Tabella 24: Superfici forestali per tipo di certificazione, 2012

	FSC			PEFC		
	Numero certificati	Totale Ettari certificati	Var.% 2012/10	Numero certificati	Totale Ettari certificati	Var.% 2012/10
Certificazione forestale	-	52,102	-0.1	-	768,689	-0.01
Certificazione CoC	1445	-	0.7	803	-	0.8

Tabella 25: Imprese agricole e alimentari con sistema di gestione per la qualità e ambientale certificato in Italia, 2012

	ISO 9001			ISO 14001			EMAS		
	n.	% su tot.	Var.% 2012/11	n.	% su tot.	Var.% 2012/11	n.	% su tot.	Var.% 2012/11
Settore Agricolo (Coltivazione, Allevamento)[1]	276.00	0.20	- 45.20	80.00	0.50	2.60	-	-	-
Settore Alimentare	3,619.00	2.90	- 9.70	709.00	4.20	- 3.40	83.00	7.20	- 8.80
Totale	**125,204.00**	**-**	**- 5.60**	**16,946.00**	**-**	**8.70**	**1,158.00**	**-**	**- 0.60**

[1] Include aziende vivaistiche e imprese che operano nella cura del verde.

Fonte: elaborazioni su dati ACCREDIA e ISPRA.

3.2 L'agricoltura in Puglia: cenni introduttivi e primo panorama del settore biologico[217]

In Tabella 26 viene presentato un raffronto degli indicatori strutturali ed economici tra Puglia, Mezzogiorno e Italia. Sulla base delle rilevazioni ISTAT si evince come in Puglia siano presenti 245348 aziende, pari a circa il 15% di quelle nazionali, caratterizzate da una dimensione media aziendale piuttosto contenuta (4.9 ha di media contro i 7,6 in Italia). Valutando la ripartizione della SAU, questa risulta distribuita per più di metà nei campi seminativi, per il 41% circa nelle coltivazioni legnose e per il restante 6% in prati e pascoli.

[217] In *Allegato 2* si riportano quattro carte della Regione al fine di fornire uno storico della produzione agro-zootecnica.

Negli ultimi 10 anni si è assistito ad un trend decrescente riguardo la SAU regionale, che ha colpito principalmente le coltivazioni arboree, in primis la vite e i fruttiferi. Meno consistente ma comunque da segnalare la riduzione dell'olivo, che ha visto ridurre la superficie coltivabile del 13%. Il crollo più pesante ha riguardato le piante industriali. In merito alla situazione delle diverse coltivazioni, si può evincere l'incremento per la coltivazione degli altri seminativi e la buona tenuta della coltivazione dei cereali (Fig. 26).

Tabella 26: Indicatori strutturali e economici

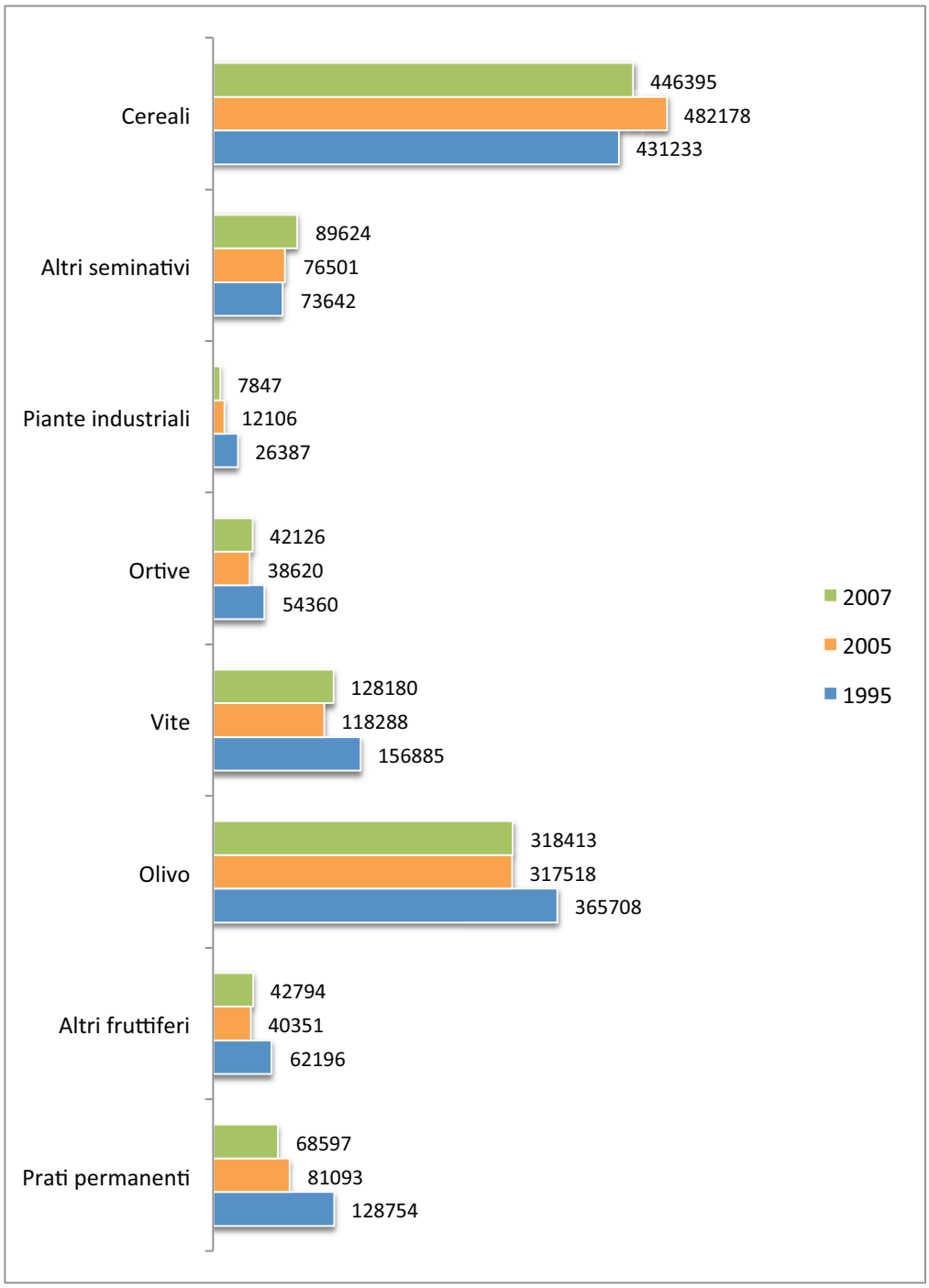
Descrizione	unità di misura	Puglia	Mezzogiorno	Italia
Indicatori strutturali				
Aziende	numero	245348	960736	1679439
SAU ripartita in:	ettari	1197397.6	5775153.3	12744196.2
Seminativi	%	53.4	48.1	54.7
coltivazioni legnose	%	40.9	25.8	18.2
prati e pascoli	%	5.7	26.1	27.1
Dimensione media azienda	ettari	4.9	6	7.6
Superficie irrigata/SAU	%	22.7	13.7	20.9
SAU/SAT	%	90.9	77.7	71.4
Aziende DOP e IGP	numero	874	18232	75448
Superfici DOP e IGP	ettari	6802.1	24707.6	128099.9
Superifici DOP e IGP/SAU	%	0.6	0.4	1
Indicatori economici				
Valore aggiunto (V.A.)	milioni/euro	2038.3	10324.6	26771.6
Investimenti fissi lordi	milioni/euro	1100.3	3720.2	12111.8
Retribuzioni lorde	milioni/euro	1084.1	4390.5	7589.2
Unità di lavoro di cui:	migliaia UL	132.7	605.2	1318.4
lavoro dipendenti	%	54.2	49	37.6
lavoro indipendenti	%	45.8	51	62.4

Fonte: ISTAT, 2012

Soffermando l'attenzione invece sugli indicatori economici, si conferma il ruolo fondamentale all'interno del sistema economico pugliese del settore agricolo; il Valore aggiunto ai prezzi di base ammonta a circa 2 miliardi di euro di investimenti fissi. Il numero complessivo di occupati in agricoltura espressi in unità di lavoro, risulta in media pari a 132 mila unità, con retribuzioni lorde che ammontano a circa 1 miliardo di euro. La struttura agricola del lavoro evidenzia una forte prevalenza di lavoratori dipendenti rispetto a quelli indipendenti, il che rispecchia i tratti distintivi dell'occupazione in Puglia e più in generale nel Mezzogiorno.

Verso la fine del decennio scorso, il valore della produzione agricola in Puglia si aggirava intorno ai 3,4 miliardi di euro. Quasi il 40% di questa cifra aveva, come matrice di provenienza, l'elaborazione di colture arboree come gli olivicoli e vitivinicoli. Un altro 40% (il 36,9 per la precisione) di tale valore di produzione proviene dalla coltivazione di prodotti erbacei come le patate e gli ortaggi.

Figura 26: Evoluzioni della SAU per le principali coltivazioni praticate in Puglia (1995-2005-2007)

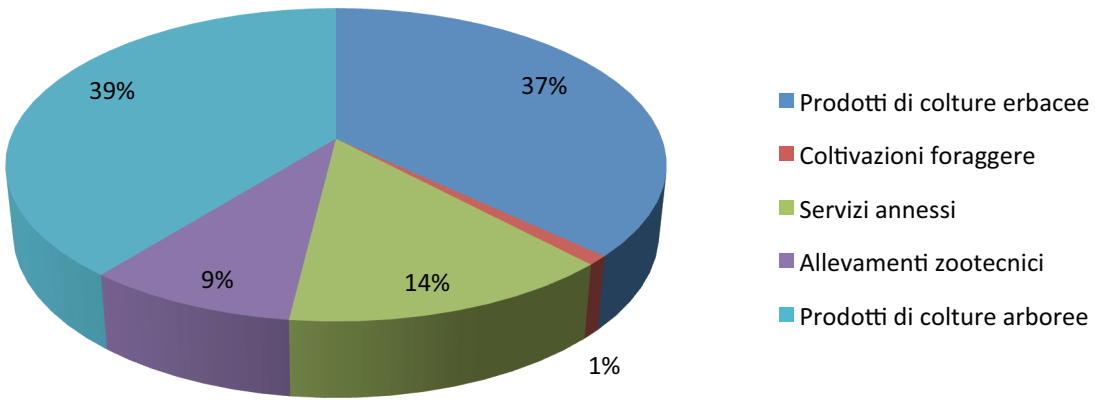


Fonte: ISTAT, 2012

Le restanti quote vengono distribuite rispettivamente tra i servizi annessi, gli allevamenti zootecnici e le coltivazioni foraggere (Fig.27). In questo contesto la Puglia ricopre un contributo ad alto tasso di rilievo, aiutando in maniera

significativa alla formazione del valore della produzione agricola dell'intero panorama nazionale.

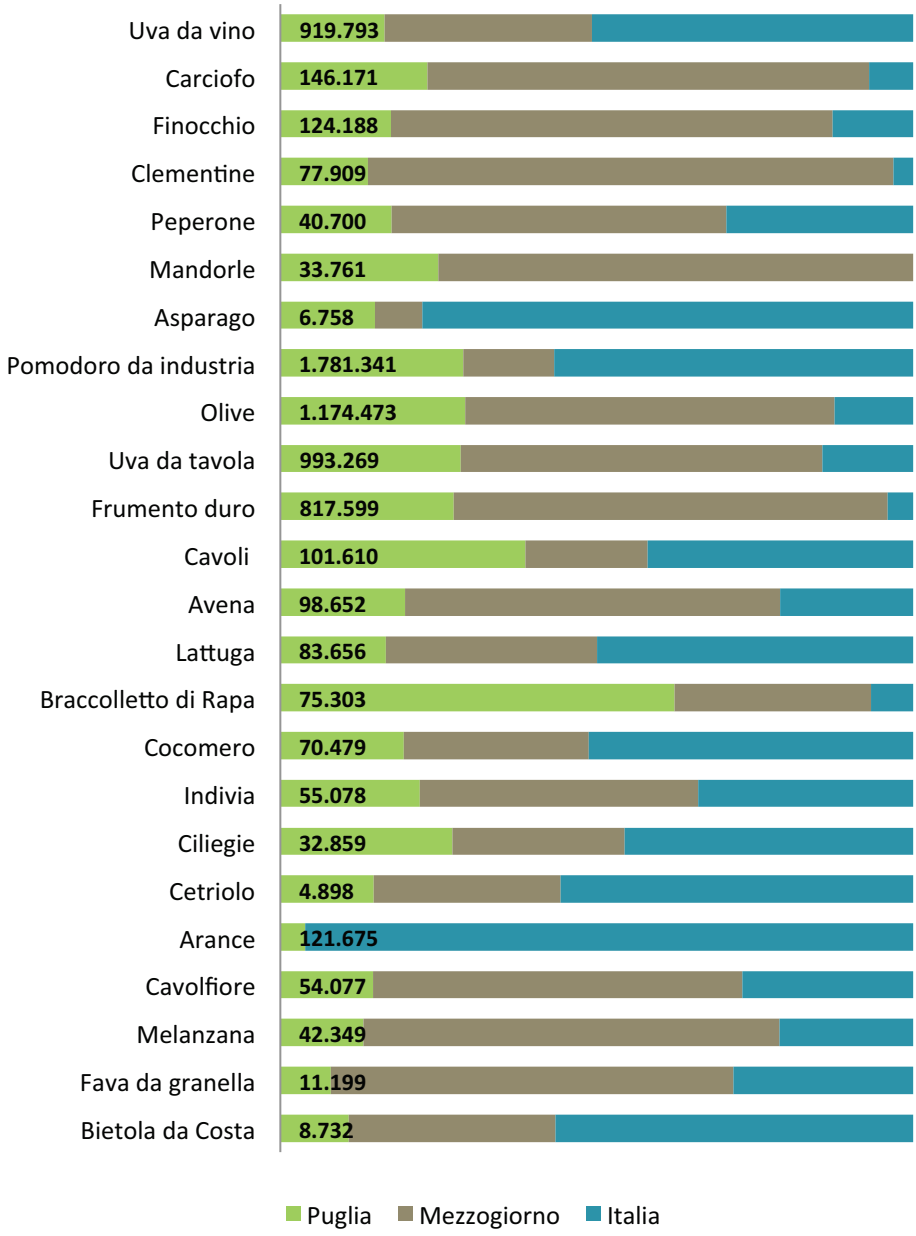
Figura 27: Valore della produzione pugliese per comparti



Fonte: Nostra elaborazione su dati ISTAT, 2012

Se si considera la Figura 28, è possibile evidenziare per quali colture, la Puglia risulta essere tra le regioni leader a livello di produzione. Tra le più remunerative ed efficaci troviamo ai primi posti per volumi di prodotto, il pomodoro da industria e le olive, entrambi pari al 35% dell'intera produzione nazionale. Successivamente troviamo l'uva da tavola, con circa 993 mila tonnellate e un'incidenza sulla produzione nazionale del 68%. Anche in altri comparti, dove i volumi di produzione risultano essere minori, la Puglia eccelle a livello di quota di produzione rilevante nel panorama nazionale. L'agevolazione in questa graduatoria, deriva dal fatto che alcune colture vengono realizzate esclusivamente nei territori del mezzogiorno, agevolando quindi "il tacco dello stivale" a scalare questa classifica; l'esempio lampante è quello degli ortaggi (carciofi, finocchi, broccoletti e melanzane) e dei frutticoli (arance, clementine e mandorle).

Figura 28: Graduatoria per alcuni prodotti della Puglia
nel contesto meridionale e nazionale



Fonte: Nostra elaborazione su dati ISTAT, 2012

3.2.1 Primi cenni al biologico in Puglia

È possibile analizzare lo sviluppo dell'agricoltura biologica, sulla base dei dati di SAU biologica e in conversione (Fig.29). È una certezza oramai considerare questo settore come un caposaldo dell'economia primaria pugliese, grazie all'impegno del pubblico e del privato congiunto.

Figura 29: Evoluzione dell'agricoltura biologica in Puglia ed in Italia

SAU Biologica + in conversione

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Puglia	146,350	131,108	109,068	92,333	86,610	116,000	122,589	113,279	118,898
Italia	1,040,377	1,237,640	1,168,212	1,052,002	954,361	1,067,102	1,148,162	1,150,253	1,002,420

Operatori certificati

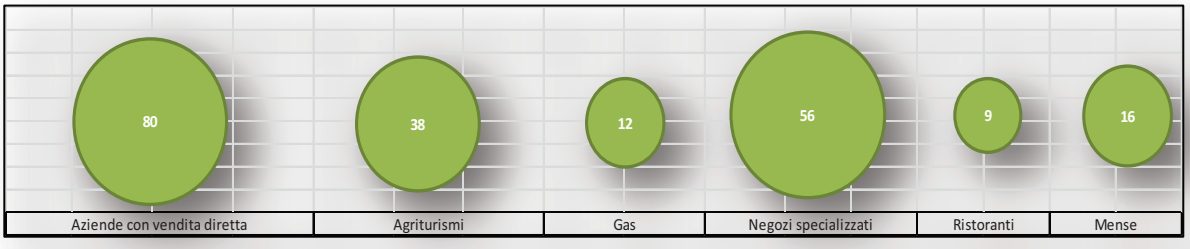
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Puglia	6,741	6,763	5,757	4,621	3,373	6,109	5,639	5,357	5,371
Italia	54,004	60,509	55,902	48,473	40,965	49,859	51,065	50,276	49,654

Fonte: Nostra elaborazione su dati dell'osservatorio regionale dell'agricoltura biologica, 2012

La Puglia, insieme ad altre regioni del mezzogiorno come Sicilia, Basilicata e Calabria, con i suoi 5000 operatori di media, rappresenta più del 10% degli operatori biologici nazionali, che coltivano mediamente ogni anno, quasi il 12% della SAU biologica del territorio Italiano. In pratica 119.000 ha, che hanno subito un decremento rispetto ai 146.000 di inizio decennio.

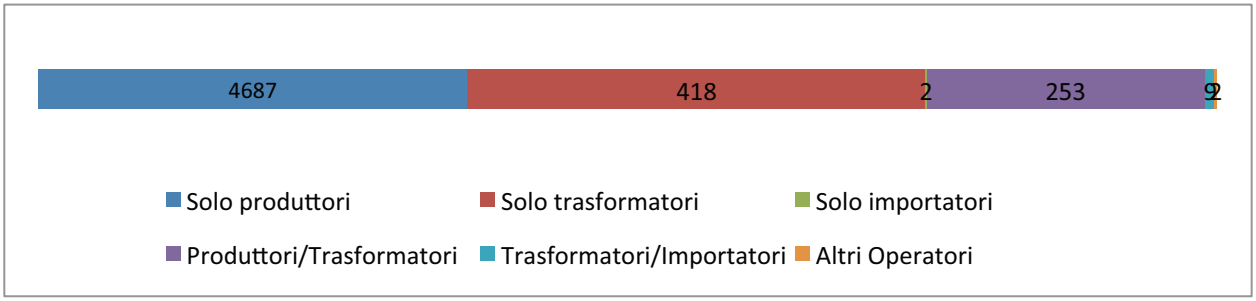
È possibile anche categorizzare questi operatori, classificandoli per tipologia (Fig.30). La maggior parte di questi sono produttori agricoli (quasi 90%); la seconda categoria, numericamente più rappresentativa è quella dei soli trasformatori. Seguono (come si evince dalla Figura 31) i Produttori/trasformatori, con 253 unità sulle 5.300 totali, mentre sono poco rappresentate le altre categorie (solo trasformatori, altri operatori, ecc.)

Figura 30: Operatori in agricoltura biologica per tipologia (2008)



Fonte: ISTAT, 2012

Figura 31: Forme distributive dei prodotti da agricoltura biologica (2008)



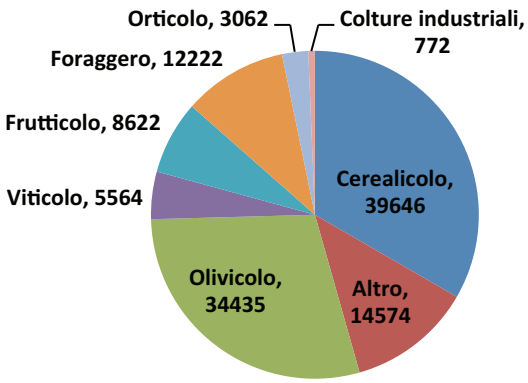
Fonte: ISTAT, 2012

L'importante contributo in termini di produzione non si associa ancora ad un altrettanto significativo sviluppo del mercato locale che, nonostante la sempre più lunga crisi economica, resiste e cerca di affermarsi sempre maggiormente. Un ruolo fondamentale è assunto dalla grande distribuzione organizzata con assortimento di prodotti freschi e trasformati; a sostegno del settore, vi sono inoltre i mercatini biologici, organizzati grazie alla creazione di fiere e sagre, spesso finanziate da comuni e regioni. Percentualmente quasi il 10% del

territorio pugliese risulta coltivato con il metodo della produzione biologica, secondo questo ordine di orientamento produttivi: 40.000 ha dedicati alla coltura di cereali, 34.000 assegnati all'olivicolo, 12.222 al foraggero, circa 8.000 ha al frutticolo e più di 5.000 al viticolo.

La Figura 32 schematizza la distribuzione in termini quantitativi dell'agricoltura biologica dei 118.000 ha pugliesi destinati ad agricoltura biologica; da non trascurare il quasi 12% di altre colture diversi da quelle citate che racchiudono tante piccole rarità della natura, impossibili da non considerare. I dati elaborati in termini di coltura a livello generale, possono essere splittati in base ad una scala provinciale e raffrontati sempre in termini nazionali. Si evince che la provincia barese è quella che maggiormente è quella più redditizia per la produzione di cereali, mentre quella tarantina presenta il miglior rapporto tra superficie totale/superficie coltivata per quanto riguarda la produzione di fruttiferi.

Figura 32: Distribuzione Agricoltura biologica Pugliese

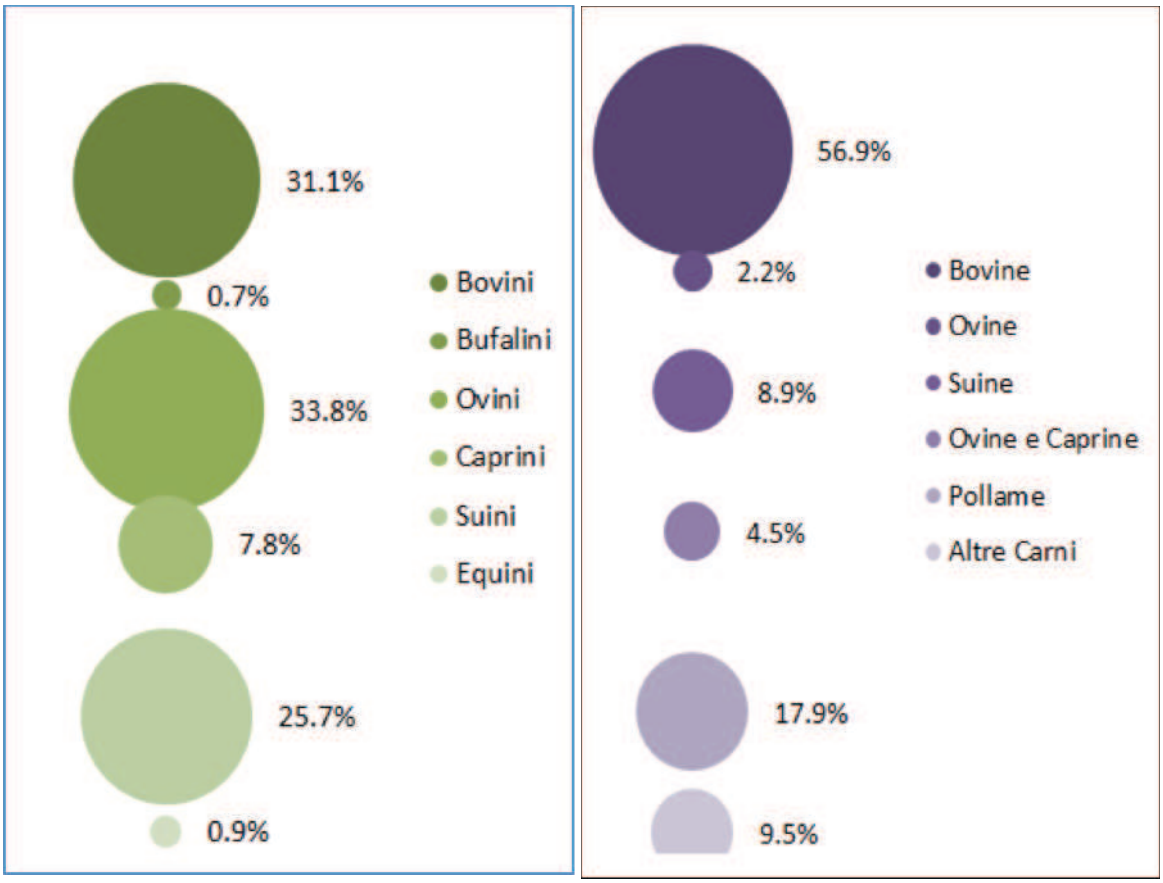


Fonte: Nostra elaborazione su dati dell'osservatorio regionale dell'agricoltura biologica, 2012

3.2.2 La zootecnia e l'industria alimentare

Spostando la nostra attenzione, dall'applicazione delle colture sul territorio, all'investimento su di esso in termini di allevamento zootecnico, si evince come la zootecnia pugliese sia piuttosto contenuta rispetto alla media nazionale. Le principali specie allevate sono gli ovini e i bovini che superano le 170.000 unità e in totale rappresentano quasi il 70% della tipologia di allevamento in Puglia. Dalla Figura 33 si evincono le percentuali delle altre tipologie di allevamento (a sinistra) e il valore e quantità delle produzioni zootecniche.

Figura 33: Valore e quantità delle produzioni zootecniche



Fonte: Nostra elaborazione su dati dell'osservatorio regionale dell'agricoltura biologica, 2007

Considerando sempre il biennio 2005-2007, escludendo tutte le aziende agricole dedite all'allevamento che hanno visto un incremento quantitativo del 18%, in Puglia si è assistito ad un calo considerevole del numero di società rivolte

all'allevamento pastorizio e non; la riduzione più forte ha riguardato l'allevamento di bufalini (-71%) (Tab.27).

Non trascurabili anche i decrementi per quanto riguarda l'allevamento di bovini (-15%) ed equini (-22%). Tali riduzioni hanno interessato anche le strutture zootecniche del Mezzogiorno, seppure in misura molto più contenuta rispetto a quanto evidenziato in Puglia, mentre a livello nazionale si è registrato al contrario un incremento delle stesse tipologie di allevamento, ad eccezione dell'aziende allevatrici di suini. La tabella posta nella pagina seguente schematizza quanto su detto.

Tabella 27: Aziende con allevamenti per specie di bestiame

	Puglia		**Mezzogiorno**		**Italia**	
	2007	Variazione % 2007/2005	2007	Variazione % 2007/2005	2007	Variazione % 2007/2005
Bovini	3,010.00	-15	46,784.00	-2.3	145,282.00	2.2
Bufalini	12.00	-70.7	1,440.00	4.9	2,685.00	24.4
Ovini	1,918.00	18	46,234.00	-0.7	75,383.00	0.3
Caprini	826.00	-3.1	18,145.00	-0.4	33,420.00	7.5
Suini	759.00	-8.9	64,075.00	6	100,952.00	-1.8
Equini	691.00	-21.5	12,417.00	1.2	34,146.00	9.9

Fonte: Nostra elaborazione su dati dell'osservatorio regionale dell'agricoltura biologica, 2007

L'elevata varietà di prodotti e produzioni tipiche su cui può contare la cultura agricola pugliese, rende questo comparto industriale una realtà importante ed in continua evoluzione, nonostante i sei anni di crisi che stanno bloccando il sistema Italia. Dalle stime effettuate, il comparto industriale alimentare ha registrato andamenti positivi. Il valore aggiunto ai prezzi di base prodotto dall'industria agroalimentare è stato di 1,1 miliardi di euro, pari a circa il 5% del totale nazionale e il 21% del Mezzogiorno. L'incremento che questo parametro ha registrato sin dai primi anni del decennio, deriva senza dubbio dagli

investimenti nel settore e dai contributi sociali ottenuti. Ne hanno beneficiato i redditi da lavoro dipendente e le relative retribuzioni lorde (Tab.28).

Tabella 28: Andamento dell'industria alimentare nel periodo 2003-2007*

	2003	2004	2005	2006	2007	var.% 2007/2003
Valore aggiunto						
Puglia	1,063.2	998.9	1,116.0	1,120.0	1,150.4	8.2
Mezzogiorno	5,479.8	5,357.6	5,252.2	5,313.2	5,546.8	1.2
Italia	23,874.2	24,567.0	23,486.2	23,658.7	24,393.3	2.2
Investimenti fissi lordi*						
Puglia	305.2	350.8	n.d.	320.7	n.d.	5.1
Mezzogiorno	1,628.3	1,777.8	n.d.	1,546.7	n.d.	-5
Italia	5,876.9	6,734.5	n.d.	7,271.7	n.d.	23.7
Redditi da lavoro dipendenti						
Puglia	408.9	461.1	511.9	492.3	501.4	22.6
Mezzogiorno	2,213.4	2,390.1	2,562.9	2,555.9	2,600.2	17.5
Italia	10,195.6	11,125.3	11,544.0	11,784.4	11,956.5	17.3
Retribuzioni lorde						
Puglia	293.8	327.3	364.9	352.4	359.9	22.5
Mezzogiorno	1,605.2	1,716.3	1,839.0	1,835.9	1,877.8	17
Italia	7,164.7	7,818.1	8,125.0	8,336.8	8,488.8	18.5
Contributi sociali						
Puglia	115.1	133.8	147.0	139.0	141.5	22.9
Mezzogiorno	608.2	673.8	723.9	720.0	722.4	18.8
Italia	3,031.2	3,307.2	3,419.0	3,447.5	3,467.7	14.4

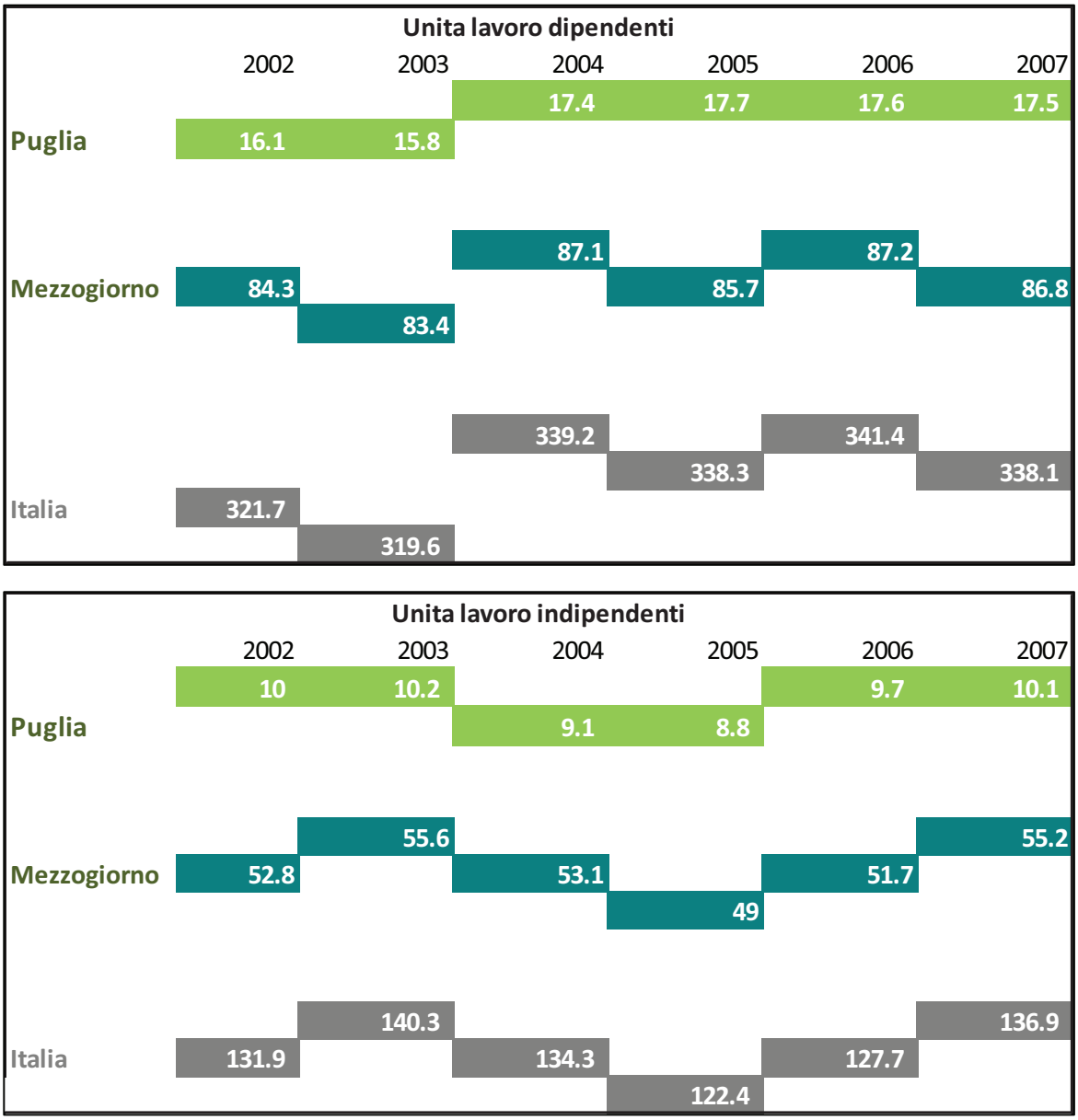
*Il dato relativo alla variazione si riferisce agli anni 2003-2006

Fonte: Nostra elaborazione su dati ISTAT, 2007

Bisogna evidenziare come l'andamento delle "*unità lavoro dipendenti*" e delle "*unità lavoro indipendenti*", abbiano assunto un incremento complessivo non costante in base a quanto detto sopra (Fig.34). Le tre aree di riferimento (Puglia, Mezzogiorno, Italia) hanno visto crescere le loro unità rispettivamente in maniera diversa nel corso degli anni, a causa di dinamiche specifiche che hanno caratterizzato i diversi territori. La puglia ad esempio, negli ultimi anni ha visto decrescere leggermente il proprio numero di unità dipendenti, mentre è aumentano lievemente quello di unità indipendenti. Discorso opposto per il Mezzogiorno che con un andamento altalenante, ha visto passare da 52.8 unità

di media a 49,0 nel giro di 3 anni, per poi ricrescere sino alle 55 unità di lavoro indipendente. I dati riportati sono delle medie annue espresse in migliaia (Fig.34).

Figura 34: Andamento unità lavoro dipendenti e indipendenti (in migliaia)



Fonte: Nostra elaborazione su dati dell'osservatorio regionale dell'agricoltura biologica, 2007

Il settore agricolo riveste un ruolo importante nell'economia regionale e più in generale in quella nazionale, anche se sono presenti caratteristiche strutturali molto diverse rispetto alla stragrande maggioranza dei Paesi UE. A conferma di questo aspetto, si consideri che la superficie agricola pugliese utilizzata incide

per il 62% sulla superficie territoriale totale e che tale valore all'interno dei dati europei è raggiunto solo da paesi leader del settore come Regno Unito e Danimarca.

Complessivamente l'incidenza percentuale della Superficie Agricola Utilizzabile si discosta dalle medie statistiche rilevate al Sud ed in Italia in generale (66% contro 42%).

Il peso economico del settore agricolo regionale è evidente sotto il profilo occupazionale laddove gli occupati agricoli, rappresentano il 9,8% degli occupati totali, quando al contrario questo valore nel resto del territorio italiano si avvicina a mala pena al 4,4% ,mentre in Europa sale al 6,2% (Tab.29).

Tabella 29: Principali indicatori dell'industria alimentare nei paesi UE 27, 2010

	Incidenza % SAU sul territorio totale	Incidenza % degli occupati in agricoltura rispetto agli occupati totali	Incidenza % valore aggiunto dell'agricoltura rispetto al totale		Incidenza % SAU sul territorio totale	Incidenza % degli occupati in agricoltura rispetto agli occupati totali	Incidenza % valore aggiunto dell'agricoltura rispetto al totale
Belgio	45	2	0.8	Slovenia	24.1	9.8	2.4
Bulgaria	27.3	9.5	8.5	Austria	38	5	1.7
Repubblica Ceca	44.6	4.3	2.6	Polonia	49.5	18	4.3
Danimarca	61.8	3.3	1.6	Portogallo	37.7	12.1	2.8
Estonia	20.2	5.9	3.1	Romania	57.9	31.8	8.8
Francia	50	3.8	2.1	Spagna	49.3	5.5	2.9
Germania	47.4	2.4	0.9	Slovacchia	39.6	5.7	3.6
Grecia	30.9	12.6	4.1	Finlandia	6.8	4.9	2.5
Irlanda	59.1	6.3	1.6	Svezia	6.9	2.5	1.4
Italia	42.3	4.4	2.1	Regno Unito	65.9	1.3	0.7
Cipro	15.8	5.1	2.4	UE 27	39.8	6.2	1.8
Lettonia	27.3	13.2	3.5	Mezzogiorno	46.9	7.5	3.7
Lituania	40.8	15.8	4.3	Puglia	61.9	9.8	4.1

Fonte: Nostra elaborazione su dati RICA, 2010

Infine osservando sempre i dati esposti in Tabella 29, una conferma dei caratteri di unicità dell'agricoltura pugliese nel panorama europeo emerge dall'analisi del

valore aggiunto che testimonia come l'agricoltura continui ad incidere sul valore aggiunto dell'intera economia regionale con percentuali interessanti (4,1%) e più elevate rispetto a quelle rilevate nella gran parte dei paesi dell'UE, fatta eccezione per alcune nazioni dell'est-Europeo come Bulgaria, Romania, Lituania e Grecia che si attestano con valori compresi dal 4 all'8%. L'incidenza percentuale del valore aggiunto agricolo è comunque in linea con la realtà del Mezzogiorno (3,7%) pur staccandosi notevolmente dai valori medi rilevati in Italia e in Europa.

Tabella 30: Caratteristiche e struttura delle aziende raggruppate per indirizzo produttivo (OTE)

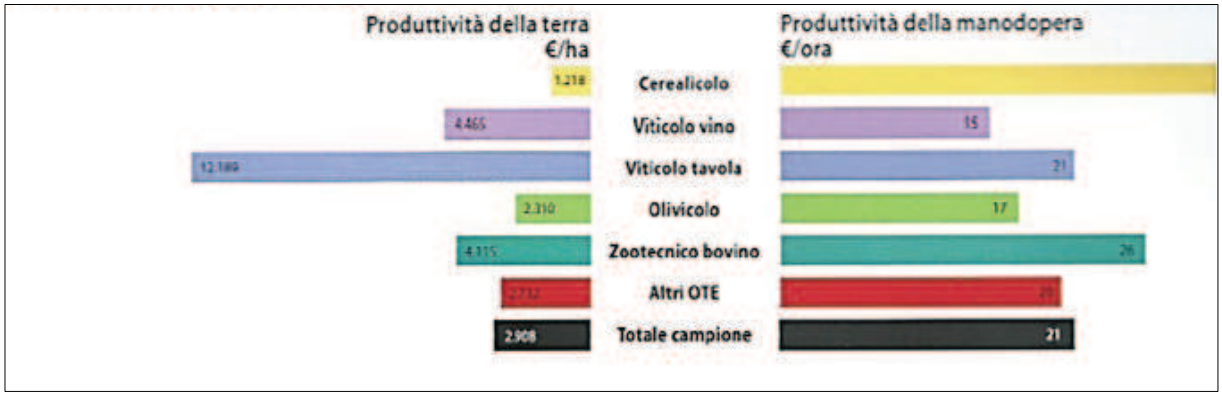
OTE	Aziende Rilevate	Ampiezza Media			Lavoro		Grado di meccanizzazione		Valore dei capitali investiti	
		Dimensione economica	Superficie Media(SAU				CV/ha	CV/ULT	Capitale Macchine	Capitale fondiario
	nr	nr UDE	Media (ha)	*di cui irrigata (%)*	Intensità (ore/ha)	di cui famigliari (%)	nr	nr	€/ha	€/ha
Cerealificio	109	26.7	45.7	2	36	81	3.8	237	649	15,428
Viticolo - Vino	68	27.5	11.1	60	293	49	7.5	56	1,815	23,828
Viticolo - da tavola	69	81.9	14.3	86	575	28	7.7	30	3,789	36,403
Olivicolo	219	29.6	18.3	31	136	46	4.6	74	1,096	17,509
Zootecnico bovino	66	48.4	31.8	2	156	90	4.8	75	1,793	16,136
Altri OTE	375	43.3	31.1	23	139	56	4.5	74	1,211	14,582
Totale Campione	**906**	**40.1**	**27**	**22**	**141**	**54**	**4.6**	**74**	**1,250**	**16,530**

Fonte: Nostra elaborazione su dati RICA, 2010

Sulla base della rilevazione effettuata nel 2007, sono state registrate 906 aziende, con dimensione superiore a 4 UDE, aventi differente collocazione territoriale e differente indirizzo produttivo (OTE). Le aziende rilevate sono diverse sia tra loro per la differente maglia aziendale, sia per la superficie irrigata, che per l'intensità del lavoro e per la struttura ricavata dai valori dei capitali investiti. Le aziende più intensive per superficie irrigata, per impiego di manodopera e per capitali investiti sono le aziende viticole da tavola che irrigano circa 86% della superficie aziendale, impiegano 575 ore per ha e hanno investito circa 40.000€ per ha di capitale macchine e capitale fondiario (Tab.30). All'estremo opposto si collocano le aziende cerealicole che risultano essere le

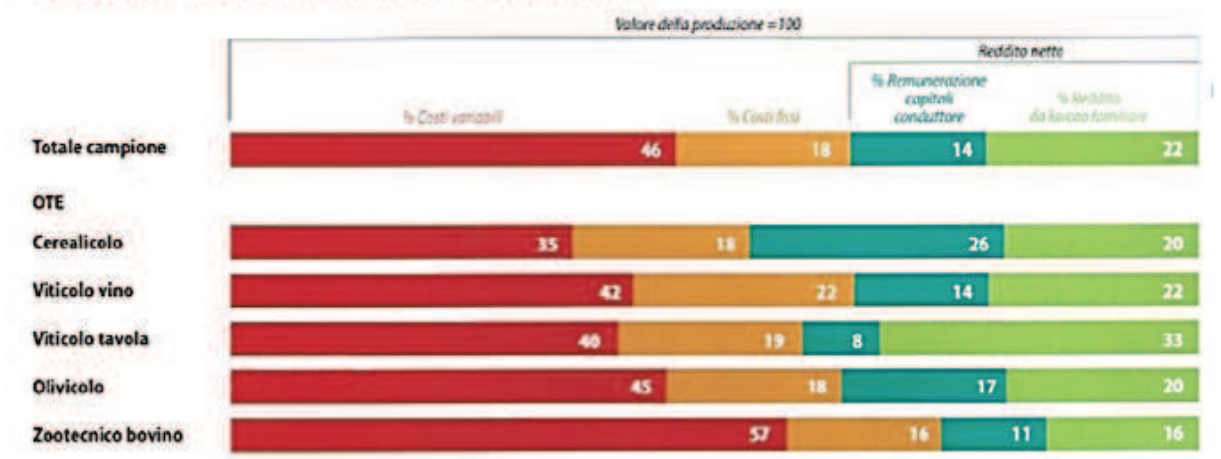
più estensive. Rispetto al tipo di manodopera impiegata, le aziende cerealicole e zootecniche sono quelle a conduzione famigliare prevalente (circa l'80%), mentre le aziende viticole e olivicole ricorrono maggiormente alla manodopera salariata, quasi esclusivamente avventizia. L'elemento che accomuna tutte queste tipologie di OTE è l'invecchiamento della manodopera famigliare impiegata.

Figura 35: Produttività della terra e della manodopera



Fonte: Nostra elaborazione su dati RICA, 2007

Figura 36: Ripartizione % dei ricavi aziendali tra costi e redditi



Fonte: Nostra elaborazione su dati RICA, 2007

L'indice di ricambio generazionale infatti è molto basso e l'età media è di circa 52 anni; questo indice, che individua le 4 fasce d'età coinvolte nella rilevazione,

è misurato dal rapporto tra gli addetti con meno di 30 anni su quelli over 65. Ciò implica, sulla base dei dati ottenuti, che per ogni giovane under 30 ci sono più o meno due anziani over 65. La situazione futura per il settore non è quindi rosea, soprattutto per il reparto del viticolo.

Si evidenziano ulteriori cifre relative alla produttività della terra e della manodopera e alla ripartizione percentuale dei ricavi aziendali tra costi e redditi, per le aziende appartenenti sempre al gruppo OTE. È d'obbligo premettere che i risultati economici di una qualunque azienda, specialmente agricola, possono essere influenzati da una serie di fattori più o meno prevedibili e casuali. Pertanto l'interpretazione dei dati deve essere eseguita analizzando singolarmente ciascun settore, evitando confronti privi di alcuna logica.

Spicca però dall'analisi l'elevata produttività del settore cerealicolo, che garantisce un risultato economico di 34€/ora, a fronte però di una bassa produttività della terra pari a soli 1.218 €/ha (Fig.35).

Discorso del tutto opposto va fatto per il settore del "viticolo da tavola", che tra i vari gruppi OTE è quella che possiede la produttività della terra più alta, ma non ha lo stesso livello di produttività della manodopera, pari in questo caso a soli 21 €/ora.

Nella Figura 36 è possibile rilevare l'imponente peso (più della metà) posseduto dai costi variabili del comparto zootecnico bovino che, a fronte di costi fissi comunque non trascurabili, riesce ad ottenere un reddito della produzione di sole 27 unità su 100, suddivise tra 11% di remunerazione dei capitali e 16% derivante da reddito da lavoro famigliare.

3.3 L'agricoltura biologica in Italia

3.3.1 Analisi introduttiva

Approfondire e commentare i dati recenti legati all'agricoltura biologica all'interno del BioReport 2013[218] offre uno spunto di analisi inequivocabile: i dati rilevati testimoniano un ruolo sempre più importante dell'intero compartimento biologico all'interno del contesto dell'agricoltura italiana: la bioagricoltura non rappresenta più una semplice nicchia di mercato ma un vero e proprio modello produttivo innovativo e interessante sotto il profilo sociale, ambientale ma soprattutto economico.

Secondo l'ultimo censimento dell'agricoltura, le aziende agricole biologiche sono localizzate prevalentemente nei territori collinari e montani. Ciò a dimostrazione del fatto che le aziende localizzate nelle aree meno favorevoli sono più portate a valorizzare i propri prodotti, anche mediante la certificazione biologica, per controbilanciare gli effetti sul reddito delle più difficili condizioni pedo-climatiche. Le aziende biologiche sono mediamente più ampie di quelle convenzionali (27,7 ha di SAU contro i 7,9 ha di SAU del totale aziende) da cui si differenziano anche per altre caratteristiche.

Si tratta di aziende a più bassa intensità di lavoro, condotte da imprenditori giovani, istruiti e innovativi, che conseguono risultati economici interessanti.

Secondo i dati SINAB, l'Italia si conferma tra i primi dieci paesi al mondo per estensione di superficie impiegata a biologico e numero di aziende e per la più alta incidenza di SAU biologica su quella totale (oltre il 9%). Nel 2012, indicazioni di crescita si hanno a livello sia di produzione (dopo il rallentamento degli ultimi anni, sono di nuovo in aumento i produttori e, quindi, la SAU) sia di mercato, nonostante che la crisi economica abbia iniziato a colpire anche la spesa alimentare. Il settore biologico, almeno al momento, non sembra risentire degli effetti della crisi grazie ai valori positivi che incorpora nei suoi prodotti

[218] Si confronti: http://www.sinab.it/sites/default/files/share/BIOREPORT%202013.pdf

(protezione della salute, rispetto dell'ambiente e maggiore equità tra i diversi attori della filiera), valori su cui è cresciuta notevolmente la sensibilità di molte fasce di consumatori.

Consapevoli dell'importanza di una corretta comunicazione al consumatore circa i valori del biologico, e in particolare della sostenibilità ambientale del metodo biologico, nel report citato si effettua una stima della pressione esercitata dalla produzione agricola su diversi elementi dell'ecosistema: suolo, acqua, biodiversità, paesaggio, atmosfera ed energia. Da tale analisi il biologico si conferma come esempio di buone pratiche e come metodo in grado di assicurare un contributo positivo alla riduzione degli effetti negativi sugli ecosistemi e sull'ambiente, pur con alcuni aspetti da migliorare.

L'approfondimento di alcune filiere biologiche viene svolto sul settore lattiero-caseario e su quello delle piante officinali. L'analisi del primo pone particolare attenzione agli stadi della produzione agricola e della trasformazione del latte biologico e conferma la vocazione delle aziende biologiche, in questo caso zootecniche, alla diversificazione delle proprie attività e alla scelta di strategie produttive improntate non alla intensificazione ma piuttosto alla crescita della superficie aziendale e alla trasformazione diretta del latte prodotto, allargando anche il portafoglio dei prodotti derivati.

L'attenzione per le piante officinali biologiche risiede nelle particolari caratteristiche di questo comparto che, per quanto attività di nicchia, offre importanti prospettive di sviluppo, sia perché apre spazi alla coltivazione di prodotti agricoli minori con sbocchi di mercato molto interessanti sia perché può costituire una valida alternativa produttiva in territori marginali e difficili come quelli montani e collinari.

La definizione del quadro del settore prosegue con l'evoluzione della politica e del sostegno, che ha rivestito sinora un ruolo fondamentale per l'espansione dell'agricoltura biologica in molte aree del Paese, in particolare nel Sud, pur con diverse criticità e ritardi. Il 2013 e soprattutto il 2014 sono da considerarsi anni

di svolta, con la revisione di tutte le principali politiche in favore del settore: dalla revisione del Reg. (CE) 834/2007 a quella di entrambi i pilastri della PAC . Solo nei prossimi anni si potrà valutare se i cambiamenti introdotti dalle politiche saranno in grado di incidere con maggiore efficacia sui reali fabbisogni delle aziende e delle filiere biologiche.

Tabella 31: Aziende biologiche e relativa SAU per zona altimetrica, 2010

	Aziende Bio.		**SAU Aziende Biologiche**		**Aziende Bio/ Aziende Agr.**	**SAU az.bio./SAU**	**SAU biologica media per azienda**
	n.	%	ha	%	%	%	%
Montagna	9,384	21	265,664	21	3	9	28
Collina	27,398	61	730,270	58	3	13	27
Pianura	8,385	19	255,798	20	2	6	31
Totale	45,167	100	1,251,732	100	3	10	28

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

La distribuzione geografica delle aziende biologiche vede una netta prevalenza dei territori montani e collinari (Tab.31). Circa il 61% delle aziende biologiche è localizzata in collina, con una superficie agricola che rappresenta il 12,7% della SAU totale. Tuttavia, questa analisi dipende anche da una valutazione delle zone altimetriche. In Italia settentrionale, ad esempio si caratterizza una maggiore incidenza delle aziende localizzate in montagna (38%), mentre quelle di pianura e di collina costituiscono, in entrambi i casi, circa il 30% delle aziende biologiche del Nord. Questa equa distribuzione dipende dal fatto che nelle zone dove è più difficile sviluppare l'agricoltura intensiva, l'ottenimento di una certificazione biologica rappresenta un elemento di valorizzazione dei propri prodotti, che permette alle aziende di minimizzare le difficoltà reddituali dovute alle particolari condizioni climatiche. Analizzando le Tabelle 31 e 32 in successione si vede come nella prima, relativa alla zona altimetrica, risaltano i dati relativi alla estensione territoriale delle aziende biologiche, localizzate in territori di collina. Sommando le aziende in pianura e in montagna, queste

risultano essere comunque numericamente inferiori a quelle in collina. Lo stacco è meno netto, se lo stesso ragionamento viene ripetuto, sommando le SAU in ha, il che conferma come la distribuzione territoriale delle singole aziende in collinare è variegata, in termini di estensione di SAU. Soffermando l'attenzione sulla seconda tabella, invece, si vede come la ripartizione territoriale presenti una maggiore presenza percentuale di aziende biologiche di prima e seconda classe di SAU (ossia con estensione compresa tra i 0 e 4,99 ha), nelle regioni settentrionali. Questa differenza si assottiglia per i terreni più estesi, dai 5 ai 19 ha, fin tanto che il meridione diventa il territorio dominante per tutte quelle aziende biologiche che possiedono più di 20 ha di SAU.

Tabella 32: Distribuzione percentuale delle aziende per classe di SAU e SAU media aziendale per ripartizione territoriale, 2010

	Classe di SAU					SAU media
	0 - 1,99 ha	2 - 4,99 ha	5 - 19,99 ha	20 - 49,99 ha	> 50 ha	Ha
			Aziende Biologiche			
Nord	17.4	21.8	36.5	13.4	10.9	28.3
Centro	9.8	17.8	39.2	18.8	14.5	26.7
Sud	7.2	16.2	40.0	21.6	15.1	30.5
Totale Italia	9.6	17.5	39.2	19.5	14.2	27.7
			Aziende Totali			
Nord	37.7	24.0	26.0	8.0	4.3	11.5
Centro	47.1	23.7	20.7	5.5	3.0	8.7
Sud	57.2	20.9	15.5	4.3	2.1	6.3
Totale Italia	50.9	22.1	18.9	5.4	2.8	7.9

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

La SAU media delle aziende biologiche, pari a 27,7 ha, pertanto, è molto più elevata di quella delle aziende totali (7,9 ha). La più elevata concentrazione delle aziende biologiche nelle classi di dimensione più ampia può essere in parte spiegata dal maggior ricorso all'affitto dei terreni. La Tabella 33 ci aiuta ad analizzare la distribuzione percentuale delle aziende per titolo di possesso dei terreni. Complessivamente, il 32,2% di queste aziende possiede terreni solo a titolo di affitto oppure parte in proprietà e parte in affitto, rispetto al 14,5% che

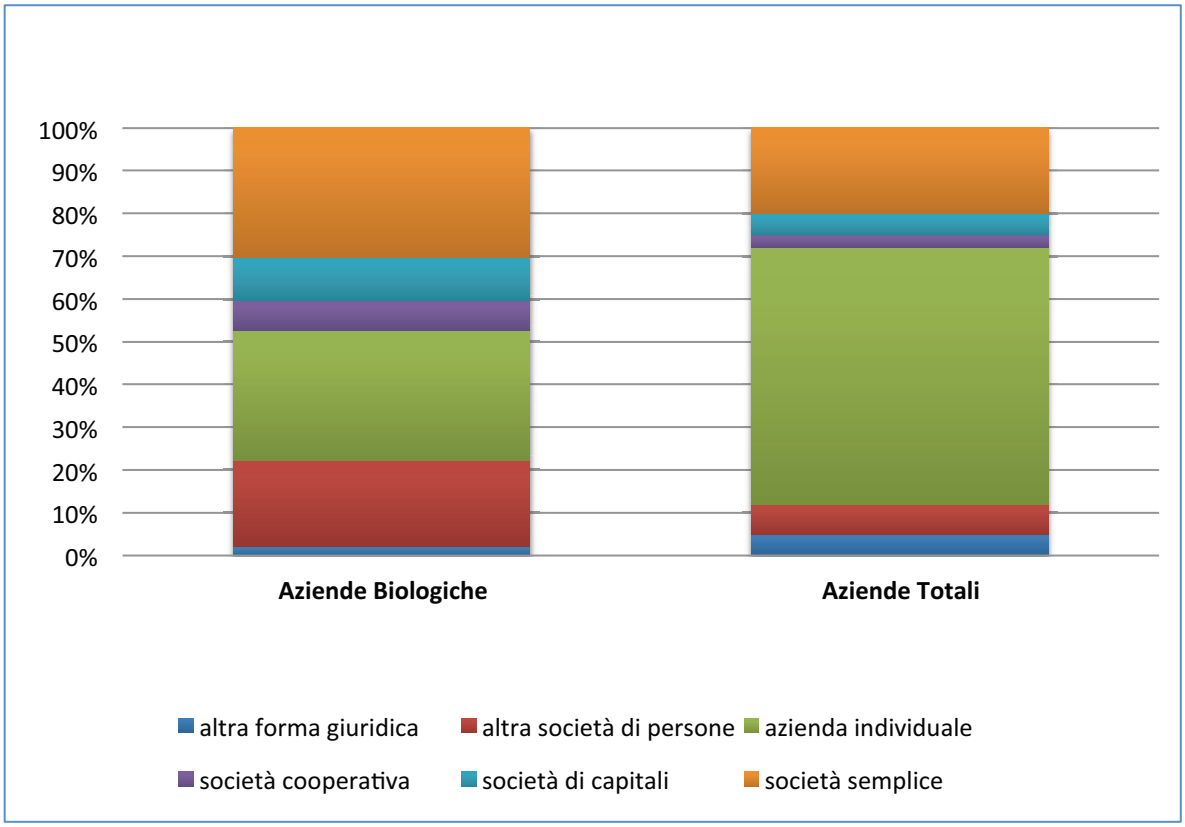
fa riferimento a tutte le aziende censite. Presenta una differenza notevole il numero di aziende biologiche avente terreni in proprietà, in affitto e a titolo gratuito (5,3%), in confronto a quelle delle aziende complessivamente rilevate (2,4%). L'interpretazione di questa situazione, in ambo i casi, deriva da un fenomeno molto diffuso nei territori montuosi, dove nella maggior parte dei casi, l'abbandono dei terreni, rende quest'ultimi maggiormente disponibili per affitto o comodato, spesso proprio utilizzati da aziende limitrofe, con l'intento di ampliare le aree destinate al pascolo o allevamento (Tab.34).

In riferimento alla forma giuridica, la Figura 37 mostra come tra le aziende biologiche la più frequente sia la forma societaria di tipo cooperativo territoriale. La società cooperativa, in particolare, rappresenta una forma organizzativa adatta alla situazione delle aziende biologiche, le quali nella maggior parte dei casi presentano problemi relativi alla trasformazione, necessitando di impianti dedicati o comunque in grado di separare temporalmente la lavorazione dei prodotti biologici da quella dei prodotti convenzionali, e la commercializzazione, data la maggiore dispersione territoriale delle aziende.

Tabella 33: Distribuzione percentuale delle aziende per titolo di possesso dei terreni, 2010

	Solo proprietà	Solo affitto	Solo uso gratuito	Proprietà e affitto	Proprietà e uso gratuito	Affitto e uso gratuito	Proprietà affitto e uso gratuito	Senza terreni	Totale
Aziende Biologiche									
Montagna	44.6	12.0	3.0	25.3	6.6	1.1	7.2	0.2	9,384
Collina	54.2	11.9	3.8	19.2	5.0	0.7	5.0	0.1	27,398
Pianura	54.5	11.8	4.8	18.2	5.5	0.8	4.3	0.1	8,385
Totale	52.3	11.9	3.9	20.3	5.4	0.8	5.3	0.1	45,167
Aziende Totali									
Montagna	68.3	4.7	3.8	12.1	6.7	0.6	3.5	0.2	275,950
Collina	76	4.5	3.6	8.1	5.2	0.3	2.2	0.1	833,317
Pianura	71.5	5.1	3.9	11.2	5.7	0.4	2.1	0.1	511,617
Totale	73.3	4.7	3.8	9.8	5.6	0.4	2.4	0.1	1,620,884

Figura 37: Distribuzione delle aziende per forma giuridica, 2010 (%)



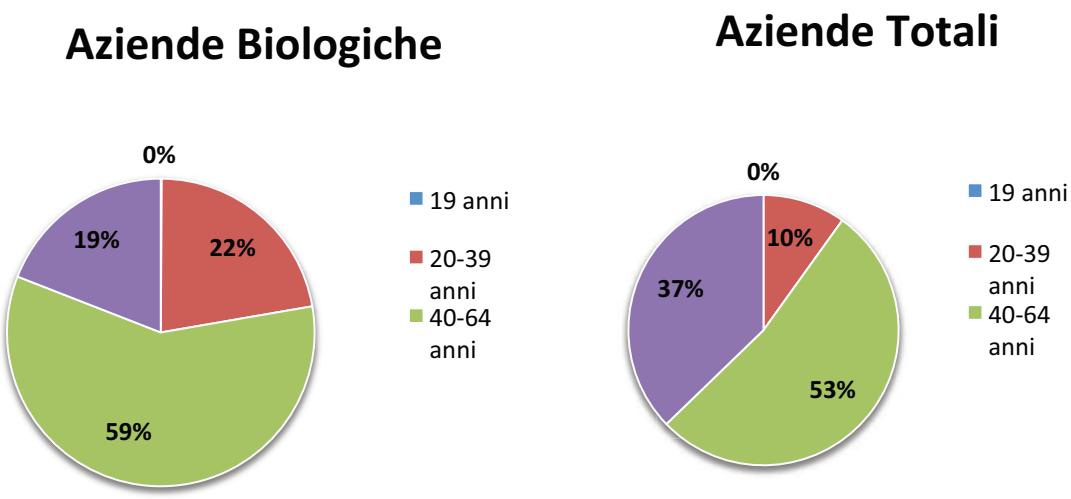
Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

Tabella 34: Distribuzione delle aziende per forma di conduzione dei terreni (%), 2010

	Forma di conduzione dei conduttori			
	diretta del coltivatore		con salariati	
	az.biol.	az.tot.	az.biol.	az.tot.
Nord	93.3	92.2	6.2	7.1
Centro	90.2	96.4	9.0	3.1
Sud	89.4	96.5	10.1	3.2
Italia	90.3	95.4	9.2	4.1

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

Figura 38: Distribuzione delle aziende per classe di età del capo azienda, 2010



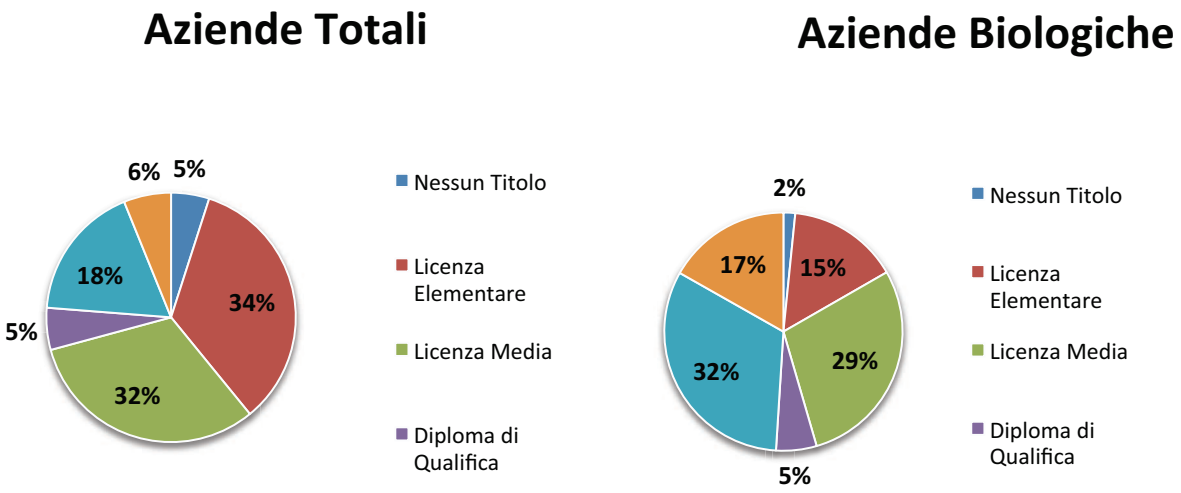
Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

Le aziende biologiche risultano anche meno intensive in lavoro, poiché un'unità di lavoro agricolo (ULA) dispone mediamente di 20,7 ha a fronte dei 14,4 ha relativi alle aziende rilevate nel loro complesso.

Le Figure 38 e 39 analizzano un dato interessante relativo alla scolarizzazione e classe d'età dei responsabili aziendali. Nel settore agro-biologico, inoltre, il capo azienda è mediamente più giovane, rispetto all'agricoltura tradizionale. Il 22%

delle aziende biologiche, infatti, possiede un capo azienda di età compresa tra i 20 e i 39 anni, a fronte del 9% relativo al totale delle aziende.

Figura 39: Distribuzione delle aziende per titolo di studio del capo azienda



Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

Situazione analoga ma con una differenza meno netta riguarda la classe di età immediatamente successiva, relativa a un'età non superiore a 64 anni.

Il legame tra i dati presentati è evidente; infatti alla più giovane età è associato un titolo di studio del capo azienda mediamente più elevato. La distribuzione delle aziende biologiche, infatti, vede una concentrazione relativamente maggiore di quelle con capo d'azienda con un titolo di studio almeno pari al diploma di qualifica. Le differenze in termini percentuali tra aziende biologiche e totali, inoltre, appaiono ancora più marcate se si considera il diploma di scuola media superiore e ancor più quello di laurea. Questi dati ovviamente sono il frutto di una migliore e maggiore diffusione della cultura scolastica e universitaria nel campo agroalimentare e biologico più in generale.

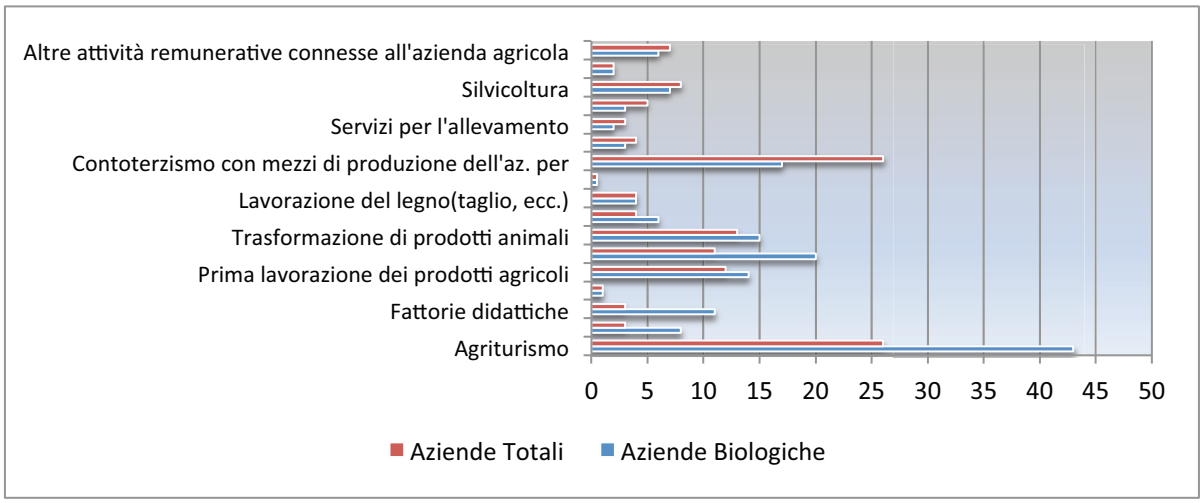
Tabella 35: Aziende informatizzate, con sito web e che praticano l'e-commerce (%)

	Aziende informatizzate		Con sito web		E-commerce	
	az. Biologiche	az.totali	az. Biologiche	az.totali	az. Biologiche	az.totali
Nord	27.9	9.1	17.7	3.5	7.3	1.1
Centro	21.4	4.0	20.7	3.2	9.3	1.2
Sud	10.2	1.5	5.6	0.7	3.3	0.3
Totale Italia	15.6	3.8	10.7	1.8	5.2	0.7

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

La valutazione riguardo l'estensione della società, il suo tipo di organizzazione e la cultura universitaria del proprietario dell'azienda sono aspetti che nel corso degli ultimi anni hanno influenzato il grado di innovazione delle aziende. Solitamente l'aspetto principale di una società agricola innovativa è rappresentato dall'informatizzazione di una o più attività aziendali (gestionali, amministrative, operative, ecc.) o dalla diversificazione delle attività produttive e dei canali commerciali attivati. Anche in questo caso le diversità con il campione delle aziende censite sono notevoli. Le aziende biologiche informatizzate, costituiscono il 15,6% del totale, più di quattro volte il valore rilevato per le aziende nel loro complesso, una differenza particolarmente importante nel sud del paese, benché l'incidenza più elevata si rilevi al Centro e soprattutto al Nord (Tab.35). Le regioni centrali, invece, si contraddistinguono per un livello di informatizzazione legato alla presenza di un sito web aggiornato e di un portale e-commerce adibito esclusivamente alla vendita dei propri prodotti. Risulta evidente dall'analisi della Tabella 35 come le regioni meridionali siano quelle che presentano il deficit maggiore, soprattutto in termini di presenza nel mondo web e di portali e-commerce specifici.

Figura 40: Diversificazione commerciale delle aziende agricole



Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura

La Figura 40 mostra la diversificazione commerciale che le aziende biologiche e non possono assumere; appare chiaro come le attività connesse alla natura e alla sua interazione diretta vedano prevalere in termini percentuali le aziende biologiche. In particolare, la trasformazione di prodotti animali e vegetali e l'agriturismo rappresentano percentualmente le attività caposaldo come fatturato. Di media le attività con peso percentuale superiore al 20% sono superiori alle cinque unità.

Tabella 36: Aziende biologiche e relativa SAU per classe di dimensione economica, 2010

Classe di dimensione economica	**Aziende Biologiche**		**SAU Aziende Biologiche**		**SAU Biologica media per azienda**
	n	%	ha	%	ha
< 8000 euro	6,963	15.4	25,650	2.0	3.7
da 8000 euro a meno di 25000 euro	11,972	26.5	114,579	9.2	9.6
da 25000 euro a meno di 50000 euro	9,365	20.7	166,901	13.3	17.8
da 50000 euro a meno di 100000 euro	8,183	18.1	251,080	20.1	30.7
da 100000 euro a meno di 250000 euro	6,157	13.6	352,944	28.2	57.3
da 250000 euro a meno di 500000 euro	1,667	3.7	164,337	13.1	98.6
>500000 euro	860	1.9	176,241	14.1	204.9
Totale	45,167	100.0	1,251,732	100.0	27.7

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura.

La distribuzione delle aziende biologiche per classi di dimensione economica evidenzia una maggiore concentrazione delle classi relative a una produzione standard[219] compresa tra 8.000 e 100.000 euro (Tab.36). L'incidenza del numero di aziende biologiche sul totale nazionale, inoltre, è maggiore soprattutto con riferimento alle classi di dimensione economica più ampia (non inferiore a 50.000 euro), grazie al livello di produzione standard complessivamente più elevato raggiunto dalle aziende biologiche rispetto a quello delle aziende totali, fenomeno correlato alla SAU media per azienda delle prime relativamente più ampia rispetto a quella delle seconde.

Tabella 37: Aziende biologiche e relativa SAU per OTE, 2010

Orientamento tecnico Economico	**Aziende Biologiche**		**SAU Aziende Biologiche**		**Aziende biologiche/ Aziende Agricole**	**SAU aziende Biologica/SAU**	**SAU Biologica media per azienda**
	n	%	ha	%	%	%	ha
Seminativi	7,458	16.5	296,619	23.7	1.9	6	39.8
Ortofloricoltura	703	1.6	8,602	0.7	1.9	5.8	12.2
Coltivaz. Permanenti	23,141	51.2	302,256	24.1	2.6	11.3	13.1
Erbivori	7,058	15.6	438,980	35.1	5.5	12.9	62.2
Granivori	328	0.7	8,269	0.7	3.5	4.6	25.2
Policoltura	3,615	8.0	90,737	7.2	3.4	11.4	25.1
Poliallevamento	326	0.7	13,559	1.1	7.7	16.5	41.6
Colt-Allevamento	2,536	5.6	92,711	7.4	7.1	17	36.6

Fonte: elaborazione su 6° censimento generale dell'agricoltura.

[219] La produzione standard aziendale equivale alla somma dei valori di produzione standard di ogni singola attività agricola, moltiplicati per il numero delle unità di ettari di terreno o di animali presenti in azienda per ognuna delle suddette attività. La produzione standard di una determinata produzione agricola, sia essa un prodotto vegetale o animale, è il valore monetario della produzione, che include le vendite, i reimpieghi, l'autoconsumo e i cambiamenti nello stock dei prodotti. Le produzioni standard sono calcolate a livello regionale (facendo riferimento alle unità geografiche utilizzate per le indagini RICA e SPA) come media quinquennale. La produzione standard dei dati relativi al 6° censimento dell'agricoltura è stata determinata attraverso i coefficienti delle produzioni standard 2007 calcolati sulla base dei valori medi della produzione e dei prezzi riferiti agli anni dal 2005 al 2009.

Si definisce con l'acronimo di OTE[220], la sigla identificante tutte quelle aziende biologiche con Orientamento Tecnico Economico. È possibile classificare in 9 categorie, tutte le società agricole, sulla base dell'elaborazioni del sesto censimento dell'agricoltura:

- Seminativi
- Ortofloricoltura
- Coltivazioni permanenti
- Erbivori
- Granivori
- Policoltura
- Poliallevamento
- Coltivazione-Allevamento

Le coltivazioni permanenti rappresentano più della metà di quelle rilevate (51,2%) (Tab.37). Per quanto riguarda le SAU, la categoria maggiormente presente tra le aziende biologiche risulta quella degli "erbivori". La SAU media per queste, raggiunge la media del 62%, considerato la necessità di disporre di più vaste superfici per il pascolo degli allevamenti e per la produzione di foraggio. Risultano trascurabili le ultime categorie di Poli allevamento e Coltivazione-Allevamento.

3.3.2 La situazione strutturale delle aziende

In questa parte della trattazione verrà focalizzata l'analisi riguardo la situazione strutturale delle aziende agricole e biologiche. La diffusione dell'agricoltura biologica nel mondo è stabile da circa un triennio, dopo la sostenuta crescita verificatasi nel triennio precedente (dati FiBL – IFOAM[221]).

[220] Si confronti il *Glossario* in Appendice.
[221] FiBL – IFOAM, The world of organic agriculture. Statistic and emerging trends 2013.

Tabella 38: I primi dieci paesi al mondo
per superficie coltivata con metodo biologico, 2010

	Superficie Biologica	Superficie Biologica/SAU Totale
	mln ha	%
Australia	12.0	2.9
Argentina	3.8	2.7
Stati Uniti d'America	1.9	0.6
Cina	1.9	0.4
Spagna	1.6	6.5
Italia	1.1	8.7
India	1.1	0.6
Germania	1.0	6.1
Francia	1.0	3.6
Uruguay	0.9	6.3
Mondo	37.2	0.9

Fonte: FiBL – IFOAM (2013)

Tabella 39: I primi dieci paesi al mondo
per numero di aziende agricole biologiche, 2010

	Aziende agricole biologiche
	mln ha
India	547,591
Uganda	188,625
Messico	169,570
Tanzania	145,430
Etiopia	122,359
Turchia	43,716
Perù	43,661
Italia	42,041
Spagna	32,195
Repubblica Dominicana	24,161
Mondo	1,798,359

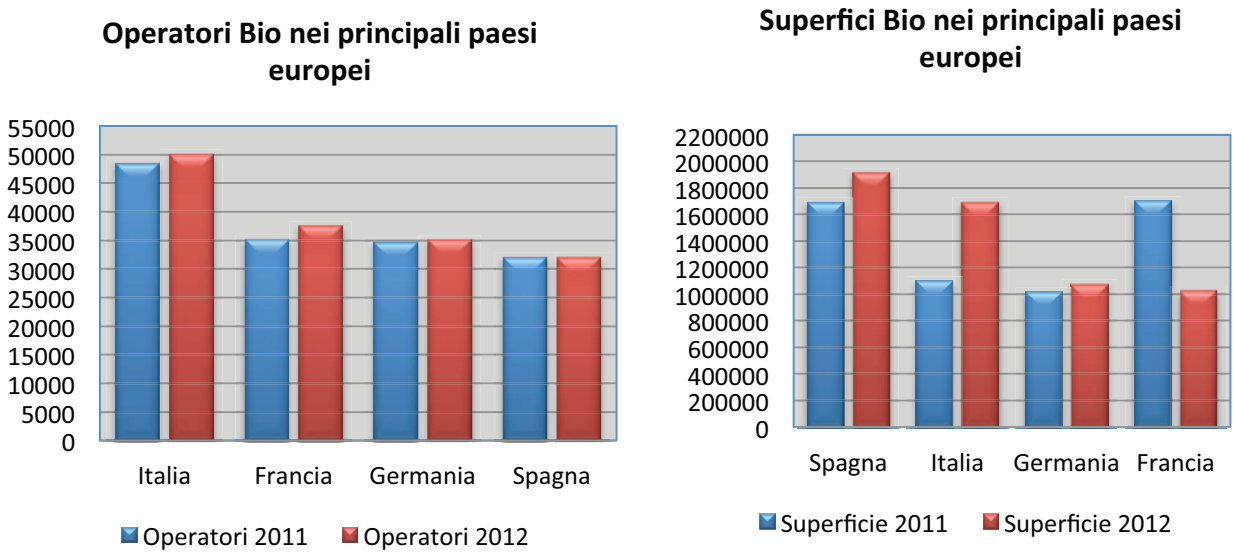
Fonte: FiBL – IFOAM (2013)

La superficie globale interessata si è assestata sui 37,2 milioni di ha, come riportato nei dati in Tabella 38. Si evince il ruolo dominante assunto dal territorio Australiano, seguito dalle "pampas" argentine; l'Italia, nonostante la sua estensione sia notevolmente inferiore rispetto a quelle delle altre nazioni

mondiali, possiede circa 1,1 ml di ha biologici, con circa 42.000 aziende dislocate. È sempre italiano, inoltre, il primato europeo per numero di produttori e, in generale, di operatori certificati (compresi, quindi, i trasformatori e gli importatori). Sorprendono i dati relativi a nazioni come Uganda e Tanzania, stati per antonomasia considerati "poveri" o "sottosviluppati", ma il cui PIL si basa proprio sulle attività agricole biologiche (si veda la Tabella 39, per una migliore interpretazione del dato).

In merito all'analisi sulle differenti situazioni di sviluppo agri biologico delle principali nazioni del continente europeo, il raffronto fa riferimento al biennio 2011-2012, nel quale l'Italia ha visto crescere di quasi 3.500 unità il numero di operatori biologici, mentre la Spagna mantiene il primato di paese con la maggior superficie biologica estesa (quasi 2 milioni di ha, contro i 1.600.000 italiani) (Fig.41).

Figura 41: Operatori bio e superfici bio dei principali Paesi europei



Fonte: SINAB (IT), Agence Bio (FR), Bundesministerium für Ernährung(DE), Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente (ES)

Fanalino di coda di questa classifica è la Francia, che ha perso dal 2011 al 2012, quasi 600.000 ha di superficie agri-biologica. Soffermiamoci sul caso di studio

"Italia": sulla base dei dati elaborati annualmente dal SINAB che diffonde i dati ufficiali sull'agricoltura biologica italiana al 31 dicembre dell'anno precedente, raccolti presso gli organismi di controllo è possibile tracciare uno scenario interessante (Tab.40 e Tab.41).

Tabella 40: Operatori biologici* per tipologia e regione (n.), 2012

	Produttori Esclusivi	Preparatori Esclusivi	Produttori/ Preparatori	Importatori	Totale Operatori al 31/12/2012	Totale al 31/12/2012	Variaz. % 2012/2011
Piemonte	1,281	354	225	38	1,899	1,977	-3.9%
Valle d'Aosta	74	7	9	0	90	86	4.7%
Liguria	219	94	57	9	379	389	-2.6%
Lombardia	873	605	173	46	1,697	1,506	12.7%
Trentino A.A.	1,091	288	144	9	1,532	1,459	5.0%
Veneto	960	518	216	52	1,746	1,811	-3.6%
Friuli Venezia Giulia	269	100	43	4	416	432	-3.7%
Emilia-Romagna	2,555	692	301	56	3,604	3,602	0.1%
Marche	1,668	192	141	6	2,007	2,127	-5.6%
Toscana	2,344	442	722	22	3,530	3,536	-0.2%
Umbria	960	121	127	7	1,215	1,318	-7.8%
Lazio	2,764	327	205	6	3,302	3,001	10.0%
Abruzzo	1,246	191	110	4	1,551	1,612	-3.8%
Molise	182	35	18	1	236	232	1.7%
Campania	1,454	303	134	5	1,896	1,896	0.0%
Puglia	5,377	462	262	10	6,111	5,081	20.3%
Basilicata	1,033	77	70	0	1,180	1,348	-12.5%
Calabria	6,691	213	292	5	7,201	7,115	1.2%
Sicilia	7,056	510	339	13	7,918	7,469	6.0%
Sardegna	2,048	66	81	4	2,199	2,272	-3.2%
Italia	**40145**	**5597**	**3669**	**297**	**49709**	**48269**	**3.0%**

* La voce comprende sia gli importatori esclusivi che gli importatori che svolgono anche attività di produzione e preparazione.

Fonte: SINAB

Tabella 41: Superfici biologiche per tipologia di coltura (ha)

	Superficie in conversione		Superifice Biologica		Totale	
	2011	**2012**	**2011**	**2012**	**2011**	**2012**
Cereali	35,654	36,175	148,456	174,368	184,110	210,543
Colture proteiche, leguminose, da granella	3,867	2,907	17,577	17,930	21,444	20,837
Pianta da radice	393	239	1,445	936	1,838	1,175
Colture industriali	1,899	1,658	14,126	11,910	16,025	13,568
Colture foraggere	50,567	39,160	200,016	215,844	250,583	255,004
Altre colture da seminativi	2,239	1,198	8,314	3,833	10,553	5,031
Ortaggi	4,464	3,457	18,942	17,879	23,406	21,336
Frutta	6,011	6,387	17,226	16,645	23,237	23,032
Frutta in guscio	6,949	7,108	20,890	22,963	27,839	30,071
Agrumi	6,097	6,048	15,843	19,292	21,940	25,340
Vite	18,735	20,410	34,077	36,937	52,812	57,347
Olivo	41,980	46,935	99,588	117,553	141,568	164,488
Altre colture permanenti	776	1,323	6,768	5,062	7,544	6,385
Prati e pascoli	40,408	39,781	141,652	165,375	182,060	205,156
Pascolo magro	29,987	20,273	63,544	65,272	93,531	85,545
Terreno a riposo	9,756	10,516	28,644	31,988	38,400	42,504
Totale colture	**259,782**	**243,575**	**837,107**	**923,786**	1,096,889	1,167,361
Altre categorie da non includere nel totale: superfici forestali e/o superifici di raccolta spontanea	4886	4211	10082	13847	14968	18058

Fonte: SINAB

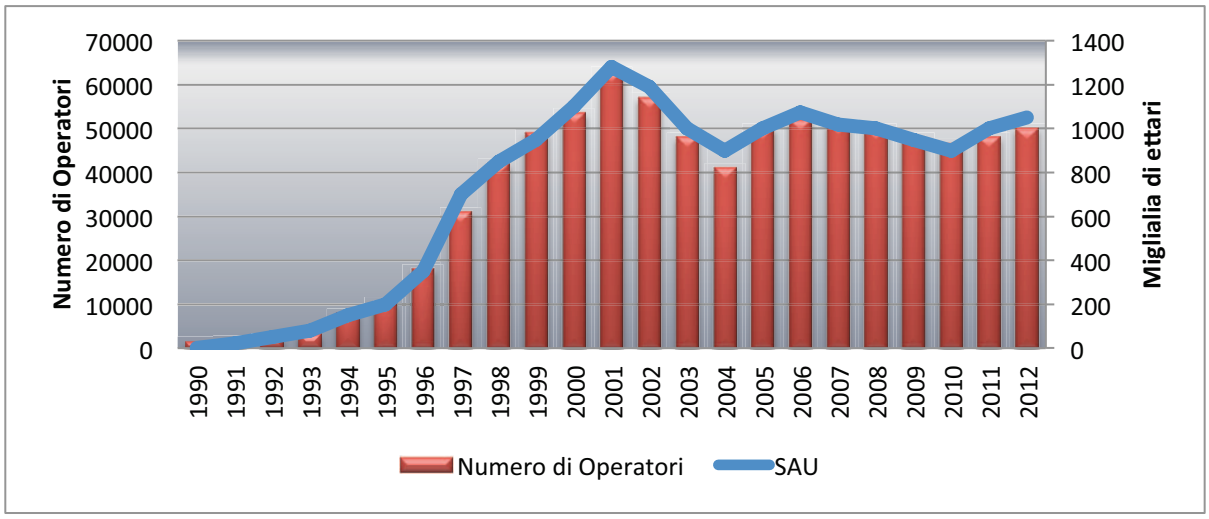
Dall'analisi dei dati, risulta che gli operatori del settore sono 49.709, di cui l'81% circa produttori esclusivi, seguiti a grande distanza dai preparatori, che includono le aziende che effettuano attività di vendita al dettaglio (11,3%), preparatori misti, ossia anche produttori (7,4%) e importatori (0,6%). È possibile evincere un incremento del 3% degli operatori rispetto al dato riscontrato nell'anno precedente. Le regioni con la maggior presenza di aziende biologiche risultano essere la Sicilia e Calabria, in maniera del tutto conforme con quanto rilevato negli anni precedenti. Discorso diverso, invece, va fatto per la

distribuzione di imprese di trasformazione; in questo caso la leadership spetta alle regioni del Nord-Est, con Emilia Romagna e Veneto, in prima fila.

Rilevante la crescita della produzione biologica della Puglia, per numero sia di aziende agricole che di ha coltivati, favorita dall'apertura del bando per la presentazione delle domande di aiuto, ad aprile 2012, a titolo dell'azione agricoltura biologica della misura agroambientale del PSR (Piano di Sviluppo Regionale).

Per quanto attiene alle specie animali in produzione zootecnica si rileva la tendenza all'aumento del numero di capi biologici rispetto al 2011 e tale tendenza appare particolarmente marcata in relazione all'allevamento suinicolo (+32,2%), mentre più contenuto è l'aumento dei bovini (+5,2%) e degli ovi-caprini (+1,2%); inoltre, anche per le superfici foraggere, le cui produzioni sono di supporto all'allevamento dei capi bovini e ovi-caprini, risulta un incremento pari a circa 19.500 ettari (+3,7%) rispetto al 2011 (Fig.42).

Figura 42: Evoluzione del numero di operatori e della superficie biologica in Italia

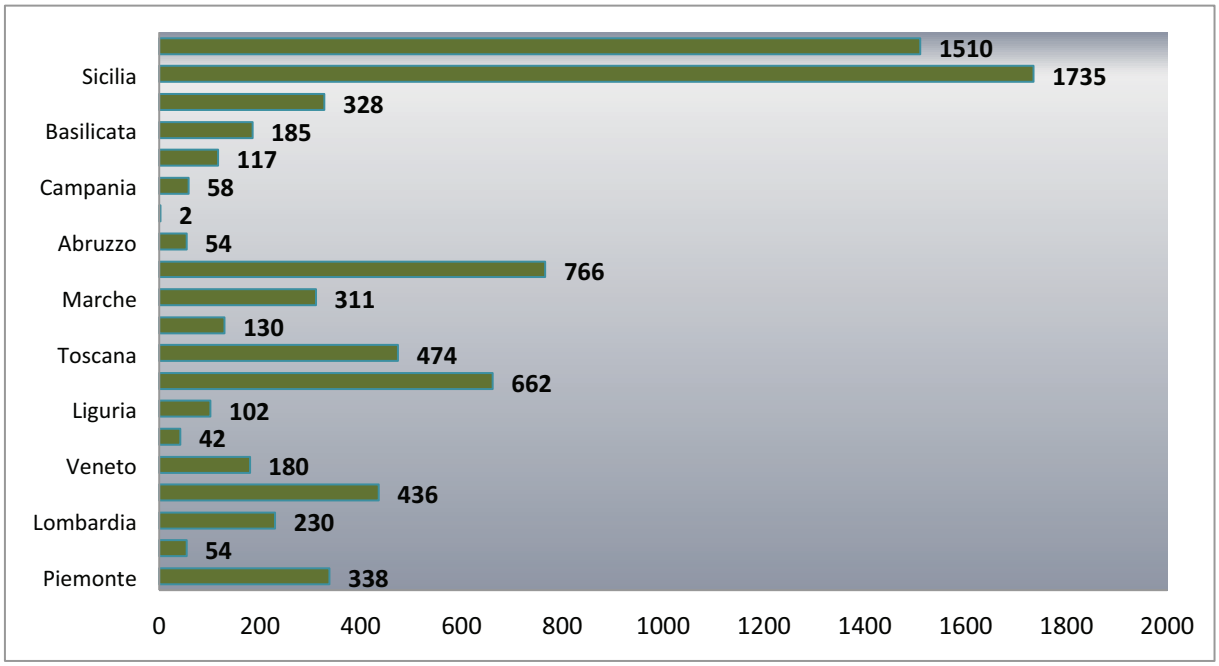


Fonte: SINAB

Le aziende agro-zootecniche condotte secondo i metodi propri dell'agricoltura biologica sono, in Italia, 7.700, circa il 12% in più rispetto all'anno precedente. Nelle Isole maggiori è concentrata una parte consistente degli allevamenti biologici (il 42% del totale), ma anche in diverse regioni del Centro-Nord è riscontrabile la

presenza di diverse centinaia di aziende zootecniche biologiche. L'allevamento biologico inoltre tende a concentrarsi in specifiche aree: è il caso, per esempio, della Val di Vara nella provincia della Spezia e della Val d'Ayas, in Valle d'Aosta.

Figura 43: Variazione numero capi in zootecnia biologica (2011-2012)



Fonte: SINAB

Per tutte le specie animali in produzione zootecnica si rileva la tendenza all'aumento del numero di capi biologici rispetto al 2011 (Fig.43) e tale tendenza appare particolarmente marcata in relazione all'allevamento suinicolo (+32,2%), mentre più contenuto è l'aumento dei bovini (+5,2%) e degli ovi-caprini (+1,2%); infine, anche per le superfici foraggere, le cui produzioni sono di supporto all'allevamento dei capi bovini e ovi-caprini, risulta un incremento pari a circa 19.500 ha (+3,7%) rispetto al 2011.

Nei riguardi dell'allevamento dei piccoli ruminanti le tecniche biologiche assumono una particolare diffusione, in quanto giungono a interessare il 10% del patrimonio ovino nazionale e il 9% di quello caprino. Il biologico incide solamente nella misura del 2,3% rispetto al complesso dei capi bovini allevati in Italia.

3.3.3 La situazione economica delle aziende

Continuando l'analisi della situazione economica delle aziende, è possibile monitorare l'andamento e lo status di alcuni parametri strutturale, sulla basi dei campioni contabili della RICA, la Rete di informazione contabile agricola, uno strumento comunitario finalizzato a studiare la situazione economica delle aziende agricole europee. In Italia, la RICA fornisce ogni anno i dati economici di un campione rappresentativo di aziende agricole professionali. La produzione standard aziendale corrisponde alla somma dei valori di produzione standard di ogni singola attività agricola, moltiplicati per il numero delle unità di ettari di terreno o di animali presenti in azienda per ognuna delle suddette attività. La produzione standard di una determinata produzione agricola, sia essa un prodotto vegetale o animale, è il valore monetario della produzione, che include le vendite, i reimpieghi, l'autoconsumo e i cambiamenti nello stock dei prodotti. Le produzioni standard sono calcolate a livello regionale, con una media quinquennale.

I dati esposti (Tab.42) fanno riferimento al 2011, mettendo a confronto le aziende biologiche con quelle convenzionali. I parametri di riferimento per il "matching" presi in considerazione nell'analisi sono:

- Superficie agricola utilizzata - SAU (ha)
- Unità bestiame adulto - UBA (n.)
- Unità lavoro aziendali - ULT (n.)
- Capitale fondiario - KF (euro)
- Indicatori Strutturali

Tabella 42: Confronto strutturale tra aziende biologiche e convenzionali RICA, 2011

Indicatori	Biologiche	Convenzionali
	Dati medi aziendali	
Superficie agricola utilizzata - SAU (ha)	47.5	33.2
Unità bestiame adulto - UBA (n)	21.3	15.5
Unità lavoro aziendali - ULT (n)	2.3	1.7
Capitale fondario [€]	556,927	440,382
	Indicatori Strutturali	
SAU / ULT	21.1	19.6
UBA / ULT	9.4	9.2
UBA / SAU	0.4	0.5
Capitale fondario / SAU	11,723	13,249

Fonte: INEA, banca dati RICA

Le aziende biologiche risultano mediamente di maggiori dimensioni rispetto alle omologhe convenzionali: la superficie agricola media è superiore di 14,3 ettari (47,5 ha contro 33,2 delle convenzionali); il numero medio di unità di bestiame - la cui presenza svolge un ruolo importante nel ripristino della fertilità dei terreni oltre a costituire una fonte di reddito - è maggiore di ben 5,7 UBA (21,3 UBA contro 15,5 delle convenzionali). Alle maggiori dimensioni fisiche è strettamente legato anche il maggiore impiego di lavoro (2,3 ULA contro 1,7 nelle convenzionali) e di capitale fondiario (il capitale medio è pari a 556.927 euro, di molto superiore al valore di 440.382 euro riscontrato per le convenzionali).

Le Tabelle 43 e 44 esplodono per le due categorie i dati ora commentati, dal punto di vista puramente economico, con esposizioni reddituali e di produttività dei fattori terra e lavoro. L'acronimo indicato di seguito PLV rappresenta la Produzione Lorda Vendibile, ossia il valore reddituale ottenuto includendo oltre ai ricavi di vendite dei prodotti anche quelli delle attività connesse all'agricoltura, nonché i contributi a titolo del I° pilastro della PAC.

Tabella 43: Risultati economici delle aziende biologiche e convenzionali RICA (euro), 2011

	Biologiche	% su PLV	Convenzionali	% su PLV
PLV	136,194		104,090	
di cui attività connesse	4,546	3.3	2,425	2.3
Costi correnti	43,702	32.1	39,797	38.2
Valore aggiunto	92,493	67.9	64,293	61.8
Costi Pluriennali	11,355	8.3	8,285	8
Lavoro e affitti passivi	22,957	16.9	15,066	14.5
Reddito Operativo	58,150	42.7	40,942	39.3
Reddito Netto	64,660	47.5	42,330	40.7

Fonte: INEA, banca dati RICA

Tabella 44: Produttività e redditività dei fattori terra e lavoro (euro), 2011

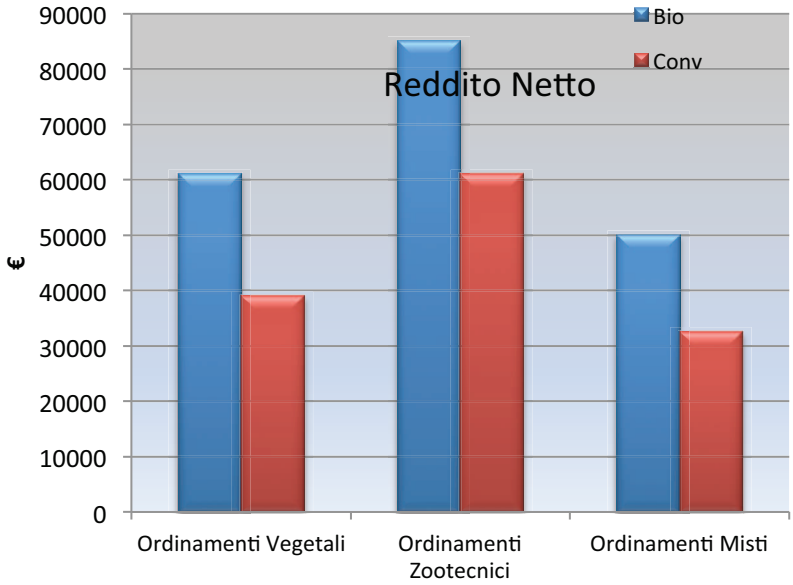
	Biologiche	Convenzionali	Variazione %
PLV/SAU	2,867	3,132	-9.2
PLV/ULA	60,414	61,474	-1.8
Costi correnti/SAU	920	1,197	-30.2
Costi Pluriennali/SAU	239	249	-4.3
Reddito Netto/SAU	1,361	1,273	6.4
Reddito Netto/ULF	51,478	34,294	33.4
Reddito Netto/PLV	47	41	14.3

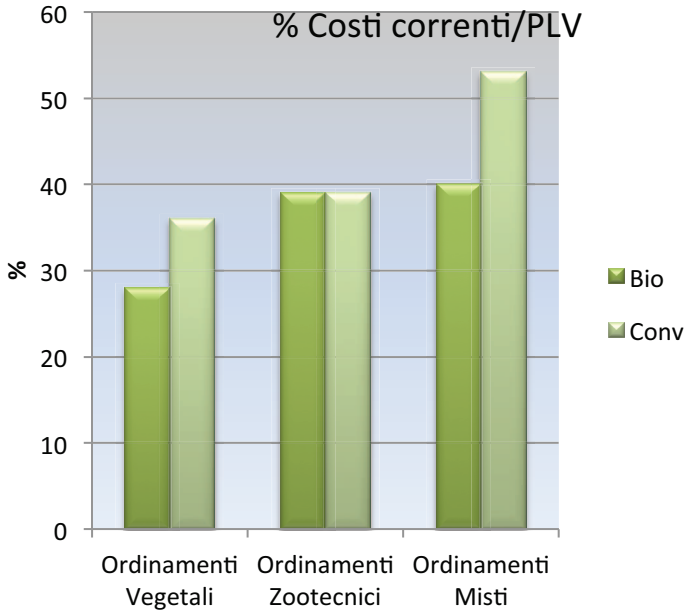
Fonte: INEA, banca dati RICA

I risultati economici non si discostano molto tra le due categorie di aziende, mentre i valori di produttività si distinguono a seconda degli indicatori considerati (si noti per esempio le variazioni negative a favore delle aziende convenzionali nei primi tre indicatori, e il contrario nei successivi).

I grafici evidenziano il confronto e l'analisi degli indici di produttività per il fattore terra e per il fattore lavoro (Fig.44); da tale comparazione si mostra il carattere estensivo proprio della tecnica di produzione biologica: qui il valore della produzione sia per ettaro di superficie che per unità di lavoro risulta, infatti, minore. Tuttavia, gli indici di redditività di questi due fattori rimangono favorevoli alle biologiche.

Figura 44a e 44b: Risultati economici per principali ordinamenti produttivi, 2011 (RN e % costi correnti/PLV





Fonte: INEA, banca dati RICA

La seconda parte della Figura 44, in particolare, mette in risalto come i risultati economici possano variare in funzione degli ordinamenti produttivi, pur restando la redditività della produzione biologica mediamente superiore nei macro comparti produttivi vegetali, zootecnici e misti (colture e allevamenti).

Volendo eseguire un'analisi territoriale, sulla base dei parametri strutturali delle aziende biologiche RICA specializzate nelle produzioni vegetali e con policoltura, è possibile racchiudere in forma schematica, tutti i dati delle diverse aree della penisola (Tab.45). Si noti come la popolosità maggiore la si registri al sud d'Italia, ma le aziende con maggior capitale sono quelle del Nord-Est; al contrario quelle del Nord-Ovest, sono quelle più deboli economicamente, ma con una distribuzione di superficie agricola maggiore. Gli indici che esprimono la produttività della terra e la redditività del lavoro assumono valori nettamente più elevati in tali aree, poiché le coltivazioni, anche se condotte secondo i metodi dell'agricoltura biologica, hanno carattere più intensivo rispetto a quanto avviene nelle altre circoscrizioni geografiche. La Tabella 46 dettaglia i risultati economici secondo la medesima suddivisione, con la valutazione degli stessi indicatori considerati in precedenza.

Tabella 45: Parametri strutturali delle aziende biologiche RICA specializzate nelle produzioni vegetali e con policoltura

	Aziende	**SAU**	**UBA**	**ULF**	**ULT**	**SAU/ULT**	**ULF/ULT**	**Capitale Fondiario/SAU**
	n.	ha	n.	n.	n.	ha	%	€
Nord-Ovest	54	50.7	0.9	1.6	2.3	22.2	70.0	7755.0
Nord-Est	60	38.8	3.6	1.4	2.3	17.2	62.8	34632.0
Centro	162	40.5	0.7	1.3	2.0	20.4	65.3	14821.0
Sud	273	29.9	0.3	1.0	2.4	12.6	40	13060
Isole	75	41.8	0.2	0.9	2.8	15.1	31.2	11685.0

Fonte: INEA, banca dati RICA

Tabella 46: Risultati economici delle aziende biologiche RICA specializzate nelle produzioni vegetali e con policoltura, 2011

	Aziende	PLV/SAU	Costi correnti/SAU	Costi pluriennali/SAU	Reddito Operativo/SAU	Reddito Netto/ULF	Reddito Netto/PLV
	n.	€	€	€	€	€	€
Nord-Ovest	54	5082.0	1675.0	288.0	2506.0	77597.0	48.0
Nord-Est	60	5790.0	1565.0	388.0	3093.0	91232.0	57.7
Centro	162	2719.0	779.0	336.0	1171.0	41254.0	48.5
Sud	273	3131.0	818.0	215.0	1287	47061	47.9
Isole	75	3237.0	1064.0	167.0	1156.0	55550.0	35.5

Fonte: INEA, banca dati RICA

Nella Tabella 47, invece, viene effettuata un'analisi dicotomica per i parametri strutturali delle aziende biologiche zootecniche RICA, suddividendo le categorie di aziende in esame, in "Aziende biologiche specializzate nell'allevamento di erbivori" e "Aziende biologiche miste coltivazioni-allevamento".

Tabella 47: Parametri strutturali delle aziende biologiche zootecniche RICA, 2011

	Aziende	SAU	di cui: SAU Foraggera	UBA	ULF	ULT	UBA/SAU	SAU/ULT	ULF/ULT	Capitale Fondario/SAU
	n.	ha	Ha	n.	n.	n.		ha	%	€
Aziende biologiche specializzate nell'allevamento di erbivori										
Nord-Ovest	13	56.1	55.6	40.1	1.6	1.8	0.7	31.4	91.1	4,655
Nord-Est	32	58.6	48.3	92.1	2.0	2.5	1.6	23.3	78.6	11,227
Centro	40	96.8	77.9	92.7	1.6	2.3	1.0	42.1	70.2	6,905
Sud	23	64.0	49.2	77.7	1.6	2.3	1.2	28.1	68.4	6,512
Isole	35	104.8	91.2	84.0	1.4	1.7	0.8	61.4	80.7	4,685
Aziende biologiche miste coltivazioni-allevamento										
Nord-Ovest	20	35.0	30.7	35.7	1.2	1.4	1.0	24.9	88.9	9,771
Nord-Est	11	21.8	15.8	43.5	1.9	1.9	2.0	11.2	100.0	12,593
Centro	36	76.5	60.0	52.5	1.7	2.0	0.7	38.6	83.8	10,420
Sud	13	119.1	62.2	52.5	1.3	2.4	0.4	48.8	51.5	5,087
Isole	10	86.5	83.6	49.1	1.0	1.7	0.6	50.6	58.7	8,780

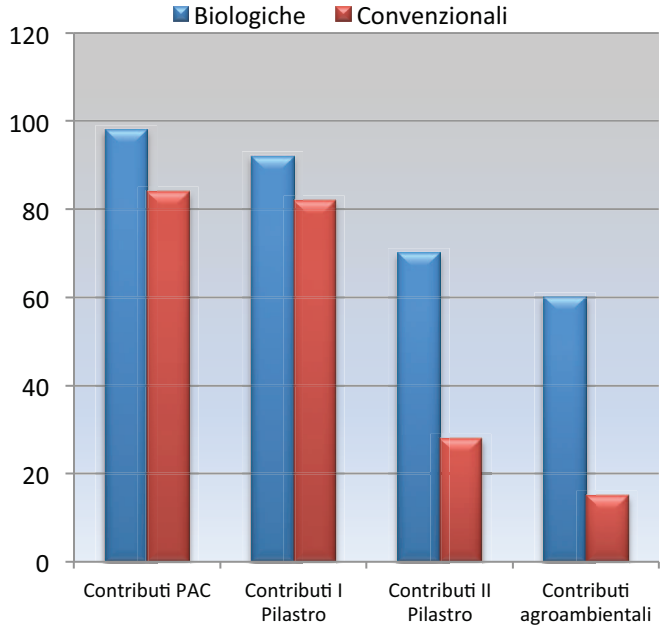
Fonte: INEA, banca dati RICA

Tabella 48: Risultati economici delle aziende biologiche zootecniche RICA, per ripartizione geografica, 2011

	Aziende	PLV/SAU	Costi correnti/UBA	Costi Pluriennali /UBA	Reddito Operativo /UBA	Reddito Netto /ULF	Reddito Netto /PLV
	n.	€	€	€	€	€	%
Aziende biologiche specializzate nella Zootecnia							
Nord-Ovest	13	1,093	497	337.0	510.0	21,266	56.4
Nord-Est	32	4,668	1,466	181.0	987.0	53,107	38.3
Centro	40	1,661	523	238.0	751.0	49,639	49.8
Sud	23	2,125	665	194.0	672	37,301	42.8
Isole	35	795	323	130.0	421.0	36,120	59.7
Aziende biologiche miste coltivazioni-allevamento							
Nord-Ovest	20	1,951	586	273.0	801	26,022	47.6
Nord-Est	11	7,199	2,412	173.0	863	20,370	25.2
Centro	36	1,760	936	267.0	1,130	39,576	48.8
Sud	13	957	744	274.0	765	33,339	36.8
Isole	10	749	269	147.0	601	42,229	65.4

Fonte: INEA, banca dati RICA

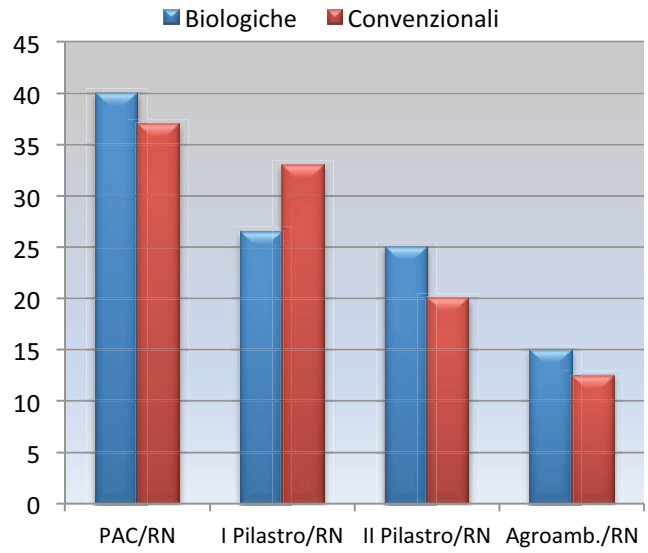
Figura 45: Incidenza delle aziende che percepiscono aiuti comunitari per tipo di contributo ricevuto



Fonte: INEA, banca dati RICA

I dati dimostrano come la redditività del lavoro sia maggiore nel caso delle imprese zootecniche specializzate del Nord-Est e del Centro mentre nel caso delle aziende non specializzate le migliori performance in termini di RN/ULF si osservano per le aziende biologiche dell'Italia centrale e delle Isole. Le prime si differenziano dalle altre per la maggiore intensità dei processi produttivi, testimoniata sia dalla maggiore produttività del fattore terra, espressa dal rapporto PLV/SAU, che dagli elevati costi correnti a UBA, e sia per un maggiore ricorso ai fattori di produzione extraaziendale quali i mangimi (Tab.48 e Fig.45).

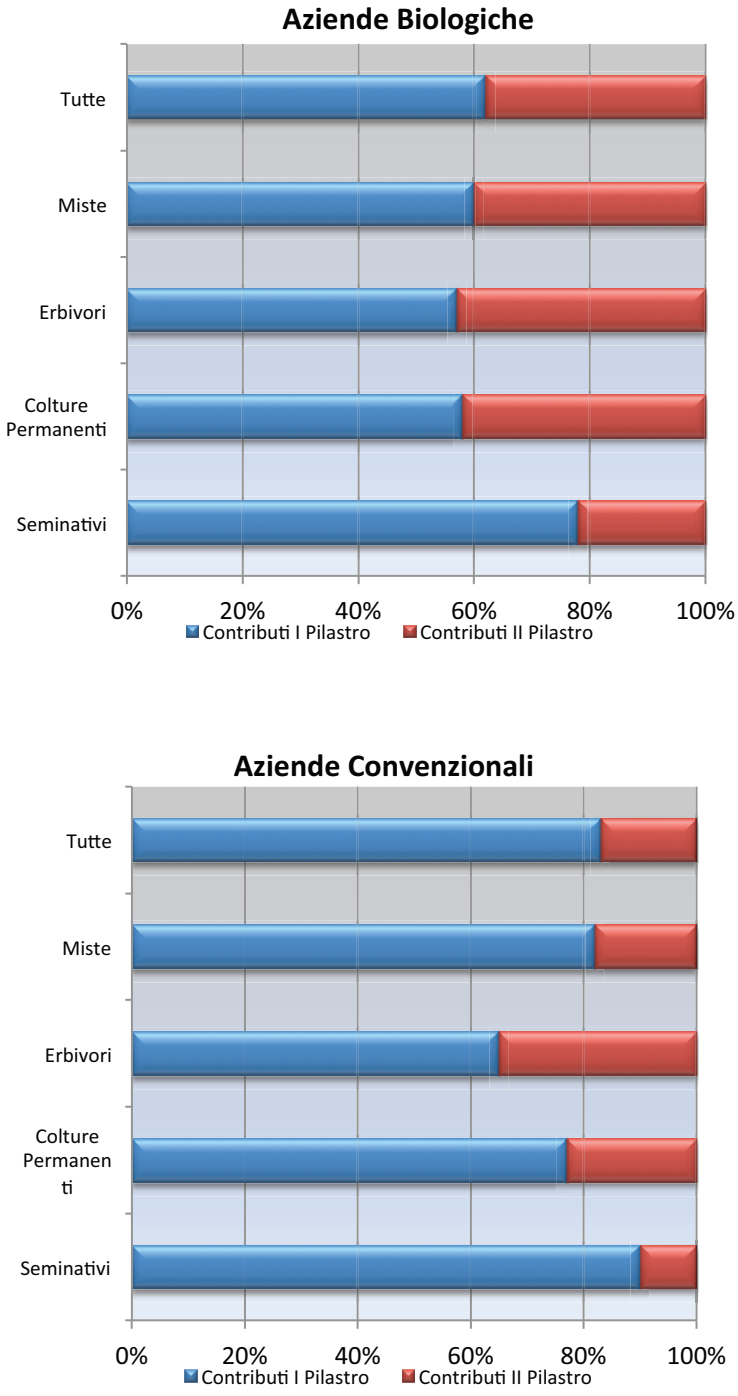
Figura 46: Incidenza dei contributi comunitari sul reddito netto delle aziende



Fonte: INEA, banca dati RICA

In merito alla questione relativa al sostegno pubblico delle aziende biologiche RICA, nel suo complesso, tale contributo risulta essere di considerevole importanza per il reddito degli agricoltori: in entrambi i sotto-campioni in esame (biologico e convenzionale), la maggioranza delle aziende riceve un contributo PAC complessivo (quota comunitaria, nazionale, regionale) che mediamente si attesta intorno al 40% del reddito netto delle aziende biologiche beneficiarie e al 37% di quello delle convenzionali (Fig.46).

Figura 47: Distribuzione dei contributi PAC tra I e II pilastro, 2011



Fonte: INEA, banca dati RICA

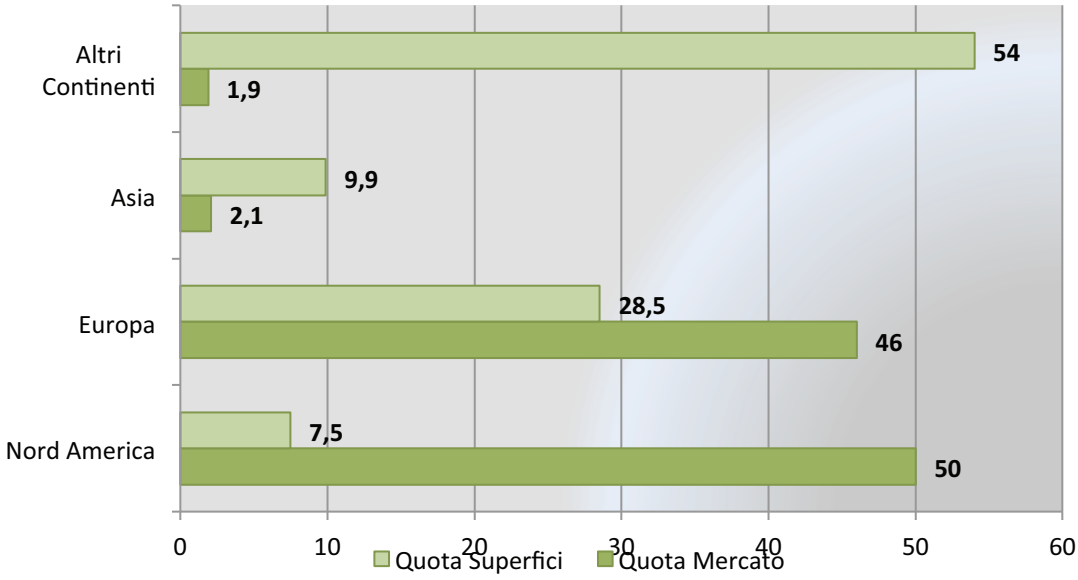
Bisogna però dire che non tutte le aziende biologiche considerate nel campione RICA percepiscono tale aiuto e ciò per due ordini di motivi: le limitate disponibilità finanziarie che non consentono di accogliere tutte le domande di aiuti delle aziende; le complessità burocratiche per la richiesta del contributo che

scoraggiano in partenza gli agricoltori a presentare domanda e il livello di pagamento che non sempre è ritenuto adeguato ai maggiori impegni richiesti dalle tecniche di produzione biologica.

3.3.4 Il mercato

La crisi economico-finanziaria degli ultimi 5 anni, che ha colpito i paesi industrializzati, ha generato effetti negativi e pesanti contrazione sui consumi di prodotti agroalimentari, ma il fatturato mondiale dei prodotti e degli alimenti biologici non ha rallentato il suo trend positivo ed è continuato a crescere. L'ente statistico Organic Monitor stima un fatturato complessivo di 63 miliardi di dollari nel 2011 (pari a 47,8 miliardi di euro), con un incremento del 6,3% rispetto alla stesso fatturato del 2010. La domanda è concentrata principalmente in Nord America e in Europa che, insieme, rappresentano circa il 96% delle vendite (Fig.48).

Figura 48: Confronto tra il peso % sul totale di superfici e valore di mercato bio nei diversi continenti, 2011



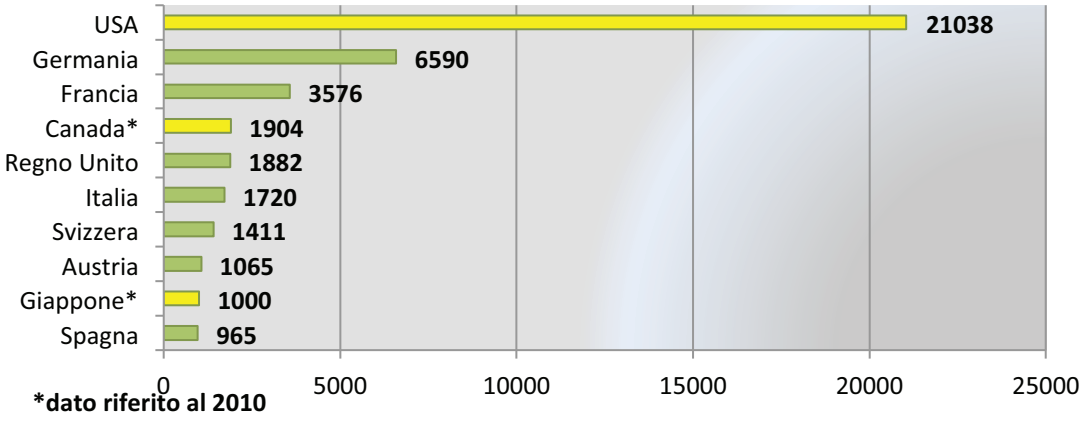
Fonte: FIBL-IFOAM

I paesi che hanno registrato il più elevato fatturato sul mercato interno sono stati gli Stati Uniti, con 21 miliardi di euro (Fig.49), la Germania (6,6 miliardi di euro) e la Francia (3,8 miliardi di euro); l'Italia si colloca al sesto posto dopo Canada e Regno Unito, con un valore del mercato interno pari a circa 1,7 miliardi di euro.

Soffermando l'attenzione proprio sul mercato italiano dei prodotti biologici, si può notare come questo stia registrando una crescita in tutti i canali. In particolare, secondo le rilevazioni ISMEA, l'andamento dei consumi domestici di prodotti biologici confezionati nella GDO è in continua ascesa ormai dal 2005. Analizzando la variazione percentuale di incremento del biennio 2011-2012, risalta la crescita di circa 7 punti percentuali di questa categoria di prodotti. È probabile che il consumatore italiano medio, grazie alla crescente sensibilità verso la protezione della salute e del rispetto per l'ambiente, preferisca i prodotti biologici, rispetto a quelli tradizionali. Inoltre, nel 2012 i prezzi al consumo di prodotti biologici sono cresciuti meno di quelli convenzionali e questo può aver inciso sulle scelte di acquisto del consumatore.

Tale dinamica è rilevabile in particolar modo in alcune categorie merceologiche come quella dei biscotti, dolciumi e snack biologici e delle bevande analcoliche, dove l'incremento è a due cifre (Tab.49).

Figura 49: Le prime dieci nazioni al mondo per giro d'affari nazionale (mln euro), 2011



Fonte: FIBL-IFOAM

Tabella 49: Acquisti domestici in valore di prodotti bio confezionati, 2012

	Variaz.% 2012/2011	Peso % sul totale 2012
Totale biologico confezionato di cui:	7.3	100
Ortofrutta fresca trasformata	7.8	30.5
Lattiero-caseari	4.5	22.6
Uova	-1.9	12.5
Biscotti, dolciumi e snack	22.9	9.4
Pasta	5.5	2.4
Riso e sost. del pane	10.3	6.1
Bevande Analcoliche	16.5	6.5
Zucchero, thè e caffe	0.4	3.2
Carni Fresche e trasformate	4.8	2

Fonte: Ismea, Panel Famiglie GFK-Eurisko

Ciò che mette in risalto ancor di più le buone performance del comparto biologico è il confronto delle relative tendenze con i comparti dei prodotti certificati di qualità e con l'intero settore agroalimentare.

Infatti, osservando la Figura 49, relativa al trend degli ultimi anni, anche nel 2012, come ormai si ripete nell'ultimo quinquennio, la spesa di prodotti biologici registra migliori performance rispetto a quella sostenuta per i prodotti e i vini DOP e IGP e per l'agroalimentare nel suo complesso. In merito alle tendenze degli acquisti domestici in valore dei principali prodotti bio confezionati, vanno registrate le buone dinamiche delle confetture e delle marmellate (+15,7%) e del latte alimentare (+8,6%), che presentano un peso sul totale dei consumi, in entrambi i casi, superiore all'8%. Più che significativi, inoltre, sono stati gli incrementi per i sostituti del pane, i succhi di frutta e le bevande alla soia (Tab. 50).

Tabella 50: Tendenze degli acquisti domestici di prodotti bio confezionati nel 2012 per area geografica e per tipologia di biologico confenzionato

	Variaz.% 2012/2011	Peso % sul totale 2012
Totale Italia	**7.3**	**100**
di cui		
Nord Ovest	1.9	36.8
Nord Est	10.2	34
Centro[1]	15	22.3
Sud[2]	-7.1	6.9

[1] Inclusa la Sardegna

[2] Inclusa la Sicilia

	Variaz.% 2012/2011	Peso % sul totale 2012
Totale biologico confezionato di cui:	7.3	100
Uova	-1.9	12.5
Confetture e marmellate	15.7	8.8
Latte	8.6	8.6
Yogurt	-4.1	8.2
Sostituti del pane	14.5	5.6
Succhi di frutta	19.2	3
Bevande Analcoliche alla soia	55.8	3
Biscotti	1.9	3

Fonte: Ismea, Panel Famiglie GFK-Eurisko

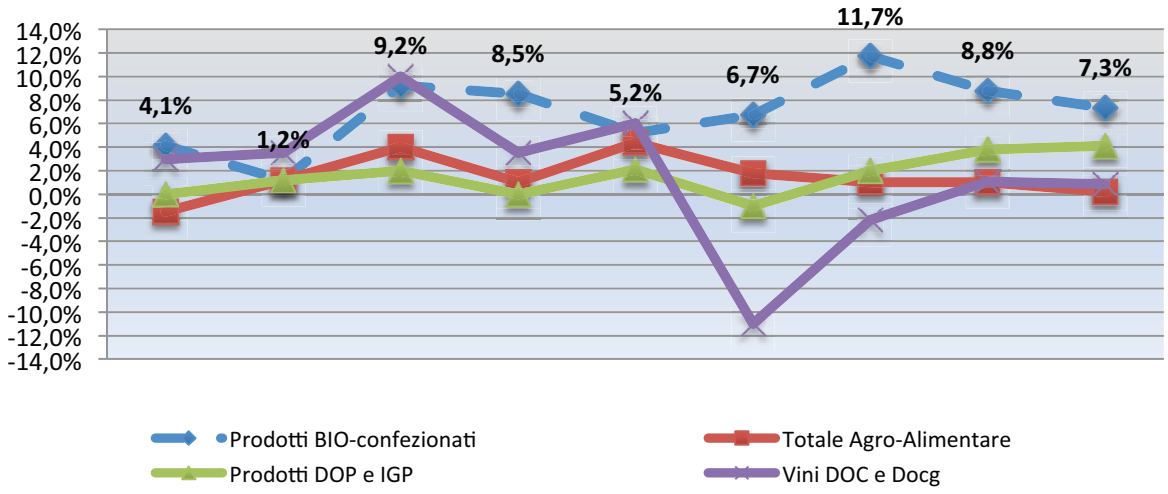
Spostando l'analisi, da una visione per ambito merceologico, ad un punto di vista di marketing territoriale, è possibile osservare come i consumi domestici di prodotti biologici confezionati continuano a crescere in valore in tutte le aree geografiche a eccezione del Meridione. Aumentano, in particolare, gli acquisti nel Centro (+15%), mentre risulta essere minore l'incremento nel Nord (+10,2% al Nord-Est e +1,9% al Nord-Ovest), che detiene però tutt'ora il maggior peso degli acquisti biologici in valore (70,8%) (Tab.50).

Tabella 51: Tendenze degli acquisti domestici di prodotti bio confezionati nel 2012 per canale distributivo

	Variaz.% 2012/2011
Totale Italia	**7.3**
di cui	
Super e Ipermercati	5.5
Discount	25.5
Negozi Tradizionali	10.7
Ambulanti	6.7

Fonte: Ismea, Panel Famiglie GFK-Eurisko

Figura 50: Andamento degli acquisti dei prodotti bio confezionati e di altri comparti di qualità e dell'agroalimentare nel complesso (variazioni % sull'anno precedente)



Fonte: Ismea, Panel Famiglie GFK-Eurisko

Come accennato in precedenza, diminuisce la spesa al Sud (-7,1%), dove i valori di mercato sono già piuttosto contenuti. In merito ai dati ora esposti, con un approfondimento relativo alle tendenze degli acquisti domestici di prodotti bio confezionati per canale distributivo (Tab.51 e Fig.50), l'ISMEA monitora i dati riguardo i consumi domestici nei canali non specializzati, e analizza sostanzialmente le statistiche relative agli acquisti nel canale della GDO. In merito agli altri canali distributivi, tra cui quello dei negozi specializzati, non vi sono statistiche quantitative ufficiali relative all'andamento delle vendite,

mentre sono disponibili alcune informazioni provenienti dai dati Bio Bank. Secondo tale ente, il numero di negozi specializzati in Italia, nel 2012, ha raggiunto le 1.270 unità (+4,8% rispetto al 2011). Tali negozi sono concentrati nella maggioranza al Nord (quasi il 65%), per il 21,2% al Centro e per il 13,8% al Sud (comprese Sicilia e Sardegna). Accanto all'importante canale dei negozi specializzati, continua la crescita delle altre forme di vendita che, pur presentando ancora quote di mercato limitate, attirano un crescente interesse da parte del consumatore.

Ci si riferisce alla vendita diretta, ai gruppi di acquisto solidale (GAS) e ai mercatini del biologico. Il numero di punti vendita, monitorato da Bio Bank, è in costante aumento relativamente a quasi tutti i canali, con ritmi più sostenuti nel caso di GAS e vendita diretta. I mercatini, invece, hanno segnato un nuovo incremento dopo due anni di lieve flessione; anche tra i canali extradomestici (mense scolastiche bio, ristoranti, agriturismi) si registrano negli ultimi anni forti incrementi in termini di unità, particolarmente evidenti per gli agriturismi e le mense, canale quest'ultimo che sviluppa significativi valori di mercato (Tab.52 e Fig.51, Tab.53 e Fig.52).

Tabella 52: L'evoluzione del numero di canali distributivi di prodotti biologici

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aziende bio con vendita diretta	1199	1324	1645	1943	2176	2421	2535	2795
Mercatini Bio	185	193	204	208	225	222	213	234
Gruppi di acquisto solidale	222	288	356	479	598	742	861	891

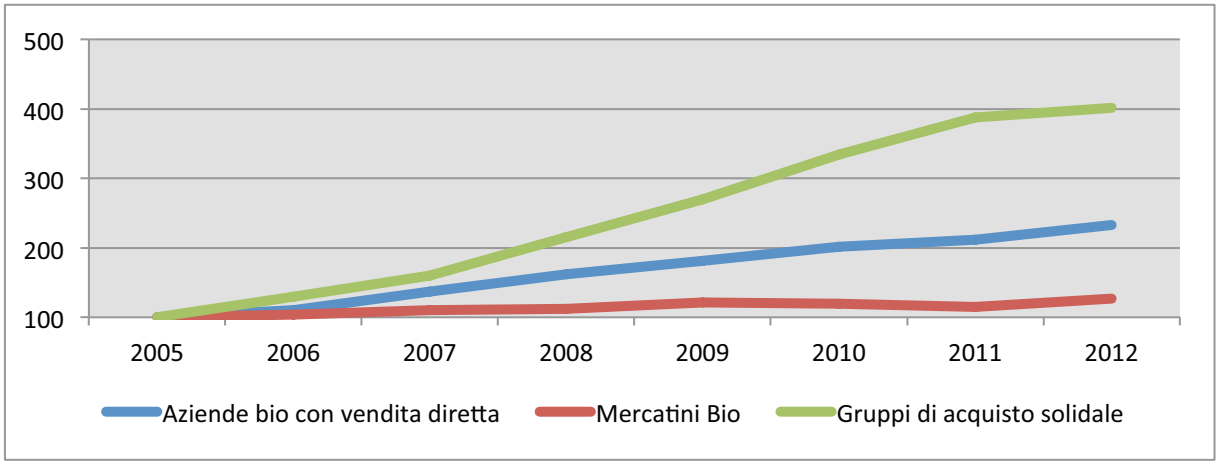
Fonte: Bio Bank, 2012

Tabella 53: L'evoluzione del numero di alcuni canali extradomestici di prodotti biologici

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Mense Scolastiche	647	658	683	791	837	872	1116	1196
Agriturismi	804	839	1002	1178	1222	1302	1349	1541
Ristoranti	171	177	174	199	228	246	267	301

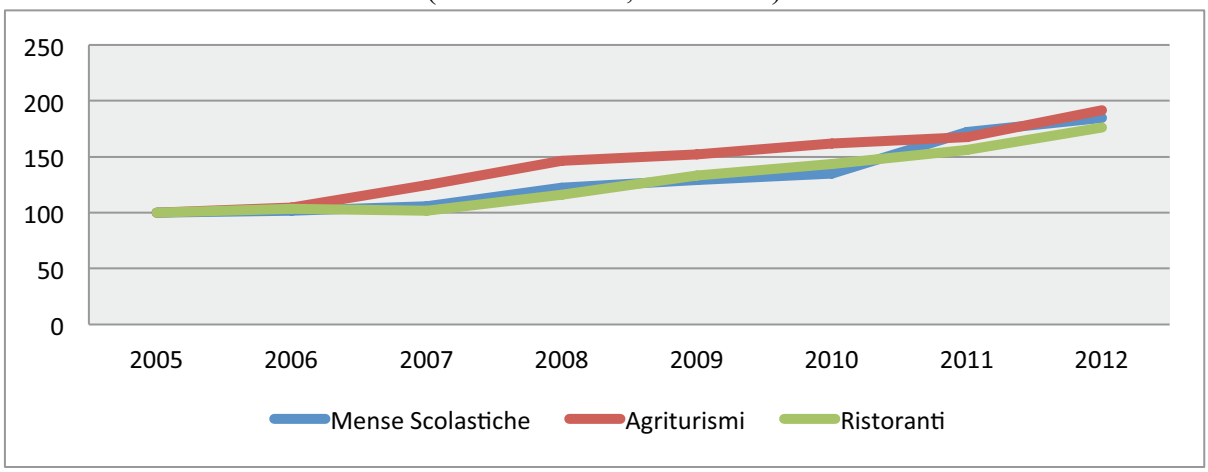
Fonte: Bio Bank, 2012

Figura 51: Evoluzione del numero di punti vendita in alcuni canali bio
(dati indicizzati, 2005=100)



Fonte: elaborazioni su dati Bio Bank

Figura 52: Evoluzione del numero di punti vendita in alcuni canali extradomestici bio
(dati indicizzati, 2005=100)



Fonte: elaborazioni su dati Bio Bank

3.3.5 I prezzi

L'analisi sui prezzi è stata effettuata studiando le differenze da un campione di prodotti a maggior diffusione e consumo, rappresentativo delle principali filiere biologiche. Nel 2012 i prezzi alla produzione del paniere di prodotti alimentari preso in esame sono risultati in aumento per il biologico e in lieve calo per i prodotti convenzionali.

L'aumento complessivo dei prezzi all'origine per il biologico è riconducibile ad alcuni prodotti quali il frumento duro e i limoni, mentre appaiono in discreto

calo i listini del riso, dell'olio extravergine d'oliva e delle cipolle. Nel comparto convenzionale, al contrario, il prezzo del frumento duro segna un calo, mentre i limoni presentano un aumento leggermente più importante; per i prodotti che nel biologico hanno registrato una diminuzione, la flessione è ancora maggiore.

Nel complesso, il paniere biologico ha avuto un andamento più inflattivo rispetto ai prodotti convenzionali. Nel primo trimestre del 2013 i prezzi dei prodotti biologici all'origine hanno segnato un aumento medio ponderato superiore a quello del 2012, a fronte di un incremento meno consistente dei prezzi dei corrispondenti prodotti convenzionali (Tab.54).

A contribuire all'aumento del prezzo dei prodotti biologici nei primi tre mesi del 2013 sono stati principalmente le uova, i limoni, l'olio extravergine d'oliva e il frumento tenero, a fronte di incrementi quasi sempre più contenuti per i corrispondenti prodotti convenzionali. Anche in questo caso, pertanto, sembra confermarsi la maggiore componente inflattiva del biologico rispetto al convenzionale.

Tabella 54: Tendenza dei prezzi all'origine dei prodotti biologici e convenzionali

	2012/2011		I trim 2013/II trim 2013	
	biologico	convenzionale	biologico	convenzionale
Limoni	17.6	18.1	25.8	4.9
Cipolle	-13.3	-14.9	2.8	64.4
Uova	6.4	31.8	28.5	13.6
Latte alla stalla	5.1	-3.8	-0.7	-0.4
Frumento tenero	4.9	-0.1	22.2	17.7
Frumento duro	22.0	-1.9	8.2	2.7
Riso	-16.5	-31.8	0.0	-21.5
Olio extravergine	-13.3	-19.9	26	32.7
Media paniere	5.8	-0.9	13.5	7.8

[1]Nel paniere sono stati selezionati i seguenti prodotti: limoni, cipolle, uova, latte alla stalla, latte fresco, yogurt, frumento tenero, biscotti, frumento duro, pasta, riso e olio extravergine di oliva. Per ottenere un indicatore medio di tendenza del paniere è stata calcolata la media ponderata (per il peso in termini di consumi domestici nei vari periodi esaminati) delle variazioni dei prezzi di ogni prodotto appartenente al paniere, al fine di ottenere una variazione media "pesata" dei prodotti biologici esaminati sia all'origine che al consumo. L'indicatore ottenuto per i prodotti biologici per ciascuna tipologia di prezzo è stato confrontato con quello relativo al paniere degli omologhi prodotti convenzionali. Sebbene nel confronto tra i due panieri e tra le diverse fasi della filiera sia stato ricercato il criterio di massima omogeneità, è da evidenziare che in alcuni casi le informazioni a disposizione hanno consentito la sola individuazione di caratteristiche aggregate dei prodotti appartenenti al paniere; ne deriva che in alcuni casi il confronto è da intendersi puramente indicativo.

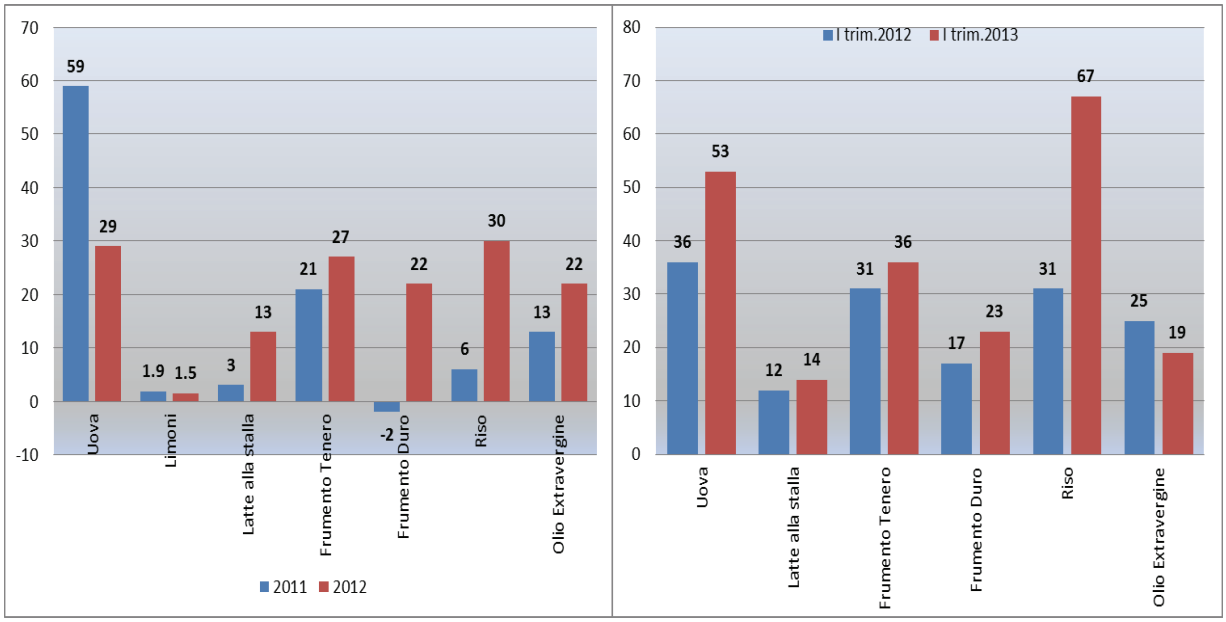
Fonte: elaborazione su dati ISMEA

Il differenziale percentuale di prezzo all'origine tra prodotti biologici e convenzionali, che nel 2011 ammontava, in media, al 24%, è sceso al 19,6% nel 2012. Ciò è da imputare principalmente al calo del differenziale di prezzo delle uova che, avendo un peso importante, ha trainato l'intero paniere. Per alcuni prodotti comunque, si registra un aumento dei rispettivi differenziali di prezzo, come per il frumento duro, il riso e, in misura minore, il latte alla stalla e l'olio extravergine d'oliva.

Confrontando i dati del primo trimestre 2013 con quelli del rispettivo trimestre del 2012, si osserva che le corrispondenti percentuali relative alla differenza bioconvenzionale sono risultate, rispettivamente, del 30% e del 21% circa. Si evidenzia, quindi, a inizio 2013, uno scarto più marcato dei prezzi dei prodotti biologici rispetto a quelli dei prodotti convenzionali, in rapporto a quanto accadeva nello stesso periodo del 2012 (nonché un aumento tendenziale rispetto ai primi tre mesi dello scorso anno) (Fig.53).

Analizzando i singoli prodotti, si osserva che per il riso, le uova e il frumento tenero il differenziale di prezzo all'origine risulta essere il più elevato, mentre il latte alla stalla e i limoni presentano differenziali di prezzo più bassi.

Figura 53: Evoluzione del differenziale di prezzo all'origine tra bio e convenzionale per alcuni prodotti (%)



Fonte: ISMEA, 2012

Nel 2012 i prezzi al consumo del paniere di prodotti bio-esaminato sono risultati in aumento del 2,1% rispetto al 2011, mentre quelli del corrispondente paniere di prodotti convenzionali hanno segnato un incremento leggermente inferiore. L'aumento dei prezzi al consumo per i prodotti biologici è riconducibile all'incremento rilevato per limoni, uova, latte fresco e pasta. I prezzi delle uova e del latte fresco, peraltro, crescono di più nel comparto convenzionale, mentre sono più contenuti quelli dei limoni e della pasta. Dall'analisi dei dati si osserva, quindi, che l'incremento complessivo dei prezzi è più elevato all'origine che al consumo, mentre accade il contrario nel comparto convenzionale, dove all'origine si è registrata, tra l'altro, una variazione negativa (Fig.53).

Nei primi tre mesi del 2013 i prezzi al consumo dei prodotti biologici indagati sono rimasti sostanzialmente stabili, a fronte di incrementi maggiori (+4,4%) per i corrispondenti prodotti convenzionali (Tab.55).

L'inizio del 2013, quindi, ha portato a un andamento meno inflattivo dei prezzi dei prodotti biologici al consumo rispetto al 2012, cosa che invece non è accaduta nel caso dei prezzi del biologico all'origine, con incrementi maggiori rispetto allo scorso anno. Entrando nello specifico del paniere, si segnala l'incremento del 3% circa dei prezzi delle uova e del 2,2% di quelli delle cipolle, mentre i prezzi dei biscotti registrano un calo del 7,4%. Incrementi dei prezzi si registrano nel corrispondente comparto convenzionale per limoni, uova, olio extravergine d'oliva, cipolle e yogurt, mentre cala il prezzo del riso.

Tabella 55: Tendenza dei prezzi al consumo dei prodotti biologici e convenzionali (var. %)

	2012/2011		I trim 2013/II trim 2013	
	biologico	convenzionale	biologico	convenzionale
Limoni	7.8	2.0	0.1	16.9
Cipolle	-0.6	-4.1	2.2	8.0
Uova	4.1	9.4	2.7	11.7
Latte alla stalla	1.8	2.5	-0.9	0.3
Yogurt	1.1	1.4	0.7	5.9
Biscotti	-2.0	1.0	-7.4	-1.0
Pasta	1.7	1.3	-1.5	-1.6
Riso	1.3	-2.2	0	-5.2
Olio extravergine	-1.6	-1.1	0.4	9.0
Media Paniere	2.1	1.9	0.3	4.4

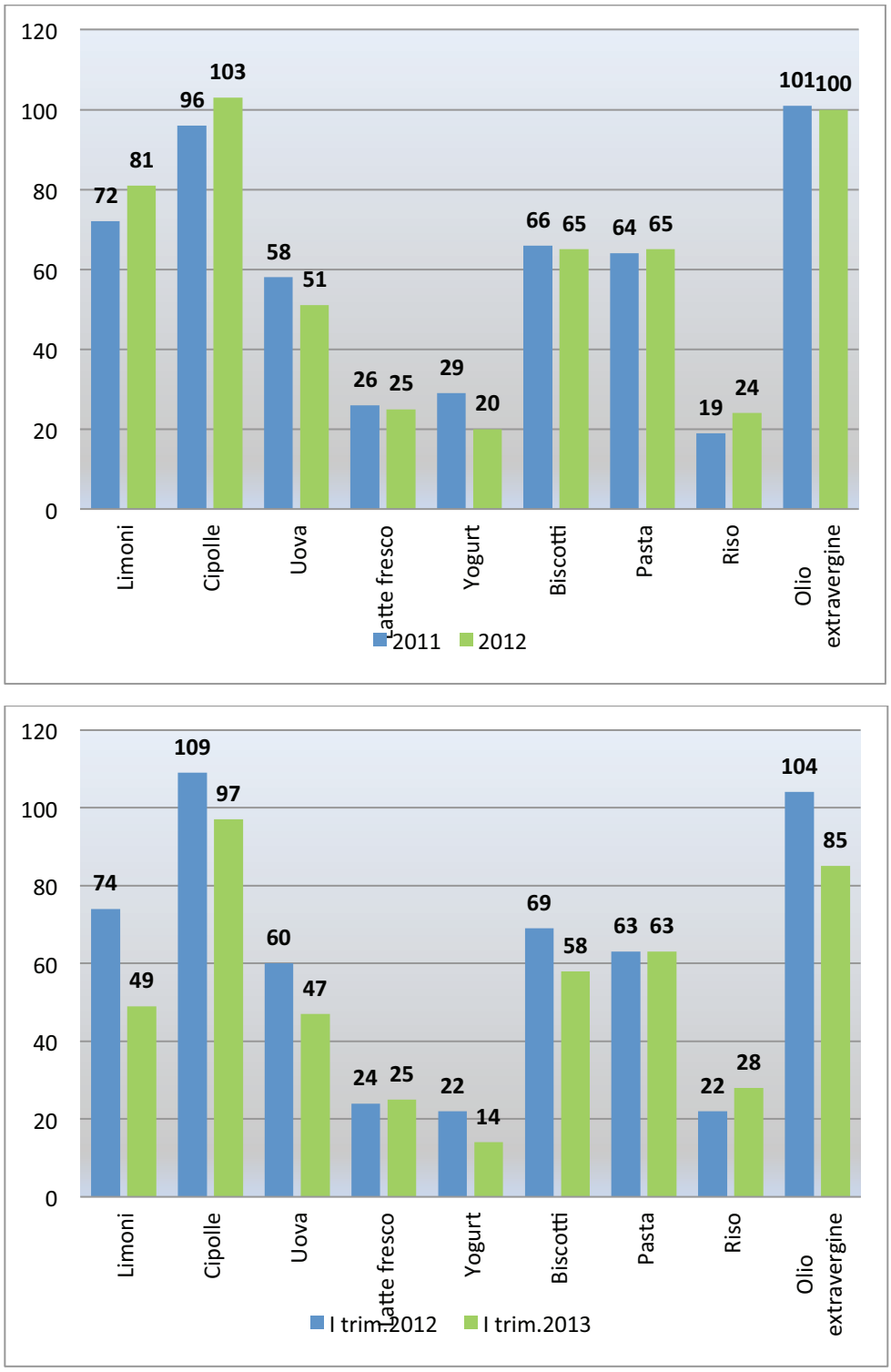
Fonte: ISMEA, 2012

In riferimento al differenziale percentuale di prezzo al consumo tra biologico e convenzionale, si assiste nei periodi esaminati a differenziali più ampi rispetto a quelli dei prezzi all'origine e a un divario maggiore per i prodotti sfusi rispetto a quelli confezionati.

Nel 2012 il differenziale bio-convenzionale è diminuito rispetto al 2011, attestandosi sul 38% circa (-3,4 punti in valore assoluto). Nel primo trimestre

2013 il differenziale di prezzo al consumo raggiunge il 41%, con un calo di quasi 8 punti in valore assoluto rispetto all'analogo periodo del 2012.
Analizzando i singoli prodotti, si osserva che nel 2012 il differenziale di prezzo al consumo per limoni, cipolle, pasta e riso risulta essere più elevato, mentre per alcuni prodotti lattiero-caseari e le uova è più contenuto (Fig.54).
In conclusione, nei periodi presi in esame si è potuto constatare che i listini dei prodotti biologici all'origine risultano in crescita, in misura maggiore rispetto a quelli al consumo. La tendenza dei prezzi all'origine del biologico, inoltre, è stata quasi sempre più inflattiva di quella relativa ai prezzi all'origine del convenzionale.
I prezzi al consumo del biologico, inoltre, crescono di meno per i prodotti confezionati che per i prodotti freschi e sfusi (come i limoni); questo si deve, probabilmente, a una maggiore oscillazione e variabilità dei prezzi dei prodotti ortofrutticoli. L'analisi condotta mostra, dunque, uno scarso collegamento delle dinamiche e del comportamento dei prezzi all'origine e di quelli al consumo dei prodotti biologici, che sembrano viaggiare su binari paralleli e dipendere da fenomeni differenti, più prettamente produttivi nel caso dei primi, più svincolati da tali aspetti nel caso dei secondi.
In riferimento ai differenziali di prezzo bio-convenzionale, si registra uno scarto percentuale all'origine più basso che al consumo, intorno al 25% nel primo caso e al 40% nel secondo. Questo aspetto potrebbe incidere sulle scelte del consumatore in un periodo di crisi come quello attuale. Un prezzo del biologico molto più alto rispetto a quello del convenzionale può infatti indurre il consumatore a optare per prodotti meno cari, visto che la domanda per beni biologici risulta essere piuttosto elastica al prezzo. In ogni caso, il differenziale di prezzo bio-convenzionale nel 2012 risultava in calo di oltre tre punti in valore assoluto rispetto al 2011 (simile la variazione anche per quello all'origine).

Figura 54: Evoluzione del differenziale di prezzo al consumo tra bio e convenzionale per alcuni prodotti (%)



Fonte: ISMEA, 2012

3.3.6 Considerazioni sulla normativa del settore[222]

Già nel considerando 39 del Reg. (CE) n. 834/2007 relativo alla produzione biologica e all'etichettatura dei prodotti biologici, che ha sostituito le norme in vigore da quasi un ventennio, il Consiglio aveva sottolineato l'evoluzione dinamica del settore biologico e aveva auspicato una futura revisione di alcuni aspetti – necessità di normare la ristorazione collettiva, soglia accidentale di tolleranza di OGM (attualmente fissata allo 0,9%), funzionamento del mercato interno e del sistema dei controlli - per i quali si riteneva opportuno tener conto dell'esperienza acquisita attraverso l'applicazione delle nuove norme.

I regolamenti successivi hanno quindi integrato e completato le norme del 2007 riguardo al regime di importazione di prodotti biologici dai Paesi terzi e allo stesso campo di applicazione, estendendo la disciplina di settore ai prodotti dell'acquacoltura, ai lieviti e alle alghe marine, alla vinificazione biologica e alla produzione di mangimi biologici. Tuttavia, alcune norme sono entrate in vigore solo di recente e altre ancora sono da applicarsi.

Da poco, inoltre, si è concluso il periodo transitorio (1° luglio 2012) entro il quale il settore dell'alimentazione biologica doveva conformarsi alle nuove norme UE in materia di etichettatura, che prevedono l'obbligo di apporre il logo UE (eurofoglia), unitamente all'indicazione dell'origine della materia prima, sulle confezioni degli alimenti preconfezionati di cui almeno il 95% degli ingredienti di origine agricola siano stati prodotti con metodo biologico.

Pur non essendo ancora quantificabili i benefici attesi dal recente quadro normativo, la Commissione europea, con l'intento di dare nuovo impulso al settore, ha promosso una consultazione pubblica, tra il 15 gennaio e il 10 aprile 2013, sul riesame della legislazione sull'agricoltura biologica e la contestuale adozione di un nuovo piano d'azione europeo per l'agricoltura biologica che rifletta lo sviluppo e il futuro del settore. Al questionario on line hanno risposto 44.190 soggetti, soprattutto cittadini (96%), ma anche associazioni, enti pubblici

[222] La trattazione che segue riprende, in parte, alcuni concetti espressi nel *Capitolo II*, al quale si rimanda per ulteriori riferimenti.

e aziende di 13 Paesi UE, con prevalenza di risposte provenienti dalla Francia (56%), dall'Italia (15%) e dal Belgio (10%). Secondo le tendenze emerse, le ipotesi di revisione della normativa, che la Commissione prevede di presentare al Consiglio nel febbraio 2014 per arrivare a una eventuale applicazione di nuove regole nel 2016, potrebbero svilupparsi in diverse direzioni, anche alternative tra loro. La prima ipotesi prevede di rafforzare lo status quo attraverso una parziale estensione del campo di applicazione delle norme, il riconoscimento del lavoro del gruppo di esperti (Expert Group on Technical Advice on Organic Production - EGT OP) in relazione all'approvazione, inclusione o eliminazione di varie sostanze, il miglioramento dell'armonizzazione degli standard, l'adeguamento delle regole di etichettatura del biologico a quelle orizzontali, il rafforzamento dei controlli, l'eliminazione del regime di conformità degli organismi di controllo alla norma UNI EN ISO 45011 (OdC) e l'introduzione della certificazione elettronica (EU data base). La seconda ipotesi di revisione della normativa è orientata ad ampliare il mercato dei prodotti biologici, con l'intenzione di accogliere nel nuovo regolamento le deroghe fino ad ora concesse agli Stati membri, introdurre soglie numeriche per consentire l'utilizzazione di alcune sostanze attualmente non ammesse e l'autoregolamentazione per l'autorizzazione di nuove sostanze e ingredienti non biologici, semplificare l'indicazione del luogo di produzione in etichetta, specificando il paese di produzione delle materie prime prevalenti, promuovere la certificazione di gruppo e rivedere le regole per gli accordi di equivalenza verso Paesi terzi e relativi OdC. Infine, la terza ipotesi si concentra sullo standard di qualità dell'agricoltura biologica e sui principi fondanti, pertanto esclude la possibilità di concedere regole eccezionali per gli Stati membri e deroghe per l'uso di ingredienti non biologici, ammette solo aziende interamente gestite con metodo biologico, semplifica gli adempimenti per i piccoli produttori, elimina gradualmente l'equivalenza con i Paesi terzi solo se la sorveglianza avviene secondo gli standard UE).

Nel maggio 2013, Il Consiglio europeo dei ministri dell'agricoltura, in un documento di intenti3 ha indicato alla Commissione precise direttive da seguire per la formulazione delle nuove norme per il settore biologico: la semplificazione e la flessibilità nell'applicazione delle norme di produzione, il rafforzamento e il miglioramento dei controlli, che dovrebbe includere un regime di sanzioni armonizzato concordato a livello europeo, la revisione delle regole per le importazioni, con l'introduzione del sistema elettronico dei certificati di importazione, perché si abbia un'equa concorrenza a livello comunitario e un commercio internazionale basato sulla reciprocità e trasparenza negli accordi commerciali.

I ministri europei, inoltre, ritengono essenziale il sostegno alla ricerca e all'innovazione, in particolare nel quadro dell'European Innovation Partnerships (EIP), e il sostegno al settore attraverso la nuova PAC, nonché alla promozione, per incrementare i consumi di prodotti biologici, anche tramite l'informazione on line e la realizzazione di campagne specifiche dirette ad armonizzare e a garantire l'applicazione del logo UE. Tutto ciò tenuto conto che la modifica della legislazione comunitaria sui fitofarmaci, che impone dal 2014 la conversione di tutte le imprese agricole convenzionali alla difesa integrata, eleverà gli standard della produzione agricola, avvicinandoli sempre di più al modello di sostenibilità ambientale proposto dal metodo di produzione biologico.

Quest'ultimo, pertanto, dovrà contraddistinguersi con efficacia, migliorandosi e tutelando la propria reputazione, per mantenere la fiducia e la propensione all'acquisto dei propri estimatori.

Sulla base dell'esperienza acquisita, la Commissione europea si è posta l'obiettivo di rafforzare a livello comunitario il sistema di controllo sulla produzione biologica e l'etichettatura che, come dispone il Reg. (CE) n. 889/2008, interessa tutti gli operatori che producono, preparano, immagazzinano, immettono sul mercato, importano o esportano prodotti ottenuti

nel rispetto delle norme di produzione. Con il Reg. di esecuzione (UE) n. 392/2013, le cui norme si applicano a decorrere dal 1° gennaio 2014, vengono fissati alcuni requisiti minimi per il controllo e la vigilanza, lasciando agli Stati membri la possibilità di attuare misure aggiuntive. Inoltre, per poter adottare interventi tempestivi ed efficaci a livello UE nei casi in cui uno Stato membro rilevi irregolarità o infrazioni riguardanti la conformità dei prodotti importati, il regolamento dispone lo scambio di informazioni - e relativa pubblicazione - sia all'interno che tra gli Stati membri, e tra questi e la Commissione, invitando ad adottare al riguardo prescrizioni minime uniformi.

L'elenco dei Paesi terzi dai quali è autorizzata l'importazione di prodotti preconfezionati agricoli e alimentari in regime di equivalenza, ovvero ove sussista un sistema di produzione e di controllo equivalente a quello in vigore nell'UE, è contenuto nell'allegato III al Reg. (CE) n. 1238/08 e s.m.i. Si tratta di 11 paesi – Stati Uniti, Argentina, Australia, Canada, Costa Rica, Giappone, India, Israele, Nuova Zelanda, Svizzera e Tunisia - per ciascuno dei quali è definita la categoria di prodotti per i quali è valido il regime di equivalenza, i riferimenti dell'autorità competente e gli organismi di controllo riconosciuti nel paese. Per le importazioni di prodotti biologici da Islanda, Liechtenstein e Norvegia, ovvero dai Paesi dello Spazio economico europeo, non occorre l'autorizzazione. L'elenco degli organismi di certificazione e autorità di controllo riconosciuti ai fini dell'equivalenza alla normativa europea è invece contenuto nell'allegato IV al Reg. (CE) n. 1235/08 e s.m.i. Si tratta di 61 organismi, di cui cinque italiani («Bioagricerts.r.l. », «CCPB s.r.l.», «ICEA», «IMC s.r.l.» e «Suolo e salute s.r.l.»), per ciascuno dei quali viene riportata una tabella che definisce i paesi e le categorie di prodotto nei quali lo stesso può operare. Nel complesso, i prodotti biologici, appartenenti a specifiche categorie e certificati dagli organismi presenti nell'allegato IV, che è possibile importare senza necessità di richiedere l'autorizzazione dell'autorità competente provengono da 154 Paesi terzi.

Dal 1° luglio 2013, come dispone l'art. 19.4 del Reg. (CE) n. 1235/2008, gli Stati membri non possono più concedere autorizzazioni all'importazione per prodotti biologici da Paesi terzi a eccezione dei prodotti biologici non provenienti da paesi equivalenti di cui all'allegato III o non certificati da OdC di cui all'allegato IV del Reg. (CE) n. 1235/2008 o non appartenenti alle categorie specifiche di riconoscimento; tuttavia, dal 1° luglio 2014 non potranno più essere rilasciate autorizzazioni in deroga da parte degli Stati membri nemmeno per queste eccezioni.

Sono state introdotte, inoltre, modifiche sostanziali, sia all'articolato sia agli elenchi III e IV del Reg. (CE) n. 1235/2008, con i Regg. (UE) nn. 125/2013 e n. 586/2013.

Il primo detta norme per il miglioramento della vigilanza nei Paesi terzi, rafforzandone la cooperazione, e per il miglioramento dello scambio di informazioni; il regolamento, inoltre, riconosce 7 nuovi OdC per gli scopi dell'equivalenza, revoca l'equivalenza all'India per i prodotti trasformati a decorrere dal 1° aprile 2013 e amplia, da tale data, l'origine dei prodotti anche a quelli che sono stati coltivati o ottenuti fuori dal Giappone e successivamente importati in Giappone secondo norme equivalenti a quelle giapponesi. Il Reg. (UE) n. 586/2013, invece, dispone che gli elenchi degli operatori che ogni OdC deve rendere disponibili sul sito internet, siano aggiornati in merito allo stato di certificazione e alle categorie di prodotti; ogni OdC, inoltre, deve pubblicare su internet le norme di produzione e le misure di controllo applicate nei Paesi terzi in cui opera. Tra le modifiche che questo regolamento apporta agli allegati del Reg. (CE) n. 1235/2008 si segnalano quelle più significative, ovvero, per l'allegato III, l'estensione dell'equivalenza con la Svizzera per il vino e la proroga dell'inclusione in elenco della Tunisia al 30 giugno 2014 e, per l'allegato IV, l'inserimento in elenco di un nuovo OdC con sede in Serbia e riconosciuto unicamente per quel Paese.

3.3.7 Cenni alla politica e alla normativa nazionale italiana

La legge finanziaria 2000 ha istituito il Fondo per lo sviluppo dell'agricoltura biologica e di qualità che, dal 2004, finanzia il Piano di azione nazionale per l'agricoltura biologica e i prodotti biologici (PAN), istituito con l'obiettivo di sviluppare il settore, aumentare la competitività dei prodotti e promuoverne la conoscenza sui mercati interno ed estero.

Con le risorse complessivamente stanziate nel quinquennio 2005-2009, pari a 35 milioni di euro, sono state realizzate una serie di azioni tramite le istituzioni, gli enti di ricerca e l'interprofessione, tra le quali si citano quelle finalizzate al miglioramento della qualità del prodotto, alla formazione degli operatori, allo sviluppo di una rete tra filiere regionali per la commercializzazione e al rafforzamento della comunicazione.

Sul fronte istituzionale, in particolare, è stato affidato alle Regioni, con uno stanziamento ulteriore di 4,7 milioni di euro, il compito di promuovere sia la ristorazione collettiva biologica, con diretta ricaduta sui produttori primari e con lo scopo di sensibilizzare il mondo della scuola, sia la conoscenza del biologico presso i cittadini-consumatori, attraverso percorsi di promozione territoriale insieme ai temi del consumo salutare e della cultura della sostenibilità.

Tra le ultime azioni realizzate nel biennio 2008-2009, si cita il concorso nazionale "Le stelle del Biologico", svolto dal MIPAAF in collaborazione con l'ISMEA, che ha premiato, nel maggio 2013, le iniziative di comunicazione di operatori nazionali del comparto agroalimentare biologico che si sono distinti nel promuovere la diffusione dei valori ambientali, culturali e socio-economici espressi dalla produzione biologica. Il quadro normativo nazionale in materia di produzione ed etichettatura dei prodotti biologici è definito dal decreto legislativo n. 220/1995, che continua ad applicarsi in attuazione degli artt. 27-31 del Reg. (CE) n. 834/2007, salvo incompatibilità con le successive norme comunitarie in materia di produzione biologica. A esso si affiancano, oltre al

decreto MIPAAF n. 18354/2009, numerosi decreti di recepimento, note e comunicazioni ministeriali esplicative o prescrittive.

Gli assi e le azioni del Programma di azione nazionale per il biennio 2008-2009

Asse 1 - Penetrazione sui mercati mondiali	**Asse 3 - Aumento della domanda interna e comunicazione istituzionale**
1.1. Promozione sui mercati internazionali	3.1. Promozione del bio nella ristorazione collettiva biologica
1.2. Creazione e rafforzamenti reti a livello internazionale	3.2. Promozione del bio al cittadino-consumatore
	3.3. Corsi Formazione su tematiche di interesse strategico
Asse 2 - Organizzazione di filiera e commerciale	**Asse 4 - Rafforzamento e miglioramento del sistema istituzionale e dei servizi**
2.1. Piano sementiero nazionale biologico	4.1. Divulgazione istituzionale delle informazioni di settore
2.2. Supporto scientifico elaborazione e attuazione della normativa comunitaria	4.2. Supporto tecnico amministrativo dell'Ufficio competente per il biologico
2.3. Sostegno all'interprofessione	4.3. Gestione informatizzata dei dati di settore
2.4. Iniziative a sostegno delle organizzazioni dei produttori	4.4. Gestione dati sui mezzi tecnici
	4.5. Potenziamento controlli analitici

In ottemperanza al Reg. (UE) n. 426/2011 e ai decreti applicativi (d.m. 31 luglio 2012 e d.m. 9 agosto 2012,n. 18321), dal 1° ottobre 2012 tutti gli operatori biologici - inclusi distributori, commercianti, piccoli negozi con prodotto sfuso, preparatori e importatori - hanno l'obbligo di notificare la propria attività, e le variazioni ad essa conseguenti, attraverso il sistema informativo biologico (SIB), contenuto nel sito del sistema agricolo informativo nazionale. Il MIPAAF, terminato il periodo transitorio per ottemperare a tale obbligo, inizialmente fissato al 31 dicembre 2012, ha permesso agli operatori di regolarizzare la loro posizione entro il termine improrogabile del 10 maggio 2013 (d.m. n. 5337/2013) e ha contestualmente fornito chiarimenti per gli adempimenti a carico degli operatori che hanno sede legale e strutture in più regioni e province autonome (nota n. 4784/2013). Nei mesi precedenti il Ministero ha emanato numerose note per la compilazione della notifica e per tutti gli adempimenti per gli operatori, con la pubblicazione del manuale utente e della guida operativa sul sito del Sistema d'informazione nazionale sull'agricoltura biologica (SINAB).

Il MIPAAF conferisce accesso operativo libero al SIB agli importatori, mentre per gli altri operatori tale accesso è consentito, a seconda delle regioni che hanno deciso al riguardo, direttamente oppure per il tramite di soggetti terzi (CAA o liberi professionisti). Ad ogni modo, tutta la gestione dei dati e delle procedure

da parte di tutti i soggetti coinvolti (operatori, soggetti delegati, OdC e Regioni) deve avvenire sul SIB.

Nel settembre 2012 un nuovo OdC è stato autorizzato a effettuare l'attività di controllo esclusivamente sulle produzioni agricole vegetali sia fresche che trasformate, portando a 16 gli OdC autorizzati ad operare in Italia, di cui 3 solo nella provincia di Bolzano. Nel novembre 2012, tutti i 13 OdC autorizzati ad operare sull'intero territorio nazionale hanno ottenuto l'approvazione per il controllo delle produzioni biologiche del settore vitivinicolo; la metà di questi è anche autorizzato a effettuare controlli per l'acquacoltura biologica.

Tra agosto e novembre 2012 sono state pubblicate diverse note esplicative del MIPAAF riguardo a specifici adempimenti a seguito dell'entrata in vigore, il 1° agosto 2012, del decreto n. 15992/2012 applicativo delle norme sul vino biologico disciplinate dal Reg. (UE) n. 203/2012. Ulteriori chiarimenti del Ministero sono stati forniti in merito ad altre importanti questioni: il regime di importazione di prodotti biologici in equivalenza (nota n. 5448/2013), anche a seguito del decreto n. 18378/2012 applicativo delle norme UE sul regime di importazione di prodotti biologici da Paesi terzi; l'uso di loghi e diciture nell'etichettatura con riguardo al marchio del distributore e alla collocazione del codice dell'OdC rispetto al logo UE (note nn. 2557 e 1225 del 2013); l'accesso ai dati storici di un'azienda biologica anche in caso di cessazione dell'attività di produzione biologica e di operatori usciti temporaneamente o definitivamente dal sistema di controllo del biologico (nota n. 20128/2012); gli adempimenti regionali in materia di programmi annuali di produzione (nota n. 1228/2013); le specifiche sui fertilizzanti ammessi (nota n. 3504/2012) e sulle contaminazioni di prodotti fitosanitari (nota n.3366/2012); le scorte di materiale da imballaggio (nota n. 18909/2012).

In aggiunta alle norme private nazionali per la produzione, preparazione, commercializzazione ed etichettatura di struzzi biologici e alga spirulina biologica, il Ministero ha approvato anche quella del coniglio biologico (note

nn. 6477 e 2771/2013); ai sensi dell'art. 42 del Reg. (CE) n. 834/07, infatti, per alcune specie animali, piante acquatiche e microalghe, per la produzione di alimenti per animali da compagnia e per la ristorazione collettiva, gli Stati membri, in attesa di norme comunitarie dettagliate di produzione, hanno la possibilità di applicare norme nazionali o, in mancanza di queste, norme private accettate o riconosciute dagli Stati membri.

Nel maggio 2013, la Commissione europea ha fornito all'Italia risposta a due chiarimenti in merito alla corretta interpretazione dei Regg. (CE) nn. 834/07 e 889/08; il primo riguarda gli operatori biologici che intendono etichettare il proprio prodotto come "100% organic" ai fini della commercializzazione negli USA, termine previsto dal regolamento NOP americano, i quali dovranno fornire al proprio OdC evidenza che per la preparazione del prodotto non sono stati utilizzati ingredienti non biologici, additivi compresi. Il secondo chiarimento riguarda il divieto di utilizzo di idrossido di sodio e acido solforico per la preparazione di amido biologico, in quanto il termine "amido" è differente dal termine "zucchero".

Dal 17 giugno 2013, per effetto delle disposizioni del MIPAAF e dell'Agenzia delle dogane finalizzate a semplificare i controlli (nota n. 18741/2013), sussiste l'obbligo di tracciare specificatamente le più importanti materie prime d'importazione biologiche (olio d'oliva, frumento, riso, granturco, grano saraceno, soia, olio di girasole); è prevista, infatti, l'indicazione di uno specifico codice addizionale all'atto della dichiarazione doganale (DAU-documento amministrativo unico) per tutte le operazioni di importazione di prodotti biologici appartenenti alle categorie cereali, prodotti di macinazione, semi e frutti oleosi, grassi e oli animali o vegetali.

L'articolato dei numerosi regolamenti UE, con molteplici disposizioni, anche complesse, e date diverse per l'applicazione di norme specifiche, ha portato a istituire, tra aprile e giugno 2013, il tavolo tecnico permanente sull'agricoltura biologica, con funzioni consultive in materia, un gruppo di esperti per la

consulenza tecnica sulla produzione biologica e una commissione tecnica per l'aggiornamento dell'elenco dei prodotti impiegati come corroboranti potenziatori delle difese naturali dei vegetali.

Nello "scadenzario" fissato a livello UE si segnala che, per effetto dell'art. 20 del Reg. (CE) n. 843/2007, dal 31 dicembre 2013, i lieviti e i prodotti a base di lievito sono considerati, nella preparazione degli alimenti biologici, come ingredienti di origine agricola, con importanti riflessi di ordine pratico nella produzione di molti prodotti trasformati biologici e nella modifica delle etichette ai fini della commercializzazione; inoltre, sempre al 31 dicembre 2013, gli artt. 25 sexies e 25 sexdecies del Reg. (CE) n. 889/2008 stabiliscono che, in acquacoltura, la percentuale massima di novellame e di molluschi non biologici introdotta nell'allevamento passa, in entrambi i casi, dall'80 al 50%.

Le iniziative regionali che disciplinano, sostengono e promuovono la produzione, trasformazione, conservazione e commercializzazione di prodotti

Le recenti norme nazionali per la produzione biologica: le note ministeriali (luglio 2012 - giugno 2013)

- *nota MIPAAF del 13 giugno 2013, n. 18741 - introduzione di un codice addizionale per le importazioni di prodotti biologici;*
- *comunicato MIPAAF del 30 aprile 2013 - improrogabilità della data del 10 maggio 2013 quale termine ultimo per la presentazione della notifica informatizzata di attività con metodo biologico, definita dal d.m. del 28 marzo 2013, n. 5337;*
- *nota MIPAAF del 23 aprile 2013, n. 7276 - indicazioni in relazione all'informatizzazione della notifica sul SIB (possibilità di rettifica dell'atto di notifica) e revisione delle indicazioni per la compilazione della notifica su SIB;*
- *nota MIPAAF del 29 marzo 2013, n.5448 - chiarimenti import prodotti biologici trasformati provenienti dall'India, alla luce delle novità introdotte dal reg. (UE) n. 125/2013;*
- *nota MIPAAF del 22 marzo 2013, n. 4784 - chiarimenti sugli adempimenti per gli operatori biologici con sede e strutture in più Regioni;*
- *nota MIPAAF del 13 marzo 2013, n. 4143 - indicazioni utili sulla compilazione della notifica sul SIB: definizione tematiche relative alla data di presentazione e consegna della notifica; cause di variazione; definizione di "Unità produttiva" e "Importatore esclusivo"; aspetti relativi alla cancellazione, rinuncia e recesso della notifica e utilizzo del cruscotto con allegati il "Manuale Utente" e la "Guida operativa agli strumenti di monitoraggio";*
- *nota MIPAAF del 20 febbraio 2013, n. 2771 - indicazioni aggiuntive in riferimento alla norma nazionale per la produzione, preparazione, commercializzazione ed etichettatura del coniglio biologico (art. 42 del Reg. (CE) n. 834/07);*
- *nota MIPAAF del 19 febbraio 2013, n. 2674 - aggiornamento istruzioni per la compilazione della notifica a seguito dell'adeguamento informatico del SIB;*
- *nota MIPAAF del 18 febbraio 2013, n. 2557 - chiarimenti relativi all'etichettatura dei prodotti biologici a marchio del distributore o per i quali una o più fasi della lavorazione siano affidate in subappalto;*
- *nota MIPAAF del 7 febbraio 2013, n. 1927 - indicazioni per la compilazione della notifica sul SIB;*
- *nota MIPAAF del 28 gennaio 2013, n. 1228 - specifiche sugli adempimenti regionali in materia di programmi annuali di produzione;*
- *nota MIPAAF del 28 gennaio 2013, n. 1225 - chiarimenti sull'etichettatura dei prodotti biologici (collocazione del codice dell'OdC rispetto al logo, specifica diciture richieste nel caso in cui sulla confezione venga riportato più volte il logo biologico);*
- *nota MIPAAF del 24 dicembre 2012, n. 6477 - norma nazionale per la produzione, preparazione, commercializzazione ed etichettatura del coniglio biologico ai sensi dell'art. 42 del reg. (CE) n. 834/0;*
- *nota MIPAAF del 24 dicembre 2012, n. 6476 - invio della copia cartacea della notifica di attività con metodo biologico munita di marca da bollo;*
- *nota MIPAAF del 13 novembre 2012, n. 3504 - chiarimenti circa la tipologia di fertilizzanti consentiti in agricoltura biologica e, nello specifico, sull'utilizzo in agricoltura biologica delle acque di vegetazione e delle sanse dei frantoi oleari come fertilizzanti;*
- *nota MIPAAF del 12 novembre 2012, n. 3377 - chiarimenti sulla corretta nomenclatura del "Fosfato Diammonico", sostanza contenuta nell'allegato VIII bis del reg. di esecuzione (UE) n. 203/12, che elenca l'insieme dei prodotti e sostanze di cui è autorizzato l'utilizzo o l'aggiunta ai prodotti biologici del settore vitivinicolo a norma dell'articolo 29 quater;*
- *nota MIPAAF del 12 novembre 2012, n. 3366 - chiarimenti in merito alle contaminazioni di prodotti fitosanitari in agricoltura biologica;*
- *nota MIPAAF dell'8 novembre 2012, n. 28887 - aggiornamento della lista degli OdC a cui è stata concessa l'autorizzazione ad esercitare nel settore vitivinicolo;*
- *comunicato MIPAAF del 18 ottobre 2012 - disponibilità di prodotti e sostanze contrassegnate con asterisco nell'allegato VIII-bis del reg. (CE) n. 889/2008 per la produzione di prodotti vitivinicoli biologici;*
- *nota MIPAAF del 10 ottobre 2012, n. 989 – definizione di informazioni contenute nel reg. di esecuzione (UE) n. 203/2012 che disciplina la produzione del vino biologico e nel decreto MIPAAF del 12 luglio 2012, n. 15992 che contiene le disposizioni attuative;*
- *nota MIPAAF del 4 ottobre 2012, n. 525 - chiarimenti sulle disposizioni del reg. (UE) n. 203/2012 sul vino biologico e all'eventualità che tali norme debbano essere applicate anche ai prodotti vitivinicoli utilizzati come ingredienti degli aceti balsamici;*
- *nota MIPAAF del 1 ottobre 2012, n. 214 - indicazioni in merito al d.m. del 1° febbraio 2012, n. 2049, entrato in vigore il 1° ottobre 2012, che ha istituito il Sistema informativo biologico (SIB) per la gestione informatizzata dei procedimenti amministrativi relativi alla notifica di attività con metodo biologico;*
- *comunicato MIPAAF del 1 ottobre 2012 - sostanze contrassegnate con un asterisco nell'Allegato VIII bis del reg. (CE) n. 889/2008 per la produzione di prodotti vitivinicoli biologici;*
- *nota MIPAAF del 13 settembre 2012, n. 20128 - parere: i punti 7 e 8 dell'art. 2 del d.m. del 3 maggio 2012, n. 10071, relativo al sistema di controllo, si applicano a tutti i casi di recesso di un operatore dal sistema di controllo del biologico e non solo quando il recesso è seguito dall'adesione ad altro OdC;*
- *nota MIPAAF del 31 agosto 2012, n. 18909 - ulteriori chiarimenti alla nota MIPAAF del 20 giugno 2012, n. 14017, riguardo alle scorte di materiale da imballaggio;*
- *comunicato MIPAAF del 23 agosto 2012 - disposizioni per l'attuazione del reg. di esecuzione (UE) n. 203/2012 che modifica il reg.(CE) n. 889/2008 recante modalità di applicazione del reg.(CE) n. 834/2007 del Consiglio in ordine alle modalità di applicazione relative al vino biologico (entrata in vigore al 1° agosto 2012 del d.m. del 12 luglio 2012, n. 15992);*
- *nota MIPAAF del 31 luglio 2012, n. 17469 - indicazioni relative al dettaglio della componente territorio della notifica on line con riferimento al d.m. del 1 febbraio 2012, n. 2049.*

biologici discendono, in molte realtà, da una normativa più che decennale che si è tradotta in piani pluriennali per lo sviluppo locale del settore agroalimentare e i cui obiettivi sono attualmente recepiti dai Piani di Sviluppo Regionali (PSR), dove sono previste specifiche misure a sostegno dell'agricoltura biologica. Tuttavia, la maggior parte delle leggi regionali dispone, attraverso l'emanazione di bandi a scadenza periodica, la concessione di contributi alle associazioni regionali degli operatori biologici per la realizzazione di programmi specifici di assistenza tecnica e di divulgazione per le aziende agricole, di trasformazione, promozione e commercializzazione dei prodotti biologici e di educazione alimentare per i più piccoli (visite alle "fattorie didattiche", realizzazione di orti didattici nelle scuole, ecc.).

Alcune Regioni hanno declinato le proprie iniziative a livello provinciale e comunale, con il consolidarsi di accordi e consulenze con associazioni di produttori e organizzazioni professionali mediante l'attivazione di reti sul territorio e la partecipazione a progetti territoriali e di filiera. Particolare attenzione è stata posta, in alcuni casi, anche ad attività promozionali, finalizzate all'internazionalizzazione delle aziende biologiche.

I prodotti biologici, insieme a quelli a denominazione DOP/IGP e alle tipicità regionali inserite nell'elenco dei prodotti tradizionali del MIPAAF, inoltre, sono da anni utilizzati nelle diete giornaliere delle mense pubbliche delle Regioni che hanno legiferato in materia, in attuazione delle norme previste dalla legge finanziaria del 2000. Tantissimi comuni hanno introdotto alimenti biologici nella refezione scolastica e ospedaliera pubblica, seppure con percentuali variabili, limitando la presenza del biologico a pochi alimenti base o estendendola all'intero pasto. Tra le iniziative più recenti si segnala l'accordo sottoscritto nel febbraio 2013 da Milano Ristorazione, la società comunale che gestisce la ristorazione nelle scuole con 80.000 pasti al giorno, e AIAB per la fornitura alle mense scolastiche di frutta certificata biologica, conforme ai requisiti del marchio garanzia AIAB che prevede uno specifico disciplinare di produzione.

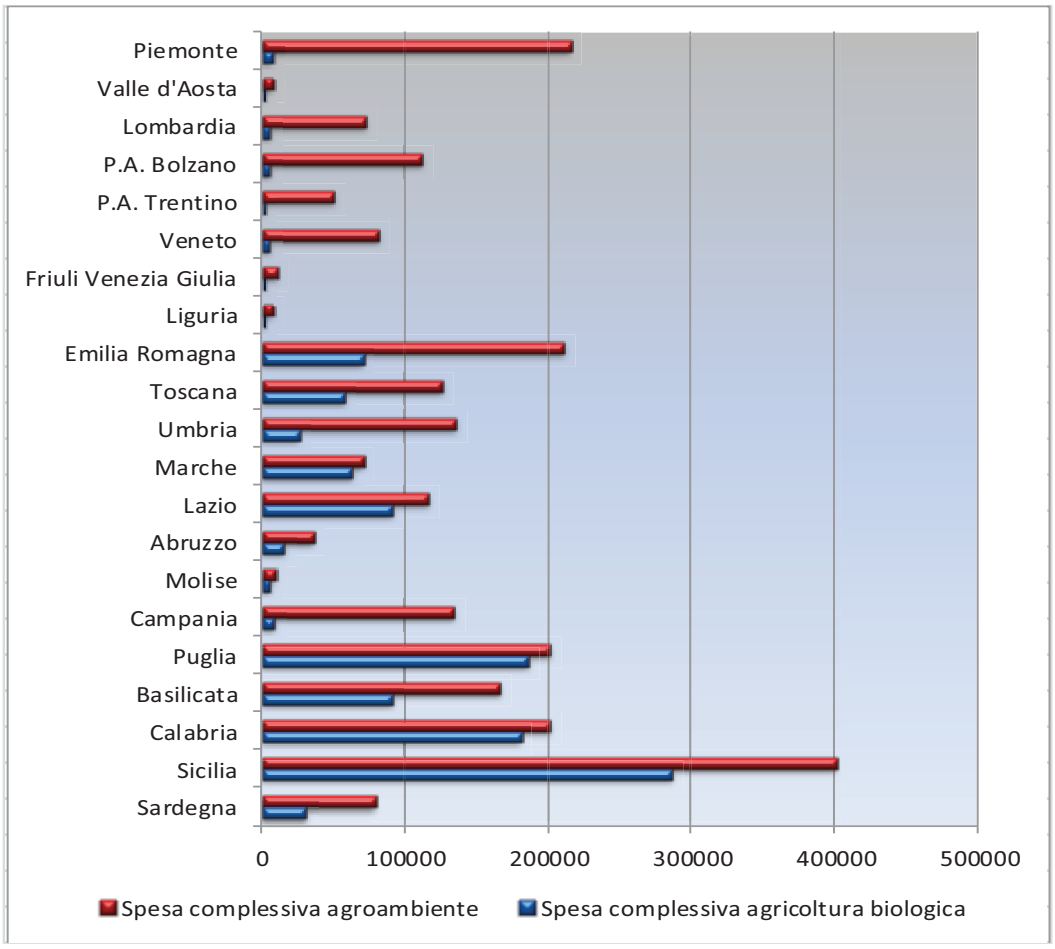
La normativa regionale per lo sviluppo dell'agricoltura biologica

Piemonte	Legge regionale n. 13 del 25/06/1999, Norme per lo sviluppo dell'agricoltura biologica e successive modifiche e integrazioni
Valle d'Aosta	Legge regionale n. 8 del 17/04/2001, Disposizioni in materia di allevamento bovino, ovino e caprino e di prodotti derivati, ottenuti mediante metodi biologici (sostituisce l.r. n. 36 del 16/11/1999)
Lombardia	Legge regionale n. 7 del 07/02/2000, Norme per gli interventi regionali in agricoltura; Delibera G.R. n. 15533 del 12/12/2003, Approvazione programma di interventi per lo sviluppo dell'agricoltura biologica
P.A. Bolzano	Legge provinciale n. 3 del 20/01/2003, Norme per l'agricoltura biologica (sostituisce l.p. n.12 del 30/4/1991)
P.A. Trento	Legge provinciale n. 4 del 28/03/2003, Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati e successive norme attuative (sostituisce l.p. n. 13 del 10/6/1991)
Friuli VG	Legge regionale n. 32 del 24/07/1995, Disciplina e promozione dell'agricoltura biologica (sostituisce l. r. n. 59 del 29/12/1990)
Liguria	Legge regionale n. 66 del 28/12/2009, Disciplina degli interventi per lo sviluppo, la tutela, la qualificazione e la valorizzazione delle produzioni biologiche liguri (sostituisce legge regionale n. 36 del 6 dicembre 1999, abrogativa dalla l.r. n. 5 del 01/021994)
Emilia-Romagna	Legge regionale n. 28 del 02/08/1997, Norme per il settore agro-alimentare biologico (sostituisce l.r. n. 36 del 26/10/1993 e successive modifiche e integrazioni)
Toscana	Legge regionale n. 49 del 16/07/1997, Disposizioni in materia di controlli per le produzioni agricole ottenute mediante metodi biologici (sostituisce l.r. n. 31 del 19/04/1994, e l.r. n. 54 del 12/04/1995)
Umbria	Legge regionale n. 21 del 20/08/2001, Disposizioni in materia di coltivazione, allevamento, sperimentazione, commercializzazione e consumo di organismi geneticamente modificati e per la promozione di prodotti biologici e tipici; legge regionale n. 39 del 28/08/1995, Norme per la produzione ed il controllo dei prodotti biologici (sostituisce l.r. n. 46 del 28/12/1990)
Marche	Legge regionale n. 5 del 4/3/2004, Disposizioni in materia di salvaguardia delle produzioni agricole, tipiche, di qualità e biologiche; legge regionale n. 4 del 3/4/2002, Disciplina dell'agricoltura biologica (modifica la l.r. n. 76 del 29/12/1997 sostitutiva della l.r. n. 44 del 4/09/1992, abrogativa della l.r. n. 57 del 13/12/1990)
Lazio	Legge regionale n. 21 del 30/06/1998, Norme per l'agricoltura biologica (sostituisce l.r. n. 51 del 27/07/1989)
Abruzzo	Legge regionale n. 53 del 30/05/1997, Interventi nel settore agricolo e agro-alimentare, della pesca marittima e acquacoltura
Molise	Legge regionale n. 38 dell'11/11/2005, Norme per l'agricoltura biologica (sostituisce l.r. n. 17 del 13/03/1996)
Campania	Legge regionale n. 24 del 12/8/1993, Disciplina, promozione e valorizzazione dell'agricoltura biologica
Basilicata	Legge regionale n. 14 del 27/04/1999, Disciplina delle produzioni biologiche regionali (sostituisce l.r. n. 12 del 16/03/1993)
Sardegna	Legge regionale n. 9 del 04/03/1994, Norme per la promozione e la valorizzazione dell'agricoltura biologica

3.3.8 Il sostegno al settore biologico e la PAC

Il principale sostegno finanziario all'agricoltura biologica proviene dalla politica di sviluppo rurale, essenzialmente attraverso l'azione "agricoltura biologica", attivata nell'ambito della misura agroambientale da tutte le Regioni. Dai dati dei Rapporti Annuali di Esecuzione (RAE) 2013 dei PSR 2007-2013 ne risulta una spesa pubblica complessiva, per il periodo 2007-2012, pari a quasi 1.200 milioni di euro, rappresentando circa la metà (49%) dei pagamenti erogati per l'intera misura agroambientale (circa 2.500 milioni di euro).

Figura 55: Spesa relativa alla misura agroambientale
e all'azione agricoltura biologica (000 euro), 2007-2012

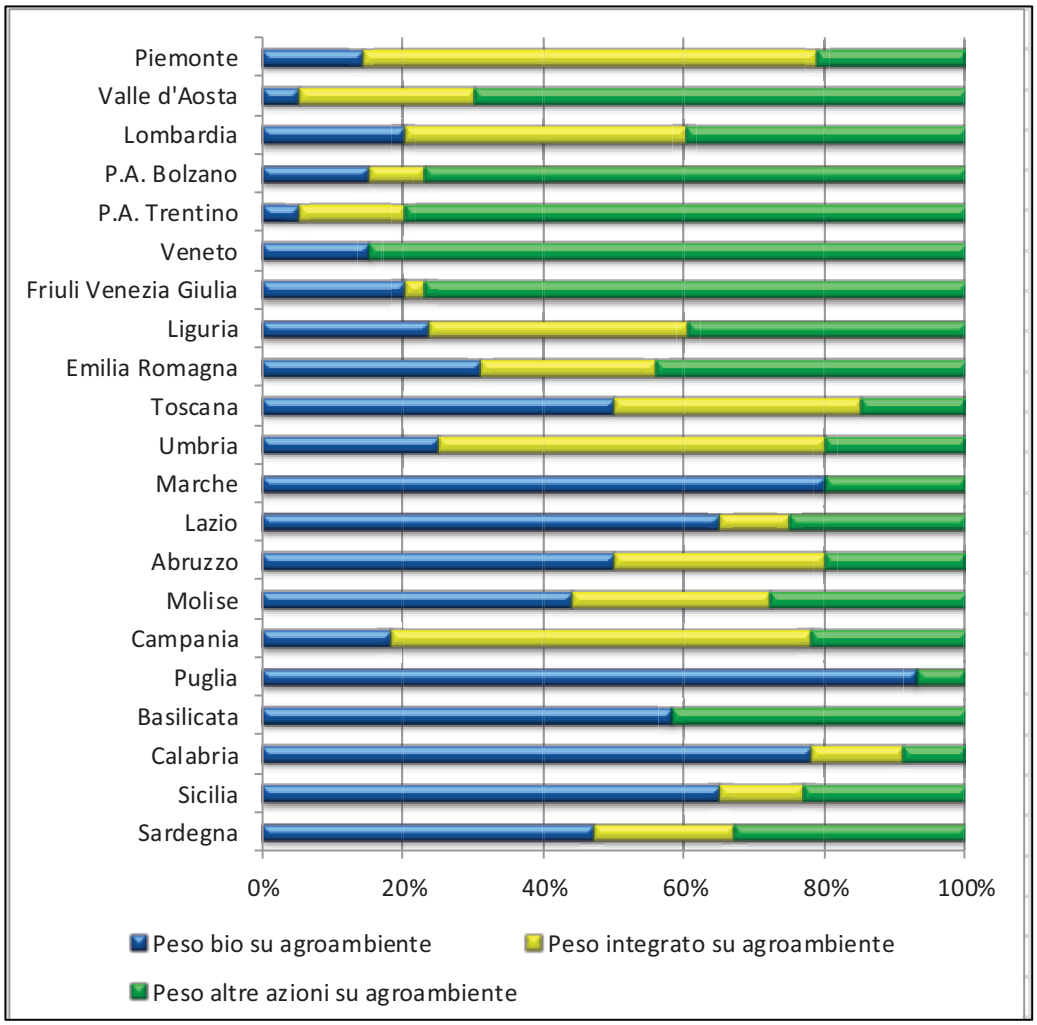


Fonte: ISTAT, 2013

Il livello di spesa per l'agricoltura biologica raggiunto nelle regioni meridionali, aree nelle quali questo metodo di produzione è maggiormente diffuso, è sensibilmente più elevato di quello realizzato nelle regioni settentrionali, contribuendo fortemente alla spesa agroambientale nazionale. La Sicilia, infatti, è la regione che concorre maggiormente alla spesa pubblica complessiva per il biologico, coprendo, nel periodo 2007-2012, il 24% delle erogazioni totali. In Calabria e in Puglia, regioni che pesano per il 29% sui pagamenti nazionali biologici la spesa agroambientale deriva per la quasi totalità dall'azione agricoltura biologica (rispettivamente, per l'82% e il 95%) (Fig.55). Diversamente, nelle regioni del Nord, altre azioni previste nell'ambito della misura agroambientale rivestono un ruolo più importante rispetto a quella

dell'azione agricoltura biologica, come l'agricoltura integrata in Piemonte (67% della spesa agroambientale regionale) e, nel Nord-Est, l'agricoltura conservativa, la gestione di paesaggi e pascoli a elevata valenza naturale e sistemi agricoli più estensivi (Fig.56).

Figura 56: Distribuzione della spesa per azione agroambientale, 2007-2012(%)

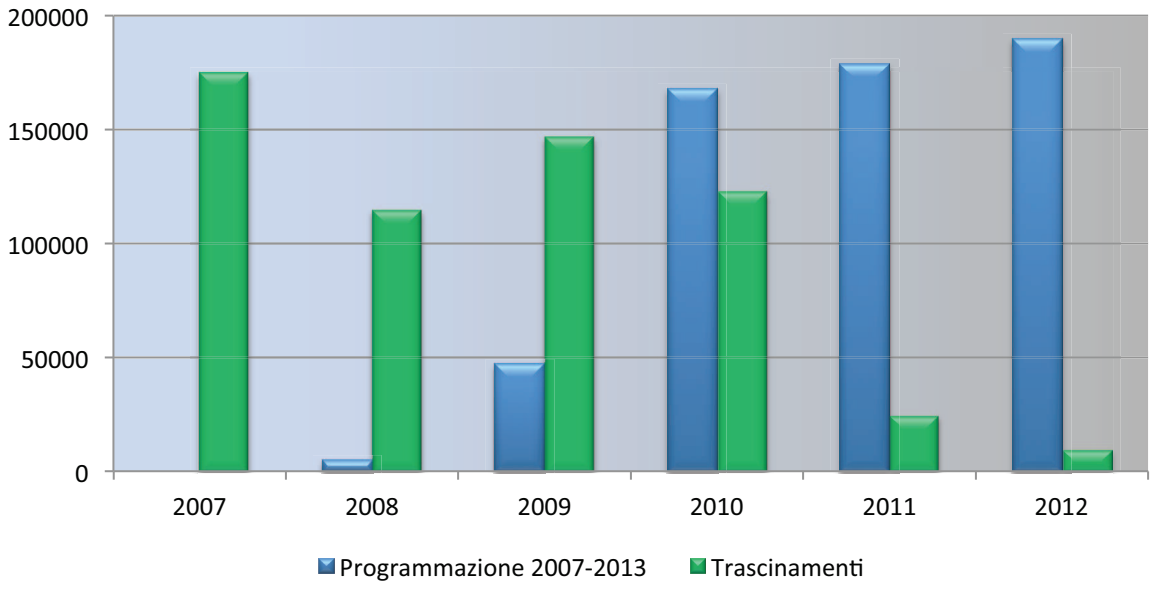


Fonte: ISTAT, 2013

Osservando la ripartizione della spesa totale per l'agricoltura biologica tra i pagamenti riguardanti la programmazione 2007-2013 e quelli relativi ai trascinamenti del periodo 2000-2006, è subito evidente come, nei primi anni della nuova programmazione, la spesa complessiva derivi principalmente dai trascinamenti, mentre sono evidenti i ritardi nell'erogazione dei pagamenti relativi alla programmazione 2007-2013, derivanti dal processo di attivazione

dei nuovi PSR (Fig.57). Dal 2010, invece, la spesa per l'agricoltura biologica relativa alla nuova programmazione subisce un'accelerazione, mentre i trascinamenti si vanno naturalmente estinguendo. L'importo erogato nel 2010 per i pagamenti biologici relativi alla nuova programmazione costituisce il 57% della spesa complessiva biologica 2010, sale a 84% nel 2011 e al 91% nel 2012. Le Regioni che, dopo Sicilia, Calabria e Puglia, si distinguono per il maggior ammontare di risorse erogate a favore dell'agricoltura biologica nel periodo 2007-2012 sono Lazio, Emilia-Romagna, Toscana, Sardegna e Marche, tutte con una spesa superiore a 20 milioni di euro (Tab.56).

Figura 57: Distribuzione della spesa complessiva per l'azione agricoltura biologica



Fonte: elaborazione dati 6° censimento agricoltura

Tabella 56: Spesa pubblica regionale per l'agricoltura biologica (.000 euro)

	2007		2008		2009		2010		2011		2012		2007-2012	
	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti	Nuova Program.	Trascinamenti
Piemonte	0	3670	1218	645	3846	1416	1587	262	4313	140	3904	14	14868	6147
Valle d'Aosta	0	289	0	0	2	28	293	48	653	12	48	0	996	377
Lombardia	0	3197	0	607	2222	328	2971	25	0	6	1809	0	7002	4163
P.Bolzano	0	1288	49	126	12	935	114	235	197	956	1767	0	2139	3540
P.Trento	0	1446	645	7	3071	0	1558	0	2649	0	912	0	8835	1453
Veneto	0	438	183	24	203	0	376	0	199	0	3727	0	4688	462
Friuli Venezia Giulia	0	0	0	0	875	0	856	0	1861	0	1815	0	5407	0
Liguria	0	42	0	0	253	0	328	0	641	0	575	57	1797	99
Emilia Romagna	0	15338	0	7615	5311	4498	12997	5804	7365	2259	11970	365	37643	35879
Toscana	0	13425	0	2934	5118	6345	5682	1656	7467	734	18277	127	36544	25221
Umbria	0	0	439	14329	3122	6171	2717	1186	2152	1578	2788	0	11218	23264
Marche	0	11608	0	7664	6262	8412	8317	3398	11140	342	923	190	26642	31614
Lazio	0	9207	2852	1002	11260	2292	22256	77	19113	29	16351	0	71832	12607
Abruzzo	0	3528	0	2382	1939	2666	3133	2637	2063	76	4287	3	11422	11292
Molise	0	400	0	360	0	494	0	1379	742	0	366	2248	1108	4881
Campania	0	3091	0	1518	1112	2454	5452	2005	3939	80	3409	27	13912	9175
Puglia[1]	0	24485	0	16154	0	24364	18315	53681	26654	0	27010	0	71979	118684
Basilicata	0	6585	0	25787	0	15893	0	12641	3300	11719	0	9162	3300	81787
Calabria	0	19095	0	17154	0	18255	18372	13058	31868	7215	33233	1600	83473	76377
Sicilia	0	50995	0	12768	0	46222	53339	24165	48066	6347	44770	2017	146175	142514
Sardegna	0	8512	0	2658	24	4191	7354	1446	5665	198	14963	143	28006	17148
Italia	**0**	**176639**	**5386**	**113734**	**44632**	**144964**	**166017**	**123703**	**180047**	**31691**	**192904**	**15953**	**588986**	**606684**

[1] Per il 2011, il dato relativo ai trascinamenti per l'azione agricoltura biologica non è disponibile

Fonte: elaborazione dati 6° censimento agricoltura

L'accordo politico sulla nuova PAC si è chiuso il 26 giugno 2013. Esso è il risultato del cosiddetto "trilogo", ovvero il processo di codecisione che vede coinvolti Commissione, Parlamento e Consiglio europei. Con questo accordo si sono stabilite le basi per la scrittura dei nuovi regolamenti che rappresenteranno il corpo normativo della PAC fino al 2020. Alcuni aspetti finanziari delle decisioni raggiunte non sono ancora noti in quanto sono stati rimandati alla chiusura dell'accordo sul bilancio dell'UE, ma l'impianto della riforma è ormai chiaramente delineato e permette di cominciare a valutare i singoli tasselli.

Di seguito si richiamano le principali decisioni di questa riforma in relazione al regime dei pagamenti diretti[223], per poi soffermarsi con maggiore dettaglio sul Greening e il suo potenziale impatto sulle aziende agricole italiane. I pagamenti diretti, che compongono oggi il principale sostegno assicurato agli agricoltori attraverso la PAC, verranno organizzati in sette componenti, secondo lo schema

[223] Si confronti il *Capitolo II*.

riportato (Tab.57). Questa struttura composita sostituirà, dal 1° gennaio 2015, l'attuale regime di pagamento unico e riguarderà i cosiddetti "agricoltori attivi" individuati da ciascun Stato membro all'interno di paletti definiti a livello comunitario (la cosiddetta "lista negativa"). Gli aiuti verranno calcolati su base regionale (uno Stato membro può anche essere indicato come una unica regione) e convergeranno verso un valore unico entro il 2019 (flat rate). Tuttavia, uno Stato membro può attivare un processo di "convergenza" dei valori degli aiuti all'interno delle proprie regioni individuate (una o più) che porta non a un valore omogeneo ma a un cosiddetto "valore di avvicinamento": lo Stato assicura un livello minimo di convergenza facendo in modo che al 2019 nessun agricoltore riceva meno del 60% del valore medio nazionale/regionale. Questo recupero avviene attraverso un taglio progressivo degli aiuti dei beneficiari che si trovano al di sopra dell'aiuto medio regionale. È possibile, tuttavia, inserire una soglia in basso, grazie alla quale nessun beneficiario storico perderà più del 30% del valore iniziale dei suoi titoli di aiuto. In teoria, questa soglia diventa più vincolante di quella del 60%: gli agricoltori che recuperano aiuti possono raggiungere una quota inferiore al 60% dell'aiuto medio se il taglio complessivo per i beneficiari fosse superiore al 30%. Venendo alle singole componenti dei pagamenti diretti, il pagamento di base costituisce l'aiuto comune a tutti gli agricoltori e rappresenta una vera e propria forma di sostegno al reddito. La sua entità varia a seconda del livello di applicazione di tutte le altre componenti. Il pagamento verde è obbligatorio e prevede il rispetto di alcune specifiche pratiche eco-compatibili per potere avere accesso al premio. Ad esso è dedicato il 30% del massimale nazionale. Il pagamento per i giovani agricoltori (< 40 anni) è obbligatorio e viene finanziato con una quota massima del 2% del massimale nazionale. Il pagamento per le aree svantaggiate è facoltativo e ha una copertura non superiore al 5% del massimale nazionale. Gli aiuti accoppiati ricevono un finanziamento non più elevato del 15% del massimale. La filosofia di questa componente dell'aiuto è molto diversa rispetto a quella delle

esperienze passate (art. 69 del Reg. (CE) n. 1782/2003 e poi art. 68 del Reg. (CE) n. 73/2009): mentre precedentemente essa era esplicitamente mirata alla salvaguardia di forme speciali di agricoltura e di prodotti di qualità, tra cui quelli biologici, con la riforma questa componente assume l'obiettivo di contrastare gli effetti potenzialmente negativi della convergenza. In altre parole, questo aiuto assume esplicitamente il senso di una compensazione a disposizione di alcune categorie di agricoltori che possono essere particolarmente penalizzate dall'applicazione della riforma. Il regime dei piccoli agricoltori resta un'opzione percorribile dagli Stati membri, con un aiuto forfetario compreso tra 500 e 1.250 euro, senza alcun altro obbligo gravante sull'agricoltore che aderisce al regime (obblighi del pagamento verde). Tra i sette elementi che compongono i nuovi pagamenti diretti ritroviamo tutti quelli già previsti dalla proposta originaria della Commissione, con l'aggiunta di una nuova componente facoltativa: il pagamento per i primi ettari. Con esso si possono maggiorare premi associati ai primi 30 ettari di un'azienda utilizzando fino al 30% del massimale. Questa nuova componente dei pagamenti diretti avrà, se applicata, forti effetti redistributivi degli aiuti su base territoriale.

Tabella 57: Schema di applicazione dei nuovi pagamenti diretti (2015-2020)

	Applicazione	% del massimale
Pagamento Base	obbligatorio	max 68%
Pagamento Verde	obbligatorio	30%
Pagamento primi ettari	facoltativo	max 30%
Pagamento giovani agricoltori	obbligatorio	max 2%
Pagamento aree svantaggiate	facoltativo	max 5%
Aiuti accoppiati	facoltativo	max 15%
Regime piccoli agricoltori	facoltativo	max 10%

Fonte: ns. elaborazione dati UE

Dalla Tabella 57 si evince la forte flessibilità di applicazione lasciata agli Stati membri: molti degli aiuti previsti sono, infatti, facoltativi, per cui i singoli partner comunitari dovranno decidere non solo se applicare o meno alcune delle

categorie di aiuti previsti, ma anche l'eventuale misura della loro applicazione (espressa come percentuale del massimale nazionale). Ciò rilancia il ruolo del livello nazionale della decisione politica rispetto all'agricoltura, pur in un quadro finanziario e normativo che resta totalmente gestito a livello comunitario. Un elemento di novità, pur ampiamente annunciato a partire dalle prime comunicazioni della Commissione sull'impostazione della riforma, è la definizione di una componente dell'aiuto espressamente indicata come "ecologica" (pagamento verde). Questa tipologia di aiuto ha rappresentato anche uno dei punti di maggiore discussione, tra i diversi soggetti a vario titolo coinvolti nel processo decisionale, e ha subito numerosi ripensamenti nel corso del dibattito.

Riguardo agli obblighi previsti dal pagamento verde, il "trilogo" ha portato a una revisione delle tre pratiche già indicate dalla Commissione, che può essere vista come un ammorbidimento rispetto alle proposte originarie. Queste prevedevano una soglia di ampiezza aziendale fissata a 3 ettari, l'individuazione di un'area di interesse ecologico applicata a tutte le tipologie di aziende (7% della SAU) e la diversificazione colturale basata sulla compresenza di tre colture per le aziende a seminativi.

Le aziende biologiche erano escluse da questi obblighi in quanto considerate "*green by definition*". Con la formulazione seguita all'accordo, fino a una dimensione di 10 ha non vi è alcuna pratica di greening obbligatoria. Oltre questa soglia, l'obbligo riguarda solo le aziende specializzate a seminativo. Vediamo di seguito le tre pratiche modificate dall'accordo.

1. Diversificazione delle colture. Riguarda solo le aziende a seminativo superiori a 10 ha, escluse le colture sommerse (riso). Se la superficie è compresa tra 10 e 30 ha, è necessario diversificare tra due colture, con una non superiore al 75% del totale. Se la superficie è superiore a 30 ha, la diversificazione sale a tre colture, con la principale che copre un massimo del 75% e le prime due un massimo del 95%.

2. Mantenimento dei prati-pascoli permanenti. Questa pratica obbliga gli Stati membri a mantenere il rapporto tra superficie a prato-pascolo permanente e superficie agricola totale a un livello non inferiore al 5% rispetto al rapporto esistente nel 2012. Tale vincolo può essere applicato a livello nazionale, regionale o sub-regionale, ma gli Stati membri possono fissare l'obbligo anche a livello aziendale.

3. Aree di interesse ecologico. Diventano obbligatorie per aziende con più di 15 ha a seminativo e devono riguardare almeno il 5% della superficie. Tale soglia potrà essere portata al 7% in revisioni successive della PAC . In essa vanno compresi i terreni a riposo, le siepi e gli altri elementi paesaggistici, le fasce tampone, le superfici oggetto di pratiche di imboschimento. L'obbligo di area ecologica esclusivo per le superfici a seminativi esclude di conseguenza non solo le aziende biologiche (già considerate, come è noto, green by definition e quindi non soggette ad alcun obbligo di greening per potere accedere al pagamento verde), ma anche tutte le colture permanenti, oltre che i prati-pascoli. In sostanza, le superfici investite a colture permanenti diventano anch'esse "green by definition", non dovendo sottostare ad alcun obbligo per incamerare il pagamento verde.

Vale la pena ricordare che un pagamento verde così concepito ha un impatto molto ridotto sull'agricoltura italiana: la diversificazione finisce con il riguardare circa 60.000 aziende a seminativo, per una superficie agricola utilizzata di circa 2,4 milioni di ha, mentre l'area ecologica interessa poco più di 80.000 aziende e una estensione di poco meno di 4 milioni di ha. In merito alla novità delle pratiche equivalenti, il giudizio è positivo, in quanto riconosce l'impegno sottoscritto dagli agricoltori a seguire pratiche più ecocompatibili nell'ambito dei programmi agroambientali, anche se si spera che questo riconoscimento non finisca col rappresentare una forma di sanatoria indiscriminata per l'accesso al pagamento verde.

3.3.9 La ricerca e l'innovazione nel contesto comunitario, nazionale e regionale

In Italia, la ricerca in agricoltura biologica è sostenuta con fondi europei, nazionali e regionali, riflettendo tutta la complessità che caratterizza la ricerca agricola italiana, con il coinvolgimento di più istituzioni promotrici/finanziatrici delle iniziative di ricerca (Ministeri e Regioni) e numerosi soggetti attuatori delle relative attività.

Questi ultimi sono rappresentati da Università (con le facoltà di agraria, veterinaria e scienze biologiche nella maggioranza dei casi), enti vigilati dal MIPAAF (CRA, INRAN e INEA) e altri enti pubblici (quali CNR, ENEA), nonché da centri regionali o delle Province autonome, consorzi e enti di ricerca privati, che usufruiscono prevalentemente di risorse pubbliche assegnate tramite bandi.

L'esigenza di mettere a sistema le diverse azioni e di fornire concreti strumenti di conoscenza e innovazione agli agricoltori ha favorito, perciò, già da vari anni, la nascita di gruppi di interesse tematico presso le università e gli enti di ricerca, come la Rete italiana per la ricerca in agricoltura biologica (RIRAB), coordinata dal CNR, o a carattere più generale e in forma istituzionale, quali la Rete interregionale dei referenti della ricerca agricola (struttura riconosciuta nel 2001 dalla Conferenza dei presidenti delle Regioni). Anche le associazioni di agricoltori biologici hanno creato ambiti di discussione e stimolo alla ricerca in agricoltura biologica, tra cui la Fondazione italiana per la ricerca in agricoltura biologica e biodinamica (FIRAB).

Un primo importante riferimento per la programmazione della ricerca nel settore biologico è rappresentato dal Piano d'azione europeo per l'agricoltura biologica e gli alimenti biologici (2004), con cui la Commissione europea ha sottolineato la necessità di rafforzare la ricerca (a livello di azienda, territorio e trasformazione dei prodotti biologici) quale elemento cruciale per consolidare il settore e aumentarne la capacità produttiva.

Successivamente, al fine di assicurare, ai vari livelli interessati, una programmazione coerente e convergente verso le medesime aree strategiche, con il 7° Programma Quadro europeo di ricerca e sviluppo (PQ 2007-2013) è stato introdotto lo strumento della Piattaforma Tecnologica.

Si tratta, in particolare, di un'affermata modalità di confronto tra operatori della ricerca e numerosi soggetti istituzionali, sociali ed economici per favorirne l'espressione e la coniugazione delle relative esigenze di innovazione. In proposito, la Technology Platform 'Organics', avviata nel 2007, ha elaborato tre prodotti che stanno facendo da sfondo alle iniziative nazionali e internazionali di ricerca per l'agricoltura biologica di questi anni, ossia: un documento di scenario per la ricerca di settore sino al 2025 (2008), un'agenda di ricerca strategica (2009) e un piano di azione per una sua più efficace implementazione (2010).

Dal gennaio 2010 è attiva anche la PTBio Italia, che ha individuato le linee di ricerca significative per lo sviluppo del settore a livello nazionale1, emanando - nel giugno 2012 - un'agenda strategica di ricerca coerente con le priorità definite a livello europeo, per favorire la sostenibilità (in termini ambientali e di salute umana) e la competitività delle produzioni biologiche italiane.

Il 7° PQ, ormai alla sua conclusione, rappresenta uno dei più importanti strumenti di sostegno per la ricerca anche nel settore agricolo-alimentare. Nel suo specifico programma di lavoro "Prodotti alimentari, agricoltura, pesca e biotecnologie", è stata data notevole enfasi alla produzione sostenibile e alla salute umana, permettendo il finanziamento di progetti anche in campo biologico, nonché l'attivazione di azioni di coordinamento della ricerca (azioni ERANET ed ERANET plus) fra enti finanziatori che vi partecipano su base volontaria, tra cui il MIPAAF. Alcune di queste azioni, Core Organic (2004-2007) e Core Organic2 (2010-2013), hanno consentito la realizzazione di ricerche in agricoltura biologica a livello internazionale, grazie al finanziamento congiunto da parte dei paesi che vi hanno partecipato. Entro la fine del 2013 è prevista l'attivazione di un'altra azione (Core Organic plus).

Con tali attività, pur partendo dalle esigenze specifiche del settore a livello nazionale, viene realizzata ricerca in maniera coordinata con quella condotta dai ricercatori di altri paesi, qualificandone il livello scientifico e favorendo un approccio integrato per la ricerca di soluzioni ai problemi dell'agricoltore biologico nei diversi contesti nazionali.

Anche nel prossimo PQ 2014-2020, noto come Horizon 2020, è prevista un'area tematica per il finanziamento della ricerca a favore del settore agricolo, incentrata sulle questioni tese ad accelerare la transizione verso una "bioeconomy" europea, quali l'approvvigionamento di prodotti alimentari sicuri, salutari e di qualità, nonché di produzioni no-food, attraverso lo sviluppo di sistemi produttivi efficienti e basati sull'uso sostenibile delle risorse, la promozione di servizi collegati agli ecosistemi, la messa a punto di filiere competitive e a bassa emissione di carbonio. In tale ambito, vi sarà quindi ampio spazio per iniziative di ricerca nel settore biologico, attento e partecipe alla discussione in atto sulla futura programmazione europea per la ricerca. Se ne richiede, infatti, anche sulla base dei risultati emersi dagli Stati generali dell'agricoltura biologica del 2009/20102, un taglio strategico imperniato sulla sostenibilità totale dei sistemi produttivi agricoli, attraverso l'applicazione di modelli agroecologici e la realizzazione di progetti di ricerca "partecipati" che tengano conto delle sfide sociali e ambientali del futuro (aumento della popolazione, cibo di qualità per tutti, cambiamento climatico).

Guardando poi alla PAC e, in particolare, alla politica di sviluppo rurale europea (II pilastro), con la comunicazione della Commissione europea n. 79/2012 è stato dato avvio al Partenariato europeo per l'innovazione (PEI) in agricoltura, che avrà concrete declinazioni a livello nazionale e regionale con l'istituzione di gruppi operativi.

La costituzione e il funzionamento di questi ultimi potranno essere sostenuti nell'ambito dei PSR regionali con le risorse della nuova programmazione 2014-2020. I gruppi operativi, che potranno essere costituiti da produttori, ricercatori,

consulenti e altri eventuali soggetti (istituzioni, ONG, ecc.), avranno il compito di definire e realizzare azioni di innovazione (collaudo, disseminazione, ecc.) riguardanti anche il settore biologico. Tale opportunità si fonda sulla prima delle sei priorità della proposta di regolamento UE a sostegno dello sviluppo rurale, "promuovere il trasferimento di conoscenze ed innovazioni nel settore agricolo e forestale nelle zone rurali".

Per la definizione delle priorità e della governance delle iniziative di innovazione da attuare nell'ambito della fase di programmazione 2014-2020, il MIPAAF si è fatto promotore, a partire dalla fine del 2012, di un percorso di confronto pubblico, coinvolgendo tutti i soggetti del sistema della conoscenza, per arrivare alla definizione di una strategia condivisa per i singoli comparti agricoli e anche per il settore biologico. Tale strategia potrà fare da sfondo alle iniziative di innovazione e ricerca attuabili attraverso sia gli strumenti del secondo pilastro della PAC, sia il PQ Horizon 2020.

Strumenti importanti per la promozione e il finanziamento della ricerca anche per il settore biologico sono stati previsti, inoltre, da alcune norme nazionali, quali le leggi 499/99 e 38/03[224]. In generale, le norme esistenti in materia hanno consentito la stesura di alcuni programmi da parte del MIPAAF (Programma d'azione nazionale per l'agricoltura biologica e i prodotti biologici 2008-2009; Piano nazionale per le sementi biologiche, in corso di attuazione) o del MIUR (Programma nazionale della ricerca 2011-2013) e hanno previsto finanziamenti per la ricerca in agricoltura biologica (anche specifici, come nel caso della legge 38/033), compresa quella condotta a livello internazionale e cofinanziata dal MIPAAF. La ricerca per l'agricoltura biologica è divenuta una tematica sempre più presente e incentivata anche nei piani/programmi e nei bandi attivati dalle Regioni. Oltre a ciò, vanno menzionate le periodiche programmazioni predisposte dalla già citata Rete dei referenti regionali, le quali costituiscono un importante riferimento non solo per le iniziative a carattere interregionale, ma anche per le

[224] Si confronti il *BIOREPORT 2011*.

programmazioni nazionali (PNR del MIUR, programmi/bandi del MIPAAF). Grazie alla presenza di uno specifico gruppo di competenza sull'agricoltura biologica, la Rete ha potuto definire, nel suo documento programmatorio "Obiettivi e azioni prioritarie di ricerca e sperimentazione individuate dalla Rete interregionale per la ricerca agraria, forestale, acquacoltura e pesca (triennio 2010-2012)", le scelte strategiche anche per la ricerca in campo biologico, distinguendo l'ambito delle produzioni zootecniche da quello delle produzioni vegetali[225].

La prima evidenza per la ricerca agricola italiana è che, negli anni più recenti, le istituzioni nazionali stanno mostrando un certo dinamismo nella partecipazione ai progetti comunitari finanziati nell'ambito dei PQ, evidentemente anche in risposta alla generalizzata riduzione delle risorse disponibili a livello nazionale/regionale e con lo scopo di sperimentare percorsi di ricerca di respiro internazionale, in progetti multi-attori e multidisciplinari quali sono quelli sostenuti dall'UE. Dall'analisi dei dati disponibili sia sul 6° PQ 2002-2006 che sul 7° PQ 2007-20135 e considerando soltanto i progetti che vedono la presenza di istituzioni italiane (367 ricerche al 2011, ossia circa il 60% del totale dei progetti sostenuti attraverso i due strumenti), si rilevano per il settore biologico:

- n. 5 progetti nel 6° PQ (fra cui uno anche coordinato da una istituzione di ricerca italiana), per un valore totale di circa 17,5 milioni di euro, diretti non solo a migliorare la sostenibilità ambientale e la qualità/ sicurezza delle produzioni biologiche, ma anche a fornire evidenze scientifiche di supporto all'elaborazione della regolamentazione specifica per il settore;
- 4 progetti nel 7° PQ (al febbraio 2011), per un valore totale di circa 11,7 milioni di euro, relativi alla riduzione degli input produttivi e alla tutela della biodiversità nei sistemi biologici, nonché all'analisi economica della certificazione biologica.

[225] Si confronti il *BIOREPORT 2011*.

Con riferimento specifico alle azioni ERANET Core Organic, esse hanno consentito l'emanazione di specifici bandi attraverso cui il MIPAAF ha potuto finanziare, con risorse proprie, i gruppi italiani nell'ambito dei progetti di ricerca risultati vincitori (riguardanti, in particolare, le tecniche di coltivazione, la qualità e sicurezza dei prodotti bio, la sanità e il benessere animale, le strategie di mercato innovative) (Tab.58).

Tabella 58: Dati attuativi relativi alle azioni ERANET Core Organic I e II con partecipazione del MIPAAF

Azione ERANET di Riferimento	Anno Emanazione Bandi	N. paesi partner (inclusa Italia)	Budget totale disponibile (mln €)	Quota MIPAAF (mln €)	N. Progetti con partner italiani/totale progetti finanziati
Core Organic I	2007	11	8.4	1.2	5/8
Core Organic II	2010	21	8.8	1.2	9/12
	2011	21	4.7	0.3	1/2

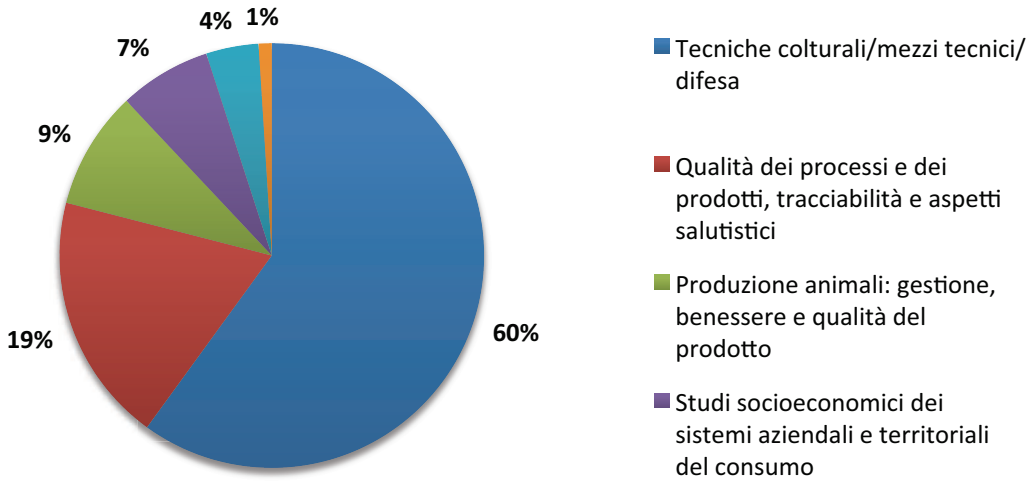
Fonte: ERANET - MIPAAF, 2011

Nel periodo 2002-2013, il MIPAAF ha comunque erogato contributi per progetti di ricerca in campo biologico (comprese le azioni ERANET) per un importo totale di circa 26 milioni di euro. Più della metà di tali fondi sono stati destinati a studi sulla tecnica colturale, sui mezzi tecnici e sulla difesa (61%), una parte rilevante a studi sulla qualità del prodotto e dei processi (19%), un'altra parte a ricerche per le produzioni animali (9%). Quote minori riguardano studi socio-economici, sulla sostenibilità agroambientale del modello biologico e sull'acquacoltura biologica (Fig.58).

La maggior parte dei progetti è quindi volta allo sviluppo di tecniche di gestione innovative e di mezzi tecnici per migliorare la produttività e la stabilità produttiva, con un approccio non solo aziendale ma anche di sistema e territorio, valorizzando l'uso delle risorse naturali. Alcuni di questi progetti hanno lo scopo precipuo di individuare una strategia efficace per la gestione delle avversità alle colture, che costituisce un serio problema per il produttore biologico. Inoltre, in questo raggruppamento, ricadono le attività di ricerca e sperimentazione previste nell'attuale Piano nazionale per le sementi biologiche, le quali, con un

coinvolgimento di circa 40 organizzazioni, interessano i cereali, le ortive e le foraggere.

Figura 58: Ripartizione delle risorse per aree tematiche (2002-2013)



Fonte: ERANET - MIPAAF, 2011

Tali attività si concentrano sull'identificazione di varietà idonee all'impiego in agricoltura biologica, sull'utilizzo di principi attivi di origine naturale per la concia delle sementi e per il controllo delle malattie trasmesse da seme, sul miglioramento genetico e sull'ampliamento della base genetica delle specie coltivate in agricoltura biologica (anche mediante il metodo del breeding partecipativo, con il diretto coinvolgimento dell'agricoltore), nonché sulla messa a punto di linee guida e disciplinari per la produzione di sementi biologiche.

I progetti afferenti al tema della qualità, che rappresentano circa il 20% delle ricerche finanziate dal MIPAAF, riguardano gli aspetti qualitativi delle produzioni e dei processi a livello aziendale, nonché la definizione di strumenti di valutazione della qualità del prodotto trasformato, coerentemente con la vigente regolamentazione europea e in risposta alle esigenze del consumatore, che chiede di conoscere il valore salutistico aggiunto del prodotto biologico rispetto a quello convenzionale, attestato da solide evidenze scientifiche.

Le ricerche riguardanti le produzioni animali studiano gli aspetti relativi sia alla qualità dei prodotti, sia alla gestione degli allevamenti, con particolare attenzione al contenimento delle patologie animali (specie a base infettiva).
Gli studi a carattere socio-economico sono invece indirizzati, oltre che ad analizzare gli elementi di sostenibilità del sistema biologico, a identificare, secondo il criterio del distretto biologico, le peculiarità socioeconomiche e ambientali dei diversi territori, con l'obiettivo generale di aumentare la quota di mercato dei prodotti che ne derivano, accrescendo nei consumatori la percezione del loro valore, qualità e sicurezza. Infine, con la recente regolamentazione comunitaria sull'acquacoltura biologica [Regg. (CE) nn. 834/2007 e 710/2009] anche questo settore è stato inserito tra i temi di ricerca, al fine di definire i criteri del sistema produttivo, offrire un nuovo prodotto al consumatore anche nella ristorazione pubblica e procedere alla caratterizzazione nutrizionale delle specie ittiche allevate con metodo biologico, evidenziandone le peculiarità più importanti. Con strumenti finanziari gestiti dal MIUR, in riferimento al periodo 2000/2009, sono stati finanziati 70 progetti di ricerca nel settore biologico (quasi tutti Progetti di rilevante interesse nazionale o PRIN), per un finanziamento totale di circa 7,7 milioni di euro, che rappresenta circa il 7% del totale della spesa per attività di ricerca agricola del MIUR. Da evidenziare, nel 2005, l'inizio del progetto SIMBIO-VEG (Sistemi e metodi di agricoltura biologica per il miglioramento della qualità delle produzioni vegetali e dell'ambiente), finanziato con il fondo FISR, grazie a un bando avviato nel 2002 per i cosiddetti progetti integrati speciali. Esso, infatti, ha rappresentato, in ambito nazionale, il primo progetto interdisciplinare di una certa importanza in campo biologico (2,1 milioni di euro di costo totale e oltre 1,4 milioni di euro di contributo pubblico).
La maggior parte dei progetti MIUR (77%) riguarda le produzioni vegetali ed è incentrata sugli aspetti tecnici della produzione, quali soprattutto la difesa delle piante, nonché il miglioramento e la razionalizzazione delle tecniche produttive e dei relativi input (comprese le varietà più idonee al metodo biologico),

analogamente alle ricerche sulle produzioni animali, che riguardano, tuttavia, soprattutto la gestione sanitaria.

Altri temi studiati nei progetti MIUR sono quelli della qualità e sicurezza alimentare delle produzioni e, in misura minore, delle risorse ambientali (in particolare del suolo), nonché gli aspetti economici (soprattutto a carattere "micro").

Il MIUR promuove anche la ricerca agroindustriale attraverso specifiche leggi nazionali e programmi operativi di intervento comunitario (leggi 46/82 e 488/92, prima, e legge 297/99, in seguito, con la quale è stato introdotto il Fondo per le agevolazioni alla ricerca (FAR), che cofinanzia anche i PON 2000-2006 e PON 2007-2013). Nel caso specifico del settore biologico, tale impegno risulta peraltro più consistente (anche se meno costante) di quello offerto al settore della ricerca pubblica. Nel periodo 2000-2011, infatti, lo sforzo finanziario totale (pubblico-privato) per la ricerca agro-industriale bio riguarda la realizzazione di 11 grandi progetti e si attesta sui 18,6 milioni di euro, di cui oltre il 62% a carico del MIUR. Inoltre, mentre il PON 2000-2006 è andato a sostenere alcune (sia pure poche) ricerche di interesse per il settore biologico, l'attuale PON 2007-2013 non è stato finora utilizzato a tale scopo. In particolare, i progetti bio a carattere agroindustriale sinora finanziati riguardano soprattutto l'individuazione di mezzi di difesa idonei alla produzione biologica (con attenzione anche alla fase di post-raccolta) e di tecnologie per il controllo di qualità dei prodotti.

Dall'elaborazione dei dati e delle informazioni disponibili sulla ricerca in campo biologico finanziata dalle Regioni e dalle Province autonome[226], emerge un elevato numero di progetti, realizzati già a partire dalla seconda metà degli anni novanta, in tutto 263, per un importo complessivo di quasi 28 milioni di euro e un contributo pubblico di oltre 24 milioni di euro (oltre l'87% dell'investimento totale).

Tuttavia, soltanto sei delle Regioni elencate hanno previsto una quota di cofinanziamento da parte dei soggetti beneficiari (in misura maggiore per

[226] Banca dati INEA, SINAB e alcune fonti regionali che si riferiscono, essenzialmente, ad assessorati e direzioni regionali competenti per la materia agricola.

Campania, Lombardia, Emilia-Romagna e Piemonte). Sebbene i periodi di rilevazione delle ricerche non siano gli stessi per le varie regioni[227], quelle che sembrano spiccare nettamente sulle altre, per lo meno in termini finanziari, sono l'Emilia-Romagna e la P.A. di Bolzano, seguite da Veneto, Piemonte e Lombardia (Tab.59). Inoltre, pur essendo le istituzioni regionali attive nel finanziamento di progetti bio già a partire dalla seconda metà degli anni novanta, gli anni in cui sono stati avviati più frequentemente nuovi progetti di ricerca a favore del settore biologico vanno dal 2002 al 2006.

Tabella 59: Ricerche sul biologico finanziate con fondi regionali[1]

	Num. Progetti "Bio"	Anno di avvio dei progetti	Costo totale progetti	% sul costo totale	Contributo pubblico
Piemonte	38	dal 2002 al 2009	€ 2,593,955.00	9.3	€ 2,197,607.00
Valle d'Aosta	2	1999, 2002	€ 48,537.00	0.2	€ 48,537.00
Liguria	2	2005,2010	€ 93,000.00	0.3	€ 93,000.00
Lombardia	25	dal 2001 al 2009	€ 2,516,159.00	9	€ 1,892,467.00
P.Bolzano (°)	32	dal 1994 al 2011	€ 3,861,550.00	13.8	€ 3,861,550.00
Veneto	22	dal 2001 al 2006	€ 2,673,013.00	9.6	€ 2,584,730.00
Friuli Venezia Giulia	4	2003, 2006, 2011	€ 790,000.00	2.8	€ 790,000.00
Emilia Romagna	75	dal 1994 al 2010	€ 6,949,245.00	24.8	€ 5,266,346.00
Marche (*)	1	2005	€ 900,000.00	3.2	€ 675,000.00
Toscana	17	dal 1995 al 2010	€ 2,030,911.00	7.3	€ 1,879,096.00
Umbria (*)	1	2005	€ 921,300.00	3.3	€ 730,000.00
Lazio	9	dal 2000 al 2007	€ 773,408.00	2.6	€ 773,408.00
Abruzzo	3	1999,2009	€ 492,247.00	1.8	€ 492,247.00
Campania	10	dal 2003 al 2005	€ 558,273.00	2	€ 411,871.00
Puglia	7	dal 1997 al 2002	€ 1,133,526.00	4.1	€ 1,133,526.00
Basilicata	2	1996, 2000	€ 56,878.00	0.2	€ 56,878.00
Sicilia	13	dal 1999 al 2006	€ 1,582,982.00	5.7	€ 1,582,982.00
Totale	263		€ 27,974,984.00	100	€ 24,469,245.00

[1] Il periodo di rilevazione è variabile in relazione alla presenza - nelle fonti esaminate (banche dati) - di ricerche di tutto il settore agricolo in generale (e non solo del settore bio).
(*) Regione capofila di un progetto interregionale con linee di ricerca sull'agricoltura biologica.
(°) Dati riferiti alle ricerche "bio" del principale ente di ricerca agraria della P.A. di Bolzano, ossia il Centro di Laimburg, nel quale peraltro esiste uno specifico settore dedicato all'agricoltura biologica.

Fonte: elaborazioni su dati INEA, SINAB e Regione Emilia-Romagna

Va anche precisato che, accanto alle ricerche promosse singolarmente dalle Regioni, sono stati considerati pure, per l'attivo ruolo esercitato dalle Regioni

[227] Essi partono, a seconda delle Regioni, in anni che vanno dal 1994 al 2002 e terminano nel periodo 2007-2012.

nella promozione e nella gestione delle iniziative e per il loro carattere di estesa multiregionalità, due progetti interregionali, realizzati grazie al cofinanziamento dei fondi previsti dalla legge n. 499/99: il primo, coordinato dalla Regione Umbria, riguarda le produzioni sementiere biologiche, mentre il secondo, coordinato dalla Regione Marche, la zootecnia biologica.

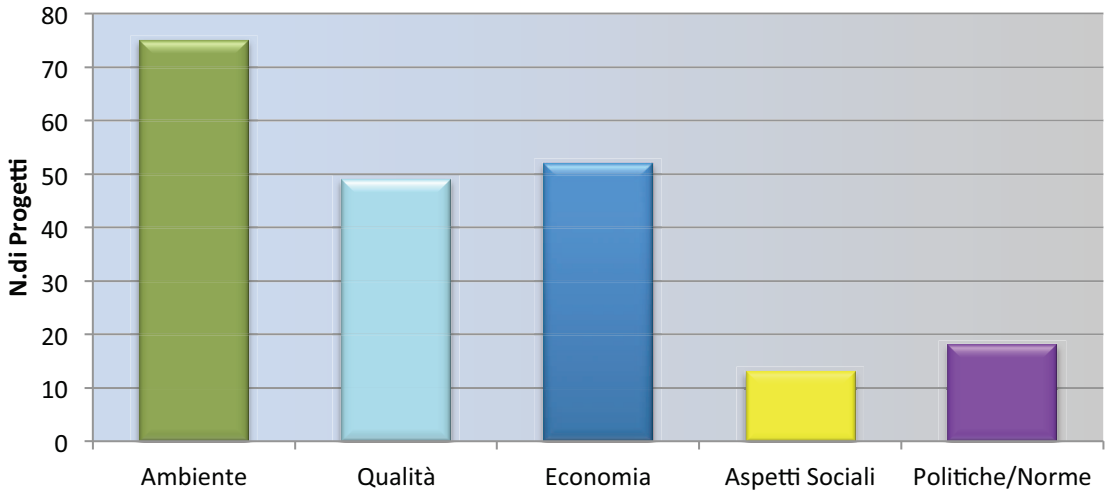
Con riferimento ai contenuti delle ricerche, quasi il 98% dei 263 progetti concerne le produzioni agricole/zootecniche primarie e/o trasformate (di cui l'84% vegetali, quasi il 14% animali e il 2% vegetali e animali), mentre i restanti sei si concentrano su altri argomenti di interesse agricolo, quali lo studio del comportamento del consumatore e dei mercati bio, di nuovi formulati di laboratorio, di metodologie di monitoraggio e valutazione delle politiche per il biologico, ecc.

In tema di produzioni vegetali e animali, trattate, dal punto di vista tecnico, nell'86% delle ricerche bio regionali, gli studi sono diretti al miglioramento e alla razionalizzazione delle tecniche produttive e dei relativi input (comprese, anche se meno studiate, le varietà più idonee al metodo biologico e, in misura veramente residuale, le razze animali più adattabili a tale metodo), nonché alla messa a punto di tecniche di difesa delle piante e della salute degli animali (inclusi i metodi di cura omeopatici).

La maggioranza delle ricerche bio regionali, pari a circa il 78%, contempla aspetti strategici per gli agricoltori biologici (es. economia) o per la società intera (es. ambiente e qualità), i quali di solito si accompagnano agli aspetti tecnici sopradetti (Fig.59). Considerando l'universo degli studi che rispondono a obiettivi di rilevanza strategica e tenendo presente che le ricerche risultano generalmente classificate sotto più ambiti di ricerca, emerge che, a livello regionale, le problematiche ambientali sono quelle più frequentemente affrontate, ricorrendo nel 38% delle ricerche[228].

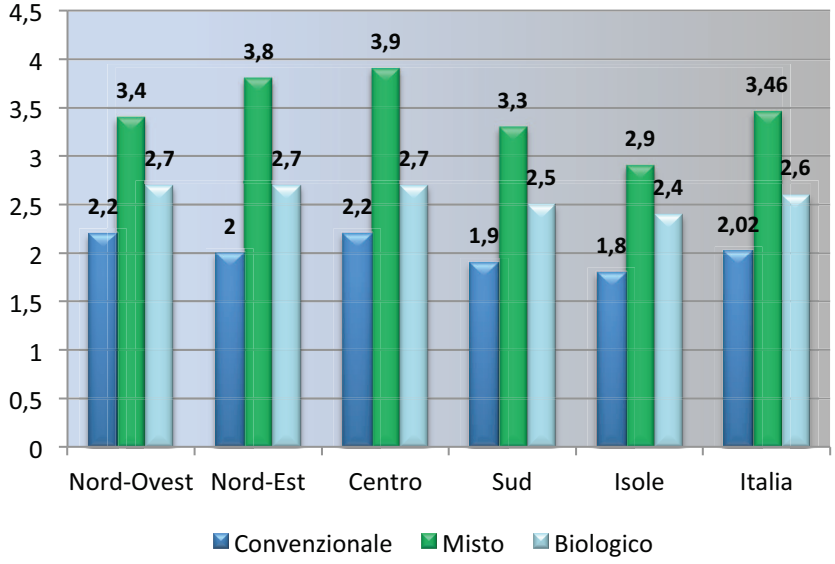
[228] In proposito, prevalgono l'analisi e la valutazione degli impatti sull'ambiente connessi ai processi produttivi, con un'attenzione particolare ai temi della tutela del suolo (presente in 24 ricerche) e della biodiversità (presente in 16 ricerche) e un interesse, seppur minore, per

Figura 59: Progetti di ricerca regionali sul biologico per ambiti strategici di intervento



Fonte: elaborazioni su dati INEA, SINAB e Regione Emilia-Romagna

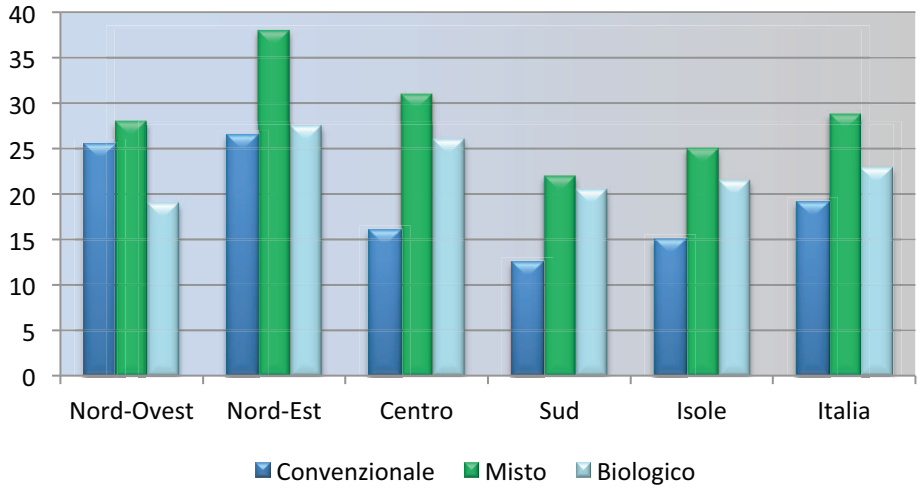
Figura 60 – Diversificazione culturale (n. medio di colture per azienda)



Fonte: elaborazione dati 6° censimento agricoltura

quello delle risorse idriche. Decisamente meno frequenti sono le ricerche che trattato i temi relativi alle risorse aria ed energia.

Figura 61: Manutenzione e costruzione di elementi semi-naturali del paesaggio



Fonte: elaborazione dati 6° censimento agricoltura

L'obiettivo degli indicatori di biodiversità e di paesaggio agrario è quello di misurare il contributo dell'azienda agricola alla biodiversità; essendo quello di diversità biologica un concetto dinamico, complesso e di natura multidimensionale, si è preferito porre l'accento sugli aspetti della produzione agricola più direttamente connessi al livello di biodiversità e alla qualità del paesaggio. In particolare, sono due gli indicatori che compongono questa sezione: la diversificazione colturale e gli elementi semi-naturali del paesaggio (Fig.60 e Fig.61). L'indicatore di diversificazione colturale misura il numero medio di colture per azienda; più elevato è il valore, maggiore è la distanza da un modello produttivo di tipo monocolturale associato a livelli di biodiversità poco elevati. In agricoltura biologica sono 2,5 le varietà coltivate in azienda, mentre nel convenzionale il valore dell'indicatore resta poco al di sotto delle 2 colture per azienda. Anche in questo caso sono le aziende miste quelle che presentano il risultato migliore, con una media pari a 3,4 colture per azienda. Le aziende miste raggiungono il picco massimo di diversificazione colturale nelle regioni centrali (3,9), mentre l'agricoltura convenzionale nelle Isole fa registrare il risultato più prossimo al modello monocolturale (1,8).

Gli elementi semi-naturali del paesaggio (siepi, filari, muretti a secco, ecc.) costituiscono i caratteri distintivi – sebbene con manifestazioni che variano da zona a zona – di quel mosaico che compone i paesaggi rurali tipici del nostro Paese. Tali elementi nel corso dei secoli sono diventati parte integrante degli habitat che ospitano le diverse specie animali e vegetali, pertanto a essi è associato un effetto positivo sulla conservazione della biodiversità. L'indicatore utilizzato misura la percentuale di aziende sul totale che hanno fatto manutenzione o che hanno costruito nuovi elementi semi-naturali del paesaggio nel corso del 2010. L'agricoltura biologica, con un valore medio nazionale pari al 22% delle aziende, ottiene un risultato migliore rispetto a quella convenzionale, che si ferma al 17%. Ancora una volta però sono le aziende miste a curare maggiormente la presenza di elementi semi-naturali del paesaggio (27,8%), sebbene questo sia spesso legato alla necessità di separare le coltivazioni ottenute con il metodo biologico da quelle convenzionali. La forbice di ampiezza di questo indicatore passa da un minimo di 12,7 aziende ogni 100, che hanno effettuato interventi di manutenzione o costruzione ex novo di elementi del paesaggio nel comparto convenzionale del Sud-Italia, a un massimo di poco al di sotto del 40% tra le aziende miste del Nord-Est.

3.3.10 Le attività di controllo (i ICQRF)

Gli accertamenti dell'Ispettorato centrale della tutela della qualità e della repressione frodi dei prodotti agroalimentari (ICQRF), organo di controllo ufficiale del MIPAAF, sono effettuati secondo i principi stabiliti dal Regolamento (CE) n. 882/2004 relativo ai controlli ufficiali in materia di mangimi e di alimenti, salute e benessere degli animali. I controlli, effettuati lungo tutta la filiera senza preavviso, sono eseguiti da personale qualificato che si avvale di procedure di controllo standardizzate al fine di garantire efficienza, efficacia e imparzialità. Tali controlli sono pianificati in base ai principi

dell'analisi del rischio: natura e quantità dei prodotti manipolati; pregresse violazioni o segnalazioni di irregolarità; caratteristiche aziendali; dimensione economica-produttiva; specificità territoriali; conoscenze acquisite dai controlli precedenti.

L'ICQRF negli ultimi anni ha prestato una crescente attenzione alle produzioni di qualità regolamentata e, nello specifico, a quelle da agricoltura biologica, anche in relazione alla crescente importanza che esse rivestono nell'ambito dell'agroalimentare nazionale.

Gli accertamenti ispettivi nel settore biologico sono finalizzati alla verifica della conformità dei processi produttivi al metodo di produzione, nonché della regolare tenuta della documentazione di sistema (notifiche, PAP, schede di produzione) e di quella commerciale (fatture, DDT). Gli accertamenti, inoltre, sono volti ad accertare la veridicità e correttezza delle informazioni riferite al metodo dell'agricoltura biologica riportate nell'etichettatura e nella documentazione ufficiale e, nel caso di forniture di prodotti biologici alla ristorazione pubblica e alle mense scolastiche, al rispetto degli obblighi contrattuali.

Tali verifiche si completano con specifici controlli di rintracciabilità, finalizzati alla verifica della corrispondenza delle materie prime e dei prodotti ottenuti mediante lavorazioni operate lungo tutta la filiera. L'ICQRF, inoltre, effettua controlli anche a seguito di segnalazioni degli Stati membri dell'UE e pervenute tramite il sistema OFIS (Organic Farming Information System) della Commissione europea.

I prelievi dei prodotti e i successivi accertamenti analitici sono finalizzati alla verifica della corrispondenza della qualità merceologica ai parametri di legge e alla ricerca di eventuali trattamenti vietati, sofisticazioni o alterazioni, e mirano soprattutto alla ricerca di eventuali residui di prodotti fitosanitari e di OGM.

Tabella 60: Atività svolta dall'ICQRF sulle produzioni da agricoltura biologica

Attività Realizzata	2011	2012	%var.2010/2011	%var.2012/2011
Controlli (n.)	2331	2228	73.7	-4.4
Operatori controllati (n.)	1978	1653	72	-16.4
Operatori irregolari (n.)	102	131	70	28.4
Operatori irregolari (%)	5	8	0	2.7
Prodotti controllati	3540	3046	77.3	-14
Prodotti irregolari (n.)	130	183	73.3	40.8
Prodotti irregolari (%)	3.7	6	-0.1	2.3
Campioni analizzati (n.)	583	655	37.5	12.3
Campioni irregolari (n.)	26	53	62.5	103.8
Campioni irregolari (%)	4.5	8.1	0.7	3.6
Sequestri (n.)	14	43	133.3	207.1
Valori dei sequestri	223340	5483182	285.1	2354.1
Notizie dei reati	23	48	35.3	108.7
Contestazione amministrative (n.)	108	152	24.1	40.7

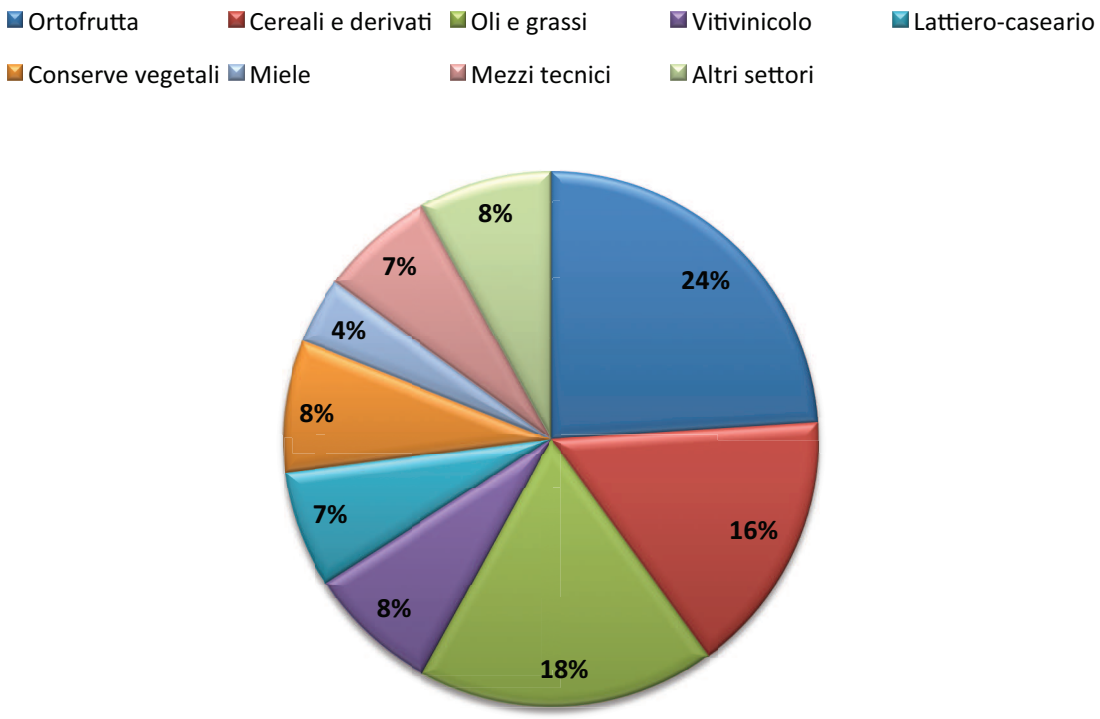
Fonte: ICQRF, 2012

I laboratori dell'ICQRF operano in conformità alla norma UNI CEI EN ISO/IEC 17025:2005 (Criteri generali sulla competenza dei laboratori di prova e di taratura), sulla base di determinazioni analitiche accreditate dall'ente unico di accreditamento riconosciuto in ambito europeo (Accredia). Nello specifico, i laboratori dell'ICQRF sono accreditati per oltre cinquecento determinazioni per la ricerca di eventuali residui di prodotti fitosanitari. Nel biennio 2011-12, l'ICQRF ha svolto, riguardo alle produzioni biologiche, mediamente 2.900 controlli (ispettivi e analitici) l'anno.

Nel 2011, in particolare, sono stati eseguiti 2.331 controlli ispettivi, con un incremento di oltre il 70% rispetto al 2010 (circa 1.800 controlli), mediante i quali sono stati controllati 1.978 operatori e 3.540 prodotti, valori che registrano incrementi di oltre il 70% rispetto all'anno precedente; anche i campioni analizzati (583) hanno visto un notevole incremento rispetto al 2010 (+38%). L'intensificazione dei controlli ha fatto aumentare la percentuale delle irregolarità accertate e dei conseguenti provvedimenti adottati: 102 operatori irregolari (+70%); 130 prodotti irregolari (+73%); 26 campioni irregolari

(+63%); 14 sequestri (+133%); 108 contestazioni amministrative (+24%); 23 notizie di reato (+35%) (Tab.60).

Figura 62: Distribuzione per settore dei prodotti controllati nel 2012



Fonte: ICQRF

Nel 2012, l'attività ispettiva dell'ICQRF ha subìto un leggero decremento rispetto al 2011 sui controlli (-4%), gli operatori controllati (-16%) e i prodotti controllati (-14%), a fronte di un aumento dei campioni analizzati (+12%). Tuttavia, gli indicatori collegati alle irregolarità accertate hanno fatto registrare un aumento rispetto all'anno precedente: 131 operatori irregolari (+28%); 183 prodotti irregolari (+41%); 53 campioni irregolari (+104%); 43 sequestri (+207%); 152 contestazioni amministrative (+40,7%); 48 notizie di reato (+109%).

Da evidenziare il dato inerente al valore dei sequestri, passato da 223.430 euro nel 2011 a 5.483.182 euro nel 2012; tale risultato è stato conseguito grazie alle attività di indagine realizzate sull'intero territorio nazionale che hanno portato

all'intercettazione di importanti quantitativi di falsi prodotti biologici nel settore vitivinicolo, delle bevande analcoliche e delle sementi. In particolare, nell'ambito dell'operazione denominata "Gatto con gli stivali" condotta dalla Guardia di Finanza con il supporto tecnico dell'ICQRF (controlli di rintracciabilità, prelievo di campioni e verifiche analitiche), è stato possibile sventare un gigantesco sistema fraudolento, finalizzato all'immissione sul mercato di falsi prodotti biologici. La frode ha riguardato grandi partite di soia, mais, girasole e frumento, prodotte con metodo convenzionale ma accompagnate da falsa documentazione attestante la conformità al metodo biologico, rivendute da grossisti di materie prime per alimenti e mangimi, a industrie agro-alimentari e mangimifici e successivamente immesse sui mercati di diversi paesi dell'UE come prodotti finiti/semilavorati da agricoltura biologica.

Tabella 61: Prodotti da agricoltura biologica controllati e irregolari per settore merceologico

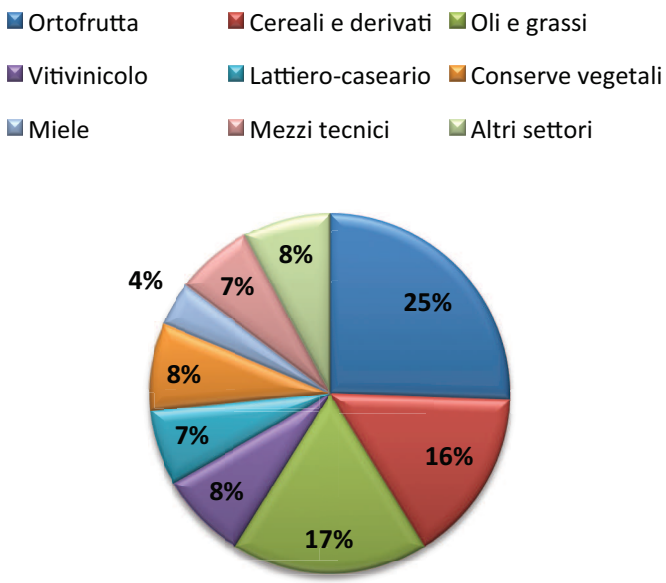
Attività Realizzata	Prodotti controllati n.		Prodotti irregolari n.		Prodotti irregolari n.	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ortofruttta	931	666	16	17	1.7	2.6
Cereali e derivati	584	663	19	43	3.3	6.5
Oli e grassi	513	458	32	13	6.2	2.8
Conserve vegetali	313	259	12	41	3.8	15.8
Lattiero-caseario	278	248	9	11	3.2	4.4
Vitivinicolo	258	202	21	25	8.1	12.4
Mezzi tecnici	205	170	11	9	5.4	5.3
Miele	170	140	3	11	1.8	7.9
Altri Settori	288	240	7	13	2.4	5.4
Totale	3540	3046	130	183	3.7	6

Fonte: ICQRF

Nel biennio 2011-2012, i settori maggiormente controllati sono stati l'ortofrutticolo, il cerealicolo e l'oleario che rappresentano, nel complesso, il 58% dei prodotti biologici controllati mediante l'attività ispettiva e il 57% dei campioni sottoposti a verifiche analitiche (Fig.62 e Fig.63). L'incidenza dei prodotti irregolari su quelli controllati è rimasta pressoché invariata nel 2011 ed

è invece cresciuta nel 2012 (6% vs 3,7%). I settori con i più alti livelli di irregolarità sono stati: vitivinicolo, conserve vegetali, miele, oleario e mezzi tecnici di produzione.

Figura 63: Distribuzione per settore dei campioni analizzati, biennio 2011-2012



Fonte: ICQRF

Sempre negli stessi anni, l'incidenza dei campioni irregolari su quelli analizzati è stata più alta rispetto al 2010, pari rispettivamente al 4,5% per il 2011 e all'8,1% per il 2012; i settori con i più alti livelli di irregolarità sono stati il vitivinicolo, conserve vegetali, mezzi tecnici, miele e oleario.

Nel 2012, l'incidenza delle irregolarità sui campioni analizzati (8,1%) è risultata maggiore rispetto a quella riscontrata nel 2011; con percentuali maggiori nei mezzi tecnici, vitivinicolo e ortofrutticolo (rispettivamente 30%, 14,8% e 7,3%).

La presenza di principi attivi non consentiti in agricoltura biologica si è riscontrata in 9 campioni nel 2011 e in 34 campioni nel 2012; minore la presenza di OGM, accertata in un campione di mangime nel 2011 e in 5 campioni nel 2012; le altre irregolarità rilevate sono essenzialmente

riconducibili a non conformità nelle caratteristiche merceologiche rispetto alle disposizioni normative o al dichiarato.

Da evidenziare che oltre il 50% delle violazioni accertate nel biennio considerato sono ascrivibili a irregolarità nell'etichettatura e presentazione dei prodotti. Riguardo alle azioni fraudolente, le violazioni accertate per vendita e\o forniture di prodotti convenzionali come biologici sono passate dal 10% nel 2011 al 17% nel 2012, mentre le violazioni rilevate per la presenza di principi attivi non consentiti in agricoltura biologica sono passate dal 5% nel 2011 al 6% nel 2012.

Gli organismi di controllo (OdC) devono ottenere preventivamente l'autorizzazione da parte del MIPAAF per svolgere i controlli sulla produzione, preparazione e importazione di prodotti ottenuti secondo i metodi dell'agricoltura biologica, dimostrando di possedere i requisiti stabiliti dalla normativa di riferimento.

Nel corso del 2012 tutti gli OdC operanti nel settore delle produzioni biologiche, 13 sull'intero territorio nazionale e 3 attivi nella sola Provincia autonoma di Bolzano, dopo verifica e approvazione della specifica documentazione, sono stati autorizzati dal MIPAAF a svolgere la propria attività sul vino biologico, la cui certificazione, sulla base del Reg. (UE) n. 203/2012, è stata resa possibile dal 1° agosto 2012.

Inoltre, con decreto MIPAAF del 17 settembre 2012, è stata rilasciata l'autorizzazione a operare nel settore biologico, esclusivamente per le produzioni vegetali, all'organismo di controllo "Valoritalia", già autorizzato a operare nel settore vinicolo e quindi già iscritto nell'elenco di cui all'art. 13 del decreto legislativo 61/2010.

La vigilanza sull'operato degli organismi di controllo viene esercitata dal MIPAAF in sinergia con le Regioni e le Province autonome attive per le strutture di controllo ricadenti sul territorio di rispettiva competenza. Essa si esplica essenzialmente nel verificare il mantenimento dei requisiti in base ai

quali è stata rilasciata l'autorizzazione ministeriale e il rispetto delle disposizioni impartite con particolare riferimento alla corretta attuazione dei piani di controllo e delle procedure approvati dal MIPAAF. A livello operativo, la vigilanza viene svolta da personale qualificato degli uffici periferici dell'ICQRF che, nell'esercizio delle funzioni, riveste la qualifica di ufficiale di polizia giudiziaria.

Nel 2011 sono stati sottoposti a vigilanza dell'Ispettorato dieci organismi di controllo dislocati in regioni diverse (4 in Emilia- Romagna, 1 in Toscana, 1 in Veneto, 2 in Sicilia, 1 in Sardegna, 1 nelle Marche), mentre nel 2012 undici organismi di controllo di cui 5 in Emilia-Romagna, 1 in Toscana, 1 in Veneto, 2 in Sicilia, 1 in Sardegna, 1 nelle Marche. Per ciascun anno sono state effettuate visite presso gli operatori in tutto il territorio nazionale. Sono state rilevate carenze riguardanti la tenuta della documentazione; inoltre è stato riscontrato come alcuni tecnici ispettori svolgessero attività incompatibili (quali consulenze ad aziende sottoposte al controllo); è stato accertato il superamento dei limiti per la notifica previsti dalle procedure e sono stati mossi rilievi inerenti l'applicazione del tariffario e l'attività di campionamento (nessuno di questi tale da comportare la revoca dell'autorizzazione concessa dal MIPAAF).

Gli operatori che producono, preparano, commercializzano, importano prodotti agricoli o derrate alimentari con metodo biologico devono assoggettarsi al sistema di controllo da parte degli OdC autorizzati dal MIPAAF, secondo le disposizioni contenute nei Regolamenti (UE) n. 834/07 e 889/08 e nel d.lgs. 220/95. L'assoggettamento di un'azienda al sistema di controllo avviene mediante la "Notifica attività con metodo biologico" diretta all'OdC e agli uffici regionali competenti o, nel caso di aziende di importazione, al MIPAAF.

Quando l'organismo di controllo riceve la notifica, attiva la procedura per la valutazione dell'operatore al fine di stabilirne l'idoneità a produrre con metodo biologico. Le aziende ritenute idonee vengono inserite nel sistema di controllo dell'organismo (attività di certificazione) e su di esse viene esercitata l'attività di

sorveglianza, che si articola in visite ispettive, nell'esame e gestione della documentazione aziendale e nel prelievo di campioni e analisi sui prodotti per la verifica dell'assenza di residui di sostanze non ammesse.

Gli OdC devono comunicare annualmente alle autorità competenti (MIPAAF, Regioni e Province autonome) quanto segue:

- entro il 31 gennaio l'elenco degli operatori controllati al 31 dicembre dell'anno precedente;
- entro il 31 marzo la relazione sulle attività di controllo svolte nell'anno precedente;
- entro il 31 marzo gli elenchi degli operatori idonei al 31 dicembre dell'anno precedente;
- entro il 30 novembre il piano annuale di controllo per l'anno successivo, che riporta il numero di operatori previsti, la frequenza e la tipologia di visita ispettiva (annunciata, mirata o non annunciata) e il numero di campioni da prelevare;

Gli OdC, inoltre, devono comunicare alle autorità competenti le eventuali non conformità rilevate a carico degli operatori e i relativi provvedimenti adottati e devono trasmettere al MIPAAF la documentazione di sistema qualora abbia subito modifiche, al fine dell'approvazione.

Se il MIPAAF non esprime alcun parere entro trenta giorni dalla trasmissione, la documentazione si intende approvata. Le non conformità rilevate a carico degli operatori si distinguono in irregolarità o infrazioni. Le irregolarità consistono nel mancato rispetto degli aspetti formali della documentazione prevista dalla normativa in materia di agricoltura biologica, nonché nella mancata applicazione di alcune disposizioni della normativa specifica che non comportino effetti prolungati o manifesti tali da compromettere l'affidabilità dell'operatore. Le infrazioni, invece, consistono in inadempienze manifeste degli obblighi prescritti dalla normativa che implicano effetti tali da compromettere l'affidabilità dell'operatore o la conformità del prodotto.

In seguito all'accertamento delle non conformità, gli organismi di controllo adottano dei provvedimenti a carico dell'operatore, provvedendo a darne comunicazione all'autorità pubblica di vigilanza. Tali provvedimenti, di seguito indicati, sono previsti nella documentazione di sistema approvata dal MIPAAF:

- richiamo e diffida. Invito rivolto all'operatore di risolvere la non conformità rilevata;
- soppressione delle indicazioni biologiche (per lotto o partita di prodotto). Divieto per l'operatore di riportare nelle etichette e nella documentazione le indicazioni relative al metodo dell'agricoltura biologica in relazione alla partita o all'intera produzione;
- sospensione della certificazione. Ritiro temporaneo della certificazione di conformità al metodo dell'agricoltura biologica;
- esclusione dell'operatore dal sistema di controllo.

Dall'analisi dei dati forniti dagli OdC emerge che, nel 2011, a fronte di 49.272 operatori sono state effettuate 63.585 visite di controllo, di cui circa il 10% non annunciate; inoltre, sono stati prelevati 5.222 campioni per essere analizzati. Sono state rilevate 13.207 non conformità ai requisiti previsti dai regolamenti comunitari e dalle norme nazionali, di cui 11.562 irregolarità e 1.645 infrazioni. Questo ha comportato l'applicazione di 1.245 provvedimenti e penalità a carico delle produzioni e 540 provvedimenti a carico degli operatori, di cui 254 sospensioni e 286 esclusioni. Tali dati, peraltro in linea con quelli registrati nell'anno precedente, evidenziano un lieve incremento del numero dei provvedimenti emessi da parte degli organismi di controllo nei confronti degli operatori.

Nel 2012, i dati registrati non differiscono in modo rilevante da quelli del 2011 poiché, a fronte di 48.831 operatori, sono state effettuate 56.660 visite di controllo e prelevati 5.413 campioni per essere analizzati. Gli OdC hanno rilevato 14.439 non conformità, di cui 12.515 irregolarità e 1.924 infrazioni, con la conseguente applicazione di 1.405 provvedimenti e penalità a carico delle

produzioni e 520 provvedimenti a carico degli operatori. I provvedimenti adottati sulla produzione hanno riguardato:

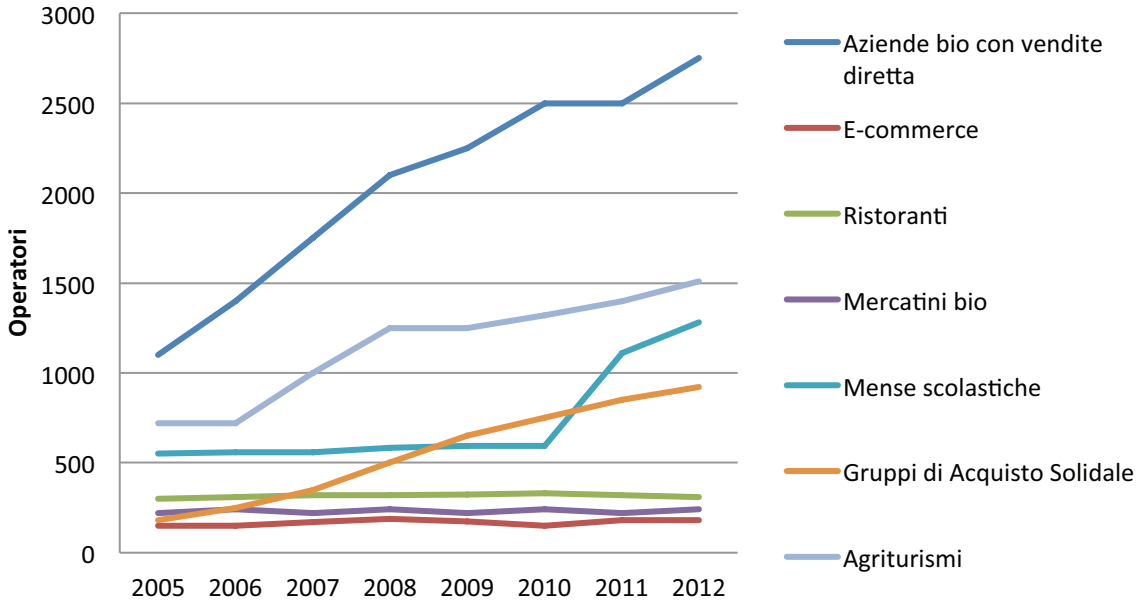
- l'eliminazione dell'indicazione relativa al metodo da agricoltura biologica dal prodotto risultato irregolare;
- gli inadempimenti relativi alla corretta tenuta della documentazione come, ad esempio, il mancato aggiornamento o compilazione dei registri aziendali o il mancato invio all'organismo di controllo della "variazione notifica attività con metodo biologico" a seguito di modifica dei dati del legale rappresentante;
- la presenza, nei campioni analizzati, di sostanze non ammesse.

I provvedimenti adottati a carico dell'operatore (sospensione o esclusione) sono dovuti, nella maggior parte dei casi, a inadempienze documentali (es. mancata esibizione al personale ispettivo dei registri aziendali, della documentazione fiscale, di certificati di conformità), al mancato pagamento delle spese di controllo e certificazione, al mancato rispetto dei provvedimenti di diffida e di soppressione, nonché all'impiego di mezzi tecnici (es. principi attivi) non consentiti, con effetti sulla certificazione dei prodotti.

3.3.11 La filiera corta

La distribuzione dei prodotti biologici si realizza attraverso canali commerciali diversi. Secondo i dati ISMEA/GFK-Eurisko sui consumi domestici di prodotti biologici confezionati, i supermercati e gli ipermercati tradizionali, insieme ai negozi specializzati, sono i sistemi di distribuzione più usati, anche se, più recentemente, nei discount il bio low cost è cresciuto del 25,5% nel 2012. Al contempo stanno acquisendo sempre più rilevanza i canali di vendita alternativi, quali quelli della filiera corta, mettendo in luce come le scelte dei consumatori, in un periodo di crisi, siano indirizzate verso canali di acquisto che presentino un più equo processo di determinazione dei prezzi dei prodotti acquistati.

Figura 64: Caratteristiche e dinamiche delle principali forme di filiera corta



Fonte: ISMEA/ GFK-Eurisko, 2013

Come noto, la filiera corta è caratterizzata da una pluralità di formule distributive in cui la distanza tra produttore e consumatore si riduce in maniera significativa.

La vendita diretta in azienda, i mercati contadini, i gruppi d'acquisto solidale (GAS), i box scheme, dove la presenza di intermediari commerciali è limitata o nulla, sono tra le forme più diffuse (Fig.64). Nell'ambito delle produzioni biologiche, la filiera corta rappresenta un sistema di distribuzione rilevante e in crescita. Secondo i dati riportati nell'ultimo rapporto Bio Bank (2013), i gruppi d'acquisto sono triplicati negli ultimi otto anni, mentre gli spacci aziendali sono cresciuti del 133%.

Nel 2012, Emilia-Romagna, Toscana e Lombardia risultano ai primi posti per numero assoluto di operatori. L'Emilia-Romagna ha il maggior numero di mercatini e aziende con spaccio aziendale, la Toscana presenta il primato per il commercio elettronico e gli agriturismi, mentre la Lombardia si distingue per il numero più elevato di mense, ristoranti e gruppi d'acquisto. La distribuzione

territoriale degli operatori rileva una forte concentrazione al Nord Italia (46,1% del totale), a cui seguono il Centro (29,7%) e il Sud (24,2%).

La vendita diretta in azienda è una delle principali forme di filiera corta. Secondo Bio Bank, nel 2012, 2.795 aziende agricole biologiche, prevalentemente concentrate nel Nord (44,9%), avevano un proprio spaccio (Tab.62).

Tabella 62: Operatori bio per canale di filiera corta e regione (n.), 2012

Attività Realizzata	Aziende con spaccio aziendale	E-Commerce	Mercatini	Gruppi d'acquisto	Agriturismi	Ristoranti	Mense
Piemonte	140	10	18	72	50	23	88
Valle d'aosta	7	0	2	4	1	1	1
Liguria	81	1	11	27	65	5	32
Lombardia	219	6	40	227	81	70	210
Trentino A.A.	71	6	7	32	29	8	68
Veneto	258	8	31	85	56	30	174
Friuli V.G.	61	2	8	14	23	3	87
Emilia-Romagna	417	15	43	90	204	56	177
TOTALE NORD	**1254**	**48**	**160**	**551**	**509**	**196**	**837**
Toscana	334	18	26	108	266	20	126
Marche	187	1	10	41	174	23	34
Umbria	115	2	6	15	101	6	7
Lazio	105	7	13	77	61	31	49
TOTALE CENTRO	**741**	**28**	**55**	**241**	**602**	**80**	**216**
Abruzzo	120	6	0	9	72	3	15
Molise	22	2	0	3	4	0	1
Campania	114	4	8	18	50	8	16
Puglia	141	16	0	24	71	2	55
Basilicata	54	8	0	3	32	0	20
Calabria	119	2	0	10	73	4	6
Sicilia	158	15	8	24	91	5	12
Sardegna	72	1	3	8	37	3	18
TOTALE SUD	**800**	**54**	**19**	**99**	**430**	**25**	**143**
TOTALE ITALIA	**2795**	**130**	**234**	**891**	**1541**	**301**	**1196**

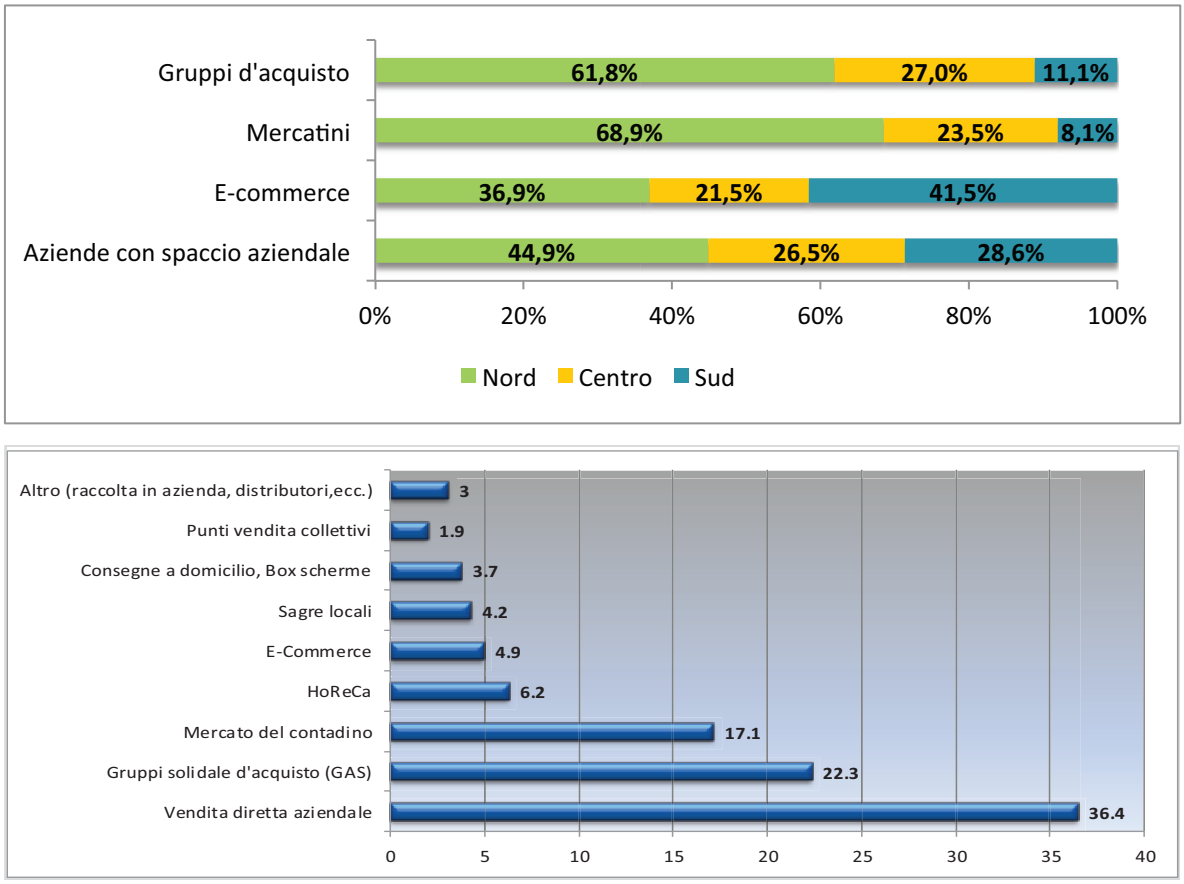
Fonte: ISMEA/ GFK-Eurisko, 2013

Per quanto attiene ai GAS[229], le forme più strutturate e consolidate si registrano al Nord, con circa il 62% delle presenze (891) (Fig.65). Ed è ancora il Nord che primeggia per numero di mercatini bio, con il 68% dei 234 rilevati. Cresce

[229] Gruppi di Acquisto Solidale.

anche l'e-commerce (+20,4% nel 2012 rispetto al 2011), soprattutto nelle aree del Paese caratterizzate da un'elevata offerta di prodotto biologico, ma interessate da una bassa penetrazione dei consumi bio, come quelle del Sud Italia.

Figura 65: Distribuzione degli operatori per canale di filiera, 2012



Fonte: ISMEA/ GFK-Eurisko, 2013

La distribuzione diretta dei prodotti biologici tramite ristoranti[230] e mense scolastiche è maggiormente concentrata nelle regioni del Nord; gli agriturismi, invece, che hanno un mercato dei consumi bio maggiormente indirizzato all'esterno dei grossi agglomerati urbani e nelle zone di consolidata attrazione turistica, risultano equamente distribuiti lungo tutta la penisola. Secondo una

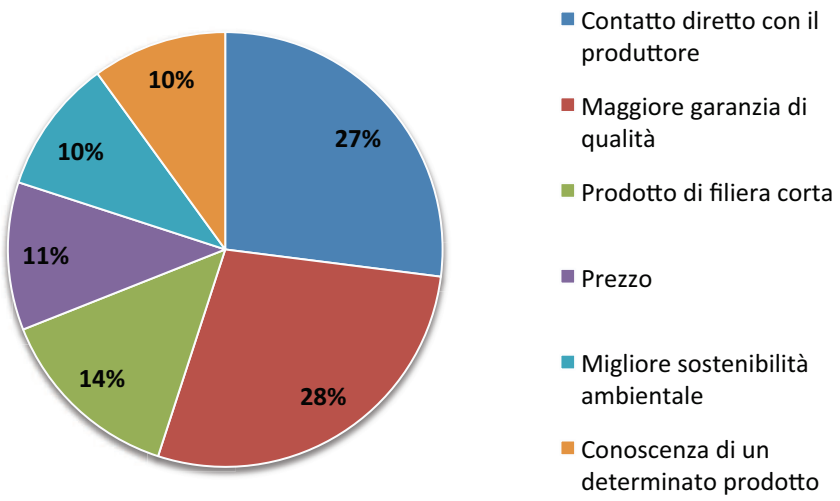
[230] La voce ristoranti include diverse tipologie di esercizio, quali: bar-caffetterie, asporto, catering, gelaterie, tisanerie, frutterie, frullaterie, wine-bar.

recente indagine AIAB-ISMEA[231], la vendita diretta[232] è utilizzata non solo da aziende di ridotte dimensioni (circa la metà del campione), ma anche da unità medio-grandi e grandi (con fatturato superiore ai 300 mila euro annui) che operano anche lungo i canali della GDO ma che puntano sulla differenziazione del proprio sistema distributivo per aumentare la loro quota di mercato.

In ogni caso, questa modalità di vendita è utilizzata da tanti piccoli e medi produttori agricoli biologici che vi trovano una possibile risposta alla difficoltà di catturare un'adeguata quota di valore aggiunto dalla vendita dei prodotti biologici.

Sono i prodotti della dieta mediterranea a essere maggiormente richiesti tramite i canali commerciali della filiera corta: frutta e ortaggi bio acquistati dai produttori locali costano di meno e presentano una maggiore garanzia di qualità e freschezza (Fig.66); sulla base dell'indagine ISMEA, infatti, l'ortofrutta, sia fresca che trasformata, risulta essere la categoria merceologica più venduta (40%).

Figura 66: Motivazioni alla base della scelta dei prodotti da filiera corta



Fonte: ISMEA/ GFK-Eurisko, 2013

[231] ISMEA, *Prodotti biologici, prodotti DOP e IGP, posizionamento prodotti a denominazione presso Gdo*, Report economico finanziario, Ipsoa, Marzo 2012.

[232] L'ISMEA include nella vendita diretta la commercializzazione tramite punti vendita collettivi, consegne a domicilio, box scheme, sagre locali,e-commerce, Horeca, Farmer's markets, GAS, vendita diretta aziendale.

Le aziende intervistate vendono principalmente frutta (21% del totale) e ortaggi (19,4%), seguiti da olio (11,6%), vino (8,4%), carni fresche e trasformate (7,9%) e prodotti caseari (7,1%). Tra i canali scelti, prevale la vendita diretta presso l'azienda (36,4%), seguita dai gruppi d'acquisto (22,3%) e dai mercati contadini (Farmer's markets) (17,1%). Piuttosto contenute le quote della vendita diretta all'Horeca. (6%), tramite e-commerce (5%) e sagre locali (4%). Per quanto riguarda le dinamiche, l'indagine AIAB/ISMEA registra per circa il 56% delle aziende un aumento delle vendite nel corso del 2010; per il 35% dei casi, invece, le vendite sono rimaste stabili e solo per il 6,3% si rileva una diminuzione. Il trend positivo delle vendite è stato probabilmente favorito dalla stabilità dei prezzi: secondo quanto dichiarato dall'83% circa degli intervistati, nel 2010 i prezzi sono rimasti invariati.

Oltre il 55% delle aziende ritiene che vi sarà nei prossimi anni un aumento delle vendite, stimato intorno al 20%, mentre il 21% prevede che queste rimarranno stabili; soltanto l'8% del campione pensa che vi sarà una diminuzione. In ogni caso, tale modalità di vendita appare avere maggiori margini di crescita rispetto ai canali tradizionali del dettaglio, a fronte dell'evoluzione del comportamento dei consumatori, sempre più attenti alla provenienza e alla sicurezza dei prodotti alimentari, alla sostenibilità ambientale dei processi di produzione e distribuzione e al sostegno dell'economia locale, seppure con particolare attenzione al prezzo.

Partendo da questi risultati, l'AIAB, in collaborazione con la Fondazione italiana per la ricerca in agricoltura biologica e biodinamica (FIRAB), alla fine del primo trimestre del 2013, ha intervistato 50 aziende attive sul mercato biologico che utilizzano la filiera corta, al fine di ampliare le conoscenze su tale modalità di vendita, sulle motivazioni e i diversi approcci di marketing e gestione aziendale, sul grado di fiducia degli operatori e le loro aspettative per il futuro. L'inizio del 2013, per le aziende bio intervistate, non sembra essere stato così critico come ci si potrebbe attendere, in quanto il canale della filiera corta

sembra aver dato loro una spinta in più che il contatto coni consumatori ha reso possibile. Ciò ha fatto sentire gli agricoltori parte di una visione comune in cui produttori e consumatori tendono verso un modello concretamente sostenibile.
Del resto, la crescita delle superfici coltivate (+6,4% nel 2012) e degli operatori bio (+3%), secondo gli ultimi dati SINAB, e l'incremento dei consumi interni di prodotti bio (+7,3% degli acquisti domestici in valore nel 2012, secondo ISMEA), nonostante la crisi e la contrazione dei consumi alimentari, sembrano indicare che il biologico è il settore in cui si sviluppano le esperienze più significative in termini di sostenibilità ambientale e sociale dell'attività agricola.
Dalle interviste emerge che le motivazioni che hanno portato l'imprenditore agricolo ad affacciarsi ai canali alternativi sono la necessità di migliorare la propria redditività aziendale, come integrazione al reddito, ma soprattutto l'esigenza di avere liquidità di cassa immediata (nella vendita all'ingrosso, i tempi di riscossione sono più lunghi); anche fattori quali la diretta relazione con il consumatore, la riduzione dei costi di produzione aziendale e la possibilità di aprire nuovi canali di distribuzione risultano motivazioni importanti.
Per quanto riguarda l'andamento delle vendite, 48 rispondenti su 50 hanno dichiarato di avere registrato una crescita del loro fatturato nel 2012, a fronte di un aumento del numero di acquirenti che hanno mostrato un interesse crescente sia per il biologico sia per tale modalità di vendita; la soddisfazione del cliente ha prodotto una sorta di rete del passaparola, facendo aumentare di settimana in settimana il numero di acquirenti. Questo, in particolare, si è verificato per le aziende che vendono presso i mercatini o tramite i GAS, soprattutto nelle aree urbane. La metà degli operatori intervistati ha dichiarato un incremento percentuale delle vendite in filiera corta, mediamente del 10%.
Nonostante la crisi economica abbia portato a una diminuzione generale della spesa media pro capite delle famiglie acquirenti, a fronte di un andamento stazionario dei prezzi proposti nei canali della filiera corta, si sono prodotti effetti positivi in termini di espansione e di fidelizzazione della base clienti, con

un aumento delle vendite anche del 15% di prodotti biologici. Variazioni positive non sono state riscontrate, invece, nella fase di vendita all'ingrosso da parte degli stessi operatori.

Il buon andamento della domanda nel 2012 ha evidenziato differenze nelle percentuali di incremento delle vendite in relazione alla tipologia merceologica e ai canali di filiera corta utilizzati; ad esempio, le aziende intervistate in Lombardia, che vendono prevalentemente ai GAS, hanno registrato un incremento medio del 15% delle richieste di carne bovina e del 10% di quelle di polli, carne suina e salumi. Le aziende intervistate, che effettuano vendita diretta prevalentemente presso lo spaccio aziendale, hanno indicato una crescita media del 10% delle vendite di ortofrutticoli.

Sono i prodotti freschi, soprattutto orticoli e frutticoli, quelli più richiesti, ma i prodotti lattiero caseari stanno acquisendo un peso crescente, dato anche il valore più elevato di tali produzioni, che permette la vendita a un prezzo più conveniente, a fronte della mancanza di intermediari. In termini di incidenza percentuale sul fatturato, per circa la metà dei rispondenti la filiera corta rappresenta mediamente il 20-30% delle vendite complessive; per l'altra metà costituisce in media il 70% delle vendite e in alcuni casi l'unico canale di commercializzazione. Alla vendita diretta guardano con interesse e profitto anche aziende medio grandi (un quinto di quelle contattate), che hanno anche aperto ai GAS in maniera più strutturata ed efficiente rispetto alle piccole imprese. Lo spaccio aziendale è ritenuto da una metà degli intervistati tra le forme di filiera corta a maggiore garanzia di sostenibilità economica per l'agricoltore e particolarmente gradito ai clienti; ciò significa che sono avvantaggiate le aziende localizzate in zone facilmente raggiungibili dai consumatori (aree peri-urbane) o vicine ai siti di interesse turistico, storico, archeologico e naturale.

Vendere tramite i canali della filiera corta sembra richiedere la presenza di imprenditori agricoli propensi alle innovazioni, con una elevata flessibilità nella

pianificazione produttiva, in grado di calibrare le quantità prodotte in funzione delle necessità di commercializzazione. Emerge, inoltre, che le aziende che possono beneficiare maggiormente dei sistemi di vendita alternativi sono quelle che operano la trasformazione dei prodotti da loro coltivati in azienda, anche se ciò significa il doversi assumere, in prima persona, rilevanti rischi tecnici e di mercato. Gli imprenditori agricoli biologici intervistati sono ottimisti riguardo al prossimo futuro e mostrano un elevato grado di soddisfazione verso questo canale di vendita; le motivazioni fornite si possono così sintetizzare:

- grazie al contatto diretto con il cliente, si percepisce subito la sua soddisfazione, ne deriva un riconoscimento morale;
- la vendita diretta è impegnativa ma permette di incassare subito e a prezzi remunerativi;
- buon incremento economico per l'azienda e la percezione che si dà al prodotto coltivato biologicamente.

Gli intervistati sottolineano la necessità di organizzare meglio la filiera corta e di trovare soluzioni continuative, come l'istituzione di mercati biologici del contadino permanenti, soprattutto in ambito urbano.

3.4 I numeri dell'agricoltura biologica in Puglia

È innegabile come nell'ultimo quinquennio, in Puglia, lo sviluppo dell'agricoltura biologica, abbia assunto un crescente ritmo esponenziale. Lo dimostrano i dati relativi al numero di imprese create e quelli legati alla crescita delle superfici destinate alla coltivazione biologica.

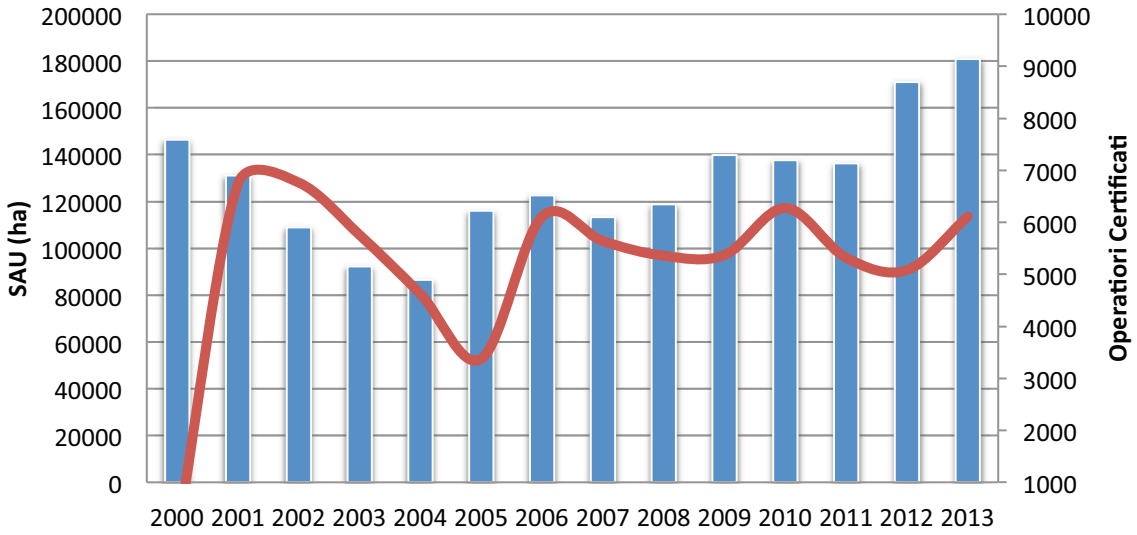
Il concetto di "Biologico" si incarna perfettamente con i valori del territorio pugliese. Rispetto dei luoghi, conservazione delle biodiversità e assenza di contaminazione di additivi chimici sono i principi cardine che grazie al progetto "BiologicoPuglia" hanno permesso questo rapido sviluppo del settore.

Da un paio di anni si incomincia a parlare di un vero e proprio logo del "Biologico" che si propone per il futuro un cambio generazionale del modello alimentare, basandosi su una ricerca di cibi sani e qualitativamente superiori, controllati in tutto il processo della filiera agroalimentare.

Attraverso i dati presentati di seguito si vogliono evidenziare i punti di forza delle imprese biologiche e l'intero quadro della situazione di crescita del settore, analizzando i dati relativi alle colture, alle superfici e alle categorie di operatori suddivise per provincia e per organismi ed enti di controllo e di certificazione.

In particolare verranno messi in risalto i risultati relativi alla agricoltura biologica nel programma di sviluppo rurale 2007-2013, legati alla misura 241/1.

Figura 67: Evoluzione dell'agricoltura biologica in Puglia: operatori e superfici 2000/2013

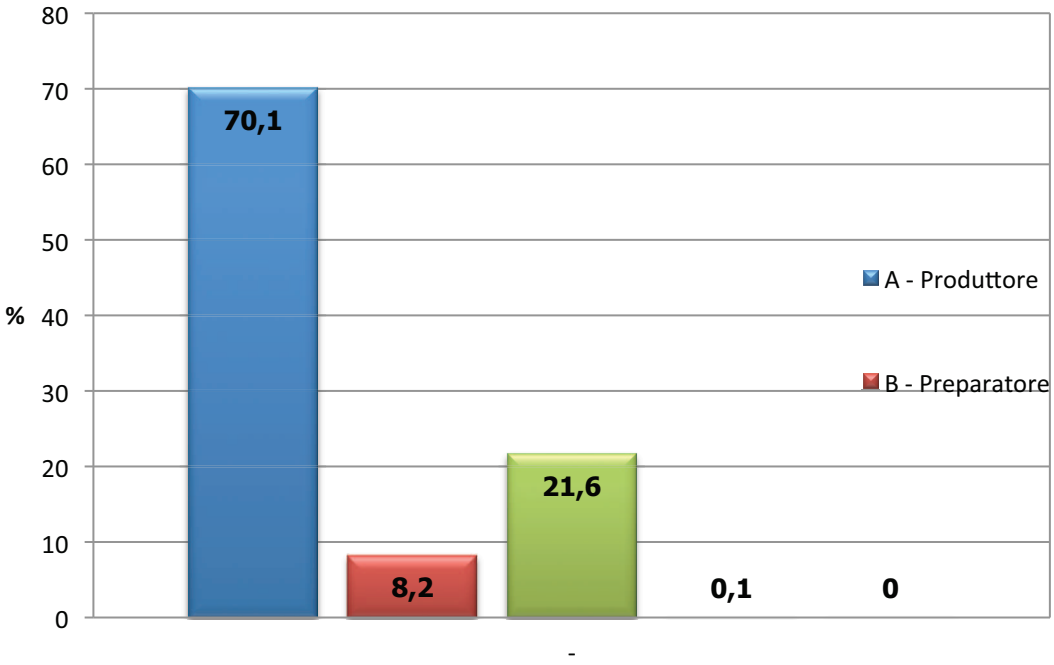


Fonte: Osservatorio regionale sull'agricoltura Biologica

L'agricoltura biologica pugliese rappresenta un fiore all'occhiello come espressione dello sviluppo economico del settore primario della regione. Il raffronto con le altre aree è nettamente a favore del territorio pugliese che si colloca al secondo posto come regione con maggiore estensione di superfici coltivate e al terzo per il numero di coltivatori. Dalla Figura 67 si evince come gli ultimi 10 anni abbiano rappresentato un movimento costante di crescita che,

dopo due flessioni nel 2004 e nel 2010, è ritornata quest'anno ai livelli di inizio rilevazione, con 6.624 operatori certificati.

Figura 68: Operatori Bioogici per tipologia (%) – Puglia 2013



Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia

La Figura 68 identifica la distribuzione degli operatori biologici pugliesi nell'anno 2013. Sono state individuate 3 macro categorie sovrapponibili tra di loro:

- Produttori;
- Preparatori
- Importatori;

Di regola un produttore può essere allo stesso tempo un preparatore, e un preparatore può assumere anche il ruolo dell'importatore; rara è la circostanza nella quale tutti e tre i ruoli vengono svolti da un unico operatore. Nel complesso le cinque categorie rappresentate non sono equamente distribuite. Dall'analisi dei dati si evince una netta prevalenza dei produttori (70.2%), seguiti in termini percentuali da una cospicua presenza di produttori-preparatori

(circa il 22%). Il restante 8,2% è costituito da tutti quegli operatori che assumono il solo ruolo di preparatore. Del tutto trascurabile la presenza delle altre due categorie di operatori biologici (Fig.68).

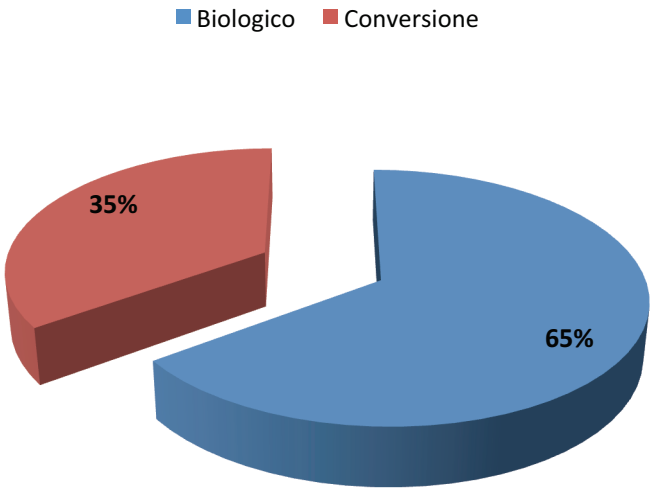
Si osservi la Tabella 63: eseguendo un'analisi per provincia, si evince che il territorio barese rappresenta la prima provincia per numero di operatori biologici, con 2.455 operatori sui 6.624 presenti in Puglia. Anche la provincia dauna riveste un ruolo importante per quanto concerne la presenza di categorie di operatori duplici, come i produttori e preparatori (37%) e i preparatori-importatori (20%). Risulta essere minore la presenza degli operatori dell'area "Salento", il cui spessore aumenta se vengono coinvolte le province di Brindisi e Taranto e che nel complesso arrivano a 2.244 unità (32,9%).

Tabella 63: Operatori Biologici per tipologia e per provincia

Attività	BA		BR		BT		FG		LE		TA		PUGLIA		ALTRO
	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%	n.
A - Produttore	1856	40.0	491	10.6	162	3.5	895	19.3	636	13.7	602	13.0	4642	100	184
B - Preparatore	179	32.9	34	6.3	72	13.2	174	32.0	46	8.5	39	7.2	544	100	13
C - Importatore	-				-		-		-		-		-		-
AB - Produttore - Preparatore	419	29.3	89	6.2	78	5.4	541	37.8	150	10.5	155	10.8	1432	100	45
BC - Preparatore - Importatore	1	20.0	-		1	20.0	1	20.0	1	20.0	1	20.0	5	100	3
AC - Produttore - Importatore	-		-		-		-		-		-		-		-
ABC - Produttore - Preparatore - Importatore	-		-		-		1	100	-		-		1	100	1
TOTALE	**2455**	**37.1%**	**614**	**9.3%**	**313**	**4.7%**	**1612**	**24.3%**	**833**	**12.6%**	**797**	**12.0%**	**6624**	**100.0%**	**246**

Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

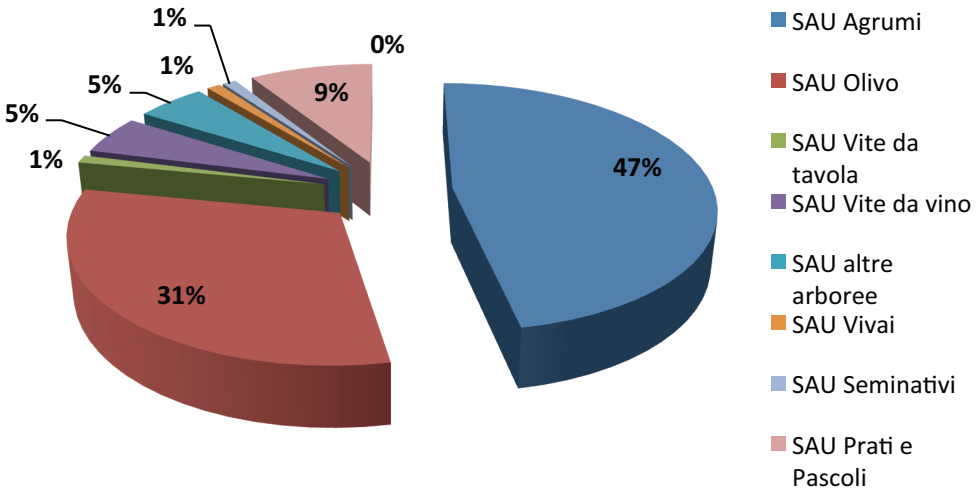
Figura 69: SAU biologica e in conversione (%), Puglia 2013



Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Il territorio pugliese è costituito da 180.900,96 ha coltivati secondo il metodo di produzione biologica. Un terzo di questa superficie viene coltivata in conversione (Fig.69).

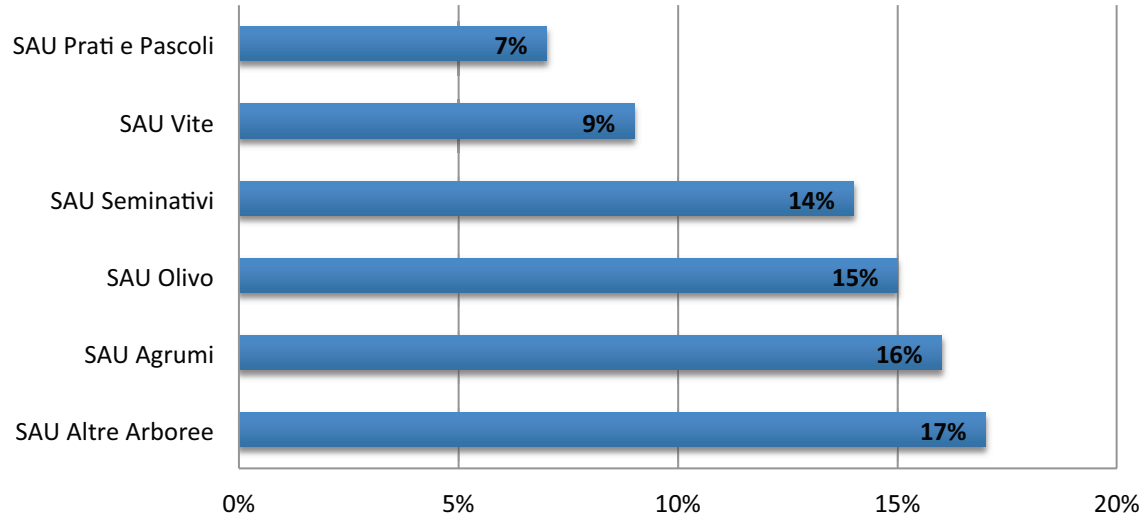
Figura 70: SAU biologica totale per macrousi (%), Puglia 2013



Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Considerando le diverse categorie coltivabili di superfici agricole (SAU), il maggior prodotto coltivato risulta essere l'agrume (47%), seguito dagli olivi(31%). Minor peso percentuale coinvolge gli altri tipi di coltivazioni o allevamenti (Fig.70).

Figura 71: Confronto SAU bio totale (2013) vs SAU totale (2011) per principali macrousi (%), Puglia 2013



Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Analizzando i dati per macrouso (Fig.71), è possibile constatare come le altre categorie di arboree, siano coltivate per il 17% a biologico; seguono gli agrumi con il 16%, l'olivo il 15%, i seminativi il 14% ed infine la vite 9%.

Osservando i dati esposti (Tab.64), si nota come gli agrumi, la vite da tavola e da vino, insieme ai prati e pascoli siano le colture che costituiscono la quota principale delle superfici investite in conversione, con percentuali superiori al 40%.

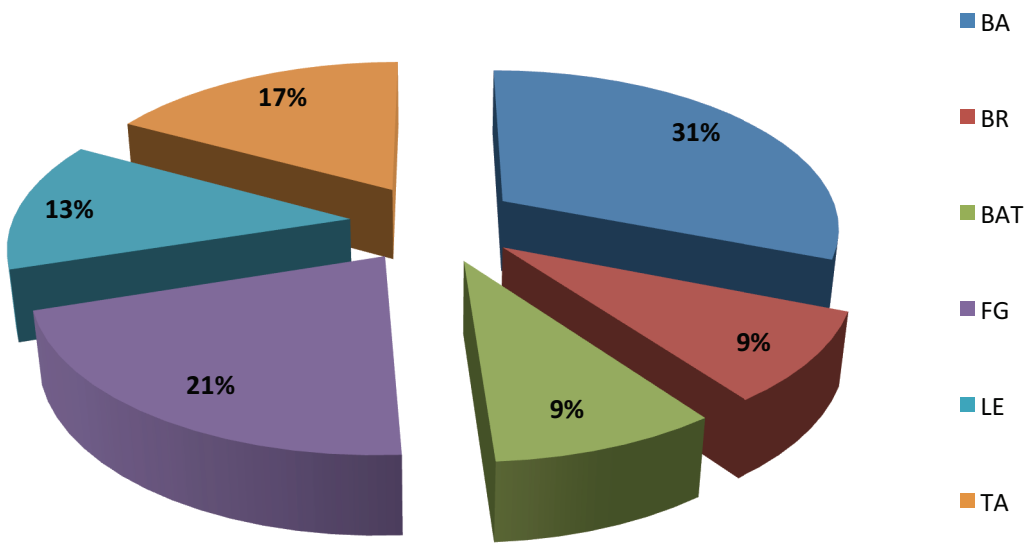
L'area metropolitana barese, compresa la provincia di Barletta, Andria e Trani, domina per quanto riguarda la distribuzione della Superficie Agricola coltivabile biologica con il 40% totale (31% BA e 9% BAT). Seguono la provincia foggiana (21%), quella tarantina (17%) ed infine Lecce e Brindisi, rispettivamente con il 13 e 9 % (Fig.72).

Tabella 64: SAU biologica e in conversione (ha e %) Puglia 2013

Descrizione Coltura	SAU Bio	SAU Conversione	SAU Totale	SAU Conversione SAU Tot %
SAU Agrumi	1026,49	738,95	1765,44	41,9
SAU Olivo	34086,75	21840,42	55927,17	39,1
SAU Vite da tavola	1315,87	1103,96	2419,83	45,6
SAU Vite da vino	5262,71	3752,92	9015,63	41,6
SAU Altre Arboree	6109,18	2345,83	8455,01	27,7
SAU Vivai	43,96	9,7	53,66	18,1
SAU Seminativi	59468,05	26237,8	85705,85	30,6
SAU Prati e Pascoli	9161,69	6868,53	16030,22	42,8
ALTRA SAU	793,37	734,78	1528,15	48,1
TOTALE	**117268**	**63632,89**	**180901**	**35,2**

Fonti: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 72: SAU biologica totale per provincia (%), 2013



Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

I dati raccolti in Tabella 65 dimostrano come i seminativi si concentrino nella provincia di Bari (38%) e Foggia (24%), mentre gli olivi sono coltivati per più di un quarto nella provincia di Lecce (26%) e per il 22% in quella di Bari. La distribuzione dei macro usi tra le diverse province evidenzia che, per quanto riguarda i prati e pascoli, questi sono presenti prevalentemente nelle aree collinari della provincia di Taranto (30%) e di Bari (28%) dove è maggiore la presenza del comparto zootecnico.

Tabella 65: SAU biologica per macrousi e per provincia (ha e %) Puglia 2013

Descrizione Coltura	BA		BR		BT		FG		LE		TA		PUGLIA	
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	Ha	%	ha	%	ha	%
SAU Agrumi	1.82	0.1	23.29	1.3	-	0.0	67.21	3.8	48.63	2.8	1624.49	92.0	1765.44	100
SAU Olivo	12053.67	21.6	9104.90	16.3	3368.07	6.0	9780.25	17.5	14560.68	26.0	7059.60	12.6	55927.17	100
SAU Vite da tavola	327.48	13.533182	54.51	2.252638	154.67	6.391771	191.92	7.931136	28.30	1.169504	1662.87	68.71846	2419.83	100
SAU Vite da vino	1321.56	14.658543	1191.24	13.21305	1277.80	14.17316	2102.04	23.31551	830.16	9.208009	2292.83	25.43172	9015.63	100
SAU Altre arboree	5819.63	68.830551	439.19	5.194435	796.15	9.416311	817.40	9.667641	117.93	1.394794	410.71	4.857593	8455.01	100
SAU Vivai	13.57	25.3	2.06	3.8	2.00	3.7	26.06	48.6	7.83	14.6	2.14	4.0	53.66	100
SAU Seminativi	32313.63	37.702946	5455.34	6.36519	9633.95	11.24071	20495.18	23.9134	6208.45	7.243905	11599.30	13.53385	85705.85	100
SAU Prati e Pascoli	4556.55	28.42475	380.60	2.374266	1719.58	10.72711	3780.85	23.58576	716.35	4.468747	4876.29	30.41936	16030.22	100
Altri SAU	323.42	21.164153	179.48	11.74492	36.39	2.381311	757.23	49.55207	77.02	5.040081	154.61	10.11746	1528.15	100
TOTALE	**56731.33**	**31.4%**	**16830.61**	**9.3%**	**16988.61**	**9.4%**	**38018.14**	**21.0%**	**22595.35**	**12.5%**	**29682.84**	**16.4%**	**180900.96**	**100**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

A livello regionale la vite da tavola è coltivata per oltre due terzi nella provincia di Taranto (69%), mentre quella da vino per il 25% sempre nella provincia tarantina e il 23% in quella di Foggia. Il macro uso “altre arboree” che comprende prevalentemente le drupacee, come mandorleti, pescheti e ciliegeti, è

presente nella provincia di Bari con oltre 5.800 ettari (69%). Infine gli agrumi si concentrano in prevalenza nella provincia di Taranto (92%).

Soffermando l'attenzione sulla distribuzione della Superficie agricola biologica coltivata per macro usi su scala provinciale, si evince che in tutti i territori i SAU seminativi e i SAU Olivo rappresentano i macro usi più estesi, mentre i SAU Agrumi, i SAU vite da tavola e i vivai non superano il 1,5% complessivo a dimostrazione della poco spendibilità nel settore di queste coltivazioni. Nonostante vi sia stato un grosso sviluppo negli ultimi anni, il comparto zootecnico continua ad avere un ruolo marginale all'interno della coltivazione pugliese. Dall'analisi della Tabella 66, si evince che sui 43.732 operatori pugliesi, quasi il 40% si concentra nella provincia di Bari, mentre il 33% nella provincia di Foggia; di scarsa rilevanza la presenza territoriale delle altre aree provinciali.

Tabella 66: Operatori Zootecnici biologici e UBA (n . %) per provincia - Puglia

Province	Operatori(n.)	% Perc	UBA(n.)	% Per
BA	88	46,8%	18366	42,0%
BR	10	5,3%	864	2,0%
BAT	11	5,9%	1461	3,3%
FG	18	9,6%	14783	33,8%
LE	17	9,0%	2238	5,1%
TA	38	20,2%	4978	11,4%
ALTRO	6	3,2%	1041	2,4%
TOTALE	**188**	**100,0%**	**43731**	**100,0%**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Come già esposto, si definiscono con l'acronimo OdC gli organismi di Controllo e Certificazione, ossia quegli organi specificatamente autorizzati e abilitati dal Ministero delle Politiche Agricole Alimentari e Forestali, aventi il compito di

garantire che i prodotti agricoli e alimentari, recanti il marchio protetto, rispondano ai requisiti del disciplinare, mediante controllo sistematico dei produttori. In Puglia esistono 13 enti di questo tipo; tra questi la ICEA e la Suolo e Salute superano ognuno i 1.500 operatori e sui 180.000 ha presenti, ne controllano quasi il 60%. Risulta essere comunque importante la presenza numerosa di questi enti a testimonianza dell'attenzione e del peso specifico rivestito dal settore biologico in Puglia.

Tabella 67: Operatori e SAU bio totale (n. e ha) per OdC

OdC	Operatori (n.)	%	SAU Bio Totale (ha)	%
IT-BIO-002 **Codex srl**	183	2,7	5269,22	2,9
IT-BIO-003 **IMC srl**	139	2,0	2287,99	1,3
IT-BIO-004 **Suolo e Salute srl**	1554	22,6	39814,58	22,0
IT-BIO-005 **Bios srl**	370	5,4	8670,48	4,8
IT-BIO-006 **ICEA**	2531	36,8	68687,62	37,9
IT-BIO-007 **BioAgriCert srl**	913	13,3	26600,63	14,7
IT-BIO-008 **EcoGruppo**	509	7,4	12664,42	7,0
IT-BIO-009 **CCPB srl**	48	0,7	1219,61	0,7
IT-BIO-010 **BioZoo srl**	34	0,5	751,14	0,4
IT-BIO-012 **Sidel s.p.a**	559	8,1	14696,07	8,1
IT-BIO-013 **ABCert S.p.a**	1	0,0	0,97	0,0
IT-BIO-014 **QC srl**	28	0,4	416,18	0,2
IT-BIO-015 **ValoriItalia srl**	1	0,0	-	0,0
TOTALE	**6870**	**100**	**181078,91**	**100**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Sulla scorta dell'elaborazioni ORAB della Regione Puglia - IMAB su dati BioBank Open Project, emerge che le superfici coltivate tramite la metodologia di produzione biologica, che usufruiscono del premio per il biologico del PSR Puglia 2007-2013 sono pari quasi al 76% della superficie regionale totale coltivabile. Gli operatori biologici protagonisti nelle varie province pugliesi al programma misura 214/1 sono 6.624. Di questi 5.079 aderiscono all'azione 1 "Agricoltura biologica" e sono per la maggior parte coltivatori baresi e foggiani (40% i primi e 20% i secondi circa) (Tab.67).

Tabella 68: Operatori biologici aderenti alla misura 214/1 PSR Puglia 2007-2013

Province	Operatori PSR(n.)	%	Operatori BIO TOT (n.)*	Operatori PSR/ Operatori BIO TOT (%)
BA	2006	39,5%	2455	81,7%
BR	522	10,3%	614	21,3%
BAT	191	3,8%	313	7,8%
FG	1008	19,8%	1612	41,1%
LE	690	13,6%	833	28,1%
TA	662	13,0%	797	27,0%
TOTALE	**5079**	**100,0%**	**6624**	**76,7%**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Effettuando il confronto i valori in termini percentuali tra Operatori Biologici che usufruiscono del Premio rispetto al totale e province del territorio pugliese, si scopre che la percentuale è simile ed è pari al 76%. L'area metropolitana di Bari domina sulle altre ed usufruisce maggiormente del premio per il biologico. Successivamente si collocano la provincia di Foggia, quella di Taranto, Lecce ed infine Brindisi e la BAT (Tab.68).

Tabella 69: SAU bio totale per provincia aderente alla misura 214/1 PSR Puglia 2007-2013

Province	PSR(ha)	BIO TOT(ha)	Superfici PSR/ superfici BIO TOT (%)
BA	47861,62	56731,33	84,4%
BR	13250,18	16884,61	78,5%
BAT	13028,03	16988,69	76,7%
FG	25270,77	38018,14	66,5%
LE	17616,44	22595,35	78,0%
TA	20464,52	29682,84	68,9%
TOTALE	**137491,56**	**180900,96**	**76,0%**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Tra le varie coltivazioni esaminate, l'adesione principale si è verificata per i seguenti macro usi: olivo, altre arboree, agrumi e vite da tavola, con percentuali superiori all'80%. Nella Tabella 69 sono suddivise a livello provinciale le superfici agricole aderenti al premio per il biologico; i dati dimostrano come in tutti i territori pugliesi presi in analisi la SAU d'olivo e quella relativa ai seminativi sono risultati essere i macro usi più diffusi sulle superfici a premio. Le altre SAU relative agli Agrumi e Vite da tavola, che avevano ottenuto la maggior adesione al premio per il biologico del PSR, non superano in termini di rilevanza percentuale il 10% globale (Tab.70).

Tabella 70: SAU bio totale per macrouso aderente alla misura 214/1 PSR Puglia 2007-2013

Macrousi	PSR (ha)	BIO TOT (ha)	Superfici PSR/ superfici BIO TOT (%)
SAU Agrumi	1537,77	1765,44	87,1%
SAU Olivo	51137,48	55927,17	91,4%
SAU Vite da tavola	2078,95	2419,83	85,9%
SAU Vite da vino	6964	9015,63	77,2%
SAU Altre Arboree	7599	8455,01	89,9%
SAU Seminativi	68174,36	85705,85	79,5%

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

La Tabella 71 presenta il dettaglio provinciale per macro uso, delle diverse superfici aderenti al premio per il biologico dovuto alla misura 214/1; i numeri confermano che in tutte le sei province pugliesi i seminativi e l'olivo sono i due macro usi più diffusi sulle superfici a premio.

Tabella 71: SAU biologico totale per macrouso e provincia aderente alla misura 214/1

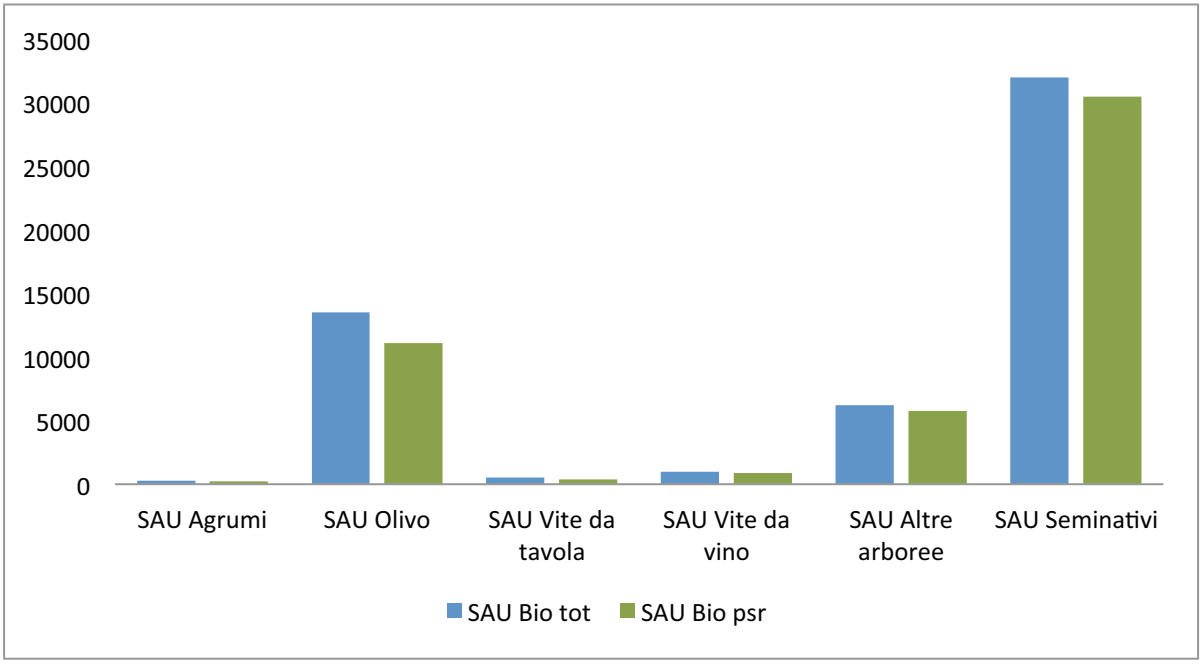
Descrizione Coltura	BA		BR		BT		FG		LE		TA		PUGLIA	
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%
SAU Agrumi	0.41	0%	23.15	0%	0.00	0%	61.62	0%	43.94	0%	1408.65	7%	1537.77	1%
SAU Olivo	10932.95	23%	8648.58	65%	3093.69	24%	8531.84	34%	13502.21	77%	6428.21	31%	51137.48	37.2%
SAU Vite da tavola	211.55	0%	38.67	0%	91.93	1%	148.99	1%	14.72	0%	1573.09	8%	2078.95	1.5%
SAU Vite da vino	1103.57	2%	1147.58	9%	1081.31	8%	1267.84	5%	674.13	4%	1689.57	8%	6964.00	5.1%
SAU Altre arboree	5476.15	11%	481.70	4%	612.09	5%	655.93	3%	52.47	0%	320.66	2%	7599.00	5.5%
SAU Seminativi	30316.99	63%	2910.50	22%	8149.01	63%	14604.55	58%	3328.97	19%	9044.34	44%	68174.36	49.6%
TOTALE	**48041.62**	**100.0%**	**13250.18**	**100.0%**	**13028.03**	**100.0%**	**25270.77**	**100.0%**	**17616.44**	**100.0%**	**20464.52**	**100.0%**	**137491.56**	**100**

Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

I dati che seguono (da Fig.73 a Fig.78) evidenziano in maniera sintetica il ruolo posseduto dalle coltivazioni, sia per provincia che per macro uso, dal punto di vista percentuale delle SAU che aderiscono alla misura 214/1 "Agricoltura biologica" del PSR Puglia 2007-2013, misurate rispetto alle superfici biologiche totali.

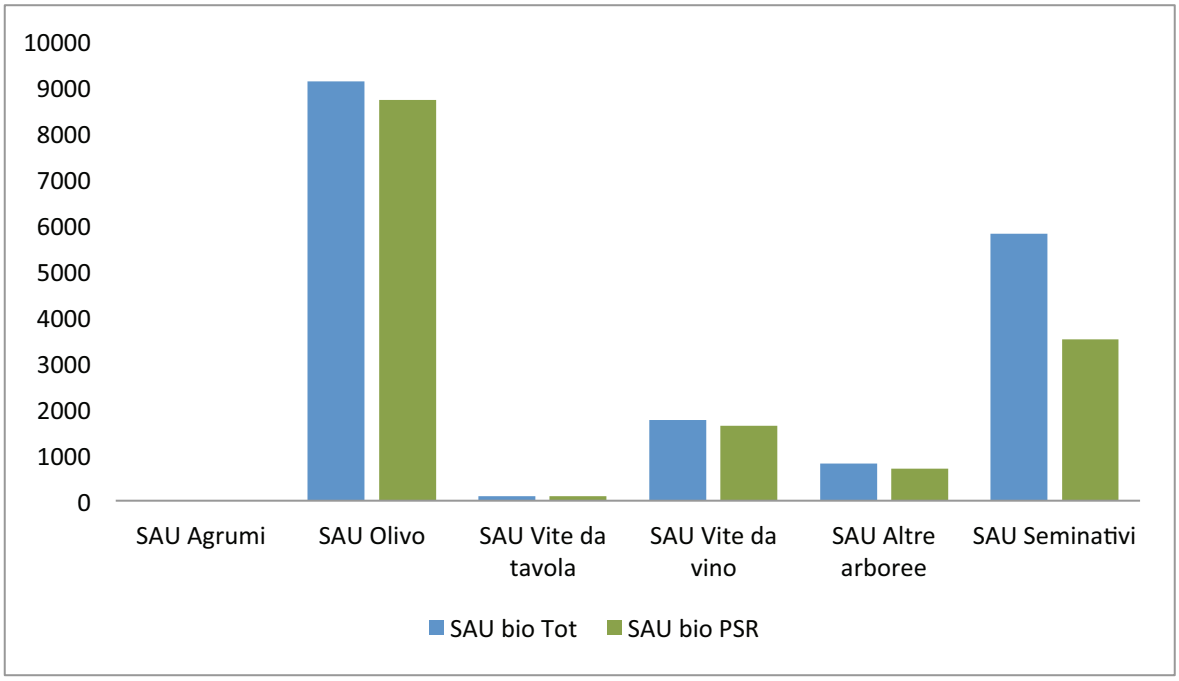
Per quanto riguarda la zona murgiana di Barletta, Andria e Trani, la superficie coltivata principale è quella dei seminativi; discorso analogo per quanto riguarda la provincia di Bari che, con il suo 93%, rappresenta il territorio regionale che maggiormente investe in questa coltura. L'area salentina invece ha nella SAU Olivi la coltura previlegiata.

Figura 73: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia di Bari, 2013



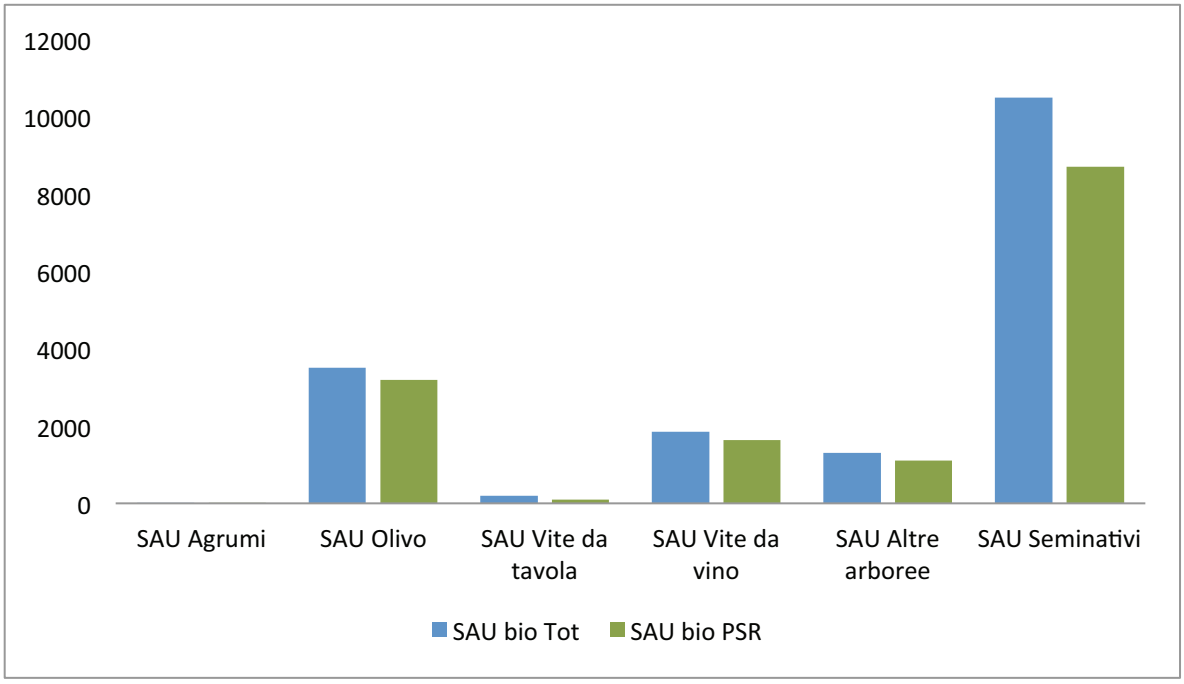
Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 73: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia di Brindisi, 2013



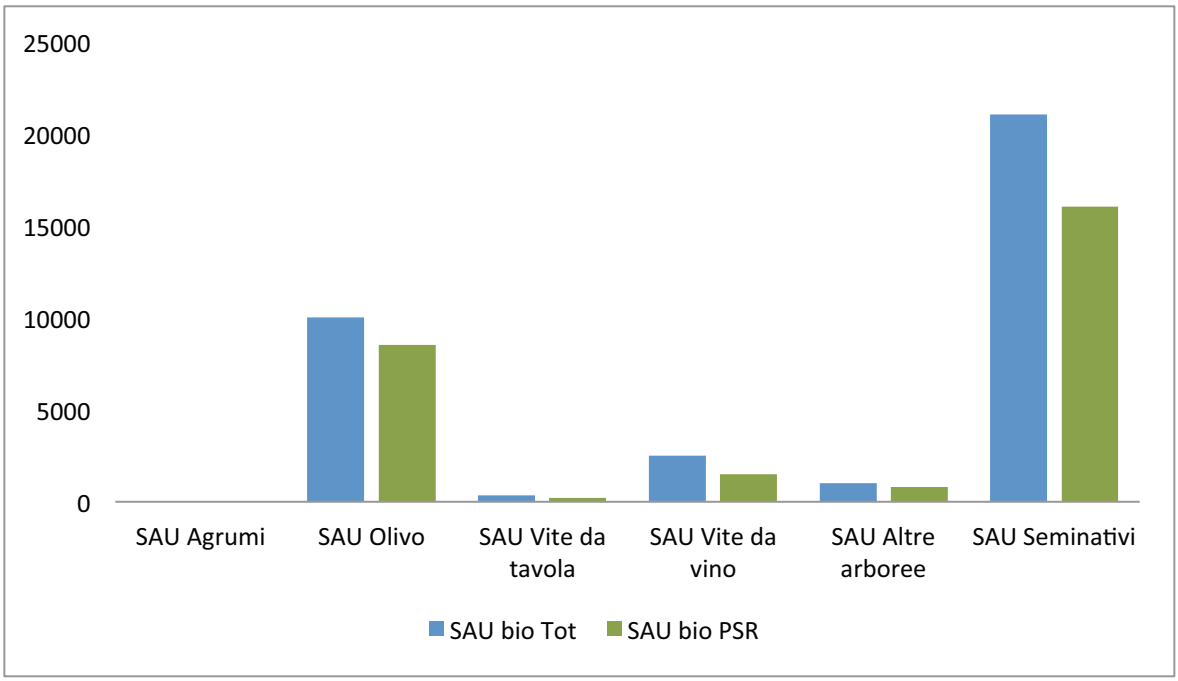
Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 75: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia della BAT, 2013



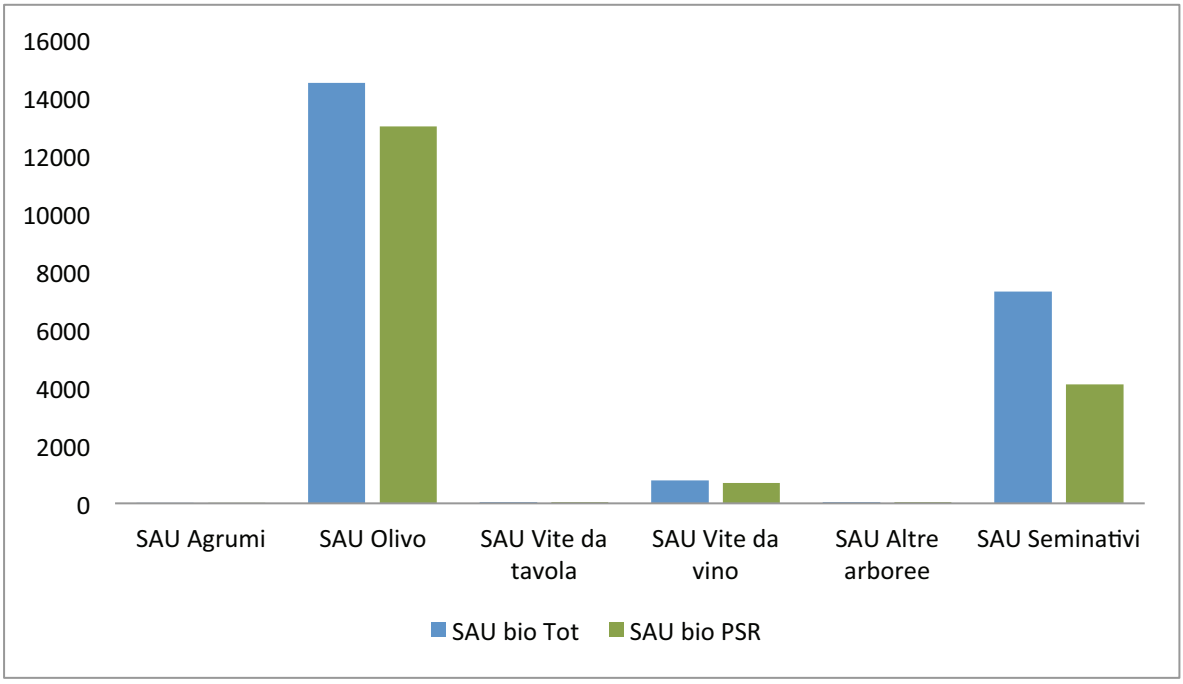
Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 76: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia di Foggia, 2013



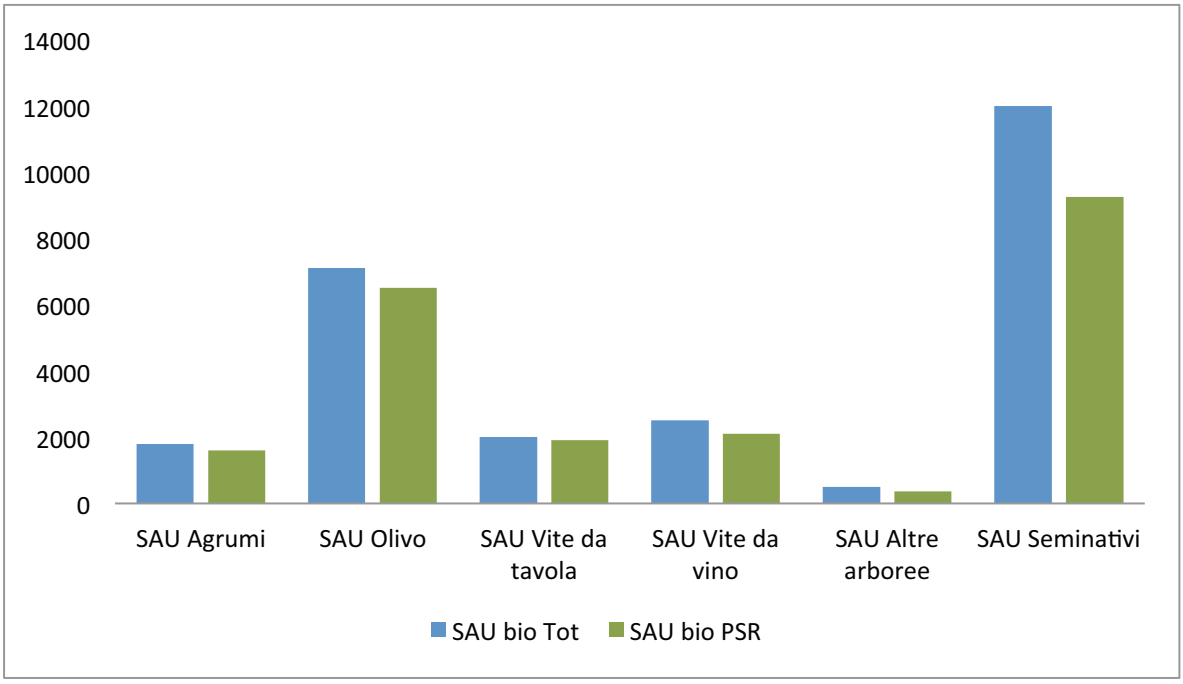
Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 77: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia di Lecce, 2013



Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

Figura 78: SAU Bio tot aderente alla mis. 214/1 PSR 2007-2013 su SAU bio tot per macrouso, Provincia di Taranto, 2013



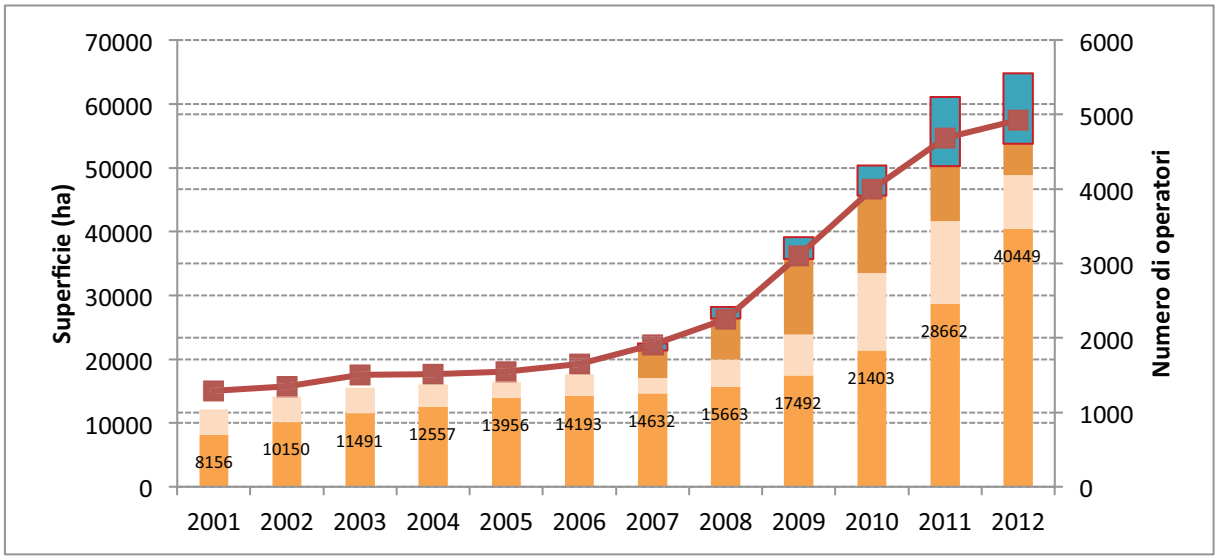
Fonte: Elaborazioni ORAB Regione Puglia – IAMB su dati Biobank Open project

3.5 Analisi dell'agricoltura biologica in Francia e delle dinamiche settoriali

In cinque anni, dal 2007 al 2012, il valore relativo al vigneto biologico della Francia è quasi triplicato passando da 22.509 ha nel 2007 a 64.801 ha nel 2012 (+6% rispetto al 2011). Nel 2012, le superfici viticole sono risultate ripartite all'interno di 4.927 aziende agricole (+5% rispetto al 2011) (Fig.79).

Le superfici in conversione hanno rappresentato in totale il 38% delle superfici viticole condotte seguendo la modalità di produzione biologica, ovvero 24.351 ha. Dal 2009 al 2011 incluso, le superfici in conversione sono state superiori alle superfici certificate biologiche (ovvero al termine del periodo di conversione di tre anni).

Figura 79: Evoluzione delle superfici e numero di operatori di produzione biologica



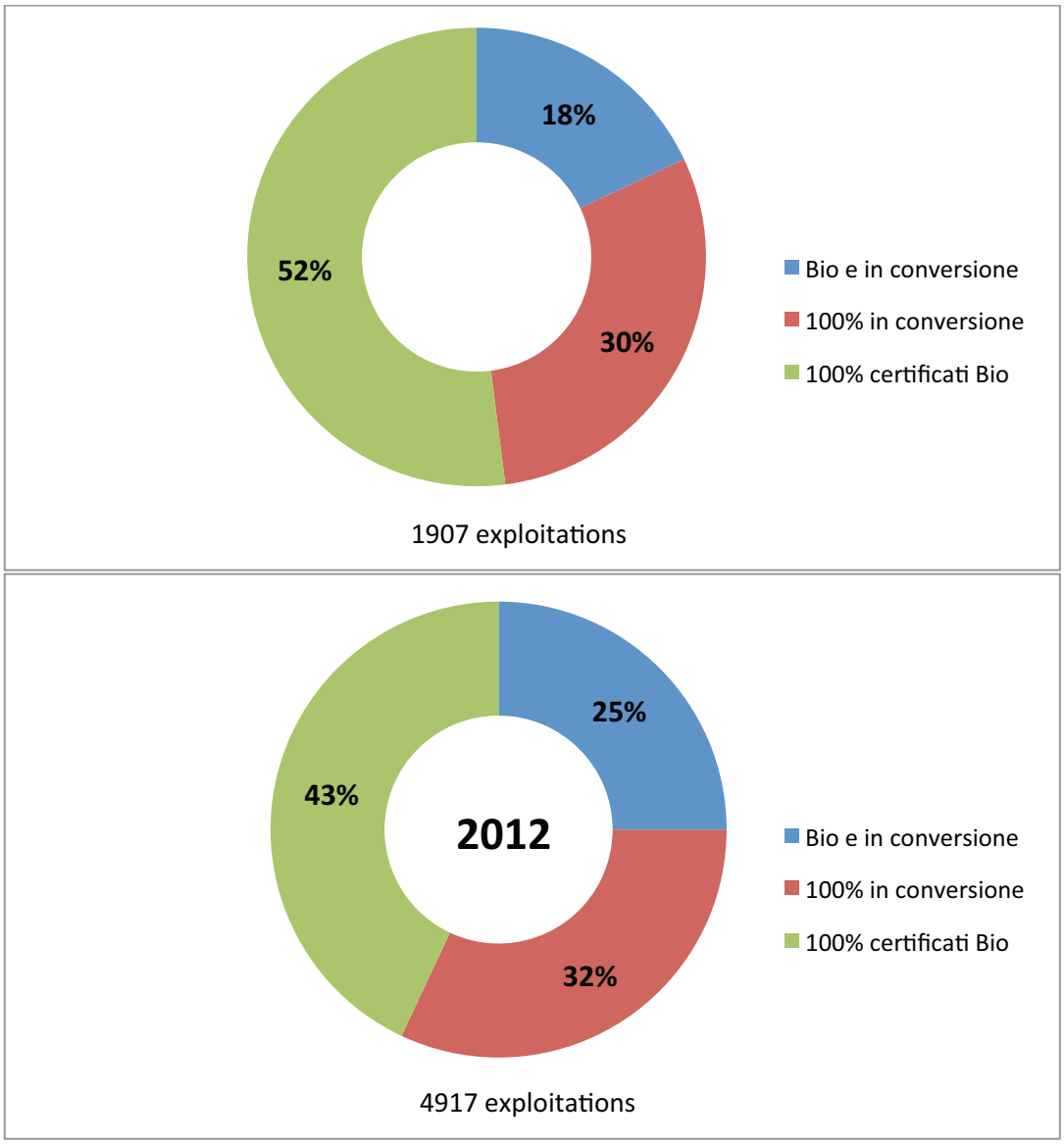
Fonte: Agence BIO/OC, 2012

La quasi totalità del vigneto (64.150 ettari, ossia il 99% delle superfici viticole biologiche totali) è dedicata alla produzione di uve da vino, con 4.593 viticoltori coinvolti e 280 cantine cooperative impegnate nella coltura biologica nel 2012.

Più della metà delle aziende agricole vitivinicole era, parzialmente o interamente, in conversione nel 2012; nello stesso anno, il 57% delle aziende agricole vitivinicole operanti in modalità di produzione biologica risultava in conversione (di cui il 32% interamente). Va aggiunto, a titolo informativo, che nel 2007, il 48% delle aziende agricole vitivinicole biologiche erano in periodo di conversione (Fig.80).

Più del 70% delle superfici occupate da viticoltura condotta con il metodo dell'agricoltura biologica e il 58% dei viticoltori bio sono collocati nelle tre regioni: Languedoc-Roussillon, Provence – Alpes – Côte d'Azur e Aquitaine. La Figura 80 restituisce le cifre chiave della localizzazione delle superfici e delle cantine cooperative biologiche.

Figura 80: Localizzazione delle superfici e delle cantine cooperative bio nel 2012



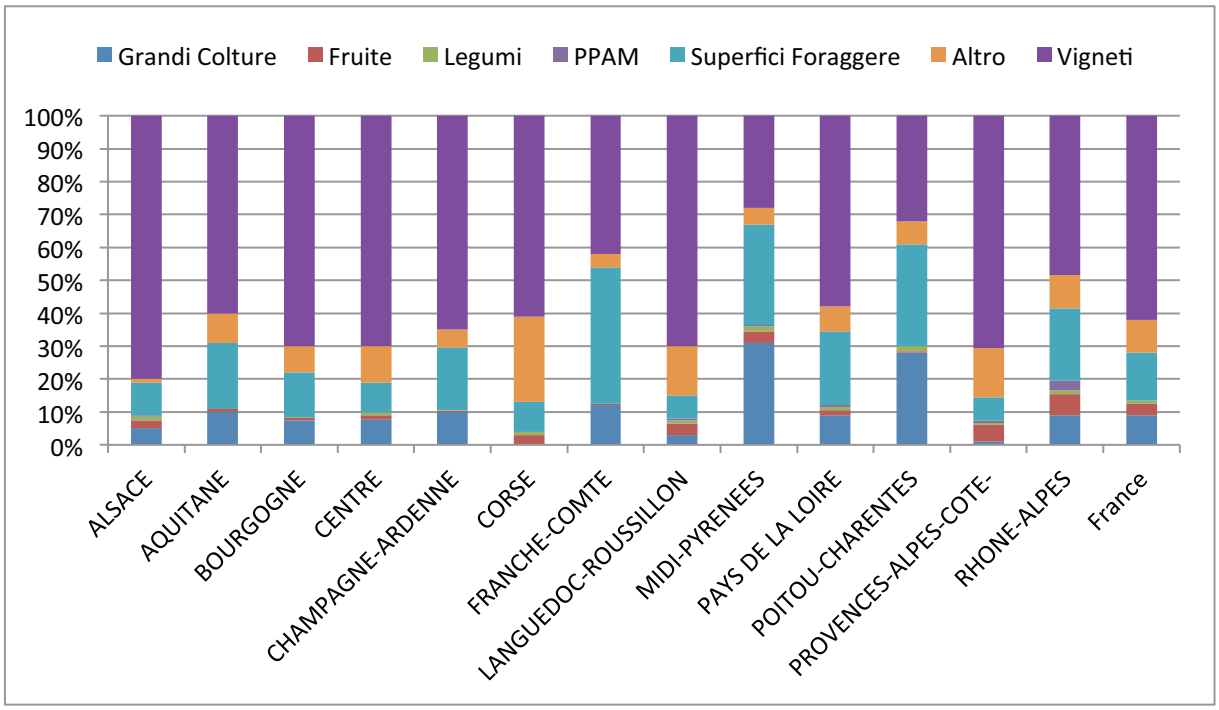
Fonte: Agence BIO/OC, 2012

All'inizio del 2012, la quota di vigneto biologico era superiore al 6% in tutte le regioni eccetto la Champagne, Ardenne e Poitou – Charentes. Alla fine del 2012, le superfici impiegate a vigneto biologico erano superiori al 10% nelle 7

regioni seguenti: PACA (16,5%), Lorraine (15,5%), Alsace (13,2%), Franche-Comté (12,7%), Corse (11,6%), Centre (10,2%) e Ile-de-France (38,7%) (Fig.83).

In media, nel 2012, il 61% delle superfici bio delle aziende agricole biologiche erano destinate alla viticoltura, con molte particolarità regionali. Ad esempio, in Alsace, le vigne rappresentavano in media l'80% delle superfici biologiche delle aziende agricole mentre nei Midi-Pyrénées esse rappresentavano meno del 30% (Fig.81).

Figura 81: Peso percentuale delle diverse tipologia di coltivazioni rispetto ai vigneti

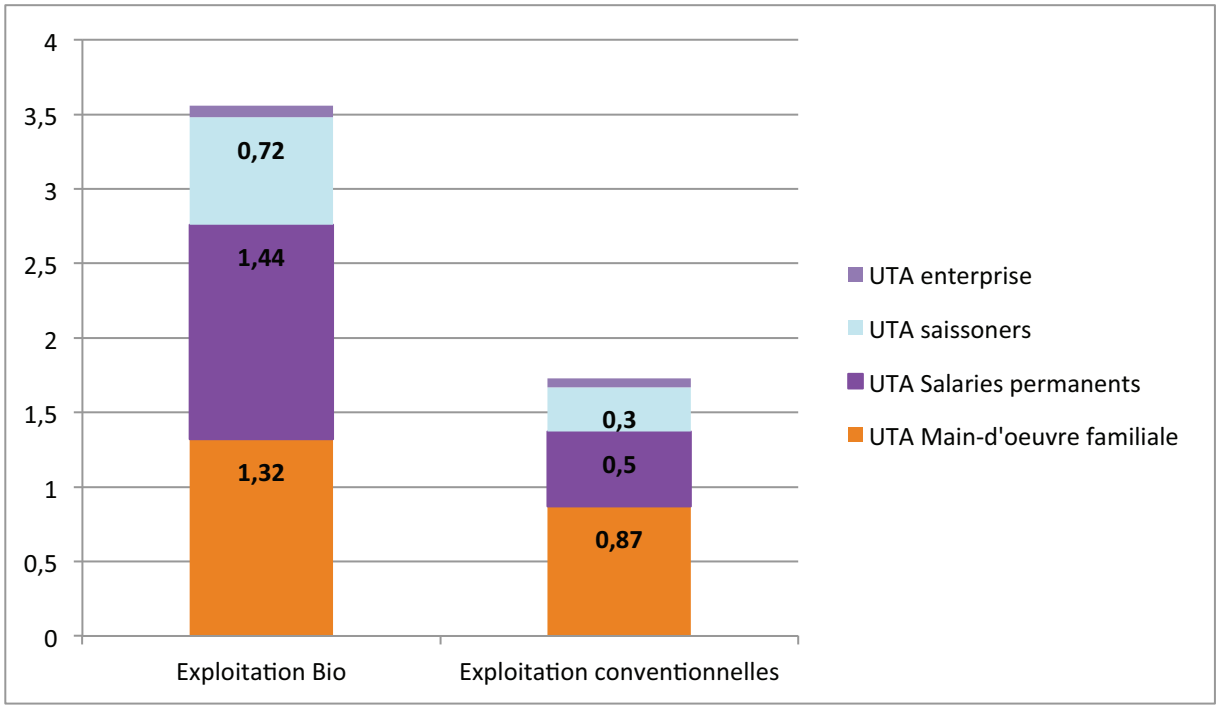


Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Sempre nel 2012, più di 200 aziende agricole vitivinicole biologiche avevano anche uno o più campi d'allevamento bio; la proporzione di allevatori è più importante per i produttori di uva da tavola (il 12% è al tempo stesso allevatore) che per i produttori di uva da vino (3%).

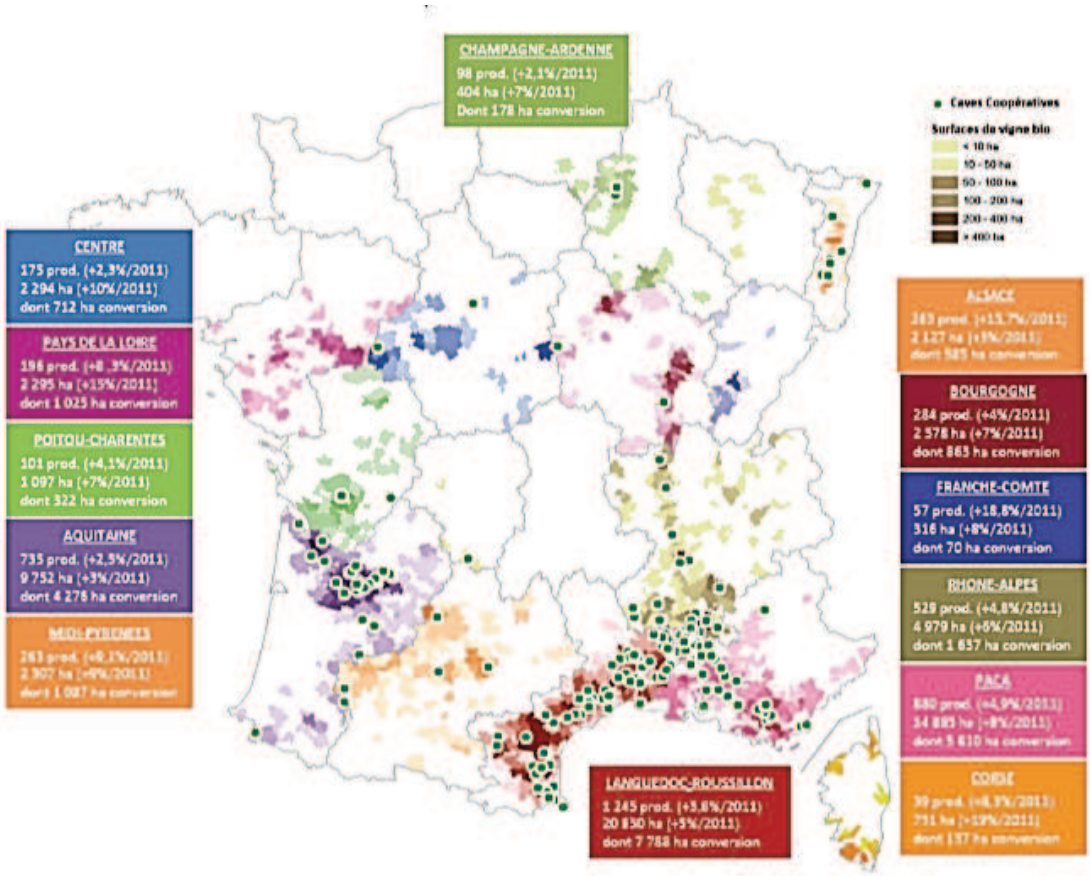
La viticoltura bio rappresenta una fonte importante d'impiego; in media, nella viticoltura biologica, si contano quasi il doppio di ULA (Unità di Lavoro Annuale) rispetto al convenzionale: 3,6 ULA contro 1,7 (Fig.82).

Figura 82: Valori di UTA diversi tra aziende BIO e convenzionali



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Figura 83: Mappa di delle cooperative nelle varie regioni francesi



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

La vitivinicoltura è un settore in cui la differenza fra biologico e convenzionale

è più marcata rispetto alla media.

I fattori che spiegano tale differenza sono i seguenti:

- vendemmia manuale più frequente nel biologico;
- vinificazione in cantina particolare;
- superficie media di vigna più importante nelle aziende agricole biologiche (13 ha in bio contro 9 ha).

Un viticoltore bio su due elabora lui stesso il vino; stando alle notifiche all'Agence Bio/Oc, nel 2012, 196 cantine cooperative producevano vino bio, contro 157 nel 2011 e 70 nel 2009, di cui tre integralmente bio. Nel corso dei primi sei mesi del 2013, 17 nuove cantine cooperative hanno iniziato e comunicato un'attività bio. Oggi, il 41% dei viticoltori elabora il vino nelle aziende agricole e lo vende direttamente ai consumatori; inoltre, il 21% vende direttamente seppure attraverso la vinificazione in cooperativa.

Per il 2012, i volumi di vino biologico commercializzati sono stati stimati a 855.000 hl; tale stima è stata realizzata grazie ad un'inchiesta presso i viticoltori e gli altri attori del settore. Essa tiene conto del fatto che una parte di volumi vinificata ogni anno è oggetto di stoccaggio ed è commercializzata nel corso degli anni a seconda delle vendemmie (circa un terzo dei volumi bio). Di conseguenza, una parte delle vendite dell'anno proviene dagli stock anteriormente costituiti.

Tabella 72: Ordine dei dipartimenti viticoli, 2012

	Nr. Di Viticoltori Bio 2012	
84 -	Vauclause	528
33 -	Gironde	489
34 -	Herault	441
30 -	Gard	387
26 -	Drome	248
11 -	Aude	214
83 -	Var	205
66 -	Pyrenees-Orientals	200
68 -	Haut-Rhin	169
21 -	Cote d'or	152
	FRANCE	4927

	Superfice totale coltivata in Bio 2012	
84 -	Vauclause	9076
33 -	Gironde	7548
30 -	Gard	7141
34 -	Herault	6411
11 -	Aude	4222
83 -	Var	3469
26 -	Drome	3187
66 -	Pyrenees-Orientals	3054
13 -	Bouches du Rhone	2141
49 -	Maine et loire	1600
	FRANCE	64801

	Parti di vigneti totali in bio 2012*	
13 -	Bouches du Rhone	21%
26 -	Drome	18.80%
84 -	Vauclause	18%
68 -	Haut-Rhin	14.60%
37 -	Indre-et-Loire	14.50%
21 -	Cote d'or	13.90%
30 -	Gard	12.90%
66 -	Pyrenees-Orientals	12.30%
83 -	Var	12.00%
67 -	Bas-Rhin	11.40%
	FRANCE	8.20%
*	vengono contati i primi 25 dipartimenti viticoli	

	Superfici in conversione 2012	
84 -	Vauclause	3691
33 -	Gironde	3499
34 -	Herault	2455
30 -	Gard	2350
11 -	Aude	1665
66 -	Pyrenees-Orientals	1315
83 -	Var	1206
26 -	Drome	1063
49 -	Maine-et-loire	683
37 -	Indre-et-loire	596
	FRANCE	24351

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Da un'analisi dettagliata dei dati risulta che:

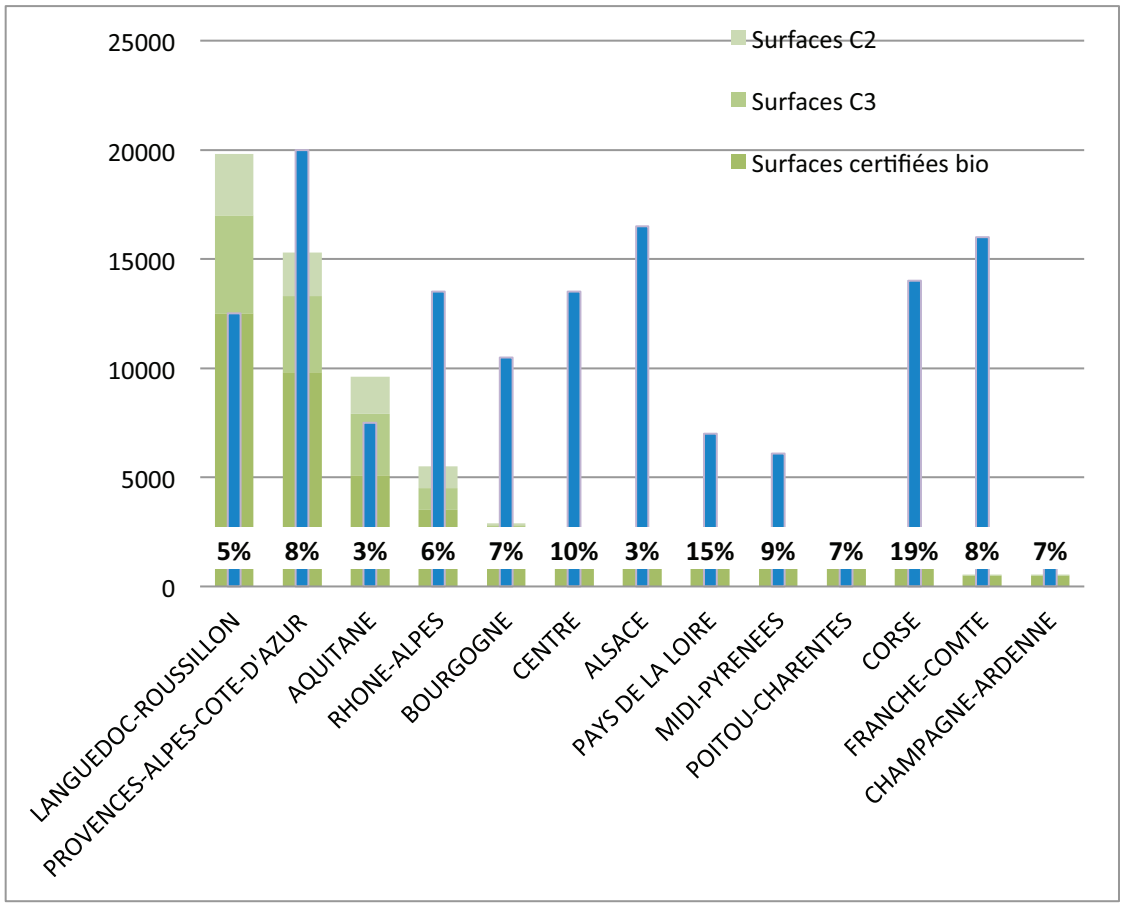
- il 60% dei vini bio è venduto in Francia e il 40% è destinato all'esportazione (in senso lato, compresi gli scambi intracomunitari) (Fig.86);
- più dell'80% dei volumi sono vinificati nei domini viticoli,
- le viticolture assicurano più della metà (59%) della commercializzazione in volumi presso nuclei familiari, venditori dell'RHD e all'esportazione, i negozianti assicurano un terzo (31%) della commercializzazione e le cooperative il 9%,
- più del 30% di vini biologici sono oggetto di una commercializzazione per mezzo dei negozianti che si riforniscono presso viticoltori o cooperative. Nel 2012, il 46% dei volumi commercializzati dalle cooperative sono passati per i negozianti così come il 23% dei volumi commercializzati dalle aziende.

Circa i due terzi dei volumi dei vini bio immessi sul mercato sono a denominazione di origine controllata (DOC), il 28% a indicazione geografica protetta (IGP) e il 6% vini senza indicazione geografica (VSIG) con delle differenze regionali:

- predominanza dei vini DOC nella maggioranza delle regioni, i quali rappresentano più dei tre quarti dei volumi di vini bio commercializzati. Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes e Midi-Pyrénées fanno eccezione (con rispettivamente il 24%, 58% e il 68%);
- i due terzi delle vendite di vini bio del Languedoc-Roussillon sono di IGP. Questo rappresenta la maggior parte degli IGP bio commercializzati a livelli nazionale (72%). La seconda regione è PACA con il 18% dei volumi nazionali (22% delle vendite regionali).

I VSIG (tra il 19% e il 15% dei volumi totali) sono essenzialmente commercializzati in Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes e Midi-Pyrénées.

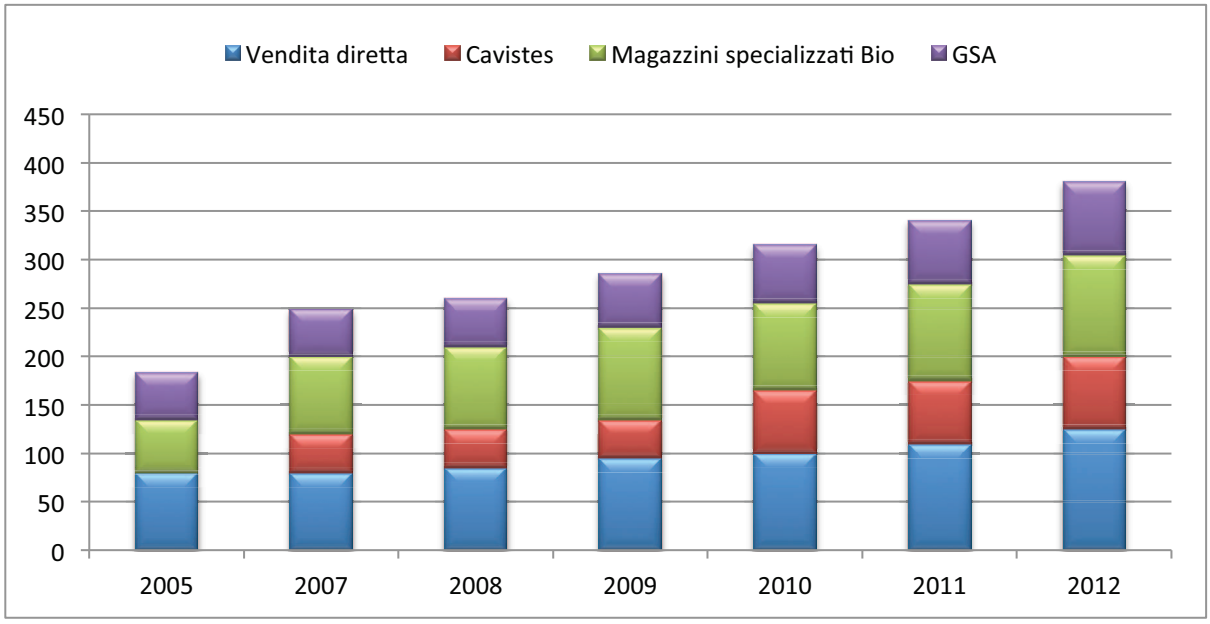
Figura 84: Distribuzione delle diverse superfici di coltura biologica, 2012



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

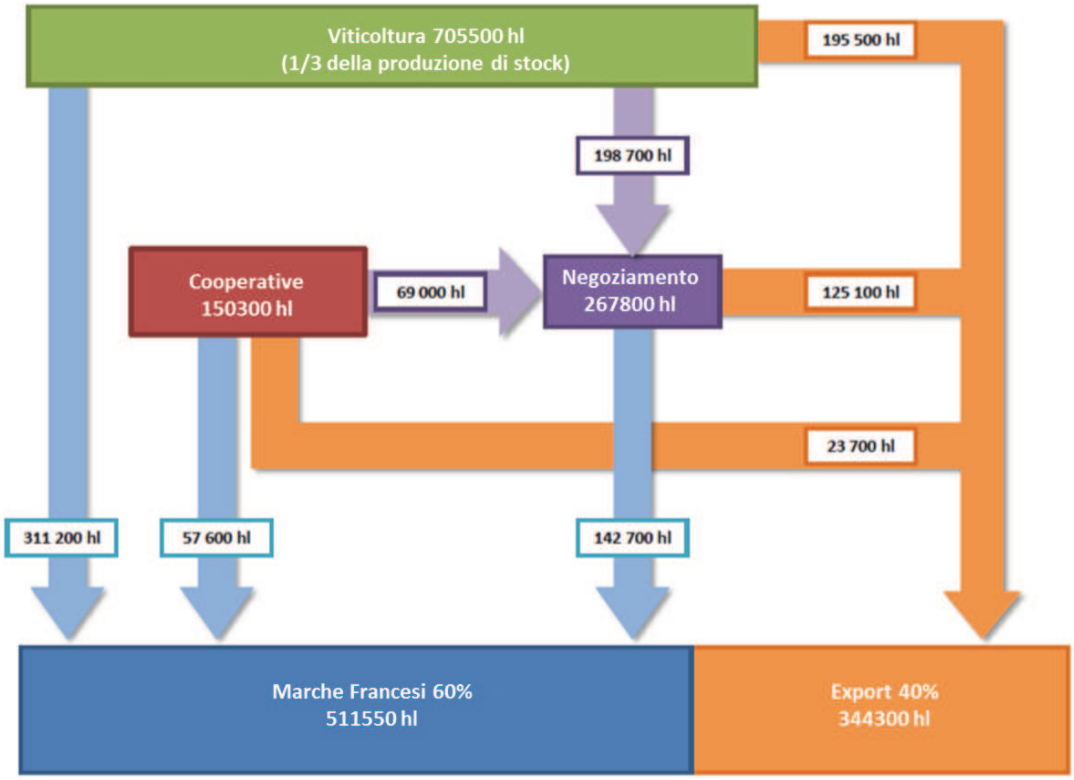
Del valore di 413 milioni di euro nel 2012, le vendite di vino biologico in Francia sono aumentate del 15% rispetto al 2011. Sul mercato francese, più della metà dei vini è commercializzata direttamente dal viticoltore al consumatore (36%) o per mezzo di magazzini specializzati nel settore biologico (27%). Vengono in seguito le grandi superfici alimentari (20%), i proprietari di enoteche e i negozi specializzati (17%) (Fig.85).

Figura 85: Evoluzione dei canali di vendita in Francia



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Figura 86: Filiera del vino: stima dei volumi commercializzati nel 2012

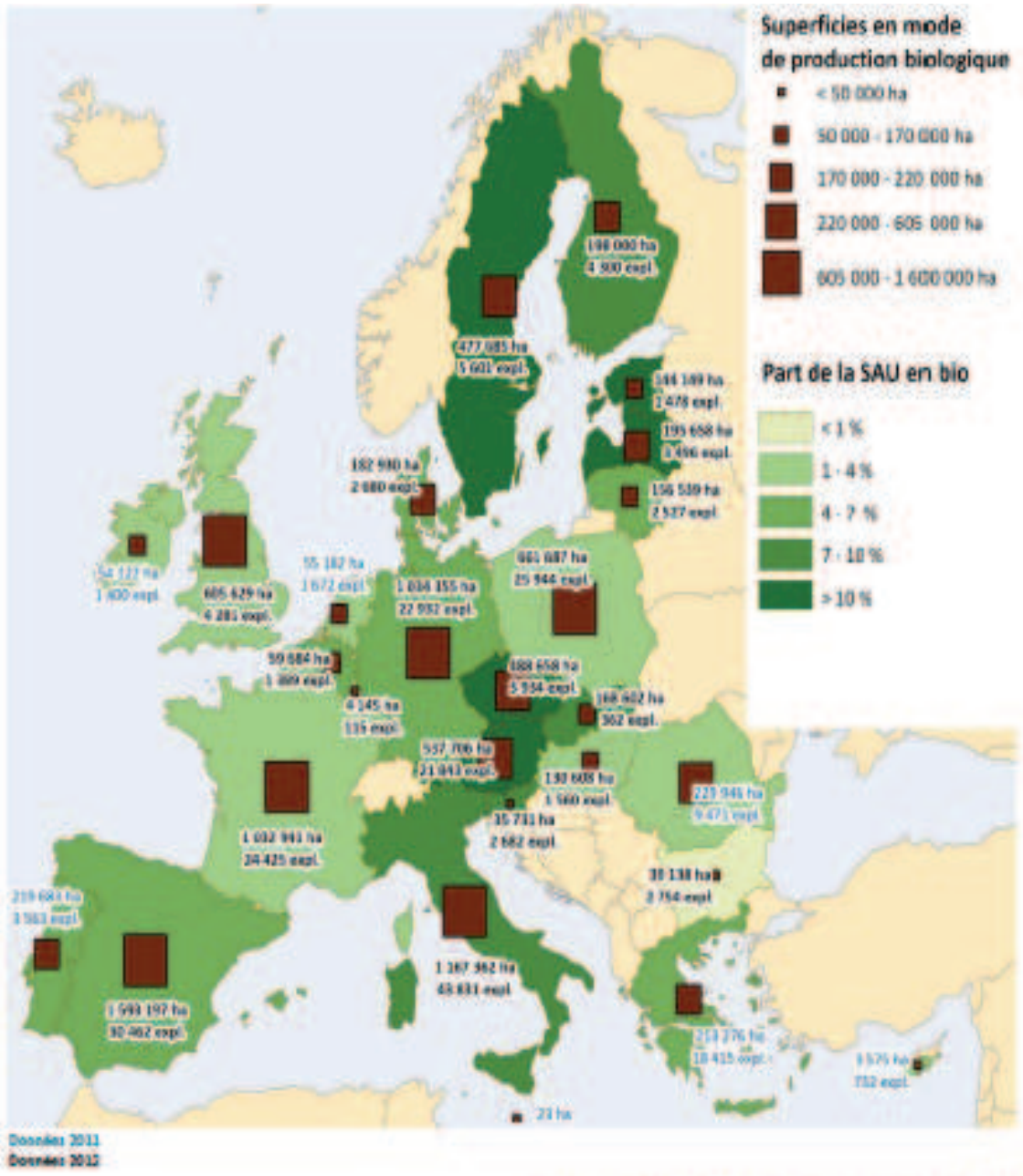


Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Oltre il 10% dei 9,7 milioni di ettari coltivati a biologico nella UE, nel 2012, sono situati in Francia (4° posto in totale) ed è altresì francese il 10% delle aziende biologiche (4° posto in graduatoria), mentre risulta essere il 3,8% la percentuale dei terreni agricoli in biologico (17 ° posto, la Francia è posizionata meglio anche del Regno Unito). La Francia si distingue dagli altri paesi per i suoi vigneti (2° posto dietro la Spagna), per la produzione di semi oleosi di natura biologica (al 2 ° posto nella UE dietro Romania), per le sue "*vaches allaitantes*" (2° posto alle spalle della Germania) e per gli allevamenti avicoli (1° posto) (Fig.87). L'11% del latte biologico prodotto nella UE nel 2011 era di origine francese.

Tutti questi dati dimostrano come, in generale, la Francia sia conosciuta per la varietà dei suoi prodotti biologici e di qualità. Per quanto riguarda il numero di produttori e trasformatori biologici la Francia risulta vicina ai numeri della Germania.

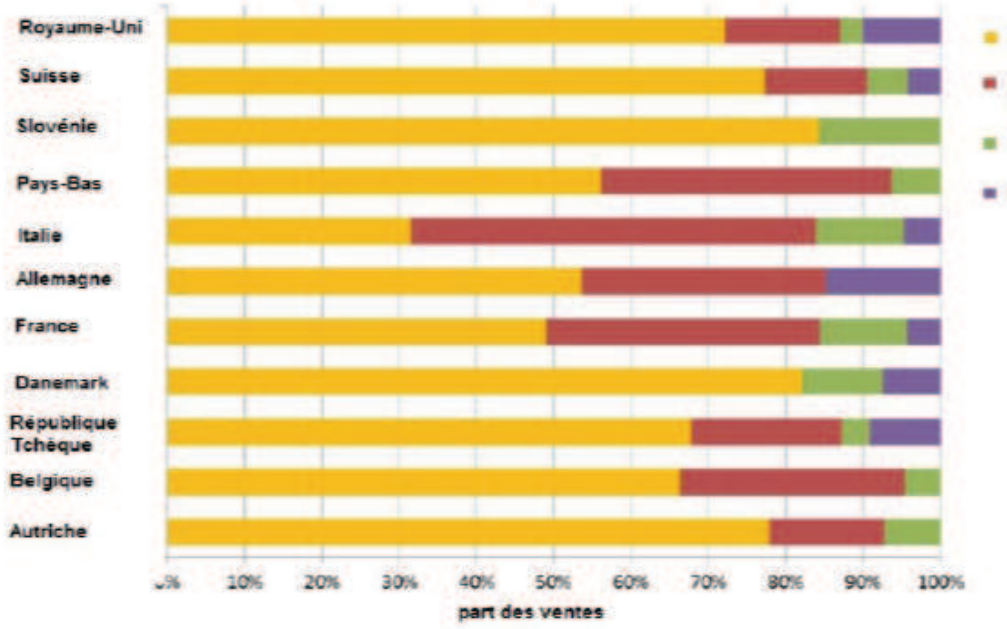
Figura 87: Distribuzione europea delle superfici di produzione biologica



Fonte: Agence BIO/OC, 2013

La Francia è il secondo mercato del biologico in Europa con il 19% di quota di diffusione nel 2011. Si distingue per una serie di canali di distribuzione e per una vasta gamma di prodotti biologici, cosi come conferma la Tabella 73, relativa alla ripartizione dei prodotti tra Paesi UE (Fonte Organic data network 2013).

Tabella 73: Distribuzione delle vendite di prodotti biologici per canale distributivo



Fonte: OrganicDataNetwork Survey, 2013

Infine, dalla Tabella 74 riferita a dati del 2010, è possibile evincere coma i dati relativi alla superficie e alla produzione dedicata ai vini confermino quanto detto sinora: la regione del Languedoc Roussillon (LR), rappresenta uno dei punti cardini del commercio vinicolo francese, insieme ad altri territori come Bordeaux, la Val de Loire e la Valle due Rhone; la Regione del LR primeggia per l'estensione in ha dedicati.

Tabella 74: Produzione e superfici di Vini nel 2010

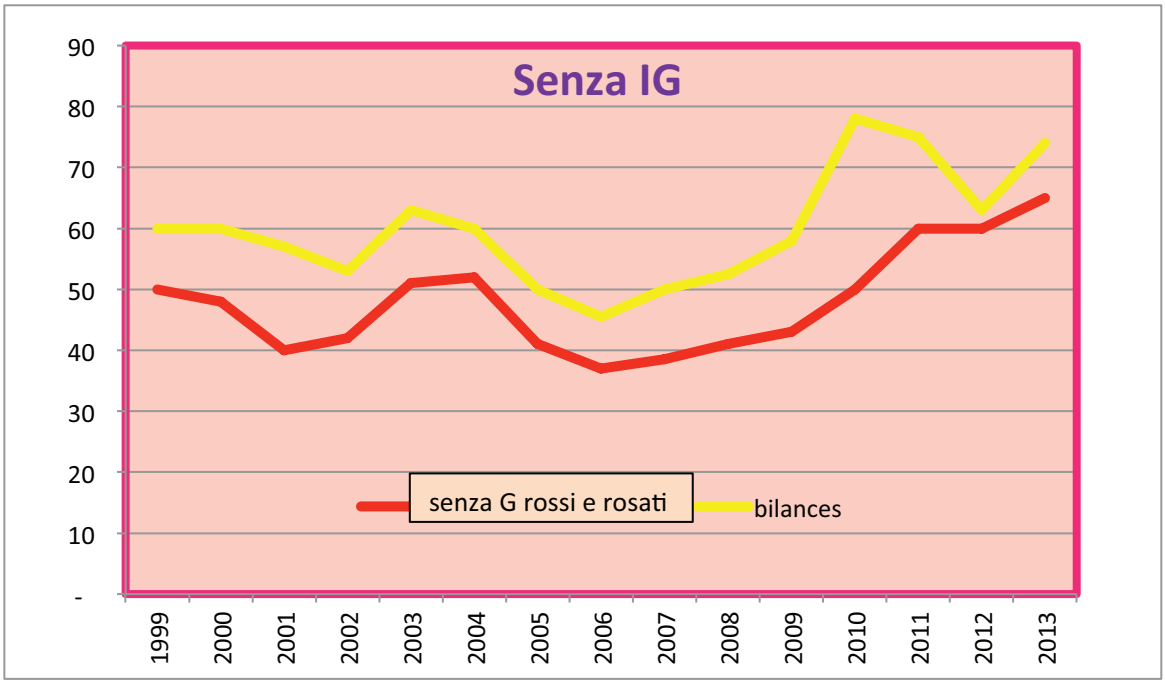
REGIONE	SUPERFICIE AOP (ha)	SUPERFICIE IGP et vins sans indication géographique (ha)	SUPERFICIE TOTALE (ha)	PRODUCTION (hl) AOP		PRODUCTION (hl) IGP		PRODUCTION (hl) TOTALES	
				BL	RGE, Rsé	BL	RGE, Rsé	BL	RGE, Rsé
ALSACE ET EST	15 603	281	15 884	834 686	61 163	0	0	847 073	63 432
BEAUJOLAIS	17 843	270	18 113	37 485	785 645	566	2 030	41 550	808 409
BOURGOGNE	28 933	353	29 286	962 887	467 308	1 347	926	979 310	476 581
BORDEAUX	116 376	1 806	117 182	626 513	5 081 919	518	8 460	662 574	5 325 122
CHAMPAGNE	33 350	154	33 504	2 316 077		1 089	941	2 481 583	2 848
CORSE	2 740	3 082	5 822	14 487	97 704	34 069	205 597	62 716	313 559
JURA	2 123	291	2 414	57 660	25 310	243	140	61 371	28 312
SAVOIE	2 689	1 122	3 811	113 354	40 401	5 960	3 158	136 088	77 780
LANGUEDOC-ROUSSILLON	54 579	116 448	173 027	379 423	1 336 340	1 281 244	5 391 169	1 710 860	7 181 950
PROVENCE	29 193	11 026	40 219	52 029	1 297 027	47 973	539 259	107 292	1 891 286
SUD-OUEST	17 517	9 272	26 789	290 983	595 123	81 098	102 878	8 741 126	945 119
TOULOUSE-PYRENEES	14 522	23 627	38 149	137 208	461 516	1 022 070	382 280	1 564 762	1 059 235
VAL DE LOIRE	51 621	12 820	64 441	1 502 032	1 251 073	197 565	165 970	1 915 056	1 658 842
VALLEE DU RHONE	76 376	55 500	130 876	239 787	2 613 647	456 813	2 554 202	765 539	5 442 389
TOTALE REGION	461 465	238 052	699 517	7 565 598	14 103 176	3 130 555	9 357 008	20 076 900	25 274 864
TOTALE FRANCE *	461 467	238 936	700 403	7 565 612	14 103 252	3 134 515	9 365 661	20 082 329	25 291 136

Fonte: D.G.D.D.I. - INAO

3.6 L'agricoltura biologica in Languedoc-Roussillon: i numeri e le dinamiche del settore[233]

La produzione vinicola del Languedoc-Roussillon è notevolmente aumentata nel 2013, portando la sua quota nella produzione nazionale al 32%. In effetti, mentre la produzione nazionale è stata molto scarsa (stimata a 42,3 milioni di ettolitri) per il secondo anno consecutivo nel 2013, tenendo conto anche delle intemperie ambientali, la produzione regionale, stimata a 13,5 milioni di ettolitri, è aumentata del 13% rispetto al 2012 e registra un aumento del 57% rispetto alla media quinquennale (2007-2012). Tuttavia, questi dati seguono un'annata storicamente povera e il volume del 2013 può essere considerato come normale. Dopo l'importante ribasso osservato tra il 2000 e il 2010, le superfici vitate si sono stabilizzate dal 2011.

Figura 88: Produzione di vini Regionali VSIG



Fonte: Draaf LR - FranceAgriMer

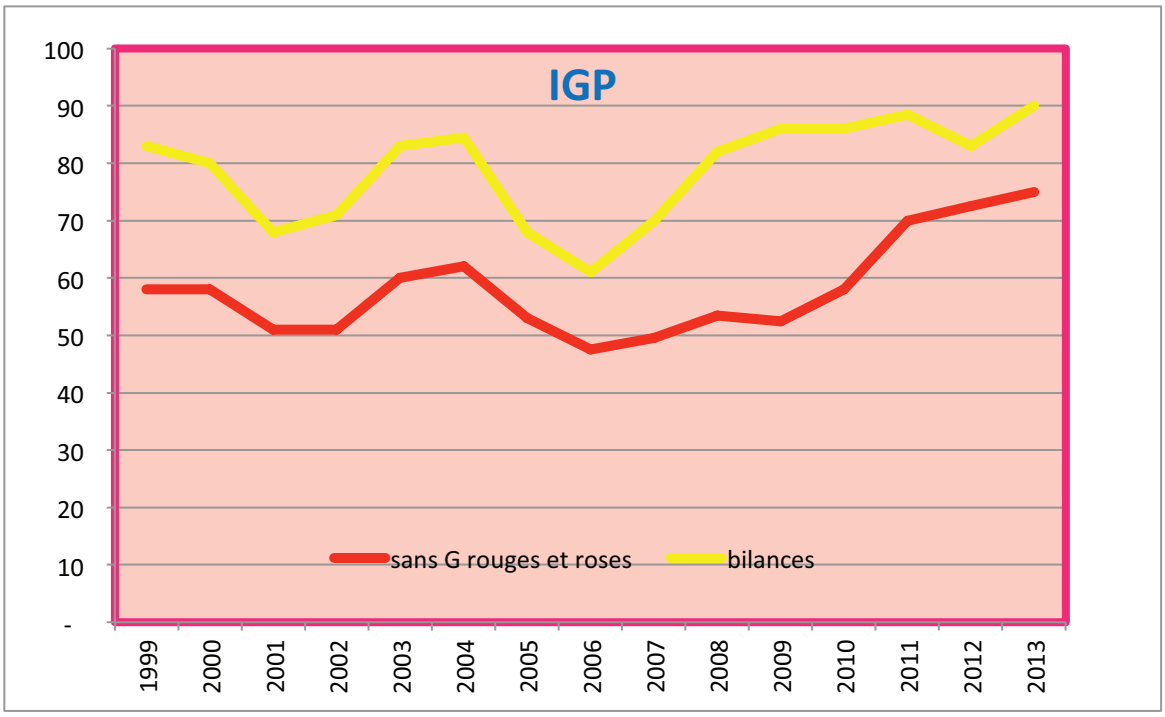
[233] In *Allegato 1* si riportano due carte della Regione al fine di fornire uno storico della produzione vitivinicola.

L'annata 2013 è stata caratterizzata da una primavera particolarmente lunga e piovosa provocando un ritardo di vegetazione che ha persistito fino alle vendemmie; ma, mentre dei violenti temporali hanno danneggiato alcune vigne su vaste distese nel Centro, in Bourgogne e nel Bordelais, la regione Languedoc-Roussillon ha beneficiato di una meteorologia favorevole a settembre e ad ottobre, garantendo una maturazione regolare delle uve e preservando il loro buon stato di salute vegetativa.

Nell'anno 2013, i prezzi dei vini senza indicazione geografica (VSIG) hanno registrato un deciso aumento (+13%); tale categoria di vini è oggetto di transazioni (in volumi) che superano di gran lunga quelli dichiarati nella stessa categoria. In effetti, ciò che risulta quando si confrontano le transazioni del 2013 con i volumi dichiarati nel 2012 (e dunque commercializzati nel 2013) è quanto segue: i volumi di transazioni nel vino sfuso (2,2 Mhl) sono diminuiti solo dell'8% rispetto al 2012, mentre i volumi rivendicati nel 2012 in questa categoria di vini (0,8 Mhl) erano in larga parte inferiori a quelli del 2011 (1,8 Mhl). I prezzi dei vini bianchi (78,15 €/hl in media sul 2013) sono superiori a quelli dei rossi e dei rosati (66,61 €/hl in media sul 2013) e sono aumentati in misura maggiore (+18,8%), sempre rispetto ai rossi e ai rosati (+10,8%); il tutto, sebbene, in valore, la parte dei bianchi nelle transazioni di vino sfuso dei VSIG sia passata dal 23% al 27% in un anno.

I prezzi dei vini con indicazione geografica protetta (IGP) risultano aumentare in un anno del 5,3% (+5,1% per i rossi e rosati, e 5,9% per i bianchi). La quota dei bianchi in valore nelle transazioni di vino sfuso IGP resta stabile al 21%; tenuto conto delle quantità minori sui mercati nel 2013, in seguito alla modesta raccolta del 2012, l'aumento dei prezzi compensa appena il ribasso dei volumi (6,80 Mhl contro 7,17 Mhl ovvero -5%) (Fig.89).

Figura 89: Produzione di vini IGP



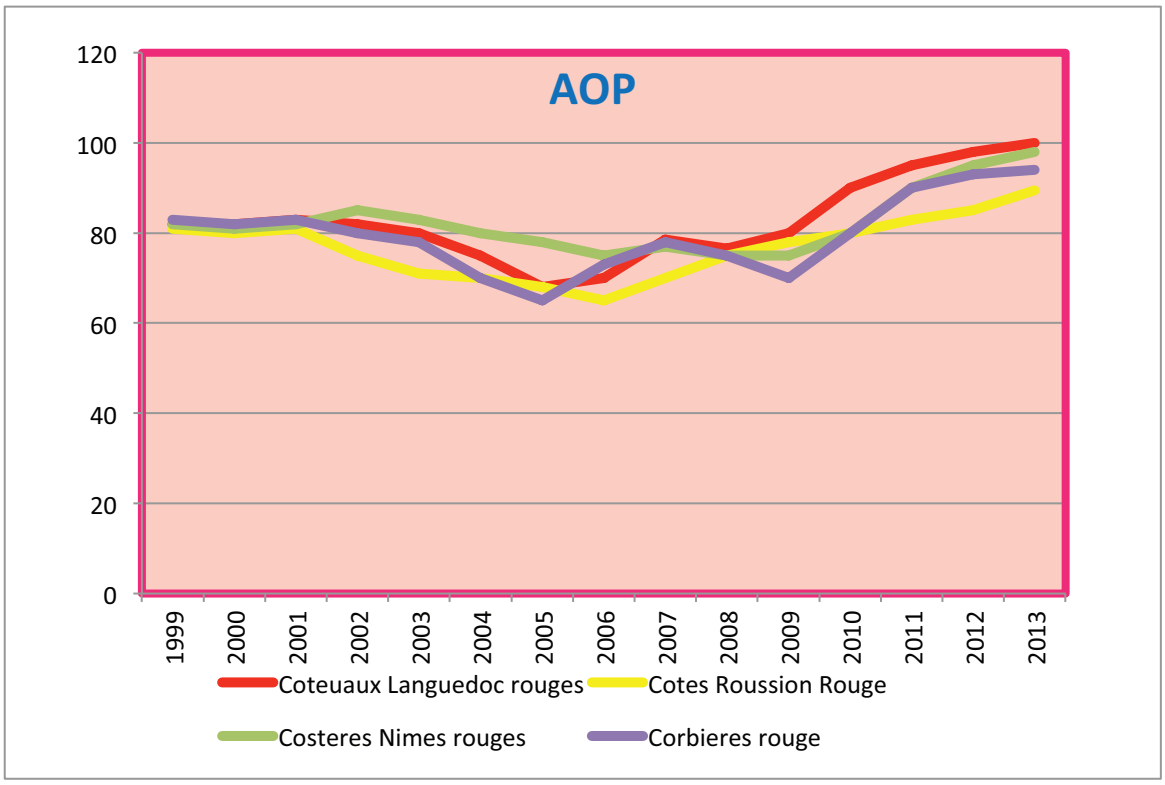
Fonte: Draaf LR - FranceAgriMer

Prendendo in considerazione i vini a denominazione di origine controllata (DOC) (Fig.90), l'evoluzione dei prezzi nel 2013 sull'insieme delle transazioni di vino rosso sfuso (fatta eccezione per i VDN, Vini Dolci Naturali, e per i Côtes du Rhône, ma compresi Costières de Nîmes e Lirac) è del +5,4%, il che non compensa del tutto il ribasso dei volumi contrattualizzati (0,827 Mhl contro 0,876 Mhl). Al contrario, nel rosato (tutti i Languedoc e i Tavel) i volumi di transazione nel vino sfuso aumentano del 6% a 80.400 hl e i prezzi del 5,3% a 129,44 €/hl. L'aumento in volumi è ancora più deciso per i bianchi (+26%) a 59.300 hl ma il prezzo medio è un po' più basso rispetto all'anno scorso, attestato a 132,07 €/hl.

Per quanto riguarda le aziende agricole, quelle produttrici di vini IGP regionali hanno avuto un ribasso in volume (-1,4%) rispetto al 2012 ma un incremento dei relativi valori (+2,4%); si attestano a 567,4 milioni di euro per 0,57 Mhl, in rialzo del 1,5% in valore ma in ribasso del 2,9% in quantità. Queste cifre maggiormente confortanti, relative a vini esportati, è coerente con il rialzo dei prezzi os-

servati nel 2013 mentre il ribasso dei volumi venduti all'estero è probabilmente da spiegare con una raccolta del 2012 ampiamente inferiore a quella del 2011.

Figura 90: Confronto tra viticolture AOP



Fonte: Draaf LR – FranceAgriMer

Giova sottolineare come la domanda di rivendica (DOC o IGP) effettuata da un vitivinicoltore nella sua dichiarazione di raccolta non pregiudica totalmente la classificazione che egli stesso utilizzerà in sede di vendita della sua produzione. In funzione della domanda e dei prezzi dei diversi prodotti, il produttore può, infatti, decidere di "declassare" il suo vino e commercializzarlo come vino VSIG, sebbene nella sua dichiarazione di raccolta egli stesso abbia domandato la rivendica in IGP, o in DOC. Il fenomeno di declassamento è difficilmente quantificabile e attualmente non esistono statistiche su questo tema.

Le aziende agricole dotate di una certificazione Bio sono in media più grandi delle altre e includono le superfici agricole utilizzate (SAU) più importanti. Esse richiamano una manodopera più consistente e sono gestite da dirigenti più gio-

vani e con alto titolo di studio, ovvero nella maggior parte da laureati (Tab.75). Tali aziende hanno una netta propensione a vendere una parte della loro produzione nella filiera corta, e ciò è vero in modo ancora più marcato quando le stesse sono di media dimensione. Le certificazioni Bio, già presenti in numero elevato nella regione LR, sono destinate ad aumentare ancora in considerazione delle numerose intenzioni di conversione rilevate dall'ultimo censimento agricolo.

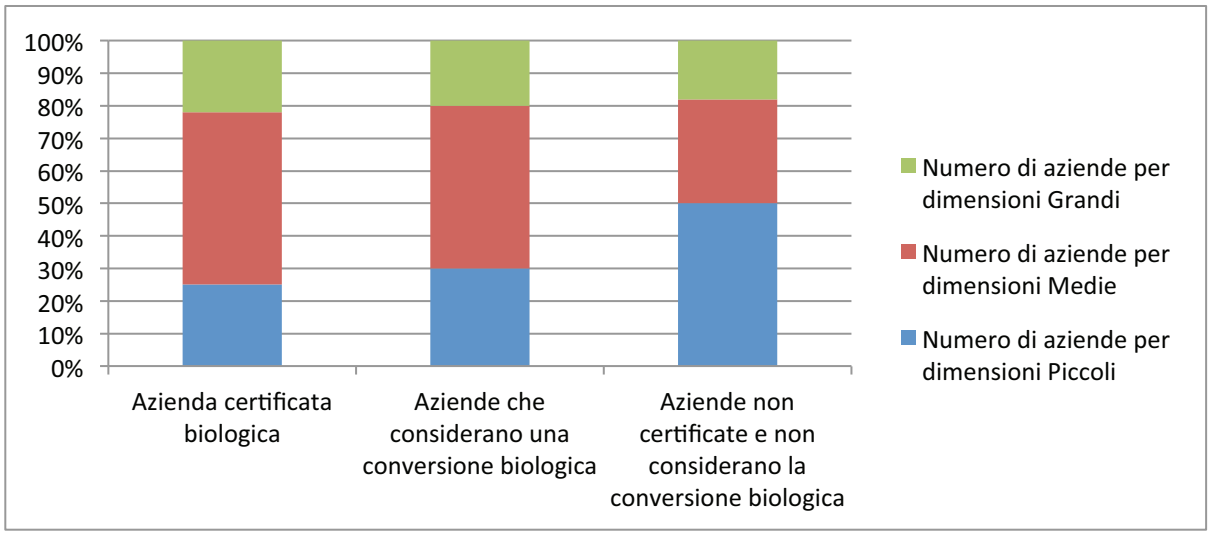
Tabella 75: Composizione anagrafica dei dirigenti agricoli francesi, 2012

	Età media dei dirigenti agricoli	
	Tutte le aziende	Aziende biologiche certificate
Piccoli	56.6	47.5
Medi	48.4	46.1
Grandi	48.1	46.8
Totale	**52.2**	**46.6**

Fonte: Draaf LR - FranceAgriMer

Come accennato, le aziende agricole certificate biologiche sono grandi o medie per i loro tre quarti, mentre la proporzione equivalente dell'insieme delle aziende agricole della regione supera appena la metà (53%) (Fig.91). In effetti, le aziende agricole certificate biologiche possiedono e valorizzano in media 39 ha di SAU, mentre questo dato si stabilizza solo a 29 ha per tutte le aziende agricole della regione. Tuttavia, tale valutazione globale va declinata a seconda delle specializzazioni: mentre la certificazione bio censisce le aziende agricole decisamente più rilevanti e di grandi dimensioni per i settori della viticoltura, dell'arboricoltura e dell'apicoltura, tanto in termini di SAU quanto di potenziale produttivo (PBS), ciò non accade per il settore dell'orticoltura, in cui le aziende biologiche certificate sono notevolmente più piccole rispetto a quelle convenzionali.

Figura 91: Percentuali aziende biologiche in Languedoc-Roussillon



Fonte: Agreste - RA 2010

La maggior parte delle aziende agricole certificate biologiche sono specializzate in viticoltura (46%), ma in tal caso si tratta di un effetto "strutturale" dovuto alla netta predominanza di questo settore nel Languedoc-Roussillon. Relativamente al loro peso sul totale delle aziende agricole (3%), gli orticoltori sono numerosi fra le aziende agricole certificate biologiche (essi costituiscono il 7% delle aziende agricole biologiche certificate); la valutazione è simile per le aziende "generaliste" (otex policoltura e poliallevamento), con una quota del 12% per le aziende agricole certificate biologiche contro il 5% del totale. All'interno di queste aziende agricole generaliste è opportuno notare che il ricorso alla certificazione bio è particolarmente elevato per gli apicoltori[234] (14% nel 2010, nel Languedoc-Roussillon).

Il dato relativo al numero di aziende agricole certificate biologiche aumenta molto velocemente; i dati dell'ultimo censimento, relativi alle certificazioni possedute per la campagna agricola del 2009-2010; risultano in qualche modo obsoleti.

La filiera corta è una modalità di commercializzazione dei prodotti agricoli che si esercita o con la vendita diretta dal produttore al consumatore, o con la vendi-

[234] Sono ritenute qui come apicoltrici, le aziende agricole per le quali più dei due terzi della PBS è soluzione dell'apicoltura.

ta indiretta, a condizione che ci sia un solo intermediario tra il coltivatore e il consumatore. Il produttore può realizzare la commercializzazione dei suoi prodotti con il proprio nome o con il nome di un'altra entità giuridica come quella della singola azienda agricola.

Tabella 75: Numero medio di persone che lavorano nelle aziende agricole (ULA - tempo pieno equivalente)

Numero medio di persone che lavorano nelle aziende agricole (ULA - tempo pieno equivalente)		
	Totale posizioni	Compreso biologica certificata
Totale	1.38	2.45
tra cui Chief Operating Officer	0.64	0.87
tra cui la famiglia	0.25	0.35
compresi lavoratori a tempo indeterminato	0.25	0.75
compresi i lavoratori stagionali	0.21	0.42

Fonte: Agreste - RA 2010

Le aziende agricole certificate biologiche impiegano in media 2,5 persone a tempo pieno per il loro funzionamento, ossia decisamene più delle aziende agricole convenzionali della regione (1,4 ULA) (Tab.75).

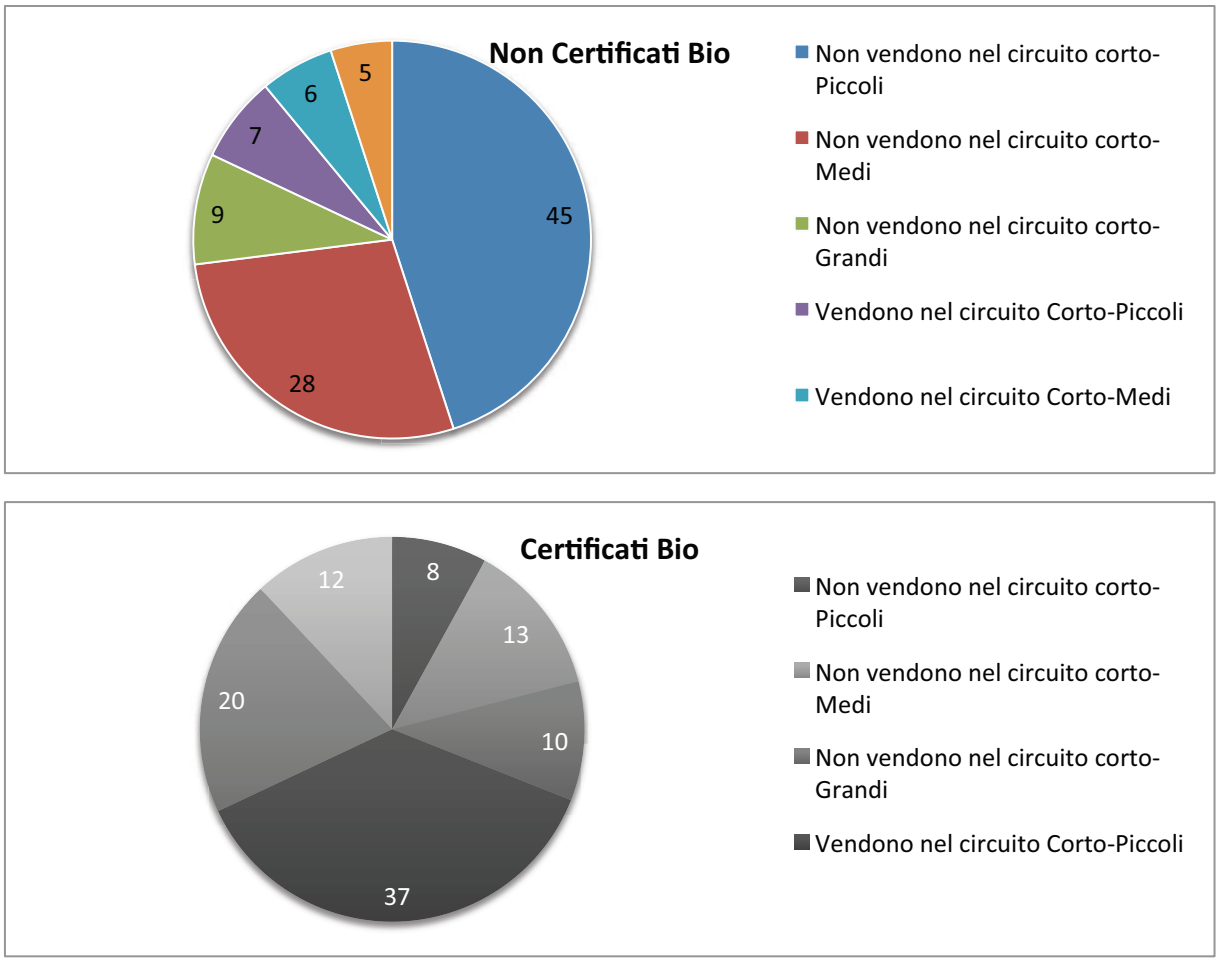
La maggior parte della forza lavoro è costituita proprio da dirigenti di aziende agricole (0,9 ULA), e altresì i salariati permanenti vi contribuiscono in modo decisivo (0,75 ULA). Il ricorso ai lavoratori stagionali (0,4 ULA) e l'aiuto apportato dalle famiglie[235] (0,4 ULA) completano il panorama della manodopera.

[235] Co-aziende agricole e membri delle famiglie dei coltivatori

I lavori supplementari richiesti dalla certificazione bio (meno trattamenti chimici e quindi più interventi meccanici), combinati alla dimensione più rilevante delle aziende agricole certificate, spiegano in buona parte il ricorso ad una manodopera più consistente e rilevante. Il fatto di ricorrere con maggiore frequenza alla vendita attraverso la filiera corta da parte delle aziende agricole che dispongono di una certificazione bio, costituisce un altro fattore esplicativo dei dati esposti; questo perché anche la commercializzazione mobilita essa stessa maggiore forza lavoro.

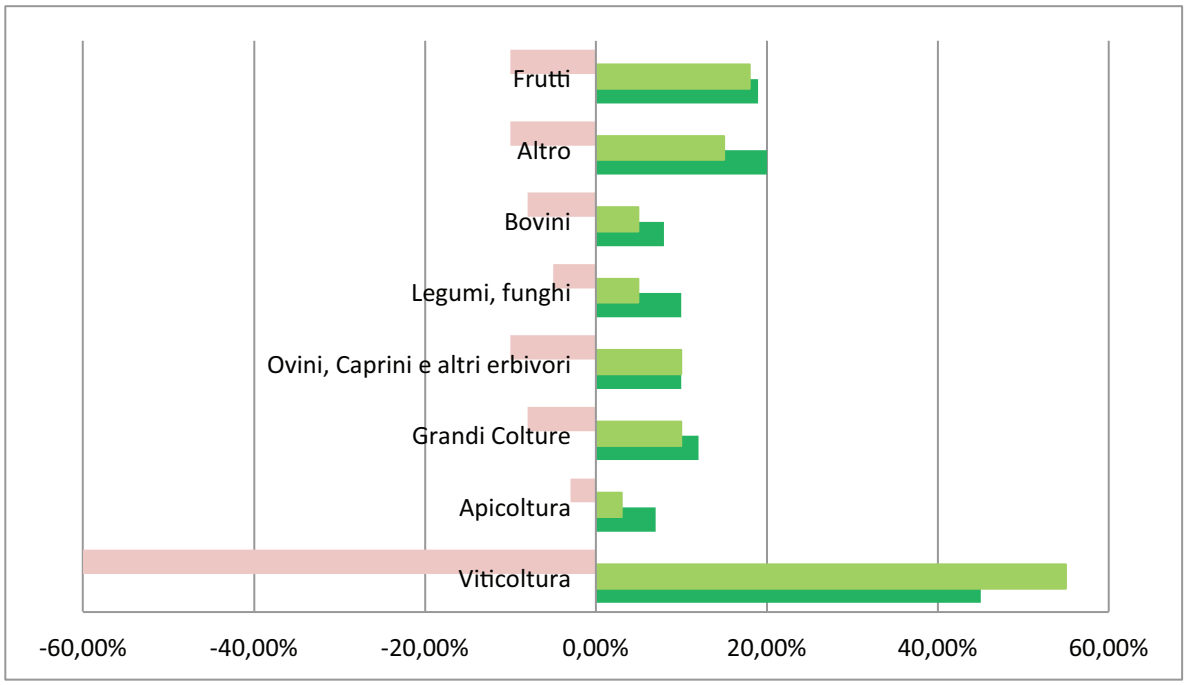
In media, i dirigenti d'azienda che optano per una certificazione bio hanno 6 anni in meno rispetto agli altri: 46,5 anni contro 52,5 anni. L'ampiezza dello scarto d'età varia in funzione della dimensione dell'azienda: risulta di 9 anni se è piccola, mentre si riduce di 2 anni e mezzo se è media, e di un anno e mezzo se è grande. Il dato relativo all'età più bassa dei dirigenti delle aziende che optano per il biologico è valido indipendentemente dalla specializzazione delle aziende agricole stesse, con intensità variabili a seconda degli indirizzi produttivi: gli apicoltori e gli arboricoltori hanno 8 anni in meno quando dispongono di una certificazione bio, mentre gli orticoltori e gli allevatori di ovini-caprini hanno solo rispettivamente 2 e 3 anni in meno degli altri. Tali ultime due specializzazioni si caratterizzano già in partenza per la presenza di dirigenti più giovani, il che spiega probabilmente l'ampiezza minore sullo scarto d'età (Fig.94).

Figura 92: Distribuzione aziende all'interno dei circuiti di vendita



Fonte: Agreste - RA 2010

Figura 93: Distribuzione agricoltura e allevamenti

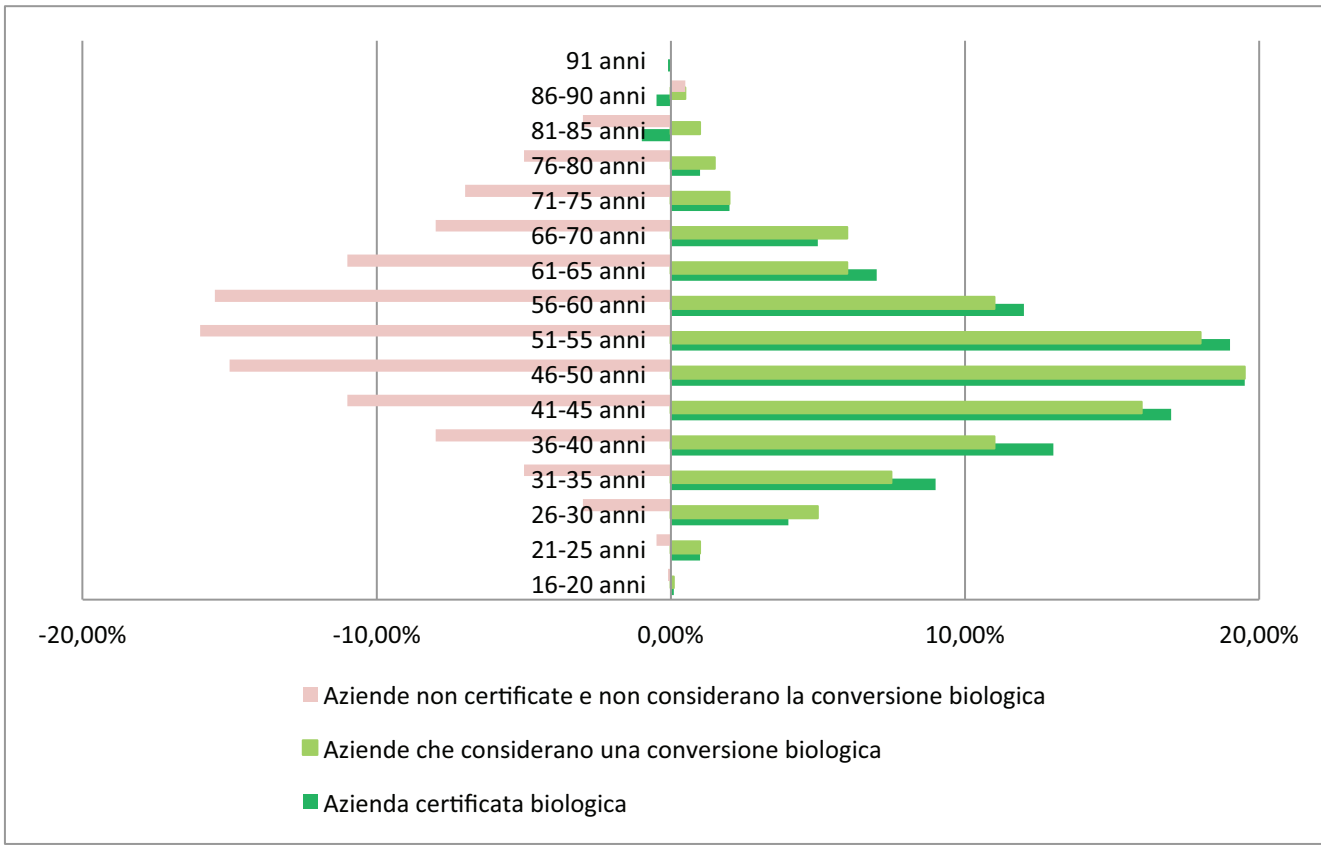


Fonte: Agreste - RA 2010

Più dei due terzi dei dirigenti (70%) che hanno optato per la certificazione bio hanno conseguito almeno il baccalauréat[236], mentre tale proporzione è solo del 42% per i dirigenti delle aziende convenzionali; tale scarto è ancora più consistente in relazione a coloro che hanno compiuto studi superiori, con in proporzione il doppio dei dirigenti diplomati e a tale livello di studi, nei casi in cui l'azienda agricola dispone di una certificazione (23%). La migliore qualifica dei dirigenti che hanno optato per una certificazione bio si riscontra in qualsiasi specializzazione delle aziende agricole, e quindi a prescindere dalla tecnicità richiesta dalla produzione realizzata.

[236] Diplomi ottenuti unicamente nella formazione iniziale, senza considerare la formazione per intero.

Figura 94: Piramide d'età dei dirigenti d'azienda



Fonte: Agreste - RA 2010

Più della metà (60%) delle aziende agricole dotate di una certificazione bio vendono una parte della loro produzione nella filiera corta[237], mentre la proporzione è solo del 16,5% per quelle aziende non certificate (Fig.92). Le più grandi differenze esistono per le aziende di media dimensione (PBS comprese tra 25 e 100 k€): il 31% delle aziende agricole di media dimensione e biologiche certificate ricorrono alla vendita attraverso la filiera corta, contro appena il 7% delle aziende agricole di media dimensione senza certificazione biologica.

Al censimento agricolo, quasi 2000 aziende agricole del Languedoc-Roussillon senza certificazione bio hanno annunciato di avere intenzione di convertirsi all'agricoltura biologica entro cinque anni[238], il che comporterà il raddoppio del

[237] Ovvero con un solo intermediario tra loro e il consumatore.

[238] Risultati del censimento agricolo, in cui le aziende venivano interrogate sulla campagna agricola del 2009-2010. Alcune di loro si sono sicuramente avviate dopo la conversione e vengono di conseguenza prese in considerazione nelle cifre che l'Agenzia BIO pubblica per il 2012.

numero di aziende agricole biologiche[239].

Le aziende potenziali candidate alla certificazione biologica sono, in generale, simili a quelle che sono attualmente certificate; in effetti, la piramide d'età è simile per i dirigenti delle aziende agricole che dispongono già di una certificazione e per coloro che sono in conversione o ipotizzano di avviarla; tale piramide riporta una età media minore relativamente ai dirigenti delle aziende agricole senza certificazione e che non ipotizzano la conversione (Fig.94). In merito, altresì, alla dimensione, le similitudini sono molte con le piccole aziende agricole sia nelle intenzioni di conversione che in quelle di certificazione.

Al contrario, sono maggiormente evidenti gli scarti per quanto concerne le specializzazioni agricole, poiché la viticoltura è nettamente più presente nelle intenzioni di conversione che in quelle di certificazioni; tuttavia, la situazione contraria prevale per le grandi colture, l'orticoltura e l'apicoltura (Tab.76).

Tabella 76: Aziende biologiche di grandi dimensioni con un dirigente laureato

		Valori medi per azienda			Numero di aziende il cui lo chef	
		SAU (ha)	PBS (k€)	Età dello chef		
Certificati bio	Grandi colture	54.9	95.6	47.7	63.1%	27%
	Legumi	5.6	86.6	46.2	64.0%	17.3%
	Viticoltura	30.3	97.6	46.7	71.9%	28.5%
	Bovini	159.3	36	46	63.3%	12.7%
	Ovini, Caprini e altri erbivori	106.6	45.7	45.1	67.9%	20.7%
	Frutta	18.7	102.1	48.5	70.5%	19.5%
	Apicoltura	0.9	30.5	43.8	84.9%	18.9%
	Altro	33.6	88.6	46.3	69.5%	17.3%
Non Certificati bio	**Totale**	**39**	**87.8**	**46.6**	**70.0%**	**23.4%**
	Grandi colture	52.7	43.6	54.5	47.2%	13.9%
	Legumi	7	131.9	48.4	35.6%	6.2%
	Viticoltura	14.1	48.8	53.3	41.8%	11.9%
	Bovini	113.3	36.7	46.9	35.5%	2.2%
	Ovini, Caprini e altri erbivori	84.1	40.1	48.1	46.2%	9.7%
	Frutta	10.7	64.8	56.1	42.3%	12.0%
	Apicoltura	1.9	22.6	51.8	54.8%	15.0%
	Altro	42	103	50.3	44.5%	8.5%
	Totale	**28.2**	**55.5**	**52.5**	**42.4%**	**11.0%**

Fonte: Agreste - RA 2010

[239] Il raddoppiamento qui citato si riferisce al numero di aziende agricole certificate bio durante la campagna agricola del 2009-2010.

Passando all'analisi delle esportazioni di vini a Denominazione di origine controllata (DOC) e ad Indicazione geografica protetta (IGP), esse risultano essere aumentate in valore (+2,2%) nel 2013, ma diminuite in volume (-1,5%); la valutazione è molto simile per le due categorie di vini (Tab.77).

Le vendite di vini IGP restano concentrate sui paesi vicini, con quasi i ¾ delle esportazioni destinate ai Paesi dell'Europa occidentale (Tab.78); in opposizione al dinamismo che caratterizza le esportazioni verso i paesi vicini, si osserva un forte rallentamento delle vendite verso la Cina.

Al contrario, nel 2013, i vini DOC si consolidano sui mercati importanti, sebbene a sfavore di alcuni mercati lontani, come la Cina e gli Stati Uniti, con delle vendite molto consistenti; allo stesso modo, le vendite di vini DOC verso il Canada diminuiscono nettamente.

Le esportazioni di vini IGP prodotte nella regione Languedoc-Roussillon hanno subito per tutto il 2013 delle variazioni abbastanza erratiche rispetto al 2012 (talvolta superiori a quelle del 2012, talaltra no). In totale, le vendite all'estero aumentano in valore del 2,4 % ma scendono in quantità del 1,2 %; si stabilizzano a 567,4 milioni di euro per 2.795 migliaia di ettolitri.

Tabella 77: Distribuzione vendite vini IGP e AOP, 2012-2013

			2013			Gennaio - dicembre 2012			Evoluzione 2013/2012		
			Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (%)	Volume (%)	Prezzo(€/hl)
IGP	Paese orig.	Bianchi	125,703.0	604	208.1	111,978.0	537	208.4	12.3%	12.4%	-0.3
		Rossi e rosati	354,224.0	1,704	207.8	359,406.0	1,814	198.1	-1.4%	-6.0%	9.7
		Totali	479,297.0	2,309	207.9	471,384.0	2,351	200.5	1.8%	-1.8%	7.4
	Altri IGP	Bianchi	14,745.0	181	81.5	13,927.0	172	81.1	5.9%	5.3%	0.4
		Rossi e rosati	72,693.0	306	237.8	68,530.0	307	223.4	6.1%	-0.4%	14.4
		Totali	87,438.0	487	179.7	82,457.0	478	172.3	6.0%	1.7%	7.4
	Totale IGP		**567,365.0**	**2,795**	**203.0**	**553,841.0**	**2,830**	**195.7**	**2.4%**	**-1.2%**	**7.3**
AOP	Blanquette de Limoux		13,069.0	27	485.7	13,185.0	26	510.3	-0.9%	4.1%	-24.6
	Vini fermi	Bianchi	15,253.0	48	315.8	12,747.0	42	301.3	19.7%	14.2%	14.5
		Rossi e rosati	145,505.0	492	296.0	145,372.0	516	282.0	0.1%	-4.7%	14
		Totali	160,759.0	540	297.8	158,119.0	558	283.4	1.7%	-3.2%	14.3
	Vini dolci naturali		3,921.0	6	605.9	3,757.0	6	586.6	4.4%	1.0%	19.3
	Totale AOP		177,748.0	573	310.1	175,061.0	590	296.7	1.5%	-2.9%	13.4
Totale IGP+AOP			**745,113.0**	**3,368**	**221.2**	**728,903.0**	**3,420**	**213.1**	**2.2%**	**-1.5%**	**8.1**

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

La diminuzione delle quantità esportate è coerente con i livelli dei raccolti del 2011 e del 2012; in considerazione del fatto che per i vini IGP, a seconda della raccolta, la vendita è possibile a partire da gennaio. A livello nazionale, le vendite all'estero dei vini IGP si sono abbassate in quantità del 1,4% nel 2013 ma sono aumentate in valore del 3,8%, con alcune differenze regionali.

Tabella 78: Distribuzione di vendita per area geografica, 2012-2013

		2013			Gennaio - dicembre 2012			Evoluzione 2013/2012		
		Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (%)	Volume (%)	Prezzo(€/hl)
IGP	Europa	397,642.0	2,151	184.8	367,263.0	2,069	177.5	8.3%	4.0%	7.3
	Asia	81,717.0	351	232.9	99,451.0	455	218.8	-17.8%	-22.8%	14.1
	America	79,727.0	260	307.0	79,080.0	270	292.7	0.8%	-3.9%	14.3
	Altri	8,278.0	33	249.6	8,048.0	36	221.7	2.9%	-8.7%	27.9
	Totale IGP	**567,365.0**	**2,795**	**203.0**	**553,841.0**	**2,830**	**195.7**	**2.4%**	**-1.2%**	**7.3**
AOP	Europa	93,844.0	348	269.8	88,878.0	357	248.6	5.6%	-2.7%	21.2
	Asia	41,599.0	95	438.6	40,997.0	94	433.9	1.5%	0.4%	4.8
	America	40,284.0	123	327.9	42,562.0	130	327.7	-5.4%	-5.4%	0.2
	Altri	2,021.0	8	262.4	2,625.0	8	318.2	-23.0%	-6.7%	-55.8
	Totale AOP	177,748.0	573	310.1	175,061.0	590	296.7	1.5%	-2.9%	13.4
Totale AOP+IGP		**745,113.0**	**3,368**	**221.2**	**728,903.0**	**3,420**	**213.1**	**2.2%**	**-1.5%**	**8.1**

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Molto dinamiche nel primo semestre 2013, le esportazioni di vini DOC prodotti in Languedoc-Roussillon si sono, in seguito, stabilizzate; in tale modo esse raggiungono, nel corso dell'anno considerato, 177,7 milioni di euro per 573 migliaia di ettolitri, in rialzo del 1,5% in valore ma in ribasso del 2,9% in quantità. Lo scarto di un anno, che in generale prevale per i vini DOC, tra le vendemmie e la vendita può spiegare questa variazione infra-annuale: nel corso dei primi sei mesi del 2013, il vino proveniente dalla eccezionale raccolta del 2011 è stato esportato; mentre il vino proveniente dalla raccolta del 2012, una delle più scarse del decennio, è stato interamente venduto. A livello nazionale, per ogni regione di produzione, le esportazioni di vini DOC sono diminuite in quantità dello 0,4% nel 2013 e dello 0,7% in valore.

I prezzi medi dell'export dei vini a IGP sono notevolmente cresciuti nel 2013 rispetto al 2012, passando da 196 €/hl a 203 €/hl, con un aumento del 3,7%. Allo stesso tempo, i prezzi medi dei vini sfusi registrati da FranceAgriMer passano da

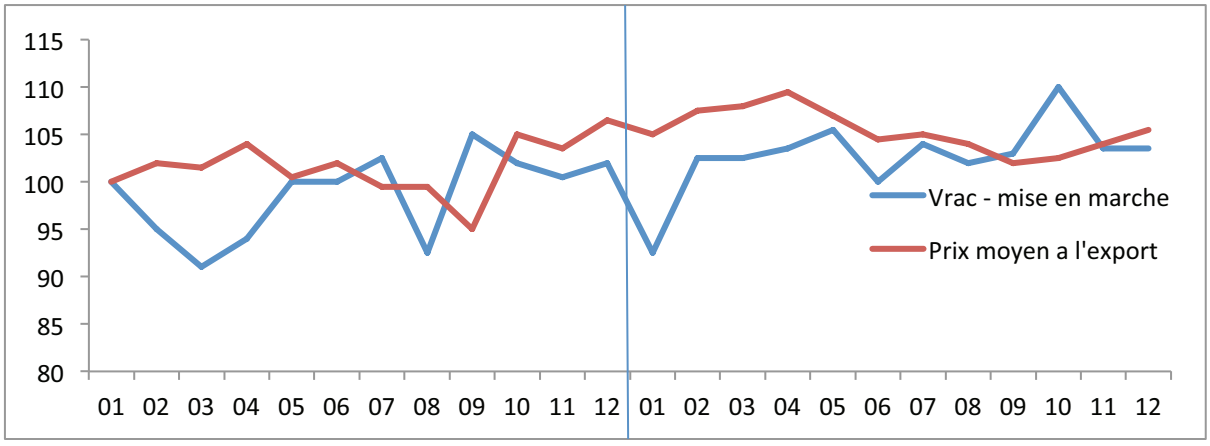
73,5 €/hl a 76,6 €/hl, in rialzo del 4,2% (Fig.95).

Gli aumenti registrati su questi prezzi medi sono, dunque, coerenti tra di loro, anche se l'aumento è leggermente attenuato per i prezzi medi all'esportazione. Al contrario, i livelli differiscono notevolmente con una relazione di 1 su 2,5 tra le due serie di dati. Le possibili motivazioni sono le seguenti:

- le esportazioni realizzate possono essere consecutive a una o più transazioni e i valori dichiarati alla dogana integrano quindi il margine dei negozianti,
- un effetto di struttura è ugualmente possibile con delle esportazioni di vino confezionato in bottiglia e caratterizzato quindi da un forte valore unitario.

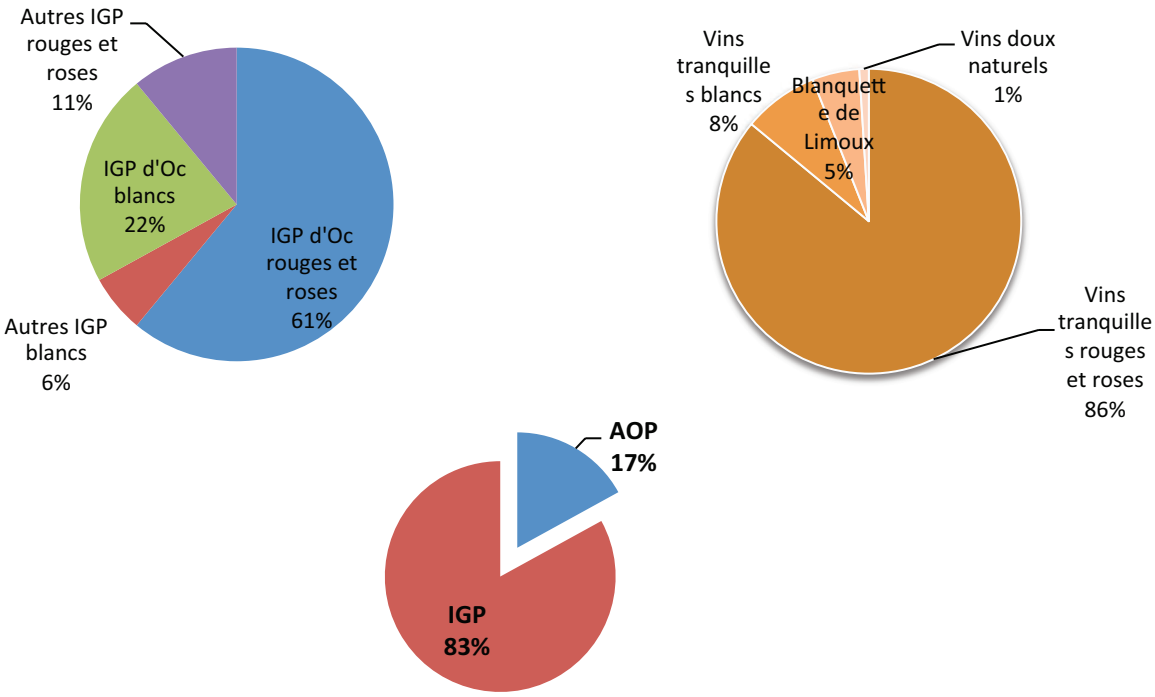
Nel 2012, per la prima volta, è possibile valutare la reale quota di vini prodotti nella regione Languedoc-Roussillon nelle esportazioni francesi per le categorie DOC e IGP; la selezione dei vini prodotti nella regione è il risultato di una selezione fatta sui codici prodotti (nomenclatura NGP9) dichiarati dagli esportatori.

Figura 95: Andamento dei prezzi dei vini IGP



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Figura 96: Percentuali di vini IGP bianchi, rossi e rosati



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Una parte di vini prodotti nel Gard resta tuttavia difficile da definire, poiché i codici prodotti ("DOC Costa del Rhône" e "DOC Costa del Rhône Village) riportano un territorio in maggioranza situato nel PACA e sul Rhône-Alpes, il che giustifica la non presa in considerazione per la nostra analisi dei codici prodotti nel campo dei vini confezionati in Languedoc-Roussillon.

L'ordinanza del 15 giugno 2006 sulla creazione dei consigli dei bacini vinicoli definisce il "bacino vinicolo Languedoc-Roussillon" come composto dalla totalità dei dipartimenti di Aude, di Hérault e dei Pirenei Orientali ai quali bisogna aggiungere il dipartimento di Gard senza parecchie zone (Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Lussan, Marguerittes, Nîmes, Pont-Saint-Esprit, Remoulins, Rhony-Vidourle, Roquemaure, Sainte-Gilles, Vauvert, Villeneuve-lès-Avignon, La Vistrenque).

Così, benché portino lo stesso nome, la regione amministrativa e il bacino vinicolo Languedoc-Roussillon hanno dei perimetri diversi. In particolar modo, la DOC "Costières de Nîmes", che figura in seno alle DOC del Languedoc-Roussillon, si trova sul territorio di un altro bacino vinicolo.

Ancora, nella nomenclatura doganale, l'unica precisazione relativa ai vini SIG fa riferimento al vitigno; dunque, è impossibile determinare quelli che sono stati prodotti nella regione Languedoc-Roussillon fra quelli esportati. Secondo la dichiarazione di raccolta, il contributo della Languedoc-Roussillon alla produzione nazionale di vini SIG varia tra il terzo e il 45% per i vini rossi e rosati, e varia dal 3% al 10% per i vini bianchi.

Tabella 79: Dati di vendita sulla base del bacino vinicolo, 2013

		2013			Gennaio - dicembre 2012			Evoluzione 2013/2012		
		Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (k€)	Volume (khl)	Prezzo(€/hl)	Valore (%)	Volume (%)	Prezzo(€/hl)
AOP	Corbieres	35,087.0	127	275.7	34,999.0	137	256.3	0.3%	-6.8%	19.47
	Languedoc	30,627.0	103	298.7	31,015.0	107	289.9	-1.2%	-4.2%	8.83
	Roussillon	16,998.0	54	315.4	14,425.0	46	314.2	17.8%	17.4%	1.21
	Minervois	15,141.0	49	308.2	16,239.0	54	299.2	-6.8%	-9.5%	8.96
	Costieres de Nime	15,122.0	54	281.9	15,131.0	55	273.3	-0.1%	-3.1%	8.65
	Saint-Chinian	7,662.0	24	325.5	7,651.0	25	307.1	0.1%	-5.5%	18.44
	Fitou	7,424.0	30	247.7	7,751.0	36	213.1	-4.2%	-17.6%	34.58
	Faugeres	2,366.0	5	515.5	2,429.0	7	364.7	-2.6%	-31%	150.27

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

In merito all'organizzazione comune dei mercati (OCM) nel settore agricolo, essa prevede delle disposizioni specifiche per il settore vitivinicolo. La riforma della OCM vitivinicola nel 2008 introduce dei nuovi segni di qualità e di origine per il vino. Ad ogni modo, la segmentazione dell'offerta di vino è, dal 2009, simile a quella degli altri prodotti alimentari.

Come già specificato, i vini possono ormai beneficiare di una denominazione di origine controllata (DOC) o di una indicazione geografica protetta (IGP); in caso contrario, sono denominati vini senza indicazione geografica (VSIG).

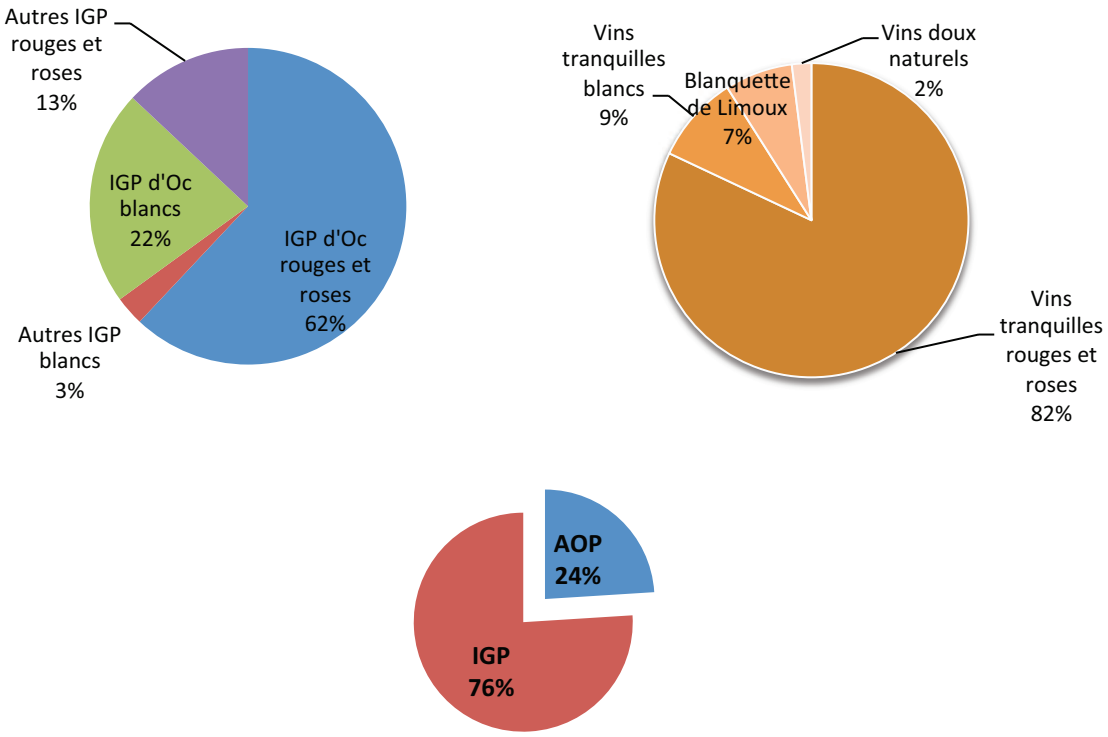
L'accennato fenomeno di "declassamento" in sede di commercializzazione è difficilmente quantificabile e, come detto, attualmente non esistono statistiche al riguardo; il crescente successo dei vini "paysans" e i volumi osservati sui merca-

ti di vini SIG fanno pensare che tale pratica è sempre più diffusa.

In seno ai DOC rossi e rosati prodotti nella regione Languedoc-Roussillon, il posizionamento all'export delle diverse denominazioni è cambiato tra il 2012 e il 2013; in particolare, il comune di Roussillon, che si caratterizza per il dinamismo delle sue vendite all'estero nel 2013 (con una crescita in valore del 18% e del 17% in quantità), si classifica ormai al terzo posto per le denominazioni più esportate, rispetto al quarto posto guadagnato nel 2012.

Il prezzo medio dell'export del relativo vino è, invece, variato pochissimo tra il 2012 e il 2013, ottenendo appena 1,21 €/hl. Al contrario, le vendite all'estero delle altre denominazioni sono tutte in diminuzione nel 2013, e i relativi prezzi si sono attestati nello stesso anno in modo da portare a profitti talvolta molto elevati.

Figura 97: Valori di vendita dei vini IGP rossi, rosati e bianchi



Fonte: Agence BIO/OC, 2012

In particolare, il Faugères ha visto il suo prezzo medio crescere del 41% nel 2013, passando a 5,51 €/l sebbene le sue vendite siano diminuite in volume del 31% (Tab.79). Allo stesso modo, per il Fitou, il suo prezzo medio è aumentato del 16%, raggiungendo così 2,48 €/l e le sue esportazioni si sono abbassate del 18%. Questi fenomeni si sono attenuati per il Corbières e il Saint-Chinian ma sono tuttavia presenti, con prezzi medi che aumentano rispettivamente del 8% e del 6%, e con vendite all'estero che si contraggono rispettivamente del 7% e del 6%.

I prezzi dei vini del Minervois, delle Costières de Nîmes e del Languedoc si sono apprezzati solo del 3% nel 2013 all'export, ma le vendite sono diminuite in valore rispettivamente del -3%, del -5,5% e -4%. Le vendite regionali di vino IGP sono molto concentrate sui paesi dell'Europa occidentale che assorbono fino al 72% dei volumi esportati; in effetti, il 61% delle vendite si basa sui primi quattro clienti, tutti membri dell'Unione Europea.

La Germania (28% delle esportazioni regionali dei vini IGP) figura al primo posto della classifica con esportazioni che, nel 2013, aumentano in volume del 4%, e del 7% in valore. Questi rialzi attengono ai vini bianchi (50.000 hl aggiuntivi per gli IGP bianchi acquistati nel 2013, di cui 35.000 hl per gli IGP d'Oc); le vendite dei vini IGP d'Oc rossi e rosati calano leggermente.

I Paesi Bassi si attestano al secondo posto di tale classifica; destinatari del 12% dei volumi esportati dalla regione LR nel 2013, essi si caratterizzano per acquisti molto dinamici nel 2013: +7% in quantità e 12% in valore. Tutte le categorie di vini giovano di questo rialzo, i rossi e i rosati come i bianchi, gli IGP d'Oc come gli altri. Le vendite nel Regno Unito, la terza più grande cliente, (10,5% di quantità esportate nel 2013) aumentano fortemente nel 2013, e in particolare per i vini IGP, come riscontrato per i Paesi Bassi.

Il bilancio del 2013 relativo al Belgio, quarto cliente per importanza, è più a mezza tinta, con vendite che aumentano in valore (+3,6%) ma che calano in quantità (-0,4%). Gli acquisti belgi di IGP d'Oc bianchi sono cresciuti ma si sono contratti per le altre categorie di vini IGP (Tab.80).

Tabella 80: Esportazioni 2013 dei vini del Languedoc- Roussillon

	Esportazioni 2013 dei Vini del Languedoc-Roussillon											
	Vini a IGP						Vini a AOP					
	Valori			Quantità			Valori			Quantità		
	M€	Rang	evol 2012	1000 hl	Rang	evol 2012	M€	Rang	evol 2012	1000 hl	Rang	evol 2012
Germania	123.96	1	7.0%	772.6	1	4.0%	21.82	3	6.8%	80.60	4	0.9%
Paesi Bassi	74.76	2	12.2%	347.5	2	6.7%	9.75	8	-1.6%	38.70	7	-8.5%
Gran Bretagna	59.54	3	10.8%	296.9	3	8.4%	20.72	4	2.0%	82.20	2	-11.4%
Belgio	51.48	4	3.6%	289.1	4	-0.4%	19.50	5	9.0%	89.20	1	2.0%
Cina	33.88	7	32.4%	168.7	5	-35.3%	22.37	1	-5.4%	81.50	3	-3.6%
Canada	38.74	5	1.3%	125.8	6	-4.2%	18.22	6	-11.3%	40.80	6	-12.3%
Stati Uniti	37.05	6	2.2%	120.6	7	-1.6%	22.33	2	14.9%	51.70	5	13.1%
Giappone	26.64	8	-1.9%	98.0	9	-3.4%	7.84	9	-22.7%	16.30	9	28.3%
Svizzera	18.45	9	-3.7%	112.4	8	-7.1%	10.87	7	15.0%	25.40	8	10.6%
Suede	11.53	10	32.9%	59.5	10	23.3%	1.49	14	72.5%	3.70	14	67.7%
Altri paesi	91.33		3.4%	404.1		-1.8%	22.85		1.7%	63.10		0.2%
Totali	**567.36**		**2.4%**	**2,795.1**		**-1.2%**	**177.75**		**1.5%**	**573.20**		**-2.9%**

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Il vigore che caratterizza le esportazioni verso i primi tre paesi citati compensa in parte la forte riduzione osservata nel 2013 con la quinta cliente, la Cina: le quantità esportate sono diminuite di un terzo rispetto al 2012, stabilizzandosi a 168.700 hl. Questo fa in totale più di 90.000 hl in meno rispetto al 2012, tutti di vino rosso e rosato, riportando gli acquisti cinesi solo su questa tipologia. Tale ribasso di vendite di vini a IGP sembra tipico della regione LR, mentre le vendite alla Cina dei vini IGP delle altre regioni sono rimaste stabili.

Contrariamente a ciò che si osserva per le vendite di vini IGP, molto concentrate sull'Europa occidentale, le esportazioni di vino DOC sono più ripartite e differenziate, e una parte importante delle quantità trova degli sbocchi in paesi più lontani. Così, il primo cliente della regione LR in termine di valori esportati, è la Cina (12,6% delle vendite), e gli Stati Uniti (12,6 % lo stesso) raggiungono il secondo posto secondo tale criterio.

Tabella 81: Esportazioni 2013 dei Vini del Languedoc – Roussillon per area geografica

	Esportazioni 2013 dei Vini del Languedoc-Roussillon											
	Vini a IGP						Vini a AOP					
	Valori (k€)			Quantità (1000 hl)			Valori (k€)			Quantità (1000 hl)		
	2013	2012	evol	2013	2012	evol	2013	2012	evol	2013	2012	evol
Europa Occidentale	371,626	343,719	8.1%	2,025.0	1,943	4.2%	90,868	86,497	5.1%	338	349	-3.1%
Asia del Nord	69,653	86,176	-19.2%	302.0	399	-24.5%	35,234	38,657	-8.9%	111	121	-8.5%
America del Nord	76,824	75,449	1.8%	250.0	257	-2.9%	40,770	40,172	1.5%	93	93	0.4%
PECO	22,765	20,161	12.9%	114.0	111	3.0%	2,508	1,871	34.0%	8	7	24.8%
Asia del Sud	6,502	7,269	-10.6%	30.0	33	-10.3%	1,190	1,552	-23.4%	2	2	-0.2%
Altro	19,966	21,067	-5.1%	75.0	86	-12.4%	7,178	6,312	13.7%	20	18	13.2%
Totali	**567,365.00**	**553,841**	**2.4%**	**2,795.0**	**2,830**	**-1.2%**	**177,748.00**	**175061**	**1.5%**	**573**	**570**	**-2.9%**

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Un'altra notevole differenza con i vini IGP, in cui la variabilità dei prezzi è relativamente scarsa e la classificazione dei mercati stranieri è quasi la stessa per i valori e le quantità esportate, la posizione varia fortemente per i vini DOC secondo i parametri presi in considerazione, valore o quantità. In effetti, il prezzo medio dei vini DOC prodotti ed esportati in Languedoc-Roussillon varia nel 2013, per i primi dieci clienti, da 2,19 €/l per le esportazioni verso il Belgio a 4,81% €/l per le vendite al Giappone.

Le vendite alla Cina di vini DOC del Languedoc-Roussillon diminuiscono in quantità (-3,6%) nel 2013 così come in valore (-5,4%). Tuttavia, per ciò che si osserva sugli acquisti cinesi dalla Francia nel 2013 (-17% in valore, -14% in quantità per l'insieme dei vini DOC francesi), è una buona performance per la regione. Nel bilancio, il peso del Languedoc-Roussillon nelle esportazioni francesi di vini DOC verso la Cina è sensibilmente cresciuto nel 2013, raggiungendo il 13,1% contro l'11,7% nel 2012. Il prezzo medio dei vini DOC venduti alla Cina si stabilizza a 2,74 €/l, per quelli che vengono prodotti nel Languedoc-Roussillon.

La quota regionale è aumentata ugualmente nelle vendite verso gli Stati Uniti, con delle crescite importanti in valore (+15%) così come in quantità (+13%), nel 2013; le esportazioni di vini dal Languedoc-Roussillon sono molto dinamiche, decisamente più di tutte le regioni francesi (+0,4% in valore, +5% in quantità). Questo mercato è interessante per la regione nella misura in cui i prezzi medi dei vini DOC che il Languedoc-Roussillon esporta sono tra i più elevati: 4,32 €/l.

Al contrario, le esportazioni verso il Canada dei vini DOC dal Languedoc-Roussillon sono decisamente diminuite nel corso del 2013 (-11% in valore, -12% in quantità). Anche verso questi paesi, i prezzi medi dei vini regionali esportati sono più elevati che altrove: 4,46% €/l nel 2013.

Un altro mercato lontano, il Giappone (al nono posto della classifica dei clienti) ha anche lui ridotto decisamente gli acquisti di vini DOC prodotti nella regione: le vendite si sono nettamente contratte, del 23% in valore e del 28% in quantità. Il ribasso delle esportazioni regionali è tanto più dannoso quanto il valore dei prezzi medi dei vini DOC, che raggiunge la quota massima verso questa destinazione di 4,81 €/l.

I vini DOC della regione trovano ugualmente degli sbocchi nei mercati geograficamente vicini; la Germania figura al terzo posto della classifica dei clienti del Languedoc-Roussillon, tanto che le esportazioni fatte verso questa destinazione sono aumentate nel 2013 (+7% in valore, 1% in quantità), con un prezzo medio stabile a 2,71 €/l (Tab.82).

Tabella 82: Esportazioni 2013 dei vini del Languedoc- Roussillon suddivise per valori e quantità

	Esportazioni 2013 dei Vini del Languedoc-Roussillon (%)							
	Vini a IGP				Vini a AOP			
	Valori		Quantità		Valori		Quantità	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Germania	82.6	82.9	84.1	83.7	4.6	4.4	11.5	11.9
Paesi Bassi	69.1	67.1	59.2	56.0	5.7	5.5	11.7	12.0
Gran Bretagna	68.0	66.7	71.8	67.4	1.8	1.7	7.2	8.1
Belgio	78.5	79.0	78.7	79.1	4.2	3.9	10.3	10.2
Cina	58.6	67.6	57.4	67.0	6.3	5.6	13.1	11.7
Canada	75.7	77.2	77.3	76.9	6.6	7.4	12.4	13.8
Stati Uniti	59.7	59.6	64.0	63.2	2.4	2.1	6.1	5.6
Giappone	66.4	64.7	70.2	67.5	2.1	2.5	3.9	5.0
Svizzera	79.6	81.8	84.2	86.3	3.4	2.8	10.1	8.5
Suede	91.9	90.6	92.2	91.1	1.4	1.0	2.5	1.8
Altri paesi	67.7	72.5	71.3	74.8	1.2	1.3	4.4	4.6
Totali	**71.50**	**72.5**	**72.9**	**72.7**	**2.8**	**2.7**	**8.1**	**8.3**

Fonte: Agence BIO/OC, 2012

Capitolo IV

L'indagine sul terreno, il settore vitivinicolo Bio

4.1 Introduzione: l'analisi metodologica

La ricerca bibliografica condotta nelle fasi iniziali del Dottorato ha portato, in aggiunta all'acquisizione di approfondite conoscenze relative alle tematiche oggetto del presente lavoro di tesi, all'esplorazione, quanto meno iniziale, dello scenario del settore vitivinicolo biologico, biodinamico e, in generale, cosiddetto "naturale".

Tale esplorazione ha costituito la fase preliminare del lavoro sul terreno illustrato nel presente capitolo; un lavoro che ha la finalità di comprendere le dinamiche che attraversano il settore in esame, dando voce alle aziende attive nello stesso. Le analisi condotte nella direzione delineata, fra le quali spicca di certo il progetto ORWINE[240], risultano riconducibili a due tipologie principali[241]: da un lato, vi sono indagini sul sistema vino, principalmente rivolte ad ottenere un quadro delle dimensioni e delle dinamiche generali del settore, sia per piccoli contesti che per contesti più ampi[242]; dall'altro, sono presenti indagini "di mercato", volte allo studio e alla comprensione dei comportamenti dei consumatori e dei criteri alla base delle loro scelte di acquisto[243].

A conclusione della descritta fase esplorativa dello scenario relativo al settore in

[240] In merito al progetto Orwine, si rimanda al capitolo II.

[241] Si confronti A. CASTELLINI, et al., *Italian market of organic wine: a survey on production system characteristics and marketing strategies*, "Wine Economics and Policy", 2015.

[242] Si confronti: M. CRESCIMANNO, G.B. FICANI, G. GUCCIONE, *The production and marketing of organic wine in Sicily*, Br. Food. J., 104 (3-5), 2002, p.274-286.; M. BRUGAROLAS, L. MARTINEZ-CARRASCO, R. BERNABEU, A. MARTINEZ-POVEDA, *A contingent valuation analysis to determine profitability of establishing local organic wine markets in Spain*, Renew, Agric. Food Syst., 2009, 25 (1), p. 35-44.; L. ROSSETTO, *Marketing strategies for organic wine growers in the Veneto region*, Working Paper WP02-4, 2002, http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/14363/1/wp02-04.pdf.

[243] Per entrambi gli aspetti citati, si confronti: M. JONIS, H. SOLTZ, O. SCHMID, U. HOFMANN, G. TRIOLI, *Analysis of organic wine market needs*, in "Proceedings of the 16th IFOAM Organic World Congress", 16-20 Giugno 2008, Modena, disponibile al link orgprints.org/12161/1/Orwine_market_study.doc.

esame, è stato approntato un questionario[244] da somministrare alle aziende viti-vinicole, il quale ha costituito la base del lavoro sul terreno oggetto del presente capitolo. Il questionario, che risulta composto da tre sezioni principali, è stato sottoposto ad un campione di vitivinicoltori a partire dal secondo anno di Dottorato. La prima sezione del questionario è relativa all'azienda in termini generali, ovvero all'anagrafe della stessa, e agli aspetti legati alla produzione, ivi comprese domande introduttive alle definizioni di alcuni aspetti legati al vino biologico; la seconda sezione si concentra sulle questioni legate al mercato, al marketing e alle strategie di comunicazione. Sono state rivolte quindici domande che vanno dalla descrizione dei canali di vendita, alle opinioni in merito agli ostacoli presenti e futuri allo sviluppo del mercato del vino biologico, fino alla partecipazione ad eventi promozionali e agli attuali mercati di sbocco privilegiati.

La terza e ultima parte del questionario indaga con maggiore dettaglio la percezione degli intervistati riguardo alle peculiarità del settore dell'agricoltura biologica e/o biodinamica, attraverso la gestione di cinque domande relative all'importanza della metodica di produzione in oggetto per la salvaguardia della biodiversità e del paesaggio, delle conseguenti azioni messe in campo a livello aziendale in tale direzione, e dei cambiamenti che tale metodica ha apportato a livello sia di singola unità aziendale che di eventuale organismo collettivo (consorzio o altro). Sia nella prima sezione che nella terza, si è cercato di raccogliere la percezione dei produttori riguardo alla normativa del settore, al fine di poter comprendere più in dettaglio gli eventuali punti di forza e di debolezza della recente emanazione del più volte citato Reg.203 del 2012.

Il campione comprende 34 aziende certificate biologiche e/o biodinamiche, in Puglia e in Languedoc-Roussillon; la selezione è avvenuta con riguardo alle aziende a filiera chiusa[245], i cui nominativi sono stati ricavati dal database dell'Istituto Agronomico Mediterraneo (IAM) e dall'elenco degli aderenti a

[244] Il testo integrale del questionario viene riportato in Appendice.

[245] Il riferimento è alle unità produttive che hanno "in casa" tutte le fasi, dalla vigna (materia prima) all'imbottigliamento ed etichettatura.

SudVinBio[246], associazione inter-professionale presente in Languedoc-Roussillon. Si è deciso di privilegiare le "voci" provenienti dalla provincia di Bari e dal dipartimento dell'Hérault, in quanto in essi hanno sede le tre istituzioni coinvolte nel percorso di Dottorato. Il tasso di ritorno dei questionari è stato elevato, intorno al 90% (in totale 29 questionari), cifra resa possibile dalle modalità di somministrazione del questionario stesso; si è, infatti, proceduto ad un iniziale invio per posta elettronica al quale sono seguiti, per la Puglia, incontri in azienda con intervista diretta[247] e in occasione del Vinitaly di Verona e, per il Languedoc-Roussillon, interviste in occasione del Millésime Bio di Montpellier.
L'analisi dei dati raccolti, risultata decisamente interessante e di rilievo, viene riportata in dettaglio nei paragrafi che seguono. Le tabelle e le figure riportate di seguito sono frutto di nostra elaborazione.

4.2 Studio della filiera vitivinicola biologica. Un paragone fra il Languedoc-Roussillon (Francia) e la Puglia (Italia).

In linea generale, le aziende presenti in Puglia hanno fornito significativamente meno informazioni in merito alla struttura aziendale; quelle di piccole dimensioni (meno di 5 impiegati) sono maggiormente presenti in Languedoc-Roussillon, mentre quelle con un numero di impiegati pari a 10 o più si situano solo in Puglia.
In Languedoc-Roussillon, la metà delle aziende hanno una superficie vitata inferiore ai 20 ettari (in seguito ha) con una produzione piuttosto contenuta (meno di 500 ettolitri, in seguito hl). Il numero di etichette non è mai superiore a 5, contrariamente alla Puglia in cui esso varia da 5 a 9, in alcuni casi più. La presenza di agriturismo è inferiore in Languedoc-Roussillon rispetto a quanto rilevato in Puglia.

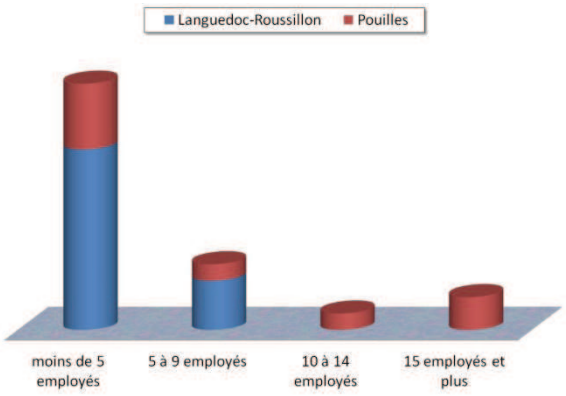
[246] Si confronti il sito: http://www.sudvinbio.com/
[247] Tali incontri sono stati resi possibili dalla collaborazione del Dott. Vincenzo Verrastro dell'Istituto Agronomico Mediterraneo di Valenzano (Bari).

Tabella 1: Il campione

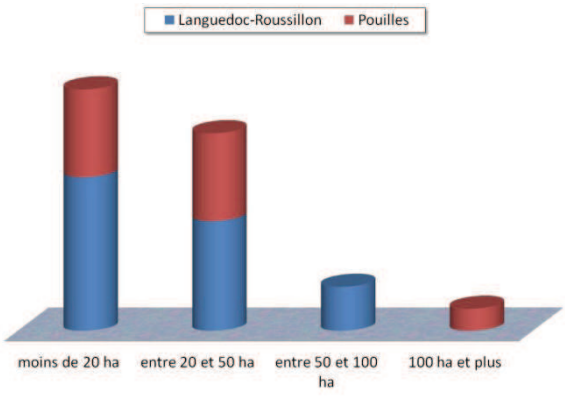
Regione Dipartimento/Provincia	**Effettivo**
Languedoc-Roussillon	**15**
Aude	2
Gard	3
Hérault	7
Pyrénées-Orientales	3
Puglia	**14**
Bari	9
Foggia	3
Taranto	2
Totale generale	**29**

Figura 1: Il campione

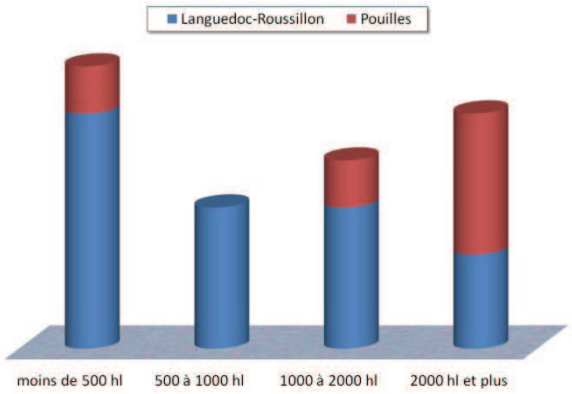
Numero totale di impiegati



Superficie piantata di vigna (ha)



Produzione (hl)



Numero di denominazioni

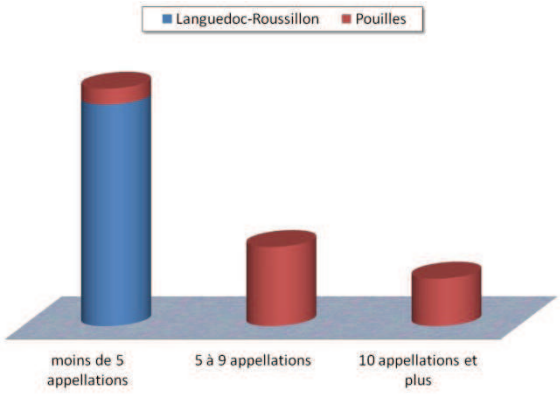


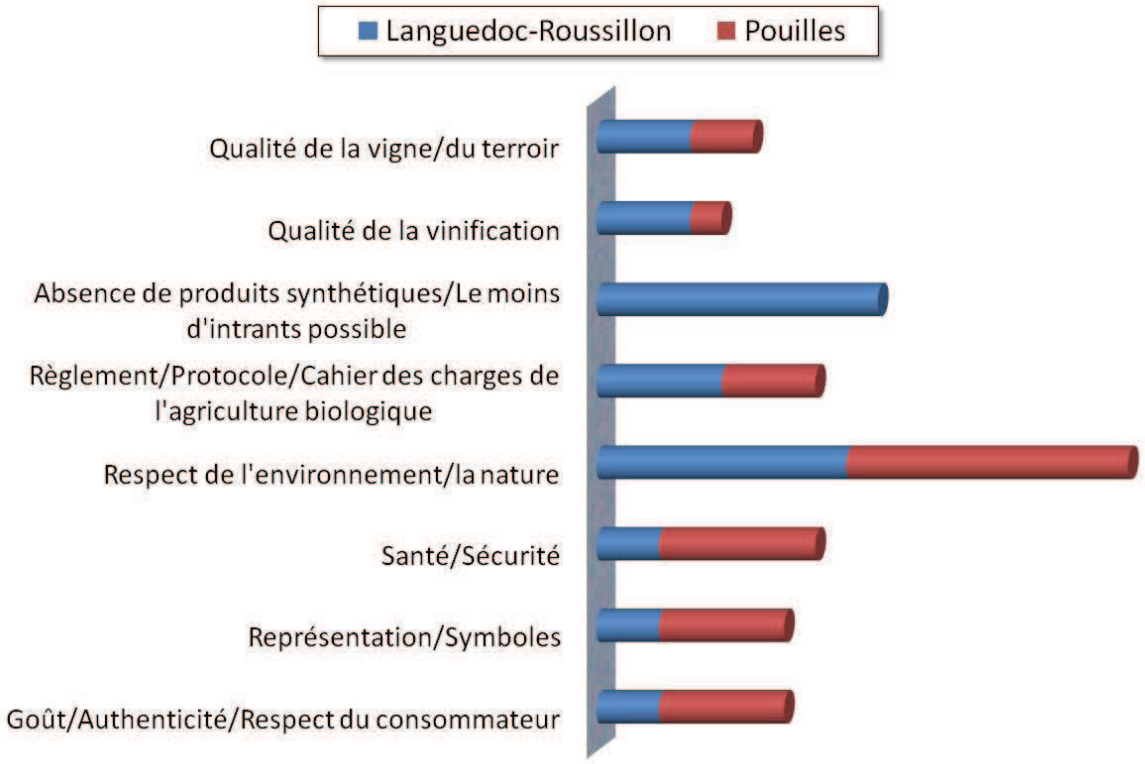
Tabella 2: Presenza di agriturismo nell'impresa

Effettivo	**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	**Totale generale**
Si	3	4	7
No	10	5	15
No rispo-sta	*2*	*5*	*7*
Totale generale	**15**	**14**	**29**

Tabella 3: Composizione del campione

Variabili	Modalità	Totale generale		Langue-doc-Roussil-lon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
Impiegati	*No risposta*	7	24,1	6,7	42,9	*3,1%*
	1. meno di 5	15	51,7	73,3	28,6	*2,0%*
	2. da 5 a 9	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	3. da 10 a 14	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	4. 15 e più	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Superficie vitata (ha)	*No risposta*	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
	1. meno di 20 ha	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*
	2. fra 20 e 50 ha	9	31,0	33,3	28,6	*45,0%*
	3. fra 50 e 100 ha	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	4. 100 ha e più	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Produzione (hl)	*No risposta*	11	37,9	13,3	64,3	*0,7%*
	1. meno di 500 hl	6	20,7	33,3	7,1	*9,9%*
	2. da 500 a 1000 hl	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	3. da 1000 a 2000 hl	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	4. 2000 hl e più	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
Etichette	*No risposta*	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
	1. meno di 5	15	51,7	93,3	7,1	*0,0%*
	2. da 5 a 9	5	17,2	0,0	35,7	*1,7%*
	3. 10 e più	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
Presenza di agriturismo in azienda	*No risposta*	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	No	15	51,7	66,7	35,7	*9,7%*
	Si	7	24,1	20,0	28,6	*45,8%*

Figura 2: Criteri di definizione del vino biologico



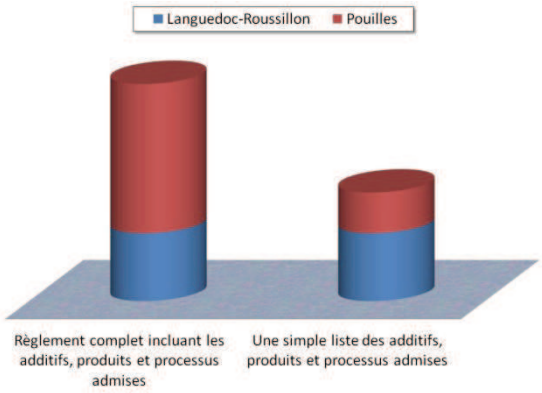
I criteri utilizzati per la definizione del vino biologico non differiscono in maniera significativa nelle due Regioni considerate, ad eccezione del richiamo all' "Assenza di prodotti chimici di sintesi/Minore utilizzo di input possibile", il quale viene sottolineato dai produttori francesi e, altresì, non viene minimamente citato dagli italiani Il criterio maggiormente utilizzato è il "Rispetto dell'ambiente/della natura".

Tabella 2: Criteri di definizione del vino biologico

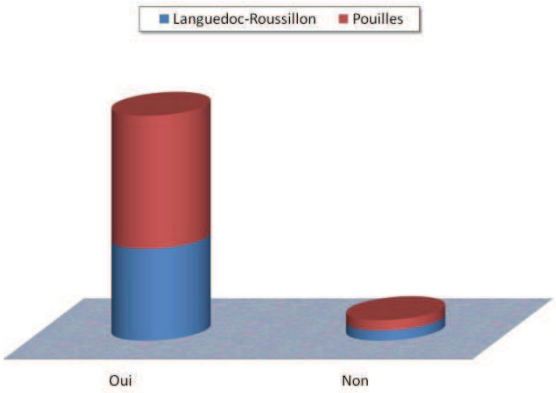
Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Qualità della vigna/del terroir	No	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
	Si	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Qualità della vinificazione	No	25	86,2	80,0	92,9	*32,6%*
	Si	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Assenza di prodotti chimici di sintesi/Minore utilizzo di input possibile	No	20	69,0	40,0	100,0	*0,0%*
	Si	9	31,0	60,0	0,0	*0,0%*
Regolamento/Protocolllo/Regolamento dell'agricoltura biologica	No	22	75,9	73,3	78,6	*45,8%*
	Si	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*
Rispetto dell'ambiente/della natura	No	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
	Si	17	58,6	53,3	64,3	*41,3%*
Salute/Sicurezza	No	22	75,9	86,7	64,3	*16,6%*
	Si	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
Simboli/Rappresentazione	No	23	79,3	86,7	71,4	*29,1%*
	Si	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
Gusto/Autenticità/Rispetto del consumatore	No	23	79,3	86,7	71,4	*29,1%*
	Si	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*

Figura 3: Valutazione delle regole di produzione

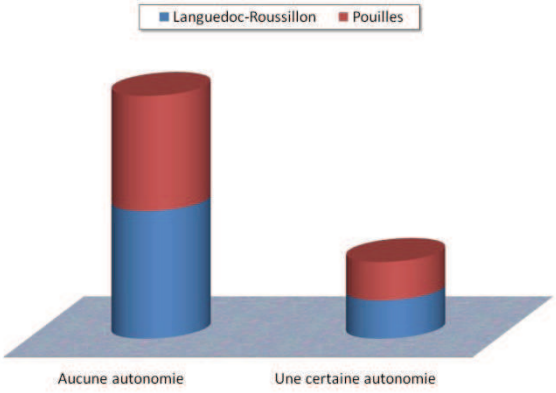
Q3. Quali regole, secondo lei, dovrebbero essere adottate nella produzione del vino Bio?



Q4. Ritiene che le suddette regole dovrebbero essere adottate a livello comunitario?



Q5. Quale autonomia ritiene dovrebbero avere, in merito, i singoli Paesi membri dell'UE?



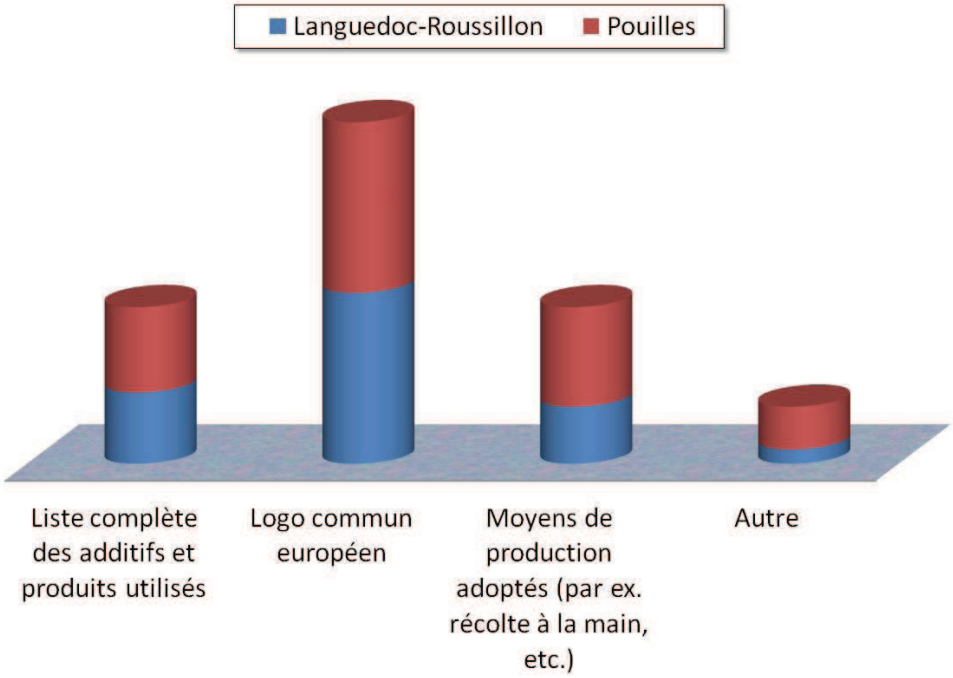
Un terzo dei produttori francesi non ha risposto alle domande Q3 “Quali regole, secondo lei, dovrebbero essere adottate nella produzione del vino Bio?” e Q4 “Ritiene che le suddette regole dovrebbero essere adottate a livello comunitario?”. I produttori italiani mostrano un orientamento verso un “Regolamento completo che includa gli additivi e le tecnologie ammesse” e ritengono che tali regole debbano essere adottate a livello comunitario. In merito alla domanda “Quale autonomia ritiene dovrebbero avere, in merito, i singoli Paesi membri della UE?”, non si riscontrano distinzioni fra il Languedoc-Roussillon e la Pu-

glia, in entrambe le Regioni due-terzi dei produttori affermano che non vi dovrebbe essere alcun grado di autonomia.

Tabella 5: Valutazione delle regole di produzione

Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Q3 Quali regole, secondo lei, dovrebbero essere adottate nella produzione del vino Bio?	*No risposta*	5	17,2	33,3	0,00	*2,5%*
	Regolamento completo che includa gli additivi e le tecnologie ammesse	16	55,2	33,3	78,57	*1,8%*
	Una semplice lista degli additivi, prodotti e processi ammessi	8	27,6	33,3	21,43	*38,3%*
Q4 Ritiene che le suddette regole dovrebbero essere adottate a livello comunitario?	*No risposta*	5	17,2	33,3	0,00	*2,5%*
	No	2	6,9	6,7	7,14	*25,9%*
	Si	22	75,9	60,0	92,86	*4,9%*
Q5 Quale autonomia ritiene dovrebbero avere, in merito, i singoli Paesi membri della UE?	*No risposta*	4	13,8	13,3	14,29	*32,6%*
	Alcuna autonomia	19	65,5	66,7	64,29	*40,0%*
	Una certa autonomia	6	20,7	20,0	21,43	*36,1%*

Figura 4: Etichettatura



In merito alle informazioni che dovrebbero essere indicate e riportate in etichetta, non si riscontrano significative differenze fra il Languedoc-Roussillon e la Puglia, con i due-terzi dei produttori d'accordo nel non far figurare la lista completa di additivi e di prodotti utilizzati. Una vasta maggioranza, intorno all'80%, si dice favorevole al logo comune europeo. La metà (i due-terzi nel Languedoc-Roussillon) non desiderano indicare le metodologie e i processi di produzione adottati (ad esempio: raccolta a mano).

Tabella 6: Etichettatura

Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Lista completa di additivi e di prodotti utilizzati	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	No	17	58,6	60,0	57,1	*41,3%*
	Si	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
Logo comune europeo	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	No	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	Si	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
Metodologie di produzione adottate	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	No	17	58,6	66,7	50,0	*29,7%*
	Si	11	37,9	26,7	50,0	*18,1%*
Altro	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	No	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Si	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*

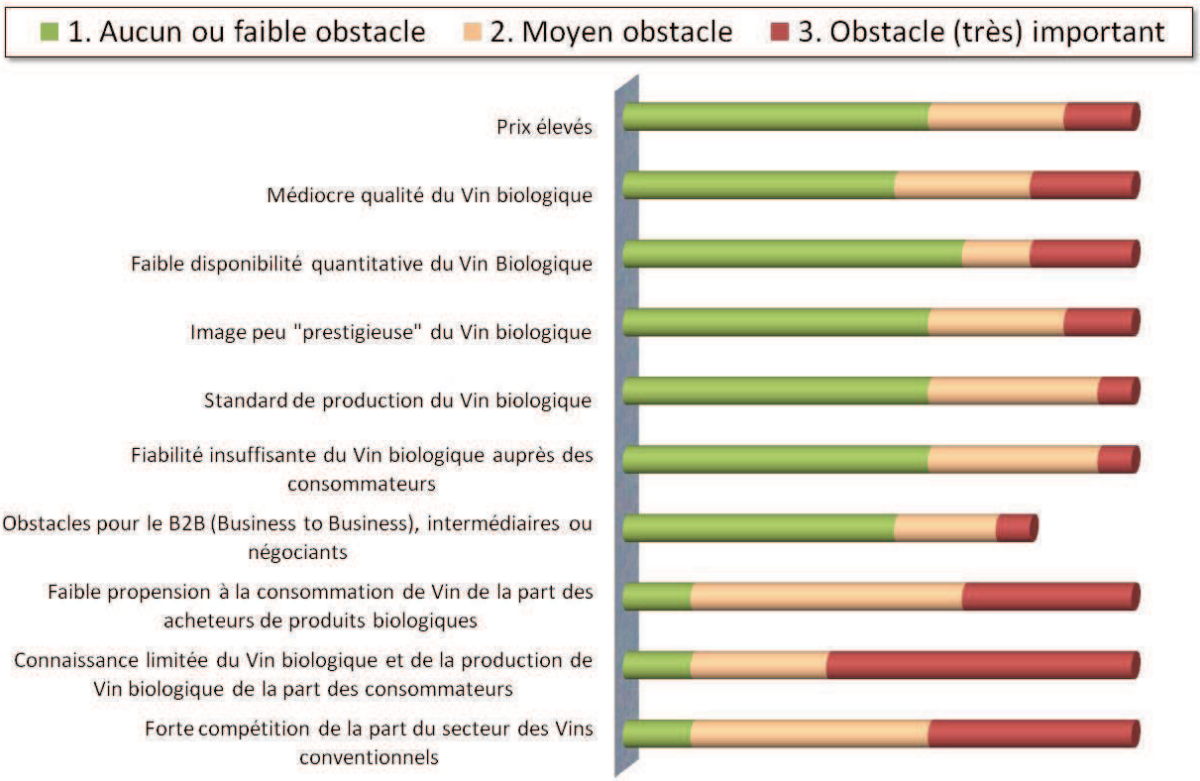
Tabella 7: Struttura dei canali di vendita per il Vino biologico

Variabili	Totale generale		Languedoc-Roussillon		Puglia		*Proba.*
	Media	Scarto	Media	Scarto	Media	Scarto	
Iper e Supermercati	18,0	5,1	16,7	4,7	20,0	5,0	*26,1%*
Negozi specializzati/Boutiques Bio	32,9	13,2	40,0	15,3	27,5	7,9	*4,5%*
Canale HORECA	60,0	25,1	45,0	15,0	63,3	25,7	*18,7%*
Vendita diretta	35,0	28,1	32,5	22,7	37,1	31,9	*38,8%*
Altro	33,8	17,8	41,7	13,1			*9,1%*

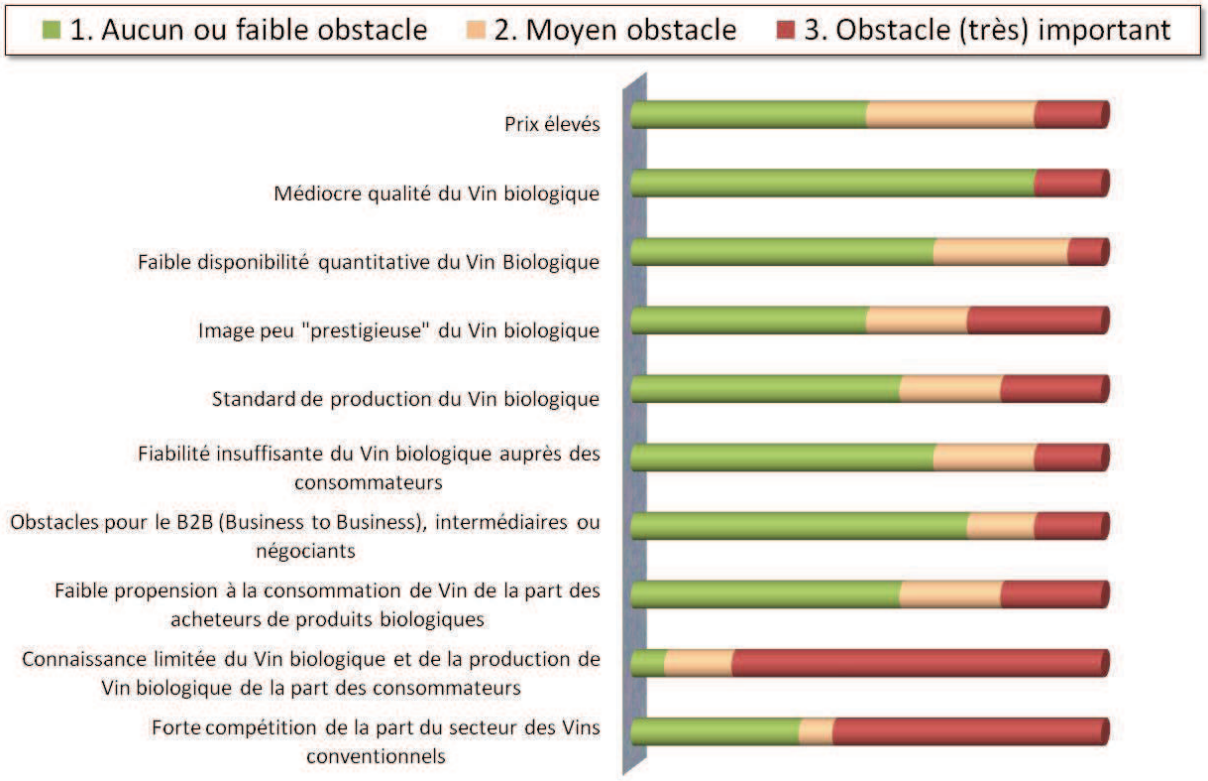
I Negozi specializzati/Boutiques Bio vengono privilegiati in Languedoc-Roussillon con rapporto a quanto indicato in Puglia; nella Regione francese, inoltre, vengono indicati canali di vendita diversi dai quattro classici prospettati nel questionario, relativi in particolare alla presenza di cooperative.

Figura 5: Sviluppo del mercato dei Vini biologici

Languedoc-Roussillon



Puglia



Le opinioni in merito agli ostacoli più rilevanti allo sviluppo del mercato dei Vini biologici differiscono significativamente, fra le due Regioni considerate, su tre punti principali:

- La mediocre qualità del Vino biologico non costituisce affatto o poco un ostacolo per la grande maggioranza dei produttori in Puglia. Altresì, ciò risulta vero per la metà circa delle aziende in Languedoc-Roussillon, dove si può rilevare come vi sia una buona parte degli intervistati che ritiene tale criterio un ostacolo di media importanza.
- La scarsa propensione al consumo di vino da parte di coloro che acquistano prodotti biologici è un criterio che divide fortemente i produttori: in Languedoc-Roussillon essa viene ritenuta un ostacolo medio per più della media degli intervistati, mentre non costituisce nulla più che un ostacolo debole in Puglia, sempre per la metà circa dei produttori.
- La forte competizione da parte del settore dei vini convenzionali viene ritenuta nelle due Regioni un ostacolo da importante a molto importante. Tuttavia, ciò risulta maggiormente sfumato in Languedoc-Roussillon dove tale criterio è ugualmente citato come un ostacolo medio, contrariamente alla Puglia dove la visione di tale aspetto è più netta; va sottolineato come più di un quarto delle aziende in Puglia considera tale criterio come un ostacolo debole.

In merito ai restanti punti, le opinioni non divergono significativamente. In generale, solo la limitata conoscenza del vino biologico e della produzione dello stesso da parte dei consumatori costituisce un ostacolo (molto) importante per una parte di produttori che va dal 60 fino al 79%. I restanti punti non costituiscono nulla più di un debole ostacolo, per almeno la metà degli intervistati.

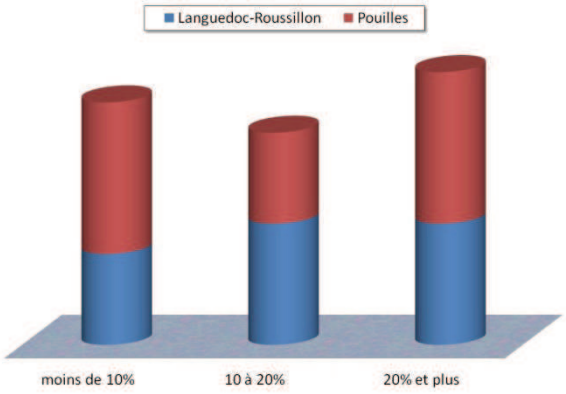
Tabella 5: Sviluppo del mercato dei Vini biologici

Variabili	Modalità	Totale generale		Langue-doc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Prezzi elevati	1. Nessuno o debole ostacolo	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Ostacolo medio	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Ostacolo (molto) importante	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Minore qualità del Vino biologico	1. Nessuno o debole ostacolo	20	69,0	53,3	85,7	*6,8%*
	2. Ostacolo medio	4	13,8	26,7	0,0	*5,7%*
	3. Ostacolo (molto) importante	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Minore disponibilità quantitativa del Vino biologico	1. Nessuno o debole ostacolo	19	65,5	66,7	64,3	*40,0%*
	2. Ostacolo medio	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
	3. Ostacolo (molto) importante	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Immagine poco "prestigiosa" del Vino biologico	1. Nessuno o debole ostacolo	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Ostacolo medio	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*
	3. Ostacolo (molto) importante	6	20,7	13,3	28,6	*29,1%*
Standard di produzione del Vino biologico	1. Nessuno o debole ostacolo	17	58,6	60,0	57,1	*41,3%*
	2. Ostacolo medio	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*
	3. Ostacolo (molto) importante	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
Scarsa affidabilità del Vino biologico presso i consumatori	1. Nessuno o debole ostacolo	18	62,1	60,0	64,3	*44,2%*
	2. Ostacolo medio	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*

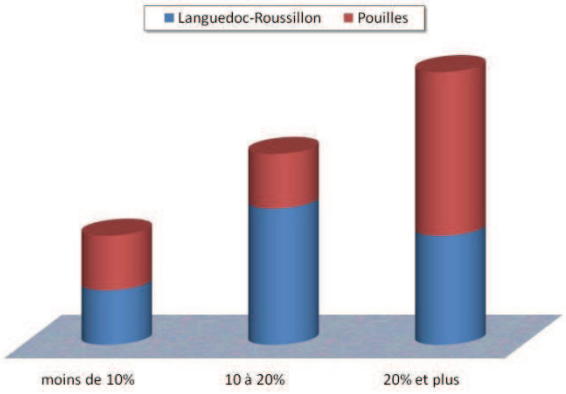
	3. Ostacolo (molto) importante	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
Ostacoli nel B2B (Business to Business)	*No risposta*	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	1. Nessuno o debole ostacolo	18	62,1	53,3	71,4	*26,8%*
	2. Ostacolo medio	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	3. Ostacolo (molto) importante	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
Scarsa propensione al consumo di vino da parte degli acquirenti di prodotti biologici	1. Nessuno o debole ostacolo	10	34,5	13,3	57,1	*1,7%*
	2. Ostacolo medio	11	37,9	53,3	21,4	*8,2%*
	3. Ostacolo (molto) importante	8	27,6	33,3	21,4	*38,3%*
Bassa conoscenza del vino biologico e della produzione del vino biologico da parte dei consumatori	1. Nessuno o debole ostacolo	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	2. Ostacolo medio	6	20,7	26,7	14,3	*36,1%*
	3. Ostacolo (molto) importante	20	69,0	60,0	78,6	*25,0%*
Forte competizione da parte del settore dei vini convenzionali	1. Nessuno o debole ostacolo	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	2. Ostacolo medio	8	27,6	46,7	7,1	*2,2%*
	3. Ostacolo (molto) importante	14	48,3	40,0	57,1	*29,1%*

Figura 6: Tasso di crescita dei ricavi

Q9. Può quantificare il tasso di crescita annuale dei ricavi derivanti dalla vendita di Vino biologico negli ultimi 5 anni (in %)?



Q10. Quale tasso di crescita si aspetta nei prossimi 5 anni (in %)?



Il tasso di crescita annuale dei ricavi derivanti dalla vendita di Vino biologico non risulta significativamente differente fra le due Regioni considerate; fra il Languedoc-Roussillon e la Puglia, altresì, non vi sono scostamenti in merito al tasso di crescita atteso nei prossimi 5 anni.

Tabella 9: Tasso di crescita dei ricavi

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
Può quantificare il tasso di crescita annuale dei ricavi derivanti dalla vendita di Vino biologico negli ultimi 5 anni?	*No risposta*	5	17,2	26,7	7,1	*18,6%*
	1. meno del 10%	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
	2. dal 10 al 20%	7	24,1	26,7	21,4	*45,8%*
	3. 20% e più	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
Quale tasso di crescita si aspetta nei prossimi 5 anni?	*No risposta*	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	1. meno del 10%	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	2. dal 10 al 20%	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. 20% e più	10	34,5	26,7	42,9	*30,0%*

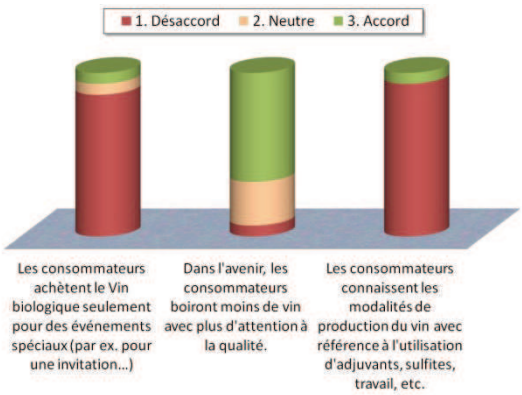
Incrocio tra il tasso di crescita annuale degli ultimi 5 anni e il tasso di crescita annuo previsto per i prossimi 5 anni

Effettivo **Tasso di crescita annuale degli ultimi 5 anni**	**Tasso di crescita annuo previsto nei prossimi 5 anni**				
	Meno del 10%	**Dal 10 al 20%**	**20% e più**	***No risposta***	**Totale generale**
Meno del 10%	4		1	*3*	8
Dal 10 al 20%		4	2	*1*	7
20% e più		1	6	*2*	9
No risposta		*2*	*1*	*2*	*5*
Totale generale	**4**	**7**	**10**	***8***	**29**

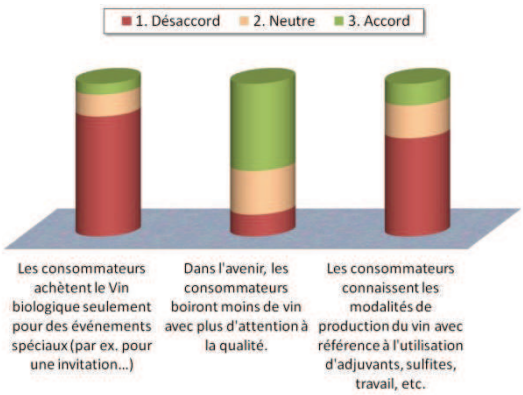
In larga parte, le aziende che hanno avuto un tasso di crescita annuale negli ultimi 5 anni piuttosto debole (meno del 10%), non prevedono, altresì, una crescita consistente nel futuro, o in misura superiore a quanto già sperimentato. Al contrario, le aziende che hanno potuto rilevare un forte incremento dei propri volumi (20% e più) mostrano un deciso ottimismo e quantificano un tasso di crescita annuo nei prossimi 5 anni almeno pari a quello già avuto. La medesima considerazione può essere compiuta per quelle unità aziendali che hanno comunicato un tasso di crescita medio negli ultimi 5 anni, le quali prevedono di conservare lo stesso ritmo per l'avvenire.

Figura 7a: Aspetti relativi alla domanda di vino biologico

Languedoc-Roussillon



Puglia



In merito alla prima affermazione "I consumatori acquistano il Vino biologico solo per eventi speciali", le opinioni dei produttori nelle due Regioni non risul-

tano differire in maniera sensibile: entrambi i gruppi si dicono in disaccordo (circa 4 interviste su 5).

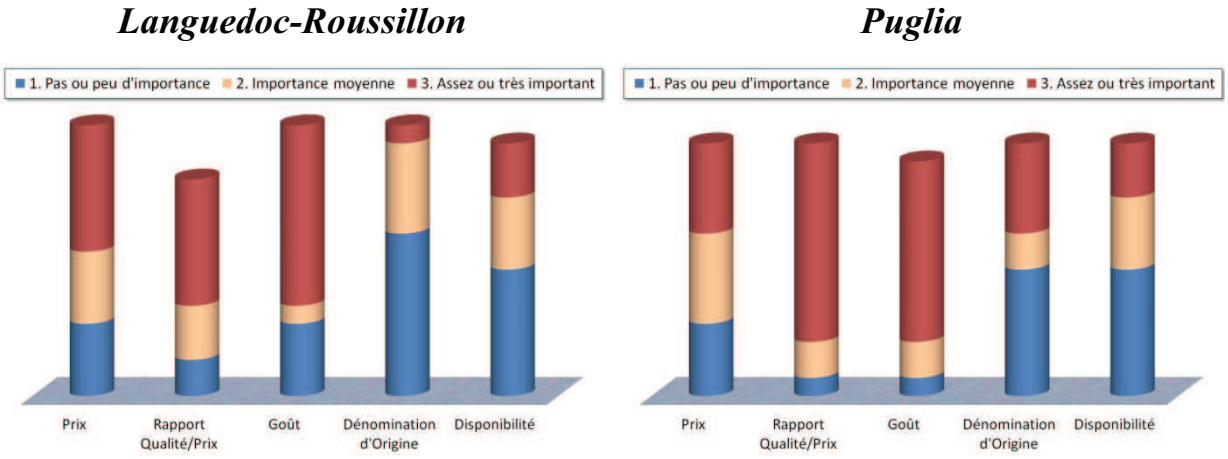
Per quanto attiene alla seconda affermazione "In futuro i consumatori berranno meno vino con maggiore attenzione alla qualità", si riscontra un'analoga convergenza fra le due Regioni: circa il 60% risultano in accordo e poco più del 25% si dichiarano indifferenti.

Le risposte relative alla terza affermazione "I consumatori hanno conoscenza delle modalità di produzione del vino con riferimento all'uso di additivi, solfiti, fermentazione, etc." sono lievemente più sfumate; in Languedoc-Roussillon viene più fortemente sostenuto il disaccordo con la stessa affermazione (93% delle aziende), rispetto alla Puglia dove, sebbene il sentimento più comune sia quello del disaccordo (64%), circa un intervistato su cinque si dichiara altresì indifferente.

Tabella 10: Aspetti relativi alla domanda di vino biologico

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
I consumatori acquistano il Vino biologico solo per eventi speciali (es. per un invito, etc.).	1. Disaccordo	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	2. Indifferente	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Accordo	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
In futuro i consumatori berranno meno vino con maggiore attenzione alla qualità.	1. Disaccordo	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	2. Indifferente	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	3. Accordo	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*
I consumatori hanno conoscenza delle modalità di produzione del vino con riferimento all'uso di additivi, solfiti, fermentazione, etc.	1. Disaccordo	23	79,3	93,3	64,3	*7,0%*
	2. Indifferente	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
	3. Accordo	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*

Figura 7b: Aspetti relativi alla domanda di vino biologico



In relazione al fattore "Prezzo", non si riscontrano differenze sostanziali fra le due Regioni, con le aziende intervistate pronte a sostenere la sua importanza su scala da sufficiente a molto; ciò detto, le tre modalità su indicate risultano distribuite in modo praticamente uniforme.

Entrambe le Regioni considerano il rapporto Qualità/Prezzo come un fattore da assai a molto importante, con una quota decisamente più rilevante in Puglia (79% delle aziende contro il 47% in Languedoc-Roussillon).

Il gusto non risulta essere un fattore discriminante fra le due Regioni, le quali lo considerano entrambe come un fattore assai o molto importante (circa due-terzi delle aziende intervistate).

In merito al fattore "Denominazione d'Origine", le due Regioni possiedono opinioni maggiormente sfumate: se da un lato esse risultano convergere nell'affermare in larga maggioranza (circa il 50% degli intervistati) che tale fattore è poco o per niente importante; tuttavia, più di un terzo delle aziende in Puglia lo ritiene come assai o molto importante.

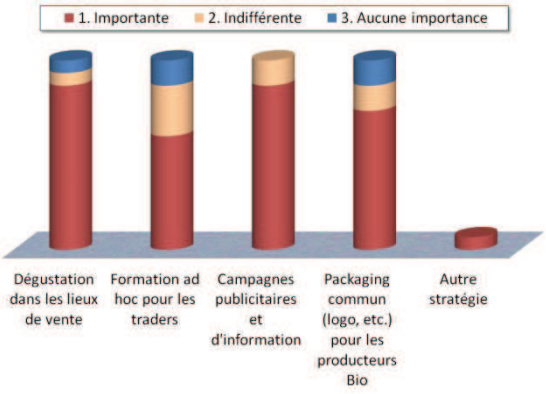
Infine, non vi sono differenze di punti di vista fra le due Regioni con riguardo alla disponibilità: circa la metà del campione la ritiene un fattore poco o per nulla importante.

Tabella 10b: Aspetti relativi alla domanda di vino biologico

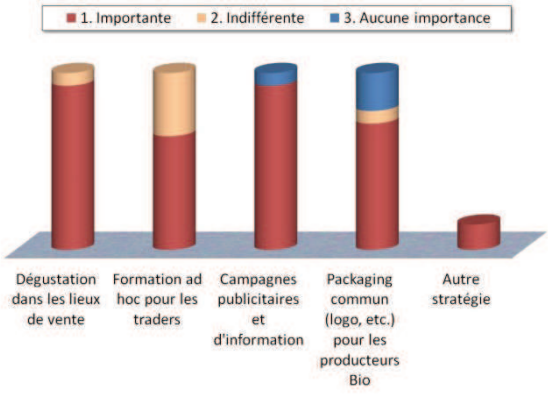
Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Prezzo	1. Poco o non importante	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	2. Importanza media	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Assai o molto importante	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
Rapporto Qualità/Prezzo	*No risposta*	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
	1. Poco o non importante	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	2. Importanza media	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	3. Assai o molto importante	18	62,1	46,7	78,6	*8,2%*
Gusto	*No risposta*	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	1. Poco o non importante	5	17,2	26,7	7,1	*18,6%*
	2. Importanza media	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Assai o molto importante	20	69,0	66,7	71,4	*45,0%*
Denominazione d'Origine	1. Poco o non importante	16	55,2	60,0	50,0	*43,4%*
	2. Importanza media	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. Assai o molto importante	6	20,7	6,7	35,7	*7,0%*
Disponibilità	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	1. Poco o non importante	14	48,3	46,7	50,0	*42,4%*
	2. Importanza media	8	27,6	26,7	28,6	*38,3%*
	3. Assai o molto importante	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*

Figura 8: Strategie di comunicazione

Languedoc-Roussillon



Puglia

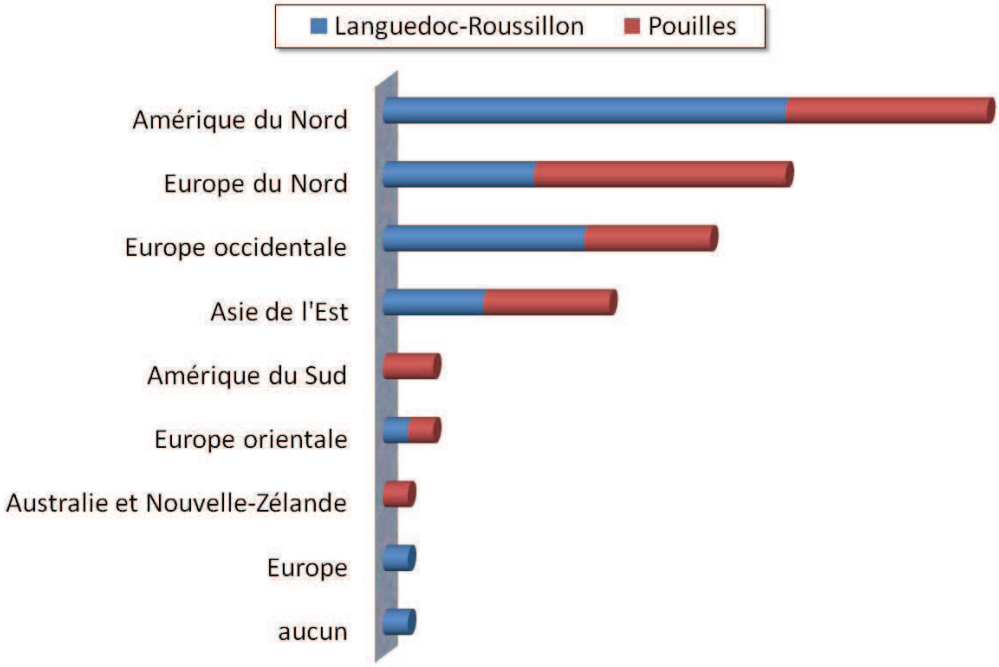


L'opinione espressa dai produttori nelle due Regioni non risulta divergere in merito alle diverse strategie, al punto che nessuna di esse viene particolarmente privilegiata da una Regione o dall'altra. In linea generale, i produttori ritengono tutte le strategie come importanti: in primo luogo vi sono convergenze circa la bontà delle degustazioni nei luoghi di vendita e le campagne pubblicitarie e di informazione; in secondo luogo, il packaging comune (logo europeo, etc.) per i produttori Bio e, in ultima posizione, la formazione ad hoc per i trader e gli intermediari.

Tabella 11: Strategie di comunicazione

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
Degustazione nei luoghi di vendita	1. Importante	26	89,7	86,7	92,9	*47,3%*
	2. Indifferente	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	3. Alcuna importanza	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
Formazione ad hoc per I traders	1. Importante	18	62,1	60,0	64,3	*44,2%*
	2. Indifferente	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
	3. Alcuna importanza	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
Campagne pubblicitarie e d'informazione	1. Importante	26	89,7	86,7	92,9	*47,3%*
	2. Indifferente	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	3. Alcuna importanza	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Packaging comune (logo, etc.) per I produttori Bio	1. Importante	21	72,4	73,3	71,4	*38,3%*
	2. Indifferente	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	3. Alcuna importanza	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*

Figura 9: Mercati di sbocco

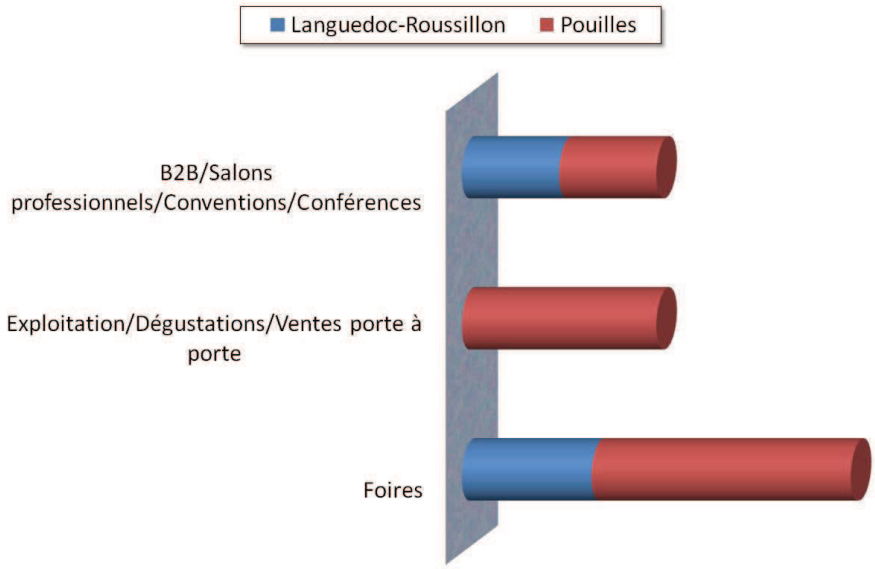


In linea generale, i due mercati di sbocco privilegiati sono i Paesi dell'America del Nord (Stati Uniti e Canada) e l'Europa del Nord (Regno Unito, Paesi scandinavi, Paesi baltici, Danimarca, etc.). Il Languedoc-Roussillon privilegia significativamente l'America del Nord, mentre in Puglia viene favorita l'Europa del Nord; i restanti due mercati di sbocco importanti sono, in ordine, l'Europa occidentale (Germania, Svizzera, Benelux, Belgio) e l'Asia dell'Est (Giappone, Cina).

Tabella 12: Mercati di sbocco

Effettivo	Languedoc-Roussillon	Puglia	Totale generale
America del Nord (Stati Uniti, Canada)	16	8	24
Europa del Nord (Regno Unito, Paesi scandinavi, Paesi baltici, Danimarca, etc.)	6	10	16
Europa occidentale (Germania, Svizzera, Benelux, Belgio)	8	5	13
Asia dell'Est (Giappone, Cina)	4	5	9
America del Sud (Brasile, etc.)	0	2	2
Europa orientale	1	1	2
Australia e Nuova Zelanda	0	1	1
Europa	1	0	1
Alcuno	1	0	1

Figura 10a: Location e modalità di promozione



Le location preferite per la promozione della produzione risultano differenti nelle due Regioni; se la preferenza generale va alle fiere, essa è maggiormente evidente in Puglia con più della metà delle aziende intervistate, mentre in Languedoc-Roussillon essa riguarda circa un quarto del campione. La modalità "Visite in azienda/Degustazioni/Vendita porta a porta" è altresì fortemente discriminante in quanto viene citata solo in Puglia.

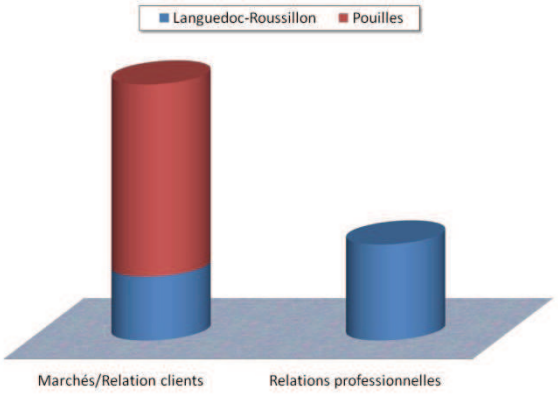
Solo la modalità "B2B/Saloni professionali/Convention/Conferenze" è distribuita in maniera analoga nell'ambito delle due Regioni, con un'azienda su cinque che dichiara di preferirla.

Tabella 13a: Location e modalità di promozione

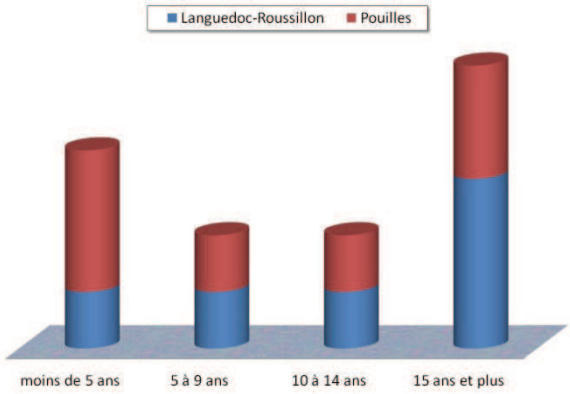
Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
B2B/Saloni professionali/Convention/Conferenze	No	23	79,3	80,0	78,6	*36,1%*
	Si	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*
Visite in azienda/Degustazioni/Vendita porta a porta	No	23	79,3	100,0	57,1	*0,6%*
	Si	6	20,7	0,0	42,9	*0,6%*
Fiere	No	17	58,6	73,3	42,9	*9,9%*
	Si	12	41,4	26,7	57,1	*9,9%*

Figura 10b: Location e modalità di promozione

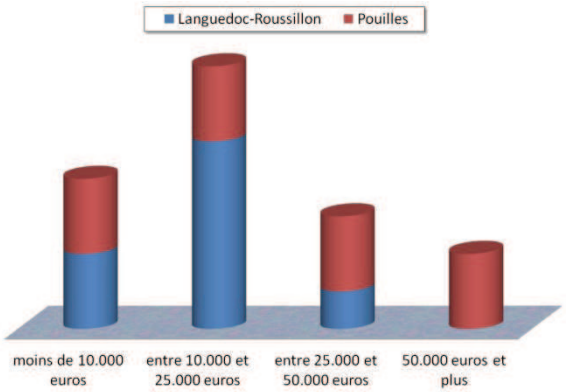
Q16. Per quali motivi la sua azienda ha scelto di partecipare a Fiere e/o Manifestazioni del settore?



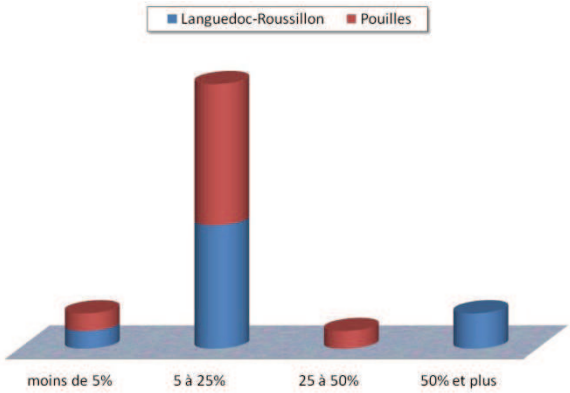
Q17. Da quanti anni la sua azienda è presente a tali eventi?



Q18. Qual è il range di volume di spesa annuo che la sua azienda sostiene per le varie azioni di promozione?



Q19. Qual è all'incirca la percentuale dei contatti avuti nel corso degli eventi promozionali, che sono poi divenuti vostri clienti?



Le motivazioni alla base della scelta delle aziende di partecipare a Fiere ed Esposizioni del settore differisce fortemente fra le due Regioni; la Puglia cita esclusivamente le ragioni di mercato/relazioni con i clienti, mentre in Languedoc-Roussillon esse vengono citate meno frequentemente e, in più, tale Regione risulta l'unica a invocare le relazioni professionali.

La distribuzione del numero di anni di presenza della singola azienda a tali eventi, risulta lievemente differente fra le due Regioni, sebbene la presenza del Languedoc-Roussillon sia globalmente più datata di quella della Puglia.

Risulta necessario rilevare come circa la metà dei produttori non abbiano rispo-

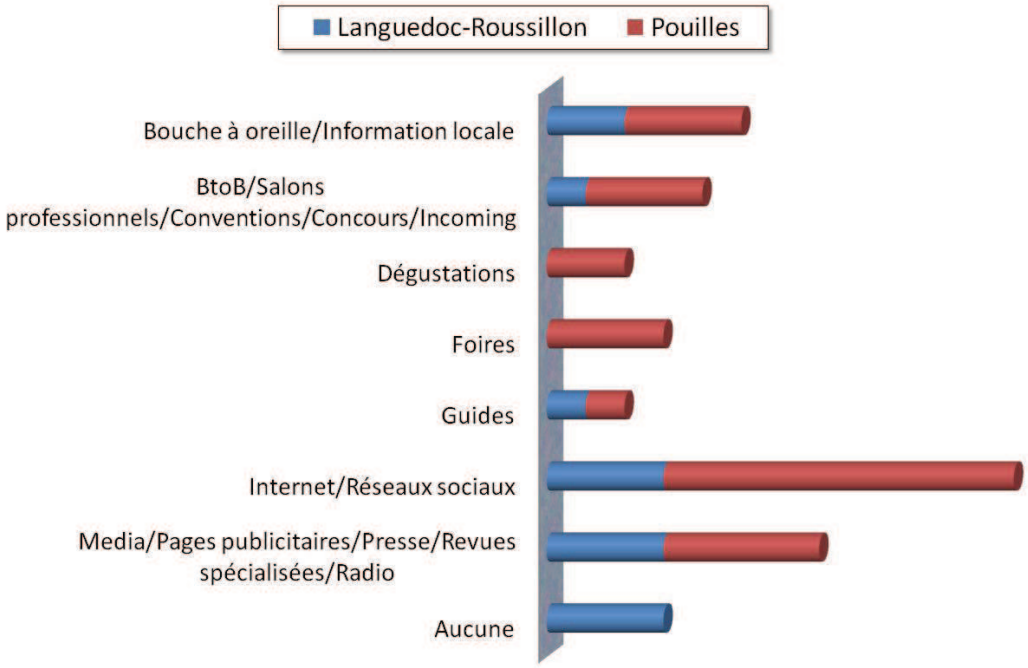
sto alla domanda sul range di volume di spesa annuo che l'azienda ha sostenuto per le diverse azioni di promozione; se è vero che la distribuzione delle spese non differisce significativamente fra le due Regioni, i produttori nel Languedoc-Roussillon dichiarano di dedicare un totale spese leggermente più contenuto, fra 10.000 et 25.000 € per un terzo delle aziende, mentre gli investimenti superiori a 25.000 € riguardano maggiormente le unità aziendali in Puglia.

Tabella 13b: Location e modalità di promozione

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Langue-doc-Roussil-lon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effetti-vo	**%**	**%**	**%**	
Per quali motivi la sua azienda ha scelto di partecipare a Fiere e/o Manifestazioni del settore?	*No risposta*	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*
	Mercati/Relazione con i clienti	8	27,6	13,3	42,9	*8,6%*
	Relazioni professionali	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*
Da quanti anni la sua azienda è presente a tali eventi?	*No risposta*	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	1. meno di 5 anni	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	2. da 5 a 9 anni	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	3. da 10 a 14 anni	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	4. 15 anni e più	10	34,5	40,0	28,6	*40,0%*
Qual è il range di volume di spesa annuo che la sua azienda sostiene per le varie azioni di promozione?	*No risposta*	13	44,8	46,7	42,9	*43,4%*
	1. meno di 10.000 €	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	2. fra 10.000 e 25.000 €	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	3. fra 25.000 e 50.000 €	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	4. 50.000 € e più	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Qual è all'incirca la percentuale dei contatti avuti nel corso degli eventi promozionali, che sono poi divenuti vostri clienti?	*No risposta*	9	31,0	33,3	28,6	*45,0%*
	1. meno del 5%	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	2. dal 5 al 25%	15	51,7	46,7	57,1	*42,4%*
	3. dal 25 al 50%	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
	4. 50% e più	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*

La distribuzione della percentuale di contatti stabiliti nel corso degli eventi promozionali che, in seguito agli stessi, sono divenuti clienti è globalmente similare fra le due Regioni. La percentuale dei contatti stabiliti risulta in un range fra il 5 e il 25% per circa la metà degli intervistati.

Figura 11: Mezzi di pubblicizzazione



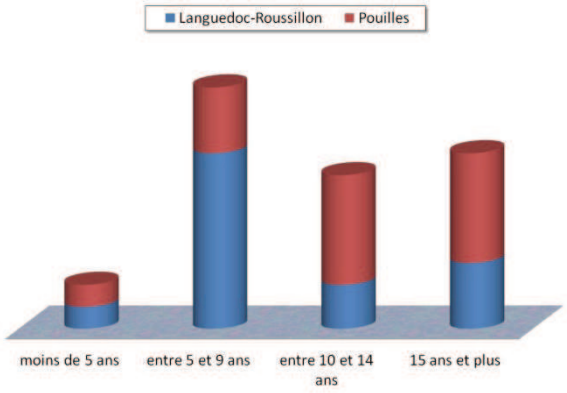
In generale, i mezzi pubblicitari utilizzati per diffondere la conoscenza delle singole imprese vengono impiegati molto più frequentemente in Puglia che in Languedoc-Roussillon. Fra essi, due modalità si distinguono più nettamente a favore della Puglia: da un lato, le fiere risultano evocate solo in tale Regione; dall'altro lato, si riscontra un utilizzo di Internet e dei social network tre volte più consistente che in Languedoc-Roussillon.

Tabella 14: Mezzi di pubblicizzazione

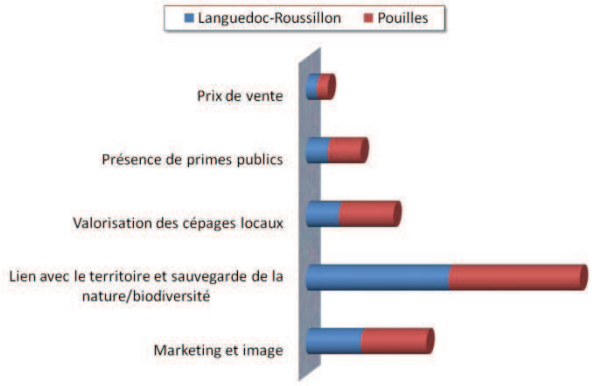
Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Passaparola/Informazione locale	No	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Si	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
B2B/Saloni professionali/Conventions/Concorsi/Incoming	No	25	86,2	93,3	78,6	*27,2%*
	Si	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
Degustazioni	No	27	93,1	100,0	85,7	*22,4%*
	Si	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
Fiere	No	26	89,7	100,0	78,6	*10,0%*
	Si	3	10,3	0,0	21,4	*10,0%*
Guide	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Internet/Social network	No	17	58,6	80,0	35,7	*2,0%*
	Si	12	41,4	20,0	64,3	*2,0%*
Media/Inserzioni pubblicitarie/Stampa/Riviste specializzate/Radio	No	22	75,9	80,0	71,4	*45,8%*
	Si	7	24,1	20,0	28,6	*45,8%*
Alcuno	No	26	89,7	80,0	100,0	*12,5%*
	Si	3	10,3	20,0	0,0	*12,5%*

Figura 12: Aspetti relativi alla metodica di produzione biologica

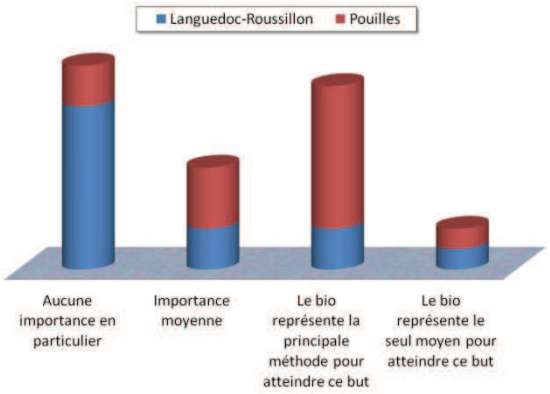
Q23. Da quanti anni la sua azienda adotta il metodo di produzione biologico?



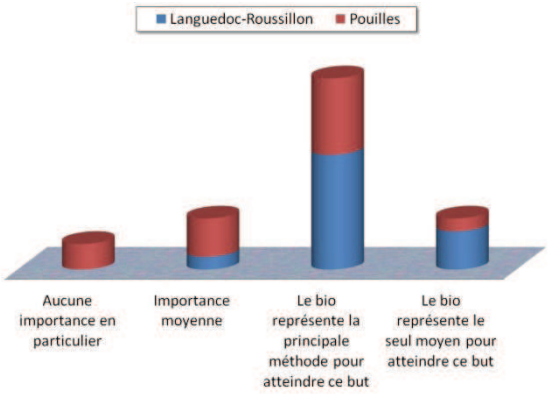
Q24. Quali delle seguenti ragioni la hanno indotta ad adottare il metodo di produzione biologico?



Q25. Quale importanza assegna alla produzione biologica nella riscoperta e valorizzazione dei vitigni autoctoni?



Q26. Quale importanza assegna alla produzione biologica nella tutela della natura/biodiversità?



L'adozione del metodo di produzione biologico risulta decisamente più datata in Puglia; in effetti, in Languedoc-Roussillon sei aziende su dieci dichiarano di aderire a tale metodica da meno di 10 anni, in buona parte tra 5 e 9 anni, mentre in Puglia più del 70% degli intervistati dichiara di adottare il metodo biologico da dieci anni e più.

Fra le ragioni che hanno indotto la conversione alla metodica di produzione biologica, nessuna risulta essere specifica di una Regione o dell'altra; la motivazio-

ne maggiormente invocate è il "Legame con il territorio e la salvaguardia della natura/biodiversità", citata dall'86% del campione. Ad essa segue, sebbene di larga misura, il "Marketing e l'immagine", con un terzo delle risposte. La quasi totalità delle aziende (93%) converge nel dire che il prezzo di vendita del prodotto finale (potenzialmente più elevato) non costituisce affatto una ragione a favore dell'adozione di tale metodo.

L'importanza attribuita alla produzione biologica nella riscoperta e nella valorizzazione dei vitigni locali differisce significativamente fra le due Regioni; in Languedoc-Roussillon, più della metà delle aziende presenti ritengono che il metodo biologico non riveste alcuna importanza al riguardo, mentre in Puglia le unità aziendali giudicano il metodo stesso la principale strada percorribile per ottenere quanto in oggetto, per la metà del campione.

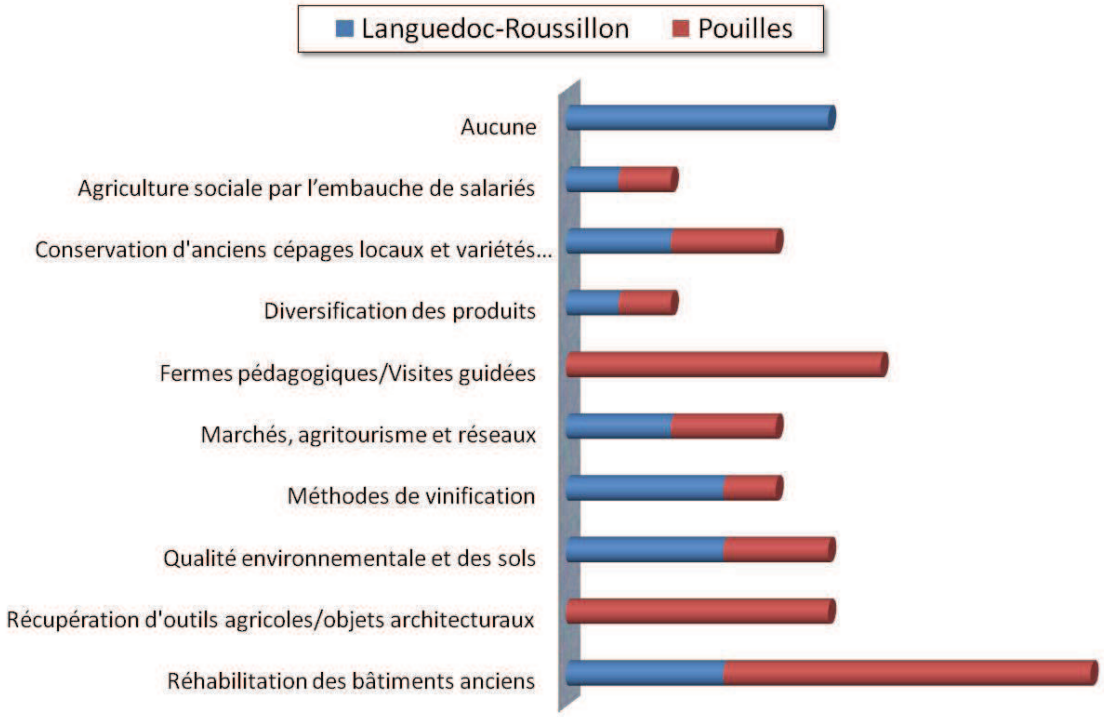
In merito all'importanza attribuita al metodo biologico nella salvaguardia della natura/biodiversità, la distribuzione delle risposte è assai similare fra le due Regioni; la risposta più frequente risulta essere quella che ritiene la metodica biologica come la principale per attendere tale scopo, secondo il 60% delle aziende in Languedoc-Roussillon e il 43% in Puglia. Le opinioni degli intervistati in Languedoc-Roussillon sono più nette, in quanto il 20% giudica il biologico come l'unico metodo possibile per raggiungere la salvaguardia della natura/biodiversità, contro il 7% della Puglia che conta altresì il 21% delle aziende le quali gli conferiscono un'importanza media, e il 14% che non accorda alcuna importanza allo stesso.

Tabella 15: Aspetti relativi alla metodica di produzione biologica

Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Da quanti anni la sua azienda adotta il metodo di produzione biologico?	*No risposta*	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
	1. meno di 5 anni	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
	2. fra 5 e 9 anni	11	37,9	53,3	21,4	*8,2%*
	3. fra 10 e 14 anni	7	24,1	13,3	35,7	*16,6%*
	4. 15 anni e più	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Prezzo di vendita	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Presenza di incentivi pubblici	No	24	82,8	86,7	78,6	*46,5%*
	Si	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
Valorizzazione dei vitigni locali	No	21	72,4	80,0	64,3	*29,8%*
	Si	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Legame con il territorio e salvaguardia della natura/biodiversità	No	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	Si	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
Marketing e immagine	No	18	62,1	66,7	57,1	*44,2%*
	Si	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
Quale importanza assegna alla produzione biologica nella riscoperta e valorizzazione dei vitigni autoctoni?	*No risposta*	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	1. Alcuna importanza	10	34,5	53,3	14,3	*3,3%*
	2. Importanza media	5	17,2	13,3	21,4	*46,5%*
	3. Il bio rappresenta il principale metodo	9	31,0	13,3	50,0	*4,1%*
	4. Il bio rappresenta il solo metodo	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Quale importanza assegna alla produzione biologica nella tutela della natura/ biodiversità?	*No risposta*	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
	1. Alcuna importanza	2	6,9	0,0	14,3	*22,4%*
	2. Importanza media	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*
	3. Il bio rappresenta il principale metodo	15	51,7	60,0	42,9	*29,1%*
	4. Il bio rappresenta il solo metodo	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*

Figura 13: Legame con il territorio

Q27. Quali azioni ha posto in essere la sua azienda per realizzare un concreto legame con il territorio di riferimento?



Due sono le azioni poste in essere eslcusivamente in Puglia: le "Masserie didattiche/Visite guidate" e il "Recupero di utensili agricoli/manufatti architettonici". Il "Recupero di antichi edifici" è altresì maggiormente evocato in Puglia, con circa la metà delle aziende che lo cita, contro il 20% del campione in Languedoc-Roussillon; le restanti azioni non risultano maggiormente caratteristiche di una o dell'altra Regione e sono poste in essere da non più di un'azienda su cinque.

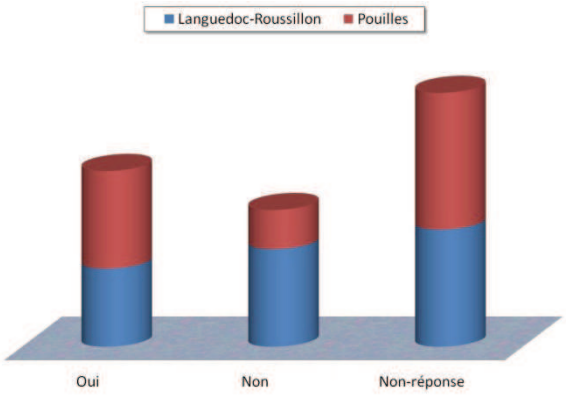
Va altresì notato che un terzo del campione in Languedoc-Roussillon dichiara di non porre in campo alcuna iniziativa, con una notevole divergenza rispetto alla Puglia, dove tutti gli intervistati dichiarano di essere attivi in almeno un percorso di legame con il territorio.

Tabella 16: Legame con il territorio

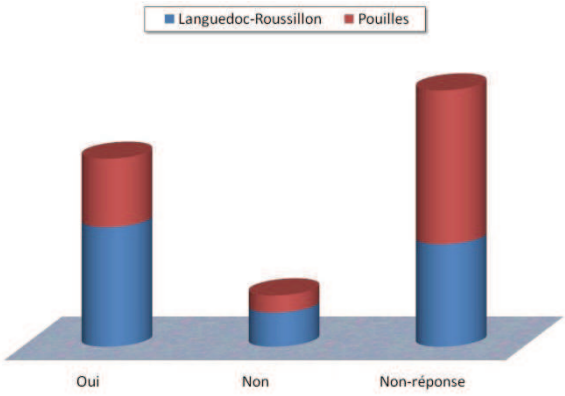
Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Agricoltura sociale per l'assunzione	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Conservazione dei vitigni antichi e di quelli locali	No	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
	Si	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Diversificazione dei prodotti	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Masserie didattiche/Visite guidate	No	23	79,3	100,0	57,1	*0,6%*
	Si	6	20,7	0,0	42,9	*0,6%*
Mercati, agriturismo e network	No	25	86,2	86,7	85,7	*32,6%*
	Si	4	13,8	13,3	14,3	*32,6%*
Metodi di vinificazione	No	25	86,2	80,0	92,9	*32,6%*
	Si	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
Qualità ambientale e dei suoli	No	24	82,8	80,0	85,7	*46,5%*
	Si	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
Recupero degli utensili agricoli/manufatti architettonici	No	24	82,8	100,0	64,3	*1,7%*
	Si	5	17,2	0,0	35,7	*1,7%*
Recupero degli edifici antichi	No	19	65,5	80,0	50,0	*9,5%*
	Si	10	34,5	20,0	50,0	*9,5%*
Alcuna	No	24	82,8	66,7	100,0	*2,5%*
	Si	5	17,2	33,3	0,0	*2,5%*

Figura 14: Normativa e marchio europei

Q28. Ritiene sufficiente l'attuale normativa a tutela della produzione biologica?



Q29. Ritiene che il marchio europeo (apposto sulle bottiglie) sia sufficiente ad identificare tale metodologia di produzione sul mercato?



Nelle due Regioni, almeno il 40% delle aziende non hanno risposto alle domande Q28 et Q29; anche in conseguenza di tale circostanza, non si riscontrano modalità di risposta specifiche di una Regione piuttosto che dell'altra.

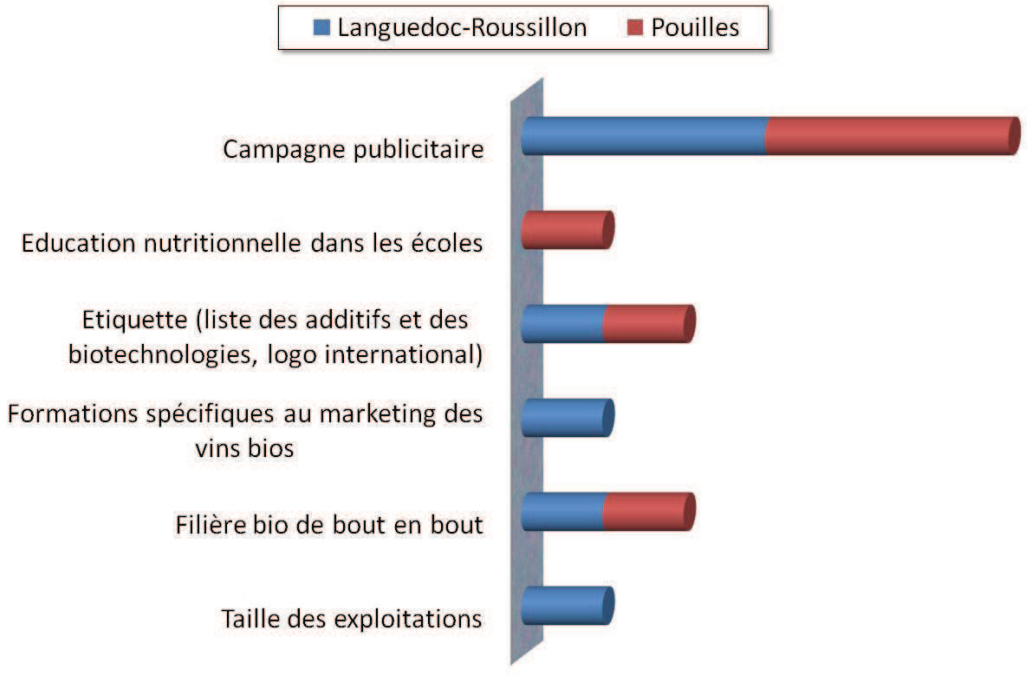
Tuttavia, alla domanda "Ritiene sufficiente l'attuale normativa a tutela della produzione biologica?" un terzo delle aziende in Languedoc-Roussillon risponde negativamente, mentre altresì per circa un terzo (poco più) degli intervistati in Puglia la risposta risulta positiva.

Alla domanda "Ritiene che il marchio europeo (apposto sulle bottiglie) sia sufficiente ad identificare tale metodologia di produzione sul mercato?", in entrambe le Regioni la risposta più frequente è si, con circa la metà del campione in Languedoc-Roussillon e più di un quarto dello stesso in Puglia.

Tabella 17: Normativa e marchio europei

Variabili	Modalità	Totale generale		Langue-doc-Roussil-lon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Ritiene sufficiente l'attuale normativa a tutela della pro-duzione biologica?	*No risposta*	13	44,8	40,0	50,0	*43,4%*
	No	7	24,1	33,3	14,3	*22,4%*
	Si	9	31,0	26,7	35,7	*45,0%*
Ritiene che il mar-chio europeo (ap-posto sulle botti-glie) sia sufficiente ad identificare tale metodologia di produzione sul mercato?	*No risposta*	15	51,7	40,0	64,3	*17,5%*
	No	3	10,3	13,3	7,1	*47,3%*
	Si	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*

Figura 15: Comunicazione del "brand" biologico



Almeno il 50% delle aziende in ciascuna Regione non ha fornito alcun suggerimento per migliorare la comunicazione del "brand" biologico ai consumatori.

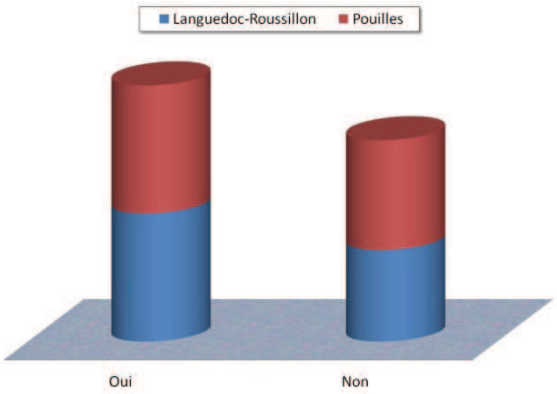
Le frequenze delle modalità di risposte non differiscono significativamente fra le due Regioni; in generale, emerge un unico suggerimento, ovvero la messa in campo di campagne pubblicitarie, proposte da un produttore su cinque.

Tabella 18: Comunicazione del "brand" biologico

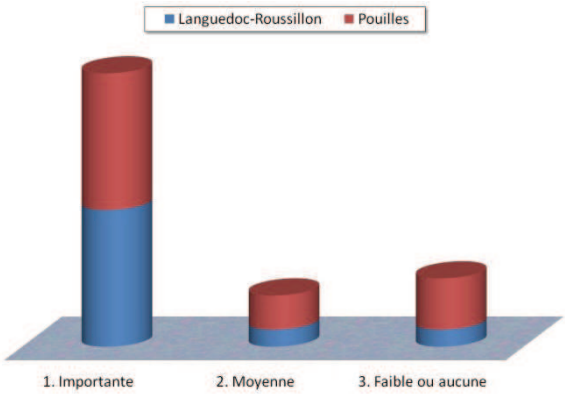
Variabili	Modalità	Totale generale		Languedoc-Roussillon	Puglia	*Proba.*
		Effettivo	%	%	%	
Campagne pubblicitarie	No	23	79,3	80,0	78,6	*36,1%*
	Si	6	20,7	20,0	21,4	*36,1%*
Educazione nutrizionale nelle scuole	No	28	96,6	100,0	92,9	*48,3%*
	Si	1	3,4	0,0	7,1	*48,3%*
Etichetta (lista degli additive e delle tecnologie, logo internazionale)	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Formazione specifica per il marketing dei vini bio	No	28	96,6	93,3	100,0	*48,3%*
	Si	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
Filiera bio	No	27	93,1	93,3	92,9	*25,9%*
	Si	2	6,9	6,7	7,1	*25,9%*
Dimensione delle aziende	No	28	96,6	93,3	100,0	*48,3%*
	Si	1	3,4	6,7	0,0	*48,3%*
No/Non so/No risposta	No	12	41,4	46,7	35,7	*41,3%*
	Si	17	58,6	53,3	64,3	*41,3%*

Figura 16: Associazionismo

Q31. La vostra azienda è parte di un'associazione professionale?



Q32. Quale valore attribuisce alla presenza di una associazione di produttori per rinforzare l'immagine e la promozione del marchio sul mercato?



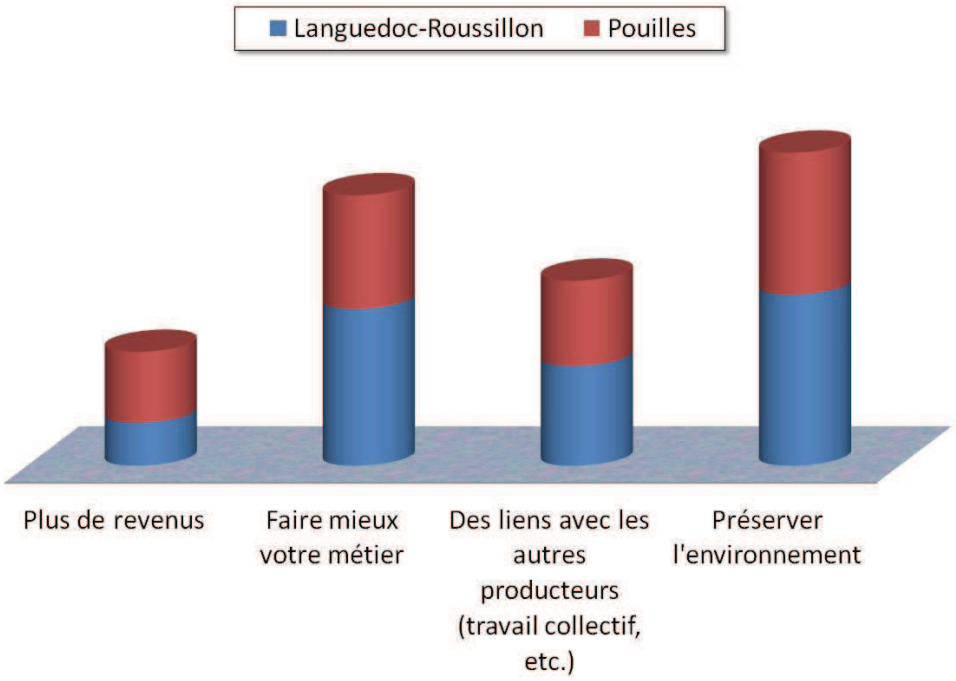
In ciascuna delle due Regioni, circa il 50% delle aziende è parte di una associazione professionale, di produttori; quanto al valore attribuito alla presenza di simili associazioni per rinforzare l'immagine e la promozione del marchio biologico sul mercato, le due Regioni convergono analogamente nel sostenere che esso è da considerarsi elevato e importante, per più della metà degli intervistati. Tuttavia, in Puglia, più del 20% dei produttori conferisce altresì una debole, a volte nulla, importanza all'adesione ad un'associazione professionale. Giova sottolineare che un terzo del campione in Languedoc-Roussillon non ha fornito una risposta a tale seconda domanda.

Tabella 19: Associazionismo

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Languedoc-Roussillon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
La vostra azienda è parte di un'associazione professionale?	*No risposta*	4	13,8	20,0	7,1	*32,6%*
	No	11	37,9	33,3	42,9	*44,2%*
	Si	14	48,3	46,7	50,0	*42,4%*
Quale valore attribuisce alla presenza di una associazione di produttori per rinforzare l'immagine e la promozione del marchio sul mercato?	*No risposta*	6	20,7	33,3	7,1	*9,9%*
	1. Importante	16	55,2	53,3	57,1	*43,4%*
	2. Medio	3	10,3	6,7	14,3	*47,3%*
	3. Debole o nessuno	4	13,8	6,7	21,4	*27,2%*

Figura 17: Possibili vantaggi della produzione biologica

Q33. La produzione biologica le ha portato:



Le opinioni delle due Regioni su ciò che la produzione biologica ha apportato nel lavoro quotidiano divergono in merito ad una sola proposizione, ovvero quella che evoca "Maggiori ricavi", che viene rifiutata da quasi i tre-quarti delle aziende in Languedoc-Roussillon, mentre in Puglia la stessa viene negata solo da un terzo del campione. Entrambi i gruppi di intervistati convergono nel rispondere "Si" a tutte le altre proposizioni, delle quali la più citata è "Preservare l'ambiente" per una quota che va dal 71 all'80%, seguita dall'affermazione "Fare meglio il proprio mestiere" (dal 57 al 73%); i legami con gli altri produttori (lavoro collettivo, etc.) totalizzano una quota dal 43% al 47% di risposte favorevoli.

Risulta importante sottolineare che in Puglia vi è circa il 29% delle aziende che non si sono espresse su tale serie di proposizioni.

Tabella 20: Possibili vantaggi della produzione biologica

Variabili	**Modalità**	**Totale generale**		**Langue-doc-Roussil-lon**	**Puglia**	***Proba.***
		Effettivo	**%**	**%**	**%**	
Maggiori ricavi	*No risposta*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	No	16	55,2	73,3	35,7	*4,8%*
	Si	8	27,6	20,0	35,7	*29,8%*
Fare meglio il pro-prio mestiere	*No risposta*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	Non	5	17,2	20,0	14,3	*46,5%*
	Si	19	65,5	73,3	57,1	*30,0%*
Legami con gli altri produttori (lavoro collettivo, etc.)	*No risposta*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	No	11	37,9	46,7	28,6	*26,8%*
	Si	13	44,8	46,7	42,9	*43,4%*
Preservare l'ambiente	*No risposta*	5	17,2	6,7	28,6	*14,3%*
	No	2	6,9	13,3	0,0	*25,9%*
	Si	22	75,9	80,0	71,4	*45,8%*

Conclusioni: scenari e prospettive

In linea generale, a livello di settore, e, nello specifico, con riferimento all'innovazione applicata alle coltivazione biologiche e di qualità, sembra emergere l'importanza di creare sinergie fra tutti gli attori della filiera allo scopo di superare i limiti dimensionali e ottimizzare le risorse a disposizione. Ripercorrendo il cammino affrontato, tornando al capitolo I e all'importanza della rete, la finalità madre della stessa può essere riassunta nel delegare ad altri quelle funzioni nelle quali il singolo imprenditore agricolo mostra scarsa efficacia, o non risulta essere professionale e competitivo, in particolare per quanto attiene alle attività che esulano dalla mera produzione e riguardano i segmenti a valle della filiera (marketing e comunicazione, distribuzione e logistica).

In un contesto sempre più complesso e articolato, frutto dell'imperante globalizzazione dei mercati e della crescente pressione da parte dei cosiddetti Paesi emergenti, il posizionamento competitivo di Paesi quali l'Italia e la Francia su prodotti a basso e medio valore aggiunto risulta sempre meno sostenibile, così come l'operare semplicemente in termini di riduzione dei costi può non rivelarsi più sufficiente. Guardare al futuro, quindi, non significa puntare su ormai vecchi automatismi messi in moto da altri soggetti; anche l'agricoltura deve mostrare capacità di reinventarsi e di programmare da sé il proprio futuro.

In primo piano emergono le aspettative che il singolo imprenditore agricolo possiede riguardo alla propria azienda, quale frutto delle idee innovative, della voglia di rischiare effettuando investimenti, ma, in particolare, della capacità di comprendere la propria peculiarità attraverso il cammino percorso nel tempo; tale approccio permette di guardare all'innovazione, alla qualità, nonché alle relazioni con gli altri attori della filiera, in modo del tutto diverso, ponendo l'accento sulle storie dei soggetti coinvolti dando spazio al vissuto delle persone coinvolte e alle relazioni interpersonali, alle reti, appunto, le quali creano uno spazio comune per esplorare possibilità e sviluppi futuri.

Come accennato e, in linea con quanto emerso dalle rilevazioni in fase di lavoro sul terreno, uno dei principali problemi che le aziende agricole si trovano ad affrontare è quello della propria dimensione, la quale può risultare troppo limitata per porre in essere un'idea di business innovativa; ne consegue la necessità di adottare soluzioni di tipo cooperativo, o di associazioni di produttori, in cui le aziende si aprano alla reciproca collaborazione secondo il più volte citato modello a rete, che deve includere anche il consumatore finale.

In tale modo l'innovazione diviene la naturale conseguenza di un insieme di comportamenti convergenti da parte di soggetti che, pur con ruoli differenti, costituiscono i nodi delle reti di relazioni. La creazione di cooperative, di consorzi e/o di associazioni tra produttori, affiancata dalla nascita di reti trans-territoriali e trans-settoriali, nonché dal ricorso a reti di tipo verticale, in cui si vengono a costituire collegamenti tra imprese al fine di presidiare segmenti di filiera e di aumentare la specializzazione, possono rappresentare delle strade percorribili dalle imprese agricole per superare la loro polverizzazione strutturale e competere nei mercati; sono le reti di impresa la possibile risposta ai contesti contemporanei

Le imprese si trovano a sostenere una duplice sfida alla luce della rapida evoluzione dello scenario economico mondiale; da un lato, la globalizzazione le obbliga a competere in uno scenario sempre più complesso, dall'altro, si impone sempre più un processo di smaterializzazione del prodotto che attribuisce valore alle fasi di ideazione e di marketing, anziché alle tradizionali fasi di trasformazione e di produzione. Se le singole imprese non riescono a superare i propri vincoli dimensionali e di gestione, diviene difficile competere nel mercato globale, attraverso la messa in campo di business innovativi in grado di raggiungere efficacemente il consumatore finale.

Nell'attuale contesto economico mondiale, il superamento del tradizionale modello fordista, basato su rigide gerarchie decisionali e sulla standardizzazione produttiva, foriera di una relativa "chiusura" nei confronti delle innovazioni

provenienti dall'esterno, ha portato alla definizione di un nuovo approccio che considera la produzione di risorse cognitive come un input strategico da gestire nella sua complessità

In tale direzione, la rete consente al medio-piccolo imprenditore[248] di ampliare gli orizzonti e le opportunità, il tutto senza perdere l'individualità della singola unità aziendale; giova sottolineare come il concetto di rete da considerare non può essere quello assimilato ad un insieme di soggetti che ambiscono a diventare parti attive di un sistema più ampio, svolgendo tutti il medesimo ruolo con le medesime competenze. Bensì, si tratta di strutturare la rete come sistema stabile di rapporti tra diversi soggetti che si pongono in diversi ruoli, in modo da essere interdipendenti tra loro e da specializzarsi in determinate funzioni per condividere l'eccellenza della loro professionalità con gli altri componenti della rete. Affinché ciò accada, le singole aziende devono operare un cambiamento culturale prima ancora che gestionale; solo agendo in tale direzione, il processo di cambiamento in atto potrà acquisire una reale rilevanza, tale da permettere alle produzioni di qualità e di nicchia[249] di essere apprezzate in un connubio tra produzione e consumo che rispetta e riconosce, traducendole in valore, le peculiarità di ciascun prodotto. In tal senso, la cosiddetta glocalizzazione[250] riflette l'importanza strategica della valorizzazione delle differenze e del riscatto innovativo di quella parte del settore agricolo che punta su prodotti di qualità, attraverso la messa a punto di codici di comportamento e di protocolli di tutela, volti a valorizzare i prodotti stessi.

È pur vero che in agricoltura, il rapporto tra innovazione e meccanizzazione tende a monopolizzare lo sguardo e ad oscurare altre possibili modalità di fare, appunto, innovazione; così come accaduto nel corso della rivoluzione industriale, la quale portò alla rapida sostituzione delle macchine al lavoro degli animali e degli uomini, ancora oggi, in molte aziende, si punta sulle macchine e sulla tec-

[248] I casi esaminati nell'ambito del lavoro sul terreno (cfr. Capitolo IV) rappresentano tutti esempi di aziende di medio-piccole dimensioni.
[249] Il vino biologico viene considerato ascrivibile a tale categoria.
[250] Già definita come l'unione dei termini globalizzazione e localizzazione.

nologia ad esse connessa per aumentare i volumi prodotti e/o la produttività. Ciò ha portato ad un blocco dell'agricoltura in una fase di mera funzione produttiva, con le fasi di vendita e di consumo lontane dalla maggior parte delle aziende agricole stesse, in una filiera agro-alimentare piuttosto "schematizzata". Se è vero che la cultura dell'imprenditore agricolo è ancora decisamente legata alla materialità dei processi di produzione e trasformazione, negli ultimi anni qualcosa inizia a cambiare attraverso una crescente attenzione nei confronti delle fasi a valle delle filiere, complice anche il ruolo della GDO (Grande Distribuzione Organizzata) e delle grandi imprese di trasformazione del comparto agro-alimentare le quali, attraverso la richiesta di specifiche innovative ai produttori, innescano un virtuoso processo di apprendimento e di sperimentazione con gli agricoltori maggiormente aperti al rapporto con i diversi anelli della filiera e più disponibili a rivedere il proprio modello aziendale.

A partire dalla creazione di una reale differenziazione qualitativa della gamma, concretizzatasi in prodotti di alta qualità da affiancare ai prodotti standard, fino ai marchi e alle denominazioni territoriali di origine[251], le imprese agricole hanno iniziato a comprendere e ad apprezzare l'importanza del significato legato ai singoli prodotti e alla loro qualità. Quest'ultima intesa come proprietà intrinseca di un prodotto, basata, da un lato, sulle intrinseche proprietà organolettiche e sull'accuratezza del processo produttivo; dall'altro, sugli aspetti legati al rapporto con l'ambiente e con i diversi anelli della filiera produttiva. Nel contesto attuale, risulta necessario sottolineare il ruolo essenziale giocato dagli intermediari e dalle catene di distribuzione, in particolare quelle di grandi dimensioni (GDO); entrambi, ponendosi quali players forti nell'ambito delle filiere nazionali e internazionali di riferimento, si pongono nello spazio di comunicazione fra le aziende agricole e i consumatori a cui i prodotti delle stesse sono destinati. Con la loro capacità di intercettare i desideri del mercato e di sollecitarli, essi sono in

[251] In questa sede il riferimento è a tutte le declinazioni delle denominazioni, per le quali si rimanda al capitolo I.

grado di portare i produttori ad attivarsi nella direzione di risposte coerenti ai bisogni espressi dai consumatori, creando preziose sinergie.[252]

Concludendo, giova sottolineare come la filiera, nel suo ruolo relazionale e di scambio di significati, non si esaurisce con il rapporto tra produttori e/o trasformatori, e distributori; il consumatore finale, in particolare nel campo delle produzioni di qualità, da essere un soggetto passivo, diviene sperimentatore ed esploratore, arrivando a creare nuovi stili di uso dei prodotti. Di rilevante interesse, quale spunto per futuri percorsi di ricerca, risulta porre l'attenzione sul lato della domanda, a quella tipologia di consumatori che si indirizza verso prodotti ritenuti, per così dire, pregiati rispetto alle omologhe versioni tradizionali, come, appunto, i prodotti tipici, quelli biologici e quelli etici[253]. Analizzare gli stili di vita e i comportamenti di acquisto e/o consumo, così come le esigenze, che cambiano e si evolvono nel tempo può costituire la base di studi approfonditi, finalizzati alla messa in atto di politiche di *Governance* del territorio realmente foriere di sviluppo sostenibile e durevole.

[252] Si confronti l'importanza data ai rapporti con i buyer da parte delle aziende del campione intervistato.

[253] Il riferimento al carattere etico di un prodotto è, in questa sede, da intendersi come: utilizzo di materie prime derivanti da coltivazioni condotte con metodiche rispettose dell'ambiente; assenza di sfruttamento del lavoro minorile e femminile; presenza di contratti equi a salvaguardia delle popolazioni più deboli. Si confronti, per un valido esempio al riguardo, il circuito Fair Trade al link http://www.fairtrade.net/

Bibliografia

AA. VV., *Capire l'Italia. I paesaggi umani*, Milano, Touring Club Italiano, 1977.

AA.VV, *L'Innovazione nelle imprese agricole. Usi nuovi della conoscenza*, Veneto Agricoltura, 2012.

AA.VV., *Comment nourrir le Monde? La Tour d'Aigues*, Editions de l'Aube et Passion Céréales, 2012.

AA.VV., *Géopolitique de la faim*, Presses Universitaires de France, Parigi, 1999.

AA.VV., *La costruzione di percorsi di qualità per la valorizzazione delle produzioni agroalimentari locali*, Working Paper, Roma, Istituto Nazionale di Economia Agraria, 2001.

AA.VV., *La Riforma dello Sviluppo Rurale: novità ed opportunità*, Istituto Nazionale di Economia Agraria, 2005.

AA.VV., *Nourrir les hommes. Un dictionnaire*. *Neuilly*, Atlande, 2009.

ABITABILE C., ARZENI A. (a cura di), *Misurare la sostenibilità dell'agricoltura biologica*, 2013.

ADE, *Agrotec and Evaluators. EU, Evaluation of the Implementation of the Farm Advisory System* – Final Report, Louvain-la-Neuve, 2009.

ADEME, *Les technologies propres un enjeu pour l'industrie et encore un défi*, Ademe Éditions, 1998.

AGOSTINO M., FONTE M., *Il nuovo regolamento sul biologico dell'Unione Europea*, Agriregionieuropa, 2007, anno 3, n. 11,

AGRESTE AQUITAINE, *La viticulture en Aquitaine: producteurs et territoires*, n° 5-juin, Recensement viticole 2000, 2003, p. 5-11.

AGRITURIST, *Le cifre dell'agriturismo italiano*, 2012.

AGUGLIA L., HENKE R., SALVIONI C. (a cura di), *Agricoltura multifunzionale. Comportamenti e strategie imprenditoriali alla ricerca della diversificazione*, Inea, Studi & Ricerche, ESI, Napoli, 2008.

ALLEN P., FITZSIMMONS M., GOODMAN M., WARNER K., *Shifting plates in the agrifood landscape: the tectonics of alternative agrifood initiatives* in "California. Journal of Rural Studies", 2003, vol. 19, pp. 61-75.

ALLEN P., WILSON, A.B., *Agrifood Inequalities: Globalization and Localization. Development*, 2008, 51(4) 534–540.

ALRØE H.F., KJELDSEN C., *How to measure and regulate localness? Paper presented at the Joint Organic Congress*, Odense, Denmark, 30-31 May 2006.

AMINTER A., *Alimentation mondiale 2050: bien nourrir les hommes sans dégrader la planète*, Parigi, Ed. l'Harmattan, 1999.

AMMANN H.R., *Quelques aspects de l'importation de vin valdôtain en Valais au XVIe siècle*, in R. Comba (a cura di), "Vigne e vini del Piemonte moderno", Cuneo, L'Arciere, 1992, 461-479.

AMORUSO O., *Alcune considerazioni sull'utilizzazione dello spazio costiero della terra di Bari*, Bari, Italgrafica Sud, 1979.

AMORUSO O., *La piana di Metaponto: dalla marginalità allo sviluppo*, Pubblicazioni del Dipartimento di Scienze Geografiche e Merceologiche, Università degli Studi di Bari, n. 4, Bari, Adriatica Editrice, 1988.

ANDERSEN M., *Eco-innovation - theoretical and methodological considerations*, in DIME "Workshop on Empirical Analyses on Environmental Innovations", January, 17th-18th, ISI, Karlsruhe, 2008.

ANTONACCI D., *Viti di Puglia*, Bari, Adda, 2005, pp. 81-88.

ANTONELLI G. (a cura di), *Unione Europea, Qualità Agroalimentare e Commercio mondiale. Opportunità e minacce per i prodotti tipici delle Marche*, Urbino, Edizioni Quattroventi, 2001.

ANTONIOLI CORIGLIANO M., VIGANÒ G., *Turisti per gusto, Enogastronomia, territorio e sostenibilità*, De Agostini, Novara, 2004.

ARFINI F., MORA C., *Typical and traditional products, rural effect and agro-industrial problems*, Proceedings of 52nd EAAE Seminar, Istituto di Economia Agraria e Forestale, Facoltà di Economia, Università di Parma, 1998.

ARSIA, *Formazione dei prezzi dei prodotti agroalimentari nei mercati dei produttori in Toscana*, Dipartimento di Scienze Economiche - DSE, Firenze, 2010.

ASCIONE E., CRISTIANO S., TARANGIOLI S., *Farm advisory services for the agro-food supply chain as a foster of innovation: The case of Veneto Region,* paper presentato al "5th International European Forum (Igls-Forum) on System Dynamics and Innovation in Food Networks" della European Association of Agricultural Economists,14-18 Febbraio 2011.

ASCIONE E., *Interventi per la promozione dei servizi alle imprese* in D. STORTI e C. ZUMPANO (a cura di) "Le politiche comunitarie a favore dello sviluppo rurale. Il quadro degli interventi in Italia". Rapporto, INEA, Roma, 2010, pp. 102-106.

ASSELIN, C., COULON, J.B., BARBEAU, G., MORLAT, R., BUCHIN, S., PRADEL, P., BRUNSCHWIG G., VERDIER, I., VIALLON, C., *Étude du lien entre terroir et produit dans le cas des fromages et des vins*, in "Signes officiels de la qualité et développement agricole", Ed. L Lagrange, Techniques et Documentation, 1999, p 66-90.

ASSOCIAZIONE NAZIONALE, CITTÀ DEL VINO, CENSIS, Osservatorio sul turismo del vino, IX Rapporto annuale, *I nuovi dinamismi di un turismo di tendenza*, marzo 2011, pp. 13-21 e 22-43.

AUBERTOT J.-N., BARBIER J.-M., CARPENTIER A., GRIL J.-J., GUICHARD L., LUCAS P., SAVARY S., SAVINI I., VOLTZ M. (éds.), *Pesticides, agriculture et environnement. Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux. Rapport d'expertise scientifique collective*, INRA et Cemagref, 2005.

BADIALI F., *Dagli acini dell'uva alla ricostruzione del paesaggio: l'esempio dell'ecomuseo della collina e del vino di Castello di Serravalle (Bologna)*, in Atti del convegno internazionale *I paesaggi del vino*, Bollettino della Associazione Italiana di Cartografia, 2009, 136-137, 81-92.

BARJOLLE D., SYLVANDER B., *Facteurs de succès des produits d'origine dans les filiere agroalimentaires européennes: marchés, ressources internes et institutions, in Economies et Sociétés*, n. 9-10, 2002..

BAUDOUIN F., PARLONGUE D., *La faim dans le Monde: crises d'aujourd'hui et défis de demain*, in "Collection Libres Opinions", Paris, Presses des Mines, 2009.

BÉLIS-BERGOUIGNAN M.C., CAZALS C., *Les démarches volontaires au sein de la viticulture française : des conditions d'engagement différenciées*, in "Les cahiers du GRES", 11 mai 2006.

BÉLIS-BERGOUIGNAN M.C., OLTRA V., SAINT-JEAN M., *Trajectories towards clean technologies: the example of Volatile Organic Compound (VOC) emission reduction*", in "Ecological Economics", 2004, vol. 48, n° 2, pp. 201-220.

BELLETTI G., MARESCOTTI A., SCARAMUZZI S., *Il ruolo dell'organizzazione dei sistemi produttivi locali nella tipicità dei prodotti agricoli: alcuni spunti di riflessione*, Giornata di Studio "Tra globalizzazione e localismo: quale futuro per i sistemi produttivi territoriali?", Università degli Studi di Cassino, Dipartimento Economia e Territorio, Cassino, 6 aprile 2001.

BELLETTI G., *Sviluppo rurale e prodotti tipici: reputazioni collettive, coordinamento e istituzionalizzazione* in BASILE E., ROMANO D. (a cura di), "Sviluppo Rurale: territorio, società, impresa", Atti del Congresso SIDEA (Firenze, 5 maggio), Milano, Franco Angeli, 2000.

BELLIGIANO A., *Qualità alimentare e prodotti tipici*, in "Economia Agro-Alimentare" n. 3, SIEA, Franco Angeli, Milano, 1999.

BENCARDINO F., MAROTTA G., *Sviluppo rurale e produzioni tipiche*, in "Rivista di Economia Agro-alimentare" n. 3, 2000.

BENCARDINO F., MAROTTA G. (a cura di), *Modelli organizzativo-territoriali e produzioni tipiche nel Sannio*, Milano, Franco Angeli, 2002.

BENCARDINO F., PREZIOSO M., *Geografia Economica*, Milano, McGraw-Hill, 2006.

BENZÉCRI J.P., *Sur le calcul des taux d'inertie dans l'analyse d'un questionnaire*, in "Cahiers de l'Analyse des Données" n. 4, 1999.

BÉRARD L., MARCHENAY Ph., *Le sens de la durée. Analyse historique des produits de terroir et protection géographique*, in BRUEGEL M., LAURIOUX B. (dir.), *Histoire et identités alimentaires en Europe,* Hachette, 2002, p. 23-35.

BÉRARD L. e MARCHENAY Ph., *I prodotti del terroir,* Parigi, Edizioni CNRS, 2004.

BÉRARD L. e MARCHENAY Ph., *I prodotti d'origine tra natura e cultura*, in HACHETTE, INAO, *Il gusto d'origine,* Parigi, Hachette, 2005, p. 255.

BERNI P., BEGALLI D. (a cura di), *I prodotti agroalimentari di qualità: organizzazione del sistema delle imprese*, "Quaderni della Rivista di Economia Agraria", Atti del XXXII Convegno di Studi della Sidea, 1996.

BERTHOMEAU J., *Comment mieux positionner les vins français sur le marché de l'exportation?*, Paris, Ministère de l'agriculture, 2001, 80 p.

BERTRAND G., *Pour une histoire écologique de la France rurale*, in DUBY G., WALLON A., *Histoire de la France rurale,* Paris, Le Seuil, 1975.

BIANCOTTI A., PAMBIANCHI G., PIOLETTI A.M. (a cura di), *Spazi, ambienti e paesaggi dei terroir*, Milano, B.E.M. World in progress, 2003.

BIDAULT J.M., *Introduction du Référentiel national pour la production intégrée de raisins*, ITV, novembre 2000.

BIENCOURT O., SYLVANDER B., *La négociation des normes sur les produits ani- maux: une approche procédurale sur le cas du lait cru*, "Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales", 2000, p. 55-56, 71-90.

BISSANTI A. A., *Recenti studi sulla regione pugliese*, Estratto dalla Rivista Geografica Italiana, Annata LXXXII, Fasc. 4, Firenze, Arti grafiche Giorgi & Gambi, Dicembre 1975.

BISSANTI A. A., *Il paesaggio pugliese delle pietre a secco*, Estratto da *Architettura in pietra a secco*, Schena Editore, 1987.

BLOUET A., PERVANCHON F., PERVANCHON M., *L'agriculture raisonnée. Limites et alternatives du modèle agricole dominant*, Futuribles, 2003, n° 283, pp. 27-42.

BOCCHI S., MAGGI M., *Agroecologia, sistemi agro-alimentari locali sostenibili, nuovi equilibri campagna-città*, in "Scienze del Territorio", n. 2/2014, Firenze University Press, p. 95-100.

BOIDRON R., *L'érosion des sols de vignoble, manifestations, mécanismes, remèdes*, Service viticole Chambre d'agriculture de Saone et-Loire, 1988

BOLTANSKI L., THÉVENOT L., *De la justification: les Économies de la Grandeur,* Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 1991.

BONNAMOUR J., *Les produits de terroir: signification et limites*, in "Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France", 1999, vol. 85, n° l.

BONNY S., *L'agriculture raisonnée, l'agriculture intégrée et Farre-Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement*, in "Nature Sciences et Société", 1997, vol. 5, n°1, p. 64-71,.

BORN B, PURCELL M., *Avoiding the Local Trap: Scale and Food System in Planning Research*, in "Journal of Planning Education and Research" 2006, n° 26, pp. 195-207.

BOULANGER-FASSIER S., *Paysages viticoles et évolution des pratiques culturales: les vignes hautes et larges et l'enherbement*, in "Sud-Ouest Européen", 2006, n°21, pp. 37-46.

BOULANGER-FASSIER S., *Viticulture durable et valorisation de l'espace en Alsace et dans le Jura*, in DURBIANO C., MOUSTIER P., (dir.), *Actes du colloque international sur les terroirs, Les terroirs: caractérisation, développement et gouvernance*, Aix-en-Provence, 2007, pp. 77-84.

BOULET D., LAPORTE J.P., *Les comportements de consommation de vin en France*, in "INRA, Sciences Sociales, Recherches en économie et sociologies rurales", n°3, juin 1997, 4 p.

BOURDIEU P., *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*, Cambridge, Harvard University Press, 1984.

BRANDOLINI P., NICCHIA P., RENZI L., TERRANOVA R., *Aspetti metodologici per l'analisi e la valorizzazione ambientale dei versanti terrazzati*, in "La valorizzazione turistica dello spazio fisico come via alla salvaguardia ambientale", Patron, Bologna, 2005, pp. 15-39

BROWN L.R., *Full Planet, Empty Plates. The New Geopolitics of Food Scarcity*. New York, Earth Policy Institute, W.W. Norton&Company, 2012.

BRUCKMEIER K., TOVEY H., *Rural Sustainable Development in the Knowledge Society*, Surrey, England, Ashgate, 2009.

BRUEGEL M., et al., *Profusion et Pénurie. Les hommes face à leurs besoins alimentaires*, in "Collection Tables des Hommes", Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

BRUGAROLAS M., MARTINEZ-CARRASCO L., BERNABEU R., MARTINEZ-POVEDA A., *A contingent valuation analysis to determine profitability of establishing local organic wine markets in Spain*, Renew, Agric. Food Syst., 2009, 25 (1), p. 35-44.

BRUGIERE F., AIGRAIN P., BECHET B., *Facteurs de compétitivité sur le marché mondial du vin*, Viniflhor, 2006.

BRUNEL S., *Famines et Politique*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2002.

BRUNET P., *Histoire et géographie des fromages*, in *"*Actes du colloque de géographie historique", Université de Caen, 1975, p. 342

BRUNET R*., Lo spazio, per non errare più, in* AURIAC F., *Sistema economico e spazio,* Economica, coll. Géographia, 1983, 215.

BRUNORI G., *Local food and alternative food networks: a communication perspective*, in "Anthropology of food", 2007, vol. 2,.

BRUNORI G., ROSSI A., GUIDI F., *On the New Social Relations around and beyond Food. Analysing Consumers' Role and Action in Gruppi di Acquisto Solidale (Solidarity Purchasing Groups)*, in "Sociologia Ruralis", 2012, vol. 52, n° 1, pp. 1-30.

BRUNORI G., ROSSI A., MALANDRIN V., *Co-producing Transition: Innovation Processes in Farms Adhering to Solidarity-based Purchase Groups (GAS) in Tuscany, Italy*, Int. Jrnl. of Soc. of Agr. & Food, 2010,vol. 18, No. 1, pp. 28–53.

BUCK D., GETZ C. e GUTHMAN J., *From farm to table: the organic vegetable commodity chain of northern California*, in "Sociologia Ruralis", 1997, vol. 37 (1), pp. 1-20.

BUTTEL F., *Ecological modernization as social theory*, Geoforum, 2000, vol. 31, pp. 57-65.

CALAME M., *La tourmente alimentaire. Pour une politique agricole mondiale*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 2008.

CANALI G., *I prodotti tipici nello scenario competitivo internazionale*, XXXIII Convegno di Studi SIDEA, Napoli, 1996.

CANTARELLI F., *Cultura, mercato, marketing e denominazione di origine*, in "Economia Agro-Alimentare" n. 3, SIEA, Milano, Franco Angeli, 1999.

CAPELLI F., *La qualità nel sistema agroalimentare: aspetti giuridici*, in "I prodotti agroalimentari di qualità: organizzazione del sistema delle imprese", Bologna, Il Mulino, 1996.

CAPUS J., *Évolution de la législation sur les appellations d'origine,* L. Larmat, 1947.

CARBONE A., *Integrazione produttiva sul territorio e formazione di sistemi agricoli locali*, in "La Questione Agraria", 1992, n. 46, pp. 87-119.

CARBONNEAU A., *Architecture de la vigne et paysage, Etude thématique sur les paysages culturels viticoles dans le cadre de la convention du patrimoine mondial de l'UNESCO*, Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS), 2005, p. 31-40.

CAROLI M.G., *Il marketing territoriale*, Milano, Franco Angeli, 2000.

CASABIANCA F., SAINTE MARIE C. (de), *L'évaluation sensorielle des produits typiques. Concevoir et instrumenter l'épreuve de typicité*, in SYLVANDER, BARJOLLE, ARFINI (éds) EAAE, Le Mans, *Actes et Communications*, 2000, 17-2, pp. 269-276.

CASIERI A., DE GENNARO B., NARDONE G., *Il cambiamento tecnologico nei sistemi agricoli locali: il caso del pomodoro da industria*, XXXVII Convegno SIDEA, dattiloscritto, 2000.

CASTELLINI A., et al., *Italian market of organic wine: a survey on production system characteristics and marketing strategies*, "Wine Economics and Policy", 2015.

CAZALS C., *Analyse conventionnaliste des démarches environnementales volontaires. L'exemple de la viticulture et de l'arboriculture fruitière. Thèse de Doctorat ès sciences économiques*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2006, p. 347.

CAZALS C., BELIS-BERGOUIGNAN M.C., *Mondes de production et protection de l'environnement dans deux filières agricoles*, in "Économie rurale", 313-314, 2009.

CEC (2005), *Organic Farming*, in the "European Union. Facts and Figures". Report G2 EW – JK D, 2005.

CEC, Commission of the European Communities, *European Action Plan for Organic Food and Farming Commission Staff Working Document*, Annex to the Communication from the Commission, 2004.

CELANT A., *Geografia e squilibri regionali. Il Mezzogiorno d'Italia*, Roma, Edizioni Kappa, 1990.

CELANT A., MAGNI C., *Sviluppo rurale e agriturismo di qualità nel Mezzogiorno*, Bologna, Patron, 2001, pp. 22-24.

CERRATO M. (1999), *Problemi e prospettive della trasformazione del tondino*, i "L'informatore agrario", 1999, n. 3.

CÉSAR G., SUGUENOT A. et al, (2004), *Le livre blanc de la viticulture française, le rôle et la place du vin dans la société*, Paris, Sénat, n° 349, 82 p.

CHARBONNEAU S., *La viticulture et la protection juridique de l'environnement*, Revue de Droit Rural,1999, n° 272.

CHARVET J.P., *Atlas de l'Agriculture. Comment pourra-t-on nourrir le Monde en 2050?*, Paris, Editions Autrement, 2010.

CHATEL E., RIVAUD DANSET D., *L'économie des conventions: une lecture critique à partir de la philosophie pragmatiste de John Dewey*, Paris, Séminaire Conventions, 7 mars 2006.

CIAPETTI L., *Lo sviluppo locale*, Bologna, Il Mulino, 2010.

CISONNO V. (a cura di), *Itinerari lungo le strade del vino e dell'olio di Puglia*, Bari, Tirso, 2006, p. 5.

CISONNO V., *Gira Puglia*, *12 itinerari enogastronomici in una regione buona tutto l'anno*, Bari, Tirso, 2008.

CITA M.B., CHIESA S., MASSIOTTA P., *Geologia dei vini italiani. Italia settentrionale*, Milano, Be-Ma, 2001.

COLE J. P., *Gli squilibri territoriali*, Milano, Franco Angeli Editore, 1984.

COLLOMB P. (1999), *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*, Paris, Economica FAO. http://www.fao.org/docrep/003/x3002f/x3002f00.HTM

COMMISSIONE EUROPEA - DGVI., *Rural Developments*. CAP 2000, Working Document, 1997.

COMMISSIONE EUROPEA, *Regolamento n. 2081/92 del Consiglio del 14 luglio 1992 relativo alla protezione delle indicazioni geografiche e delle denominazioni d'origine dei prodotti agricoli ed alimentari*, in GUCE n. L 208 del 24 luglio 1992.

COMMISSIONE EUROPEA, *Regolamento n. 2082/92 del Consiglio del 14 luglio 1992, relativo alle attestazioni di specificità dei prodotti agricoli ed alimentari*, in GUCE n. L 208 del 24 luglio 1992.

COMMISSIONE EUROPEA, *The Cap towards 2020: Meeting the food, natural resources and territorial challenges of the future*, Com(2010)675, Brussels, 2010.

COMMISSIONE EUROPEA, *Implementation Measure*, 124 Working Document 48-634-11, 2011.

COMMISSIONE EUROPEA, *Proposta di Regolamento del Parlamento Europeo e del Consiglio sul sostegno allo sviluppo rurale da parte del Fondo Europeo agricolo per lo sviluppo rurale,* (FEASR) COM(2011) 627/3, 2011.

COMMISSIONE EUROPEA, *Enhancing innovation and the delivery in European research agriculture,* Conferenza del 7 marzo 2012; al link:
http://ec.europa.eu/agriculture/events/research-conference-2012_en.htm

CORRADO A., *I produttori critici del Distretto di economia solidale rurale parco agricolo sud Milano*, Agriregionieuropa, 2013, 9(32).

COULON J.B., PRIOLO A., *Influence of the forage feeding on the composition and organoleptic properties of meat and dairy products : bases for a "terroir" effect*, in DURAND J.L., EMILE J.C., HUYGHE C., LEMAIRE G. (éds), *Multi-function grasslands: quality forages, animal products and landscape,* British Grassland Society, 2002, p. 513-524.

COULON T., SENTENAC G., *Un référentiel national "Production intégrée des raisins" pour les vignobles français*, Bulletin de l'OIV, 2001, n°845-846, p. 445-462.

CRESCIMANNO M., FICANI G.B., GUCCIONE G., *The production and marketing of organic wine in Sicily*, Br. Food. J., 104 (3-5), 2002, p.274-286.

CRESTA A., GRECO I., *Luoghi e forme del turismo rurale*, Franco Angeli, Milano, 2010, p. 46, 93.

CRIBB J., *The coming famine. The global food Crisis and what we can do to avoid it*, Los Angeles, University of California Press, 2010.

CRISTIANO S., *I servizi di consulenza nei programmi di sviluppo rurale* in Annuario dell'Agricoltura Italiana 2010, Volume LXIV, capitolo 12, Roma, INEA, 2011, pp. 191-195.

CRISTIANO S., *La consulenza alle imprese sulla condizionalità*, in Annuario dell'Agricoltura Italiana 2008, Volume LXII, capitolo 13, Roma, INEA, 2009, pp. 213-217.

CROCE E., G. PERRI, *Il turismo enogastronomico. Progettare, gestire, vivere l'integrazione tra cibo, viaggio, territorio*, Milano, Franco Angeli, 2008.

CROCHET B., *150 ans de machinisme agricole, Parigi*, Edl Editions De Lodi, 2006.

CROZIER M., FRIEDBERG E., *L'operatore e il sistema,* Parigi, Le Seuil, 1977.

DARNHOFER I, LINDENTHAL T., BARTEL-KRATOCHVIL R., ZOLLITSCH W., *Conventionalisation of organic farming practices: from structural criteria towards an assessment based on organic principles*, A review, Agron, Sustain, Dev. 30(2010) pp. 67-81

DARNHOFER I., *Organic farming between professionalization and conventionalisation - The need for a more discerning view of farmer practices*, 2006, www.orgprints.org

DAVID M., *Économie des approches volontaires dans les politiques environnementales en concurrence et coopération imparfaites. Thèse de doctorat ès sciences économiques*, École polytechnique, 2004, p. 278.

DE BENEDICTIS M., DE FILIPPIS F., *L'intervento pubblico in agricoltura tra vecchio e nuovo paradigma: il caso dell'Unione Europea*, in "La Questione Agraria", n.7, 1998.

DE CASTRO J., *Geografia da fome: a fome no Brasil*, Rio de Janeiro, O Cruzeiro, 1946.

DE CASTRO J., *Geografia da fome*, São Paulo, Edit. Brasiliense,1952.

DE ROSA M., *Modelli locali di sviluppo e sistema agro-alimentare*, Liguori Editore, Napoli, 1997.

DE STEFANO F. (a cura di), *Qualità e valorizzazione nel mercato dei prodotti agroalimentari tipici*, Napoli, ESI editrice, 2000.

DELFOSSE C., *Noms de pays et produits de terroir: enjeux des dénominations géographiques*, "L'Espace géographique", n. 3, 1997, pp. 222-230.

DELIND L.B., *Are local food and the local food movemnt taking us where we want to go? Or are we hitching our wagons to the wrong stars?*, Agr. Hum Values, 2011, vol. 28, 273-283.

DEMOSSIER M. (1999), Hommes et vins. *Une anthropologie du vignoble bourguignon*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1999, p. 444.

DI CARLO P., *Puglia*, Roma, REDA, 1996.

DI COMITE L., GIORDANO S., *Geografia della fame: sessanta anni dopo!*, in "Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica", Roma, Volume LXVII, n. 3/4, Luglio-Dicembre 2013,
pp. 111-119.

DI IACOVO F., BRUNORI G., INNOCENTI S., *Le strategie urbane: il piano del cibo*, Agriregionieuropa, 9 (32), 2013.

DI MEO G., *Geografia sociale e territori,* Parigi, Nathan, 1998, p. 273.

DI NAPOLI R., HAUSMANN C., *Lo Sviluppo rurale: Turismo rurale, agriturismo prodotti agroalimentari*, "Quaderno informativo n. 4", Istituto Nazionale di Economia Agraria, 1999.

DILLON J.I., HARDAKER J.B., *Farm management*, Roma, FAO, 1983.

DOBSON A., BELL D., *Environmental Citizenship, Cambridge, Massachusetts*, The MIT Press, 2006.

DOLEDEC A.F., *Effet bénéfique de la présence d'un couvert végétal pour augmenter la biologie des sols*, Mondiaviti, 2002.

DOSI G., *Sources, procedures and microeconomic effects of innovation*, in "Journal of Economic Literature", XXVI, 1988, pp. 1120-1171.

DOUCET C., *Sphère viticole et développement régional*, Bordeaux, 1999.

DOUGLAS M., ISHERWOOD B., *The World of Goods*, New York, Basic,1979.

DUPUPET J.L., BERSON VIGOUROUX N., JACQUET LIBAUDE M., *Phyt'attitude: le réseau de toxicovigilance en agriculture*, in "La Revue du Praticien", 2007, vol. 57, 15 juin, pp. 20-24.

DURBIANO C., MOUSTIER P. (dir.), *Actes du colloque international sur les terroirs, Les terroirs: caractérisation, développement et gouvernance*, Aix-en-Provence, 9-12 mai 2007, p. 236.

EC, European Communities, *Different organic farming patterns within EU-25. An overview of the current situation*, in "Statistics in focus", 69/2007.

ELYAKIME B., *Développement environnemental et agriculture*, in *"*Revue d'Économie Régionale & Urbaine*"*, 5/ 2008 (décembre), pp. 773-790, URL: www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2008-5-page-773.htm.

ENDRIGHI E., *La valorizzazione delle produzioni tipiche locali. Dal concetto di valore alle indicazioni operative*, in "Rivista di Economia Agraria", n. 1, Il Mulino, Bologna, 1999.

ENDRIGHI, E., *Le produzioni tipiche locali tra strategia d'impresa e promozione del territorio*, SIDEA, Firenze, 2000.

EUROPEAN COMMISSION, *Contribution of the Europena Community on the Multifuncional character of agriculture*, Info-paper, 1999.

EYMARD-DUVERNAY F., *L'économie des conventions méthodes et résultats*, Paris, La Découverte, 2006, coll. Recherches, tome 1 & 2.

FABIANI e SCARANO, *La stratificazione soscio-economica delle aziende agricole: pluralismo funzionale e sviluppo territoriale*. In "La Questione agraria", 1995, n.59.

FAROLFI S., MONTAIGNE E., *La politique environnementale dans l'industrie vinicole méridionale: le cas de la dépollution des eaux résiduaires*,Revue d'Économie Industrielle, 2001, n° 96, pp. 81-102.

FARRUGGIA A., MARTIN B., BAUMONT R., PRACHE S., DORE: AU, M., HOSTE H., DURAND D., *Quels intérets de la diversité floristique des /prairies permanentes pour !es ruminants et les produits animaux?*, INRA Productions Animales, 21 (2), 2008, p. 181-200.

FEDERCULTURE, *Rapporto Annuale Federculture 2012. Cultura e sviluppo. La scelta per salvare l'Italia*, Milano, Rcs Etas Libri, 2012.

FERRAS R., VOLLE J. P., *Montpellier Méditerranée*, Parigi, Economica, 2002.

FINE B., LEOPOLD E., *The world of consumption*, London, Routledge, 1993.

FIORI M., VARRASO I., *Agricoltura pugliese, tra cambiamento e staticità*, Poster del Dipartimento di Scienze Geografiche e Merceologiche, Università degli Studi di Bari, Damiani, 1995.

FIORI M., *Identità territoriale per lo sviluppo e l'imprenditorialità. Applicazioni geoeconomiche d'una metodologia quali-quantitativa*, n. 10, Bari, WIP Edizioni scientifiche, 2012.

FONTE M., *Slow Food's Presidia: What do small producers do with big retailers?* in MARSDEN T.K., MURDOCH J., eds., *Between the Local and the Global: Confronting Complexity in the Contemporary Agri-food Sector Elsevier*, Oxford, UK, 2006.

FONTE M., AGOSTINO M., *Principi, valori e standard: il movimento biologico di fronte alle sfide della crescita*, Agriregionieuropa, 2008, anno 4, n. 12.

FONTE M., *Knowledge food and place: a way of producing, a way of knowing*, Sociologia Ruralis, 2008, 48, 3: 200-222.

FONTE M., *Introduction: Food Relocalisation and Knowledge Dynamics for Sustainability in Rural Areas*, in FONTE M., PAPADOPOULOS A.G., *Naming Food after Places, Food Relocalisation and Knowledge Dynamics in Rural Development*, Aldershot, Hampshire, Ashgate, 2010, pp. 1-35.

FONTE M., EBOLI M., MAIETTA O.W., PINTO B., SALVIONI C., *Il consumo sostenibile nella visione dei Gruppi di Acquisto Solidale di Roma*. Agriregionieuropa, Anno 7, Numero 27, 2011.

FORMICA C., *Geografia dell'agricoltura*, Roma, La Nuova Italia Scientifica, 1996.

FRANCO S., SENNI S., *L'agricoltura sociale e lo sviluppo rurale. Alcune riflessioni introduttive*, XXXVIII Convegno SIDEA , Servizi in Agricoltura, 2001.

FREEMAN C., *Economics of Hope*, London, Pinter, 1992.

FRIEDBERG E., *La dinamica dell'azione organizzata* in "La sociologia, Storia delle idee", Auxerre, Ed. Scienze Umane, p. 295.

FUMEY G., *Géopolitique de l'alimentation*. Auxerre, Sciences Humaines Editions, 2012.

GALEANDRO G., *Per una Geografia dei prodotti tipici. Una ricognizione nel Mezzogiorno*, Bari, WIP Edizioni, 2009.

GAROFOLI G., MAZZONI R., *Sistemi produttivi locali*, Milano, FrancoAngeli, 1994.

GASMI N., GROLLEAU G., *Spécificités des innovations environnementales. Une application aux systèmes agro-alimentaires. Innovations*, Cahiers d'Économie de l'Innovation, 2003, vol. 198, pp. 73-89.

GATTA L.F., *Saggio intorno alle viti e ai vini della Valle d'Aosta*, Aosta, Fratelli Enrico Editori, 1838 (ristampa 1971).

GEELS F.W., *From sectoral systems of innovation to socio-technical systems: Insights about dynamics and change from sociology and institutional theory*, Research Policy, 2004, 33, pp. 897–920.

GEELS F.W., SCHOT J., *Typology of socio-tehcnical transition pathways*, Research Policy, 2007, 36: 399-417.

GEORGE P., *L'organizzazione sociale ed economica degli spazi terrestri*, Angeli, Milano, 1971.

GERVASIO A. (a cura di), *Unione Europea, qualità agro-alimenare e commercio mondiale, opportunità e minacce per i prodotti tipici delle Marche*, Università degli Studi di Urbino, Carrefour Europeo Marche, 2001.

GHERGHI M., *Appunti di analisi dei dati multidimensionali*, Edisu, Napoli, 1999.

GHERSI G. et al., *Nourrir 9.000.000.000 d'hommes*, Parigi, Association pour la diffusion de la pensée française, 2005.

GIARDIELLO A. (a cura di), *Prodotti agro-alimentari tipici della Campania*, Università degli Studi di Napoli, Portici, 1995.

GIORDANO I., PENTANGELO A., VILLARI G., FASANARO G., CASTALDO D., *Caratteristiche bioagronomiche e idoneità alla trasformazione di pomorodino dell'ecotipo "Corbarino"*, in "Industrie conserve", 2000, n. 75, pp. 317-329.

GIORGIO A. G., *Puglia. Sviluppo ineguale nel "Nord del Mezzogiorno"*, Memorie della Società Geografica Italiana, Volume XLIII, Roma, Società Geografica Italiana, 1989.

GODARD O., *Stratégies industrielles et convention de l'environnement : de l'univers stabilisé aux univers controversés.* Actes du colloque "Économie, environnement", 15 et 16 février, INSEE, 1993.

GODMAN D., *Rural Europe Redux? Reflection on Alternative Agro-Food Networks and Paradigm Change*, in "Sociologia Ruralis", 2004, n. 1, pp. 3-16.

GOFFI A. e SILIPRANDI L., *Non solo vino. Non solo cibo. Idee e strumenti per comunicare nell'enogastronomia*, Milano, FrancoAngeli, 2006.

GOODMAN D., DUPUIS M.E., GOODMAN M., *Alternative Food Networks: Knowledge, Practice and Politics*, London, Routledge, 2011.

GORGITANO M.T., MASCI F. (2007), *Prodotti tipici e sviluppo rurale*, in "Biodiversità e Tipicità, Paradigmi economici e strategie competitive", Atti del XLII Convegno di Studi Pisa, 22-24 Settembre 2005, FrancoAngeli, Milano.

GRAPPIN R., COULON J.B., *Terroir, lait et fromages: éléments deréflexion*, 3rd Rencontres Recherches Ruminants, Inst. Elevage, Paris, France, 1996, pp. 21-28.

GRIFFON M., *Révolution Verte, Révolution Doublement Verte. Quelles technologies, institutions et recherche pour les agricultures de l'avenir?,* in "Mondes en développement", 2002, 1/2002 (n. 117).

GRILLOTTI DI GIACOMO M.G., *Una geografia per l'agricoltura*, Roma, REDA, 1992.

GRIN J., ROTMANS J., SCHOT J., *Transition to sustainable development: New directions in the study of long term transformative change*. Routledge, 2011.

GROLLEAU G., MZOUGHI N., THIÉBAUT L., *Les instruments volontaires: un nouveau mode de régulation de l'environnement? Revue Internationale de Droit Économique*, n° XVIII, 2004.

GRUMO R., *Reti e diffusione dell'Innovazione. Montpellier, laboratorio di Marketing territoriale*, Pubblicazioni del Dipartimento di Scienze Economiche, Matematico-statistiche, Economico-aziendali, Ambientali, Università degli Studi di Lecce, Lecce, Adriatica Editrice Salentina, 2000.

GRUMO R., *Le strade del vino e il binomio agricoltura - turismo: tipicità, qualità e appeal del territorio*, in ADAMO F. (a cura di), Annali del Turismo, vol. 1, "Paesaggi agroculturali e turismo", Novara, Edizioni Geoprogress (onlus), 2012.

GRUMO R., *Traiettorie di innovazione nel sistema produttivo e urbano – Uno studio comparato*, WIP Edizioni, Bari, 2012.

GUILLE-ESCURET G., *La variabilité des pratiques techniques comme indicateur sociologique dans les Hautes Corbières viticoles (Aude)*, Techniques et culture, n° 5, Par où passe la technologie I, juin 1985.

GUILLE-ESCURET G., *Les techniques, entre tradition et intention*, Techniques et culture, n° 42, Du virtuel@l'âge du fer.com, décembre 2003.

GUILLOU H., SYLVANDER B., *La situation de la filière biologique en 1997*, INRA UREQUA-Le Mans, 1997, p. 45.

GUMUCHIAN H., *Gli operatori, questi dimenticati del territorio,* Anthropos, Parigi, Economica, 2003.

GUTHMAN J., *The Trouble with 'Organic Lite' in California: a Rejoinder to the 'Conventionalisation' Debate,* in "Sociologia Ruralis", 2004, vol. 44 (3), pp. 301-316.

GUTHMAN J., *Why I am fed up with Michael Pollan et al*, Agriculture and Human Values, 2007, 24, 261-264.

HALL A., MOGYORODY V. (2001), *Organic farmers in Ontario: An examination of the conventionalisation argument*, Sociol, Rural, 2001,44, 301-316.

HALL A., *Challenges to strengthening agricultural innovation systems: where do we go from here?*, UNU-MERIT working paper series (38), 2007.

HAUTEVILLE (d') F., SIRIEX L., *Comprendre le consommateur de vin en 2005*, in COUDERC J.P., HANNIN H., D'HAUTEVILLE F., MONTAIGNE E. (éds), Bacchus, *Enjeux, stratégies et pratiques dans la filière vitivinicole*, Bacchus, Dunod, 2008, pp. 105-135.

HENKE R., SALVIONI C., *La diversificazione del reddito nelle aziende agricole italiane: una via di uscita dalla crisi?*, XLVII Convegno Sidea, Campobasso, 2010, www.sidea.org.

HENKE R., SALVIONI C., *La diversificazione dei redditi nelle aziende agricole italiane*, QA – Rivista dell'Associazione Rossi-Doria, 2011, 3, pp.25-56.

HINNEWINKEL J.C., *Terroirs viticoles et appellations: Historique et actualités dans les vignobles de rive droite de la Garone*, Les coteaux du Bordelais, Recherches rurales n°1, Cervin, GEASO, 1997.

HINNEWINKEL J.C. (dir.), *Far vivere il terroir, AOC, terroirs e territori del vino*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010.

HINRICHS C., *Embeddedness and local food systems: Notes on two types of direct agricultural market*, in "Journal of Rural Studies", 2000, 16: 295–303.

HINRICHS C., *The practice and politics of food system localization*, in "Journal of Rural Studies", 2003, 19 (1): 33–45.

HOFFMANN A., *La nuova politica di sviluppo rurale*, Milano, Franco Angeli, 2006.

HOLLOWAY L., KNEAFSEY M., *Producing-consuming food: closeness, connectedness and rurality*, in HOLLOWAY L., KNEAFSEY M. (eds.), *Geographies of rural cultures and societies*, London, Ashgate, 2004.

HOLLOWAY L., KNEAFSEY M., VENN L. COX R., DOWLER, E. TUOMAINEN H., *Possible food economies: a methodological framework for exploring food production-consumption relationships*, Sociologia Ruralis, 2007, 47 (1):. 1–1

HOOGMA R., KEMP R., SCHOT J., TRUFFER B., *Experimenting for Sustainable Transport. The Approach of Strategic Niche Management*, London, UK, EF&N Spon, 2002.

IACOPONI L., *La sfida della moderna ruralità: sviluppo rurale, ambiente e territorio*, in RAGAZZI D. (a cura di), *L'agricoltura italiana tra prospettive mediterranea e continentale*, Atti XXXIII Convegno di Studi SIDEA, Cercola, Grafitalia, 1996.

IDDA L., FURESI R., PULINA P., *Agricoltura multifunzionale*, in IDDA L. (a cura di), *Alimentazione e turismo*, Atti del XI Convegno di Studi della Società Italiana di Economia Agroalimentare, Sassari, Gallizzi, 2002.

IDDA L., PULINA P., BENEDETTO G., MADAU F. A., *Sviluppo rurale, capitale sociale e vitivinicoltura multifunzionale*, collana Economia – ricerche, Milano, Franco Angeli, 2007.

IFEN, *Les pesticides dans les eaux, Bilan annuel 2002*, Études et Travaux, n° 36, 2003.

IFOAM, *Principi dell'agricoltura biologica*, 2005.

IFOAM, *Principles of Organic Agriculture*, Bonn, International Federation of Organic Agriculture Movements, 2005.

IFOAM EU, Regional Group, *Revisione del regolamento 2092/91 sul biologico*, Newsletter n° 13, edizione supplementare, Luglio 2006.

ILBERY B., MORRIS C., BULLER H., MAYE D., KNEAFSEY M., *Product, process and place: an examination of food marketing and labelling schemes in Europe and North America*, European Urban and Regional Studies, 2005, 12(2), pp.116-132.

INAO, *Directive 1/2000: procédure INAO de délimitation des aires d'appeUations d'origine,* Paris, 2000.

INAO, *Les terroirs viticoles: du concept au produit, rapport au comité national uins et eaux de vie,* Paris, 2002.

ISMEA, *I prodotti agroalimentari protetti in Italia, i dati economici, l'offerta, i consumi, le Istituzioni e le politiche*. Roma, Osservatorio Territoriale sui Prodotti Tipici, 2000.

ISMEA, *I prodotti agroalimentari protetti in Italia i dati economici, l'offerta, i consumi, le Istituzioni e le politiche*. Roma, Osservatorio Territoriale sui Prodotti Tipici, 2002.

ISMEA, *I prodotti agroalimentare protetti in Italia, i dati economici, l'offerta, i consumi, le problematiche a livello internazionale*. Roma, Osservatorio Territoriale sui Prodotti Tipici e sui sistemi di qualità nell'agroalimentare, 2004.

ISMEA, *Le produzioni Dop e Igp in Italia nel 2003, le dinamiche produttive, economiche e di mercato*, Roma, Osservatorio Territoriale sui Prodotti Tipici e sui sistemi di qualità nell'agroalimentare, 2004.

ISMEA, *Il mercato dei prodotti biologici: tendenze generali e nelle principali filiere*, Roma, 2008.

ISTITUTO NAZIONALE DI STATISTICA (ISTAT), *Statistiche sul turismo al 2008*, Roma, 2009.

ISTITUTO NAZIONALE DI STATISTICA, *Le aziende agrituristiche in Italia al 2010*, Roma, 2011, p. 4.

JACKSON T., MICHAELIS L., *Policies for sustainable consumption*, London, Sustainable Development Commission, 2003.

JONIS M., *Enquête sur les pratiques des vignerons biologiques*, Alter Agri, n°53, 2002.

JONIS M., SOLTZ H., SCHMID O., HOFMANN U., TRIOLI G., *Analysis of organic wine market needs*, in "Proceedings of the 16th IFOAM Organic World Congress", 16-20 Giugno 2008, Modena, disponibile al link orgprints.org/12161/1/Orwine_market_study.doc.

JULLIEN A., *Topographie de tous les vignobles connus* (3ème édition), Paris, 1832.

KELLY S., HEATON K., HOOGEWERFF J., *Tracing the geographical origin of food: The application of multi-element and multi-isotope analysis*, in "Trends in Food Science & Technology", 16 (12), 2005, pp. 555-567.

KEMP R., OLSTHOORN X., OOSTERHUIS F., VERBRUGGEN H., *Supply and demand factors of cleaner technologies : some empirical evidence*, in "Environment and Resource Economics", n° 2, 1992, pp. 615-634.

KEMP R., SCHOT J., HOOGMA R., *Regime Shifts to Sustainability through Processes of Niche Formation. The Approach of Strategic Niche Management*, in "Technology Analysis and Strategic Management", 1998, 10.2, pp. 175-195.

KIRWAN J., *Alternative strategies in the UK agro-food system: interrogating the alterity of farmers' markets*, in "Sociologia Ruralis", 2004, 44 (4), pp. 395-415.

KNIGHT F., *Risk, Uncertainty and Profit*, New York, A.H. Kelly, 1921.

KOSTROWICKI J., *Geografia dell'agricoltura*, Franco Angeli, 1983.

KOSTROWICKI J., *The Types of Agriculture Map of Europe in 9 Sheets 1:2.500.000*, in *"Institute of Geography and Spatial Organization"*, Warsaw, 1984.

LA GAZZETTA DEL MEZZOGIORNO, *Guida ai vini di Puglia*, Edisud, Bari, 2012, p. 21.

LA VIGNE, n°152, mars 2004, p. 22-27.

LA VIGNE, n°154, mai 2004, p. 32-33.

LAGRANCE L., BRIAND H., TROGNON L., *Importance économique des filières agro-alimentaires de produits sous signes officiels de qualità*, Economie rurale n. 258, 2000.

LALANDE A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, nouvelle édition,1968, p. 1323.

LAMINE C., RENTING H., ROSSI A., WISKERKE J.S.C., BRUNORI G., *Agri-Food systems and territorial development: innovations, new dynamics and changing governance mechanisms*, in DARNHOFER I., GIBBON D., DEDIEU B. (eds.), *Farming Systems Research into the 21st Century: The New Dynamic*, New York, Springer, 14, 2012.

LANDINI P., MININNO A., *Le aree umide nel sistema geografico-economico pugliese*, in "Memorie della Società Geografica Italiana", vol. XXXIII, t. II (Atti del Convegno: La protezione dei laghi e delle zone umide in Italia), Roma, 1983, pp. 319-342.

LARRÈRE R., VERMERSCH D., *Agriculture et environnement l'économie rurale revisitée*, in "Économie rurale", 2000, n° 255-256, pp. 104-113 DOI, 10.3406/ecoru.2000.5162.

LE ROCH C., MOLLARD A., *Les instruments économiques de réduction de la pollution diffuse en agriculture,* in "Cahiers d'Économie et Sociologie Rurales", 1996, n° 39-40, pp. 63-92.

LEBART L., MORINEAU A., PIRON M., *Statistique exploratoire multidimensionelle*, Paris, Dunod, 1995.

LEGAY J.M., *L'expérience et le modèle,* INRA Éditions, collection Sciences en question, 1997.

LEGGE NAZIONALE, *Disciplina delle Strade del vino*, n. 268, 27 luglio 1999.

LEGGE REGIONALE, *Istitutiva deliberazioni Regione Puglia*, n. 4.397 e 4.398 del 29/ 12/ 1998.

LEONE U. (a cura di), *Ambiente e sviluppo nel Mezzogiorno*, Napoli, ESI, 1974.

LEONE U. (a cura di), *Risorse ambientali e sviluppo economico nel Salento*, Napoli, ESI, 1978.

LES CAHIERS ITINÉRAIRES D'ITV FRANCE, *L'enherbement permanent de la vigne*, 2002, n° 4, juin, p. 16.

LES CAHIERS ITINÉRAIRES D'ITV FRANCE, *Les vignobles dans le paysage*, 2002, n° 5, novembre, p. 24.

LETABLIER M.T., NICOLAS F., *Genèse de la typicité*, in "Science des Aliments", 14 (5), 1994 , p. 541-556.

LIANO A., FRANCO S., SENNI S., *Riflessioni su definizione, misurazione e classificazione del rurale*, XXXVI Convegno SIDEA, "La competitività dei sistemi agricoli Italiani", 1999.

LINDEN G., CHAMBA J.F., *La typicité des fromages: une réalité, un objectif*, in "Sciences des Aliments", 14 (5), 1994 , p. 573-580.

LITZLER C., *Maîtrise de l'érosion en vignobles de coteaux, aspects agronomiques*, Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, ITV, CA de Saône-et-Loire, 1988.

LOCKIE S., LYONS K., et al., *Going Organic. Mobilizing Networks for Environmentally ResponsibleFood Production*, Wallingford, CABI Publishing, 2006.

LOCKIE S., S. KITTO (2000), *Beyond the farm gate: production-consumption networks and agri-food research*, in "Sociologia Ruralis", 40 (1), 2000, 3–19.

LUPINI L., *Diversifarm. Idee imprenditoriali innovative nell'agricoltura delle Marche*, Collana Tesi on-line, n. 9, Gennaio 2003, Associazione "Alessandro Bartola".

MABY J., *Campagne di ricerca. Approccio sistemico dello spazio rurale*, Avignon, Univeristà di Avignon e dei Pays de Vaucluse, 2002, col.1, p. 154.

MACCHI G., ARAGRANDE M., *Methods of analysis and value of the mountain wines landscape*, CERVIM, "Secundo congreso internacional sobre viitcultura de montaña y en fuerte pendiente", Monforte de Lemos, Ribeira Sacra (Galitia), 13-15/03/2008, 61.

MADDALA G.S. , *Limited-dependent and qualitative variables in econometrics*, in "Econometric Society Monographs", Cambrige University Press, 1993.

MAGNI C., *La percezione della qualità dei prodotti agroalimentari italiani nei consumatori europei: i risultati di un'indagine diretta*, XXXIII Convegno di Studi SIDEA, Napoli, 1996.

MAIER L., *Multifunzionalità: un quadro di riferimento*, in "La rigenerazione dell'agricoltura. Materiali per un dibattito", in "Quaderni del Forum Internazionale dell'Agricoltura e dell'Alimentazione", n.1., 2003.

MALERBA F., ORSENIGO L., *Schumpeterian patterns of innovation are technology specific*, in "Research Policy", 1996, vol. 25, pp. 451-478.

MANNELLA S., *Il Gargano: ambiente e organizzazione dello spazio rurale*, Pubblicazioni del Dipartimento di Scienze Geografiche e Merceologiche, Università degli Studi di Bari, n.2, Bari, Adriatica Editrice, 1987.

MANNELLA S., *L'occupazione e la trasformazione dello spazio geografico in ambiente murgiano: il fenomeno della seconda casa*, Bari, Cacucci Editore, Bari, 1979.

MANNELLA S., FIORI M., CARPARELLI S., MININNO A., VARRASO I., *Scritti geografici sul Subappennino dauno*, Pubblicazioni del Dipartimento di Scienze Geografiche e Merceologiche, Università degli Studi di Bari, n.5, Bari, Adriatica Editrice, 1990.

MANNELLA S., *L'eredità del passato e la realtà del presente nella geografia di Canosa di Puglia*, Studi geografici in onore di Domenico Ruocco, Napoli, Loffredo Editore, 1994.

MARESCOTTI A., *Prodotti tipici e sviluppo rurale alla luce della teoria economica delle convenzioni*, Convegno SIDEA, "Sviluppo rurale: società, territorio e impresa", Firenze, 2000.

MARIA GEMMA GRILLOTTI DI GIACOMO (a cura di), *Geografia e agri-cultura per "seminare meno e arare meglio",* in "Geotema", Pàtron Editore, 1996, anno V, n. 5.

MARSDEN T., BANKS J., BRISTOW G., *Food Supply Chain Approches: exploring their role* in "Rural Development", Sociologia Ruralis, n. 4, 2000.

MARTIN B., VERDIER-METZ I., BUCHIN S., HURTAUD C., COULON J.B., *How do the nature of forages and pasture diversity influence the sensory quality of dairy livestock products?*, in "Animal Science", 81, 2005, p. 205-212.

MARTIN J.C., *La création de paysages viticoles: une histoire de matériaux, Sud-Ouest Européen*, n°21, 2006.

MARTIN P.-A., *La réforme du secteur vitivinicole européen*, Paris, Sénat, n° 3699, 2007.

MATERIA V.C., *Evoluzione dei sistemi della conoscenza in agricoltura in Europa e nel mondo*, in "Agriregionieuropa", n. 28, Anno 8, Marzo 2012.

MAYBY J., *Paysage et imaginaire: l'exploitation de nouvelles valeurs ajoutées dans les terroirs viticoles*, in "Annales de Géographie", 2002, n. 624, pp. 198-211.

MAYE D., HOLLOWAY L., KNEAFSEY M. (eds.) (2007), *Alternative Food Geographies. Representation and Practices*, Oxford, UK, Elsevier, 2007.

MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., RANDERS J., BEHRENS W.W., *I limiti dello sviluppo*, Mondadori, 1972.

MENDRAS H., *Les sociétés paysannes: élements pour une théorie de la paysannerie,* Paris, Gallimard, 1995.

MERCURY, *Rapporto sul turismo italiano 2008-2009*, Milano, Franco Angeli, 2009.

MICHELSEN J., *Recent development and political acceptances of organic farming in Europe*, in "Sociologia Ruralis", vol. 41, 2001, pp. 3-19.

MININNO A., *Le Murge, un inventario di forme carsiche*, in "Conoscere l'Italia. Enciclopedia dell'Italia antica e moderna", volume XIX, Fascicolo 167, Novara, Istituto Geografico De Agostini spa, 1982.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ, *Guide pour une protection durable de la vigne: stratégie de protection pour une utilisation raisonnée et durable des intrants phytosanitaires en viticulture*, 2005.

MOLLARD A., CHATELIER V., CODRON J-M., DUPRAZ P., JACQUET F., *L'agriculture contre l'environnement ? Diagnostic, solutions et perspectives économiques*, in "Annales des Mines, Responsabilité et Environnement", n° 30, 2003, pp. 37-59.

MONTAIGNE E., *Les techniques à membrane en œnologie: une approche évolutionniste?*, in "Économie et Sociologie Rurales", n° 8, 1992, pp. 127-140.

MONTRESOR E., FANFANI R., GATTI S., LANINI L., PECCI F., *Les Systemes locaux de production et les produits de qualità dans l'industrie de la vivande en Italie*, in NICOLAS F., VALCESCHINI E., *Agroalimentaire: une economie de la qualità*, INRA, Economica, 1995.

MONTRESOR E., MAZZOCCHI M., *Agricultural and Rural Development at Regional Level: an Analytical Approach*, in "Agricultural Economics Review", IX European Congress of agricultural Economists, Varsavia, n. 2, 2000.

MOORE O., *Farmers' markets and what they say about the perpetual post-organic movement in Ireland*. Paper presentato all'XI Congresso mondiale della International Rural Sociological Association (IRSA) - Trondheim, Norvegia, luglio 25-30, 2004.

MOORE O., *The post-organic consumer: reflexivity, trust and social movements*, in "International Journal of Consumer Studies" (special edition on ethical and political consumerism) 30, 5, 2006, pp. 416-427.

MOREA L., *La Murgia dei Trulli, oggi*, in "Annali della Facoltà di Economia e Commercio dell'Università degli Studi di Bari", Volume I (XXVI), Bari, Cacucci Editore, 1973.

MOREA R., *La rivalorizzazione delle aree marginali – Il caso della fascia costiera adriatica da San Cataldo (Lecce) ad Otranto*, Università degli Studi di Lecce, Dipartimento di Lingue e Letterature Straniere, Lecce, I liberrimi, 2001.

MORIONDO G., *Vina excellentia*, Aosta, Tipografia Duc, 2008.

MOTTIRONI C., *Le Strade del Vino e dei Sapori*, in ANTONIOLI CORIGLIANO M., VIGANÒ G., *Turisti per gusto. Enogastronomia, territorio e sostenibilità*, De Agostini, Novara, 2004, pp. 117-151.

MOVIMENTO TURISMO DEL VINO PUGLIA, *I territori dei vini di Puglia*, Tirso, Bari, 2007.

NADAÏ A., *Des conditions d'émergence d'un écolabel de produit*. In "Économie Rurale", 1998, n° 244, pp. 32-39.

NIGRO R., *Puglia e Basilicata , Viaggio nella cultura del vino*, Bari, Adda Editore, 2008, pp. 107-180.

NOMISMA, *III Rapporto sull'agricoltura Italiana*, Roma, Agra Editrice, 1997.

NOMISMA, *Wine marketing*, Roma, Agra Editrice, 2008.

OCDE, *Manuel d'Oslo*, 1997.

OECD, *Multifuncitonality: towards an analytical framework*, Paris, 20014.

OECD, *The role of agriculture and farm household diversification in the rural economy*, Paris, 2009.

OLLAT N., *Influence des systèmes de conduite sur la production de raisins, Gestion du rendement vers une recherche de la qualité, Journée technique régionale*, Station régionale ITV Midi-Pyrénées, Toulouse, 12 décembre 2002, p. 2-13.

OLTRAV., SAINT-JEANM., *Environmental innovation and clean technology: an evolutionary framework of technological change: towards a taxonomy and a theory*, in "International Journal of Sustainable Development", vol. 8, n° 2, 2005, pp. 153-172.

OSSERVATORIO NAZIONALE SUL TURISMO, *Rapporto sul turismo 2011*, Roma, 2011, pp. 117-132.

PACCIANI A., BELLETTI G., MARESCOTTI A., SCARAMUZZI S., *Sistemi produttivi locali e risorse organizzative nella costruzione della tipicità dei prodotti agricoli* in FANFANI R., MONTRESOR E., PECCI F. (a cura di), *Il settore agroalimentare in Italia e l'integrazione europea*, Milano, Franco Angeli, 2001.

PADEL S., FOSTER C. (2006), *Local and/or organic: A balancing of values for producers and consumers*. in ATKINSON C., BALL B., DAVIES D.H.K., REES R., RUSSEL G., STOCKDALE E.A., WATSON C.A., WALKER R. AND YOUNIE D. eds., *What will organic farming deliver?* Wellesbourne, COR, 2006.

PADEL S., RÖCKLINSBERG H., VERHOOG H., FJELSTED ALRØE H.F., de WIT J., KJELDSEN C., SCHMID O., *Balancing and integrating basic values in the development of organic regulations and standards: proposal for a procedure using case studies of conflicting areas*, Final project report EEC 2092/91 Revision (Project number SSPE-CT-2004-502397), Danish Research Centre for Organic Food and Farming (DARCOF), and University of Wales, Aberystwyth (UWA), Aberystwyth, 2007.

PADEL S. (2008), *Values of organic producers converting at different times: results of a focus group study in five European countries*, Int. J. Agricoltural Resources, Governance and Ecology, vol. 7, Nos. 1/2.

PAVITT K., *Patterns of technological change : towards a taxonomy and a theory*, in "Research Policy", 1984, vol. 13, n° 6.

PEANO A. (a cura di), *Il Paesaggio nel futuro del mondo rurale – Esperienze e riflessioni su territorio torinese*, Firenze, Alinea Editrice, 2006.

PERI C., GAETA D., *La nécessaire réforme de la réglementation européenne des dénominations de qualité et d'origine*, in "Économie rurale", 258, juillet-aout 2000.

PILATI L., Flaim R., *Il ruolo dei marchi collettivi in agricoltura*, Rivista di Economia Agraria, n. 3, Bologna, Il Mulino, 1994.

PIOLETTI A.M., *Terroir e paesaggi: concetti generali e esempi di terroirs di montagna* in V. AGNESI (a cura di) *Ambiente geomorfologico e attività dell'uomo. Risorse, rischi e impatti*, Torino, 28-30 marzo 2007, vol. II, Roma, Memoria della Società Geografica Italiana, 2009, p. 529-540.

PIRIOU S., *L'institutionnalisation de l'agriculture biologique (1980-2000)*, Thèse École nationale supérieure agronomique de Rennes. Mention Économie de l'agriculture et des ressources, 2002, p. 83.

PITTE J.-R., *La nouvelle planète des vins*, in "Annales de Géographie", Armand Colin, n° 614-615, juillet-octobre, 2000, pp. 340-344.

PITTE J-R. (2001), *La géographie du goût, entre mondialisation et enracinement local*, in "Annales de Géographie" n. 621, 2001, pp. 487-508.

PITTE J.-R., *La mondialisation au service des vins de terroir*. À propos du rapport Pomel de mars 2006, Géoconfluences. http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/typespace/vin/VinScient5.htm.

POMEL B., *Réussir l'avenir de la viticulture en France*, Rapport remis au ministre de l'agriculture Dominique Bussereau, 2006,40 p.

PORTER M. E., VAN DER LINDE C. (1995), *Towards of new conception of the environment-competitiveness relationship*, in "Journal of Economic Perspectives", 1995, vol. 9, n° 4, pp. 97-118.

POSSAS M-L., SALLES-FILHOS., DA SILVEIRA J-M. (1996), *An evolutionary approach to technological innovation in agriculture: some preliminary remarks*, in "Research Policy", vol. 25, 1996, pp. 933-945.

POULAIN D. (dir), *Histoires et chronologies de l'agriculture française*, Paris, Ellipses, 2004, 426 p.

PREZIOSO M., *Pianificare in sostenibilità*, Roma, Adnkronos Libri, 2003.

PRIGOGINE I., STENGERS I., *La nuova alleanza. Metamorfosi della scienza* tr. it. a cura di NAPOLITANI P.D., Torino, Einaudi, 1999.

Quaderno dell'Istituto di Economia e Politica Agraria di Perugia n. 25. ISBN 88-86993-06-4.

RAFFESTIN C., *Ecogenèse territoriale et territorialité*, in Auriac, Franck, Brunet, Roger (Hg.), *Espaces, jeux et enjeux,* Paris, S. 1986, 173-185.

RAFFESTIN C., *Territorialité: Concept ou paradigme de la géographie sociale?*, in *Geographica Helvetica*, n° 2, 1986, S. 91-96.

RALLET, A., TORRE, A., *Économie industrielle et économie spatiale,* Association de science régionale de langue française, Bibliothèque de Science Régionale, Paris, Économica, 1995.

RAMA D., *Le attività di promozione e valorizzazione per i prodotti agricoli*, in "Atti del 31° Convegno SIDEA, Lo sviluppo del mondo rurale: problemi, politiche, istituzioni e strumenti", Campobasso, 1994.

RAPPORT PAILLOTIN, *L'agriculture raisonnée*, Ministère de l'Agriculture, février 2000, 57 p.

Rapporti Annuali di Esecuzione dei PSR 2011, disponibili sul portale della Rete Rurale Nazionale.

Rapporti di valutazione intermedia dei PSR, disponibili sul portale della Rete Rurale Nazionale.

RAPPORTO TOPRURAL, *Radiografia del turista rurale*, 2010.

RAUTENBERG M., *Une politique culturelle des produits locaux dans la région Rhône-Alpes*, in "Revue de Géographie Alpine. Patrimoine, montagne et biodiversité", tome 86, 1998, n. 4, pp. 81-87.

Référentiel national pour la production intégrée de raisins, novembre 2000, ITV.

REGIONE PUGLIA, BURP, *Piano di sviluppo rurale* (PSR) Puglia 2007-2013, 29 febbraio 2008, pp. 4775, 4843-4845.

REGIONE PUGLIA UNIONCAMERE, *Rapporto sul turismo pugliese*, 2009, pp. 147-152.

REGIONE PUGLIA, *Puglia rurale, Atlante del turismo rurale*, Edit, 2012, Rosalina Grumo, p. 208.

REGIONE PUGLIA, UNIONCAMERE, Osservatorio turistico della Regione Puglia, Analisi congiunturale (1° Report del 2012), Roma, 2012.

RENNINGS K., KEMP R., BARTOLOMEO M., HEMMELSKAMP J., HITCHENS D., *Blueprint Policy Paper*, 2003, November, p. 54.

RENNINGS K., *Redefining innovation-eco-innovation research and the contribution from ecological economics*, Ecological Economics, 2000, vol. 32, pp. 319-332.

RENTING H., MARSDEN T., BANKS J., *Understanding alternative food networks: explor-ingthe role of short supply chains in rural development, Environment and Planning A*, vol. 35, 2003,
pp. 393-411.

Rete Rurale Nazionale, *Report Q2-2011*, Dati consolidati al 31 dicembre 2011. Informazioni provvisorie.

REY A., REY-DEBOVE J., ROBERT P., *Le petit Robert 1: Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 1990.

REY A., (dir.), *Dizionario storico della lingua francese,* Parigi, Le Robert, 1994.

REY A., *Dictionnaire historique de la Langue française,* Paris, Le Robert, 1998.

REYNAUD E., *Quand l'environnement devient stratégique. Économies et Sociétés*, n° 45, 2004, po. 851-884.

REYNIER A., *Manuel de viticulture*, Paris, Lavoisier Tec & Doc, 1997.

RFJALOT M., *Les logiques du chd.teau. Filière et modèle viti-vinicole à Bordeaux, 1980-2003*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2007.

RIGAZIO L., PRAZ G., LALE DIEMOZ P., ZECCA O., MARIANI L., MINELLI R., FAILLA O., SCIENZA A., *La zonizzazione viticola della Valle d'Aosta*, CERVIM, "Primo congresso internazionale sulla viticoltura di montagna e in forte pendenza", Quart, Musumeci, 2006, pp. 37-38.

RINELLA A., *Ripensare la realtà di un'area depressa: il caso del Subappennino dauno*, in "Economia e Commercio", serie IV, I, n. 3, Bari, Puglia Grafica Sud, 1990.

RITZER G., JURGENSON N., *Production, Consumption, Prosumption: The nature of capi-talism in the age of the digital 'prosumer'*, in "Journal of Consumer Culture", 2010, 10, pp. 13-36.

ROCHARD J., *L'environnement dans le secteur vitivinicole : historique et perspective*, in "Progrès agricole et viticole", n° 23, 2000.

ROCHARD J., LESNIER A., AMBROISE R., *The Fontevraud Charter in favor of the viticul-tural landscape*, CERVIM Secundo congreso internacional sobre viitcultura de montaña y en fuerte pendiente, Monforte de Lemos, Ribeira Sacra (Galitia), 13-15/03/2008, pp. 71-72

ROEP D., VAN DER PLOEG J.D., *Multifunctionality and rural development: the actual sit-uation in Europe*, in VAN HUYLENBROECK G., DURAND G. (eds.), *Multifunctional Ag-*

riculture. A new paradigm for European Agriculture and Rural Development, Aldershot (UK) and Burlington (Vt, Usa), Ashgate, 2003.

ROQUEPLO P., *Pensare la tecnica,* Le Seuil, Parigi, 1983.

ROSIN C., CAMPBELL H., *Beyond bifurcation: Examining the conventions of organic agriculture in New Zealand*, in "Journal of Rural Studies", 2009, 25, 35–47.

ROSSETTO L., *Marketing strategies for organic wine growers in the Veneto region*, Working Paper WP02-4, 2002, http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/14363/1/wp02-04.pdf.

ROSSI P., *L'ambiente murgiano e l'allevamento bovino: il caso della Bruna alpina*, Quaderni di Geografia, Università degli Studi di Bari, Tipografia del Sud, 1975, p. 76.

ROSSI A., ROVAI M., *La valorizzazione dei prodotti tipici. Un'analisi secondo l'approccio di Network*, in "Rivista di Economia Agraria", n. 3, 1999.

ROUDIÉ P., *Vignobles et vins de France : élitisme et diversité*, in "Historiens & Géographes", n° 370, 2000, p. 341-346.

ROUDIÉ Ph.,· *Vous avez dit "terroir"? Essai sur l'évolution d'un concept ambigu*, in "Journal international des Sciences de la Vigne et du Vin", éd. Vignes et vin publication internationale, Bordeaux, Hors Série, *Un raisin de qualité dans la vigne et la cuve,* juillet 2001.

ROUDIÉ P., CRENN C., TECHOUEYRES I., *Vin et mondialisation , le point de vue d'un géographe*, in "Anthropology of Food", 3, Décembre 2004.

ROUVELLAC E., DELLIER J., GUYOT S., *Entre terroir et territoire. La renaissance du vignoble sud-africain*, in "L'Espace Géographique", 2011, 4, pp. 337-351.

ROYER C. (dir), *Éléments pour une approche ethnologique des vignobles comtois, Gamay noir et savagnin*, Belfort, France Régions, 1988, pp. 22-26.

SAINTE MARIE C. (de), *La production intégrée en France: d'un standard international à la norme nationale "agriculture raisonnée",* Paris, Texte de clôture de l'ATS INRA-PFI, 25-26 janvier, 2005.

SALAIS R., *Conventions économiques et politique de qualité. Vers une conception pragmatique et plurielle de l'action économique*, in SYLVANDER B., BARJOLLE D., ARFINI F. (eds.), *The Socio-economics of Origin Labelled Products in Agri-Food Supply Chains: Spatial, Institutionnal and Co-ordination Aspects*, INRA Actes et communications, 2000, 17-1, p. 31-44.

SALAIS R., STORPER M., *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, Éditions EHESS, 1993.

SALETTE, J., *La typicité, une notion nouvelle au service du produit, de ceux qui l'élaborent, et de ceux qui le consomment en l'appréciant*, Revue des Œnologues*,* 85, 1997, pp. 11-13.

SALETTE J., MORLAT R., MONNET J.C., GAIFFE M., BÉCHETC., *Le lien du produit au terroir*, Académie d'Agriculture de France*,* séance du 4 février 1998.

SALGARO S., *Dalla "carta dei paesaggi del vino" alla cartografia vitivinicola territoriale*, in Atti del convegno internazione "I paesaggi del vino", Bollettino della Associazione Italiana di Cartografia, 2009, 136-137, 227-242

SALVIONI C., *L'impatto del reg. 2078/92 sulla diffusione del biologico: il caso dell'Abruzzo*, in SANTUCCI F.M. (a cura di), *L'agricoltura biologica tra PAC e mercato*, 1999.

SASSU A., LODDE S., *Saperi locali, innovazione e sviluppo economico*, Milano, Franco Angeli, 2003.

SAUTIER, D., BIENABE, E., SALLÉE, B., *Les Indications Géographiques dans les pays du Sud : potentiels et enjeux*, in SYLVANDER, CASABlANCA, RONCIN (éd.), *Produits agricoles et alimentaires d'origine : enjeux et acquis scientifi.ques,* INRA et INAO, 2008, pp. 152-163.

SCHEFFER, S., RONCIN, F., *Qualification des produits et des terroirs dans la recon- naissance en appellation d'origine controlée*, in "Économie Rurale"*,* 258, 2000, pp. 54-68.

SCHEFFER S., *Qu'est-ce qu'un produit alimentaire lié à une origine géographique?* in "L'information géographique", Paris, Persée, MESR, 2004, vol. 68, n° 3, pp. 276-208.

SCHERMER M., RENTING H., OOSTINDIE H., *Collective Farmers' Marketing Initiatives in Europe: Diversity, Contextuality and Dynamics*, in "International Journal of Sociology of Agriculture and Food", 2011, 18, 1: 1-103.

SCOTT J. C, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia,* Yale University Press, 1979.

SEGERSON K., *Uncertainty and incentives for non-point pollution control*, in "Journal of Environmental Economics and Management", n°15, 1988, pp. 87-98.

SEYFANG G., *Ecological citizenship and sustainable consumption: examining local organic food networks*, in "Journal of Rural Studies", 2006, 22: 383-395.

SEYFANG G., *The New Economics of Sustainable Consumption. Seeds of Change*, Palgrave Macmillan, 2009.

SIMON H. A., *Organizations and Markets*, in "Journal of Economic Perspectives", 1991, vol. 5, n° 2, pp. 25-44.

SINSKAJA EN, *Historical geography of the historical flora,* (Russ.), Leningrad, 1969.

SLOW FOOD, *Strada dei vini doc della Murgia carsica*, Slowfood Edizioni, Bra (Cuneo), 2002.

SMITH A., STIRLING A., BERKHOUT F., *The governance of sustainable sociotechnical transitions*, Research Policy, 2005, 34: 1491-1510.

SOLER MONTIEL M., CALLE COLLADO A., RENTING H., CUÉLLAR PADILLA M., *Between food ethics, solidarity and the social construction of alternative markets. Exploring the 15 dimensions of grassroots food movements in Spain*, Paper presented at the 9th European IFSA Symposium | 4-7 July 2010 in Vienna, Austria.

SPAARGAREN G. P., OOSTERVEER A. LOEBER (eds.), *Food Practices in Transition. Changing Food Consumption, Retail and Production* in "The Age of reflexive Modernity". Routledge, Abingdon, 2012.

SPAETER S., VERCHÈRE A., *Aléa moral et politiques d'audit optimales dans le cadre de la pollution d'origine agricole de l'eau*, in "Cahier d'économie et sociologie rurales", n°71, 2004, pp. 6-35.

SPIGOLA M., *Diversificare l'attività conviene e i redditi agricoli lo dimostrano*, in "L'Informatore Agrario", n. 28, 2012.

STENGERS I, *La nuova alleanza. Metamorfosi della scienza*, tr. it. a cura di NAPOLITANI P. D., *Torino, Einaudi*, *1999*.

STIGLIANO M., *In tema di paesi a sviluppo minimo*, in "Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica", n. 1, 2012.

STUDI E RICERCHE, Inea, Roma.

SYLVANDER B., *Credibilità e flessibilità della certificazione: il caso dell'Agricoltura biologica*, in "Economies et Sociétés", n. 26, 2003

SYLVANDER B., *Les stratégies de qualification des firmes agroalimentaires et la désintensification*, in BARRÈS D. (dir.), *Désintensification de l'agriculture. Questions et débats*, Paris, Les Dossiers de l'environnement de l'INRA, n°24, 2003, p. 190.

TARTAGLIA A.T. (a cura di), *Agroalimentare e flussi turistici*, Atti dell'XI Convegno della Società Italiana di Economia Agro-Alimentare, 2002.

TAVOLO PER LA RETE ITALIANA DI ECONOMIA SOLIDALE, *Il capitale delle relazioni*, Milano, Altraeconomia, 2010.

TERRANOVA R., *Il paesaggio costiero agrario terrazzato delle Cinque Terre in Liguria*, in "Studi e Ricerche di Geografia", XII, fasc. 1, 1989, pp. 1-5.

THACH L., MATZ T., *Wine a Global Business*, Miranda Press, Elmsford, New York, 2008.

TOSI S. (a cura di), *Consumi e partecipazione politica*, Milano, Franco Angeli, 2006.

TREVISAN G., MANENTE M., *Alimentazione e Turismo in Italia*, in (a cura di L. IDDA) Atti dell'XI Convegno della Società Italiana di Economia Agro-Alimentare, 2002, pp. 95-120.

TROGNON L., LAGRANGE L., MARSAT J.B., *Perception des produits alimentaires régionaux de qualité par le consommateur*, in *Signes officiels de qualité et développement agricole*, Atti del convegno SFER, Clermont Ferrand, 1999.

UNIONE EUROPEA, REGIONE PUGLIA, *Atlante dei prodotti tipici agroalimentari di Puglia*, POR Puglia 2000-2006, Edit, 2006.

VAGNOZZI A., *A proposito di servizi… e di sviluppo*, Quaderno INEA, Roma, 1998, pp. 19-27.

VAGNOZZI A., *I servizi e il capitale umano*, in STORTI D., ZUMPANO C. (a cura), *Le Politiche comunitarie per lo sviluppo rurale. Il quadro degli interventi in Italia. Rapporto 2008/2009*, INEA, Roma, 2010, pp. 93-107.

VAGNOZZI A., *Il sistema della conoscenza e dell'innovazione in Italia: vecchi e nuovi problemi*, Atti del convegno *I servizi di sviluppo agricolo in Italia: le sfide per il futuro*, Bari 17-20 settembre 2007.

VAGNOZZI A., *Il sistema di ricerca agricolo: organizzazione e ruolo delle regioni*, Agriregionieuropa, anno 4, n° 14, 2008.

VAGNOZZI A., *La nuova consulenza gioca a tutto campo*, Pianeta PSR, Speciale PAC, Rete Rurale Nazionale, 2011.

VALCESCHINI E., *Réglementation de la qualité, droit de la concurrence et modale économiques. Le cas du label avicole, La qualité dans l'Agroalimentaire: Emergence d'un Champ de Recherche*, INRA, 1996.

VALCESCHINI E., *La politique de qualité peut-elle participer à la désintensification de l'agriculture*, in BARRÈS D. (dir.), *Désintensification de l'agriculture. Questions et débats*, Paris, Les Dossiers de l'environnement de l'INRA, n°24, 2003, p. 190

VALLEGA A., *Geografia regionale*, Bologna, Pàtron Editore, 1984.

VAN DER LANS I.A. et al, *The role of the Region of Origin and EU Certificates of Origin in Consumer Evaluation of Food Products*, in "European Review of Agricultural Economics", 28, n. 4, 2001.

VAN DER PLOEG J.D. (2000), *Revitalizing agriculture: farming economically as starting ground for rural development*, in "Sociologia Ruralis", 40, 4, 2000, pp. 497-511.

VAN DER PLOEG J.D. (2008), *The New Peasantries*, London, Earthscan, 2008.

VAN DER PLOEG J.D., *I nuovi contadini. Le campagne e le risposte alla globalizzazione*, Roma, Donzelli Editore, 2009.

VAN ITTERSUM K., CANDEL M., MEULEMBERG M., *The Influence of the Image of a Product's Region of Origin on Product Evaluation*, in "Journal of Business Research", 56, 2003.

VAUDOUR E., *Les terroirs viticoles. Définitions, caractérisation et protection*, in *"*Œnologie", Paris, Dunod/Lavigne, 2003, p. 294.

VEDEL A., *Saggio sulla degustazione del vino,* S.E.I.V. Mâcon, 1972, p. 24, tipicità e originalità.

VELAZQUEZ B.E., *Alcune questioni rilevanti intorno al concetto di multifunzionalità*, Working Paper, 2001.

VELLANTE S. (a cura di), *Risorse endogene, prospettive di sviluppo del Mezzogiorno e programmazione economica*, Centro di Iniziativa Mezzogiorno Europa, Napoli, 2001.

VERCHÈRE A., *Pollution diffuse de l'eau en milieu rural et marché des permis d'émission: les enseignements de l'expérience américaine*, in "Economie Rurale", n° 285, 2005, pp. 32-51.

VERHAEGEN I., VAN HUYLENBROECK G., *Costs and benefits for farmers participating in innovative marketing channels for quality food products*, in "Journal of Rural Studies", vol. 17, Issue 4, October 2001, pp. 443-456.

VIDAL DE LA BLACHE P., *Tableau de la Géographie de la France*, in *Histoire de France, Paris, 1903-1922*, Paris, rééd. Éd. de la Table Ronde, 1994.

VLORA A. K., *Gli squilibri territoriali nel costituendo comprensorio del Nord Barese*, Annali della Facoltà di Magistero dell'Università degli Studi di Bari, Volume XI, Bari, Adriatica Editrice, 1972.

VLORA A. K., VLORA N. R., *La Comunità montana della Murgia Sud-Orientale*, Facoltà di Magistero dell'Università degli Studi di Bari, n. 6, Molfetta, Messina, 1978.

WILSON G.A., *From weak to strong multifunctionality: Conceptualising farm-level multifunctional transition pathways*, in "Journal of Rural Studies", 24, 2008, pp. 367-383.

ZEZZA A. (a cura), *Bioenergie: quali opportunità per l'agricoltura italiana*, Inea, Studi & Ricerche, Napoli, ESI, 2008.

ZUNDEL S., ERDMANN G., KEMP R., NILL J., SARTORIUS C., *Conceptual framework. Time Strategies, Innovation and Environmental Policy*, in SARTORIUS, ZUNDEL (eds.), Edward Elgar, 2005, p. 13.

Sitografia

http://agriculture.gouv.fr/

http://agriculture.gouv.fr/ecophyto

http://agriculture.gouv.fr/L-agriculture-dans-le

http://alliancepec.free.fr/Webamap

http://cordis.europa.eu/fp7/kbbe/

http://draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/

http://draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/Viticulture,498

http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/agriculture/committees/organic/105.pdf

http://ec.europa.eu/agriculture/envir/programs/evalrep/text_it.pdf

http://ec.europa.eu/eip/agriculture/

http://ec.europa.eu/environment/ecoap/about-action-plan/etap-previous-action-plan/index_it.htm.

http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/

http://ec.europa.eu/research/innovation-union/index_en.cfm?pg=eip

http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/it/home-page_it.html

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tsdpc440&plugin=1

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?qid=1410294938296&uri=CELEX:32012R0203

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=CELEX:31995R3011

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1991R2092:20080514:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1991R2092:20080514:IT:PDF.

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1999:160:0080:0102:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:093:0012:0025:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:189:0001:0023:EN:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:250:0001:0084:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:334:0025:0052:IT:PDF

http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/agricultural_products_markets/ag0001_it.htm

http://europa.eu/legislation_summaries/energy/european_energy_policy/i23022_it.htm

http://www.agencebio.org/

http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/languedoc-roussillon/

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=785

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=926

http://www.aiab.it/images/stories/UfficioStampa/aiab%20disciplinare%20per%20la%20vinificazione.pdf

http://www.aiab.it/index.php?option=com_content&view=article&id=27&Itemid=119

http://www.bio66.com/

http://www.charte-de-fontevraud.org/

http://www.confagricolturapuglia.it/

http://www.coteaux-languedoc.com/vignoble-et-vins/regles-de-production

http://www.demeter.net/certification/standards

http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Le-Grenelle-de-l-environnement-de-.html

http://www.fairtrade.net/

http://www.fao.org/docrep/X5643F/x5643f09.htm

http://www.franceagrimer.fr/fam/filiere-vin-et-cidriculture/Vin

http://www.geoprogress.eu/sites/geoprogress.eu/files/articoli_data/AT2012_13_Le%20strade%20del%20vino%20e%20il%20binomio%20agricoltura-turismo_R.Grumo_.pdf.

http://www.guideduvignoble.fr/italiano/visiter-les-vignobles/le-vignoble-du-languedoc-roussillon-oenotourisme.html

http://www.icea.info/it/perche-bio/bio-food/certificazioni-biologiche/biologico-di-fattoria

http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_wine_dossier_20130_it.pdf

http://www.ifoam.org/

http://www.ifoam.org/en/organic-landmarks/principles-organic-agriculture.

http://www.ifoameu.org/
sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_regulation_dossier_201204_en. pdf

http://www.inao.gouv.fr/

http://www.inea.it Istituto Nazionale di Economia Agraria

http://www.inea.it/ap/bollettini/docs/strum_sost.pdf

http://www.iobc-wprs.org/ip_ipm/01_IOBC_Principles_and_Tech_Guidelines_2004.pdf

http://www.ismea.it Istituto per studi, ricerche e informazioni sul mercato agricolo

http://www.msa.fr/lfr

http://www.oecd.org/science/inno/2367580.pdf.

http://www.organic-wine-carta.eu/

http://www.origin-food.org/ Concerted Action research "Developpment of Origin Labelled Products: Humanity, Innovation and Sustainability"

http://www.orwine.org/

http://www.politicheagricole.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/5091

http://www.reseau-amap.org/

http://www.reussir-vigne.com/actualites/reglementation-les-bios-refusent-les-phosphonates:8FPE5WY0.html

http://www.sudvinbio.com/

http://www.sudvinbio.com/home/tout-savoir-sur-le-vin-bio/ou-trouver-des-vins-bio

http://www.unep.org/dewa/assessments/ecosystems/iaastd/tabid/105853/default.aspx

http://www.vignevin.com/

https://stats.agriculture.gouv.fr/disar/

www.aiab.it

www.galcdm.it

www.galmurgiapiu.it

www.galterredimurgia.it

www.inea.it

www.inra.fr

www.insee.fr

www.ismea.it

www.istat.it

www.nomisma.it

www.parcoaltamurgia.it

www.regione.puglia.it

www.sinab.it

www.tipicipuglia.it

Action plan dell'Europa per il futuro dell'agricoltura biologica

//www.unep.org/dewa/assessments/ecosystems/iaastd/tabid/105853/default.aspx

http://cordis.europa.eu/fp7/kbbe/

http://ec.europa.eu/agriculture/organic/documents/eu-policy/european-action-plan/act_en.pdf

http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=785

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=926

•• Demeter International: www.demeter.net (e la sua organizzazione internazionale per l'UE)

•• AIAB, Italy: www.aiab.it

•• BIO AUSTRIA, Austria: www.bio-austria.at

•• BioCoherence, France: www.biocoherence.fr (si sta sviluppando recentemente)

•• Biodyvin, France: www.biodyvin.com

•• Biolwine ICEA, Italy: www.icea.info

•• BioSuisse, Switzerland: www.bio-suisse.ch

•• Delinat, Switzerland: www.delinat.com

•• Nature & Progrès, France: www.natureetprogres.org

•• Naturland, Germany: www.naturland.de

•• Soil Association, UK: www.soilassociation.org

Presentazione ufficiale della nuova PAC

http://alliancepec.free.fr/Webamap

http://cordis.europa.eu/fp7/kbbe/

http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/agriculture/committees/organic/105.pdf

http://ec.europa.eu/agriculture/envir/programs/evalrep/text_it.pdf

http://ec.europa.eu/agriculture/events/research-conference-2012_en.htm

http://ec.europa.eu/agriculture/organic/documents/eu-policy/european-action-plan/act_en.pdf

http://ec.europa.eu/eip/agriculture/

http://ec.europa.eu/environment/ecoap/about-action-plan/etap-previous-action-plan/index_it.htm.

http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/

http://ec.europa.eu/research/innovation-union/index_en.cfm?pg=eip

http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/it/home-page_it.html

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tsdpc440&plugin=1

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?qid=1410294938296&uri=CELEX:32012R0203

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=CELEX:31995R3011

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1991R2092:20080514:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1999:160:0080:0102:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:093:0012:0025:IT:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:189:0001:0023:EN:PDF

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:334:0025:0052:IT:PDF

http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1991R2092:20080514:IT:PDF.

http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:334:0025:0052:IT:PDF

http://europa.eu.int/comm/dg06/qual/ Unione Europea, Direzione Generale VI

http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/agricultural_products_markets/ag0001_it.htm

http://europa.eu/legislation_summaries/energy/european_energy_policy/i23022_it.htm

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=785

http://www.agriregionieuropa.univpm.it/dettart.php?id_articolo=926

http://www.aiab.it/index.php?option=com_content&view=article&id=27&Itemid=119

http://www.fairtrade.net/

http://www.icea.info/it/perche-bio/bio-food/certificazioni-biologiche/biologico-di-fattoria

http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/page/files/ifoameu_reg_wine_dossier_20130_it.pdf

http://www.ifoam.org/

http://www.ifoam.org/en/organic-landmarks/principles-organic-agriculture.

http://www.inea.it/ap/bollettini/docs/strum_sost.pdf

http://www.iobc-wprs.org/ip_ipm/01_IOBC_Principles_and_Tech_Guidelines_2004.pdf

http://www.msa.fr/lfr

http://www.oecd.org/science/inno/2367580.pdf.

http://www.organic-wine-carta.eu/

http://www.orwine.org/

http://www.politicheagricole.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/5091

http://www.reseau-amap.org/.

http://www.unep.org/dewa/assessments/ecosystems/iaastd/tabid/105853/default.aspx

http://www.vignevin.com/

Report da Agence Bio:

http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/documents/4_Chiffres/BrochureCC/CC2013_chap4_France.pdf

http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/documents/5_Communication/Relations_Presse/dpconf_2_oct_def.pdf

http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/documents/4_Chiffres/BrochureCC/CC2013_chap7_Territoires.pdf

“Agricoltura”, Politiche di qualità http://www.politicheagricole.it/MIPA/servizi Ministero delle Politiche Agricole e Forestali, prodotti di qualità

“Bioreport 2013” dal sito
http://www.reterurale.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/1

6° Censimento Generale dell’Agricoltura – Atlante dell’Agricoltura italiana dal sito www.istat.it

Action plan dell'Europa per il futuro dell'agricoltura biologica
http://ec.europa.eu/agriculture/organic/documents/eu-policy/european-action-plan/act_en.pdf

AMAP- Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne -
http://alliancepec.free.fr/Webamap

Conferenza del 7 marzo del 2012 presso la Commissione Europea, titolo “Enhancing innovation and the delivery in European research agriculture” al link
http://ec.europa.eu/agriculture/events/research-conference-2012_en.htm

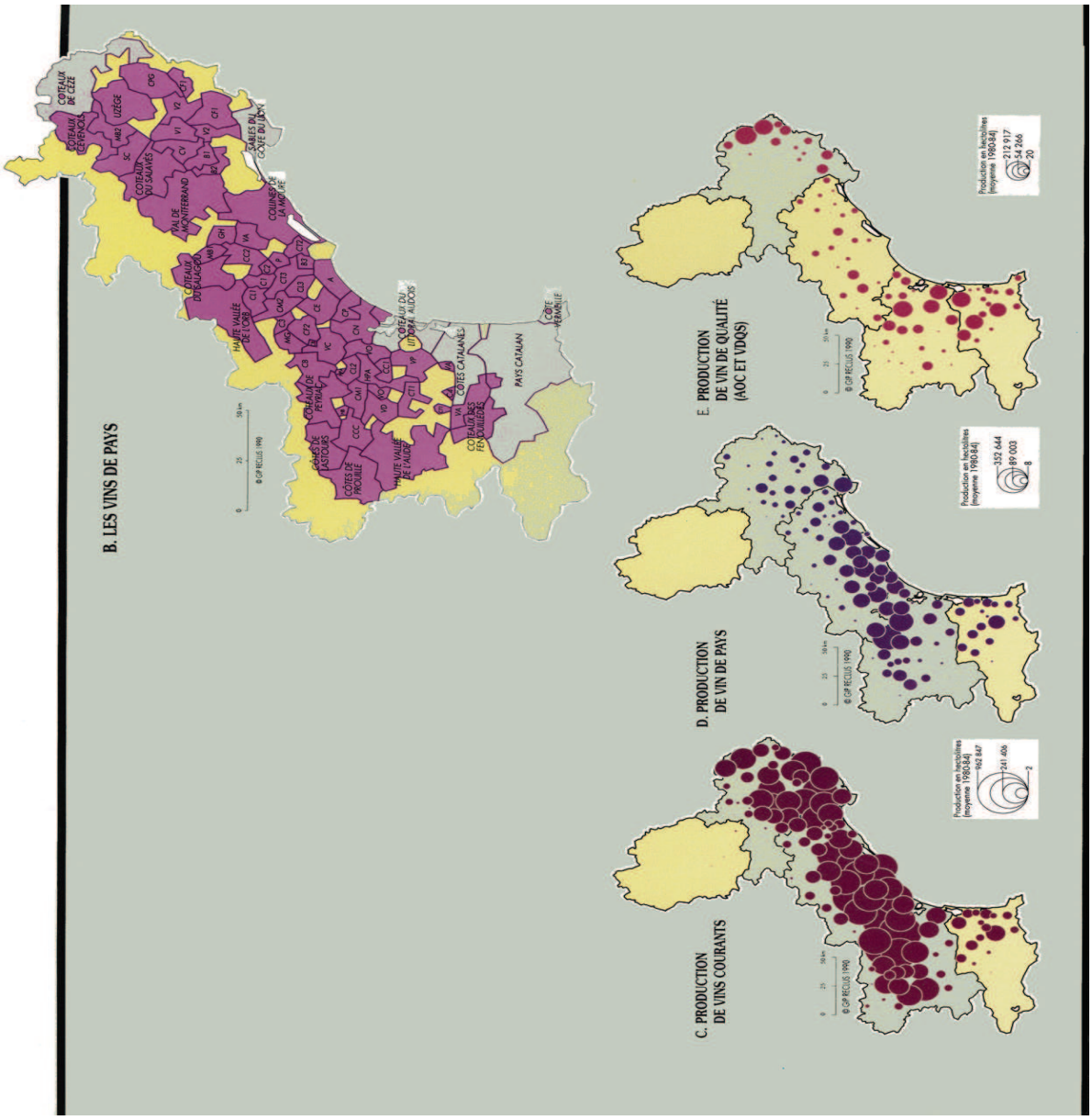
Rapporto sullo stato dell’Agricoltura 2013 dal sito www.inea.it

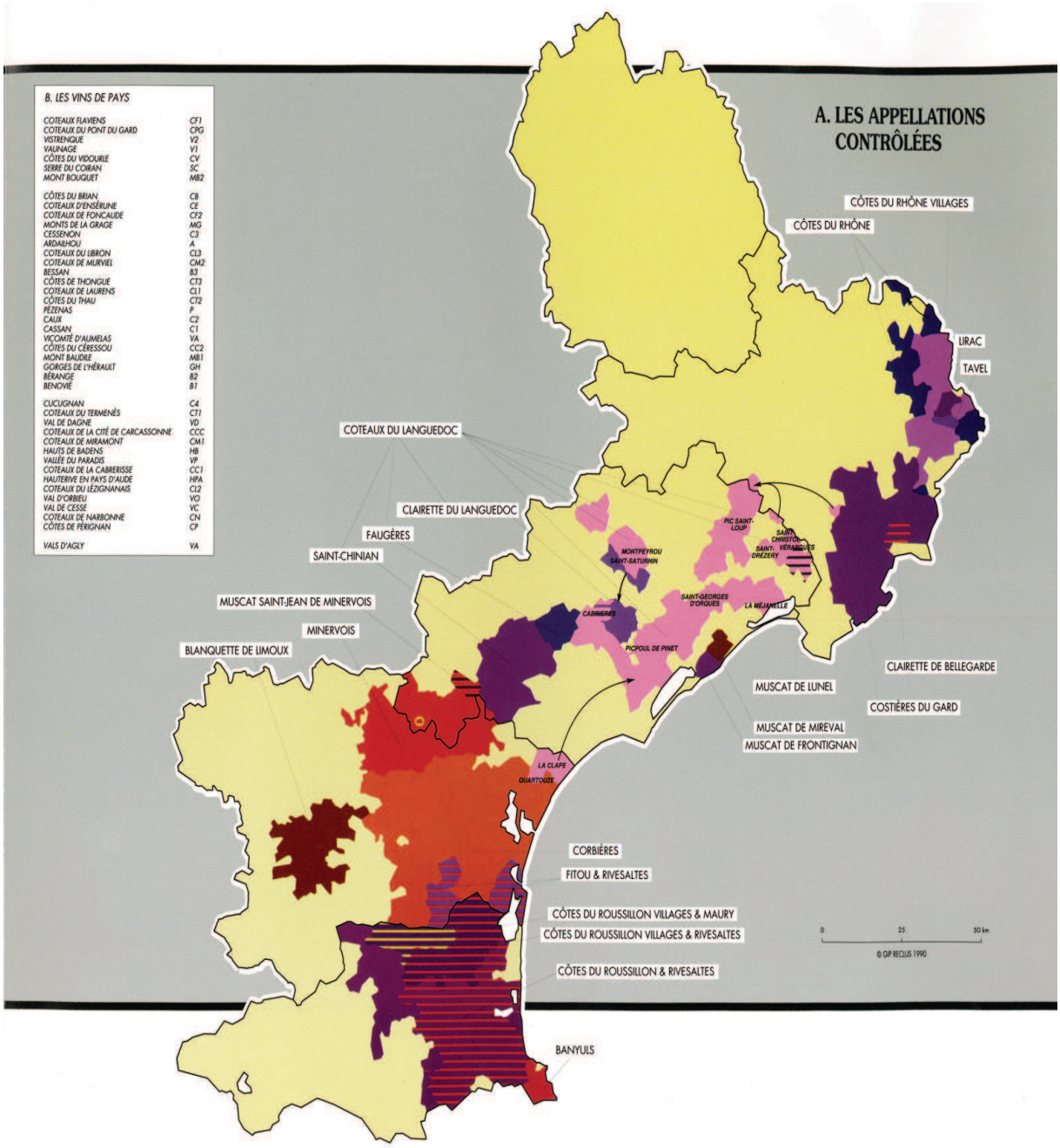
Regolamentazione dell'Organizzazione Comune del Mercato (OCM), come da "Regolamento (CE) n. 479/2008 del Consiglio, del 29 aprile 2008, relativo all'organizzazione comune del mercato vitivinicolo, che modifica i regolamenti (CE) n. 1493/1999, (CE) n. 1782/2003, (CE) n. 1290/2005 e (CE) n. 3/2008 e abroga i regolamenti (CEE) n. 2392/86 e (CE) n. 1493/1999", al link
http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/agricultural_products_markets/ag0001_it.htm

Report “L’Agricoltura italiana conta 2013” dal sito www.inea.it

Allegato 1

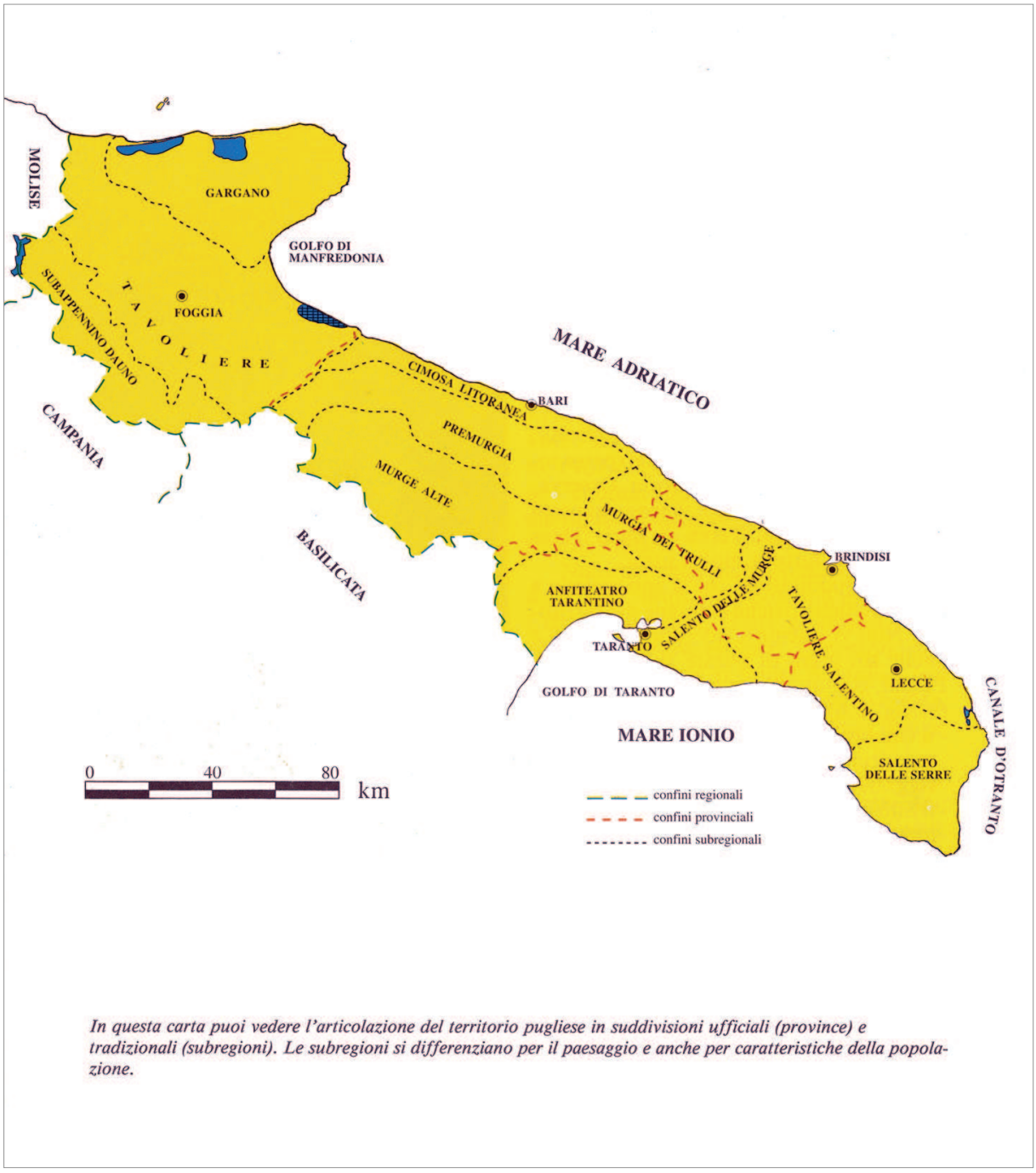
(Fonte: *Atlas Permanent, Région Languedoc Roussillon* da: INAO, J. Sellier, *L'Atlas des vins de France*, Paris, O. Orban e J. De Monza, 1987)



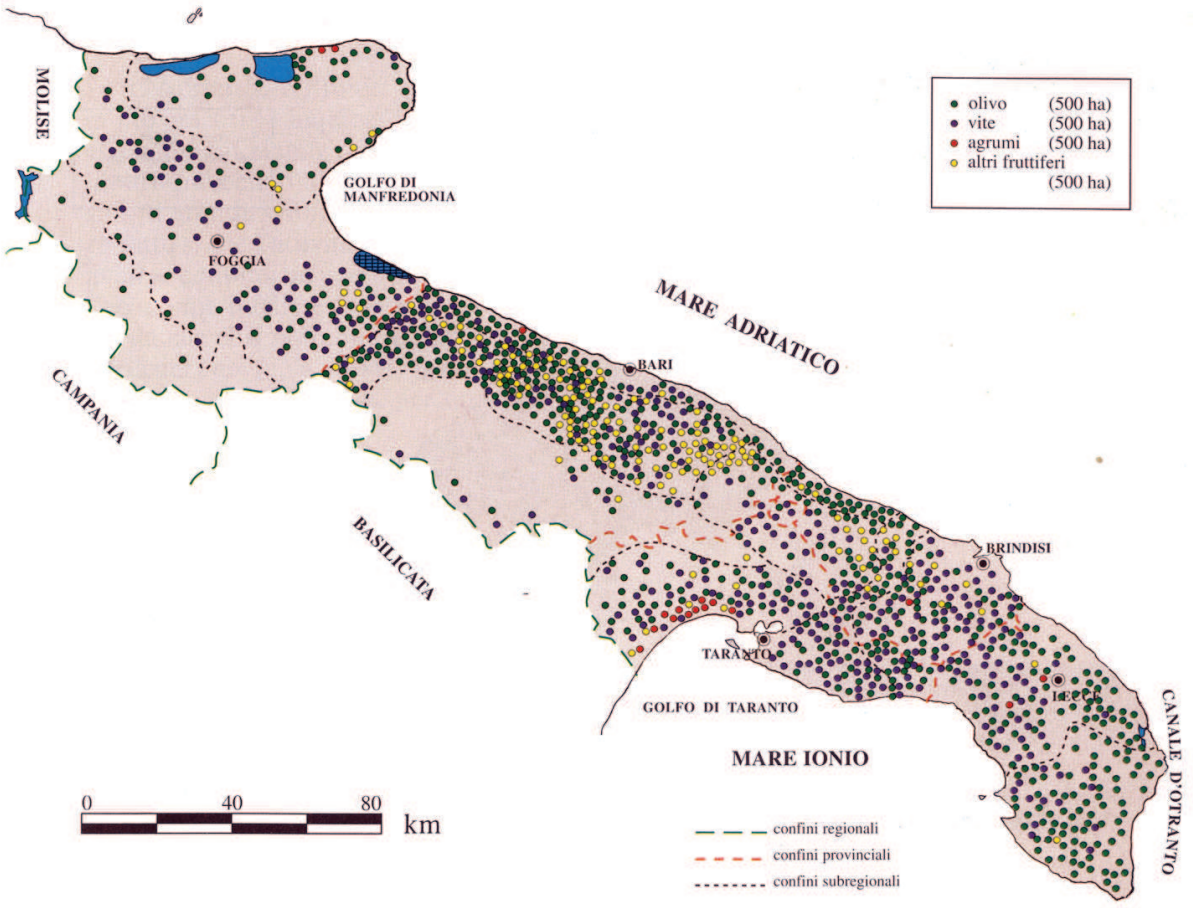

B. LES VINS DE PAYS
COTEAUX FLAVIENS CF1
COTEAUX DU PONT DU GARD CPG
VISTRENQUE V2
VAUNAGE V1
CÔTES DU VIDOURLE CV
SERRE DU COIRAN SC
MONT BOUQUET MB2
CÔTES DU BRIAN CB
COTEAUX D'ENSÉRUNE CE
COTEAUX DE FONCAUDE CF2
MONTS DE LA GRAGE MG
CESSENON C3
ARDAILHOU A
COTEAUX DU LIBRON CL3
COTEAUX DE MURVIEL CM2
BESSAN B3
CÔTES DE THONGUE CT3
COTEAUX DE LAURENS CL1
CÔTES DU THAU CT2
PÉZENAS P
CAUX C2
CASSAN C1
VICOMTÉ D'AUMELAS VA
CÔTES DU CÉRESSOU CC2
MONT BAUDILE MB1
GORGES DE L'HÉRAULT GH
BÉRANGE B2
BENOVIE B1
CUCUGNAN C4
COTEAUX DU TERMENÈS CT1
VAL DE DAGNE VD
COTEAUX DE LA CITÉ DE CARCASSONNE CCC
COTEAUX DE MIRAMONT CM1
HAUTS DE BADENS HB
VALLÉE DU PARADIS VP
COTEAUX DE LA CABRERISSE CC1
HAUTERIVE EN PAYS D'AUDE HPA
COTEAUX DU LÉZIGNANAIS CL2
VAL D'ORBIEU VO
VAL DE CESSE VC
COTEAUX DE NARBONNE CN
CÔTES DE PÉRIGNAN CP
VALS D'AGLY VA
A. LES APPELLATIONS CONTRÔLÉES
CÔTES DU RHÔNE VILLAGES
CÔTES DU RHÔNE
LIRAC
TAVEL
COTEAUX DU LANGUEDOC
CLAIRETTE DU LANGUEDOC
FAUGÈRES
SAINT-CHINIAN
PIC SAINT-LOUP
SAINT-CHRISTOL-VÉRARGUES
SAINT-DRÉZÉRY
MONTPEYROU
SAINT-SATURNIN
SAINT-GEORGES D'ORQUES
LA MÉJANELLE
CABRIÈRES
PICPOUL DE PINET
MUSCAT SAINT-JEAN DE MINERVOIS
MINERVOIS
BLANQUETTE DE LIMOUX
CLAIRETTE DE BELLEGARDE
MUSCAT DE LUNEL
COSTIÈRES DU GARD
MUSCAT DE MIREVAL
MUSCAT DE FRONTIGNAN
LA CLAPE
QUARTOUZE
CORBIÈRES
FITOU & RIVESALTES
CÔTES DU ROUSSILLON VILLAGES & MAURY
CÔTES DU ROUSSILLON VILLAGES & RIVESALTES
CÔTES DU ROUSSILLON & RIVESALTES
BANYULS
0 25 50 km
© GIP RECLUS 1990

Allegato 2

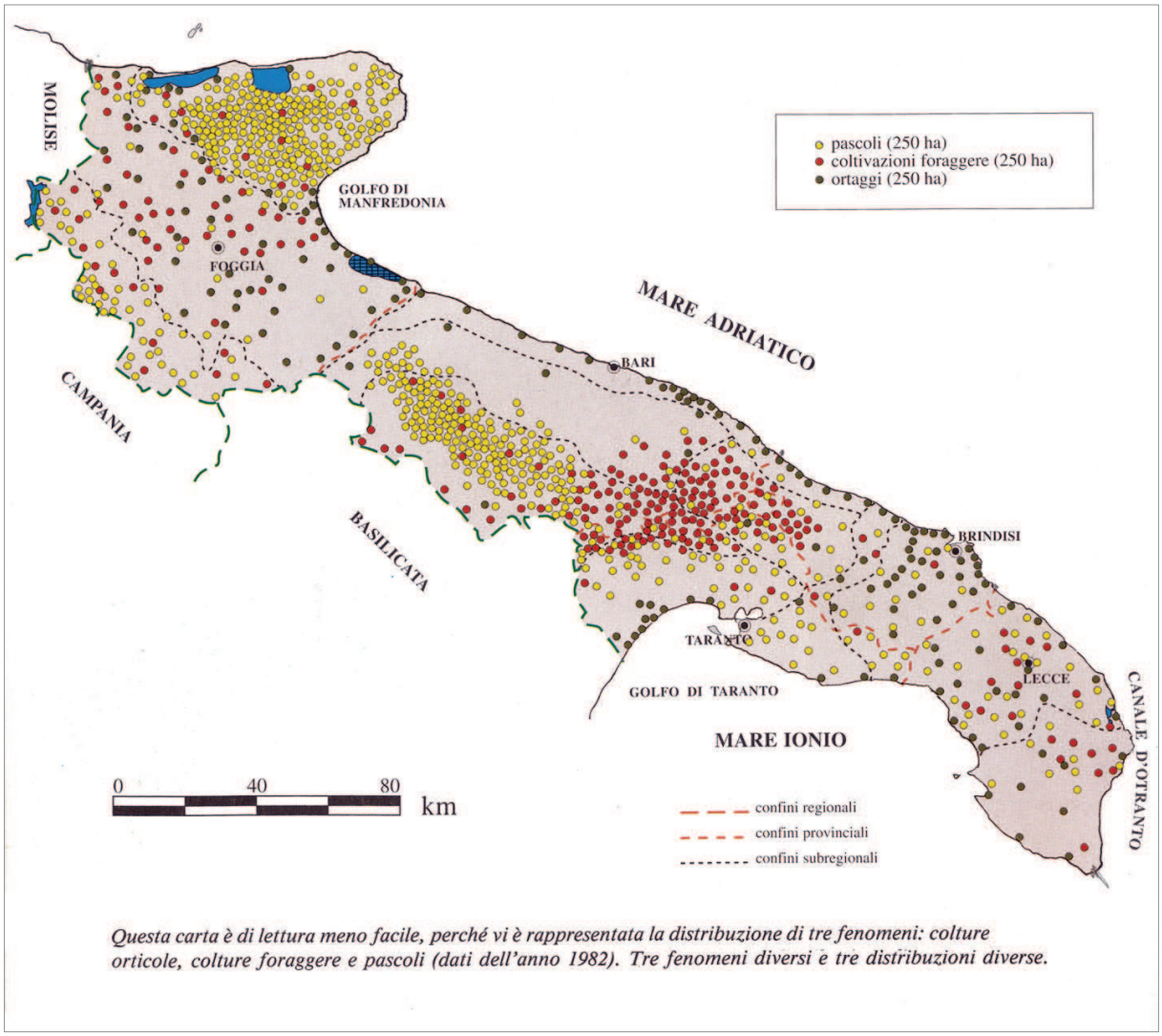
(Fonte: A.A. BISSANTI, *Puglia geografia attiva*, Bari, Mario Adda Editore, 1991)



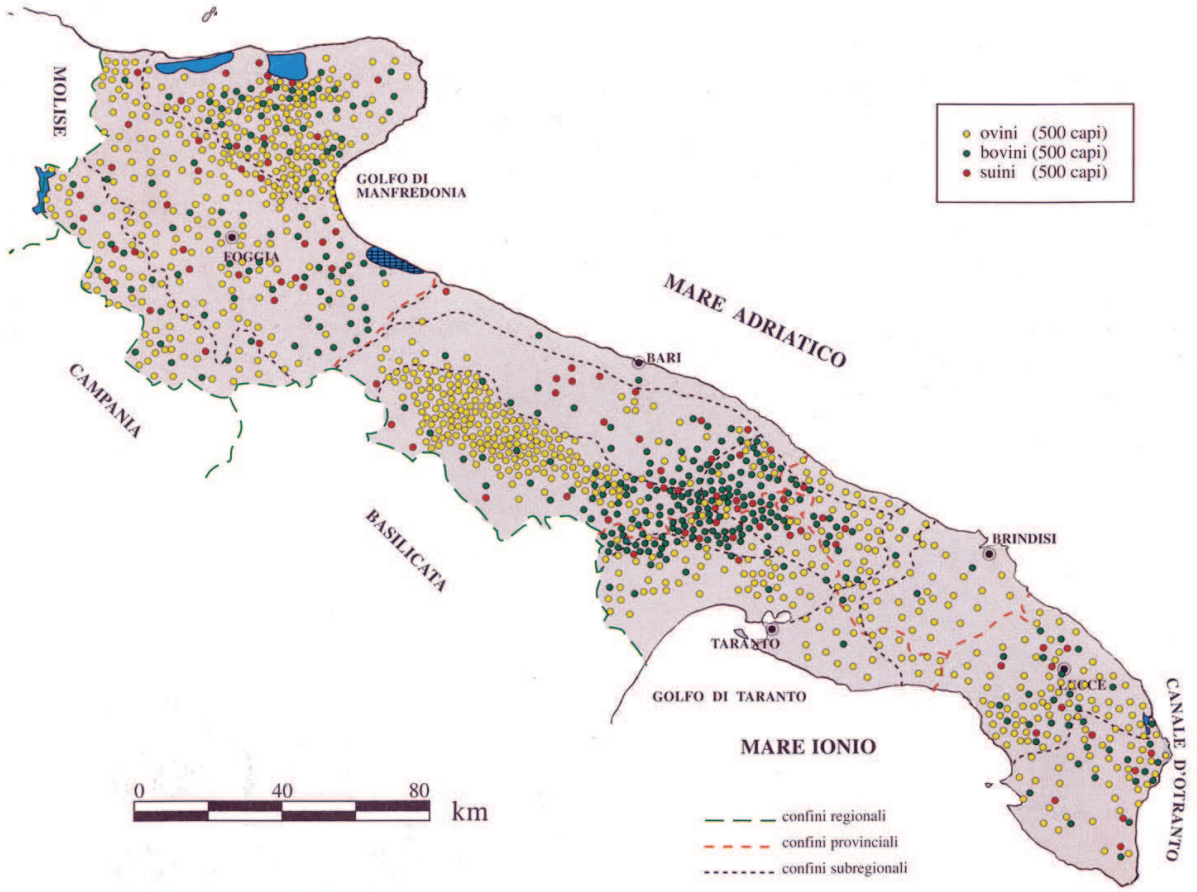
In questa carta puoi vedere l'articolazione del territorio pugliese in suddivisioni ufficiali (province) e tradizionali (subregioni). Le subregioni si differenziano per il paesaggio e anche per caratteristiche della popolazione.



In questa carta è rappresentata la distribuzione: di due colture tipiche della regione pugliese (olivo e vite), degli agrumi e degli altri alberi da frutta (dati dell'anno 1982).



Questa carta è di lettura meno facile, perché vi è rappresentata la distribuzione di tre fenomeni: colture orticole, colture foraggere e pascoli (dati dell'anno 1982). Tre fenomeni diversi e tre distribuzioni diverse.



Questa carta non riguarda più l'agricoltura, ma l'allevamento. Vi è rappresentata, come puoi vedere, la distribuzione degli ovini, dei bovini e dei suini (dati dell'anno 1982). Anche in questo caso, fenomeni diversi e distribuzioni diverse.

Questionario

Il presente questionario, che Le viene sottoposto, è uno strumento di indagine legato alla mia tesi di Dottorato di Ricerca, la cui finalità è lo studio della filiera vitivinicola Bio nei suoi aspetti economici e di legame con il contesto territoriale di riferimento.

L'approccio metodologico adottato prevede la raccolta di una serie articolata di informazioni relative ai produttori, in quanto attori principali della filiera.

Si richiede la compilazione di informazioni di carattere generale relative all'azienda (denominazione, location, struttura aziendale, attività esercitate, dati economici, etc.); in seguito si investigano gli aspetti legati al legame con il territorio di appartenenza, alle motivazioni legate alla scelta del Bio e alla connessione esistente tra tali due citati aspetti. Infine si richiede di valutare le attuali modalità di commercializzazione e di rapporti con il mercato, nonché le future prospettive degli stessi.

Le modalità di valutazione sono diverse, dalle domande a risposta aperta, alle domande con scala da – 5 a +5, in maniera che un voto da -1 a -5 significhi che la specifica caratteristica rappresenta un punto di debolezza e, viceversa, da+1 a +5 un punto di forza, e il voto 0 rappresenta una assoluta indifferenza della caratteristica in oggetto sulle performance della filiera vitivinicola Bio.

ANAGRAFE

Potrebbe fornirci i seguenti dati relativi all'azienda?

a. Denominazione
b. Indirizzo
c. Numero di addetti
d. Superficie vitata

e. Produzione totale
f. Produzione di vino sfuso
g. Produzione di vino in bottiglia
h. Numero di etichette
i. Presenza di agriturismo in azienda

PRODUZIONE

Come definirebbe il Vino biologico?

Quali regole, secondo lei, dovrebbero essere adottate nella produzione del vino Bio?

- Semplice lista degli additivi ammessi
- Regolamento completo che includa gli additivi e le tecnologie ammesse

Ritiene che le suddette regole dovrebbero essere adottate a livello comunitario?

Quale autonomia ritiene dovrebbero avere, in merito, i singoli Paesi membri della UE?

Etichetta: quali informazioni ritiene debbano essere riportate in etichetta? (indicare anche più alternative)

- Lista completa degli additivi
- Logo comune europeo
- Mezzi di produzione adottati (es. Raccolta a mano, etc.)
- Altro (specificare)

MERCATO

Struttura dei Canali di vendita per il Vino biologico. Quali canali predilige? Fornisca in percentuale la loro importanza:

- Supermarket
- Negozi specializzati
- Canale HORECA
- Vendita diretta
- Altro

Commenti:

Secondo lei, quali sono gli ostacoli più evidenti allo sviluppo del mercato dei Vini biologici? Quali soluzioni proporrebbe?
(Scala da 1=nessun ostacolo a 5=ostacolo molto importante)

Prezzi elevati
Punteggio: 1 2 3 4 5
Minore qualità del Vino biologico
Punteggio: 1 2 3 4 5

Minore disponibilità quantitativa del Vino biologico

Punteggio: 1 2 3 4 5

Immagine poco “prestigiosa” del Vino biologico

Punteggio: 1 2 3 4 5

Standard di produzione del Vino biologico

Punteggio: 1 2 3 4 5

Scarsa affidabilità del Vino biologico presso i consumatori

Punteggio: 1 2 3 4 5

Ostacoli nel B2B Marketing (Business to business)

Punteggio: 1 2 3 4 5

Scarsa propensione al consumo di Vino da parte degli acquirenti di prodotti biologici

Punteggio: 1 2 3 4 5

Bassa conoscenza del Vino biologico e della produzione di Vino biologico da parte dei consumatori

Punteggio: 1 2 3 4 5

Forte competizione da parte del settore dei Vini convenzionali

Punteggio: 1 2 3 4 5

Può quantificare il tasso di crescita annuale dei ricavi derivanti dalla vendita di Vino biologico negli ultimi 5 anni?

----------%

Quale tasso di crescita si aspetta nei prossimi 5 anni?

----------%

Può indicarci quanto condivide le seguenti affermazioni (Scala da 1=Forte disaccordo a 5=Forte accordo)

I consumatori acquistano il Vino biologico solo per eventi speciali (es. per un invito, etc.) -----

In futuro i consumatori berranno meno vino con maggiore attenzione alla qualità -----

I consumatori hanno conoscenza delle modalità di produzione del vino con riferimento all'uso di additive, solfiti, fermentazione, etc. -----

I consumatori conoscono le differenze fra vino convenzionale e biologico ----

Può indicarci quanto ritiene importanti i seguenti fattori nella scelta del Vino biologico (Scala 1=Non importante a 5=Molto importante)

Prezzo -----
Rapporto Qualità/Prezzo -----
Gusto -----
Denominazione di Origine -----
Disponibilità -----
Altro (specificare) -----

Commenti:

Quali strategie ritiene utili al fine di incrementare la conoscenza dei consumatori e dei trader in merito al Vino biologico?

(Scala da Importante, Indifferente, Non importante)

Degustazioni nei luoghi di vendita

Training ad hoc per i trader

Campagne pubblicitarie ed informative

Packaging comune (logo, etc.) per i produttori Bio

Altro (specificare)

La preghiamo di segnalare le Sue preferenze in merito a (risposta aperta):

Quali Paesi/mercati di sbocco ritiene voler privilegiare

_____

Location preferita per la promozione della sua produzione (fiera, convegno, ecc.)

_____

Eventi promozionali

Per quali motivi la sua azienda ha scelto di partecipare a Fiere e/o Manifestazioni del settore? E quale importanza attribuisce ai medesimi (Scala da 1 a 10)?

Da quanti anni la sua azienda è presente a tali eventi?

Qual è il range di volume di spesa annuo che la sua azienda sostiene per le varie azioni di promozione?

Qual è all'incirca la percentuale dei contatti avuti nel corso degli eventi promozionali, che sono poi divenuti vostri clienti?

Quali mezzi pubblicitari Lei utilizza per pubblicizzare la sua azienda, e che importanza assegna ad ognuno di loro (Scala da 1 a 10)? Quali saranno le tendenze future?

In quali mercati è stata venduta la produzione passata, e in che percentuale tale produzione è stata assorbita da ciascuno di questi stessi mercati rispetto al totale?

BIOLOGICO

Da quanti anni la sua azienda adotta il metodo di produzione biologico?

Quali delle seguenti ragioni la hanno indotta ad adottare il metodo di produzione biologico?

- Prezzo di vendita
- Presenza di incentivi pubblici
- Valorizzazione dei vitigni autoctoni
- Legame con il territorio e tutela della natura/biodiversità
- Marketing e immagine

Quale importanza assegna alla produzione biologica nella riscoperta e valorizzazione dei vitigni autoctoni, e nella tutela della biodiversità?

- Il biologico rappresenta l'unico metodo per raggiungere tale scopo
- Il biologico rappresenta il metodo principale per raggiungere tale scopo
- Importanza media
- Nessuna importanza in particolare

Quali azioni ha posto in essere la sua azienda per realizzare un concreto legame con il territorio di riferimento? (Es. masserie didattiche, recupero manufatti architettonici, agricoltura sociale, etc.)

Ritiene sufficiente la attuale normativa a tutela della produzione biologica? Ritiene che il marchio europeo (apposto sulle bottiglie) sia sufficiente ad identificare tale metodologia di produzione sul mercato? Ha suggerimenti per migliorare la comunicazione del "brand" biologico ai consumatori?

La sua azienda è parte di un Consorzio? Quale valore attribuisce alla presenza di una associazione di produttori per rinforzare l'immagine e la promozione del marchio sul mercato?

La produzione biologica le ha portato:

- Ulteriori e incrementati proventi
- Un miglioramento nel suo lavoro quotidiano
- Collegamenti con altri produttori (lavoro di gruppo, ecc.)
- Maggiore attenzione a preservare l'ambiente

Questionnaire

Le questionnaire qu'on vous adresse est un instrument de recherche finalisé à ma thèse de Doctorat (*Dottorato di Ricerca*), dont la finalité est l'étude de la filière vitivinicole Bio dans ses aspects économiques et pour les liens avec le contexte territorial de référence .

L'approche méthodologique adopté prévoit la récolte d'une série articulée d'informations relatives aux producteurs, en tant qu'acteurs principaux de la filière.

On vous demande de le remplir avec les infos de type général relatives à l'entreprise (dénomination, lieu, structure de l'entreprise, activités exercées, données économiques etc.) ; successivement on enquête sur les aspects liés au lien avec le territoire d'appartenance, aux motivations liées au choix du Bio et au rapport existant entre ces deux aspects cités. Finalement on demande d'évaluer les modalités actuelles de commercialisation et des relations avec le marché, ainsi que les perspectives futures des mêmes. Les modalités d'évaluation sont différentes, en passant par des questions ouvertes, à des questions sur échelle de – 5 à + 5, de façon à ce qu'une note allant de moins 1 à moins 5 signifie que la caractéristique spécifique représente un point faible et, viceversa, de plus 1 à plus 5 un point de force, et la note 0 (zéro) représente une indifférence absolue de la caractéristique dont à l'objet sur les performances de la filière vitivinicole Bio.

ANAGRAPHE

Pourriez-vous nous fournir les données relatives à l'entreprise ?

a) Dénomination
b) Adresse
c) Nombre des employés (salariés, famille)

d) Superficie plantée de vignes
e) Production totale
f) Production de vin en vrac
g) Production de vin en bouteille
h) Nombre appellation (AOC, IGP, VDP)
i) Présence d'agritourisme dans l'entreprise

PRODUCTION

Comment définiriez-vous le Vin biologique ?

Quelles règles, d'après vous, devraient être adoptées dans la production du vin Bio ?

- Une simple liste des additifs, produits et processus admises
- Règlement complet incluant les additifs, produits et processus admises

Pensez-vous que les règles susdites devraient être adoptées au niveau communautaire ?

Quelle autonomie selon vous devraient avoir, à ce sujet, les Pays membres de l'UE ?

Etiquette : quelles informations selon vous devraient être indiquées sur l'étiquette ? (préciser éventuellement plusieurs alternatives possibles)

- Liste complète des additifs et produits utilisés
- Logo commun européen
- Moyens de production adoptés (par ex. récolte à la main, etc.)
- Autre (spécifier)

MARCHÉ

Structure des canaux de vente pour le Vin biologique. Lesquels préférez-vous ? Indiquez leur importance en pourcentage :

- Hyper et Supermarchés
- Magasins spécialisés/Boutiques Bio
- Canal HORECA
- Vente directe
- Coopératives
- Autre

Commentaires :

Quels sont pour vous les obstacles les plus évidents au développement du marché des Vins biologiques ? Quelles solutions proposeriez-vous ?
(Echelle de 1 = aucun obstacle à 5 = obstacle très important)

Prix élevés
Points/Score : 1 2 3 4 5
Médiocre qualité du Vin biologique
Points: 1 2 3 4 5

Faible disponibilité quantitative du Vin Biologique

Points : 1 2 3 4 5

Image peu « prestigieuse » du Vin biologique

Points: 1 2 3 4 5

Standard de production du Vin biologique

Fiabilité insuffisante du Vin biologique auprès des consommateurs

Points: 1 2 3 4 5

Obstacles pour le B2B (Business to Business), intermédiaires ou négociants

Points: 1 2 3 4 5

Faible propension à la consommation de Vin de la part des acheteurs de produits biologiques

Points: 1 2 3 4 5

Connaissance limitée du Vin biologique et de la production de Vin biologique de la part des consommateurs

Points: 1 2 3 4 5

Forte compétition de la part du secteur des Vins conventionnels

Points: 1 2 3 4 5

Pourriez-vous quantifier le taux de croissance annuelle des revenus dérivants de la vente de Vin biologique dans les 5 dernières années ?

----------%

Quel taux de croissance envisagez-vous dans les 5 prochaines années ?

----------%

Pourriez-vous nous indiquer dans quelle mesure vous partagez les affirmations suivantes ? (échelle de 1= fort désaccord à 5 = très d'accord)

Les consommateurs achètent le Vin biologique seulement pour des événements spéciaux (par ex. pour une invitation,…) -----

Dans l'avenir les consommateurs boiront moins de vin avec plus d'attention à la qualité -----

Les consommateurs connaissent les modalités de production du vin avec référence à l'utilisation d'adjuvants, sulfites, travail, etc.-----

Pourriez-vous nous dire combien d'importance ont les facteurs suivants dans le choix du Vin biologique (consommateurs)? (échelle 1= pas d'importance à 5 = très important)

Prix -----

Rapport Qualité/Prix

Goût -----

Dénomination d'Origine -----

Disponibilité -----

Préservation de la santé

Préservation du environnement

Autre (spécifier)

Commentaires :

Quelles stratégies estimez-vous utiles afin d'augmenter la connaissance des consommateurs et des intermédiaires ou négociants pour ce qui concerne le Vin biologique ?
(Echelle de : Importante, Indifférente, Aucune importance)
Dégustation dans les lieux de vente
Formation ad hoc pour les traders
Campagnes publicitaires et d'information
Packaging commun (logo, etc.) pour les producteurs Bio)
Autre (spécifier)

Nous vous prions de signaler vos préférences dans ce domaine (réponse ouverte) :
Quels Pays/marchés (autre que la France) avec débouché voudriez-vous privilégier ?

Location/emplacement préféré pour la promotion de votre production (foire, rencontre, congrès, etc.)

Événements promotionnels

Pour quelles raisons votre entreprise a choisi de participer à des Foires et des Expositions du secteur ? Et quelle importance attribuez-vous à ces mêmes ? (échelle de 1 à 10)

Depuis combien d'années votre entreprise est présente pendant ces événements ?

Quel est le volume de dépense annuelle que votre entreprise doit soutenir pour les différentes actions de promotion ?

Quel est à peu près le pourcentage des contacts eus pendant les événements promotionnels, qui, à partir de ce moment-là, sont devenu vos clients ?

Quels moyens publicitaires utilisez-vous pour faire de la publicité à votre entreprise, et quelle importance attribuez-vous à chacun d'eux ? (échelle de 1 à 10)

Quelles pourront-être les tendances futures ?

Dans quels marchés a été vendue la production passée, et en quel pourcentage telle production a été absorbée par chacun de ces mêmes marchés par rapport au total ?

BIOLOGIQUE

Depuis combien d'années votre entreprise adopte la méthode de production biologique ?

Lesquelles parmi les raisons suivantes vous ont poussé à adopter la méthode de production biologique ?

- Prix de vente
- Présence de primes publics
- Valorisation des cépages locaux
- Lien avec le territoire et sauvegarde de la nature/biodiversité
- Marketing et image

Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la redécouverte et valorisation des cépages locaux?

- Le biologique représente le seul moyen pour atteindre ce but
- Le biologique représente la principale méthode pour atteindre ce but
- Importance moyenne
- Aucune importance en particulier

Quelle importance attribuez-vous à la production biologique dans la sauvegarde de la nature/biodiversité ?

- Le biologique représente le seul moyen pour atteindre ce but
- Le biologique représente la principale méthode pour atteindre ce but
- Importance moyenne
- Aucune importance en particulier

Quelles actions avez-vous entrepris pour s'intégrer dans le territoire? (Par ex. : fermes didactiques, réhabilitation des ba^timents anciens ou des méthodes de vinification, agriculture sociale, etc.)

Pensez-vous que les cahiers de charge actuels de la production biologique est suffisante ? Pensez-vous que la marque européenne (apposée sur les bouteilles) est suffisante à identifier telle méthode de production sur le marché ? Avez-vous des suggestions pour améliorer la communication du « brand » biologique envers les consommateurs ?

Votre exploitation fait-elle partie d'une association professionnelle? Quelle valeur attribuez-vous à la présence d'une association de producteurs pour renforcer l'image et la promotion de la marque sur le marché ?

La production biologique lui a apporté:

- Plus de revenus
- Faire mieux son métier
- Des liens avec les autres producteurs (travail collectif, etc.)
- Préserver l'environnement

Glossario

Azienda Agricola

L'azienda agricola è un'unita economica che partecipa alla produzione agricola e risponde a certi criteri:

- ha un'attività agricola o di produzione, o di mantenimento di terre in buone condizioni agricole e ambientali che le permette di ricevere aiuti aitanti di utensili di produzione (DPU), ovvero di messa a disposizione di superfici per il pascolo collettivo che gli permette di deporre un dossier di richiesta di incentivo da pascolo agroambientale (PHAE);
- raggiunge una certa dimensione, o 1 ettaro di superficie agricola utilizzata, o 20 are di coltura specializzata, oppure una produzione superiore ad una soglia (1 vacca o 6 pecore madri…);
- la sua ordinaria amministrazione è indipendente da qualsiasi altra unità. L'esistenza di una immatricolazione al repertorio delle imprese e delle aziende Sirene o di un identificazione di domanda d'aiuto della Politica agricola comune presume dall'indipendenza di amministrazione.

Gli attivi agricoli sono le persone che partecipano al lavoro delle aziende agricole. Gli attivi familiari comprendono i dirigenti d'azienda, le co-aziende, così come i membri della famiglia, parenti del dirigente d'azienda e delle co-aziende e figli, dal momento in cui forniscono lavoro all'azienda. I salariati permanenti occupano un posto tutto l'anno, qualunque sia la durata, tempo parziale o completo. I salariati stagionali o occasionali hanno lavorato a tempo parziale o completo, ma soltanto durante una parte dell'anno.

Capacità di pesca

Individua la struttura produttiva della pesca di un'area territoriale attraverso l'analisi di tre variabili fondamentali, quali il numero di battelli, il tonnellaggio complessivo e la relativa potenza motore in un determinato istante di tempo.

Costi fissi

Includono gli oneri sostenuti per l'impiego dei fattori che esplicano la loro funzione in più anni(fattori a logorio parziale). Sono i costi da sostenere nel corso dell'esercizio indipendentemente dall'esercizio dell'attività: quote di ammortamento, interessi, affitto terreni, compensi per i lavoratori, dipendenti, imposte.

Costi variabili

Sono i costi sostenuti per l'acquisto dei fattori a logorio totale (fertilizzanti, antiparassitari, sementi, mangimi,carburanti, noleggi,ecc.) e il costo relativo alle remunerazioni dei lavoratori avventizi.

FESAR

Fondo europeo agricolo per lo sviluppo rurale: fondo subentrato al Feoga insieme al Feaga (fondo europeo agricolo di garanzia). Il FEASR nasce dall'incrocio tra la sezione orientamento e la sezione garanzia del vecchio Feoga e finanzia i nuovi programmi di sviluppo rurale PSR, per il periodo 2007-2013.

GD – Grande Distribuzione

Imprese che possiedono punti di vendita operanti nella forma di supermercato, ipermercato, discount, grande magazzino, altra grande superficie specializzata.

GT – Gross Tonnage

A partire dal 2004 costituisce la misura della capacità di tutti i pescherecci appartenenti alle flotte comunitarie. Il tonnellaggio lordo (GT), cosi come fissato dalla convezione di Londra del 1969 è definito in funzione del volume totale di tutti gli spazi interni della nave.

Investimenti fissi lordi

Sono costituiti dalle acquisizioni (al netto delle cessioni) di capitale fisso effettuate dai produttori residenti, a cui si aggiungono gli incrementi di valore dei beni materiali non prodotti. Il capitale fisso consiste in beni materiali e immateriali prodotti destinati ad essere utilizzati nei processi produttivi per un periodo superiore ad un anno.

ML – Margine Lordo

Margine lordo dell'attività produttiva, corrisponde alla differenza tra il valore della produzione lorda dell'attività produttiva e le rispettive spese specifiche.

Ore di lavoro

Sommatoria delle ore di lavoro prestate in azienda dalla manodopera familiare e salariata. Comprende le ore prestate per le specifiche attività colturali o di allevamento e quelle svolte per attività non specifiche.

OTE – Orientamento Tecnico Economico

Classificazione delle aziende agricole basata sulla determinazione del peso economico delle varie attività produttive e sulla loro combinazione. A tal fine, utilizzando il RLS della zona in cui risiede l'azienda, si moltiplicano gli ettari coltivati o il numero di capi allevati per il corrispondente RLS.

PL – Produzione Lorda

Produzione lorda dell'azienda e dell'attività produttiva. *Azienda*: è il valore della produzione complessiva dell'azienda, realizzato nell'arco di un esercizio contabile. Comprende il valore dei prodotti venduti, di quelli utilizzati per l'auto consumo o per prestazioni in natura, di quelli reimpiegati in azienda e la variazione di giacenza in magazzino. La produzione aziendale comprende anche le entrate lorde derivanti dall'attività agrituristica collegata all'azienda e dal noleggio di macchine aziendali (se occasionali), nonché i contributi pubblici percepiti. *Attività produttiva*: è il valore della produzione complessiva dell'attività produttiva (venduta, riutilizzata come mezzo di produzione o per autoconsumo famigliare). Comprende anche i premi accoppiati.

RLF – Reddito da Lavoro Familiare

Rappresenta la remunerazione del lavoro familiare impiegato in azienda e comprende anche il profitto dell'impresa. Si ottiene sottraendo al Reddito Netto, la remunerazione del capitale proprio dell'imprenditore (2% del valore per quello fondiario, 5% per quello di esercizio). Si può calcolare anche come la differenza tra RLT e i salari pagati.

RLS – Reddito da Lavoro Standard

È un indicatore di redditività di una specifica attività produttiva agricola che deriva dalla differenza tra le medie triennali della produzione vendibile di queste e la media triennale dei rispettivi costi specifici. È funzionale alla classificazione tipologica delle aziende agricole (OTE, UDE), secondo regole stabilite a livello comunitario.

RLT – Reddito da Lavoro Totale

Rappresenta la remunerazione di tutto il lavoro impegnato in un'azienda. Risulta dalla differenza tra il prodotto netto e la remunerazione del capitale aziendale.

RN – Reddito Netto

Rappresenta la remunerazione ai capitali di proprietà e al lavoro forniti dall'imprenditore e dalla sua famiglia. È quanto resta del valore della produzione aziendale dopo aver detratto tutti i costi variabili e fissi.

SAT – Superficie Agricola Totale

Per le indagini strutturali sulle aziende agricole, si intende l'insieme delle SAU, delle colture boschive, della superficie agraria non utilizzata e dell'altra superficie rientrante nel perimetro dei terreni aziendali.

SAU – Superficie Agricola Utilizzata

Insieme dei terreni investiti a seminativi, orti familiari, prati permanenti e pascoli, coltivazioni legnose agrarie e castagneti da frutto. Essa costituisce la superficie investita ed effettivamente utilizzata in coltivazioni propriamente agricole, non comprende la superficie investita a funghi in grotte, sotterranei od appositi edifici.

UDE – Unità di Dimensione Economica

Rappresenta l'unità di base per il calcolo della dimensione economica aziendale. 1 Ude corrisponde ad un RLS di 1200 €, l'anno.

UL – Unità di Lavoro

Rappresenta la quantità di lavoro prestato nell'anno da un occupato a tempo pieno, oppure la quantità di lavoro equivalente prestata da lavoratori a tempo parziale o da lavoratori che svolgono un doppio lavoro. La misura non è legata alla

singola persona fisica, ma risulta ragguagliata ad un numero di ore annue corrispondenti ad un'occupazione esercitata a tempo pieno, numero che può diversificarsi a seconda della differente attività lavorativa.

ULA – Unità di Lavoro Annuale

L'unità di lavoro annuale (ULA) permette di accumulare i diversi tempi di lavoro. Questa unità corrisponde all'equivalente del tempo di lavoro di una persona al tempo completo durante un anno. Le superfici agricole e il bestiame sono valorizzati secondo dei coefficienti che permettono il calcolo della produzione lorda standard (PLS). Questi coefficienti risultano da valori medi sul periodo dal 2005 al 2009. La PBS descrive un potenziale di produzione delle aziende e permette di classificarle in "medie e grandi aziende", quando essa è superiore o uguale a 25.000 €, in "grandi aziende" quando essa è superiore o uguale a 100.000 €. Il contributo di ogni superficie o bestiame alla produzione lorda standard permette ugualmente di classificare le aziende secondo il loro orientamento tecnico-economico.

ULF – Unità di Lavoro Familiare

Persone che lavorano in azienda e che non ricevono salario o stipendio, ma sono remunerate attraverso il reddito che rimane alla famiglia derivante dallo svolgimento dall'attività agricola. È dato dalla sommatoria delle ore di lavoro di ogni addetto familiare diviso 2200.

VA – Valore Aggiunto

È l'aggregato risultante dalla differenza tra il valore dei beni e servizi conseguiti dalle singole branche produttive e il valore dei beni e servizi intermedi consumati nel periodo considerato. Corrisponde alla somma delle retribuzioni e degli ammortamenti di ciascun settore.